
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

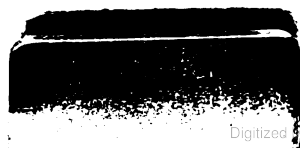
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 01486929 5



XVC

McH...

CHRONIQUE
DU
PARLEMENT
DE BORDEAUX

PAR
JEAN DE METIVIER

PUBLIÉE PAR
ARTHUR DE BREZETZ ET JULES DELPIT

TOME PREMIER

BORDEAUX
V^{rs} MOQUET, LIBRAIRE-ÉDITEUR
45, RUE PORTE-D'HEAUX, 45

M DCCC LXXXVI

PUBLICATIONS
DE LA SOCIÉTÉ
DES BIBLIOPHILES
DE GUYENNE

CHRONIQUE
DU
PARLEMENT DE BORDEAUX

Bordeaux. — Imp. G. GOUNOUILHOU, rue Guiraud, 11.

CHRONIQUE
— DU
PARLEMENT
DE BORDEAUX

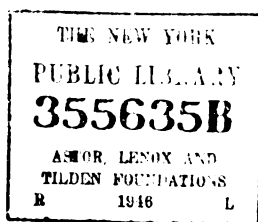
PAR
JEAN DE METIVIER

PUBLIÉE PAR
ARTHUR DE BREZETZ ET JULES DELPIT

—
TOME PREMIER
—

BORDEAUX
V^{ro} MOQUET, LIBRAIRE-ÉDITEUR
45, RUE PORTE-DUEAUX, 45

—
M DCCC LXXXVI
62



INTRODUCTION

Le Parlement de Bordeaux faisait tenir par ses greffiers des registres, connus sous le nom de Registres secrets, dans lesquels se trouvaient inscrits les principaux événements auxquels le Parlement avait pris part, et les traditions qu'il voulait conserver. Presque tous les jeunes conseillers, lorsqu'ils entraient dans la compagnie, en faisaient faire des extraits, pour connaître l'histoire et les usages de leurs prédécesseurs.

Parmi les nombreux extraits des registres secrets du Parlement de Bordeaux, aucun n'est plus complet et plus intéressant que ceux transcrits par l'ordre de Jehan de Metivier, conseiller au Parlement. Leur intérêt a paru si grand à la SOCIÉTÉ DES BIBLIOPHILES DE GUYENNE, qu'elle en vota l'impression immédiate.

La transcription de ce recueil, correctement écrite quoique paraissant tout d'abord difficile à lire, est faite sur 336 pages de grand et fort papier, réglé

et entouré d'un filet. Elle renferme trois parties distinctes :

La première contient des pièces, dont quelques-unes inédites, sont relatives non seulement au Parlement de Bordeaux, mais même à celui de Paris et à l'histoire générale de la France. On y remarque les lettres-patentes portant réorganisation du Parlement de Bordeaux en 1462, la fixation de son ressort; des donations de terres; des anoblissements; des confirmations de privilèges et coutumes des villes; des lettres relatives aux luttes de la magistrature avec le pouvoir ecclésiastique; et même quelques pièces antérieures à l'époque de la création du Parlement par Louis XI ⁽¹⁾.

La deuxième partie est intitulée : Articles utiles nécessaires faits par l'avis et délibération de la cour pour la conservation des ordonnances, bien de justice, et expédition d'icelle; elle concerne le règlement intérieur adopté par la cour, fixant les formes et les usages pour rendre la justice ⁽²⁾. Ces deux parties ont été réunies en une seule et classées chronologiquement par les éditeurs ⁽³⁾.

La troisième partie comprend des extraits des registres secrets, établis par année judiciaire, du 11 septembre 1520 au 19 août 1566. On y trouve de nombreuses lettres missives des rois et tous les faits principaux de la vie active du Parlement.

Pour les actes antérieurs à l'année 1462, les éditeurs les ont réunis à la suite de cette introduction.

⁽¹⁾ *Manuscrit*, p. 1 à 64.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 65 à 78.

⁽³⁾ Pages 1 à 248 de ce volume.

Il en est un, déjà imprimé ⁽¹⁾, que les éditeurs ont cru devoir reproduire, c'est l'ordonnance découverte par M. Emile Brives-Cazes, portant création du Parlement de Guyenne par Charles VII, datée du 5 août 1451. M. Brives-Cazes avait déjà démontré qu'un Parlement de Bordeaux avait fonctionné avant 1462 ⁽²⁾, mais on ignorait qu'il y avait eu un acte spécial établissant ce Parlement conformément à l'article 20 du traité conclu pour la soumission de Bordeaux, le 12 juin 1451.

Dans diverses circonstances les commissaires du Parlement de Bordeaux avaient eu à disputer sur les droits de préséance du Parlement de Bordeaux, notamment avec celui de Grenoble; ils ne purent jamais fournir la preuve de l'existence de leur Parlement avant 1462. Aujourd'hui, grâce aux investigations des érudits modernes, il ne saurait plus y avoir de doute; il est certain que le Parlement de Guyenne existait en 1451 et 1452.

Le manuscrit que nous publions est suivi d'un second volume intitulé : Mémoires de monsieur maistre Jehan de Mestivier l'aisné, conseiller au Parlement. Celui-ci occupe 82 pages et renferme une espèce de chronique, commençant le 27 août 1594 et finissant le 6 octobre 1616.

Pourquoi le premier manuscrit s'arrête-t-il le 19 août 1566? Pourquoi les mémoires de Jehan de Mestivier l'ainé se terminent-ils en 1616? Nous

⁽¹⁾ Archives historiques du département de la Gironde, t. XXIV.

⁽²⁾ Les Derniers Grands-Jours du dernier duc de Guyenne (1469-1472), par Em. Brives-Cazes, p. 12, note 1. — Archives historiques de la Gironde, t. IX.

l'ignorons. Cependant il nous semble assez probable que les parties manquantes du manuscrit ont dû être égarées lors de la dispersion de la bibliothèque de ce conseiller.

Jehan de Mestivier ou Métivier était fils de Pierre de Mestivier ⁽¹⁾, seigneur de la maison noble de Persart, l'un des plus fameux avocats de Bordeaux, et de Jeanne de Tarneau. Lui-même était avocat, lorsqu'il devint, le 5 mars 1594, conseiller au Parlement à la place de Jehan de Maledan ⁽²⁾. Il prenait le titre d'aîné, parce qu'il avait un frère plus jeune, François de Métivier, qui était aussi conseiller au Parlement. Par sa mère, Jehan de Métivier était neveu de Gabriel de Tarneau, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé, président au Parlement, et de Joseph de Tarneau, conseiller. Les Métivier et les Tarneau appartenaient à des familles qui ont fourni chacune de nombreux conseillers au Parlement de Bordeaux.

Jehan de Métivier était marié avec Jacqueline de La Rivière ⁽³⁾.

Il en eut deux enfants :

1^o Pierre de Métivier, qui épousa le 1^{er} juin 1625 Catherine de Fayet, fille de Mathieu de Fayet, chevalier, conseiller du Roi, trésorier-général de France, et de Catherine de Lagorce ;

⁽¹⁾ Il laissa une bibliothèque remarquable. Voyez Arch. dép., Gailhard, notaire à Bordeaux, 1589, f^o 777.

⁽²⁾ *Ibid.*, Registre d'enregistrement, B. 46, 1594-1598, f^o 24. Jehan de Maledan était conseiller au Parlement depuis 1569, lorsqu'il mourut le 7 septembre 1593. Il avait épousé Jehanne de Pichon, sœur de Bernard de Pichon, conseiller au Parlement.

⁽³⁾ *Ibid.*, Registres des insinuations, 1609 et 1625.

2^o *Jehanne de Métivier, alliée le 29 janvier 1609 à Fronton de La Roche, devenu lui aussi conseiller au Parlement, fils de Pierre de La Roche, conseiller au Parlement, et de Marguerite Berthome, veuve de Raymond de Massip, conseiller.*

Jehan de Métivier dut mourir vers 1632, car à la fin de 1631, il figure encore parmi les conseillers, et, le 11 mars 1632, Jacques de Fayet ⁽¹⁾ présentait des lettres de provisions de conseiller comme succédant à Jehan de Métivier, décédé.

Bordeaux, le 1^{er} janvier 1886.

ARTHUR DE BREZETZ.

JULES DELPIT.

⁽¹⁾ *Bibliothèque municipale, manuscrits. Registres secrets du Parlement de Bordeaux en 1632.* Jacques de Fayet était fils de Mathieu de Fayet, trésorier-général de France, et beau-frère de Pierre de Métivier, conseiller au Parlement.

LISTE

DES

DOCUMENTS ANTÉRIEURS A 1462

I

5 août 1451 ⁽¹⁾.

CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France, à tous ceuls qui ces presentes lettres verront, salut.

Savoir faisons : comme après le recouvrement par nous fait, en cette saison passée, de nos duchié en Guienne et pais de Bourdeloys et de Gascoigne, qui par longtemps avoient esté occupiez par nos anciens ennemis et adversaires les Anglois, nous, pour metre et donner ordre de vivre entre nos subgetz desdits pais en bonne police et justice, et donner à plusieurs voyes de fait suppra mises et autres abuz qui y ont esté faictes et comises durant le temps de ladite occupation, avons par grant et meure deliberation de plusieurs des seigneurs de nostre sang et gens de nostre grant conseil, ordonné et deliberé establir une Court souveraine esdits pays. Savoir faisons que, en suivant nostre ordonnance et deliberation, et considéré que nostre

(1) Voy. *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIV, p. 439.

cité de Bourdeaulx est la principale de tous nos susdits pa s et plus convenable pour l'establissement de ladict e Court, avons, par l'avis et conseil que dessus, ordonn e et establie, ordonnons et establissons, de plaine puissance et auctorité roial, par ces presentes, une Court souveraine en nostredict e ville et cité de Bourdeaulx, pour tous nos susdits pa s dernièrement par nous recouvrez et reduiz en nostre obeissance et les ressors d'iceulx, selon les limites qui par nous seront sur ce ordonn es et declair es; laquelle voulons estre tenue et gouvern e par huit conseillers, desquels deux presideront et seront appelez premier et second president, et par aultres officiers par nous   ce commis, ordonnez et establiz; et auxquels nos conseillers nous avons donn e et donnons par lesdict es presentes, et ceulx qui après eulx y seront audict estat, plain pouvoir, auctorité et mandement special de toutes causes civiles et criminelles, entre quelques parties que ce soient, demourant esdict s pa s, et icelle decider et determiner par leurs arrestz ou jugemens; et de donner toutes aultres provisions de justice   nos sujets desdits pays, et aultres illec survenant, quant le cas y escherra, comme font et ont accoustum e et peuvent faire nos autres conseillers de nostre Court de parlement; et leurdits arretz, jugemens et provisions de justice executer et faire executer par toutes manières deues et en tel cas requises, nonobstant oppositions ou appellations, sans et que d'eulx, ne de leursdits arrestz et jugemens soit loisible ne permis appeller par aucuns, ne que par eulx sur iceulx soit deffer e au susdit appellar, pour quelque cause ne en quelque manière que ce soit; ordonnons et mandons   tous nos senes-

chaulx et autres officiers, justiciers et subietz que à icelle Court obeissent et intindent diligemment; present et donnent tout conseil, confort et aide, quant metier sera, et ils en seront requis. Car tel est nostre plaisir, et en tesmoing de ce (*la suite manque*).

Donné à Taillebourg le cinq [aoust 1451].

II

8 mai 1408.

Ordonnance de Charles VI portant que Jean Tarenne ⁽¹⁾, sur la demande de sa famille, de la Reine, du roi de Jérusalem et de Sicile, des ducs de Berry et de Bourgogne, etc., a été nommé conseiller clerc au Parlement de Paris, à la place de Germain Paillard ⁽²⁾, qui avait été élu à la place de Renaud de Bucy ⁽³⁾, le Roi dérogeant, pour cette fois, aux ordonnances qui veulent que les conseillers soient toujours nommés par élection. — Cette ordonnance n'est pas imprimée dans les *Ordonnances du Louvre*.

« CAROLUS, Dei gratia, Francorum rex, universis præsentis litteras inspecturis salutem.

» Quoniam nostra regalis celsitudo unicuique subditorum nostrorum jus suum tribuere et ipsos subditos nostros justitia per quam firmum regni nostri fundamentum solidatur protegere, virosque pro ipsa exer-

(1) F. Blanchard : *Les Présidents au mortier*, 1647, in-f°, le nomme Jean de Turenne.

(2) Germain Paillard fut nommé par le Roi conseiller clerc en la chambre des Enquêtes, en remplacement de Renaud de Bucy qui fut alors pourvu de l'évêché de Luçon.

(3) Renaud de Bucy, chanoine de Soissons, fut le premier des présidents qui ait pris le titre de premier-président.

cenda justitia et reipublicæ negotiis dirigendis tales eligere consuevit quos novit litterarum scientia, vita laudabili, honestate et moribus esse dotatos, ita quod in ipsis honor nostræ celsitudinis refulgeat, et reipublicæ utilitas ex eorum judiciis subsequatur; dictique nostri subditi sub commissio nobis regimine eadem mediante justitia valeant in pacis tranquillitate confoveri; ex eo, dudum, quod per nonnullorum ad personarum potius quam officiorum provisionem tendentium seductivas suggestiones et petitiones illicitas, de personis minus sufficientibus pro justitia exercenda et ministranda retroactis temporibus quandoque provisum extiterat, propter quod factum justitiæ non ea qua docebat solertia poterat exerceri.

» Nos, postquam dicti regni nostri gubernacula suscepimus, laudabilibus prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, plerisque scandalis et inconvenientibus ea propter insurgentibus posse tenus obviare cupientes et volentes, ex matura nostri deliberatione consilii, plenaria nostra potestate et autoritate regia, jam dudum et pluries irrevocabiliter ordinavimus, statuimus, et decrevimus quod dum locis præsidentium cæterorumque consiliariorum nostrorum in nostra parlamenti curia occurreret vacatio, de probis et notabilibus personis, scientificis et expertis, diversarum regni nostri partium solemnem prævia electione et in præsentia nostri cancellarii, qui tunc esset, omni illicito favore postposito assumendis provideretur eisdem. Et nihilominus, vacante nuper loco dilecti et fidelis consilarii nostri magistri Germani Paillart de numero consiliariorum nostrorum clericorum, in camera inquestarum dicti nostri parlamenti existentis,

et loco defuncti magistri Reginaldi de Bucciaco, in camera dicti nostri parlamenti assumpti et instituti, magister Joannes Tarenne, licentiatus in legibus et baccalarius in decretis, clericus, gratis et obsequiosis parentum suorum meritis erga nos multipliciter commendatus, ad requestam charissimæ consortis nostræ Reginæ, et intercedentibus pro ipso charissimis patruo et consanguineis nostris: rege Hierusalem et Sicilia, Bituriæ et Burgundiæ ducibus, pluribusque aliis de stirpe nostra et de nostro magno Consilio existentibus, per nostras alias litteras sibi super hoc, decima die mensis martii ultimati præteriti concessas, tanquam consiliarius noster clericus, loco dicti magistri Germani Paillart in prædicta inquestarum camera, via electionis ordinaria ex præmissis et aliis certis et justis de causis nos moventibus, hac vice cessante et prætermissa, dictis etiam nostris ordinationibus nonobstantibus, institutus extitit, et de hujusmodi officio sibi obtinuit provideri. Ad cujus exemplar, si talia pullulare pateremur, nonnulli ad officia dictæ nostræ curiæ contententes et suæ núbilo ignorantie veraciter exercati, veris et solitis electionum luminibus derelictis, ad officia hujusmodi de cætero procurarent se assumi, quod ne dum in nostrum sed etiam reipublicæ ac subditorum nostrorum præjudicium ordinationum nostrarum prædictarum tam natura deliberatione digestarum subversionem, justitiæ contemptum, summi nostri honoris diminutionem, et dictæ nostræ superioris curiæ status et præminentie læsionem cæderet, nisi nostra regalis majestas super hoc celeriter provideret.

» Notum igitur facimus, quod nos, justitiam ejus

clarescentibus radiis vehementius elucescere et dictæ curiæ nostræ judicia per amplius præfulgere et revereri, dictasque nostras ordinationes, ea propter nullum pati detrimentum sed præmissis inconvenientibus prout dictæ nostræ incumbit majestati regiæ, totis pro viribus obviare, et quos deinceps dictæ nostræ curiæ insinuatione facta et electione studiosos meritisque et virtutibus præpollere noverimus præ cæteris, in consiliarios nostros assumere et honoribus insignire cupientes prædictas ordinationes nostras tanquam juri et rationi consonas ampliando eas laudamus, approbamus, et confirmamus, et ex nostra certa scientia plenaria potestate, et autoritate nostra regia, temporibus affuturis teneri volumus et fideliter observari, absque eo quod prætextu receptionis et institutionis dicti magistri Joannis Tarenne aut cujusvis alius, per quas nullum volumus eisdem ordinationibus nostris præjudicium generari, effectus et executio earumdem ullo unquam tempore, quovismodo retardari valeant vel differi; quinimo, volumus, statuimusque et expressè ordinamus, quod quoties alterius prædictorum locorum vacatio dictæ nostræ curiæ innotuerit, eadem nostra curia convocatis ipsius cameris ad electionis celebrationem omni morosa dilatione semota et absque alterius expectatione, mandati dictarum nostrarum ordinationum tenorem insequendo procedere non retardet, decernentes ex nunc dona et concessionem ac litteras si quas in contrarium dictarum nostrarum ordinationum et voluntatum de cætero fieri vel concedi aut a nobis ad cujusque personæ quæcunque autoritate, præeminentia seu dignitate fungatur; propter hoc, nobis oblatam petitionem vel aliter quomodolibet obtineri

contingat, inanes, invalidas et nullas censi, ac nullum debere sortiri effectum; sed eas penitus cassamus, revocamus, et annullamus per præsentis.

» Volumus insuper et earum serie litterarum ordinamus quod quotiens contra præsentium et dictarum nostrarum ordinationum tenorem, effectum, et executionem, quis impedimentum opposuerit aut suis nisibus apponere voluerit, procurator noster generalis pro nobis partem se constituat ex adverso, et eos in processu contra quoscunque impediens dicta nostra curia recipiat et admittat ac partibus auditis ordinet et determinet justitia mediante, et prout eidem videbitur rationabiliter faciendum.

» Quocirca dictis consiliariis nostris præsens nostrum tenentibus et qui futura tenebunt parlamenta, damus tenore præsentium in mandatis ut præsentis litteras, voluntatem et ordinationes nostras solemniter publicari ac eas tenere et inviolabiliter observari faciant taliter, contra impediens procedendo, quod cæteris cedat in exemplum. Aliis constitutionibus, statutis, et ordinationibus ac litteris et mandatis ad hoc contrariis nonobstantibus quibuscunque. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

» Datum Parisiis, viii die mensis maii, anno Domini mccccviii, et regni nostri xxviii; sic signatum: per Regem, in suo consilio in quo dominus comes Nivernensis, dominus Jacobus de Ruilliac, dominus Robertus de Boissay, magister Petrus de Lesclat, et alii erant. DERIAN. Collatio facta est. BAYE (p. 59). »

III

23 juin 1451 ⁽¹⁾.

CAROLUS, Dei gratia, Francorum rex, notum facimus universis præsentibus et futuris, nos humilem supplicationem dilectorum majoris, juratorum et totius communitatis villæ nostræ de castri de Burgo, in ducato nostro Aquitaniæ, recipimus continentem quod, a longo tempore citra, usi sunt privilegiis, libertatibus, franchisesiis, quæ sequuntur, quibus fuit primo ordinatum et constitutum quod major et jurati qui de præsentibus sunt in castro prædicto, durabunt usque ad festum Sancti-Laurentii, proximè futurum; et futuro tempore majoriæ præsentis jurati, qui de præsentibus sunt, facient novos juratos, ut moris est, ac facere consueverunt, et quod jurati prædicti in factione et electione novorum juratorum clauderentur, ut est fieri consuetum, eligentque jurati prædicti duos in majores dictæ nostræ villæ de Burgo, quos nostro seneschallo Aquitaniæ vel ejus locum tenenti præsentabunt in castro regio Umbreriæ Burdigalæ. Dictus vero seneschallus vel ejus locumtenens facta dicta præsentatione jurabit ad sancta Dei Evangelia, quod bona fide, juxta et secundum suam conscientiam, de illis duobus utiliore et meliorem pro bono Regis, dictæ villæ nostræ ac patriæ nostræ de Burgo ac communæ ejusdem, recipiet et confirmabit in majorem dictæ villæ; et quod pro receptione et confirmatione hujusmodi, aliquod

(1) *Privilèges de Bourg* (Gironde). Voy. p. 33, 60, 113, 122.

munus vel donum vel promissum ab aliquo per se vel per alium non recipiet.

Et quod dictus seneschallus, vel ejus locum tenens, tenebitur illomet die præsentationis vel sequenti die, unum de duobus prædictis in majorem recipere et confirmare; sin autem, jurati prædicti villæ de Burgo, poterunt unum duorum prædictorum, lapso biduo, per semetipsos creare et confirmare in majorem; videlicet eum quem major et sanior pars juratorum velit et consentiet. Illudque facient jurati prædicti quo casu quo dictus noster seneschallus aut aliquis ejus nomine, non esset in prædicto castro regio Uمبرريæ Burdigalæ, lapsis duobus dictis diebus.

Quæ præmissa ac eorum singula servabuntur anno quolibet, futuris temporibus infaillibiliter deinceps in perpetuum in creatione novi majoris. Institutumque et ordinatum est quod nullus deinceps eligetur in majorem nisi lapso quadriennio, a tempore quo semel major fuerit et officium suæ majoriæ finierit, usque ad tempus dicti quadriennii. Constitutum et ordinatum est, quod si aliquis major, tempore sui officii, in officio suo malè habuerit in aliquo vel aliquem de communa gravaverit seu oppresserit, talis gravatus seu oppressus poterit ipsum majorem accusare, vel si se gravatum crediderit, poterit ad dictum seneschallum Aquitaniæ vel ejus locumtenentem appellare, et se inquirere, si velit, de majori prædicto, toto tempore suæ majoriæ vel toto anno sequenti, et non deinceps in futurum. Et si fortè accusans vel querelans esset extra terram, cum reversus fuerit poterit accusare de homicidio duntaxat, infra quadraginta dies post adventum suum, et ponet querelam suam coram uno dicto-

rum majorum tempore suæ majoriæ, tenebiturque accusatus respondere coram dicto nostro seneschallo vel ejus locumtenente eidem accusanti de et super querelis prædictis, et plenariè stare juri. Querelans vero sive accusans, pendente accusatione, et jurgio hujusmodi erit exemptus et subtractus, una cum bonis suis, penitus et omnino de dominio et jurisdictione majoris prædicti, et respondebit iterum coram dicto nostro seneschallo vel ejus locumtenente, vel ejus deputato, prout dictum est, nisi fortè præfatus querelans vel accusans, pendente querela sive accusatione hujusmodi, in aliquo fore non fecerit, nam illo casu tenebitur ac oportebit eum plenariè respondere coram majori prædicto; quod si forte major memoratus ipsum gravaverit, super gravamine vel gravaminibus hujusmodi poterit appellare ac querelare, prout dictum est superius. Major vero, prout premittitur, tenebitur eidem querelanti respondere ac stare juri coram dicto nostro seneschallo aut ejus locumtenente.

Major nempe jurabit, in præsentia communitatis et populi in sua creatione ad sancta Dei Evangelia et super reliquiis, ut est mori jurare apud sanctum Gironem, quod omnia jura nostra quæcunque sint vel ubicunque sint, infra metas prædicti castri de Burgo et extra, servabit et custodiet illæsa, et omnia bona alienata quæ apud eum nota fuerint vel scire poterit, seneschallo prædicto vel ejus locumtenenti aut commissio denuntiabit et manifestabit. Et si seneschallus, vel ejus locumtenens vel commissus, velit bona hujusmodi recuperare nobis consilium præstabit, bona fide et ipsum diriget et adjuvabit, ut seneschallus vel ejus commissus nostrum jus recuperare possit.

Simile vero juramentum præstabit annis singulis quilibet juratorum, post juramentum dicti majoris modo prædicto præstitum, eodemque modo si aliquis bona et possessiones nostras ab antiquo vel novo tempore tenierit ut alienata, vendebit de bonis prædictis coram dicto seneschallo vel ejus commissso certo mandato in dicta villa de Burgo, et inde habebit plenam satisfactionem prout ordo dictaverit rationis.

Et si seneschallus vel ejus commissus aliquem de communa de falsificatione monetæ accusaverit, talis accusatus tenebitur venire in curia nostra absque reclamatione curiæ majoris. Jurabunt etiam major et jurati in eorum creatione vel etiam clericus dictæ communiæ quod jura nostra venient in manus nostras aut dicti seneschalli aut ejus locumtenentis, et de juribus prælibatis ipsi vendebunt bene et fideliter.

Rursum si aliqui de familia nostra vel seneschalli vel castellani vel alicujus existentis in castro prædicto ex parte nostra dicat rigorosa seu injuriosa verba alicui de communa, vel iratus violentas manus in eum injecerit, aut vim aliquam fecerit quovismodo, et ille qui hujusmodi injuriam passus fuerit querelare voluerit, nos, vel seneschallum, vel qui in castro ex parte nostra existiterit ad requestam dicti majoris de Burgo illius injuriam passi tenebitur facere et ministrare justitiæ complementum. Et si aliquis de communa existens alicui de familia nostra vel seneschalli vel illorum de castro intulerit vim, prout dictum est, ita quod si ille qui vim intulerit sit burgensis villæ Burgi, major Burgi debet injuriantem ad jus habere coram domino aut seneschallo aut coram illo qui erit commissus ex parte nostra castri et ibidem ei faciet

justitiæ complementum, juxta foros et consuetudines Burdigalenses. Et si aliquis Burgensis ob causam bailii vel acensæ domini vel ejus editi mandati in aliquo tenentur respondeat et stet juri coram domino vel ejus certo mandato absque reclamacione majoris judicis.

Et si aliqui milites, domicelli vel eorum hæredes volunt fieri de communa, non poterunt recipi sine licentia nostra vel seneschalli.

Et in omnibus casibus in quibus burgenses Burgi tenentur comparere et stare juri coram seneschallo vel ejus certo mandato, debent trahi ad judicium apud castrum de Burgo et non alibi, nisi forte ratione bailiviæ vel acensæ, nam in illo casu si seneschallus vel alius ejus nomine querelaret de eisdem vel de aliquo ipsorum, debent venire coram judice bailiviæ vel acensæ in Vasconia.

Rursus communitas de Burgo debet et tenetur se assimilare et equitationes facere vulgariter cabaugades nuncupatas, sicut communitas Burdigalæ facere consuevit.

Item, et ulterius dixerunt, quod dum veniunt primo in Vasconia juramento prius a nobis præstito aut seneschallo nostro, quod villam et jus custodiet et deffendet et de se et de omni alio et de omni injuria, et quod servabit foros et consuetudines suas, et ipsi jurabunt nobis aut seneschallo nostro fidelitatem.

Item, dixerunt quod dicta villa non habet terras nec possessiones communes, secundum quod habent villæ Lombardiæ et multæ aliæ, ipsi et universitas habeant in feudum, cum secundum nostram consuetudinem non sit feudum nisi sit ibi sporla et investitura.

Item, dixerunt se habere a nobis, tanquam a

domino eorum, usum carreriarum, matearum, usum murorum, fossatorum et aliarum rerum quæ in jure dicuntur universitatis.

Item, usum fluminis ad piscandum, ad navigandum et ad cætera necessaria et utilia eisdem.

Item, dixerunt se habere libertates plurimas quæ tam circa personas quam circa rem consistunt.

Item, dixerunt se habere majoriam et juratam cum eo quod pertinet ad eandem.

Item, dixerunt et recognoverunt pro se et universitate de Burgo, quod debent nobis facere deveria et condiciones quæ continentur in privilegio quod nos dedimus et concessimus dictæ universitati de Burgo nostro sigillo sigillato.

Item, dixerunt quod quisque burgensis de Burgo pro omnibus vinis vinearum suarum et reddituum parum vel mutum, teneretur nobis et castellanis de Burgo in duobus denariis omnia vina cujuscumque burgenses libera sint sive onerentur sive vendantur ad tabernam, dum tamen de vineis suis vel redditibus sint.

Item, dixerunt quod quæcumque persona emerit vina in villa de Burgo pro revendendo sive pro onerando, debet de quolibet dolio empto unum denarium nobis et castellanis de Burgo.

Item, dixerunt quod aliqui sunt in villa de Burgo, ut carnifices, qui certa deveria reddunt nobis aut dictis castellanis de Burgo.

Item, dixerunt quod alii feudarii et tenentiores in palude de Barba et in villa, qui certa deveria reddunt nobis et castellanis de Burgo quæ omnia veniunt ad manum castellani de Burgo, de quibus ipse castellanus

certificare poterit nos, et quod dicti feudarii dictæ paludis de Barba sunt ratione de Bolio et aliorum qui cum eo partem recipiunt in dicta palude de Barba.

Nos usum prædictorum privilegiorum, libertatum et franchiesiarum ratum et gratum habemus, et ipsis supplicantibus concessimus et de gratia speciali concedimus, per præsentis et in futurum, prædictis privilegiis, libertatibus et franchiesiis de cætero utantur et gaudeant quemadmodum retroactis temporibus ritè et debitè usi sunt.

Quocirca dilectis et fidelibus nostris gentibus computorum nostrorum et thesaurariis, seneschallo nostro Aquitaniæ, cæterisque justiciariis et officiariis nostris et eorum locumtenentibus, præsentibus et futuris, tenore præsentium, damus in mandatis quatenus prænominos supplicantes eorumque successores in nostri, villa et castro prædictis, nostris præsentibus gratias confirmatione, ratificatione et concessione uti et gaudere pacificè et quieti faciant et permittant, absque ipsos eorumque successores molestando, inquietando seu perturbando, molestarique seu perturbari aut impediri faciendo, et si aliquod impedimentum in eis appositum esset illud statim tollant et amoveant, seu tolli et amoveri faciant, visis præsentibus indilatè. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret nostris præsentibus litteris jussimus apponi sigillum, nostro tamen cæteris, et alieno in omnibus juribus semper salvo.

Datum apud Sanctum-Joannem Angeliacensem, die xxiii mensis junii, anno Domini mccccli et regni nostri xxix (p. 27).

IV

Juillet 1451 (1).

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, scavoir faisons à tous presents et à venir. Nous avons reçu l'humble supplication de nos chers et bien amés les maire, bourgeois et habitans de nostre vile de Libourne en nostre país de Guiene, contenant, que ladite vile ancienement a esté une très bonne vile, bien peuplée et edifiée de bonnes et belles maisons, en laquelle affluoient plusieurs marchands et aultres gens, et aussi avoient les dicts supliants plusieurs grands et notables privileges dont cy après sera faicte mention. Mais à l'occasion de ce que ladite vile a esté bien longuement en frontiere de guerre et aussi que puis peu de temps en ça icelle vile, laquelle a esté bien longtemps occupée par nos anciens ennemis et adversaires d'Angleterre, a esté par puissance de siege mise et reduite en nostre obeissance, elle est très fort depopulée et les habitants et edifices d'icelle tournés en grand ruine et desolation, et n'est icelle vile, en voie de jamais estre relevée ne ressoute s'ils n'avoient encore lesdits privileges, franchises et libertés, ainsi qu'il nous a esté remonstré. Requerans humblement que lesdits privileges leurs veuillions confirmer ou donner de nouvel, et sur ce leur en octroier nos lettres. Pour ce est-il que nous, desirant ressoudre et relever ladite vile qui nostre novement avons auxdits maire, bourgeois et habitants

(1) Les trois pièces suivantes concernent les *Privilèges de Libourne* et leurs confirmations. On peut voir sur le même sujet *infra*, pages 110, 133 et 142.

de nostre vile de Libourne, de nouvel octroïé et octroions, de grace speciale, par ces presentes, par maniere de privilege, les choses qui s'ensuivent. C'est à scavoir : que iceux maire, bourgeois et habitants de nostredite vile de Libourne, seront doresenavant et à tousjours mais francs et exempts de toutes nouvelles coustumes, peages et maletostes, qui, autrefois ont eu cours au duché de Guiene, et les en avons affranchis et affranchissons pour ce qu'ils entretendrons et continuerons les peages et aultres coustumes anciennes imposés sur leurs vins, quand ils les meneront à Bourdeaux ou autre part :

Item, que aucun bourgeois ou autre de ladite vile ne puisse construire ne edifier ez carrieres et lieux contigus, et touchans par dedans aux murs de ladite vile, et que on laisse d'ung costé et d'aultre grande voie et spacieuse, sans y mettre fumier ne autre ordure qui empesche la defense de ladite vile, afin que si on estoit assiegée on peut tousjours avoir accès auxdites murailles et tours ;

Item, que tous estrangers qui ne seroient aucunement de nostre obeissance et aultres menants sel par le fleuve de Dordogne, et aultres marchandises, seront tenus avec leurs nefz et vaisseaux, arriver au port de ladite vile, et desdans les murs d'icelle descharger leurdit sel et marchandises pour le vendre auxdits habitants à prix raisonnable, si faire se peut, et si non, lesdits marchands pourront lessusdit sels et marchandises remettre en leursdits nefz et les emmener sans aucune contradiction ;

Item, qu'ils puissent avoir en ladite vile, communauté avecque les libertés et coustumes appartenants à

icelle: et qu'ils puissent eslire et faire chacun an douze jurats, qui pourront aussi elire deux preud'hommes de leur communauté par chacun an au jour de la vigile de la feste de la Magdelene pour leur maire; et, le jour de ladite feste seront tenus lesdits douze jurats, presenter deux preud'hommes au chasteau de Bourdeaux en la presence du seneschal de Guiene, ou de son lieutenant, ou comptable dudit Bourdeaux, et après qu'ils auront présenté ainsi lesdits deux preud'hommes, ledit seneschal ou comptable de Bourdeaux, ordonneront et fairont maire de ladite vile de Libourne celui des deux qui bon leur semblera; et seront tenus lesdits seneschal et comptable, ou celui d'eux à qui lesdits deux preud'hommes seront présentés, de ce faire dedans ledit jour de la Magdelene ou le lendemain, autrement lesdits jurats le pourront faire; et sera tenu ledit maire gouverner la communauté par un an;

Item, que ladite vile de Libourne demeurera perpetuellement en nos mains sans ce que jamais elle soit séparée de la courone par tiltre de vendition, delais, transport ne autrement;

Item, que un chascun de ladite communauté paiera et contribuera aux frais et mises qui se fairont pour icelle, ains que leudit maire et jurats ordonneront;

Item, que lesdits habitants ne seront point arrestés pour quelconque estrange debte, si non qu'ils fussent pleges ou debiteurs principaux par ainsi qu'ils seront prests d'ester a droit devant le maire de ladite vile de Libourne;

Item, que lesdits maire et jurats auront cognoissance perpetuelle de tous les poids et mesures de ladite vile,

excepté du poids de la monoie auquel on cognoistra en ladite vile comme on fait ez aultres viles ;

Item, que les pactions et convenances autresfois faites entre les habitants et bourgeois de la vile de Saint-Emilion : c'est à scavoir que aucune nef ne monteroit en aucun port desdits bourgeois, mais au port de ladite vile de Libourne, soient gardées et entretenues, si non que ladite nef fust chargée de vins qui seroient creus en l'heritage desdits bourgeois ;

Item, que lesdits habitants auront en ladite vile trois foires l'an, c'est à scavoir, aux festes de Saint-Martin d'hyver, au commencement de caresme, et à la feste Saint-Nicolas de mai, durant chacune desdites foires quinze jours en cas que lesdits jours ne seroient des foires de Saint-Emilion ou d'aultres lieux roiaux circumvoisins ;

Item, que toutes nefes, barques et autres vaisseaux pourront venir au port de ladite vile et y seront les marchands en icelle traités et gouvernés en la forme et maniere que de toute ancieneté a esté fait en ladite vile sans paier aucun impost ne aultre devoir, sinon les peages deubts de toute ancieneté ;

Item, qu'il ne pourra avoir aucun grenier a sel, ne que aucun ne pourra vendre sel depuis le lieu Bec d'Ambès jusqu'à ladite vile de Libourne, ne depuis icelle vile de Libourne jusques à Bragerac, fors tant seulement en icelle vile de Libourne, et en la vile de Bourg, durant une foire qui se tient chacun an icelle vile de Bourg, le jour de la feste Saint-Vincent ;

Item, qu'il n'y aura aucun naufrage depuis le lieu de Soulac et de Talemont jusques à Libourne, en

allant contremont depuis ladite vile de Libourne jusques à Bragerac ;

Item, que nul baron, baillif, prevost, ne autres officiers ou ministre roial, ne maire ou jurats de vile, nos subjects sans moiens puissent dorenavant imposer aucune faulse clameur, ne recevoir contre lesdits habitants, ou les aucuns d'iceux, ne leurs biens, et choses, ne en cognoistre aucunement, sinon tant seulement des causes et excès faits, commis ou perpetrés noltoirement en leur puissance, jurisdiction et detroits cessants toutes voies sur ce, dol et fraude.

Si donnons en mandement par lesdites presentes aux seneschaulx de Guiene, des Lanes et de Perigord, et tous nos autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenants, presens et à venir, à chacun d'eulx, si comme à lui appartiendra, que nos presens octrois et privileges, et chacun d'iceux fassent, souffrent et laissent lesdits bourgeois, manans et habitans, et leurs successeurs jouir et user pleinement et paisiblement ains que d'ancieneté ils ont accoustumé de faire justement et deüment, sans les molester ne empescher en aucune manière au contraire ; mais si aucunement estoit fait, le reparent, ou fassent reparer et remettre en premier estat et deub ; et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnés à Taillebourg sur Charente, au mois de juillet l'an de grace M^{CCCL}I, et de nostre regne le ^{xxix}. Par le Roy en son conseil, Chaligant (p. 41 et 42).

V

Avril 1459.

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, scavoir fasons à tous presens et à venir, nous, avoir reçu l'humble supplication de nos chers et bien amés les maire, bourgeois et habitants de nostre vile de Libourne, en nostre païs de Gascogne; contenant que comme à la descente dernièrement faite en nos païs de Guiene par le sire de Tallebot et aultres Anglois, nos anciens ennemis, ledit sieur de Tallebot les eut subjugués et mis en l'obeissance de nosdits ennemis, et pour ce que par ancien temps ils avoient adheré à auxdits ennemis, et iceux favorisés et confortés, ils se tirerent par devers nous en nous suppliant et requérant très humblement, que la faulte et offense, en quoy, à l'occasion des choses susdites, ils pourroient estre encourus envers nous et justice, nous leur voulissions quitter, remettre, pardonner et abolir, laquelle chose dès lors leur octroiames, et pour ce que ladite vile a esté et est fort depopulée, et les edifices et habitations d'icelle tournés en grand ruine, et ne se pourroit bonement relever et ressoudre sans avoir obtenu de nous de nouvel, confirmation de certains privileges par nous à eux octroyés et confirmés à la premiere réduction à icelle en nostre obéissance, se sont derechef traits par devers nous, et nous ont fait supplier et requerir que leur vueillions octroier lettres de confirmation d'iceux leurs privilege, desquels la teneur s'en suit... (Voyez ci-dessus, p. xxvii.)

Pource est il que, nous, ayant en memoire le bon

vouloir qu'ils ont eu et ont tousjours à nous, et nous voulants iceux relever et leur aider en maniere que ladite vile se puisse repopuler et ressoudre, leurs dits privileges dessus declarés, avons confirmé et confirmons de grace speciale, plene puissance et autorité roiale, par ces presentes, en tant qu'ils en ont par ci devant deüement et justement joui et use, et pourveu que cette presente confirmation soit sans prejudice de l'impost du sel par nous mist sus en ladite vile de Libourne. Si donnons en mandement par cesdites presentes, aux seneschaulx de Guiene, des Lanes, de Perigord, et à tous nos aultres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenants, presents et à venir, et à chacun d'eux si comme à lui appartiendra que nostre grace, confirmation et octroi, fassent, souffrent et laissent lesdits bourgeois, manants et habitants et leurs successeurs, jouir et user plenement et paisiblement. Donné à Chinon, au mois d'avril l'an de grace MCCCCLIX, avant Pasques, et de nostre regne le XXXVIII. Ainsi signé par le Roi en son conseil, ROLAND (p. 41 et 42).

VI

Octobre 1461.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, scavoir fasons à tous presents et à venir, nous avoir esté exhibées et presentées par nos chers et bien amés les maire, bourgeois et habitants de nostre vile de Libourne, en nostre pais de Gascogne, certaines lettres en forme de chartre, à eulx octroïées par feu nostre très cher seigneur et pere, que Dieu absolve, scellées

de son grand scel en lacs de soie de cire verte, desquels la teneur s'ensuit... (*Voyez ci-dessus*, p. xxvii.)

Après laquelle presentation et exhibition desdites lettres dessus transcrites, lesdits maire, bourgeois et habitants dudit Libourne, nous ont humblement fait supplier que lesdites lettres et le contenu en icelles, il nous pleust roborer et confirmer, et sur ce leur impartir nostre grace. Pour quoi, nous, desirants ensuivre les bons et loüables termes de nos predecesseurs, et mesmement de nostredit feu seigneur et pere, en faveur desdits maire, bourgeois et habitants, que desirons et voulons estre favorablement traités en leurs faits et affaires, aians agréables lesdites lettres ci-dessus transcrites avec leur contenu, icelles, avons louées, approuvées et ratifiées, louons, approuvons et ratifions de nostre certaine science grace speciale, plene puissance et autorité roiale, en tant que lesdits suppliants en ont jusques à present legitiment et deüement joui et usé; les avons confirmés et confirmons par ces presentes. Si donnons en mandement par icelles à nos seneschaux de Guiene, des Lanes et de Perigord, et à tous aultres.... Donné à Tours, au mois d'octobre l'an de grace MCCCCLXI, et de notre regne le premier; Ainsi signé, par le Roy à la relation de son grand conseil... J. LE ROY. *Visa contentor*, CHALIGANT (p. 41 et 42).

CRÉATION

DU

PARLEMENT DE BOURDEAUX

FAITE EN L'AN MILE QUATRE CENTS SOIXANTE DEUX

12 juin 1462.

LUDOVICUS, Dei gratia, Francorum rex, universis præsentibus litteras inspecturis, salutem.

Regum sollicitudinem præcipue niti docet ut in regno et dominio eorum justitia, virtutum præclarissima, vigeat, et subditorum vexationibus, damnis et laboribus salubriter consulatur, ut sic respublica in pacis dulcedine et amenitate, cælesti favente clementia, collatetur. Notum igitur facimus quod ad bonum reipublicæ patriæ nostræ Burdigalensis et aliarum partium circumadjacentium vigilantes et adspirantes, attendentes etiam longa terrarum spatia quibus præfata patria nostra Burdigalensis et aliæ regiones circumadjacentes distant a villa nostra Parisiensi, in qua suprema nostra parlamenti curia consistit et est stabilita, viarum discrimina, personarum pericula, pestis et aliæ calamitates quæ in itineribus sæpius evenire possunt; considerantes etiam causarum in præfata

nostra curia pendentium immensam multitudinem et quæ quotidie præsertim ex ducatu nostro Aquitanix et patriis circumadjacentibus diocesis modis et mediis inibi confluunt; volentes quantum possibile est finem imponere litibus nostrorum subditorum, et ad requisitionem instantissimam et supplicationem humilem gentium trium statuum patriæ nostræ Burdigalensis et præmaxime dilectorum nostrorum majoris, juratorum et aliorum habitantium civitatis nostræ Burdigalæ, quæ inter cæteras patriæ nostræ prædictæ villas Burdigala notabilior existit, desiderantes etiam prædictam civitatem nostram Burdigalam in honoribus sublimariis aliis etiam et notabilibus causis moti; habitaque super his matura deliberatione consilii, ex nostra scientia, plena potestate et autoritate regia, instituimus, stabilivimus, et ordinavimus et per præsentem instituimus, stabilimus, et ordinamus curiam nostram parlamenti in ipsa civitate nostra Burdigala prædicta civitate, etiam pro patriis et senescalliis Aquitanix, Lanarum, Aginnensis, Basatensis, Petracoricensis et Xantonensis quamdiu nostræ placuerit voluntati. In qua quidem curia nostra parlamenti, omnes et universæ curiæ senescallarum, balliviarum, rectoriarum, vicariarum, judicaturarum, et cæterarum jurisdictionum quarumcumque antedictarum patriarum habebunt ressortum et ultimum refugium.

Quod quidem parlamentum sive curiam volumus inchoari, sedere et teneri in crastino festi beati Martini hyemalis, proxime sequuturi in prædicta villa nostra Burdigala, aut alio vel aliis diebus super hoc a nobis statuendis et ordinandis, per certas personas, videlicet per unum præsidem laicum et certos

consiliarios nostros tam clericos quam laicos, et duos grapharios, cum quatuor ostiariis, quibus præsidenti et consiliariis dedimus et damus harum serie, plenam potestatem et auctoritatem et mandatum speciale, audiendi, cognoscendi, decidendi et determinandi omnes et singulas causas appellationum et ressortorum, et alias quaslibet civiles et criminales ab eisdem patriis in eadem curia introducendis, tam in casu ressorti quam aliis quovis modo; dandi insuper et pronuntiandi super his sententias, tam interlocutarias quam definitivas, in vim arresti. A quibus quidem sententiis et arrestis nullis licebit appellare quovis modo vel reclamare, vel aliam sedem adire, et generaliter faciendi et observandi ea omnia et singula quæ fieri et observari solita sunt in nostra parlamenti curia Parisiis, in limitibus et confinibus prædictis, dantes, tenore præsentium in mandatis, dilectis et fidelibus consiliariis nostris gentibus parlamentorum nostrorum Parisiis et Tholosæ, universisque et singulis senescallis, bailivis, rectoribus, vicariis, et aliis iudicibus et officiariis jam dictarum patriarum aut eorum locorum tenentibus et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, hanc nostram sanctionem et ordinationem in dictis curiis nostris parlamenti et aliis locis earum jurisdictionum, ad faciendum publicationes solitas, aut voce præconia quilibet in sua jurisdictione publicare faciat ut nullus indè ignorantiam prætere vaneat.

Mandamus omnibus et singulis iusticiariis, officiariis et subditis universis patriarum supradictarum, quod sententiis, arrestis, mandatis, et jussionibus curiæ nostræ prædictæ, et præfatorum præsidentis et consiliariorum nostrorum, dictam curiam nostram

modo et forma prædicta tenentium, obediant diligenter, et efficaciter intendant, sub omni ea pœna quam erga nos in contemptum hujus incurrere possint.

Verum quia in multis locis dictæ patriæ et limitum publicatio erit necessaria, volumus quod vidimus ipsarum, sub sigillo regis debitè confecto, fides sit adhibenda, sicut præsentibus litteris originalibus, quibus in testimonium præmissorum sigillum nostrum duximus apponendum.

Datum in castro nostro Caynone [*Chinon*], die xii mensis junii, anno Domini mccccxii et regni nostri primo ⁽¹⁾.

Sic suscriptum super plica : Per Regem in suo consilio, J. DE LALOËRE.

In dorso erat scriptum : Lecta, publicata et registrata Burdigalæ in parlamento, xii mensis novembris. Sic signatum : VILLEBALIN (p. 3).

12 juin 1462.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France. A nos amés et féaux les gens tenants nostre parlement à Paris et Tholose, salut et dilection.

Pour ce [que] puis naguères, à la requeste des gens des Trois-Estats de nos païs et duché de Guiene, mesmement de nos vile de Bourdeaux et païs de Bourdelois, avons ordonné et establi en nostre vile de Bourdeaux une chambre de parlement ou cour souveraine pour estre tentie cette Saint-Martin d'hyver, prochain venant, par un président et certain nombre

(1) Cet acte est imprimé : *Ordonnances du Louvre*, t. XV, p. 506.

de conseillers, clerks et laïcs, et par autres officiers à ce nécessaires et convenables, à laquelle cour souveraine avons voulu et ordonné ressortir les seneschaussées et païs de Guiene, des Lanes, Agenois, Basadois, Perigort et Saintonge, et pour ce que plusieurs de nos subjets qui sont des païs et limites dessusdits qui doibvent ressortir à la cour de parlement de Bourdeaux, ont plusieurs procès pendans par devers vous et lesquels ne sont encore appointés en droit, ne aussi receus pour juger, par quoi plustost et à moindres frais des parties ils seront vuidés et expédiés audit lieu de Bourdeaux qu'ailleurs. Nous, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, vous mandons et expressement enjoignons, qu'incontinent et sans délai et toutes excusations cessans, vous, toutes et chacunes les causes et procès dudit païs, qui sont pendans par devers vous et qui encores ne sont appointés en droit, ne receus pour juger, renvoyés audit lieu de Bourdeaux, audit jour de Saint-Martin prochain, pour illec estre decidés et déterminés, ainsi qu'il appartiendra par raison, car ainsi nous plait il estre fait.

Donné à Chinon, le xii jour de juin l'an de grace mccccxlii, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé: Par le Roy, en son conseil, DE LALOËRE (p. 33).

12 novembre 1462.

Anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo, duodecima die mensis novembris, in crastino beati Martini, virtute et autoritate editarum litterarum a domino nostro Ludovico, Francorum

rege, ad supplicationem et requestam gentium trium statuum patriæ Burdigalensis, ac majoris et juratorum villæ et civitatis Burdigalæ concessarum, incepit parlamentum in castro de Lombriere pro dicta civitate ac senescalliis et jurisdictionibus in dictis litteris nominatis et declaratis. Quarum litterarum tenor talis est : Ludovicus... (p. 3).

Sequuntur nomina dominorum præsentis et consiliariorum qui prædictum Burdigalæ inceperunt parlamentum :

Dominus Joannes Tudert ⁽¹⁾, præsident, magister Joannes Aprilis ⁽²⁾, consiliarius clericus, magister Joannes de Sansays ⁽³⁾, consiliarius laïcus, de parlamento Parisiensi.

(1) Jean Tudert, fils d'Olivier Tudert et neveu de Jean Tudert, évêque et comte de Châlons, fut ambassadeur en Savoie, maître des requêtes et, en cette qualité, un des commissaires envoyés à Bordeaux pour juger des procès qui nécessitèrent la convocation des Grands Jours en 1459; il avait épousé Catherine de Chandener et mourut le 7 septembre 1473, sa généalogie a été publiée par F. Blanchard : *Les Conseillers au Parlement de Paris*, 1647, pages 14, 15 et 14 bis.

Le Catalogue des Archives, de M. de Joursanvault, n° 2482, mentionne les provisions de l'office du premier président au Parlement de Bordeaux, sous la date du 1^{er} décembre 1462. Cette date était probablement celle de l'enregistrement des provisions.

(2) Jean Avril était conseiller au parlement de Paris depuis le 2 avril 1454.

(3) Jean de Sansay ne figure pas sous le nom de Sansay dans la liste des conseillers au parlement de Paris publiée par François Blanchard, mais le procès-verbal des *Grands Jours de Bordeaux* constate que, le 8 octobre 1459, les Grands Jours réformèrent une sentence rendue par Jean de Sansay et Jean Bezon, son collègue.

Eadem die, de mane, ante missam, fuerunt recepti consiliarii in dicto parlamento virtute litterarum a prædicto domino nostro Rege concessarum, videlicet :

Dominus Blasius, archiepiscopus Burdigalensis (1); magister Jacobus Lupi, consiliarii clerici; magister Guillelmus Pelart, magister Henricus de Faraignes, consiliarii laici.

Qui quidem de novo recepti præstiterunt iuramentum in talibus præstari solitum et fuerunt installati secundum ordinem suæ receptionis.

Postea dicta curia recepit in grafarium civilem et criminalem dictæ curiæ magistrum Raimondum de Bourdeux, submajorem dictæ villæ Burdigalæ.

Recepit etiam eadem curia in grafarium præsentationum prædictæ curiæ magistrum Mauritium Lestreges, domini nostri Regis notarium et secretarium.

Receptus etiam fuit magister Joannes Bermondet ad officium advocati Regis in prædicta curia.

Una cum hoc receptus fuit ad officium ostiarii Benedictus Dubuisson.

Qui quidem superius nominati, virtute et autoritate litterarum suarum a predicto domino nostro Ludovico rege concessarum, fuerunt recepti et præstiterunt iuramentum prout supra.

His peractis, domini nostri prædicti, cum capuciis suis foderatis exierunt curiam consilii et cum magna devotione accesserunt ad capellam dicti castri de Lombriere in qua capella missa de Sancto-Spiritu cum cantoribus et decantantibus solemniter fuit celebrata. Postea perrexerunt ad parquetum Aulæ magnæ dicti

(1) Blaise Regnier, dit Greelle, archevêque de Bordeaux de 1456 à 1467.

castri et supersederunt, atque ad requestam dicti Bermondeti ordinauerunt litteras institutionis et situamenti seu stabilimenti prædicti parlamenti curiæ iterum legi et publicari; quæ quidem litteræ per vocem supradicti Bermondeti fuerunt lectæ et publicatæ coram omnibus, tam nobilibus quam civibus, clericis, cæterisque secularibus in copioso numero existentibus.

Consequenter eadem die fuerunt recepti: Guillelmus Vincent ad officium primi ostiarii dictæ curiæ; Petrus Lesueur et Stephanus Pinguet ad officium prædictum, ac etiam præstiterunt iuramentum in talibus assuetum dictæ curiæ.

Postremo, advocati et procuratores eadem die fuerunt recepti, et præstiterunt iuramentum modo et forma solitis, prout in eorum registro continetur secundum ordinem suæ receptionis (p. 4).

13 novembre 1462.

Die xiii predicti mensis novembris fuerunt ordinati dies præsentationum seneschallarum dicti parlamenti ac ressortorum eorundem, prout in tabulato continetur.

15 novembre 1462.

Die lunæ xv, in camera consilii, curia ordinavit quod missa de mane dicenda celebrabitur in posterum per quatuor ordines Mendicantium, et quod priores seu ministri prædictorum ordinum, quilibet in suo ordine et per unam septimanam provideret (p. 5).

16 novembre 1462.

Die xvi curia deliberavit scribere domino nostro Regi pro assignatione vadiorum habenda, et etiam domino cancellario.

Hac die curia recepit magistrum Joannem de Chassaignes in consiliarium laïcum dictæ curiæ, virtute litterarum domini nostri Regis per ipsum supradictæ curiæ præsentatarum, ac præstitit juramentum solitum prout patet in dorso prædictarum litterarum (p. 5).

6 décembre 1462

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre parlement à Tholose, salut et dilection.

Comme naguères, à la requeste des gens des Trois-Estats de nostre païs et duché de Guiene et mesmement de nostre vile de Bourdeaux, nous avons ordonné institué et establi une chambre de parlement ou cour souveraine audit lieu de Bourdeaux, et voulu et ordonné que toutes les causes et procès qui avoient esté introduits et estoient pendants, tant en nostre cour de parlement de Paris qu'en nostre cour de parlement de Tholoze, des termes et limites de nostre cour de parlement de Bourdeaux, et que par nostredite institution y avons ordonné ressortir, y fussent et soient renvoyés; mais néanmoins nous avons entendu que vous avez esté et estes refusants et dilaïants d'icelles causes et procès renvoyés en nostredite cour du parlement de Bourdeaux et vous efforcés d'en cognoistre et

déterminer, en venant directement contre nostre volonté et ordonnance et à nostre grande desplaissance; pour-quoi, Nous, ce considéré, qui voulons les causes et procès estants des seneschaussées et limites de nostre parlement de Bourdeaux estre en icelui décidées et déterminées, et l'une desdites cours n'entreprendre sur l'autre, vous mandons, commandons et expressément enjoignons que toutes et chacunes les causes et procès qui ont esté introduits et sont pendants en nostredite cour, qui sont des termes et limites qui doibvent ressortir en nostredit parlement de Bourdeaux, vous renvoïés, et lesquelles nous voulons par vous estre renvoïées, avec les parties adjournées, à certain et compétant jour ou jours en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, selon la forme et teneur de l'institution et ordonnance par nous sur ce faite sans plus par vous en tenir aucune cour ne cognoissance, et laquelle nous vous avons interdite et deffendüe, interdisons et deffendons par ces présentes, et y procedés tellement qu'aucun n'ait plus cause d'en retourner plaintif par devers nous, en certifiant suffisamment audit jour ou jours, nos amés et feaux les gens tenants et qui tiendront nostredit parlement à Bourdeaux, de tout ce que fait aura esté sur ce, auxquels nous mandons qu'aux parties, icelles ouïes, fassent bon et brief droit, car ainsi nous plaist il estre fait, nonobstant quelconques lettres subreptices et impetrées ou à impetrer à ce contraire.

Donné à Tours, le vi jour du mois de décembre l'an MCCCCLXII et de nostre règne le II.

Ainsi signé : Par le Roy. A la relation du conseil,
DE CASTEL (p. 31).

20 décembre 1462.

Die **xx** curia prorogavit dies præsentationum usque ad diem lunæ proxime venturum (p. 5).

*

5 janvier 1463.

Die mercurii **v** januarii curia recepit magistrum Petrum Goujon in consiliarium clericum dictæ curiæ, virtute litterarum domini nostri Regis per ipsum supradictæ curiæ præsentatarum, ac præstitit juramentum in talibus fieri solitum prout in dorso prædictarum litterarum scripto tenus apparet (p. 5).

12 janvier 1463.

Die **xii** januarii deliberavit curia in posterum celebrare festum beati Hilarii, Pictonum episcopi, ut moris est in parlamento Parisiis.

13 janvier 1463.

Die **xiii** ob festum beati Hilarii curia vacat.

7 février 1463.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, au senechal des Lanes ou à son lieutenant, salut.

Nostre procureur-general de nostre cour de parlement à Bourdeaux nous a fait remonstrer que depuis nostre nouvel advenement à la courone de France et

à la requeste des bourgeois, des citoyens, et des gens des Trois-Estats de nostre vile et cité de Bourdeaux et duché de Guiene, Nous avons mis, ordonné et institué en nostredite vile et cité de Bourdeaux un parlement ou cour souveraine pour la decision et la determination des causes tant de ladite cité que de nostre seneschaussée et autre païs et autres seneschaussées, que nous avons voulu et voulons ressortir en icelle et en avons deffendu et interdit toute cognoissance à nos cours de parlement de Paris et de Tholose et à chacune d'icelles, et combien que de ce vous et aussi les habitants et demeurants dedans nostredite seneschaussée et ailleurs audit païs de Guiene, aiés esté suffisamment certifiés, tellement que vous ne eux n'en pouvés ni debvés prétendre aucune ignorance, toutesfois, depuis ladite institution de nostredite cour de parlement, aucuns habitants en nostredite seneschaussée s'efforcent chacun jour à mettre et introduire leurs causes d'appel et autres, qu'avons ordonné ressortir de ladite cour de parlement de Bourdeaux en nos cours de parlement de Paris et de Tholose, au grand mespris et contempt de nous et de nostredite ordonnance et institution de nostredit parlement de Bourdeaux, et entreprenant sur nostre volonté et ordonnance, vous donnés et octroiés lettres de pareatis ou obéissance, au moien desquelles les habitants et demeurants dedans nostredite seneschaussée font adjourner l'un et l'autre en nosdites cour de parlement de Paris et de Tholose, et contrainnés les parties à proceder tout ainsi qu'ils faisoient avant ladite institution de nostredite cour de parlement de Bourdeaux, qui est la totale inversion de nostredite cour de parlement et infraction d'icelle,

au tres grand contempt et mespris de nous et de nostredite cour; et pour ce, nous a requis que sur ce veuillons pourveoir de nostre remede et provision. Pour ce est il que nous, ces choses considérées, qui voulons nostredite cour de parlement de Bourdeaux estre entretenüe en ses fins, limites et termes par nous ordonnés pour la conservation de nostredit pais de Guiene, vous mandons et expressément enjoignons en commettant, si mestier est, que vous faites ou faites faire inhibitions et deffenses de par nous sur certaines penes, à nous à appliquer, à tous et à chacun les habitants de nostredite seneschaussée et autre qu'il appartiendra, et dont serés requis, qu'eux ne aucuns d'eux n'aient à tirer, faire convenir, mettre ne tenir en procès l'un l'autre, ne autre persone que ce soit ezdites cours de parlement de Paris et de Tholose pour les causes, plaideries, procès, et questions des choses situées et assises au dedans des fins et limites de nostredit parlement de Bourdeaux, desquels avons ordonné la cognoissance leur appartenir, et avec ce afin qu'au moien de ladite concession desdites lettres de pareatis ou obéissance, que vous avez accoustumé de faire et octroier, les habitants de nostredite seneschaussée ne se puissent excuser, nous vous deffendons expressement par ces presentes que dorénavant vous ne faites ne octroiés aucunes lettres de pareatis ou obéissance à aucuns habitants de nostredite seneschaussée ne autres personnes pour adjourner ou faire adjourner, mettre ne tenir en procès, aucune persone que ce soit ezdites cour de parlement de Paris et de Tholose pour lesdites causes. Et en outre, vous commandons que les procès qui par vous sont ou seront

jugés et dont les parties ou aucunes d'icelles ont appelé ou appelleront, envoiés en nostredite cour de parlement de Bourdeaux et non ailleurs. Et afin qu'aucune persone de nostredite seneschaussée n'en puisse pretendre cause d'ignorance et n'ait occasion de venir au contraire, Nous vous mandons et commandons en commettant, si mestier est, qu'ez lieux et viles plus notables de nostredite seneschaussée, à jour de marché, à son de trompe et cri public, vous faites faire lesdites inhibitions et deffenses, et publier ces presentes nos lettres, afin que nul n'en puisse pretendre aucune juste cause d'ignorance; et les faites enregistrer ez registres de nostre cour, et de tout ce que fait aurés sur ce certifiés deüement nostredite cour de parlement à Bourdeaux.

Donné à Bourdeaux le vii jour de febv. l'an de grace mccccxlii et de notre regne le ii.

Ainsi signé: Par le Roi, les sires de CHAUMON et DULAU et autres présents. DE REILHAC (p. 36).

7 février 1463.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.

Receu avons l'humble supplication de nos chers et bien amés, les gens d'église, nobles, soubz-maire et jurats de nostre vile et cité de Bourdeaux, contenant que comme puis nagueres nous, pour certaines grandes causes et considerations à ce nous mouvants, aions de nouvel établi une cour de parlement et souveraine seoir et estre tenue en nostre vile et cité de Bourdeaux et ordonné qu'en icelle cour ressortiroient

certain païs circumvoisins, ainsi que plus à plein est faite mention en lettres d'institution d'icelle cour, et depuis, Nous, estants en nostre cité de Bourdeaux, lesdits supplians nous ont fait remonstrer et requerir qu'attendu que le païs de Limozin et de Quercy sont circumvoisins et situés et assis pres nostre vile de Bourdeaux, il nous pleust leur octroier et ordonner qu'iceux païs de Limozin et de Quercy soient ressortissans et ressortissent audit parlement de Bourdeaux, et à eux leur octroions nos lettres dudit octroi. Par quoi, Nous, ce que dit est considéré, mesmement que ledit païs de Limozin et de Quercy sont plus prochains de nostredit parlement de Bourdeaux que de celui de Paris, auquel ils avoient accoustumés de ressortir, par quoi plus convenable et aisée chose sera aux subjets d'iceux païs ressortir audit Bourdeaux qu'ailleurs, et pour autres grandes causes et considérations à ce nous mouvans, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons par ces presentes que tout ledit païs de Limozin, tant le haut que le bas, et semblablement le païs de Quercy, c'est à scavoir tout ce qui ressortit et a accoustumé de ressortir audit parlement de Paris, ressortiront et doresnavant seront ressortissans audit parlement de Bourdeaux, sans ce que les subjets et habitants dudit païs puissent, ne soient tenus de plus respondre ne ressortir en autre parlement qu'à celui de Bourdeaux.

Si, donnons en mandement par cesdites presentes, à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nos cours de parlement à Paris et à Tholozé, aux seneschaux de Limozin et de Quercy ou à leurs lieutenants et à chacun d'eux, que nostre presente ordonnance et

volonté, ils publient et fassent publier partout où il appartiendra et icelles gardent et entretiennent, et fassent garder et entretenir sans enfreindre ne venir encontre.

En outre, mandons par cesdites presentes à nosdits conseillers des parlements de Paris et Tholose que toutes et chacunes les causes et procès pendants par devers eux desdits pais de Limozin, tant le haut que le bas, semblablement dudit pais de Quercy, c'est à scavoir tout ce qui a accoustumé ressortir au parlement de Paris, réservés les procès qui sont receus pour juger, ils renvoient par devant nos amés et feaux conseillers les gens de nostre cour de parlement à Bourdeaux sans plus d'icelles tenir cour ne cognoissance, et laquelle leur avons interdite et deffendüe, interdisons et deffendons par ces presentes. Et pour ce que des presentes on pourra avoir à besoigner en divers lieux, voulons qu'au vidimus d'icelles foi soit adjoustée comme à ce present original auquel en temoing de ce nous avons fait mettre notre scel.

Donné à Bourdeaux, le vii jour de febvrier, l'an de grace mccccclxii, de notre regne le ii.

Ainsi signé: Par le Roi, les sires DE CHAUMONT et DULAU, M^e GÉRAULT DE CURSOL, ARNAULT DUSAULT et autres présents. DE REILHAC.

Lecta, registrata et publicata... (p. 25).

7 février 1463.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France. Au seneschal d'Agenois ou son lieutenant.

Nostre procureur-general en nostre cour de parle-

ment de Bourdeaux, nous a fait remonstrer que depuis nostre nouvel advènement à la courone de France et à la requeste des bourgeois et citoyens et des gens des Trois-Estats de nostre vile et cité de Bourdeaux et duché de Guiene, Nous avons mis et ordonné et institué en nostre vile et cité de Bourdeaux un parlement et cour souveraine pour la décision et détermination des causes, tant de ladite cité de Bourdeaux que de ladite sénéchaussée et autres pais et seneschaussées que nous avons voulu et voulons ressortir en icelle, et en avons interdit et deffendu toute cognoissance à nos cours de parlement de Paris et de Tholose, et à chacune d'icelles, et combien que de ce vous et aussi les demeurants et habitants dedans nostre sénéchaussée et ailleurs audit pais de Guiene aiés esté suffisamment certifiés, tellement que vous, ne eux, ne pouvés ne debvés pretendre aucune ignorance, toutes-fois depuis ladite institution de nostredit parlement aucuns habitants de vostredite seneschaussée s'efforcent chacun jour mettre et introduire leurs causes d'appel et autres qu'avons ordonné ressortir en ladite cour de parlement de Bourdeaux, en nostredite cour de parlement de Paris et de Tholose, au grand mespris et contempt de nous et de nostredite ordonnance et institution dudit parlement de Bourdeaux et entreprenant sur nostredite volonté et ordonnance, vous donnés et octroiés vos lettres de pareatis, ou obéissance au moien desquelles nosdits habitants et demeurants dedans nostre seneschaussée, font adjourner l'un et l'autre en nosdites cour de parlement de Paris et de Tholose, en contraignant les parties à procéder tout ainsi qu'ils faisoient avant l'institution de nostredite

cour de parlement de Bourdeaux, qui est la totale énérvation de nostredite cour de parlement et infraction d'icelle, au tres grand contempt de Nous et nostredite cour, et pour ce nous a requis que sur ce veuillons pourveoir de nostre remède de provision. Pour ce est il que nous, ces choses considérées, voulons nostredite cour de parlement de Bourdeaux estre entretenüe et gardée en ses termes, fins et limites, par nous ordonnés pour la conservation de nostredit pais de Guiene, vous mandons et expressément enjoignons, en commettant si mestier est que vous faites ou faites faire expresses inhibitions et deffenses de par nous, sur certaines et grandes penes, à nous à appliquer, à tous et à chacun les habitants de nostredite seneschaussée, tant ez siège et ressort d'Agen que de Condom et de Condomois, et autre qu'il appartiendra, et dont serés requis, qu'ils, ne aucun d'eux, n'aient à tirer, faire convenir, mettre ne tenir en procès l'un l'autre ne autres personnes que ce soit ezdites cours de parlement de Paris et de Tholose pour les causes, plaideries, procès et questions des choses situées et assises au dedans des fins et limites de nostre cour de parlement de Bourdeaux et desquelles avons ordonné la cognoissance leur appartenir, et, avec ce, qu'au moien de ladite concession desdites lettres de pareatis ou obéissance que vous aves accoustumé de faire et octroier, les habitants de nostre seneschaussée ne puissent s'excuser, nous vous deffendons expressement par ces présentes que doresenavant vous ne faites ne octroïés aucunes lettres de pareatis ou obéissance aux habitants de nostredite seneschaussée, ne autres personnes pour adjourner, faire adjourner, mettre ne tenir en procès,

aucune personne que ce soit ez dites cours de parlement de Paris et de Tholose pour lesdites causes, et, en outre, vous commandons que les procès qui par vous sont ou seront jugés, et dont les parties ont appelé ou appelleront, envoiés en nostredite cour de parlement de Bourdeaux et non ailleurs, et afin qu'aucun de nostre seneschaussée n'en puisse pretendre juste cause d'ignorance et n'ait occasion de venir au contraire, Nous vous mandons et mettons, et commandons en commettant, si mestier est, qu'ez lieux et viles plus notables de nostre seneschaussée, aux jours de marché, à son de trompe et cry public, vous faites faire lesdites inhibitions et deffenses, et publiés ces presentes nos lettres; afin que nul n'en puisse pretendre juste cause d'ignorance, et faites mettre et enregistrer ez registres de nostre cour, et de tout ce que fait aurés sur ce, certifiés deüement nostredite cour de parlement à Bourdeaux.

Donné à Bourdeaux, le vii jour de febvrier, l'an de grace mcccclxii, et de nostre regne le ii.

Ainsi signé : Par le Roy, les sires DE CHAUMON et DULAU et autres présents. DE REILHAC (p. 31).

7 février 1463.

LOUIS, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et féaux conseillers les gens de nostre parlement à Paris, au seneschal de Saintonge et gouverneur de La Rochele ou à leurs lieutenants, salut.

Nostre procureur en nostre cour de parlement à Bourdeaux nous a fait remonstrer qu'en establisant nagueres nostre cour de parlement en nostre vile de

Bourdeaux, avons expressement ordonné que le pais de Saintonge et toutes les justices et jurisdictions ressortissants en icelui et qui en sont dependants, seroient et seront ressortissants en nostredit parlement de Bourdeaux, et combien qu'en faisant icelle institution nostre intention et volonté eust esté et soit y comprendre les gouvernement et vile de La Rochele et toutes et chacunes les causes et procès desdites vile et gouvernement; néanmoins, lesdits de La Rochele ont fait et font difficulté et refus de ressortir en nostredit parlement de Bourdeaux, qui est venir contre la teneur de nosdites ordonnances et volonté, ainsi que nostredit procureur nous a fait remonstrer, requérant sur ce notre provision. Pour quoi, Nous, ce que dit est considéré et pour autres causes et considerations à ce nous mouvants, bien records des choses dessusdites, avons voulu, ordonné et déclaré, voulons, ordonnons et declarons par ces presentes, que tous et chacuns les habitants demeurants et sujets ezdites vile et gouvernement de La Rochele ressortiront et seront ressortissants et respondants en nostredit parlement de Bourdeaux, tout ainsi qu'ils ressortissoient et souloient ressortir et respondre en nostredit parlement de Paris. Si, vous mandons et expressement enjoignons et à chacun de vous, si comme à lui appartiendra, que nostredite ordonnance, déclaration et volonté vous entretenés et gardés, et icelles faites entretenir et garder et publier, tant en nostredite cour qu'ezdites vile et gouvernement de La Rochele et ailleurs où il appartiendra, en deffendant ou faisant deffendre à tous nos sujets et habitants de ladite vile et gouvernement et ailleurs où il appartiendra, que de leursdites causes et

procès ils ne fassent doresnavant poursuite en nostre dite cour de parlement à Paris. Et en outre, mandons et commandons et expressement enjoignons à vous nos conseillers, tenants nostredite cour de parlement à Paris, que toutes et chacunes les causes et procès desdites vile et gouvernement, qui à presents sont pendants par devant vous en nostredit parlement, soit par appellation ou autrement, réservés seulement ceux qui sont receus pour juger, vous renvoïés par devant les gens tenants nostredit parlement à Bourdeaux, sans plus en entreprendre aucune cour ne cognoissance, laquelle vous avons interdite et deffendüe, interdisons et deffendons par ces presentes. Et, pour ce que d'icelles on pourra avoir à besogner en plusieurs et divers lieux, voulons qu'au vidimus, fait sous scel roial, foi soit adjoustée comme au present original, car ainsi nous plaist il et voulons estre fait.

Donné à Bourdeaux, le vii jour de febvrier l'an de grace mcccclxii. et de nostre regne le ii.

Ainsi signé : Par le Roy, les sieurs DE CHAUMON et DULAU, GIRAULT DE CURSOL, ARNAULT DUSSAULT et autres présents. DE REILHAC.

Et escrit au dos, publiées ces presentes judiciairement en la cour du gouvernement de La Rochele, tenants les pairs assise d'icelui gouvernement, en faisant inhibitions et deffenses à tous selon la teneur dudit contenu, le mardy xxii jour de mars l'an de grace mcccclxii. Ainsi signé : DOMIN.

Publiées ces presentes ez termes de la seneschaussée de Saintonge au siege de Saint-Jan-d'Angely, jointe et selon la forme et teneur, et fait les inhibitions et deffenses à tous à pene de deux marcs d'argent au

Roi, nostre seigneur, à appliquer; le lundy xiv jour de mars l'an de grace MCCCCLXII.

Ainsi signé : FAURE, commis au greffe.

Ces presentes ont esté leues présentées en la cour de la seneschaussée de Saintonge au siege de Saintes, les jeudy des assises dudit siege commençants à tenir le lundy xxi jour de mars MCCCCLXIII, et faites les deffenses desdits contenus generalement aux penes de cent marcs d'argent au Roy, nostre seigneur, à appliquer. Ainsi signé : RATIER.

Gaston de Lion, sieur de Besaudon, conseiller, premier valet trenchant du Roi nostre seigneur, son seneschal de Saintonge et commissaire dudit seigneur en cette partie, vous, premier sergent roial, salut.

Receu avons les lettres du Roi, nostre sire, auxquels ees presentes sont attachées soubs le scel de ladite seneschaussée, par vertu et autorité desquelles nous vous mandons et commettons que vous signifiés, publiés et faites à sçavoir à tous à qui il appartiendra, ez lieux accoustumés à faire publications et cri, à haute voix, le contenu en ces lettres roiaux, en faisant les inhibitions et deffenses de par ledit seigneur contenues ezdites lettres et à la pene de cent marcs d'argent au Roi nostre sire à appliquer, tout ainsi que le Roi nostredit seigneur veut et mande par cesdites lettres estre fait. De ce faire vous donnons plein pouvoir, autorité et mandement special, en certifiant suffisamment de tout ce que fait aurés. Mandons et commettons à tous les sujets et soumis du Roi, nostre seigneur, qu'à nous en ce faisant obeissent et entendent diligemment.

Donné à Saint-Jan-d'Angely, soubs le scel de ladite

seneschaussée, le xviii jour de mars l'an de grace MCCCCLXII.

Ainsi signé : BRAGIER, lieutenant. Par M. le lieutenant, FAURE, commis au greffe.

Jan de Montauban, conseiller et chambellan du Roi nostre sire, admiral et grand maistre des eaux et forests du roiaume de France, gouverneur et capitaine de la vile de La Rochele, chastelenie et ressort d'icelle pour le Roi nostre sire et son commis en cette partie, aux quatre sergents roiaux de ladite vile ou à leurs aloüés, ou au premier autre sergent roial sur ce requis, salut.

Nous avons receu les lettres du Roi nostre sire, auxquelles ces presentes sont attachées, par vertu et autorité desquelles nous vous mandons et à chacun de vous si mestier est, commettons que vous signifiés, publiés et faites à sçavoir de par le Roi nostre sire à tous ceux à qui il appartiendra, ez lieux accoustumés à faire cris et publications à haute voix, le contenu ezdites lettres, en faisant les inhibitions et deffenses de par le Roy, nostre sire, contenues ezdites lettres, tout ainsi et par la forme et maniere que le Roi, nostre sire, le veut et mande d'estre fait par sesdites lettres. De ce faire vous donnons pouvoir et à chacun de vous mandement special, en certifiant suffisamment de tout ce que fait en aurés. Mandons à tous les sujets et soumis du Roi, nostredit seigneur, qu'à vous et à chacun de vous en ce faisant soit obei et entendu diligemment.

Donné à La Rochele, sous le scel dudit gouvernement, le xxii jour de mars MCCCCLXII.

Ainsi signé : GAUDONET. Par M. l'assesseur : GEBON.

Et est dessus escrit : Je, sergent general du Roi, nostre sire, en la vile et gouvernement de La Rochele, chastelenie et ressort d'icelle, certifie à qui il appartiendra que le mardy, xxii jour de mars mccccclxii, à la requeste d'honorable homme et sage M^e Jan de La Brousse, licentié ez droicts, ai fait lecture et publication des lettres du Roy, nostredit seigneur, dont est faite mention à haute voix, son de trompe et cri public, aux lieux et carrefours accoustumés à faire cris et proclamations en ladite vile de La Rochele, et fait aussi les inhibitions et deffenses, selon le contenu ezdites lettres roiaux, en temoin de ce, je, sergent, cette presente certification de mon seing manuel ai ci mis ledit jour et an que dessus.

Ainsi signé : CROÛART (p. 32).

7 février 1463.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France. A nos amés et feaux conseillers les gens de notre parlement à Paris, au seneschal de Saintonge où à son lieutenant, salut.

Nostre procureur en nostre parlement à Bourdeaux nous a fait remonstrer que combien qu'en establissant naguères nostre cour de parlement en nostre vile de Bourdeaux, nostre intention et volonté eust esté et soit, y comprendre la vile d'Angoulesme et pais d'Angoumois, et que lesdites viles et pais soient ressortissans en nostredit parlement de Bourdeaux; neanmoins, nostredit procureur doubte que lesdits habitants sujets et demeurans en dite vile d'Angoulesme et pais d'Angoumois, fassent ou veuillent faire

difficulté ou refus de ressortir en nostredit parlement de Bourdeaux, qui seroit venir contre nostredite volonté et intention, ainsi que vostre procureur nous a fait remonstrer, requerant sur ce nostre provision. Pourquoi nous, ce que dit estre considéré, et pour autres causes et considerations a ce nous mouvants, bien records des choses dessus dites avons voulu, ordonné, et déclaré, voulons, ordonnons et déclarons, par ces présentes, que tous et chacun les habitants sujets et demeurants ezdites viles et païs d'Angoumois, ressortiront et seront ressortissants et respondants en nostredit parlement de Bourdeaux, tout ainsi qu'ils ressortissoient et souloient ressortir et respondre en nostredit parlement de Paris. Si, vous mandons et expressément enjoignons, et à chacun de vous si comme à lui appartiendra que nostredite ordonnance, déclaration et volonté vous entretenies et gardiés et icelle faites entretenir et garder et publier, tant en nostredite cour qu'ez dites vile d'Angoulesme et païs d'Angoumois et ailleurs ou il appartiendra, en deffendant et en faisant deffendre à tous les sujets et habitants dudit Augoulmois que leurs dites causes et procès ils ne fassent doresenavant poursuivre en nostredite cour de parlement à Paris. Et en outre, mandons et commandons et expressément enjoignons à vous nosdits conseillers tenants nostredit parlement à Paris, que toutes et chacunes les causes et procès desdites vile et païs d'Angoumois, qui à présent sont pendants pardevant vous en nostredit parlement, soit par appellation ou autrement, réservés ceux qui sont receus pour juger, vous renvoies pardevant les gens de nostredit parlement à

Bordeaux, sans plus en entreprendre aucune cour ne cognoissance, laquelle vous avons interdite et deffendüe, interdisons et deffendons par ces presentes; et pour ce que d'icelles on pourra avoir à besogner en divers lieux, voulons qu'au vidimus fait soubz scel roial, foi soit adjoustée comme à ce present original, car ainsi nous plait il estre fait.

Donné à Bordeaux, le vii jour de febvrier, l'an de grace MCCCCLXII et de nostre regne le II.

Par le Roi: les sires DE CHAUMONT et DULAU, M^e GIRAULT DE CRUSSOL, et ARNAULT DUSSAULT, presents. DE REILHAC.

Gaston de Lion, sieur de Besaudon, conseiller et premier valet tranchant du Roi, nostre sire, son seneschal de Saintonge et commissaire d'icelui en cette partie. Vous premier sergent roial, salut.

Nous avons receu les lettres dudit seigneur, auxquelles ces presentes sont attachées soubz le scel de la seneschaussée, par vertu et autorité desquelles nous vous mandons et commandons que vous publiez et faites à scavoir à haute voix et cri public, ez lieux accoustumés à faire cri et publication, le contenu ez dites lettres dudit seigneur, en faisant inhibitions et deffenses contenües ez dites lettres à la peine de cent marcs d'argent au Roi, nostre sire, à appliquer, à tous et à qu'il appartiendra, tout ainsi et en la forme et maniere que le Roi, nostre sire, le veut et mande par ces dites lettres; de ce faire vous donnons plein pouvoir, autorité et mandement spécial en certifiant suffisamment de tout ce que fait aurés. Mandons et commandons à tous les subjets et soubmis du Roi, nostre sire, à vous obeir et entendre diligemment.

Donné à Saint-Jan-d'Angely, sous le scel de ladite seneschaussée, le viii jour de mars MCCCCLXII. BRAGIER, lieutenant.

Ainsi signé : Par M. le lieutenant, FAURE, commis au greffe.

A tous à qui il appartiendra je, Jaques Cestes, sergent du Roi, nostre sire, en la seneschaussée de Saintonge, certifie que par vertu de ces présentes lettres roiaux, au dos desquelles cette miene presente relation est escrite des lettres executoires à icelle attachées, le xx du mois d'avril dernier passé, me transportai en la vile de Coignac, en la comté d'Angoumois, et autre ce que je presentai et exhibé lesdites lettres, à très haut et très puissant seigneur, M. le comte d'Angoulesme, et de lui obtenir congé et obeissance pour publier lesdites lettres en sa comté et pais d'Angoumois, je, icelles lettres et le contenu en icelles signifiai, leus et publiai, et fis lecture à haute voix et publiai ez lieux et carrefours de ladite vile ou on a accoustumé faire cris et publications, en faisant les inhibitions et deffenses contenües ezdites lettres, à pene de cent marcs d'argent au Roi, nostre sire, à appliquer et furent présents à ce : P. Reynier, J. Mercier, J. Chaillou, E. Roux, Le Clerc, J. Poitou, P. Corretaut, J. Colonges et plusieurs autres en grand nombre de gens et persones. Et le xxii dudit mois, l'an present MCCCCLXII, me transportai en la vile et cité d'Angoulesme, ez lieux et carrefours de laquelle on a accoustumé faire les publications, et presentai lesdites lettres aux officiers de ladite vile. Et d'eux obtenu congé de publier lesdites lettres roiaux, je fis pareille notification, publication et lecture desdites lettres, et à

semblables penes fis les deffenses que fait avois audit lieu de Coignac; à quoi furent presents certains hommes: P. Lacombe, J. Monjon, receveur et officiers de ladite vile, qui tindrent et visiterent lesdites lettres, J. Prevost, J. de Planches, J. Métaier, J. Roier, présents et appellés à ce faire, avec moi, en grand nombre de personnes, et de tout ce je certifie estre vrai et avoir fait en la manière susdite par cette même relation, signée de ma main, le 11 du mois de mai l'an MCCCCLXIII.

Publiées ces présentes ez termes de la seneschaussée de Saintonge, au siège de Saint-Jan-d'Angely, jointe et selon leur forme et teneur, et fait les inhibitions à tous, à pene de cent marcs d'argent au Roi, nostre sire, à appliquer, le lundy xiv de mars MCCCCLXII.

Ainsi signé: RAU.

Publiées ont esté et leues ces présentes en jugement en tenant les grandes assises de la cour de seneschaussée de Saintonge, au siège de Saintes, commençant à tenir le siège le xxi jour de mars MCCCCLXII.

Et faites les inhibitions generalement aux penes de cent marcs d'argent au Roi, nostre sire, à appliquer.

RAULET (p. 33).

11 mars 1463.

Die veneris xi martis. Les gens et conseillers du duc d'Alençon firent à la cour certaine requeste pour et afin de délivrer certains prisonniers et crimineux estant ez prisons de la cour, pour le joieux advènement dudit seigneur en ceste ville de Bourdeaux. L'opposition du procureur et advocat du Roy avec la response de la cour est enregistrée ez livres de plaidoirie (p. oo).

27 mars 1463.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis præsentibus et futuris nos recepisse quasdam litteras charissimi progenitoris nostri cujus anima pace fruatur, pro parte dilectorum nostrorum majoris, juratorum et totius communitatis villæ castri et castellanïæ de Burgo, in ducatu nostro Aquitaniæ, humiliter præsentatas sub sigillo inpendenti cum filis sericeis rubeis et viridibus, quarum tenor talis est :

Ludovicus... (*voy.* 1471, mars). Enregistrées à la Chambre des comptes le xxvii mars mccccxliiii (p. 27).

11 mai 1463.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et téaux les thresoriers de France et generaux sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, salut et dilection.

Comme puis naguères pour aucunes causes et considerations à ce nous mouvantz, nous avons ordonné et establi une cour de parlement en nostre vile et cité de Bourdeaux, en laquelle doibvent ressortir comme en cour souveraine toutes et chacunes les causes de nos subjetz des fins et limites sur ce par nous ordonnés, et pour tenir icelle nostre cour de parlement par nous aie esté pourveu d'un president, quatre conseillers clerks et quatre conseillers laïcs, de quatre huissiers et autres officiers, ez lettres desquels nos conseillers et officiers en icelle cour du don que fait leur avons desdits offices, ou d'aucuns d'eux soit seulement

contenu qu'iceux avons créé nos officiers en icelle cour à tels gages que par nous leur seroient sur ce donnés, sans autrement limiter ne déclarer quels gages ils doivent avoir et prendre à cause de leursdits offices, pour laquelle cause le receveur ou commis de par nous à paier leursdits gages pourroit faire difficulté au paiement de leursdits gages, laquelle chose seroit cause d'interrompre ou discontinuer nostredit parlement et redonder au très grand dommage de nosdits subjets qui doivent ressortir en nostredite cour, ainsi que dit et monstre nous a esté. Nous, voulantz à ce pourveoir en maniere que nosdits conseillers et autres officiers de nostre parlement de Bourdeaux soient païés sans difficulté, et que ledit paiement soit à l'acquit dudit receveur, voulons, ordonnons et déclarons par ces presentes que nosdits conseillers et autres officiers de nostredit parlement de Bourdeaux soient païés de leursdits gages, c'est à savoir : nosdits conseillers clerks de dix sols parisis, et nosdits conseillers laïcs de quinze sols parisis. Le premier huissier de quatre sols parisis et les autres trois huissiers chacun deux sols huit deniers parisis par chacun jour, et aussi des droits à eux appartenants à cause de leursdits offices.

Et en outre avons voulu, ordonné et octroïé, ordonnons et octroïons par ces presentes que le receveur commis de par nous à present à recevoir les amendes et exploits d'icelle cour, ou celui qui sera au temps à venir puisse et lui loise paier doresenavant par chacun an par commandement et ordonnance de ladite cour, des deniers qui viendront et esteront desdites amendes et exploits jusqu'à la somme de cent livres tournois pour fournir aux menus affaires et nécessités d'icelle cour.

Si, vous mandons et enjoignons à chacun de vous si comme à lui appartiendra, que pour nostredit receveur ou commis à recevoir et faire le paiement de nosdits conseillers et autres officiers en icelle cour ou autre qui le sera au temps à venir, vous les faites paier de leursdits gages et droits en la maniere dessusdit, et consentés ladite somme de cent livres tournois par chacun an estre païée par ledit receveur commis de par nous à recevoir lesdites amendes et exploits d'icelle nostre cour ou par celui qui le temps à venir sera, sera païée par le commandement et ordonnance d'icelle cour, des deniers dessusdits avant toutes autres charges extraordinaires, pour employer ezdits menus affaires et nécessités d'icelle en la maniere dessusdite, et en rapportant leurs lettres de don de leursdits offices avec cesdites presentes ou vidimus d'icelles pour une fois, et quittance ou certification sur ce suffisant seulement, nous voulons que tout ce que païés en aura esté pour la cause dessusdite estre alloué ez comptes et rabbatu de la recepte dudit receveur ou commis ou d'autre qui païé les aura ou auront, par nos amés et féaux gens de nos comptes auxquels nous mandons ainsi le faire sans aucune difficulté, nonobstant qu'ez lettres de leursdits offices, la designation et maniere du paiement de leursdits gages et droits ne soit aucunement déclarée fors en termes généraux comme dit est, et quelconque ordonnance, mandement ou deffense à ce contraires.

Donné à Saint-Jan-de-Luz, le **xi** du mois de mai l'an de grace **MCCCLXIII**, et de nostre regne le second.

Ainsi signé : Par le Roy en son conseil, **J. DE LALOËRE**
(p. 5).

1^{er} juin 1463.

Les Thresoriers de France veües par nous les lettres patentes du Roy nostre seigneur auxquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de nos signés, pour lesquelles et pour les causes contenues en icelles le dit seigneur veut et mande que ses conseillers et autres officiers de sa cour de parlement à Bourdeaux soient païés de leurs gages, c'est à sçavoir : chacun conseiller clerc de dix sols parisis, chacun conseiller lai de quinze sols parisis, le premier huissier de quatre sols parisis, et les autres trois huissiers de deux sols huit deniers parisis chacun par jour, et aussi des droits à eux appartenants à cause de leursdits offices; et en outre a voulu et veut ledit seigneur que le receveur commis de par lui present et à venir à recevoir les exploits et amendes de ladite cour puisse et lui loise paier doresenavant, par chacun an, par le commandement et ordonnance de la Cour des deniers qui viendront et istront desdites amendes et exploits, jusqu'à la somme de cent livres tournois, pour fournir aux menus affaires et necessités de ladite Cour, consentantz en tant qu'à nous est l'entérinement et accomplissement desdites lettres, en mandant par ledit seigneur à celui qui est ou qui pour le temps à venir sera commis à faire le paiement desdits gages et droits, et aussi audit receveur desdites amendes et exploits present et à venir qu'ils paient, baillent et délivrent leursdits gages et droits et aussi la somme de cent livres tournois, tout ainsi et par la forme et maniere que le Roy nostredit seigneur le veut et mande par sesdites lettres.

Donné soubz nosdits signés, le premier jour du mois de juin l'an de grace MCCCCLXIII.

Ainsi signé : CONTIER (p. 6).

Les generaux conseillers du Roy nostre seigneur ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes ses finances.

Vetües par nous les lettres-patentes dudit seigneur auxquelles ces presentes sont attachées soubz l'un de nos signés, par lesquelles et pour les causes contenues en icelle, ledit seigneur veut et mande que ses conseillers et autres officiers de sa cour de parlement de Bourdeaux soient païés de leurs gages, c'est à savoir : chacun conseiller clerc de dix sols parisis, chacun conseiller lai de quinze sols parisis, le premier huissier de quatre sols parisis, les autres trois huissiers de deux sols et huit deniers parisis chacun par jour, et aussi des droits à eux appartenantz à cause de leurdits offices.

Et en outre a voulu, ordonné et octroïé ledit seigneur que le receveur commis de par lui present et à venir à recevoir les amendes et exploits de ladite cour puisse et lui loise paier doresenavant par chacun an par le commandement et ordonnance de ladite cour des deniers qui viendront et istront desdites amendes et exploits jusqu'à la somme de cent livres tournois pour fournir aux menus affaires et necessités de ladite cour, consentons, en tant qu'à nous est, l'enterinement et accomplissement desdites lettres en mandant de par ledit seigneur à celui qui est ou qui pour le temps à venir sera commis à faire le paiement desdits gages et droits, aussi au receveur des amendes et exploits pre-

sent et à venir qu'ils paient, baillent et delivrent lesdits gages, droits et aussi la somme de cent livres tournois, tout ainsi et par la forme et maniere que le Roi nostredit seigneur le veut et mande par sesdites lettres.

Donné soubs un de nos signés, le premier jour de juin MCCCCLXIII.

Ainsi signé : LEGONS (p. 6).

17 février 1464.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum rex, universis præsentis litteras inspecturis sinceram in Christo dilectionem et præsentibus fidem indubiam adhibere.

Notum facimus ex constitutis in nostra parlamenti curia quamplurimorum principum, prælatorum, procerum, baronum et dominorum temporalium, nec non dilecti filii nostræ universitatis magistrorum et scholarum studii parisiensis, ac plurium capitulorum, collegiorum et conventuum, ecclesiasticorum procuratoribus, pro parte eorumdem graviter conquerendo eidem nostræ curiæ fuit expositum. Quod quamvis Ecclesiarum et Reipublicæ regni nostri simus protector, conservator, et deffensor, ex debitoque Regalis autoritatis et administrationis Reipublicæ a Deo nobis commissæ teneamur intendere ne ipsæ ecclesiæ debitis fraudulentia obsequiis, sintque fructus earumdum ecclesiarum et beneficiorum conventuum tam secundum dispositionem conciliorum generalium et jurium, quam secundum piam intentionem fundatorum ordinati ad sustentationem ministrantium in divinis, ipsius divini cultus augmentum, ad alimentationem pauperum, redemptionem captivorum, ecclesiarum suorumque

ædificiorum reparationem, terrarum, hæreditagiorum, ac possessionem Ecclesiæ cultorum, jurium ipsorum conservationum, cæterorum onerum incumbentium supportationem, adeo etiam quod bona per prælatos post eorum obitum dimissa futuris debent successoribus reservari in utilitatem Ecclesiæ convertenda, nisi forte in illis locis regni, ubi de usu et consuetudine notorie observetur et alias licitum sit prælatis ipsis et aliis viris ecclesiasticis de eisdem bonis facere testamentum et alias de ipsis disponere; quibus et etiam ab intestato in dictis bonis secundum consuetudinem et observantiam supradictam, tum sui quam ipsi suis succedunt hæredes tum etiam in multis casibus, nos et nonnulli domini temporales ad causam domini et jurisdictionis temporalis succedimus, quod anno Domini m^{cc}clxviii, mense martis, gloriosæ memoriæ sanctus Ludovicus, quondam rex Franciæ, prædecessor noster, suo edicto perpetuo ordinaverit onera et exactiones pecuniarum per curiam romanam Ecclesiæ regni nostri tunc impositas seu imposita ac etiam in futurum imponenda, quibus regnum ipsum tunc miserabiliter de pauperatum extabat, nullatenus debere levare et colligi nisi forte pro rationabili, pia, et urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac etiam de spontaneo et expresse consensu Regis et Ecclesiæ regni, prout hic expresse in litteris edicti plenius continetur: et quamvis plures Francorum reges prædecessores nostri supradicti gloriosi et sancti regis Ludovici vestigia insequendo, pro conservatione Ecclesiæ Gallicanæ et reipublicæ regni nostri habito super hoc consilio plurimorum principum prosapiæ Regalis, necnon prælatorum et aliorum virorum Eccle-

siasticorum ecclesiam regni nostri repræsentantium, his edictis et ordinationibus diversis temporibus factis et promulgatis et in registris dictæ curiæ nostræ parlamenti ad perpetuam rei memoriam registratis, hoc idem sanxerunt, et præcipuè bona prælatorum et virorum ecclesiasticorum decedentium, tam sæcularium quam regularium quæ spolia defunctorum interdum noncupatur nullatenus per Papam seu Romanos Pontifices aut suos officarios reservari nec usurpari et multa alia salubria pro conservatione, manutentione, et protectione Ecclesiarum regni nostri ac ministrorum ibidem Deo servantium ac Reipublicæ regni et nostrorum jurium regalium ordinaverunt, et edicto perpetuo observari inviolabiliter mandaverunt, nihilominus tamen Pius, papa modernus, bona prælatorum ac virorum ecclesiasticorum decedentium tam sæcularium quam regularium quæ nonnulli spolia defunctorum appellant, necnon dimidiam partem fructuum omnium beneficiorum incompatibilium que dicti viri ecclesiastici et illorum quæ in commendam obtinent, ac etiam certam portionem seu quotam bonorum personarum sæcularium tam nobilium quam non nobilium ejus cameræ apostolicæ per ejus certas constitutiones seu litteras a paucis diebus ut dicitur apud Romam editas applicanda esse statuit et decrevit, quæ præmissa si in regno nostro tolerarentur ecclesiis dicti regni nostri multa gravamina et incommoda afferent, eo quod ipsæ ac monasteria regni nostri et eorum ædificia quæ etiam a paucis diebus propter guerras quæ, proh dolor, diu in regno nostro viguerunt, pro majori parte lapsæ sunt in ruinam in multis locis regni nostri irreparabiliter corruerunt, posses-

siones, hæreditagia inculta remanerent, immobilia de facto alienarentur aut impignorarentur, mobilia et pretiosa reliquiarum, vasa ecclesiastica, ornamenta, calices, libri, et similia vili pretio distraherentur, Ecclesiæ debitorum impostabilium mole ornerarentur, ministri et Deo servientes a divino servitio retraherentur, et tandem multi mendicare compellerentur, atque in maximam penuriam redigerentur Regnum nostrum quod inter alia regna yiris scientificis communiter floruit, nimium vacuarentur in magnum præjudicium fidei christianæ, detrimentumque universalis ecclesiæ ac reipublicæ christianissimi regni nostri, his etiam modis regnum nostrum pecuniis et opibus plurimum depauperatum redderetur subditi nostri tam ecclesiastici quam sæculares exhæderentur; jura nostra temporalia et coronæ, necnon jura plurimorum dominorum temporalium subditorum nostrorum læderentur et minuerentur, atque innumera vixque inarrabilia scandala orirentur, quæ secundum et conscientiam omnimodo tolerari non poterant aut debebant, ob quod, præfati exponentes, prædictæ curiæ nostræ supplicaverunt ad Dei laudem, fidei et divini cultus conservationem et honorem Reipublicæ, regni nostri manutentionem et conservationem super præmissis de remedio provideri opportune, decreta sanctorum patrum, conciliorum generalium, et præcedentium summorum pontificum ac etiam prædictas ordinationes et edicta regia insequendo. Qua supplicatione sic facta, pro parte procuratoris nostri generalis, in dicta curia nostra ad hoc præsentis, habita deliberatione super præmissis cum advocatis nostris, fuit propositum quod materia dictæ

supplicationis plurimum concernebat jura, privilegia, prærogativas, auctoritatem, superioritatem coronæ et jurisdictionis temporalis regni nostri ac jura subditorum nostrorum, quæ non solum læderentur, imo potius enervarentur, nisi super præmissis de juris et justitiæ remedio provideretur, petens et requirens idem procurator super præmissis per prædictam curiam nostram de remedio similiter provideri opportune. jura coronæ nostræ et alia jura nostra temporalia et jurisdictiones temporales regni nostri necnon subditorum nostrorum regni nostri illæsa conservando. Auditis igitur per eandem curiam nostram dictis supplicationibus et requestis, ac per eam visis dictis edictis et ordinationibus præfati sancti Ludovici, Francorum regis, et aliorum prædecessorum nostrorum super hoc factis, habita matura deliberatione super præmissis cum pluribus gentibus de nostro concilio, considerandis insuper, super hoc attendendis et quæ eandem curiam nostram in hac parte movere poterant et debebant, præfata curia nostra suprædictas ordinationes et edicta insequendo quæ subsidia et onera præmissa et alia similia quæ collectores, subcollectores et alii officarii seu commissarii Romanorum pontificum prætextu seu colore constitutionum supradictarum et aliarum similium supradicta onera concernentium in futurum levare et exigere niterentur, minimè levabuntur, colligentur, aut exigentur. Et insuper quod omnibus et singulis officiariis nostris prout ad eos pertinuerit injungetur et mandabitur prout etiam injungimus et mandamus ne de præmissis oneribus et subsidiis per prædictos collectores seu subcollectores aut eorum commissos quidquam exigi, colligi,

aut levari, nec dictos viros ecclesiasticos et alios quoscunque subditos nostros propter hoc citari, inquietari, aut molestari permittant, ordinavit et ordinat.

Quocirca omnibus supradictis bailivis, seneschallis et aliis justiciariis regni nostri, cæterisque officiariis et subditis nostris et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, committimus et mandamus ipsis districtius injungendo quatenus ordinationem dictæ curiæ nostræ teneant, custodiant et conservent et ab omnibus subditis nostris inviolabiliter faciant in omnibus et per omnia observari, eaque in locis eorum districtuum et judicaturarum insignibus proclamari et palam publicari, ne quis eorum ignorantiam prætereundum valeat, faciant et procurent omnes, et quascunque personas rebelles et inobedientes et contravenientes seu attentantes, cujuscunque status et conditionis existant, ad hoc per captionem suæ temporalitatis et personarum suarum, si opus fuerit; cogendo seu compellendo ac taliter puniendo quod cæteris cedat in exemplum. Volumus autem transcriptæ seu vidimus præsentium litterarum sub sigillo regio confecto talis tanta fides adhibeatur sicut præsentis originali. In cujus rei testimonium præsentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum.

Datum Parisiis in parlamento nostro, die xvii mensis februarîi anno Domini mccccxliii et regni nostri iii.

Sic suscriptum in margine: Per cameram pluribus prælatis, nobilibus et aliis gentibus Regis consilii præsentibus et signatum. CHENETEAU.

In dorso erat scriptum: *Lecta, publicata et registrata ad requestam procuratoris generalis domini nostri Regis.*

Actum in parlamento Burdigalæ ipso certis ex causis in villa Sancti-Joannis-Angeliacensis, sedente, viii die mensis maii anno Domini MCCCCLXIV, sic signatum : VILLEBALIN (p. 8).

5 mars 1464.

LOUIS, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et féaux les gens tenants et qui tiendront nos cours de parlement de Paris et de Tholose, salut et dilection.

Comme pour l'entretènement de nostre païs de Guiene, Nous avons institué, ordonné et establi une cour de parlement en nostre vile et cité de Bourdeaux et aions voulu et ordonné que les païs et seneschausées de Guiene, Xaintonge, gouvernement de La Rochelle, Angoulmois, Limozin, Perigort, Quercy au deça la Dordogne, Agenois, les Lanes, Bazadois, y ressortir, et les causes estants desdits païs et seneschausées qui paravant ladite institution estoient introduites en nosdites cours de Paris et de Tholose, qui lors n'estoient appointées en droit, y estre renvoïées pour illec estre conduites, demenées, et déterminées, lequel renvoi n'a depuis par nous esté fait, dont plusieurs debats et altercations se sont menés entre nos sujets, pour ce que les aucuns d'eux se comparoissent en nostredite cour de Bourdeaux, et les autres ezdites cours de Paris et de Tholose et obtiennent congés, deffauts, et autres appointements les uns à l'encontre des autres, dont se peuvent ensuivre plusieurs grands inconveniens, et à cette cause nosdits sujets en ont eü et souffert plusieurs vexations et

travaux et ont fait plusieurs grandes et excessives despenses. Pour ce est il que nous, ces choses considérées, voulants nosdites volonté et ordonnance estre entretenues et gardées, et nosdits sujets estre preservés et gardés de telles vexations et despenses frustratoires et inutiles, vous mandons et expressément enjoignons par ces présentes, qu'incontinent et sans délai vous renvoyés lesdites causes introduites par devant vous, non appointées en droit, en quelque estat qu'elles soient, en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, pour illec estre appointées, jugées, déterminées, et decidées ainsi qu'il appartiendra pour raison, sans y faire aucune difficulté ou dissimulation, et lesquelles déz à present nous y avons renvoyées et renvoyons par ces dites presentes, et vous en avons interdit et deffendu, interdisons et deffendons toute cour, jurisdiction et cognoissance, en déclarant tous congés, defautz, appointementz, arretz, jugementz. et autres procedures qui après la présentation de cesdites présentes à vous faite, seront par vous faits, donnés, octroïés et proférés, ensemble les exploits qui s'en pourroient ensuivre nuls et de nulle valeur et effect. Et si après la presentation et exhibition de ces présentes à vous faite, par vous estoient donnés, octroïés et proférés aucuns défauts, congés, appointements, arrests ou jugements ezdites causes, deffendons, par ces presentes, aux parties au profit desquelles seroient iceux défauts, congés, appointements, arrests et jugements donnés et proférés, qu'elles ne soient si osées ni si hardies à les faire exploiter ne executer, ne s'en aider en manière quelconque, ne de relever ou introduire de nouvel aucun autre appeau ezdites cours de Paris et de Tholose,

sur pene d'encourir amende arbitraire envers nous. Si voulons et mandons et estroitement enjoignons que cette presente nostre volonté et ordonnance vous entretenies et gardiés et faites entretenir et garder, de point en point, selon sa forme et teneur, sans faire ne venir au contraire en maniere quelconque, et la publiés et faites publier et enregistrer en nosdites cours et auditoires sans y faire difficulté aucune. Car tel est nostre vouloir.

Mandons en outre à nos amés et feaux les president et conseillers de nostre cour de parlement à Bourdeaux, aux seneschaux, baillifs et gouverneurs et juges desdits païs et seneschaussées ou à leurs lieutenants, que cette nostre presente volonté et ordonnance, ils entretiennent et gardent, et fassent entretenir et garder de point en point selon sa forme et teneur, sans l'enfreindre ne souffrir ne permettre l'enfreindre en maniere quelconque, en contraignant à ce tous ceux qui seront à contraindre par toutes voies et manières deües et raisonnables en tel cas requises. Et afin que nul n'en puisse pretendre juste cause d'ignorance, la fassent lire, publier, et enregistrer en leurs sièges, auditoires et ailleurs où ils verront estre à faire, car ainsi Nous plait et voulons estre fait.

Donné à Chartres, le v jour de mars MCCCCLXIII, avant Pasques, et de nostre regne le troisiemes.

Ainsi souscript : Par le Roy, le comte DE COMINGES, les sires DELAU, DESLANDES, et DE LA ROUSIERE et autres présents, et signé DE MOULINS.

Collation est faite et au dos escrit : *Lecta, publicata ad requestam procuratoris generalis domini nostri Regis, ac Registrata in parlamento Burdigalæ ipso*

certis ex causis in villa Sancti-Joannis-Angeliacensis edente, VIII. die mensis maii anno Domini MCCCCLXIV.
VILLEBALIN (p. 6).

25 mars 1464.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et feaux les gens tenants nos parlements de Paris, Tholose et Bourdeaux, et à tous les autres justiciers de Nostre Roiaume ou à leurs lieutenants, salut et dilection.

Comme puis nagueres pour l'entretènement de nostre païs de Guiene, Nous avons ordonné et establi une cour de parlement en nostre vile et cité de Bourdeaux, pour illec estre tenue par certain nombre de conseillers, tant clerks que lais, lesquels necessairement sont contrainsts d'y faire résidence personelle pour l'expedition des causes et matières qui y affluent et tellement que nosdits conseillers clerks sans prætermission de leurs offices, dommage de nous et de la chose publique, ils ne pourroient bonnement en première instance plaider pour raison de leurs benefices ne autrement en cour de Rome ne ailleurs qu'en nostre vile de Bourdeaux, où comme dit est, ils sont nécessairement occupés, ainsi qu'ils nous ont fait dire et remonstrer, requerants sur ce nostre provision. Pour ce est il que nous, les choses dessusdites considerées, voulants nosdits conseillers, qui sont en petit nombre, faire résidence continuelle en nostredite cour, à iceux pour ces causes et considerations et autres à ce nous mouvants, avons par deliberation des gens de nostre grand conseil octroïé et octroions, de grace spéciale, par ces

presentes que dorésenavant ils, ne aucuns d'eux, ne soient, ne puissent estre tirés, ne convenus, ne approchés en première instance, en demandant ou defendant, pour raisons de leurs benefices ne autrement en cour de Rome ne autre part hors de nostre vile de Bourdeaux en manière quelconque. Si vous mandons et à chacun de nous si comme lui appartiendra, que nosdits conseillers suppliants vous faites, souffrés et laissés jouir de nostre présent octroi, en contraignant à ce tous ceux qui pour ce seront à contraindre, par toutes voies et manières deues et raisonnables en tel cas requises, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et à ce que nul n'en puisse ou doibve pretendre juste cause d'ignorance, voulons que faites publier et enregistrer en nos cours et auditoires et ailleurs ou besoing en sera ces presentes, et si aucyne chose estoit faite au contraire, si les faites incontinent reparer et mettre au neant, car tel est nostre plaisir.

Donné à Chartres, le xxv du mois de mars mccccclxiii, avant Pasques et de nostre regne le iiii.

Ainsi soubscrit : Par le Roy, le comte DE COMINGE, les sires DULAU, DESLANDES, DE LA ROUSIERE et autres présents. Signé : DE MOULINS.

Et au dos est escrit : *Lecta et publicata ac etiam registrata ad requestam procuratoris generalis nostri domini Regis. Actum in parlamento Burdigalæ ipso certis ex causis in villa Sancti-Joannis-Angeliacensis sedente, viii. die mensis maii, anno Domini mccccclxiv.* Et signé : VILLEBALIN (p. 7).

14 juillet 1464.

Lettres-patentes de Louis, roi de France, données à Alluye, près Boneval, au mois d'aoust MCCCCLXIII, enregistrées au parlement de Bourdeaux, soiant à Saint-Jan-d'Angely, present et consentant Bermondet, advocat-général, le procureur-général absent, le penultiesme juillet MCCCCLXIII, par lesquelles le Roy remet à Brive et à Uzerche le siège du seneschal qui y avoit esté de toute ancienneté, et à cause des guerres le seneschal avoit le plus souvent tenu ses assises et sièges en la cité de Tulle ⁽¹⁾, comme territoire imprunté.

Collatio facta est. VILLEBALIN (p. 10).

7 mai 1465.

Lettres de Louis, roy de France, par lesquelles ledit seigneur donne audit Gaston, comte de Foix et Bigorre, la somme de dix mile escus pour une fois, et d'autant qu'il ne l'a baillée comptant, veut que la seigneurie de Mauleon lui soit baillée en gage de ladite somme de dix mile escus.

Données à Yssoudun, le vii jour du mois de mai, l'an MCCCCLXV. Enregistrées au parlement de Bourdeaux (p. 16).

8 juin 1465.

Lettres de Gaston, comte de Foix et Bigorre, données à Saint-Jan-de-pié-des-portes, le viii jour de

(1) [En marge :] M. Nicole Lavergne, procureur des manants et habitants de Tulle, s'est opposé à l'encontre des présentes lettres, sur quoy doit bailler sa requeste à la cour.

juin, l'an mccccclxv, par lesquelles ledit Gaston de Foix promet remettre ez mains du Roy la place et seigneurie de Mauleon de Sole, quand ledit seigneur le fera paier la somme de dix mile escus que ledit seigneur lui avoit baillé pour une fois, et attendant le paiement de ladite somme lui avoit donné en gage ladite terre de Mauléon (p. 16).

24 mars 1467.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme aucun temps apres nostre advenement à la courone pour mettre ordre au fait et police de nos païs et duché de Guiene, et entretenir nos subjets desdits païs en nostre obeissance, et les garder de forces, violences et oppressions, nous eussions ordonné et establi une cour souveraine en noste vile et cité de Bourdeaux, et mis et ordonné un gouverneur et lieutenant de par nous audit païs pour icelui tenir en meilleure seureté et le deffendre contre les entreprises de nos anciens ennemis et adversaires les Anglois, et tous autres, et depuis pour certaines causes et considerations qui à ce nous mouverent eussions par nos autres lettres baillé ledit gouvernement et lieutenance à nostre très cher et amé frere et cousin Philippe de Savoie, comte de Berangié, en deschargeant tous autres qui pourroient avoir eu et obtenu au precedent lettres de nous desdits lieutenance et gouvernement et lequel notre cousin Philippe de Savoie fait de present sa residence et demeure audit païs de Savoie loingtain desdites marches de Guiene, auquel païs de

Savoie il a de grandes charges et occupations, par quoi il ne peut bonement soi tenir audit païs de Guiene ne pourveoir aux choses qui sont necessaires pour la seurreté et deffense dudit païs et autrement, ainsi qu'il appartient à l'office, et pour ce soit besoing, considéré que ledit païs de Guiene est marchisant et voisin des païs estrangers et confrontant à la mer, dont plusieurs dangers et perils pourroient entrevenir audit païs s'il n'y estoit convenablement pourveu d'ordonner, commettre et establir de par nous aucune persone notable, puissant, de grande autorité et à nous bien seur et feable pour avoir le gouvernement dudit païs et y estre lieutenant et gouverneur de par nous, afin que par son moien et bone conduite ledit païs de Guiene puisse estre mieux et plus convenablement gardé et entretenu, et aux entreprises que par les Anglois ou autres y pourroient estre faites, obvier et resister et à nos sujets desdits païs ez affaires qui leur pourroient survenir, secourir et aider. Scavoir faisons que nous voulants donner provision effectüelle aux choses dessusdites, bien advertis et informés de loiauté et bon vouloir que porte envers nous nostre très cher et amé cousin Jan de Foix, vicomte de Narbone, lequel est nostre prochain parent, et de ses sens, preudhomie, vaillance, conduite et bonne diligence icelui nostre cousin de Narbone, pour ces causes et par l'advis et deliberation de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre grand conseil, avons fait, ordonné, établi, et constitué, faisons, ordonnons, établissons et constituons par ces presentes nostre lieutenant et gouverneur general en et par tous nos païs de Guiene, le païs aussi de Limozin et tous les

autres païs ezquels nostre frere Philippe de Savoie estoit nostre lieutenant et gouverneur, et lui avons donné et donnons plein pouvoir, autorité et mandement special par ces presentes de vaquer, entendre et soi employer pour nous, et en nostre nom, à l'entretenement et gouvernement desdits païs et duché et des sujets d'iceux en bonne justice, seureté et obeissance envers nous et à la deffense du païs contre tous nos ennemis et adversaires, et voulons et nous plait qu'il puisse entrer, et lui soit fait ouverture par toutes les cités, viles, chasteaux et places desdits païs toutes les fois et à tel nombre de gens et en tel estat et habillement qu'il lui semblera, icelles visiter ou faire visiter et y establir et commettre gens prudents et sages et à nous seurs et feables, et autres mesmes que ceux qui y sont, s'il veoid que mestier en soit, pour le bien de nous et pour la seureté dudit païs, de assembler aussi et convoquer gens soient desdits païs ou d'autres tels et en tel nombre qu'il verra bon estre pour la deffense, seureté, et garde et les autres affaires et necessités dudit païs et les exploiter la ou il verra que besoing sera, de mettre ordre et police au fait des gens d'armes, garde des places, au fait de la justice, seureté et toutes autres choses necessaires au bien de nous et du païs, tout ainsi qu'il verra que besoing en sera et que la matière le requerra, et generalement de faire ez choses dessus-dites et leur dependance et en tout ce qu'il verra qu'il sera le bien de nous et desdits païs, tout ainsi que fairions et faire pourrions en nostre propre persone, et en tout tel et semblable pouvoir que nostredit frere et cousin Philippe de Savoie avoit ledit gouvernement, et auquel nostre cousin de Narbone nous voulons ez

choses dessusdites estre obeie par nos subjets des païs et duché dessusdits comme à nous mesmes en deschargeant nostredit frere et cousin Philippe de Savoie et tous autres commis en son absence ou autrement au precedent de ces presentes, desdits gouvernement et lieutenance; le pouvoir desquels par ces mesmes presentes en ce qui touche les duché et païs que dessus voulons et avons ordonné estre expiré, qu'ils ne s'en puissent apres la publication de cesdites presentes aucunement aider. Si donnons en mandement par icelles mesmes presentes, à nos amés et feaux les gens de nostredit parlement à Bourdeaux, aux seneschaux de Guiene, des Lanes, Limozin, Perigort, Quercy, Agenois, Basadois, et à tous nos autres officiers, capitaines et gens de guerre, feaux, vassaux et subjets desdits païs de Guiene et Limozin et autres, qui estoient au gouvernement de nostredit frere et cousin Philippe de Savoie, que à nostredit cousin de Narbone, lieutenant et gouverneur de par nous esdits païs et duché duquel avons pris et receu le serment en tel cas accoustumé, et à ses commis et deputés ils obeissent et entendent diligemment en toutes choses et lui donnent conseil et confort et aide toutes les fois qu'ils en seront par lui requis et que des places, viles, chasteaus et fortresses dont ils auront la garde, ils lui fassent plene ouverture et obeissance sans aucun contredit ne difficulté; car tel est nostre plaisir et ains l'avons ordonné et voulons estre fait; et pour ce que de ces présentes l'on pourroit avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'aux vidimus d'icelles fait soubz scel roial, foi soit adjoustée comme à ce present original, auquel, en temoing de ce, nous avons fait mettre nostre

scel. Donné à Amboise, le xxiv jour de mars, l'an de grace mcccclxvii, et de nostre regne le vii. Ainsi signé au repli d'icelles. Par le Roi, BOURRÉ; et *erat scriptum supra dorsum: Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdegalaë ad requestam domini gubernatoris*. Actum in dicto parlamento xxiii die mensis maii anno Domini mcccclxviii, et signatum, DE MARCILLAC (p. 58).

Septembre 1467.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, par lesquelles le Roi octroie qu'au lieu et terre de Noyret, seigneurie en toute justice appartenante à l'evesque d'Evreux, commandataire de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angély, aie juge prévostal et aussi un siège à contractz.

Données à Paris, au mois de septembre mcccclxvii et de nostre règne le vii. Ainsi signé sur le repli: Par le Roy, les sieurs CHASTILLON, et autres présents. B. MEURIN (p. 11).

3 novembre 1467.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut.

Sçavoir faisons que nous considérants qu'en nostre cour de parlement, par nous establee à Bourdeaux, sont pendants et affluent de jour en jour plusieurs grandes matières et questions et pour la décoration d'icelle cour, afin que tousjours de mieux en mieux puisse estre procedé aux jugemens et décisions des-

dites causes et matières seroit expedient d'aucunement augmenter et accroître le nombre des conseillers audit parlement, attendu mesmement le petit nombre qui par ci devant a esté établi par nous et ordonné. Pour ces causes et pour la grande confiance qu'avons de la personne de nostre amé et feal conseiller M^e Bertrand, evesque d'Acqs⁽¹⁾, et de ses sens, litterature, suffisance, preudhomie et bonne diligence, aians aussi en memoire que feu M^e Blaise Gresly, archevesque de Bourdeaux, fust, dez l'institution du parlement par nous fait et créé nostre conseiller ordinaire audit parlement, par le trespas duquel avons depuis disposé dudit office à nostre plaisir, et que pour toujours plus monstrier et accroistre l'autorité de nostredit parlement et cour souveraine, voulons illec mettre, ordonner, et instituer pour nostre conseiller aucun prelat des limites dudit parlement, qui nous soit seur et féable, et pour autres grandes causes et considérations à ce nous mouvants, nostredit conseiller l'evesque d'Acqs, de nostre certaine science et propre mouvement, avons fait, créé et retenu, faisons, créons et retenons de nostre grace speciale par ces présentes nostre conseiller clerc ordinaire en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, pour illec seoir et assister aux jugements et appointements qui se fairont en nostredite cour, comme l'un de nos autres conseillers en

(1) D'après le *Gallia*, Bertrand de Borie n'aurait remplacé Jean-Baptiste de Grailly, comme évêque de Dax, qu'en 1471; mais notre acte semble prouver que Bertrand de Borie avait remplacé Blaise de Gréelle, comme conseiller au parlement de Bordeaux et Jean-Baptiste de Grailly comme évêque de Dax, en 1467. L'évêque Bertrand ayant été accusé d'assassinat, il est probable qu'il ne fit reconnaître son innocence qu'en 1471.

icelle, et autrement avoir, tenir et exercer ledit office par nostredit conseiller l'evesque d'Acqs, à tels gages qui par nous lui seront pour ce ordonnés et assignés, et aux honeurs, prerogatives, et autres droits, profits, et emoluments accoustumés et qui y appartiennent, sans ce toutes voies que puisse aucunement prejudicier à nosdits autres conseillers dudit parlement, touchant l'assignation et paiement de leurs gages, qu'ils ont accoustumé avoir et prendre à cause de leurs dits offices.

Si, donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens de nostredit parlement à Bourdeaux, que de nostredit conseiller l'evesque d'Acqs, pris et receu le serment en tel cas accoustumé, ils le mettent et instituent ou le fassent mettre et instituer de par nous, en possession et saisine dudit office, et d'icelui ensemble des droits, profits et emoluments dessusdits, le fassent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement; et en ce faisant le convoquent et appellent et fassent assister en nostredite cour et aux jugemens et appointements d'icelle comme l'un de nosdits autres conseillers, et à lui obéir et entendre de tout ce et ainsi qu'il appartiendra ez choses touchant et regardant ledit office. Mandons en outre à nos amés et feaux les thresoriers de France et généraux conseillers, par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances et à chacun d'eux comme à lui appartiendra que lesdits gages qui par nous seront sur ce ordonnés à nostredit conseiller l'evesque d'Acqs, ils fassent paier par celui ou ceux qu'il appartiendra aux termes et en la manière accoustumée et par rapportant ces présentes ou vidimus

d'icelles, fait soubz scel roial, pour une fois seulement, avec quittance sur ce suffisant d'icelui nostre conseiller. Nous voulons tout ce que païé lui aura esté à cette cause estre alloué ez comptes et rabattu de la recepte de celui qui païé l'aura par nos amés et féaux gens de nos comptes, auxquels nous mandons ainsi le faire sans aucun contredit ou difficulté. En temoing de ce nous avons fait mettre notre scel à ces dites presentes.

Donné à Chartres, le IIII jour du mois de novembre; l'an de grace MCCCCLXVII, et de nostre regne le VII.

Ainsi signé : Par le Roy, le cardinal d'ANGIERS. Les sieurs DE CRAON et CRUSSOL et autres présents. B. MEURIN (p. 10).

13 janvier 1468.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, par lesquelles le Roy fait don à Jan, sieur de La Rochefoucault, chevalier, conseiller du Roy et son chambellan, de l'office de seneschal du comté de Perigort, au lieu et place de Pierre Dacique, et de son consentement, et moienant certaine recompense, et mande ledit seigneur au parlement de Bourdeaux de prendre et recevoir le serment dudit La Rochefoucault, et aux thresoriers de France de le faire paier des gages appartenants audit office. Ensemble le mandement des thresoriers au receveur ordinaire de la seneschaussée de Perigort de paier lesdits gages.

Lesdites lettres données au Mans, le XIII jour du mois de janvier, l'an de grace MCCCCLXVII, et de son regne le VII.

Ainsi signé : Par le Roy, BOURRÉ.

Le mandement des thresoriers est du xvi janvier MCCCCLXVII. Signé : FERNEL.

Lecta, publicata et jam registrata in parlamento Burdigalæ ad requestam impetrantis qui in talibus solitum præstitit juramentum.

Actum in dicto parlamento die xvi mensis february, anno Domini MCCCCLXVII. DE MARCILLAC (p. 10).

13 janvier 1468.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, par lesquelles le Roy fait don audit Jan, sieur de La Rochefoucault, de l'office de capitaine de la vile et chateau de Bergerac, avec ses revenus, au lieu dudit Pierre Dacique, du xiii janvier MCCCCLXVII.

Ainsi signé : LOUIS. Par le Roy, BOURRÉ.

Ensemble l'enterrinement des lettres par les thresoriers, du xvi janvier MCCCCLXVII.

Ainsi signé : CONES.

Lecta et publicata et registrata in parlamento Burdigalæ ad requestam domini de Rupefoucaudi, impetrantis, qui in talibus solitum præstitit juramentum, et in scamno seneschallorum stabilitus est.

Actum in dicto parlamento, die xvi mensis february, anno Domini MCCCCLXVII, et signatum, DE MARCILLAC (p. 10).

24 mars 1468 (1).

Lettres-patentes de Louis, roy de France, par lesquelles le Roy baille le gouvernement et lieutenance du

(1) Voir *suprà*, p. 46.

païs et duché de Guiene, le païs aussi de Limozin, à Jan de Foix, vicomte de Narbone, son proche parent, au lieu de Philippe de Savoie, comte de Berangie.

Données à Amboise, le xxiv du mois de mars MCCCCLXVII.

Enregistrées au parlement le xxiii mai MCCCCLXVII (p. 11).

27 avril 1468.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, par lesquelles le Roy donne à Gaston de Lion, ci-devant seneschal de Saintonge, les offices des seneschaussées de Guiene, des Lanes, de Basadois, au lieu du sieur Dulau.

Données à Amboise, le xxvii avril MCCCCLXVIII, et de nostre règne le vii. Ainsi signé : Par le Roy, BOURRÉ.

Enregistrées au parlement de Bourdeaux, le xxv mai MCCCCLXVIII.

Ensemble le mandement des thresoriers de France aux receveurs desdites seneschaussées de lui paier les gages du iii mai MCCCCLXVIII.

Signé : DE MOULINS.

Et ad requestam domini impetrantis qui per curiam, recepto ab eo juramento, fuit in scamno senescallorum stabilitus et per unum ex consiliariis ejusdem curiæ ad sedem seneschalliæ Guienæ institutus. DE MARCILLAC (p. 11).

27 janvier 1469.

Lettres de Louis XI, du xxvii janvier MCCCCLXVIII, enregistrées au parlement de Bourdeaux, le xxv mai

MCCCCLXIX, par lesquelles ledit seigneur veut que les maire, bourgeois et habitants de la vile de Libourne, demeureront eux et leurs successeurs exempts de faire quelconques aides et manœuvres aux chasteaux de Bourdeaux, ou austres viles et chasteaux du païs, fors seulement en ladite vile de Libourne.

Juillet 1469.

Ordonnance de Louis XI, transportant le parlement de Bordeaux à Poitiers (1).

Août 1469.

Lettres-patentes de Charles, fils et frere du roi de France et duc de Guiene, comte de Saintonge et seigneur de La Rochelle, données à Xaintes, au mois d'aoust, l'an de grace MCCCCLXIX, par lesquelles ledit duc de Guiene donne à son feal conseiller et premier chambellan, Jan Aubin, escuyer, sieur de Malicorne, à titre de hoirie, les places, baronie et chastelenie, terre et seigneurie de Blanquefort en Medoc, avec tout droit de baronie, de chastel et chastelenie, et ce, qui en dépend, justice et juridiction, hommages, fiefs et arrière-fiefs, seigneuries, profits, revenus et émoluments, droits seigneuriaux, patronages d'église et autres appartenances, circonstances et dependances, sans rien y réserver fors serment, hommage et le ressort en justice, au siège ou seneschaussée ou il a accoustumé de ressortir, et d'illec aux grands jours ou ailleurs ou il appartiendra. Lesquelles places et sei-

(1) Voir Isambert, t. X, p. 574.

gneurie de Blanquefort, en l'année MCCCCLI, lors de la reduction de la Guiene, Gaillard de Durfort, lors seigneur de Duras, possédoit par don et titre des Anglois et que l'on dit avoir paravant esté du domaine ancien des ducs et duché de Guiene, et en avoir austresfois esté tenu compte par les receveurs et comptable de Bourdeaux; depuis ledit Durfort, aiant esté moien de bailler auxdits Anglois la vile de Bourdeaux et le pais de Guiene, après la réduction en MCCCCLIII, le Roi le dépouilla de ladite seigneurie et la bailla à Antoine de Chabanes, compte de Dampmartin, et ensuite l'aiant acquise audit compte de Dampmartin, la donna à Antoine de Chasteauneuf, chevalier, sieur Dulau, lequel Dulau fust atteint du crime de leze-majesté, et aiant rompu les prisons et s'en estant fuï, le Roi appliqua à soi ladite terre, et depuis la bailla à Laval, sieur de Chastillon, auquel Charles, duc de Guiene, aiant eu ladite duché en apennage, acquist ladite terre de Blanquefort et la bailla à Jan Aubin, sieur de Malicorne.

Lecta, publicata et registrata præsentē procuratore domini in curia magnorum dierum, Liburniæ, certis ex causis rationabilibus sedente, penultima die mensis julii, anno Domini MCCCCLXXI, et signé DE MARCILLAC (p. 12).

22 juin 1470.

Sur la requeste baillée à la cour par M^e Antoine de Noailles, conseiller extraordinaire en icelle, requérant qu'attendu que le bon plaisir de Monseigneur estoit qu'il fust assigné de ses gages sur les absents et

defaillants des conseillers de la cour de ceans et sans prejudice de droits desdits conseillers et autres officiers de ladite cour, comme il pouvoit apparoir par lesdites lettres à icelle attachées que la cour se consentist à l'enterrinement. Veu laquelle requeste avec lesdites lettres et tout considéré, la cour s'est consentie et consent que ledit requérant puisse prendre ses gages sur les absents desdits conseillers, si aucuns en restent, pourveu toutesfois que les présidents et conseillers ordinaires et autres officiers de ladite cour soient prealablement païés entièrement de leurs gages toute l'année, debatües leursdites absences, celles que par ladite cour seront ordonnées et sans prendre aucuns droits. Fait le 22 jour de juin, l'an susdit 1470 (p. 64).

22 juin 1470.

Privilegia villæ de Reula post diligentem multorum testium examinationem a pluribus Franciæ et Angliæ regibus confirmata, per quæ concessum est tam habitatoribus villæ de Reula jus deferendi vel duci faciendi, ante et post festum B. Martini ad civitatem Burdegalæ vina sua in propriis vineis excrescentia vel excrescenda, in honore et distinctu dictæ villæ de Reula, quam mercatoribus etiam extraneis vina illa a mercatoribus, burgensibus et habitatoribus dictæ villæ ementibus, et ea ibidem libere vendendi, et in casu quo ea in grosso vendere non possent, illa in cellariis ponendi et in tabernis seu alibi ad libitum eorundem, prout majori suo commodo expedire vidissent vendendi, absque ullo deverio, telonio, seu peagio, seu costuma majori et juratis villæ Burdigalæ inde sol-

vendo, nonobstantibus editis litteris majori, juratis et communitati villæ Burdegalæ per Edvardum, Angliæ regem, nuper concessis, ad solvendum eisdem ad opus Regis duos solidos turonenses vel sex denarios sterlingorum, pro quolibet dolio vini quod dicti habitatores villæ de Reula vel eorum aliquis ad civitatem Burdegalam deferri seu duci faciunt et pro aliis mercimoniis juxta ratam.

Plus, un autre privilège confirmé par Louis, roy de France, à ce qu'aucun de quelque estat ou condition qu'il soit ne puisse tenir bestail estrange en herbage dans certaines limitations gardables et deffensables, réservées pour l'aliment et entretenement desdits habitants et de leur bestail.

Plus, un autre privilège, confirmé par Louis, roy de France, concernant un droit de sel, à ce qu'aucun sel ne montast ne fust mené par eau, ne par terre, au-dessus de La Réole, ains fust dechargé au salin establi dans ladite vile, fors quelque petit nombre que chacun conduisant sel en amenoit pour son usage et provision d'hostel, et estoient tenus ceux d'Agenois, Condomois, Quercy et Basadois, querir, charger, achepter et prendre sel pour leur provision audit salin. Depuis, par composition entre ceux d'Agenois, Condomois et autres, faites avec ceux de La Reole, fust accordé qu'il seroit mis à Agen parmi ce que pour chacune quartier de sel qui seroit mené au-dessus de La Reole par eau, iceux de La Reole prendroient deux sols tournois, et du sel qui seroit porté par terre au-dessus de La Reole, quinze deniers tournois, et de ce ils en ont joui et jouissent avec deux sols six deniers tournois, qu'ils lèvent sur pipe de vin, et les deniers

yssants de ce emploient aux réparations, emparements et fortifications de ladite vile.

Plus, confirmation generale de tous leurs establissemens, libertés, franchises, coustumes et usages, à eux donnés et octroïés par les rois de France, en tant que bien et deüment et en bon ordre de justice, ils en ont jouï et usé, jouïssent et usent de présent paisiblement.

Lecta publicata et registrata in curia magnorum dierum domini, exceptis privilegiis quæ per se jus costume domino pertinentis solvendo dicunt exemptos, et similiter demtis regum Angliæ terræ institulationibus in ipsis privilegiis per ipsos reges concessis, per quas se reges Franciæ et duces Guienæ dicunt positis, quas institulationes curiæ publicare non intendit imo tanquam pravas, falsas, et non veras rejicit, inhibetque et deffendit ipsorum privilegiorum per ipsos Angliæ terræ reges concessorum effectum in suo vigore et vi, medio confirmationis per dominum factæ, et absque præjudicio jurium præfati domini remanente.

Actum in ipsa curia, præsentè advocato Domini, die xxii mensis junii, anno Domini mccccclxx.

Sic signatum, DE MARCILLAC (p. 12).

mars 1471 (1).

LUDOVICUS, Dei gratia, Francorum rex. Notum facimus universis præsentibus et futuris nos recipisse quasdam litteras charissimi progenitoris nostri, cujus animæ propitiatur Altissimus, nobis pro parte dilectorum nostrorum majoris, juratorum et totius com-

(1) Voir *suprà*, p. 29.

munitatis villæ, castri et castellanîæ de Burgo in ducatu nostro Aquitanîæ, reverenter presentatas sub sigillo in pendenti, cum filis sericeis et viridibus, quarum tenor sequitur : *Carolus...* (Voy. ci-dessus : 23 juin 1451).

Confirmation en latin desdites lettres par Louis, roi de France, à Bourdeaux, au mois de mars mccccxxi (p. 27).

27 février 1472.

Lettres de Louis, roi de France, données à Blanquefort, le xxvii jour de febvrier l'an de grace mccccxli, enregistrées au parlement de Bourdeaux, le iii jour d'aoust mccccxxxvi, contenant abolition pour Jan d'Anglades, chevalier, natif du pais bourdelois, de ce que ledit d'Anglades, apres la reduction de Guiene en l'an mccccli, apres avoir fait le serment à Sa Majesté de fidelité, depuis en l'an mcccclii, environ le mois d'octobre, Talebot estant descendu devant Bourdeaux, et que ledit d'Anglades s'estant retiré par devers le duc de Bourbonnois et d'Auvergne, et suivant la charge qu'ils lui avoient donné, aiant fait scavoir par le sieur de Grignols audit duc de Bourbonnois l'entrée de Talebot dans Bourdeaux et ensuite estant allé à Libourne pour en advertir ledit duc et ne l'ayant retrouvé, se retira dans sa maison d'Anglades, Entre-deux-Mers, à deux lieues de Bourdeaux, où il fust assiégé par les Anglois et contraint de se rendre et les accompagner à la journée de Castillon, où il fust pris et mené au Chastelet à Paris, par lesquelles lettres ledit seigneur lui a quitté, remis et pardonné toute la pene criminelle et civile, et le restitué à sa bone fame

et renommée, et octroie qu'il lui loise composer avec Antoine d'Aubusson, chevalier, auquel ledit seigneur son père lui avoit donné la terre d'Anglades comme confisquée, et le remet au païs et à ses biens non confisqués.

Autres lettres de Charles, roi de France, données à Troies, le **xxi** jour de mai **mccccclxxvi**, pour faire enregistrer les susdites précédentes pour ce qu'elles estoient surannées (p. 26).

Mai 1472.

Autres lettres de Louis, roi de France, données à Senlis, au mois de mai **mccccclxxiii**, enregistrées au parlement de Bourdeaux le **xxiii** juillet **mccccclxxi**, par lesquelles ledit seigneur confirme le don qu'il avoit fait au sieur de Lescun par les lettres précédentes, nonobstant que ladite seigneurie de Fronsac fust de son domaine, et parce que ladite terre de Fronsac, ses dependances et appartenances ne vaut en revenu à beaucoup près lesdites deux mile livres tournois de rente, pour demeurer quitte du par fournissement d'icelle rente, il a fait appointer et assigner sur la revenue de ses finances audit sieur de Lescun la somme de cinq mile escus d'or, dont il a eu plein et entier paiement.

Mai 1472.

Lettres de Louis, roy de France, par lesquelles ledit seigneur confirme les privilèges de la vile de Blaie et en outre permet que doresnavant ils puissent et leur loise élire des plus notables personages d'entre eux,

maire, soubsmaire et jurés et autres officiers en ladite vile de Blaie, par chacun an, à commencer de la presente date de ces présentes, et avoir et exercer justice pour la conduite des affaires de ladite vile et pais d'environ, police et gouvernement d'icelle, et cognoistre des matières dont cognoissent les maire, soubsmaire et jurats des viles de Libourne, Bourg, et Saint-Émilion, et autres viles prochaines de ladite vile de Blaie. Données à Xaintes, au mois de mai, l'an mccccclxxii (p. 14).

Mai 1472.

Lettres de Louis, roy de France, par lesquelles ledit seigneur confirme les privilèges de la ville de Libourne. Données à Xaintes, au mois de mai l'an mccccclxxii. Et ce après le décès de Charles, frère du Roy, ledit duché aiant esté remis à la courone (p. 14).

29 mai 1472.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, données à Saintes, le xxix mai mccccclxxii, par lesquelles ledit seigneur donne à Estevenet de Taularoche, seneschal de Carcassone, l'office de bailli de Labort, enregistrées au parlement, après serment par lui presté le ix décembre l'an mccccclxxiv; vérifiées et expédiées par les thresoriers de France, comme il est contenu dans les lettres dudit seigneur adressantes audits thresoriers. Données à Senlis, le xii febvrier, l'an mccccclxxiii (p. 23).

1^{er} juin 1472.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut.

Comme dès le temps des bail, cession et transport, par nous faits à feu nostre frère le duc de Guiene, du duché et autres terres, païs et seigneuries que lui avons delaissés pour son partage et appennage, nous eussions translaté en nostre vile de Poitiers, nostre cour de parlement qui estoit lors séant en nostre vile de Bourdeaux, par le moien de laquelle translation ladite cour a tousjours depuis esté tenue en nostre vile de Poitiers, jusqu'à present, et pour ce qu'à cause du trespas de nostredit frère, naguère advenü, ledit païs et duché de Guiene et autres terres et seigneuries que lui avons ainsi baillées et transportées par sondit partage et appennage, sont retournés en nos mains et les avons reunis à nostre couronne, nous, pour le bien et entretenement dudit païs en nostre bonne et vraie obéissance, et afin que nos sujets et habitants d'iceux païs soient doresnavant maintenus en meilleure police et justice, avons par l'advis et deliberation de plusieurs des seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre grand conseil, et en obtempérant à la très humble supplication et requeste que sur ce nous a esté faite par nos chers et bien amés les gens d'église, nobles, bourgeois, manants et habitants de nostre vile et cité de Bourdeaux et païs d'environ, ordonné et conclu que nostredite cour de parlement seant de present en nostredite vile de Poitiers, retournera et sera remise en icelle nostredite vile de Bourdeaux, tout

ainsi qu'elle estoit auparavant ladite translation qui en fust faite, comme dit est.

Scavoir faisons que nous, voulants nostredite ordonnance et conclusion estre mise à execution, avons, par ces causes et autres à ce nous mouvants, restituée et remise, restituons et remettons en nostre vile de Bourdeaux icelle nostre cour de parlement, seant à present en nostredite vile de Poitiers, pour estre doresnavant tenue et exercée tant par les presidents, conseillers et autres officiers estants, et qui sont de present en nostredite cour, que par quatre conseillers qu'avons de nouvel establis et ordonnés en icelle cour, c'est à scavoir : M^e Guillaume Bec, lequel nous avons translaté en nostredite cour de parlement au lieu et en l'estat qu'il est de present en nostredite cour de parlement seant à Tholose; Jaques Loup, et Henri de Faraignes, ez lieux et ainsi qu'ils estoient au temps de ladite translation faite d'icelle cour en nostre vile de Poitiers, et Raimond Guilloche. Et aussi avons remis et restitué Girmond de Bourdeaux en l'office de greffier civil et criminel de ladite cour, ainsi qu'il le tenoit paravant ladite translation. Semblablement avons donné à M^e Pierre Dusault, l'office de greffier des presentations d'icelle cour, et à Marsau Bonenfant, un office d'huissier de ladite cour. Et à tous les autres officiers estants de present en icelle cour seant à Poitiers, réservé lesdits greffiers tout seulement, nous les avons laissé en leursdit offices, et voulons qu'ils y demeurent, et qu'ils puissent aller exercer en nostredite vile de Bourdeaux comme ils faisoient en nostredite vile de Poitiers, si bon leur semble. En laquelle cour de Bourdeaux ressortiront les causes d'appel de nos

subjets des païs qui y ressortissoient paravant icelle translation, excepté de la vile et gouvernement de La Rochele, tant seulement.

Si, donnons en mandement par ces presentes à nosdits presidents, conseillers et autres officiers de nostredite cour de parlement, seant de present en nostredite vile de Poitiers, exceptés lesdits greffiers, comme dit est, qu'incontinent ils se départent d'icelle vile sans plus y tenir aucune cour, jurisdiction ou cognoissance de quelque cause ou matière que ce soit et s'en voient en nostre vile de Bourdeaux, pour y assister et tenir nostredite cour de parlement, ainsi que dessus est dit. Et tous les procès estants de présent pendants indécis en ladite cour de Poitiers, entre nos subjets des païs qui paravant icelle translation ressortissoient en nostredite cour de parlement à Paris, renvoient en l'estat qu'ils sont en nostredite cour de parlement à Paris, pour estre decidés et déterminés ainsi qu'il appartiendra pour raison, sans plus en retenir aucune cour, jurisdiction, ne cognoissance, laquelle nous leur avons interdite et deffendüe, interdisons et deffendons par ces presentes, par lesquelles nous avons déclaré et declarons nul et de nulle valeur et effect tous les arrests, appointements et autres procedures qui pourroient estre faites en nostredite cour de parlement, en nostredite vile de Poitiers, depuis la presentation de ces presentes faite en icelle cour, sans que les parties s'en puissent aider les unes à l'encontre des autres. En temoing de ce... etc.

Donné à Xaintes, le 1 jour de juin, l'an de grace MCCCCLXXII, et de nostre regne le XI.

Ainsi que sur le repli : Par le Roy, J. BOURRÉ (p. 19).

Juin 1472.

Lettres-patentes de Louis, roi de France, données à Saint-Jan-d'Angely, au mois de juin MCCCCLXXII, par lesquelles ledit seigneur confirme les privilèges de la ville de Saint-Jan-d'Angely, confirmées par le roi Charles V; lequel en outre donne aux maire et eschevins de ladite vile semblables privilèges qu'ont ceux d'Abbeville et de La Rochelle, aux maire et consuls et procureurs de ladite vile à vint cinq seulement, lesquels par vertu de leur privilège sont annoblis et jouissent du privilège de noblesse, et peuvent acquérir et tenir fiefs nobles sans paier finances ni indemnité. Ensemble octroie ledit seigneur que lesdits maire, consuls et procureur soient exempts de toutes commissions et charges publiques doresenavant, et aussi de ban et arrière-ban et qu'ils demeureront en ladite vile pour la garde et deffense d'icelle, tout ainsi que font ceux de ladite vile de La Rochele.

Ensemble, lettres dudit seigneur adressantes au parlement de Bourdeaux, pour enregistrer lesdites lettres.

Données à Bourdeaux, le xxiv jour de janvier, l'an de grace MCCCCLXXVII (p. 24).

Juin 1472.

Lettres de Louis XI données à Saint-Jan-d'Angely, au mois de juin de l'an de grace MCCCCLXXII, par lesquelles il confirme les privilèges de Saint-Jan-d'Angely confirmés par Charles V, VI et VII, et entre autre que les maire et eschevins, conseillers et procureurs de

ladite vile présents et à venir qui sont vint cinq seulement, outre le maire et leur postérité de loial mariage, soient nobles et jouissent de tous droits, honeurs, preeminences et prerogatives qui appartiennent au privilège de noblesse, tant en jugement que dehors, et qu'ils puissent obtenir l'ordre de chevalerie si bon leur semble, tout ainsi que s'ils estoient nés de noble lignée; ensemble aquerir et tenir fiefs nobles sans paier finances ne indemnité, lequel privilège leur avoit esté concédé par Charles V, pour raison d'avoir soustenu fidelement le siège contre le comte Derby ⁽¹⁾ et l'armée angloise en l'année 1346, jusques à ce que à faute de secours et de vivres, elle fust prise d'assaut et saccagée et bruslée, et ensuite par lesdits habitants, en 1372, remise derechef en l'obéissance de Charles V, lequel en recompense et remuneration leur octroya ledit privilège conforme à celui d'Abbeville et de La Rochele; et d'abondant Louis XI leur octroie l'exemption de toutes charges, et du ban et arrière-ban en par eux estants et demeurants en ladite vile pour la garde et deffense d'icelle, tout ainsi que font ceux de ladite vile de La Rochele (p. 64).

Privilèges de Condom ⁽²⁾.

Lettres pour les habitants de Saint-Jan-de-Luz.

7 novembre 1472.

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Estiene Tissard, garde de seel roial establi aux contrats dans la vile et chastelenie d'Amboise, salut.

⁽¹⁾ Dans le texte on lit : *Alby*.

⁽²⁾ Les deux pièces suivantes ne sont pas transcrites dans le texte.

Scavoir faisons que les notaires ci dessous soubscrits, nous ont rapporté soubz leur seings manuels, avoir veu, tenu et leu de mot à mot et diligemment regardé une bulle et lettres apostoliques, scellées et plombées en las de soie rouge et jaune, en la forme et maniere qu'on use des lettres apostoliques en cour de Rome, non vitiées ni chancelées, mais sont saines et entieres, desquelles bulles apostoliques la teneur s'ensuit :

Sixtus, episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Ad virtutis ecclesiæ regimen divina disponente clementia vocati nihil pro commissorum nobis populorum votiva directione occurit præstantius quam exorta inter ecclesiasticas personas, principis tenebrarum, astutia discordiarum fomenta nostræ sollicitudinis occurso protinus extinguere, ut cujuslibet altercationis salubriter evulsis seminibus, pacis et tranquillitatis dulcedinem inter creditos nobis populos divina nobis assistente gratia imponere et conservare valeamus; cupientes itaque ut suscitata retroactis temporibus, proh dolor! in regno Franciæ, Delphinatu aliisque terris et dominiis charissimi in Christo filii nostri Ludovici, Francorum regis illustris, inter nonnullas ex eisdem personis occasione cujusdam contestationis quæ in eodem regno diutius inolevit, quamque personæ prædictæ pragmaticam sanctionem vocant, turbatio, ne si, quod absit, majora sibi fomenta sumeret damna pariter et graviora scandala, periculaque subsequerentur, fine debito audatur et coaliter secludatur, autoritate apostolica, et ex certa scientia, de fratrum nostrorum consilio, omnibus et

singulis prælatis et aliis ecclesiasticis personis regni, Delphinatus, terrarum et dominiorum eorumdem, ad quos dignitatum aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum collatio, provisio, præsentatio, electio seu quævis alia dispositio pertineret, de quibusvis dignitatibus, personatibus, administrationibus, canonicatibus et præbendis, necnon aliis beneficiis ecclesiasticis cum cura et sine cura, secularibus et regularibus, ad eorum collationem, provisionem, præsentationem, electionem seu quamvis aliam dispositionem pertinentibus quæ deinceps in february, aprilis, junii, augusti, octobris et decembris mensibus futuris perpetuis temporibus vacare contigerit, dummodo dispositione apostolicæ ex aliqua generali reservatione in corpore juris per alteram ex constitutionibus felicium recordationum Benedicti XII quæ incipit: *Ad regimen*, aut Joannis XXII, Romanorum pontificum, prædecessorum nostrorum quæ incipit: *De petra*, seu constitutiones et regulas cancellariæ apostolicæ per nos super hoc editas generaliter reservata non existant, perinde ac si aliquæ a sede apostolica vel diu legatis expectativæ gratiæ non emanassent, libere disponendi facultatem concedimus per præsentem, et quia summi Pontifices, prædecessores nostri, consueverant se in concessionibus gratiarum expectatarum personis benemeritis exhibere liberales, nostræ intentionis est et existit, concedere in regno Delphinatu, terris et dominiis Regis, hujusmodi ultra gratias expectativas per nos in eisdem regno, Delphinatu, terris, et dominiis concessos, quibus in aliquo præjudicare non intendimus per præsentem, quasque in suo robore permanere volumus sex personas idoneas regnicolis,

et alias sex gratias expectativas ad quamlibet providentem, collationem, præsentationem et quamvis aliam dispositionem singulorum ex Prælatiis et aliis personis præfatis, ex quibus quidem sex gratiis dux gratiæ expectativæ concedentur duobus clericis idoneis, regnicolis, pro quibus Rex ipse et charissima in Christo filia nostra Regina, ac dilecti filii nobilis vir Carolus, delphinus Viennensis, necnon magistri præsidentes ac filii ex officiariis in aliquo ex parlamentis regiis ejusdem regni nobis super hoc unanimiter supplicabunt: qui duo nominati per Regem et Reginam, Delphinum, magistros præsidentes et officarios præfatos, gaudeant prerogativis ad instar familiarum continuorum commensalium nostrorum, ipsisque sex gratiis consumptis alias sex singulas gratias aliis sex personis idoneis modo et forma præmissis concedere intendimus. Volumus autem ac eisdem autoritate et tenore decernimus et declaramus beneficia quæ venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium familiares continui commensales eorum familiaritate in regno, delphinatu, terris et dominiis præfatis obtinent et in posterum obtinebunt dispositioni apostolicæ in posterum censi reservata, quamdiu duntaxat cardinales præfati vitam duxerint in humanis; ac post eorumdem cardinalium obitum, per sex annos continuè sequentes, quibus quidem sex annis elapsis, illi ad quos eorumdem beneficiorum collatio, provisio, præsentatio, electio seu quævis dispositio alia pertinet de beneficiis familiarium hujusmodi in regno, delphinatu, terris et dominiis præfatis consistentibus in prædictis mensibus disponere valeant, hujusmodi dispositione nonobstante. Conce-

dimus etiam quod beneficiorum quæ promovendi per nos ad dignitates seu beneficia consistorialia tempore provisionum per nos de eorum personis faciendarum obtinebunt, ac in quibus et ad quæ jus eis quomodo-libet competit aut competere poterit, per promotionem ad dignitates et alia beneficia consistorialia prædicta aut minus considerationis eisdem promovendis impendendum, seu lapsum temporis de conservandis episcopis et sacris canonibus, defuncto vacativorum, si promotiones ipsæ in aliquo ex supradictis mensibus fiant, nisi beneficia ipsa essent alias dispositioni apostolicæ, ut prefatum est, reservata ad prælatos et personas supradictas; si autem in aliis mensibus præsentationes easdem fieri contingat, ad nos et Romanos Pontifices successores nostros collatio, provisio et omnimodo dispositio pertineat.

Et quoniam sedis apostolicæ notariorum magnus reperitur numerus, eorumdem notariorum qui habitum per ejusdem sedis notarios gestari solitum publicè et continuè gestant et in posterum gestabunt, beneficia in eisdem regno, delphinatu et terris consistentia duntaxat, censeantur reservata. Quodque omnes et singulæ causæ beneficiales in partibus coram iudicibus competentibus usque ad definitivam inclusive in prima duntaxat, in qua nulli ante definitivam sententiam liceat appellare, nec appellatio si fuerit amissa debeat admitti, nisi ad interlocutoria quæ vim habent definitivæ, vel a gravimine negotium principale minimè quod non possit per appellationem definitive sententiæ reparari. In aliis vero instantiis in Romana curia tractentur, cognoscantur, et fine debito terminentur. Causæ vero beneficiales, pendentes in

dicta curia, inter nostros et dictorum cardinalium familiares continuos commensales, ipsis cardinalibus in eadem curia præsentibus seu in aliqua legatione aut recreationis causa secedentibus nec non præfatæ sedis officiales, officia sua actu exercentes, ac alios a præmissis quæ per sex menses prædictam curiam continuè sequuti sunt et sequuntur de præsentī curiales, et quoscunque alios eorum adversarios super quibusvis beneficiis eisdem adversariis autoritate ordinaria collatis per illos quibus commissæ reperiuntur, vel alios per nos ad deputatos seu etiam deputandos iudices audiantur, cognoscantur, decidentur, fineque debito terminentur, ac executioni debitæ demandentur. Cæteræ vero similes beneficiales causæ inter alios quoscunque pendentes et quæ quibusvis iudicibus seu auditoribus commissæ reperiuntur, aliquibus iudicibus competentibus in regno Franciæ, autoritate apostolica committantur, audiendo, cognoscendo, decidendo, fine debito terminando, cum necessaria earundem causarum advocacy. Præterea quia aliquæ ex supradictis causis in eadem Romana curia super petitorio et diversis curiis ipsius regni super possessione tractantur, volumus quod in eisdem causis in diversis curiis super petitorio et possessorio unico et eodem contextu pendentibus, suspensis petitorio et censuris super hoc latis in possessorio in cuius iudicium coram quibus causæ petitorii pendent de præsentī procedatur. Causæque ipsæ super huiusmodi possessoris infra biennium terminentur et finiantur; alioquin dicto biennio elapso liceat partibus ipsis procedere super petitorio, aut huiusmodi biennio elapso altera partium litigantium coram iudice competentī poterit autoritate apostolica deputato jus suum

prosequi ipse apostolicus iudex infra aliud biennium, causam in petitorio terminare tenentur. Quod si non fecerit, causa ipsa ab eodem advocata et his penitus extincta censeatur, et si forsitan aliquis eorundem iudicum cujusvis sibi causæ commissæ expeditionem malitiosè prorogare aut differre præsumperit, excommunicationis pena absolvi non possit, nisi a nobis successoribus nostris Romanis Pontificibus ac in mortis articulo. Quidque de cætero in litteris expediendis in regno Franciæ, Delphinatu, terris aliisque dominiis prædictis serventur taxæ super hoc editæ per Joannem XXII, papam præfatum, et excessus si qui fuerint corrigantur.

Et quia propter assiduas guerras et novitates quæ continuè vigent in prædicto regno prætenditur ecclesias dum vacant gravatas in taxa etiam reformata in concilio Constantiensi quæ reducta est ad medietatem antiquæ taxæ, quod gravatus in eadem taxa prælatus promovendus solvat communia et minuta servitia quæ plures ex Galliis annatam vocant tantum pro vera estimatione fructum ecclesiæ aut monasterii ad quæ sic promotus est, eaque in dicta cancellaria et camera apostolica inviolabiliter observari mandamus. Et quia in supradictis concessionibus prædictum regnum et regem maxima sumus charitate complexi, credendum est non immerito ut se devotos et obedientes erga sanctam Romanam ecclesiam exhibeant; quare volumus ac eisdem autoritate et tenore statuimus, quod præfatus Rex, infra quatuor menses, præmissa acceptare et observare ac in Regno, Delphinatu, et dominio hujusmodi facere; nec non infra alios duos præfatos quatuor immediate sequentes menses, acceptance et

observatione aliis præmissis omnibus et singulis per suas patentes litteras nos et præfatam Sedem certificare teneatur; alioquin præsentis litteræ et inde sequuta quæquunque, sint cassa, irrita, nulliusque roboris, et momenti fore, nos enim ex nunc irritum decernimus et inane si secus super his a quoquam quavis autoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrorum concessionis, intentionis, voluntatis, constitutionis, declarationis, indulti, mandati et statuti infringere vel ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ, apud Sanctum-Petrum, anno incarnationis Domini MCCCCLXXII, idibus augusti, pontificatus nostri anno primo.

Sic signatum : L. GRIFUS. Super plicam, de curia, P. DE MONTE. Super dorsum, R^a apud L. GRIFUM.

Cy après s'ensuit la teneur du bref ou lettre en parchemin envoyé par nostre Saint Père le Pape au Roy nostredit seigneur, clos et scellé, sub annulo piscatoris, intitulé : Sixtus, papa IV, et suscrit : Charissimo in Christo filio nostro Francorum Regi christianissimo :

Charissime in Christo fili noster salutem et apostolicam benedictionem.

Non possumus satis explicare quam grato animo oratores tuos suscepimus qui legationis munus, de mandatum magna cum laude Majestatis tuæ et honoris sede apostolicæ adempterunt, cognoverunt omnes devotissimum animum tuum erga Romanam eccle-

siam, quam charissimos progenitores tuos imitando summa charitate et toto animi affectu veneraris, præter hanc publicam in sedem apostolicam devotionem accedit et quædam singularis benevolentia quæ mutuis animis inter nos constituta est, quam speramus Deo duce in perpetuum augeri ad communem Reipublicæ christianæ salutem.

Oratores ipsos quoties voluerunt benignè audivimus, qui nobis visi sunt viri magni pretii, maximè venerabilis frater patriarcha Antiochensis, et dilectus filius nobilis Marescallus, consanguineus noster, necnon Bernardus Laureti, advocatus tuus, viri singulari prudentia præditi et Majestati tuæ fidissimi et deditissimi; placuimus eis libenter in iis quæ a nobis nomine tuo postularunt, quantum cum Deo potuimus, sicut ex litteris nostris quas deferunt videbit celsitudo tua, quam hortamur ut jucundo animo suscipere eas velit. Proficiscuntur optima voluntate nostra erga te laudantes summopere tuam egregiam et catholicam mentem de extinctione Pragmaticæ, nihil christianissimæ domui tuæ convenientius, nihil denique dignius religioso animo tuo efficere potuisti, benediceris a Domino et non fallet te promissio retributionis.

Venimus ad petitiones quas nomine tuo oratores tui nobis exhibuerunt; de venerabili fratre archiepiscopi Lugdunensi collegio cardinalium aggregando cum primum cardinales fieri contigerit studebimus Majestati tuæ complacere, et tamen interea omnimodam intentionem tuam exspectabimus super hoc, si ipsum malueris aut fortasse alium, sed quod non promoveamus aliquem ex terris ducis Burgundiæ, aut ducis Britanniæ, scit celsitudo tua et nobis et collegio

cardinalium alias commendasse dilectum filium Ferricum de Cluniaco, notarium nostrum, ut ad cardinalatum promoveretur, faciemus in hoc quodcunque facere poterimus, habita ratione honoris nostri, quem scimus et Majestatem tuam non aliter quam suum proprium desiderare.

Quod autem rogas ut ecclesiæ cathedrales et beneficia consistorialia sine consensu tuo non conferantur, placet nobis semper expectare litteras tuas, credimus enim pro animi tui religione non propones nobis nisi personas idoneas quæ tibi et sedi apostolicæ honori esse possint, sed in his precipuè commendamus tibi dilectum filium, Joannem de Montemirabili, notarium et referendarium nostrum domesticum, virum probum et integrum, subditum tuum fidelissimum, quem nos ob virtutem et fidem suam plurimum amamus; facies nobis in hoc rem gratissimam si eum in promissis habueris commendatum.

Quantum pertinet ad taxas, placet nobis quod serventur in dominiis tuis super hoc editæ per Joannem XXII, prædecessorem nostrum, et quod excessus corrigantur, et quia ecclesiæ ut asseritur propter bella assidua in tuo regno ex inanity sunt et per consequens in taxa gravatæ, contentamur, et ita in camera apostolica observari mandavimus, quod gravatus in taxa prælatus promovendus non solvat nisi pro vera estimatione fructum ecclesiæ mediam annatam etiam servitia et minuta.

De pensionibus autem contentamur non assignare pensiones ullas super fructibus quorumcunque beneficiorum nisi de consensu illorum qui pensiones soluturi sunt aut super hoc Majestas tua scripsit.

De cardinali Andigavensi commissimus legato ea quæ super hoc facienda erunt sicut latius ex ipso accipere poterit Majestas tua.

De episcopo Laudunensi curabimus cum primum ecclesia aliqua vacaverit ambobus satisfacere, ita ut Majestas tua contentetur et tollatur omnis discordia.

Hæc omnia libentissimè serenitati tuæ concedimus propter immensum erga te amorem, fuimus enim semper charissimæ domini tuæ affecti ob præclara illius merita in apostolicam sedem quæ tu non solum æquare sed etiam superare pro animi tui magnitudine contendis, unde hortamur te et rogamus per viscera misericordiæ Dei nostri ut paci intendas, pacem amplectaris, et rejecta privata causa saluti publicæ consulas, quod est proprium Regis christianissimi. Hoc idem et duci Burgundiæ scribimus, non enim potest laborantibus christianis commodè subveniri nisi prius quiete inter vos constituta, quod ut faciatis salvator noster omnipotens Deus pro singulari clementia concedere dignetur.

Datum Romæ, apud Sanctum-Petrum, sub annulo piscatoris, die xiii mensis augusti, anno incarnationis Dominicæ mccccclxxii, pontificatus nostri anno primo.

Ainsi signé : L. GRIFUS.

Donné et fait à Amboise, par manière de vidimus, sous scel roial dessusdit, le vii de novembre, l'an de grace mccccclxxii.

Ainsi signé en marge : Et ego, Petrus Chavineau, presbyter, canonicus ecclesiæ collegiatæ Beatæ-Mariæ

et Sancti-Florentini de Ambrosia, Turonensis diocesis, in decretis licentiat, publicus apostolica autoritate notarius, qui prædictas litteras apostolicas more Romanæ ecclesiæ ut præfertur bullatas et plombatas, quarum tenores respective superius his præsentibus de verbo ad verbum inseruntur; vidi, tenui et palpavi, ac de verbo ad verbum legi; idcirco huic præsentî copîæ seu transcripto, manu aliena scripto, facta prius per me ipsius copîæ seu transcripti cum ipsis litteris originalibus fideli collatione, signum meum manuale quo in officio notariatus utor, hic me subscribendo in testimonium veritatis ipsius copîæ seu transcripti ac omnium et singulorum præmissorum, una cum notariis infra scriptis apposui, requisitus et rogatus, et quod testamur vidimus, et quod vidimus attestamur : P. CHAVINEAU, AGUILLON, GIRAULT, JAURET (p. 20).

Décembre 1472

Lettres de Louis, roi de France, données à Befreichen, près le Puibeliart, au mois de decembre mcccclxxii, par lesquelles ledit seigneur donne à Odet Deidie, sieur de Lescun, à lui et à ses hoirs descendants, la somme de deux mille livres tournois de rente, à prendre; c'est à scavoir : lui donne la terre de Fronsac, avec justice haute, moiene et basse, mere, mixte, impere, fours, moulins, etc., pour icelle somme qu'il sera trouvé que ladite terre pourra valoir de revenu, selon la prisée et appretiation qui en sera faite par M^e Antoine Dussaut, maître des requestes, et Grimon de Bourdeaux, greffier civil et criminel du parlement de Bourdeaux, à ce commis par lettres-patentes

dudit seigneur, et le parfournement du reste des deux mile livres sur la valeur du domaine dudit seigneur en son païs de Guiene, ez lieux ou lesdits commissaires adviseront qu'ils se pourront asseoir et assigner (p. 26).

16 décembre 1472.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, données à Dinechun, près le Puybeliart en Poitou, le xvi décembre, l'an de grace mccccclxxii, enregistrées au parlement le xxv janvier mccccclxxii, par lesquelles ledit seigneur donne à Odet Deidie, sieur de Lescun, les offices de seneschal des seneschaussées de Guiene, des Lanes et de Basadois (p. 23).

25 juin 1473.

Lettres de Louis, roy de France, données à Amboise, le xxv jour de juin, l'an mccccclxxiii, par lesquelles ledit seigneur donne à Philippon de La Mothe, chevaucheur ordinaire de son escüerie, la receptorerie d'Aux, ensemble la maison de Saint-Jame, qui appartenait à Asperieux de Mauléon, et aussi les biens que tenoit frere Jan de La Varya, cordelier de Negro, qui furent confisqués audit seigneur parce que les dessus-dits nommés ont esté consentants et principaux ministres de la trahison commise à Lectoure contre ledit seigneur par feu Jan d'Armaignac, mesmement ledit Mauléon qui mourust audit Lectoure au service d'icelui Jan d'Armaignac.

Ensemble l'enterinement d'icelles lettres en la cham-

bre des comptes à Paris, le xiv juillet mccccclxxiii, en s'informant que c'est desdits biens.

Autres lettres confirmatives des premières données au pont de Melun, le xiv janvier mccccclxxiii; enregistrées au parlement de Bourdeaux, le xxvii mai mccccclxxiv (p. 14).

1^{er} juillet 1473.

Lettres de Louis, roy de France, par lesquelles ledit seigneur confirme le don et octroi que le duc de Guiene, son frère, avoit fait à Odet Deydie, sieur de Lescun, de tout droit de justice et de juridiction, haute, moiene et basse, en ses terres et seigneuries d'Arbotan, vile, *castinde, jureux*. Données à Plessis du parc, au mois de mars, l'an mccccclxxii.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdegala 1^a die mensis julii, anno Domini mccccclxxiii.
Signatum : DE MARCILLAC (p. 14).

16 février 1474.

Lettres-patentes de Louis, roi de France, données à Senlis, le xvi febvrier mccccclxxiii, verifiées en la chambre des comptes à Paris, le xviii jour du mois de mai, l'an mccccclxxiv, par lesquelles ledit seigneur donne à Gaston de Foix, vicomte de Castillon, la vicomté de Lomagne, réservé seulement la souveraineté; laquelle vicomté estoit advenue audit seigneur par la forfaiture et confiscation de feu Jan d'Armaignac (p. 19).

25 avril 1474.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux que ces presentes lettres verront, salut :

Comme en faisant, ordonnant, instituant et établissant par nous la creation et institution de nostre cour de parlement à Bourdeaux, eust esté ordonné que tous les sujets des comtés et païs d'Armaignac, en tant qu'il en y avoit des seneschaussées et baillages d'Agenois, Condomois, Saint-Sever, et leurs limites ressortiroient en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, ce qu'ils aient fait tant que nostredit parlement y a sis et jusqu'à ce qu'après la prononciation de certain arrest, donné en nostre cour de parlement à Paris, à l'encontre de feu Jan d'Armaignac ⁽¹⁾, par lequel icelui Jan d'Armaignac a esté déclaré forfait, et à nous ses biens confisqués. Nous avons fait mettre les terres dudit d'Armaignac en nostre main, ainsi à nous confisqués, comme raison estoit, et avons erigé audit païs d'Armaignac une seneschaussée roiale, laquelle non advertie de ce que dit avions, avons ordonné ressortir en nostre cour de parlement de Tholose, et depuis y ont ressorti, à l'occasion de quoi nos très chers et bien amés les gens des estats de nostre vile et cité de Bourdeaux, païs et seneschaussée de Guiene, aient envoyé devers nous et nous aient très humblement supplié et requis qu'attendu ce que dit est, mesmement que nostredite cour de parlement à Bourdeaux, en laquelle a grand et bon nombre de presi-

(1) Tué en 1473, après la prise de Lectoure.

dents et conseillers, et n'a pas grande estendue de pais, parce que nos sujets de nostre vile et gouvernement de La Rochele et ceux du comté d'Angoulmois qui y souloient ressortir n'y ressortissent plus (1). Aussi que ladite seneschaussée d'Armaignac est de la province dudit Bourdeaux, et sont les sujets d'icelle plus contents d'y ressortir qu'autre part, parce que la plus grand part d'eux y font leurs faits de marchandise, y vendent les marchandises, et y recueillent plus facilement et à moins de frais ce qui leur est nécessaire; il nous plaise faire ressortir ladite seneschaussée d'Armaignac, ainsi par nous nouvelement erigée en seneschaussée roiale, en nostredit parlement de Bourdeaux, nûement et sans moien, et sur ce benignement leur impartir nostre grace. Pourquoi, nous, ces choses considerées et desirants nostre cour de parlement à Bourdeaux estre accretüe et augmentée en ressort, honeur et prerogatives en faveur des bons, grands, loiaux et recommandables services que nous ont fait les habitants d'icelle nostre vile et cité de Bourdeaux, et de la bonne, ferme et entière loiauté qu'ils ont durant les dernières occasions et differends tentües et gardées envers nous, et pour autres et considerables causes et raisons à ce nous mouvants, avons voulu, octroïé, statué, ordonné et déclaré, et par la teneur de ces présentes, voulons, octroïons, statuons, ordonnons et declarons que nostredite seneschaussée d'Armaignac et tous les manants et habitants en icelle de quelque estat qu'ils soient, qui souloient estre desdites seneschaussées de Condomois, Agenois, Saint-Sever, et

(1) Voir *infra*, 24 mai 1474.

limites, qui de présent sont de ladite seneschaussée d'Armaignac, meuvent en toutes causes criminelles et civiles, reeles, personelles et possessoires, mixtes ou autres quelconques en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, sans debat, empeschement, ou different aucun, et en nostre cour de parlement à Tholose en avons, d'icy en avant, interdit et deffendu, interdisons, et deffendons toute cour, jurisdiction et cognoissance, et voulons, et nous plaît que toutes les causes et matières de la seneschaussée d'Armaignac qui à présent sont pendantes en nostre cour de parlement à Tholose, soient par icelle nostre cour renvoyées en nostredit parlement à Bourdeaux, et qu'icelui nostre parlement de Bourdeaux en ait d'icy en avant la totale jurisdiction et cognoissance. Si donnons en mandement par cesdites presentes à nos amis et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de Bourdeaux, aux seneschaux de Guiene, Agenois, Condomois, Armaignac et tous nos autres justiciers ou leurs lieutenants, presents et à venir, et à chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que le contenu en ces presentes, ils et chacun d'eux en droit entretienent, observent et gardent et fassent entretenir, observer et garder de point en point, faire ne souffrir faire aucune chose au contraire, et cesdites presentes fassent publier, à son de trompe et cry public, si mestier est, et icelles lire et enregistrer en leurs jurisdictions et audiences afin qu'aucun n'en puisse pretendre juste cause d'ignorance; en faisant et faisant faire inhibitions et deffenses de par nous à tous ceux qu'il appartiendra, sur grandes et grosses penes à nous à appliquer, que doresnavant ils ne troublent ne empeschent ledit ressort, mais

souffrent et laissent ceux qu'il appartiendra jouir et user pleinement et paisiblement. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait soubz scel roial, foi soit adjoustée comme à ce present original. En temoing de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Senlis, le xxv jour d'avril, l'an de grace mcccclxxiv, et de nostre regne le xiii.

Ainsi signé sur le repli d'icelles. Par le Roy : le sire de Bouschage et autres présents. DE CERISAY.

Et erat scriptum in dorso : Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdegalæ ad instantiam et requestam procuratoris Regis, die xx mensis junii anno Domini mcccclxxiv. Sic signatum : DE MARCILLAC (p. 17).

24 mai 1474.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme pour le bien, profit, utilité, et entretenement de nostre pais et duché de Guiene, et notamment pour nostre bone vile et cité de Bourdeaux, qui est principale et capitale dudit pais, aions tantost après nostre advènement à la courone, créé, institué, établi et ordonné une cour de parlement en nostre vile et cité de Bourdeaux, en laquelle ait esté par nous ordonné ressortir certain païs, baillages, seneschau-sées et gouvernements et entre autres, partie de la seneschaussée de Quercy, c'est à scavoir le baillage de Martel, et après ce qu'eusmes baillé en partage et

appennage nosdits païs et duché de Guiene à feu nostre frère le duc de Guiene, nous translatames icelle nostre cour de parlement en nostre vile et cité de Poitiers, où elle a depuis toujours sis, jusques à ce que ledit païs et duché de Guiene soit retourné en nos mains, que nous avons icelle nostre cour remise et restituée en nostre vile et cité de Bourdeaux, et lui avons ordonné avoir tous ses ressorts, souverainetés et preeminences, ainsi qu'elle avoit paravant réservé les viles et gouvernement de La Rochele, païs et baillage d'Aulnis, lesquelles pour aucunes raisonnables causes à ce nous mouvants, nous avons ordonné ressortir en nostre cour de parlement de Paris, et, soit ainsi qu'à l'occasion de ce que nostredite seneschaussée de Quercy est ressortissant en deux diverses cours de Tholose et de Bourdeaux plusieurs des sujets et habitants de ladite seneschaussée ont par cidevant souffert et enduré plusieurs penes, vexations et travaux, à l'occasion de ce que pour leurs heritages et choses immeubles leur convient ressortir en diverses cours souveraines, et avoir divers procureurs et advocats et pensionnaires, et advient bien souvent que plusieurs gens ignorans et non cognoissants estat de plaidoirie, demeurants en ladite seneschaussée, ne savent discerner ni cognoistre en quel desdits parlements ils doivent ressortir, ni à quelles executions ils doivent obeir, dont leur advient plusieurs maux et dommages; par quoi, pour le bien et entretenement de l'estat, autorité et preeminence de la justice soit bien decent, licite et convenable donner sur ce ordre et provision : Scavoir faisons que nous les choses dessusdites considérées, et que plus licite et convenable chose est que tout un bail-

lage et seneschaussée ressortisse en une cour souveraine qu'en deux, pour obvier aux fatigations, ennuis et diversité de procès qui s'en pourroit ensuivre, aussi que nostre vile de Bourdeaux est ville marchande, en laquelle les habitants de ladite seneschaussée de Quercy pourront faire et exercer leurs faits de marchandises en demeurant et conduisant leurs procès, negoces et affaires, et que tant plus sera icelle nostredite vile de Bourdeaux frequentée et communiquée de nos sujets ce sera plus le profit et utilité d'icelle et de nostredit pais et duché de Guiene, mesmement qu'avons créé et erigé icelle nostre cour de Bourdeaux, que de tout nostre cœur desirons eslever, accroistre et augmenter, et pour aucunement l'entretenir en son entier, et la recompenser du ressort de nostre vile et gouvernement de La Rochele, pais et baillage d'Aulnis, qu'avons ordonné en nostredite cour de parlement de Paris, et pour autres grandes et raisonnables causes et considerations à ce nous mouvants, avons de nostre propre mouvement, certaine science, grace speciale, pleine puissance et autorité roiale, et par l'advis et deliberation de plusieurs des gens de nostre grand conseil voulu, statué, ordonné et déclaré, et par la teneur de ces presentes voulons, statuons, ordonnons et declaron que toute la seneschaussée de Quercy ressortisse doresenavant, purement, simplement et immediatement, en nostre cour de parlement seant à Bourdeaux, sans que les sujets ne habitants de ladite seneschaussée de Quercy ne autres, puissent pour raison des choses situées et assises au dedans des fins et metes de ladite seneschaussée ressortir en nostredite cour de parlement de Tholose, ne ailleurs qu'en nos-

tredite cour de parlement de Bourdeaux. Et au regard des procès pendans en nostre cour de parlement de Tholosé de ladite seneschaussée de Quercy, qui ne sont en estat de juger et en quoi les parties n'ont produit d'un coté ne d'autre, nous voulons iceux procès estre decidés en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, et lesquels procès en quelque estat qu'ils soient, nous y avons renvoyé et renvoyons par cesdites presentes, et à nostredite cour de parlement de Tholose en avons interdit et deffendu, interdisons et deffendons toute cour, juridiction et cognoissance. Et, en tant que touche les autres procès estant en estat de juger et en quoi les parties ont produit d'une part ou d'autre, nous voulons iceux procès estre jugés et determinés en icelle nostredite cour de parlement de Tholose. Si, donnons en mandement à nos amés et feaux conseillers les gens tenants ou qui tiendront nostredite cour de parlement à Bourdeaux, au seneschal de Quercy et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants, presents et à venir, et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que notre presente ordonnance, declaration et volonté ils fassent lire, publier et enregistrer en icelle nostre cour et en leurs autres jurisdictions et auditoires, et icelles fassent publier et preconiser à son de trompe et cry public, en manière qu'aucun n'en puisse pretendre ignorance, et le contenu en cesdites presentes fassent entretenir, garder et observer sans enfreindre et sans faire ou souffrir faire aucune chose au contraire, et qu'elle, si faite estoit, fassent, incontinent et sans delai, reparer et mettre au premier estat et deub, car ainsi nous plaist il estre fait, nonobstant que partie de ladite seneschaussée de Quercy

ait de tout temps accoustumé de ressortir en nostredite cour de parlement à Tholose, oppositions, appellations, ordonnances, mandemens, restrictions, ou deffenses à ce contraires. En temoing de quoi nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes.

Donné en Bechesy en Valois, le xxiv jour de mai, l'an de grace mcccclxxiv et de nostre regne le xiii.

Ainsi signé sur le reply : Par le Roy, Monseigneur le comte de BEAUJEU, le comte de MAULEVRIER, les sires d'ARGENTON, DE SAINT-PIERRE, DE LA ROCHETILHON, maistre Olivier LE ROUX, maitre des comptes, et autres présents. DE CERISAY.

Et erat scriptum in dorso : Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, ad instantiam et requestam procuratoris Regis, die xx mensis junii, anno Domini mcccclxxv. Sic signatum : DE MARCILLAC (p. 16).

1^{er} Juin 1474.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux que ces presentes lettres verront, salut.

Recëu avons l'humble supplication de nostre cher et bien aimé cousin, Jean de Foix, seigneur de Samadet et de Saut de Navailles (¹), contenant que combien que par nos autres lettres-patentes de remission, en forme de chartre, à lui par nous données et octroïées dez le mois de janvier l'an mccccxxiv, nous lui aions remis, quitté et pardonné toute la pene, offense et amende corporelle, criminele et civile, en quoi pour

(¹) Dans le texte on lit : de Nouailles.

occasion de ce qu'il avoit battu et fait battre un nommé Lancement, nostre sergent, en executant à l'encontre de lui, certaines nos lettres, au pourchas d'un nommé Nicolas Adhemar, et rompu et déchiré lesdites lettres, et que nosdites lettres de remission aiant esté bien et deument vérifiées par nostre grand senechal de Guiene et neanmoins ledit Adhemar et nostre procureur ont fait faire plusieurs poursuites à l'encontre dudit suppliant, et icelui fait condamner à comparoir en personne en nostre cour de parlement, seant à Bourdeaux, tellement que, sous ombre et couleur d'aucuns deffauts en contumaces octroïées contre lui, a esté par nostre dite cour de parlement donné et prononcé certain arrest, par lequel arrest ledit suppliant, entre autres choses, fust condamné à aller en prison en ladite Cour dedans deux mois lors ensuivants, et qui escherroient le premier jour d'aoust prochain venant, et illec nous faire amende honorable à la personne de nostre procureur en ladite cour, nue teste, tenant en ses mains un cierge de dix livres, requerir pardon et mercy de l'offence qu'il avoit et a faite envers nous d'avoir battu et fait battre ledit sergent en officiant et executant nosdits mandemens, et iceux mandemens avoir rompu et déchiré et ce sur pene de dix mille livres et de banissement de nostre royaume; et avec ce a icelle cour déclaré nostredit cousin, suppliant, avoir confisqué le lieu, chastel, justice et jurisdiction de Saut de Navailles et ses appartenances et deppendances, hommes, sujets, cens, rentes et revenus quelconques, lesquels ladite cour a appliqué, joint et uni à nostre domaine; en outre condamné en la somme de mille livres tournois

à appliquer, c'est à savoir : sept cents livres tant à la reparation de la chapele que de la sale du palais et chambre de la cour de parlement, et trois cents livres pour faire les prisons d'icelle, auquel arrest s'il convenoit que nostredit cousin suppliant fournist, ce seroit en grand scandale, vilipende et deshonneur de sa persone, et comme sa totale destruction, parce qu'icelle seigneurie de Saut est la principale terre de son domaine et revenu, et autrement en son très grand interest, prejudice et dommage, ainsi qu'il nous a plus a plains dist et remonstré très humblement, nous requérant nostre grace sur ce lui estre impartie. Scavoir faisons que nous les choses : *deest*.

Arrestum prolatum in parlamento Burdegalæ prima die mensis juni in vigilia Pentecostis per dominum Petrum Bragiere in eadem præidentem anno Domini MCCCCLXXVI.

Entre Nicolas Adhemar, demandeur, en requérant le profit et utilité de certains défauts par lui obtenus en la cour de ceans, le procureur general du Roy, nostre seigneur joint avec lui, d'une part;

Et messire Jan de Foix, seigneur de Samadet, adjourné à comparoir en persone et defaillant, d'autre part;

Veu par la cour iceux défauts, charges et autres choses mises et produites par devers elle, et tout considéré, ladite cour a déclaré et declare lesdits défauts estre bien venus et entretenus, et au moien d'iceux a adjugé et adjuge au demandeur et procureur du Roy tel profit et utilité, c'est à scavoir : icelui defaillant estre vrai contumax et desobeissant au Roy, à ladite cour et à la justice, et l'a forclos, debouté, forclost et

deboute de toutes exceptions declinatoires, dilatoires et peremptoires, et en outre a déclaré et declare lui avoir commis et perpetré lesdits excès, cas et crimes dessusdits pour la reparation desquels l'a condamné et condamne de venir en persone en ladite cour, dedans deux mois prochains venants, et en icelle faire amende honorable au Roy nostredit seigneur, en la persone de sondit procureur general en ladite cour, nue teste, tenant en ses mains un cierge de dix livres, luy requerant pardon et mercy de l'offense qu'il lui a faite d'avoir battu son sergent en officiant et executant ses mandemens, et iceux ses mandemens avoir rompus et déchirés et autres cas et crimes dessusdits, sur pene de dix mile livres tournois et de bannissement de ce roiaume; et avec ce a déclaré et declare icelle dite cour icelui defaillant avoir confisqué le lieu, chastel, place, justice et juridiction de Saut de Navailles et ses appartenances et dependances, hommes et sujets, cens, rentes et revenus quelconques, lesquels ladite cour a appliqué et applique au domaine dudit seigneur; auquel lieu de Saut, lesdits excès, crimes et delicts ont esté faits, commis et perpetrés, et en outre l'a condamné et condamne icelle cour en la somme de mile livres tournois à appliquer : sept cents livres à la reparation tant de la chapele que de la sale du palais et chambre de la cour, et trois cents livres tournois pour faire les prisons d'icelle, et envers ledit Nicolas Adhemar en la somme de deux cents livres tournois, desquelles il sera le premier païé que le Roy, et ez despens et interests dudit Adhemar, la taxation d'iceux réservés devers elle..... (p. 13).

Août 1474.

Lettres de Louis, roy de France, données à Apr..., au mois d'octobre mccccclxx, enregistrées au parlement le xviii jour de janvier, l'an mccccclxx, et vérifiées par les gens des comptes, le xxii febvrier mccccclxx, par lesquels ledit seigneur donne à Imbert de Batarnay, sieur de Bouschage, les seigneuries de Sales, Contal, Ruhac et la métairie de La Vassete en toute justice, réservé tant seulement la souveraineté, ensemble lui donne le commun de la paix qui se leve ez baillages de Conques et Sauveterre, qui furent et appartiendrent à Jan d'Armaignac avant la declaration de sa forfaiture et confiscation faite par arrest de la cour de parlement.

Ensemble, secondes lettres confirmatives des premières, données au Plessis du parc lez Tours, au mois d'aoust mccccclxxiv, contenant en outre don et octroi audit sieur de Bouschage, son chambellan, des seigneuries de Vic, Fezensac, Laverdins, Jaugun, Lupiac, Castillon, Saint-Pau, Merede, Lanepar, Roquebrune, Tuhiam, Demehun, Castera, Valence, Saint-Lary, Tesen, Lalane, desquelles ledit seigneur avoit fait bail et session au duc de Guiene, son frere, par confiscation dudit Jan d'Armaignac, et lesquelles tenoit au vivant dudit feu son frere, Jan de Levis, comte de Villars, par don dudit Charles, duc de Guiene, son frere (p. 18).

8 octobre 1474.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à nos amés et feaux les thresoriers de France et les generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, et au seneschal de Guiene, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants ou commis, salut et dilection.

Comme depuis le trespas de nostre frère, le duc de Guiene, pour le bien et augmentation et entretenement de nostre país et duché de Guiene et de la chose publique d'icelui, et aussi pour le soulagement de nos bons et loiaux sujets les maire et jurats, manants et habitants de nostre vile et cité de Bourdeaux, país de Bourdelois et de Guiene et pour consideration des bons et agreables services que nous ont par ci-devant fait et font de jour en jour les maire, jurés et communauté de nostre vile et cité de Bourdeaux, eussions pour ces causes et autres, ordonné et établi seoir et estre tentüe en nostre ville et cité de Bourdeaux nostre cour de parlement, nagueres seant à Poitiers, garnie de bon, suffisant et notable nombre de presidents et de conseillers, tant de ceux qu'y avions ordonné et établi par avant l'apennage fait à nostredit feu frère, le duc de Guiene, que de ceux qu'y avons depuis ordonnés et mis de creüe, icelle cour seant tant audit Poitiers que depuis par nous translatée en nostredite vile et cité de Bourdeaux, à la requeste des gens des Trois Estats de nostredit país de Guiene, et autrement pour mieux et plus seurement discuter et determiner des causes et procès d'entre nos sujets, illec pendants et

affluants, en laquelle aiant ordonné ressortir plusieurs de nos païs et seneschaussées pour les limites d'icelle et lui aions donné telles et semblables prerogatives et preeminences qu'a nostre cour de parlement seant à Paris, et avec ce pour l'assignation des gages et entretenement desdits presidents et conseillers et autres officiers d'icelle nostre cour, en l'estat et nombre qu'ils sont de present, aions ordonné certaine somme de deniers estre prise et levée sur certains receveurs de nostre païs et duché de Guiene, et ce qui resteroit d'icelle assignation pour l'année finissant MCCCCLXXIV estre pris sur le receveur des exploits et amendes d'icelle nostredite cour jusqu'au parfournissement d'icelle, assignation estre baillée et distribuée, convertie et employée également au paiement des gages des presidents, conseillers et autres officiers d'icelledite cour, selon ce que leur peut et doit comptier et appartenir, sans y estre fait aucune difficulté ou difference *prorata* de leurs gages ou pensions, et combien qu'à cette cause il ne fust plus loisible ne permis audit receveur des amendes et exploits à faire ladite distribution et paiement à aucuns particuliers d'icelle cour plus qu'aux autres, ainsi les deubst avoir paiés tous également selon la taxation de leursdits gages, attendu et considéré mesmement qu'en faisant lever les decharges pour l'assignation d'icelle nostredite cour, entendions comprendre tous les presidents, conseillers et autres officiers estant de présent en icelle, sans y estre fait aucune difference, neanmoins ainsi qu'avons esté advertis Jan, fils du receveur des amendes et commis à faire ledit paiement d'icelle nostredite cour, de sa volonté et autorité privée, s'est efforcé et efforce faire

distribution des deniers à lui baillés et assignés pour le paiement desdits gages pour ladite année finissant MCCCCLXXIV, à aucuns particuliers desdits presidents et conseillers et non à tous, sous ombre de ce qu'il veut dire que ceux à qui il a fait distribution estoient anciens et compris en l'assignation des deniers baillés pour ledit paiement et non pas les autres, et aussi sous couleur qu'il dit que les autres conseillers de nostredite cour, auxquels il n'a voulu faire distribution ont esté receus sous condition et reservation qu'ils ne prendront aucune chose en ladite assignation s'ils n'estoient compris et couchés en icelle, jaçoit ce que les decharges de ladite assignation soient louées generalement pour toute nostredite cour et non pas particulièrement plus pour les uns que pour les autres; par quoi en ce faisant doit raisonnablement estre entendu le tout de nosdits presidents, conseillers et autres officiers ainsi mis de creüe et autres compris en ladite translation et autrement comme dit est, et doivent estre couchés et compris en ladite assignation, mais nonobstant le fils dudit receveur a dit qu'il ne leur en baillera aucune chose, s'il n'a de nous sur ce declaration particulière et par escrit.

Scavoir faisons que nous, ce que dit est considéré, et que si les uns estoient païés, les autres non, ce pourroit estre cause de mettre grande zizanie, discorde et desunion en icelle nostredite cour, dont grands inconveniens s'en pourroient ensuivre au fait de nostre justice et de la chose publique de nostredit païs; considerants aussi que, puis aucun temps en ça, avons creu le ressort de nostredite cour et ordonner y ressortir les païs de Quercy et d'Armagnac, par quoi

soit besoing d'avoir en ladite cour des presidents et conseillers en plus grand nombre que de la première creation d'icelui nostre parlement; desirants icelle nostredite cour en tel nombre et estat qu'elle est de present estre également entretenue et que les uns soient aussi bien païés et salariés de leurs gages que les autres; voulants aussi obvier aux divisions et autres inconveniens qui s'en pourroient ensuivre en icelle nostredite cour; et aussi afin que mieux et plus grandement ils nous puissent servir au temps en icelle nostredite cour, avons, pour ces causes et autres à ce nous mouvants, et par l'avis et deliberation de nostre conseil voulu, ordonné, déclaré et decerné et par ces presentes voulons, ordonnons, declérons et decernons et nous plaist, que les presidents, conseillers et autres officiers, estants de present en icelle nostredite cour de parlement, à present seant audit Bourdeaux, comme dit est, soient compris en l'assignation de ladite année finissant MCCCCLXXIV et ez autres assignations qui seront doresenavant par nous ordonnées pour le paiement et entretenement d'icelle nostredite cour en quelque manière et forme ou estat qu'elle soit faite et que les deniers de l'assignation de l'année finissant MCCCCLXXIV et des autres à venir soient distribués, convertis, et employés audit paiement des gages de tous les presidents, conseillers et autres officiers, tant de creüe que autres estant de present en icelle, selon l'exercice et vacation d'un chacun en icelle nostredite cour, sans y faire aucune difference ou difficulté sous ombre de ce que ledit fils dudit receveur ou autres aient dit ou allegué ou voulussent dire ou alleguer lesdits presidents, conseillers et autres officiers mis de creüe, comme dit

est, n'estre compris en l'assignation de l'année finissant MCCCCXXIV et qu'ils eussent esté receus avec et sous les conditions et reservations ne autrement pour quelque cause et occasion que ce soit, lesquelles ne voulons et n'entendons aucunement nuire ne préjudicier au contenu de nos presentes volontés, declarations et octroi, en aucune manière. Si vous mandons et commandons expressement et à chacun de vous si comme à lui appartiendra, commettant si mestier est, par ces presentes que nos presents volonté, declaration et octroi vous publiés et signifiés et faites publier et signifier ou il appartiendra, et le contenu en icelle garder et entretenir de point en point sans enfreindre, en faisant par ledit fils du receveur ou autre par nous commis à faire le paiement desdits gages d'icelle nostredite cour, faire paiements auxdits presidents, conseillers et autres officiers de leurs gages ordinaires de l'année finissant MCCCCXXIV, des deniers par nous assignés pour le paiement des gages desdits officiers de nostredite cour; et semblablement et doresenavant des deniers qui par nous seront baillés et assignés audit Fils-de-Fame ou autres pour le paiement des gages de nostredite cour en quelque forme et manière que ladite assignation soit faite par icelle dite cour, les termes escheus, tout ainsi qu'ont accoustumé les autres presidents, conseillers estants du premier nombre et ancien, auxquels ledit Fils-de-Fame s'est efforcé de faire distribution comme dit est; et à ce faire et souffrir contrainnés et faites contraindre reaument et de fait ledit Fils-de-Fame et tous autres qu'il appartiendra, par prise, vendue ou exploitation de leurs biens, et autres voies et manières deües et accoutumées à faire pour

nos besognes et affaires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, faites ou à faire, par lesquelles ne voulons en ce estre aucunement differé et retardé et quelconque ordonnance, mandemens, restrictions et deffenses à ce contraires; mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers, et subjets qu'à vous et chacun de vous, aux commis et deputés de vous et de chacun de vous, en ce faisant, obéissent et entendent diligemment.

Donné au Pont de Senois, le viii jour d'octobre MCCCCLXXIV et de nostre regne le xiv.

Ainsi signé : Par le Roy : LEGONS (p. 14).

Novembre 1474.

Lettres de Louis, roy de France, données à Berdouliez lez Paris, le mois de novembre MCCCCLXXIV, enregistrées au parlement de Paris, le xix jour de decembre MCCCCLXXIV, à la chambre des comptes à Paris, le xx dudit mois MCCCCLXXIV; au parlement de Tholose le ix jour de mars MCCCCLXXIV; au parlement de Bourdeaux, le xi jour d'avril MCCCCLXXV, par lesquelles ledit seigneur donne à Imbert Batarnay, sieur de Bouschage, les seigneuries de Baran, Audret, Saint-Queirie, Miraumont, Saint-Martin, Vinaitre, Saubvian, avec les deux autres receptoreries, desquels trois receptoreries d'Auch fust pieça faite union et erection en comté sous le nom de Fezensac⁽¹⁾ (p. 23).

25 février 1475.

Arrestum contra Joannem, comitem de Armagnaco per quod curia ex defectibus procuratori generali

(1) On lit : *Ferensac*.

utilitatem adjudicavit et adjudicat, videlicet quod eum de crimine læse-Majestatis pro convicto et superato tenuit et reputavit, tenet et reputat, et ob hoc ipsum corpus suum et omnia bona mobilia et immobilia erga Regem forefecisse et confiscasse declaravit et declarat. Datum Parisiis in parlamento, vii die septembris anno Domini **MCCCCLXX**. Cujus arresti ad requestiam Gastonis de Fuxo et filii comitis de Candalæ, jussu Regis extractum datum est Parisiis in parlamento, die **xxv** mensis february, anno Domini **MCCCCLXXIV**, sic signatum : Extractum a Registris curiæ, **BRUNET**, et per litteras, notum fecit Rex se illud extrahi fecisse (p. 19).

11 février 1476.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, données à Bolomes, près Vendosme, au mois de janvier **MCCCCLXXVI**, enregistrées et vérifiées en la chambre des comptes et thresoriers, le **xxi** febvrier **MCCCCLXXVI**, par lesquelles ledit seigneur donne à son chambellan, Thomas Lalande et Perrette Massiote, sa femme, par maniere d'engagement et seureté de cinq mile livres qu'il leur a promis en faveur de leur mariage, les seigneuries de Marmande et de La Reole avec le revenu d'icelles (p. 23).

26 février 1476.

Louis, par la grace de Dieu, roy de France, à nos chers et bien amés P. Harain, chanoine de Saint-Seurin de nostre vile de Bourdeaux; le sous-maire

de nostre vile de Bourdeaux, R. Rostaing; B. Olivier, salut.

Nous avons pais n'agueres esté advertis que par le deffaut des commis au gouvernement des hospitaux et maisons-dieu de nostre vile de Bourdeaux, territoire et jurisdiction d'icelle, lesdites maisons sont tournées et chetées en si grande ruine et decadence, et pour ce qu'iceux commis ont pris et appliqué les revenus d'iceux et les meubles qui y estoient à leur singulier profit, tellement que de present n'y peuvent plus pauvres, au moins que bien peu y estre receus et hebergés, et y est dutout le divin service discontinué. A cette cause par quoi l'intention des fondateurs d'iceux est entièrement deceue et defraudée, et pour ce qu'à nous appartient donner provisions sur les maisons-dieu et hospitaux de nostre roiaume, afin qu'aucun inconvenient ne s'en ensuive et qu'ils ne tournent à ruine et decadence, mais pour reverence de Dieu, nostre créateur, les augmenter de tout nostre pouvoir, et le divin service y estre fait et accompli et ainsi que fait avoit esté d'ancieneté, suivant l'intention des fondateurs d'iceux, confians de vos sens, loiauté, science, preudhomie et diligence, nous mandons et commettons par ces presentes, qu'appelés nostre procureur, vous vous informés diligemment de et sur les choses dessus-dites et leurs circonstances et dependances, et quels biens iceux commis au gouvernement d'iceux hospitaux et maisons-dieu de nostre vile et cité de Bourdeaux, territoire et jurisdiction d'icelle et chacun d'eux ils ont receu, et qui leur furent baillés en prenant la possession d'iceux et où ils les ont mis et employés et quels il leur a depuis esté donné et laissé,

soit par testament ou autrement, quels deniers ils ont receu depuis leur institution jusqu'à present, et où ils les ont employés, et quels inventaires en ont esté faits, et où ils ont employé les revenus d'icelles maisons et hospitaux, en les contraignants à ce faire et à vous bailler iceux inventaires, et à vous rendre leurs comptes et reliqua, par toutes voies et manières deues et en tel cas requises, pour ledit reliqua avec tout le revenu, dons et legs qui d'icy en avant seront deubs et faits auxdits hospitaux et maisons-dieu estre par vous et vostre ordonnance employés doresenavant ez reparations necessaires d'iceux et au saint service divin qui d'ancieneté estoit accoustumé estre fait et continué tout ainsi que l'intention des fondateurs estoit de ce faire pour la fondation d'iceux, les necessités desdits pauvres repairants ezdits hospitaux et des maisons et gouvernement d'iceux, raisonablement pris et à eux delivrés jusques à ce qu'ils soient entierement réparés et mis en estat deub et competant, ou que par nous et nostre aumosnier autrement en soit ordonné, en y commettant austres gens, seurs et notables, au gouvernement et administration desdits hospitaux et maisons-dieu, si voiés que lesdits administrateurs ou les aucuns d'eux ne se soient bien et deuement gouvernés, car ainsi nous plaist il estre fait, nonobstant oppositions et appellations quelconques. De ce faire vous donnons plein pouvoir avec commission et mandement special, mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et subjets qu'à vous, vos commis et deputés en ce faisant obeissent et entendent diligemment, et prestant et donnent conseil, confort et aide si mestier est et par vous requis en soient.

Donné à Bourges, le xxvi febvrier, l'an de grace mccccclxxv et de nostre regne le xv.

Ainsi signé : Par le Roy. L'Évesque d'Évreux, M^e Guillen PICARD, general, et autres presents. COUSTAIN (p. 23).

1^{er} août 1476.

Charissimo in Christo filio nostro Ludovico, Francorum regi christianissimo, Sixtus papa IV. Charissime in Christo fili salutem et apostolicam benedictionem.

Ex litteris tuæ serenitatis, quibus nobis causam dilectorum filiorum capituli Xantonensis ecclesiæ commendasti, cognovimus tibi quoque pro tua summa pietate ac sapientia, esse molestam Santonensis episcopi rebellionem ⁽¹⁾ et contumaciam, qui divina humanaque nova contemnens, judicatoque pertinaciter parere recusans, ecclesiasticas censuras animo sustinet indurato, contraque sanctorum canonum sanctiones illis ligatus et a divinis suspens pastoralia exercere non erubescit, nos toleravimus eum aliquamdiu sperantes quod resipisceret et animæ ac famæ suæ rationem haberet, non tolerabimus diutius si obstinato et rebellifuerit animo; Magestatem quoque tuam hortamur in Domino ut brachium tuæ justitiæ præstes ad dius coërcitionem ne diutius ecclesiam antedictam quæ multum immunita est laceret.

(1) Cet évêque rebelle était le cardinal Alain de Coëtiwy qui, élu par un seul chanoine, s'était emparé de l'évêché depuis l'an 1460 et avait excommunié Louis de Rochechouart, régulièrement élu par le reste du chapitre. (V. Bibl. de l'École des Chartes, 1^{re} série, t. III, p. 186 et 237.)

Datum Romæ, sub annulo piscatoris, die 1 mensis augusti, anno Domini MCCCCLXXVI. Pontificatus nostri anno vº. L. GRIFUS.

Litteræ ejusdem Sixti p. p. IV ad eundem episcopum.

Venerabili fratri episcopo Santonensi Sixtus p. p. IV venerabilis frater salutem et apostolicam benedictionem, etc.

Litteræ ejusdem Sixti p. p. IV ad parlamentum super eodem.

Dilectis ⁽¹⁾ filiis consiliariis regni Franciæ supremam curiam tenentibus Sixtus p. p. IV. Dilecti filii salutem et apostolicam benedictionem, etc. Devotionem quoque vestram hortamur in Domino, etc. (p. 12).

17 mars 1477.

Lettres-patentes de Louis, roy de France, données à Bourdeaux, au moi de mai MCCCCLXXII, enregistrées au parlement de Bourdeaux le XVII mars MCCCCLXXVII, par lesquelles ledit seigneur donne à Jan de Foix, comte de Candale, les terres que le capital de Buch son père et lui possédaient au temps de la premiere reduction de Guienne et mesmement ez terres de Cadilhac, Lengon, Castillon de Perigort, Castillon de Médoc, Lamarque, Cussac, Sansac, Moton, Bonegarde, Douzic, Gensac, Chalais, Menguion et generally en toutes les autres.

(1) Ces lettres ne se trouvent pas plus longuement transcrites dans le manuscrit.

Autres lettres concernant le don susdit par ce que les susdites lettres precedentes estoient surannées. Données au Plessis le parc lez Tours, le xxii décembre MCCCCLXXVII.

13 septembre 1483.

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme pour refrener l'humaine audace, et tenir l'innocence en seureté et paix, nostre seigneur Dieu ait expressement ordonné et commandé aux rois et princes de la terre faire justice et jugement entre les humains, par laquelle justice les roiaumes, principautés et seigneuries sont entretenues en leurs grands et souverains droits et prééminences, l'église en sa liberté, tous crimes et malefices punis et corrigés, par quoi la marchandise peut avoir son cours et exercice, et le peuple vivre en repos et tranquillité, pour laquelle justice distribuer, faire et administrer à tous nos sujets de nostre país de Guienne feu nostre seigneur et aieul tantost après la réduction faite dudit país qui longuement avait esté detenu et occupé par nos anciens ennemis et adversaire les Anglois, eust establi et ordonné une cour de parlement audit país, laquelle il eust ordonné seoir et estre tenue en nostre vile et cité de Bourdeaux, pour discuter et cognoistre, juger et déterminer en souverain et dernier ressort de tous les debats, questions, matières et procès de nostredit país de Guiene et autres país, baillages et seneschaussées ressortissantes en icelle cour, laquelle a depuis esté confirmée par nostre très cher seigneur

et pere que Dieu absolve, en laquelle nostredite cour de parlement de Bourdeaux ait toujours eu des grands et notables personnages qui ont vertueusement fait et administré justice à tous nos sujets de leurdit ressort, dont ils sont dignes de grande et louable recommandation et à ce que nostredite cour de parlement de Bourdeaux ne vaque, et que justice y soit de bien en mieux continuée, soit besoing confirmé les notables supposts d'icelle en leurs estats et offices ainsi que de louable observance a toujours accoutumé estre fait au temps passé.

Scavoir faisons que nous suffisamment acertiorés et confiants à plein des grand sens, litterature, loiauté, preudhomie, diligence, et bonne experience de nos amis et feaux conseillers, M^e Louis Tindo, premier president, Pierre Bragier, second president, Jan de Chassaignes, tiers president en nostre cour de parlement de Bourdeaux; M^e Jan Dupont, Bernard Duillaud, Guillaume Leymarie, Jan Bonal, Jan Sixsols, Antoine de Pompadour, Pierre de Valée, Thibault de L'Espinay, Bertreand Dages, nos conseillers clerks; Pierre de Champeroux, Jan Raphaël, Henry de Ferraignes, Emery Laborie, Raimond Dufour, Jaques Yver, Nicole Rafineau, Martial de La Vilate et Guillaume Dabsac, nos conseillers laïcs; M^e Martial Bermondet, advocat, Jaques Chaussade, procureur; M^e Jan de Bourdeaux, greffier civil et criminel, Pierre Dusault, greffier des presentations de nostredite cour de parlement de Bourdeaux; M^e Guillaume Vincent, premier huissier, Barthelemy Fillon, Jan Lebreton, Jan le Clerc, André Poitevin, Marçau Bonenfant, Jan Labarre, Bastien de Rabar, huissiers ordinaires

et Henry Motais, huissier extraordinaire, et Jan Fils-de-Fame, receveur des gages, exploits et amendes de nostredite cour. Et pour consideration des bons, grands, loiaux, vertueux, notables et recommandables services qu'iceux presidents, conseillers et autres officiers de nostredite cour ont fait à feu nostre très cher seigneur et pere, que Dieu absolve, en l'exercice de leurs offices, et les aucuns d'eux à l'entour de sa persone en ses grands et principaux affaires, et en plusieurs lointains voyages et embassades où il les a envoyés, eus et hors nostre royaume où ils ont enduré de grands penes et travaux, esté en grands dangers de leurs persones et supporté de grands charges et depenses, et pour autres grandes, justes et raisonnables causes et considerations à ce nous mouvants tous les dessus nommés et chacun d'eux avons retenu et retenons ez estats et offices en quoi ils sont ci-dessus inscrits et dénommés et en iceux les avons confirmés et confirmons et en tant que besoing est et que les estats et offices peuvent vaquer par nostre nouvel advenement à la couronne, les leur avons et à chacun d'eux donnés et donnons par ces présentes, pour doresnavant nous servir ezdits estats et offices de presidents, conseillers clerks et lais, advocat, procureur, greffiers, huissiers et receveur, et iceux estats et offices avoir tenir et exercer aux honeurs, prerogatives, preeminences, franchises, libertés, gages, après-disnées, et autres droits, profits et émoluments auxdits estats et offices appartenants, tout ainsi par la forme et maniere qu'ils faisoient du vivant et au temps du decès de nostredit seigneur et pere.

Et pour ce que depuis le trespas d'icelui jusques à

present aussi, jusques à la publication de cesdites presentes et prestation du serment, qu'iceux officiers dessus nommés sont tenus faire en nostredite cour, ils ont et peuvent avoir prononcé arrest, jugé procès, et faire plusieurs expéditions, aussi qu'il leur conviendra faire, enquestes, executions d'arrests et autres exploits, et donner plusieurs provisions par les presidents touchant les prisonniers, et autres matieres qui requierent celerité, nous de nostre propre mouvement, plene puissance et autorité roiale, avons autorisé, validé et approuvé, autorisons, validons et approuvons tout ce que par nostredite cour et chacun des particuliers d'icelle dessus nommés a, et peut avoir esté jugé, décidé et prononcé et qui sera par maniere de provision octroïée, aussi ce qui sera exécuté, fait, et besoigné par vertu des lettres et provisions de nostredite cour données et octroïées paravant et depuis le trespas de nostredit seigneur et pere, jusques à present, et que ci-apres le seront jusques à l'assiette de nostredite cour de parlement de Bourdeaux et prestation de serment en icelle par les dessus nommés et chacun d'eux. Et voulons et nous plait que tout soit de tel effect et valeur comme s'il eust et avoit esté jugé, déclaré, dit et prononcé du vivant de nostredit seigneur et pere, ou comme dez le lendemain de son decès nous en eussions donné et octroïé nos presentes lettres de confirmation.

Et, à ce que nostredite cour soit reduite à son ancien nombre, voulons et nous plait de grace speciale que ledit Henry Motais, jouisse dudit office d'huisier extraordinaire, sans qu'il le puisse resigner, ne que par son decès ou autrement ledit office soit vacant

et impetrable; mais des à present, l'avons supprimé et supprimons par ces presentes, par lesquelles voulons en outre et nous plait que ce faisant par lesdits presidents le serment en tel cas accoustumé ez mains des conseillers de nostredite cour, et tous les conseillers, advocats, procureur, greffiers, huissiers et receveur ez mains desdits presidents, ils et chacun d'eux, ez noms et qualité qu'ils sont dénommés, officiers en icelle nostre cour, jouissent pleinement et paisiblement de leursdits estats et offices, ensemble des gages, droits, profits et emoluments à iceux appartenants, et que par leurs scedules, debentur, quittances en tel cas appartenants, leurs gages et manteaux leur soient paiés et leursdites après-disnées paiées et continuées par ledit Jan Filsdefame, receveur desdits gages, amendes et exploits de nostredite cour de parlement et par ses successeurs audit office, par lesquels rapportant avec le vidimus de ces presentes, fait soubz le scel roial tant seulement. Nous voulons en outre et ordonnons tout ce qui paié aura esté par ledit Jan Filsdefame, receveur des susdits et ses successeurs audit office leur soit raié de la dispense de leurs comptes et rabatu de leurs receptes par nos amés et féaux gens de nos comptes, auxquels nous mandons et enjoignons ainsi le faire sans aucun delais ni difficulté, nonobstant quelconque ordonnance, mandemens, restrictions et deffenses à ce contraires. En temoin de ce, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes.

Donné à Amboise, le xiii jour de septembre, l'an de grace mccccclxxxiii, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé: DE CLERMON ET DE LA MARCHE; le comte

DE SAINT-PAUL, le baillif A. CHARBONNÉE. Scelé en cire jaune pendent à double queue (p. 24).

Octobre 1483.

CHARLES, par la grace de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous présents et avenir nous avoir receüe l'humble supplication de nos chers et bien amés les maire, bourgeois et habitants de nostre vile de Libourne, en nostre país de Gascogne, contenant qu'au mois d'octobre MCCCCLXI ils obtiendront de nostre très cher seigneur et pere, que Dieu absolve, ses lettres en forme de chartre, scellée de son grand scel en las de soie et cire verte desquels la teneur s'en suit :

LOUIS, par la grace de Dieu, roy de France, scavoir faisons à tous present et avenir nous avoir este exhibées et présentées par nos chers et bien amés les maire, bourgeois et habitants de nostre vile de Libourne en nostre país de Gascogne, certaines lettres en forme de chartre à eux octroïées par nostre très cher seigneur et pere que Dieu absolve scellées de son grand scel en las de soie et cire verte desquels la teneur s'ensuit :

CHARLES... (voy. juillet 1451) lesquels maire, bourgeois et habitants dudit lieu de Libourne, suppliants, nous ont humblement fait supplier et requerir que lesdites lettres et le contenu en icelles nous plaise roborer, confirmer et octroier de nouvel certaine moderation à eux faite par nostredit seigneur et pere, le 11 jour de mars MCCCCLXI, touchant la somme de dix francs monnoie bourdeloise qu'ils avoient aupa-

ravant et de temps de feu bonne memoire le roi Charles VII, nostre aïeul que Dieu pardonne, accoustume paier sur chacun muid de sel yssant de ladite vile de Libourne, et laquelle je leur modere à la somme de six francs, monnoie susdite, pour icelle somme convertir, c'est à scavoir quatre francs à nostre prouffit et les deux francs restants de ladite somme ez reparations de ladite vile et ez gages des maires, jurés, clerks et officiers d'icelle, et outre, que ceux qui ameneront ou fairont venir ou amener en ladite vile de Libourne, par eau et par terre, bleds, farines, avoines, pois, febves, mils et autres grains, et pareillement chairs fraiches, soient bœufs gras, vaches, pourceaux, moutons, et aussi poissons frais, ne soient tenus dorenavant paier fors les debvoirs ou charges anciennes seulement, ainsi qu'ils ont fait par ci devant, par octroi à eux fait de nostredit feu seigneur et pere, et que lesdits suppliants ne soient tenus rendre compte ne relique tant des deniers par nous à eux donnés qu'autres deniers communs de ladite ville de Libourne, fors qu'aux maire et jurés de ladite vile, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous voulants et desirants subvenir et aider auxdits maire, bourgeois et habitants de nostredite vile de Libourne, en ensuivant les termes de nos predecesseurs, et iceux favoriser en tous leurs affaires, pour ces causes, et à ce qu'ils soient plus enclins d'estre toujours envers nous bons et loiaux, ainsi que de tout temps ils ont esté envers nos predecesseurs, avons agreable lesdites lettres dessus transcrites avec leur contenu, icelles avons louées, approuvées, et ratifiées, louons, approuvons et ratifions de nostre certaine science, grace speciale, plene

puissance et autorité roiale, les avons confirmé et confirmons par ces presentes, et de nostre plus ample grace leur avons octroïé et confirmé, octroïons et confirmons la moderation que par nostredit seigneur et pere leur fust faite de la somme de dix francs bourde-lois qui se prenoient sur chacun muid de sel yssant de ladite ville de Libourne à la somme de six francs d'icelle monnoie, ainsi que dessus est dit, pour ladite somme de six francs en estre appliqué et converti à nostre proufit la somme de quatre francs, et le surplus montant deux francs aux reparations de ladite vile et ez gages des maire et jurés, clerc et officiers d'icelle et non ailleurs. Et avec ce, que ceux qui ameneront ou fairont venir et amener en ladite vile, par eau et par terre, bleds, farines, poix, febvres, mils, et autres grains, et pareillement chairs fraische soient bœufs gras, vaches, pourceaux, moutons, et aussi poisson frais, ne soient tenus paier fort seulement les debvoirs et charges ancienes. Et outre, que iceux suppliants ne soient tenus rendre compte ou reliqua tant des deniers à eux par nous donnés que autres deniers communs de ladite vile, ainsi que par don et octroi de nostredit feu seigneur et pere ils ont par ci devant fait, joui, et usé paisiblement.

Si donnons en mandement par ces mêmes présentes à nos seneschaux de Guiene, des Lanes et de Perigort et à tous nos autres justiciers et officiers, ou à leur lieutenants et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra que de nos presents, grace, confirmation et octroi ils fassent, souffrent et laissent lesdits suppliants jouir et user pleinement et paisiblement, le tout ainsi qu'ils ont accoustumé faire par ci devant et qu'ils fai-

soient au jour et heure du trepas de feu nostredit seigneur et pere, et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Blois, au mois d'octobre, l'an de grace MCCCCLXXXIII, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé sur le repli, par le Roi, à la relation de son grand conseil, AMYS; visa contentor, BERNARD (p. 42).

1486 ⁽¹⁾.

LUDOVICUS, Dei gratia, Francorum rex.

Notum facimus universis præsentibus et futuris nos litteras defuncti charissimi domini, et consanguinei nostri Caroli ultimo defuncti, animo ejus propitiatur Altissimus, vidisse nobis pro parte dilectorum nostrorum majoris, juratorum et totius communitatis villæ, castri, et castellanix de Burgo, in ducatu nostro Aquitanix humiliter presentatas, in quibus alix litteræ defunctorum Ludovici et Caroli VII, quondam prædecessorum nostrorum quarum tenor talis est: *Carolus, Dei gratia* (voy. 27 mars 1463).

13 mars 1486.

Lettres de Charles, roy de France, données à Saint-Antoine de Lalande, XVIII mars MCCCCLXXXVI par lesquelles ledit seigneur donne à Rogier, sieur de Gramon, l'office de seneschal de Lanes, que tenoit ci-devant Odet Deidie, comte de Cominge (p. 26).

(1) V. *suprà*, p. 29, 60.

15 mars 1487.

Lettres de Charles, roi de France, données à Bordeaux, le xv mars MCCCCLXXXVI, par lesquelles ledit seigneur donne à Makanan, son maître d'hostel, l'office de maire de Baïone, au lieu de Guillaume Supplanville, avec les gages; et mande aux thresoriers de France de le faire paier, et au parlement de Bourdeaux de le mettre en possession, après avoir pris et receu dudit Makanan le serment en tel cas accoustumé.

Lettres de Charles, roi de France, données à Bourdeaux, le xv mars MCCCCLXXXVI, par lesquelles ledit seigneur donne à Gaston de Monferrand et de Langoiran, l'office de senechal de Basadois, qu'a ci-devant tenu le sieur de Lescun (p. 26).

Août 1487.

CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France, scavoir faisons à tous presents et avenir que nous estants en nostre cour de parlement de Bourdeaux touchants de nos plus grands et urgents affaires de nostre duché de Guiene, considerants les grands, louables, vertueux, assiduels et recommandables services que nos ames et feaux presidents, conseillers, greffiers civil et criminel et des presentations, advocat, procureur-general et huissiers de nostre cour de parlement de Bourdeaux, faisants et representants ensemble le corps d'icelle nostre cour, ont depuis l'institution de nostre dit parlement de Bourdeaux faits à nos aieul et père, rois de France, à nous et à la chose publique de

nostredite duché de Guiene en plusieurs lointains voïages, ambassades et legations en journées et assemblées ou leurs predecesseurs et eux ont esté envoyés, comme delegués par nosdits aieul et père et nous font chacun jour en l'exercice de leursdits offices et autrement en mainte maniere, et que leursdits predecesseurs en leur offices ont fait le temps passé à nos aieul et père, et esperons qu'encore eux et leurs successeurs en iceux offices fassent à nous et à nos successeurs, rois de France au temps à venir, voulant envers eux user de grace et de liberalité et les conserver, garder et entretenir en tous leurs anciens droits, privileges, franchises, libertés, prerogatives, preeminences dont ils et leurs predecesseurs en leurs offices ont accoustumé de jouir de tout temps et ancieneté, eximer, garder et relever de toutes sollicitudes, travaux et depenses à ce que plus liberalement et curieusement ils puissent quotidiennement vaquer à entendre à l'exercice de la justice distributive souveraine de nostre duché de Guiene et ez autres charges, commissions, legations et affaires qui par nous leur seront commandées et ordonnées. Et pour grandes, justes et raisonnables causes et considerations qui à ce nous on peu et deub, peuvent et doibvent raisonablement mouvoir, avons de nostre certaine science, propre mouvement, de grace speciale, plene puissance et autorité roiale, voulu, déclaré et ordonné, voulons, declarons et ordonnons et nous plaît que nos presidents, conseillers, grefiers civil et criminel et des presentations, advocat et procureur-general et huissiers de notredite cour de parlement de Bourdeaux, presents et futurs, soient pour le temps à venir francs, quittes et exempts d'aller

ne venir nous servir en nos ban et arrière-ban, et pareillement leurs femmes durant leur viduité, et leurs enfants durant leur minorité seulement, sans qu'à leur occasion ne par vertu des commissions jà expédiées et par nous commandées ne de celles qui seront ci après expédiées par nostre ordonnance et commandées de nous et nos successeurs, rois de France, nos dits officiers de nostre cour de parlement ci dessus nommés ne leurs successeurs ezdits offices, ne pareillement leurs femmes et enfants durant leur viduité et minorité seulement, puissent estre contraints d'aller en leurs persones ne envoyer autres persones pour et en lieu d'eux ne aucuns d'eux nous servir en nos guerres et nos ban et arrière-ban, ne pour ce fixer ne paier aucune somme de deniers, ne pareillement bailler par declaration leurs fiefs, terres, seigneuries, revenus et heritages, puissent pour ce estre prises, saisies, ou mises en nostre main, ou les fruits en estre traités, regis et gouvernés par commissaire ne autrement empeschés, pris, levés ou appliqués à nostre profit, sans ce que nosdits officiers de nostredite cour de parlement, dessus exprimés et nommés, et leurs successeurs ezdits offices, et pareillement leursdites femmes et enfants, durant leurs viduités et minorités seulement, en puissent estre contraints, executés, taxés en aucunes amendes ne autrement molestés, travaillés, ou empeschés en leurs persones, ne en leurs biens meubles, ne en fruits et revenus de leursdits fiefs, terres, seigneuries et heritages, en quelque forme et maniere que ce soit, ainçois de nostredite certaine science, propre mouvement, plene puissance, et de nostre plus ample et plus abondante grace, liberalité

et autorité roiale, avons tous nosdits présidents, conseillers, greffiers civil et criminel et des presentations, advocat et procureur-general et huissiers de nostredite cour de parlement de Bourdeaux faisant et représentant le corps d'icelle nostre cour et leurs successeurs ezdits offices, exempts, quittes et affranchis, et par ces mesmes presentes par singulier, spécial, perpétuel et irrevocable privileges, exemptons, quittons et affranchissons de tous nos ban et arrière-ban ezdits armées et chevauchées, et de non venir ou envoyer servir au fait de nosdites guerres, en quelque maniere que ce soit, ne pareillement leursdites femmes durant leur viduité et leurs enfants durant leur minorité seulement. Et enfin qu'aucuns n'en puissent ou doibvent au temps à venir pretendre aucune cause d'ignorance, et que ledit privilege, grace et liberalité que leur faisons puissent estre notoires, voulons en outre et nous plaît que cesdites presentes soient letüs, publiées et enregistrées en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, et ez cours, jurisdictions et auditoires de tous baillifs et seneschaux de nostre roiaume, où il appar-tiendra et mestier sera.

Si donnons en mandement à nostre très cher et très amé oncle et cousin le duc de Bourbonnois et d'Auvergne, connestable de France, à tous lieutenants, mareschaux, admiral et maître des arbalestiers, et grand seneschal de Normandie, au prevost de Paris, baillif de Vermandois, Rouën, Amiens, Touraine, Berry, Caux, Caen, Costantin, Evreux, Gisors, Sens, Troie, Chaumon, Vitry, Senlis, Meaux, Mante, Melun, Chartres, Mascon, Dijon, Auxois, Chaalon, Auxerre, Lamontagne, Saint - Pierre - le - Moustier

Monferran, Tournay et Tournesis, Aulnis Vivarés, Velai, Gevaudan, et les montagnes d'Auvergne; seneschaux de Guiene, Poitou, Anjou, le Maine, Saintonge, Lion, Tholose, Beaucaire, Carcassonne, Artois, Ponthieu, Limosin, les Lanes, Rouergue, Quercy et Perigort : à tous chefs de guerre, capitaines et commissaires, par nous commis ou à commettre pour le fait de nosdits estats et armées, chevauchées, ban et arriere-ban, et à tous nos autres justiciers et officiers presents et à venir, ou à leurs lieutenants et commis et à chacun d'eux en droit soi et comme à lui appartiendra, que tous nosdits officiers du corps de nostredite cour de parlement de Bourdeaux, dessus spécifiés hommes et désignés et leurs successeurs ezdits offices, leur femmes durant leur viduité et leurs enfants durant leur minorité seulement, ils et chacun d'eux en droit soi, fassent, souffrent et laissent jouir et user doresenavant et à perpetuité de nosdite grace, exemption et affranchissement, et de tout l'effect et contenu de cesdites presentes, sans leur faire mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps à venir, aucun arrest, destourbier ou empeschement en leurs persones, en aucun de leurs biens, fiefs, rentes ou heritages, ou autrement, en quelque forme ne maniere que ce soit. Ainçois d'aucuns de leurs fiefs, terres, seigneuries, rentes ou heritages ou de leurs biens avoient esté ou estoient pour ce, pris, saisis ou arrestés ou empeschés, leurs mettent ou fassent mettre incontinent et sans délai à pure, plene et entière delivrance, nonobstant nos ordonnances, cris publics et proclamations que le temps passé ont esté, sont pour le present, et qui pour le temps à venir seront faites

sur le fait de nos ban et arriere-ban, osts, armées et chevauchées, et que par nos letires, mandements ou commissions qui sont ou seront envoyés à cette cause par nosdits successeurs rois de France, soit expressement mandé contraindre toute maniere de gens, exempts et non exempts, privilegiés et non privilegiés, quelqu'exemption ou privileges qu'ils aient de nous ou de nos progeniteurs, ezuelles commissions ou mandements, quand donnés, publiés et exécutés seront, ne voulons, ni entendons nosdits officiers de nostre cour de parlement de Bourdeaux, dessus nommés, estre aucunement compris en nosdits ban, arriere-ban, ost, armées et chevauchées, en quelque forme et maniere que ce soit, et quelconque autre ordonnance, mandement, restrictions ou deffenses, faites ou à faire, sous quelque couleur ou forme de parole que ce soit, ou puisse estre contraires au contenu et effect desdites presentes, lesquelles ne voulons valoir, ne sortir aucun effect contre ne au prejudice du contenu en cesdites presentes, et, quant à ce, imposons silence perpetuel à tous nos procureurs presents et à venir. Et pour ce que de ces presentes on pourroit avoir à besoin en plusieurs et divers lieux, nous voulons et ordonnons en outre qu'au vidimus d'icelles, fait sous scel roial, ou à la copie d'icelle collationnée en nostre cour de parlement de Bourdeaux, plene foi soit ajoustée comme à ce present original, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes sauf à en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Chateaubriant, au mois d'aoust l'an de grace MCCCCLXXXVII et de nostre regne le iv.

Sic signatum : Par le Roi. Les comtes DE BEAUJEU et DE VENDOME, les sires DE CURTON, LA TRIMOUILLE, GRIMAUULT, et LASALEQUENAUT et autres presents. PARENT. Visa, contentor. J. DUBAN, et scelé en quetie à cire verte et las de soie (p. 34).

4 mars 1496.

Lettres de Charles VIII, du iv mars MCCCCLXXXV, par lesquelles est ordonné que outre la somme de cinq cents livres ordonnée à prendre sur le receveur des amendes pour les menus frais, voyages et nécessités de la cour, icelle cour pourra chacun an prendre sur les deniers des amendes d'icelle jusques à la somme de trois cent livres si tant iceux frais peuvent monter.

16 décembre 1496.

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, à nos amés et feaux conseillers les gens tenants notre cour de parlement à Bourdeaux, salut et dilection.

Recetie avons l'humble supplication de nostre amé et feal conseiller et advocat en nostredite cour de parlement M^e Jan Chambon contenants que pour et afin qu'il ait mieux de quoi vivre et soi entretenir le temps à venir, il se mesleroit et entremettrait volontiers de postuler en nostredite cour pour les parties privées, en ce qui ne concerneroit nos droits et nos affaires, ainsi qu'ont fait ci devant ses predecesseurs audit office, mais il doute que s'il n'avoit sur ce nos lettres de congé, licence, ou permission, on lui en voulust ci après aucunes choses imputer, reprocher, ou demander, en

nous requerant humblement icelles. Pour ce est-il que nous, inclinants liberalement à la supplication et requeste de nostredit conseiller et advocat suppliant, en faveur et recognoissance de plusieurs bons et agreables services qu'il nous a par ci devant fait en plusieurs et diverses manières et fait chacun jour audit office de conseiller et advocat, et pour autres causes à ce nous mouvants, à icelui avons donné et octroïé, donnons et octroïons de grace speciale, par ces presentes, congé, licence et permission qu'il puisse et lui loise postuler doresenavant en nostredite cour de parlement pour les parties privées, ez choses qui ne toucheront et ne concerneront nos droits et affaires sans ce qu'aucune chose lui en puisse estre ores ne pour le temps à venir imputée, reprochée ou demandée en quelque manière que ce soit.

Si vous mandons, commandons et enjoignons que de nosdites presentes, grace, congé, licence, et permission vous faites, souffrés, et laissés ledit suppliant jouir et user doresenavant pleinement et paisiblement, sans en ce lui faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, en aucune manière. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconque ordonnance, mandement, ou deffense à ce contraires.

Donné à Amboise, le xvi jour de decembre, l'an de grace MCCCCLXXXxvi, et de nostre regne le xvi.

Signatum in margine : Par le Roi. Les sieurs DE GYÉ, mareschal de France; M^e Jan de Pierrepont, JAN maistre des requestes ordinaires et autres présents. RAGUENEAU.

Lecta, publicata, et registrata in parlamento Burdi-

galæ vii mensis januarii, anno Domini MCCCCLXXXVII.
(p. 38).

13 avril 1497 (¹).

Autres lettres confirmatives des susdites à Bourdeaux, au mois de mars MCCCCLXI. Confirmation en latin des susdites lettres à Caynone, au mois de mai MCCCCLXXXVIII.

Confirmation en latin des susdites à Blois, au mois de mars MCCCCLXXXVIII, de son regne le premier.

Enregistrées en parlement de Bourdeaux, le xx décembre, l'an de grace MCCCCLXXXIX.

13 avril 1497.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut :

Comme par le décès de feu de très noble memoire le roi Charles VIII de ce nom, le très chretien roiaume de France nous soit venu et echeu, lequel de tout nostre pouvoir desirons conserver et augmenter en honeur ; garder et entretenir les libertés et franchises de l'eglise, soulager et supporter le peuple et icelui faire vivre en paix et tranquillité, pour quoi faire soit necessaire justice regner et y avoir cours, par laquelle, comme principale vertu, les roiaumes, principautés et monarchies sont conservées et entretenues, les bons preservés, les mauvais punis, l'eglise honorée et le peuple defendu de toutes violences et oppressions,

(¹) Confirmations relatives aux privilèges de Bourg. V. *suprà*, p. 113.

pour laquelle justice exercer et administrer les très chrestiens rois de France, nos predecesseurs et progeniteurs, aient de tout temps et ancieneté créé et institué la cour de parlement, cour souveraine et capitale de ce roiaume, composé de cent personages, tant clerks que laïcs, en ce compris les douze pairs, pour en icelle estre discutées et déterminées en dernier et souverain ressort les matières qui touchent le droit de nous et de la couronne de France, les regales, les causes qui touchent les pairs, archevesques, evesques et autres grandes causes et matières et generalement toutes les appellations qui sont interjettées en icelle, et punir tous les abus commis et perpetrés sous couleur de justice, en laquelle soit necessaire estre pourveu de grands et notables personages, scavants, experimentés et pleins de bonne preudhomie pour faire et administrer justice à nos subjets.

Scavoir faisons que nous considerants le grand bien et utilité qui est par ci devant et de tout temps advenu à ce roiaume par la continuation et entretenement de ladite cour, deuement informés des science, litterature, preudhomie et grande esperience, et pour consideration de grandes louables vertus et services qui ont fait et font chacun jour à nos predecesseurs et à nous, et à toute la chose publique de ce roiaume, les personages contenus en un role à nous presentés, signé et expédié en nostredite cour, duquel role la teneur s'ensuit :

Les noms des presidents, conseillers, greffiers, notaires et autres officiers de la cour de parlement, commençant l'an mccccclxxxvii.

M^o Pierre Cotûardy, premier president; Thibault,

Baillet, Robert Thibault, Jan de Gaunay, Guillaume de La Haye, extraordinaire president; Nicole de Hacqueville, Estienne Bouchier, Jan Rolin, presidents des enquestes.

Conseillers clerks: M^{rs} Pierre Nambourg, Jaques Chambellan, Pierre Cerisai, Jan Picard, Pierre Bougny, Albiac, Jan Malingre, Guy Arbaleste, Philippe Fournier, Nicolas Bouchet, André Crein, Christoffe Dubec, Tristan de Fontaines, Germain de Gaunay, Michel Gaillard, Jan Corbie, Christoffe Duhautbois, Jan Gaignon, Antoine de Paris, Jan L'Enfant, Germain Volant, Jan Briçonet, Jan de Vignancour, Jan d'Espinay, Pierre de Legendre, Louis Dorille, Louis Juvenel, Jan Briçonet, Jan Franche, Antoine Descars, Guillaume Rosé, Claude Deschanges, Jan Bouchier, Imbert de La Plantiere, Louis Picot, et l'office de conseiller clerk de présent vacant par le trespas de M^e Enjorran Ra, auquel n'a encore esté pourveu par le Roy.

Conseillers lais: M^{rs} Martin de Bellefaie, Jan Bouchard, Guillaume Alegrin, Jan Pelien, Estiene Dubois, Jan Bermon, Emond L'Enfant, Philippe Simon, Philippe Bery, Jan de La Place, Michel Boulangier, Pierre Ventadour, Michel Eymeret, Pierre Goignant, Jan Angenost, Philippe Bandre, François Chambon, Guillaume Besançon, Nicolas Corbie, André Baudry, Jan Bouchier, Jan de La Haie, Jan Hurault, Jacques d'Auriol, Nicolas Pichon, Michel Bonet, Philippe Turcan, à la charge que Pierre Turcan, son père, aura et prendra les gages dudit office sa vie durant et retournera audit office si son fils va de vie à trepas, selon ce qu'il a pleu ordonner et qu'il est contenu au

registre de ce faisant mention, Raimond Turquan, Germain Chastelier, Élies Delivre, Jan de Plantes, à la charge que M^e Philippe de Plantés, son père, prendra les gages sa vie durant et retournera audit office si son fils va de vie à trepas, suivant le plaisir du Roi; Jan Potart, René Frère, Pierre Le Clerc, Gervais de Fesné, aux conditions que son père prendra les gages sa vie durant et retournera audit office si son fils va de vie à trepas, suivant le plaisir du Roy; l'office de conseiller lai vacant par la forfaiture, deue-ment déclarée par arrest de la cour de ceans, contre M^e Arnault Charreuls, Jan l'Esprevier, tenant l'office de president aux enquestes, combien qu'il soit homme lai et n'ait office de conseiller clerc qui est directement contre les ordonnances roiaux, auquel office de president Charles Haubois a esté receu.

Grefiers : M^e Pierre Cerisay, protonotaire du Roy et greffier de la cour; Dominique Gasquet, greffier des presentations; Jan de Lance, greffier criminel.

Notaires : Jan Le Camus, André Reinault, Morelet de Meseau, Jan Parent, à la charge de l'opposition faite par M^e Jan de Vignancour, conseiller du roy en ladite cour à la reception dudit Parent.

Huissiers : 14 N...

Jan Le Maistre, advocat civil; Jan L'Huilier, procureur-general, Guillaume Volant, advocat criminel du Roy, et N..., receveur ordinaire des gages de la cour, et les huit maistres de requestes ordinaires de l'hostel du Roy, qui de tout temps et ancieneté sont du corps de la cour: S. David, C. Lavernade, G. Danet, C. Depots, Jan Prepon, Adam Fumée, Christoffe Carmonie, C. Gaillard. Ainsi signé: CERISAIE.

Iceux nommés audit role et chacun d'eux ez qualités et offices ezquels ils sont ci-dessus nommés pour les causes dessusdites, mesmement qu'ils ont longuement et continüellement servi ezdits offices et en plusieurs ambassades et affaires de nostre roiaume, ezquels ils ont esté employés, en quoi ils ont souffert de grands penes et travaux, et pour plusieurs autres causes et justes considerations qui à ce nous ont peu et deub, peuvent et doibvent mouvoir avons de nostre certaine science, propre mouvement, plene puissance et autorité roiale retenue et retenons ezdits estats et offices de nostredite cour de parlement et en iceux les avons confirmé et confirmons et lesdits estats et offices leur avons donné en tant que mestier est pour nous y servir doresnavant et en jouir par lesdits denommés audit role et chacun d'eux à tels et semblables honeurs, prerogatives, preeminences, franchises, libertés, gages, manteaux, apresdisnées et autres biens, droits, profits, et emoluments qu'ils et chacun d'eux et leurs predecesseurs à cause de leursdits estats et offices chacun en droit soi en ont joui au temps passé et à l'heure du trepas du feu Roy, que Dieu pardonne.

Et à ce que nostredite cour de parlement soit à l'advenir reduite à son ancien nombre, voulons et ordonnons que ledit M^e Guillaume de La Haie, quart president, jouisse sa vie durant dudit office et estat comme extraordinaire sans ce que par son decès, resignation ou autre vacation ledit office soit vacant ou impetrable et lequel dès à present et pour lors nous avons supprimé et supprimons. Et en tant que touche M^e Jan Esprevier et attendu son ancien aage et qu'il a esté receu par nostredite cour, voulons que sa vie durant

il jouisse dudit office et après son trepas M^e Charles Hautbois, sans que doresenavant aucun puisse impreter aucun desdits offices de president ez enquestes, sinon qu'il soit conseiller clerc en nostredite cour en ensuivant les ordonnances faites par nos predecesseurs rois de France. Et avec ce voulons et ordonnons que les nommés audit role qui ont accoustumé tenir les requestes de nostre palais, les greffiers et huissiers desdites requestes tiennent la justice et juridiction et exercent leurs offices ezdites requestes, ainsi et par la forme et maniere qu'ils ont fait par ci-devant, et en outre qu'en faisant par les dessus nommés en nostredite cour de parlement ez mains des presidents d'icelle le serment de nous bien et loiaument servir en leursdits estats et offices, chacun en droit soi, en gardant les ordonnances roiaux et anciens statuts d'icelle, ils et chacun d'eux jouissent pleinement et paisiblement de leursdits estats et offices, ensemble des honeurs, prerogatives, preeminences, franchises, libertés, gages, manteaux et apresdinées et autres droits, profits et emoluments accoustumés et auxdits estats et offices appartenants, et que leurs scedules des *debentur* leur soient deuement expédiées par nos amés et feaux gens de nos comptes, et lesdits gages, manteaux, et apresdisnées paient et continuent doresenavant et à tousjours par ledit N..., receveur des gages de nostre cour de parlement et ses successeurs audit office. Et en outre que les presidents des enquestes, requestes, greffiers civil des presentations et criminel et premier huissier soient doresenavant païés des amendes qu'ils ont accoustumé prendre et avoir par les mains du receveur des amendes et depuis par le changeur de

nostre tresor par la reunion qui a esté faite dudit office, tout ainsi et en la forme et maniere qu'ils ont accoustumé, nonobstant que l'on vouloist dire l'octroi qui leur en avoit esté fait, estre expiré, ce que ne leur voulons nuire ne prejudicier et en tant que mestier seroit leur avons de nouvel donné et donnons pour les causes dessusdites pour en jouir par eux, le temps à venir, et en estre païés par ledit changeur du thresor ou receveur des amendes, auxquels nous mandons ainsi le faire et sans qu'iceux presidents, conseillers, greffiers et premier huissier soient tenus en lever et obtenir de nous autres lettres et qu'icelui changeur du thresor et ses successeurs audit office parce qu'ils recevront desdites amendes fournissent et paient les mesmes necessités et affaire de nostredite cour, ainsi qu'il a esté fait au temps passé et sans que lesdits presidents, conseillers, greffiers et autres officiers de nostredite cour, ne pareillement ledit N..., changeur du thresor, receveur des amendes d'icelle nostredite cour, ne aucuns d'eux seront tenus ne que leur soit besoing obtenir autres lettres de nous et en rapportant cesdites presentes ou vidimus d'icelles, faits soubz scel roial, pour une fois seulement, avec lesdites scedules des *debentur* et quittances desdites amendes, avec certification dudit greffier de ce qui aura esté mis et employé pour les mesmes necessités et affaires de nostredite cour; nous voulons et ordonnons tout ce qui en aura esté païé, baillé et delivré, estre alloué ez comptes et rabatu des receptes desdits N..., receveur et changeur du thresor, et leurs successeurs auxdits offices et de chacun d'eux, par nos amés et feaux gens de nos comptes, auxquels nous mandons et expressivement

enjoignons ainsi le faire sans aucune difficulté, nonobstant quelconque ordonnance, mandements, reservations et deffense à ce contraires. Et pour ce que de nos présentes on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers endroits, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait soubz scel roial, pleine foi soit adjoustée comme à ce present original; en temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Blois, le XIII jour d'avril l'an de grace MCCCCLXXXVII, avant Pasques et de nostre regne le premier.

Sic signatum: Par le Roy. Les comtes DE FOIX, DE LIGNY, les archevesques de Rouan et de Bourges, les sires DE GYÉ, mareschal de France; DE GRAVILLE, admiral, et DE CLERIEU et autres presents. ROBERTET (p. 29).

16 juillet 1497.

CHARLES, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux que ces presentes lettres verront, salut.

Comme ja pieça, à la requeste de nostre amé et féal conseiller clerc en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, M^e Bertrand Le Piochel ⁽¹⁾, nous eussions pourveu dudit office de conseiller clerc, en nostredite cour, nostre amé et féal conseiller M^e Artus Le Piochel son fils, pour l'avoir, tenir et exercer; l'un en l'absence de l'autre, et le survivant d'eux deus, sans ce que par le trepas du premier decedant ledit office fust vacant ne impetrable, ainsi que plus à plein est

(1) On lit dans le manuscrit : *Prochet*. Il avait été procureur syndic de la ville de Bordeaux (1480-1482), et mourut en 1517.

contenu en nos lettres-patentes sur ce octroïées, au moien desquelles ledit M^e Artus Piochel ait esté receu et institué audit office, et icelui ait depuis exercé et encores à present, et pour ce que depuis aucun temps nous avons fait certaines revocations generales de tels et semblables dons fait de nos offices par survivance, declarant qu'ils seroient au premier pourvus d'iceux et impetrables par leur trepas, quelques provisions qu'en eussions baillées, au moien de quoi ledit M^e Piochel pourroit estre empesché en la jouissance dudit office, après le trepas de son pere s'il lui survivoit, nous, à cette cause, voulant à ce obvier et benignement incliner à la supplication et requeste qui sur ce nous a esté faite par lesdit pere et fils, en faveur mesmement des bons et agreables services qu'il nous a faits tant en l'exercice dudit office que autrement, à icelui M^e Artus, avons pour lesdites causes et autres à ce nous mouvants, et en persistant en nostre premiere provision, derechef et d'abondant donné et octroïé, donnons et octroions de grace singuliere par ces presentes ledit office de conseiller clerc, ou tel droit qu'à la cause dessusdite avoit ou pouvoit avoir sondit pere par la pure et simple resignation qu'à ce jourd'huy en a esté faite en nos mains, par le procureur dudit pere suffisamment fondé quand à ce, voulants que doresnavant ledit fils le tiene, exerce et en jouisse, et en ait et prene les gages, droits, profits, et emoluments accoustumés et qui y appartiennent sans ce qu'au moien de ladite revocation il puisse estre molesté en aucune maniere; et neanmoins de nostre plus ample grace, plene puissance et autorité roiale, nous aiant regard au long temps que M. Bernard Piochel,

pere, a tenu et exercé ledit office, en quoy il s'est toujours honnestement gouverné et conduit, voulants par ce l'en remunerer et privilegier aucunement, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, s'il survist à sondit fils, qu'en ce dit cas ledit office lui retourne, demeure et appartienne incontinent ledit trepas de sondit fils advenu, et en jouisse en tous tels droits et prerogatives qu'il a par ci-devant fait, lequel office nous lui avons des maintenant pour lors reservé et donné, reservons et donnons sans ce que le trepas de sondit fils il puisse estre par lui vacant et impe-trable, ne qu'il lui soit besoing obtenir d'autres lettres de don que cesdites presentes, ne à lui ne à sondit fils avoir autre provisions et institution que celle qu'ils ont ja prise.

Si, donnons en mandement à nos amés et feaux, conseillers les gens tenants et qui tiendront nostre cour de parlement à Bourdeaux que nosdits presentes, don, grace, permission et octroi et de tout le contenu en nosdits presentes, ils fassent, souffrent et laissent lesdits maîtres Bertrand, pere, et Artus, fils, et chacun d'eux en son égard, jouir et user pleinement et paisiblement selon et ainsi qu'il est ci contenu et déclaré sans en ce leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait ores ne pour le temps avenir aucun destour-bier ou empeschement en quelque manière que ce soit, lequel, se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, le mettent ou fassent mettre incontinent et sans délai à plene delivrance.

Mandons en outre par cesdites presentes à nos amés et feaux les thresoriers de France, les generaux et conseillers sur le fait et gouvernement de toutes nos

finances et à chacun d'eux, si comme à lui appartient, que par le receveur ou commis à faire le paiement de nosdits conseillers et officiers de nostredite cour de parlement, fassent lesdits gages et droits, audit office appartenants, paier, bailler, et delivrer audit M^e Artus, fils, et après son trepas, s'il est premier decédé, que M^e Bertrand, pere, à icelui M^e Bertrand, père, doresnavant par chacun an aux termes en la manière accoustumée et par rapportant cesdites presentes ou vidimus d'icelles, fait soubz scel roial pour une fois, avec les scedules de *debentur* et quittances sur ce suffisant, nous voulons lesdits gages et droits et tout ce que païé en aura esté, par la maniere ci-devant dite, estre alloués et acompté et rabatu de la recepte dudit receveur ou autre par nos amés et feaux gens de nos comptes, auxquels mandons ainsi le faire sans aucune difficulté; car tel est nostre plaisir, nonobstant que ledit office soit office clerck et que ledit Artus soit homme lai; ladite revocation generale par nous faite desdites survivances, ou quelconques autres lettres, mandemens ou provision dudit office, que ci après pouvions faire par le decès ou trepas de l'un ou de l'autre, pere ou fils, contre ou au prejudice de cesdites presentes et quelconques autres ordonnances, mandemens, restrictions et deffenses à ce contraires, que ne voulons nuire, ne prejudicier, quant à l'effet et accomplissement du contenu en icelles, mais de nostredite grace et autorité y avons derogé et derogeons par cesdites presentes, pour cette fois tant seulement et sans prejudice desdites revocations en autre chose. Car tel est nostre plaisir. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

. Donné à Moulins le xvi jour de juillet l'an MCCCCLXXXVII et de nostre regne le xiv.

Par le Roy : Sire DE GRAVILE, admiral de France et autres presents. Ainsi signé : DUBOIS (p. 37).

Juin 1498 ⁽¹⁾.

LOUIS, par la grace de Dieu, roi de France, scavoir faisons à tous presents et à venir, nous avoir receu l'humble supplication de nos chers et bien amés les bourgeois, manants et habitants de nostre ville de Libourne en nostre païs et seneschaussée de Guiene, contenant que par nos predecesseurs rois de France, leur ont esté donnés et octroïés plusieurs beaux et grands privileges, coustumes, usages, libertés, franchises et exemptions qui leur furent et ont esté confirmées par feu nostre très cher seigneur et cousin le roi Charles, que Dieu pardonne, et d'iceux ont tousjours joui et usé et encore font de present paisiblement et sans aucun contredit, lesquels suppliants, qui tantost après le trepas de nostredit feu seigneur et cousin ont envoyé devers nous les par eux delegués pour nous rendre obeissance et subjection qu'ils nous doibvent et sont tenus faire, nous ont supplié et requis que nostre plaisir soit leur confirmer iceux privileges, usages, coustumes, libertés, franchises et exemptions et sur ce leur impartir nos grace et liberalité. Pour ce est il que nous considerants la bonne grande et ferme loiauté et obeissance que lesdits suppliants ont d'ancieneté eue et demonstrée par effect à nosdits predecesseurs rois et à la courone de France, sans y avoir

⁽¹⁾ Voir *suprà*, p. 110.

espargné corps ne biens, voulant par ce les favorablement traiter et iceux entretenir en leurs dits privileges, libertés, franchises, usages et coustumes, et pour autres considerations à ce nous mouvants, à iceux suppliants avons confirmé, ratifié, loué et approuvé, et par ces presentes de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance et autorité roiale, confirmons, ratifions, louons et approuvons tous et chacuns lesdits privileges, coustumes, usages, franchises, libertés et exemptions à eux concedés et octroïés par nosdits predecesseurs, dont ils pourront faire et fairont apparoir, quand besoing sera et desquels ils ont par ci devant et d'ancieneté detüement et justement joui et usé. Si, donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amés et feaux gens de nostre cour de parlement à Bourdeaux, gens de nos comptes et tresorier à Paris, generaux par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de nos finances, au seneschal de Guiene et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenants presents et à venir et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que de nos presents grace, ratification, approbation et confirmation ils fassent, souffrent et laissent lesdits suppliants et leurs successeurs jouir et user pleinement et paisiblement sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre mis ou donné, ores ne pour le temps à venir, aucun arrest, destourbier, ou empeschement au contraire en quelque maniere que ce soit, lequel se fait, mis ou donné leur estoit, l'ostent et mettent, ou fassent oster et mettre incontinent et sans delai à plene delivrance et premier estat et deub. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à besogner en plusieurs

et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait sous scel roial, foi soit adjoustée comme à ce present original, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours mais, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Compiègne, au mois de juin, l'an de grace MCCCCLXXXVIII, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé sur le repli : Par le Roi, vous, archevesque de Rouën, le sire de Gyé, mareschal de France et autres presents. ROBERTET. Visa, contentor, BUDE (p. 43).

AUTRE REGISTRE

Du 19 février 1499 au 24 juillet 1521.

Lettres-patentes de Louis, roi de France, données le XIX^e jour du mois de febvrier, l'an de grace MCCCCLXXXIX de son regne le deuxieme, par lesquelles ledit seigneur permet que les grefes des seneschaussées et les sceaux de justice, ensemble les geoleries et prisons, soient baillées à ferme à son profit, comme estant de son vrai domaine.

Lecta, publicata et registrata, absque tamen per dictas litteras comprehendo grafariatus supremarum curiarum hujus regni, pariterque omnes graphariatus clausura palatii, et ad onus dictas fermas tradendi secundum tenorem LXIX articuli ordinationum per dominum nostrum regem, anno MCCCCLXXXIX edictarum, Parisiis in parlamento, die XIII mentis augusti, anno Domini MDV. PICHON.

Similiter lecta, publicata et registrata in camera computorum domini nostri Parisiis, die xx augusti anno supradicto. DE BLANC.

Pariter, lecta, publicata et registrata in curia parlamenti Burdigalæ, die xxvii mensis maii anno Domini MDVIII. MARCILLAC.

Autres lettres de Francois I, du viii jour de juillet l'an de grace mxxi, par lesquelles est ordonné qu'ils ne seront plus baillés à ferme. Enregistrées au parlement de Bourdeaux, le xxiv jour de juillet l'an de grace mxxi (p. 38).

9 janvier 1510.

Lettres de Louis, roi de France, du ii novemb. mxx et de son regne le xiii, par lesquelles ledit seigneur veut que le scel qui sera doresnavant pris et achepté au grenier à sel de Libourne, qui est du vrai et ancien domaine, et duquel on y aura païé les droits et devoirs accoustumés, soit conduit, mené et distribué par les marchands qui y auront chargé aux lieux et places ou par ci devant l'on a accoustumé le distribuer et vendre, sans exiger aucun tribut, subside, ne autre exaction en la manière accoustumé d'ancieneté.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, die ix januarii, anno Domini mxx. MARCILLAC (p. 38).

18 octobre 1511.

Lettres de Louis XII, du xviii octobre mxxi, par lesquelles il veut qu'il n'y ait que huit rapporteurs

et referendaires des lettres de la chancellerie, auquel nombre il les avoit restreint dès le **xxi** avril **mdiii**. Enregistrées au parlement de Bourdeaux avec les modifications, le **xviii** novembre **mdxi** (p. 47).

6 mars 1512.

Louis, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme nostre très cher et amé cousin, le duc de Longueville, gouverneur de nos païs et duché de Guiene, par nostre ordonnance et commandement et pour donner ordre aux affaires de sondit gouvernement ezquelles il eust trouvé aucuns criminels et malfaiteurs, lequel usant des droits qu'il avoit entendu que ses predecesseurs gouverneurs de nosdits païs et duché avoient joui et usé, et ignorant certaine ordonnance par nous faite, par laquelle avons interdit et deffendu à tous gouverneurs de ne donner aucunes graces ne remissions, il a fait mettre hors de nos prisons, ez quelles ils estoient detenus ou s'estoient rendus, à ses entrées en sesdites viles et cités de son gouvernement, et leur a donné lettres de remission, lesquelles ont esté presentées aux juges des delinquants auxquelles elles estoient adressantes, qui ont fait et font difficulté proceder à l'interinement d'icelles, obstant nostredite derniere ordonnance sur ce fait, au très grand interêt et dommage de ceux qui ont pris lesdites remissions, auxquels en faveur de nostredit cousin, et attendu qu'il n'a fait en cet endroit qu'user des droits et prerogatives que sesdits predecesseurs, gouverneurs avoient accoustumé d'user, nous voulons

bien leur subvenir et pourvoir de remede convenable. Scavoir faisons que nous, ce consideré, desirants pour les causes dessusdites et autres bonnes et grandes considerations à ce nous mouvants, les graces et remissions ja faites et octroïées par nostredit cousin à sadite entrée en sondit gouvernement en nosdits païs et duché de Guiene, en l'année dernière, sortir leur plein et entier effect, avons dit et déclaré, disons et declarons, voulons et nous plaist, sans prejudice des precedentes ordonnances pour l'advenir ne ce puisse estre tiré à consequence, que toutes et chacunes lesdites graces et remissions ja données et octroïées par nostredit cousin en nostredite vile et cité de Bourdeaux et austres viles, cités et places de son gouvernement, soient interinées par nos juges auxquels elles ont esté adressées, et en la jurisdiction desquelles les cas ont esté commis et perpetrés, et sortent leur plein et entier effect et soient interinées, tout ainsi que par nous ou nostre amé et feal chancelier avoient esté données et octroïées, pourveu toutefois qu'ezdites graces et remissions ne soit question de crime de leze majesté, guet à pan, rapt ou faulse monoie; nostre ordonnance ci après demeurant en sa force et valeur. Si, donnons en mandement par ces presentes à nos amés et feaux conseillers tenants nos cours de parlement, baillifs, seneschaux et autres nos juges auxquels lesdites graces et remission de nostredit cousin seront presentées, qu'icelles, soubz les modifications et restrictions ci dessus apposées, ils interinent et d'icelles fassent jouir et user ceux qui les auront obtenues et impetrées de nostredit cousin, de point en point, selon leur forme et teneur, sans pour raison des cas pour

lesquels ils auront pris remission de nostredit cousin leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, aucun destourbier ou empeschement, lequel se fait, mis ou donné leur estoit, le leur fasse mettre à plene delivrance, car ainsi nous plait il estre. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes.

Donné à Blois, le vi jour de mars, l'an de grace **MDXI** et de nostre regne le **xiv**. Signé : Par le Roi, **ROBERTET**. Scelé de cire jaune en double queue (p. 38).

16 août 1513.

Lettres de Louis, roi de France, données à Amiens, le **xiv** jour d'aoust l'an de grace **MDXIII**, par lesquelles le Roi ordonne que le duc de Valois, comte d'Angoulême, son fils, gouverneur de Guiene, et au sire de Lautrec, lieutenant-general en absence de sondit fils, puissent doresnavant, en temps de guerre, avoir la cognoissance du transport des vivres hors le gouvernement et des abus qui se pourroient commettre auxdits transports, et en faire justice et punition, sans ce que la cour de parlement en puisse entreprendre aucune cour, jurisdiction, ne cognoissance (p. 38).

4 décembre 1513.

Lettres de Louis, roi de France, du **iv** decembre **MDXIII**, par lesquelles le Roi declare qu'en suivant l'arrest du parlement de Bourdeaux, que les pescherries qui de tout temps ont esté sur la rivière de Dordogne et qui ont esté abbatües, seront refaites en laissant un

passage suffisant pour les bateaux en suivant l'avis des nautoniers experts.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ die xvii mensis januarii anno Domini m^odxiii. MARCILLAC (p. 38).

14 décembre 1513.

DU CAHIER DES MERCURINES, SOUS COTE : JESUS (1).

Du mercredi 14 decemb. 1513, arrêté les Chambres assemblées.

Que seront punis les revelants les secrets de la cour.
Congé sans assembler les Chambres ne se donnera pour aller en commission.

Adjournements personnels ne se bailleront contre les pauvres gens et miserables personnes.

Que pièces et informations ne se prendront par les mains des huissiers, ains seront distribuées et baillées au greffier pour estre distribuées par le président.

Ceux de la chambre des enquêtes ne viendront en la grand chambre, et s'il y a aucune requeste qu'il faille rapporter en leur chambre, le greffier y montera pour les expedier.

Aussi ne rapporter aucune requeste après sept heures si ce n'est qu'elle soit de grande importance.

Aussi pour taxer despens les commissaires contraindront le procureur de partie adverse contre qui la taxe

(1) Ce passage se trouve dans une deuxième partie du manuscrit intitulé : *Articles utiles et nécessaires faits par l'avis et délibération de la cour pour la conservation des ordonnances, bien de justice, et expédition d'icelle.*

se fait par prise de corps, si besoin est, comparoistre par devant eux et se taxeront parlants les commis et députés ensemble.

Aussi aux quinzaines chacun y viendra ou faira venir en son lieu sous pene de perdition des gages pour ledit jour, et ne seront en la grand chambre ceux des enquestes si n'est pour maladie ou autre cause.

Aussi les arrests definitifs seront faits en la chambre des enquestes par le rapporteur en latin et au greffe ne se prendra si grand salaire, mais le rapporteur aura davantage taxe d'espèces.

Aussi les arrests avant estre prononcés seront par le rapporteur portés au president après qu'ils auront esté arrestés, et lui et le rapporteur le corrigeront, et le lendemain le liront sur le bureau.

Aussi arresté que les informations soient rapportées devant l'un des presidents, et à tout le moins seront cinq presents.

Aussi que les enquestes faites incontinent qu'elles seront grossoriées, grosse et minute seront mises au greffe.

Aussi que des procès qui seront baillés à vuider soit au criminel ou civil en fairont registre ceux à qui ils seront distribués, afin qu'il ne se perde rien tant du jour qu'ils les recevront que du jour qu'ils rendront, et autant en sera tenu faire le greffier.

Aussi a esté ordonné que les extraits se fairont par les mains du rapporteur reservé quand seront malades ou maladifs, auquel cas nommeront leurs clerks et auront les pièces devant eux, et incontinent retireront lesdits extraits.

Aussi que depuis la Saint-Martin jusques à Pasques

les presidents estants en l'audience porteront manteaux et mortiers, et les conseillers en tout temps en l'audience porteront chaperons courts.

Aussi tous les presidents et conseillers de ladite cour en tout temps quand entreront en icelle porteront robe de drap, et à la prononciation des arrests robe d'escarlate, autrement leur sera l'entrée de la cour déniée.

Les presidents et conseillers lais quand entreront en ladite cour auront leurs chaperons longs, et les clerks leurs chaperons courts, comme ont de coutume.

Item, quand aucun president ou conseiller aura procès, il plaidera par advocat et procureur et se leverà et s'il est baillé par eux aucune requeste incontinent icelle baillée et commencée à rapporter seront tenus sortir sans attendre que l'on leur die afin que sur ladite requeste on puisse deliberer et ce à pene arbitraire.

Aussi ordonne que deux des huissiers seront en deux barres du parquet de l'audience et un autre à la porte sans vaquer, pour faire faire silence sans aller signifier aucune requeste pour les parties (p. 73).

Janvier 1514⁽¹⁾.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, scavoir faisons à tous presents et à venir, nous avoir receue l'humble supplication de nos chers et bien amés les bourgeois, manants et habitants de nostre vile de Libourne, en nostre païs et seneschaussée de

(1) V. *suprà*, p. 110, 133.

Guiene, contenant qu'en l'an MCCCCLXXXIII ils obtinrent de feu nostre très cher seigneur et cousin, le roi Charles VIII de ce nom, et en l'an MCCCCLXXXVIII de feu nostre très cher seigneur et beau-pere le roi Louis dernier, decedé, que Dieu absolve, lettres-patentes en forme de chartres, scellées de leur grand scel en las de soie de cire verte, declaratives et confirmatives des privileges, usages, coustumes, franchises, libertés et exemptions par eux et nos autres predecesseurs rois donnés, confirmés et approuvés auxdits bourgeois, manants et habitants desquelles lettres successivement la teneur s'ensuit : CHARLES (voy. octobre 1461).

Desquels privileges, usages, coustumes, exemptions, franchises et libertés ils ont toujours joui et usé et encore de présent jouissent paisiblement, lesquels suppliants, advertis du décès de nostredit feu seigneur et beau-pere, ont bientost après envoié devers nous leur commis et deputed à ce pour nous rendre obeissance et subjection qu'ils nous doibvent et sont tenus faire, nous suppliants et requerants qu'il nous plaise leur confirmer leursdits privileges, usages, coustumes, franchises, libertés et exemptions et sur ce leur impartir nostre grace. Pour ce est il que nous considerants la bonne et grande loiauté et obeissance que lesdits suppliants ont de touté ancieneté eue envers nosdits predecesseurs, inclinants liberalement à la supplication et priere de nostre très chere dame et mère, que de ce, très justement en faveur desdits suppliants, nous a prié et requis, bien records et memoratifs des bons, louables et grands services qu'ils ont par ci-devant fait au fait des guerres audit feu seigneur et beau-pere et à nous, sur les marches de Navarre,

et qu'esperons qu'ils fairoient doresnavant, voulants favorablement les traiter et entretenir en leursdits privileges, exemptions, usages, coustumes, franchises et libertés, et pour autres considerations à ce nous mouvants, à iceux suppliants avons confirmé, ratifié, loué et approuvé et par ces presentes de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance et autorité roiale confirmons, ratifions, louons et approuvons tous et chacuns leurs privileges, usages, coustumes, franchises, libertés et exemptions dessus declarées, à eux concedées et octroyées par nosdits predecesseurs, dont ils ont deurement et justement joui et usé, jouissent et usent de present, et tout ainsi qu'il est contenu et mandé faire par lesdites lettres.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement de Bourdeaux, gens de nos comptes, thresoriers à Paris, generaux conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de nos finances, au seneschal de Guiene et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenants, presents et à venir et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que de nos presents, grace, ratification, approbation, et confirmation ils fassent, souffrent et laissent lesdits suppliants et leurs successeurs jouir et user pleinement et paisiblement sans leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps à venir, aucun arrest, destourbier ou empeschement à ce contraire en aucune maniere. Et se fait, mis ou donné leur estoit, le mettent, et ostent, ou fassent oster et mettre incontinent et sans delai à plene delivrance et premier estat et deub. Et pour ce que de ces pre-

sentes on pourra avoir à besoigner en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait soubz scel roial, foi soit adjoustée comme à ce present original. Et afin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Paris au mois de janvier l'an de grace MDCIV et nostre regne le premier.

Ainsi signé : Par le Roi, DU TILLET. Visa, contentor, BACESTE. Et scellé du grand scel dudit seigneur, de cire verte, à double queue de las de soie pendant, en forme de chartres.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ xxvii die mensis martii anno Domini MDCIV, ante Pascha (p. 40 et 44).

Articles de la manière des procédures qui se font en la cour de parlement tant en l'audience de la Cour qu'ez affaires concernant les droits des gens du Roi.

Premièrement en tant que touche le fait desdites audiences en la cour on plaide en hyver : le lundy, le mardy et le jeudy au matin, et jamais ledit temps d'hyver on y plaide après-disner en audience publique, mais aucunes fois à huis clos, par ordonnance de la Cour, quand le cas y escheoit, ainsi qu'il plaist au president de donner audience.

Item, en esté, on plaide en ladite cour lesdits jours de lundy, mardy et jeudy et davantage les mardy et vendredy après-disner, par audience publique, et si

au jour de jedy cheoit quelque feste on plaide le vendredy au matin.

Item, ez quelles audiences se depeschent, le lundy et le mardy au matin, le role des baillages tant qu'il peut courir chacun selon son assignation jusques à neuf heures du matin, après lesquels neuf heures, s'appellent les defauts par deux huissiers; lesquels defauts appelés aucunes fois se plaident des causes selon l'exigence des cas et semblablement s'appellent les procès par escrit par l'ordonnance dudit president, qui en baille l'audience comme il lui plait, en toutz lesdits jours, avant le role ou après entre lesdits defauts et role.

Item, le mardy, après-disner, et le vendredy, après-disner en esté, semblablement le jedy matin, esté et hyver, se plaident les causes des appellations verbales et autres causes extraordinaires survenants à ladite Cour, qui ne sont point des roles desdits baillages enrotulés par l'audience qui se baille par le president.

Item, et est à scavoir que des causes qui n'ont point esté expediées ezdits roles, durant le parlement, si elles ne sont reservées avant la Saint-Martin à estre mise en quelque role, elles ne se doibvent point despacher, sinon au role de l'autre parlement ensuivant, selon son baillage, ou qu'elles aient esté reservées devant la Saint-Martin, pour les mettre en quelque role; ce qui se fait aisement par une simple requeste que baille la partie à la Cour ou à MM. les presidents, le parlement vacant pour reserver lesdites causes et les mettre en quelque role.

Item, et au regard du fait des gens du Roy, ils sont tenus d'assister à toutes les plaideries, tant pour

despescher leur causes qu'ils ont à chacuns baillages au nom dudit seigneur, qu'aussi pour ouïr les autres plaideries pour scavoir s'il y a rien qui touche le Roi ou le bien de la chose publique.

Item, et si les gens du Roy veulent en plaidant que les parties disent quelque chose qui touche le Roy, ou la chose publique, ou que la matière leur touche, un se leve, et un d'entre eux requiert d'estre ouï pour le procureur general, ou que les matières leur soient monstrées pour en venir dire, et que cependant tout demeure en surseance, à quoi ils sont volontiers ouïs sans en faire difficulté.

Item, davantage si les parties ou leurs advocats disent ou alleguent quelque chose qui ne soit recevable ou qui soit contre les arrests et autorité de la Cour ou qu'ils parlent irreverement, lesdits gens du Roi le remontreront publiquement à la Cour et en requerront la correction, de quoi ils sont ouïs par la dite Cour.

Item, quand il y a quelque plaidoié en matière d'excès, entre deux parties, on a acoustumé avant la plaidoirie faire venir les charges et informations par les gens du Roy, et après que la plaidoirie est faite c'est à scavoir la demande pour le demandeur et la deffense pour le deffendeur, et avant que repliquer, les gens du Roy rapporteront à la Cour les charges et informations, et prennent les conclusions, et après les parties repliquent, et ne se donnent point adjournements personnels sur aucunes informations que prealablement lesdites informations ne soient monstrées aux gens du Roy et qu'ils aient requis, car avant que veoir lesdites informations par la Cour elles sont monstrées auxdits gens du Roy.

Item, semblablement, si ez chambre des requestes la cour veoid qu'en visitant quelque procès, il y ait quelque chose qui touche le Roy ou la chose publique ou qu'il y ait quelque abus par les juges ou parties ezdits procès dont les gens du Roi n'ont esté advertis, avant que juger le procès il le faut monstrier aux gens du Roi, lesquels après en vont prendre ezdites enquestes, leurs conclusions qu'ils verront estre à faire.

Item, et depuis qu'il y a une appellation relevée à la Cour, que l'appellant veut acquiescer, soit qu'il eut lettres roiaux pour ce faire ou non, il n'y est jamais receu sans le consentement du Roy et qu'il n'ait signé la scedule audit acquiescement, pour laquelle ne lui appartient et n'en doibt rien prendre, et s'il a esté procedé en la cause d'appel outre la presentation ne le doibt passer sans lettres roiaux expres sinon au cas des causes d'appel audiencées en ladite Cour, qui sont arbitraires à la discretion du president, *attenta qualitate personæ et materia de qua agitur*.

Item, lesquels gens du Roi aux jours que la Cour tient conseil vont au matin faire les remonstrances qu'ils ont à faire en la Cour des charges et informations, et autres affaires dependants de ladite cour; à quoi ils sont ouïs, mais aussi doibvent avoir cette discretion de ne dire rien à la Cour qu'ils ne soient detüement informés et de ne requérir rien qui ne soit raisonnable (p. 39).

3 octobre 1514.

Lettres de Louis, roi de France, du IIII octobre M^DXIV, contenant commission au sieur d'Estissac, lieutenant

en Guiene de son fils, duc de Valois, gouverneur de Guiene, et M^e Nicolas Boier, conseiller en son grand conseil, et M^e Bertrand de Chassagnes, conseiller au parlement de Bourdeaux, de cognoistre de la sedition d'Agen, etc... presentées au parlement en cette forme :

A nos seigneurs de parlement, supplie humblement Jan Barre, huissier ordinaire du Roi nostre sire en son grand conseil, qu'il vous plaise de veoir les lettres-patentes audit seigneur, lesquelles ledit suppliant vous presente et icelles obtemperer et ce fait lui faire remettre lesdites lettres, pour proceder au parachevement de l'execution d'icelles et vous fairès bien. Signé :
BARRE.

Ostendatur procuratori Regis et parti, qui veniant proxima die dicturi quidquid voluerint.

Actum Burdigalæ in parlamento, die xvi mensis novembris anno Domini MDXIV (p. 39).

12 janvier 1514/5.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme par divine providence, justice ait esté des thrones celestes transmise aux empereurs, rois, princes et seigneurs terrestres à ce que par elle entre eux et leurs pauvres sujets soit à chascun rendu et constitué ce qui lui appartiendra, pour laquelle justice faire et administrer nos progeniteurs seigneurs rois de France, que Dieu absolve, eussent et aient despieça constitué, fait et establi ez premieres capitales et principales viles de nostre roiaume, parlements et cours

souveraines, pour cognoistre et determiner en souverain et dernier ressort les debats et differends meus et à mouvoir entre nos sujets et mesme pour le populaire et habitants en nos pais de Bourdelois et Guiene, ou la plus part a pour eux esté et est constitué et établi en nostre bonne vile et cité de Bourdeaux, parlement et cour souveraine, laquelle cour est garnie de plusieurs bons, grands clerks, notables, vigilants et travaillants soigneusement de jour et de nuit, à l'administration de la justice à nosdits sujets, dont ils sont dignes d'une singuliere recommandation envers nous; et à ce qu'ils soient plus curieux et enclins d'y perseverer, soit et est besoing et necessaire les confirmer en leurs estats et offices, ainsi que de loüable observance a tousjours par nos progeniteurs de ci-devant à esté fait.

Scavoir faisons que nous, ce considéré, inclinants liberalement à la très instante priere et requeste que nostre très chere et très amée dame et mere, nous a fait de continuer et confirmer tous et chascuns les officiers de nostre royaume ez estats et offices qu'ils tenoient paisibles et jouissants à l'heure du trepas de nostre très cher seigneur et beau-pere le roi Louis, dernier decedé, que Dieu absolve, confiant aussi des sens, suffisance, litterature, loiauté, preudhommie, experience et bonne diligence de nos amés et feaux conseillers: Mondot de La Martonie, chevalier, premier president; Arnault de Torretes, second president; Michel de Valée, tiers president en nostredite cour de parlement. Lancelot Defau, president ez enquete en ladite cour, M^e Bertrand de La Chassaigne, Bernard de Laborie, Antoine Durand, Pierre Palet, Bertrand

Dages, Jan de Haucourt, Compagnet Darmendaritz, Bertrand de Barsac, Jan Raphaël, Aymar de Maleville, Bertrand de Chassaigne, Jan de Calvimon, Pierre Bonevin, Jaques Baussay, Guillaume Lavau, Barthelémy Tessier, Martial Audier, Elies Lagear, Jaques Tastet, Jan Sureils et François Belcier, nos conseillers. M^e Jan Marcillac ⁽¹⁾, greffier civil et criminel; Mathurin Marcillac, greffier des présentations; Thomas Cusinier, nostre avocat, et Geofroi de La Chassaigne, nostre procureur-general en nostredite cour de parlement et huit huissiers, N. et N... receveur et paieur des gages des presidents, conseillers et supposts de nostredite cour; N..., receveur des exploits et amendes d'icelle, et pour consideration et en recognoissance des bons, loüables, vertueux et très recommandables services qu'iceux presidents, conseillers, advocat et procureur en nostredite cour, ont par ci-devant fait à nosdits feus predecesseurs et de recente et fraiche memoire à nostredit feu seigneur et beau-pere, que Dieu absolve, ez voyages et ambassades où il lui a pleu les envoyer en pais lointains pour ses grands et urgents affaires, ezquels voyages ils ont souffert et enduré plusieurs penes et travaux et supporté plusieurs grandes charges et depenses, pour ces causes et autres bones et raisonnables considerations, tous les dessusdits nommés avons retenu et retenons ez estats et offices ezquels ils sont ci-dessus escrits et nommés, et iceux avons confirmé et confirmons et en tant que besoiing est et

(1) Appelé aussi *François de Marsillac*. Il devint greffier civil et criminel et mourut en 1543, premier président au parlement de Rouen, après avoir épousé *Marthe de Selve*, fille de *Jean de Selve*, premier président au parlement de Paris.

que lesdits estats et offices avoient peu et pourroient vaquer à nostre nouvel advenement à la courone, leur avons à chacun d'eux particulièrement donnés et donnons par ces presentes, pour doresenavant nous servir ezdits estats et offices de presidents, conseillers, greffiers, advocat, procureur, huissiers, receveur et à chacun d'eux iceux estats et offices tenir et exercer aux honneurs, prerogatives, preeminences, libertés, franchises, gages, manteaux, droits d'après-disnées et autres droits, profits et emoluments accoustumés et qui y appartiennent, tout ainsi qu'ils ont par ci-devant fait du vivant de feu nostredit seigneur et beau-père; lesquels presidents, conseillers, advocat, procureur, greffier, huissiers et recéveur seront tenus faire et prester le serment en tel cas accoustumé. Et pour ce que depuis le trepas de nostredit feu seigneur et beau-père jusques à present, aussi jusques à la publication de ces presentes et de la presumption de la vacation des susdits offices, ils pourroient et ont pu avoir fait et donné plusieurs arrests et sentences et appointements, tant interlocutoires que definitifs, nous icelles sentences et appointements ensemble les executions qu'en vertu d'icelles s'en seroient, pourroient et pourront ci-après faire et ensuivre, jusques à la prestation de serment en ladite cour, par les dessus nommés, à chascun d'eux avons, de nostre grace speciale, plene puissance et autorité roiale, validés et autorisés, validons et autorisons par ces presentes, par lesquelles mandons à nos amés et feaux, aussi conseillers, gens de nos comptes, thresoriers de France et generaux de nos finances et à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que les gages, droits de manteaux

et après-disnées auxdits offices appartenants, ils fassent auxdits presidents, conseillers, greffiers, advocat, procureur et huissiers et à chascun d'eux particulièrement, paier, bailler et delivrer par ledit receveur et paieur, selon et ensuivant leur scedules de *debentur*, deuement expediees; et avec ce souffrent, permettent et consentent à iceux receveurs avoir, prendre et retenir par leurs mains des deniers de leur recepte, les gages et droits à leurs offices appartenants doresenavant par chacun an, aux termes et en leur maniere accoustumés, et par rapportant cesdites presentes ou vidimus d'icelles, fait soubs scel roial, pour une fois seulement, ensemble les scedules de *debentur*, nous voulons lesdits gages et droits, ou ce que païé, baillé et delivré leur en aura esté par ledit receveur et paieur, ensemble ce que lesdits deux receveurs auront pris et retenu pour leursdits gages, estre alloué en leurs comptes et rabattu de leurs receptes par nosdits gens des comptes, auxquels derechef mandons ainsi le faire sans difficulté, car tel est nostre plaisir. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Paris, le xii jour du mois de janvier, l'an de grace m^{dxiv}, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé sur le repli desdites lettres de confirmation: Par le Roi, du TILLET, et scellé du grand scel dudit seigneur et double queüe de cire jaune.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ die xix mensis martii anno Domini m^{dxiv}. Præstiterunt juramentum in talibus fieri solitum magister Arnaldus de Torretes, secundus presidens in manibus magistri Michaelis de Valee tertii præ-

sidentis, dictus de Valee in manibus dicti de Torretes secundi præsidentis, necnon dicti Lachassaigne, Laborie, Durand, Palet, Dagès, Haucourt, Darmendaritz, Sureil, Gaston de La Martonie, Raphaël, Calvimon, Bonevin, Baussay, Lavau, Tessier, Audier, Lagear, Tastet, Belcier, Regis consilarii. Magister N..., præsentationum grapharius, advocatus et procurator generalis et dicti hostiarii xix die mensis martii MDXIV : et die xxi magister Joannes Marcillac, grapharius civilis et criminalis ejusdem curiæ præstitit juramentum in talibus fidei solitum (p. 44).

28 février 1514/5.

Lettres de François I, du dernier jour de febvrier l'an de grace MDXIV, par lesquelles suivant ce qui avoit esté accordé par le roi Louis XII, il permet aux conseils, jurats et habitants d'Agen pour refaire le pont qui est sur la Garonne demoli par l'impetuosité de l'eau, de prendre et de lever durant le terme de six ans sur chacun barricot d'harens blancs, milier d'hareng sorret, cent de merlus et autre poisson de mer salé, qui sera emmené ou vendu dans ladite vile et jurisdiction d'icelle, cinq sols tournois; sur chacune livre de chair vendue en la boucherie, un denier tournois; sur chacune pipe de bled qu'on amenera hors ladite vile dix-huit deniers tournois; sur chacune pipe de bled, vin, poisson, chair, pastel, ou autres marchandises qui sera amenée par ladite riviere et passera par devant la vile, du poids de neut quintaux, six deniers tournois. Et les six ans passés, lesdits impôts seront abolis.

A aussi permis de lever à perpetuité un denier tournois sur chacune beste à quatre pieds, passant par dessus le pont paiable une fois le jour seulement, posé ores qu'elle passast et repassast plusieurs fois le jour; en ce non compris ceux qui auroient contribué à la refection dudit pont et ce au lieu de six deniers tant que lesdits suppliants ont accoustume prendre pour homme et cheval passant par bateau.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, apud Bragerac certis ex causis sedente, die xix mensis februarii anno Domini mdcxv (p. 48).

Février 1514/5.

Lettres de François premier, du mois de febvrier mdciv, par lesquels il cree des enquesteurs et examinateurs ez sieges et jurisdictions.

Enregistrées au parlement de Bourdeaux, *cum modificationibus et qualificationibus per curiam factis, die xviii mensis maii, anno Domini mdcxv (p. 47).*

7 mars 1515/6.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres, verront, salut.

Scavoir faisons que nous desirants pourvoir en l'estat et office de nostre lieutenant general et gouverneur en nos païs et duché de Guiene, païs et vile de La Rochele, qu'avions et tenions auparavant nostre advenement à la courone de personage d'autorité, vertueux et notable, en qui aions toute seureté et confiance, et qui eust l'œil et regard à la conservation

udit païs, au bien et soulagement de nos sujets, considerants les très grans et recommandables services que nostre très cher et très amé cousin, Odet de Foix, seigneur de Lautrec, mareschal de France, a par long-temps fait à nostre très cher seigneur et beau pere, le roi Louis, dernier decedé, que Dieu absolve, au fait de ses guerres et autrement, mesmement lui estant lieutenant-general en nostre absence ezdits païs et duché de Guienne, et encores, auparavant et depuis nostre advenement à la courone en plusieurs manieres, en quoi il s'est si vertueusement conduit et porté qu'il en est digne de louange et très singuliere recommandation, voulants par ce le pourveoir d'estat honorable et digne de ses vertus, afin qu'il est meilleur moien et occasion de continuer de mieux en mieux à nous bien et loialement servir, à icelui, nostredit cousin, pour ces causes et consideration et pour la parfaite et entière confiance que nous avons de sa persone et de ses sens, vertu, vaillance, loiauté, longue experience et grande diligence, et pour autres causes et considerations à ce nous mouvants, avons fait, constitué, ordonné et établi et par la teneur de ces presentes constituons, ordonnons et établissons nostre lieutenant-general et gouverneur en nostredit païs de Guiene, païs et vile de La Rochelle, et icelui estat et office, auquel depuis nostre advenement à la courone n'y avions pourveu, lui avons donné et octroié, donnons et octroions par ces presentes, pour l'avoir, tenir et doresnavant exercer par nostredit cousin, aux honeurs, autorités, prerogatives, gages, estat, pensions, bienfaits, droits, profits et émoluments accoustumés qu'y appartient, et desquels nous,

aiants ledit estat et office, jouissions, lui avons donné et donnons la garde des places de nostredit pais et duché, c'est à scavoir de Bourdeaux, Blaie, Saint-Sever, Basas, Dacqs, Laréole et Baione, avec faculté puissance et autorité de mettre tels capitaines, ses lieutenants, que bon lui semblera, voulons et ordonnons que ceux qui sont de present ezdites places les recognoissent tenus de nostredit cousin, comme ses lieutenants soubz nous, et d'entretenir et faire entretenir nos sujets et habitants en iceux en bonne et vraie obéissance, de resister par toutes voies et manières à lui possibles, aux entreprises et descentes que nos ennemis et adversaires pourroient faire en nostredit pais, et s'il advenoit (que Dieu ne veuille) qu'aucune descente ou surprise fust faite par nosdits ennemis et adversaires, d'aucunes viles et places dudit gouvernement, de les en debouter et chasser par puissance d'armes, par sieges, compositions et autrement, et pour ce faire et aussi pour chasser les pillards, vagabonds et autres mauvais garçons qui se pourront trouver audit gouvernement, vivants sur le peuple et faisant maux, oppressions et violences, à la charge et foule de nos sujets, et pour autres raisonnables causes mander, assembler et faire mettre sus, toutefois et quantes que besoing sera, les nobles et sujets à nos ban et arrière-ban de nosdits pais et duché de Guiene, pais et vile de La Rochele, ensemble les gens de guerre de nos ordonnances qui sont et seront ci-après en garnison, et aussi les francs archers et autres gens de fait, et iceux faire venir en armes en tel nombre et iceux qu'il advisera, et les exploiter pour nostredit service comme le cas le requerra en manière que la

force et l'autorité nous en demeure, et faire les monstres et reveües des gens de guerre de nos ordonnance et morte-paies, estants à nos gages et qui sont et seront ezdits lieux, et aussi des nobles et sujets à nos bans et arriere-bans, francs archers et autres gens de guerre toutefois que mestier sera et que par nous sera ordonné; d'iceux gens de guerre, de faire faire et establir les logis en telles viles et lieux dudit gouvernement qu'il advisera, et icelui changer et remuer comme il verra estre à faire; de faire vivre en bon ordre et police selon nos ordonnances et à ce faire et souffrir, contraindre tous ceux qu'il appartiendra et qui pour ce fairont contraindre, par toutes voies et manières deües et accoustumées de ce faire en tel cas; et generallyment de faire par nostredit cousin en toutes les choses dessusdites, circonstances et dependances d'icelle, et ez austres choses quelconques, tout ce qu'il verra et cognoistra estre à faire au bien de nous et de nos affaires et utilité de la chose publique desdits lieux, comme faire pourrions si present y estions en persone, jaçoit et qu'il y eust chose qui requist nandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes; par lesquelles, de grace speciale, plene puissance et autorité roiale, donnons en outre pouvoir, faculté et puissance de creer en chacune vile jurée dudit gouvernement d'iceux nosdits païs et duché de Guiëne, païs et vile de La Rochele un maistre passé de chaque mestier.

Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à nos amés et feaux les gens tenants et qui tiendront nostre cour de parlement à Bourdeaux, à tous nos senechaux, prevots, capitaines, chefs, con-

ducteurs, leurs gens de guerre tant de nos ordonnances, ban et arrière-ban que autres, estants et qui seront ci-après à nostre service, et encore nos autres justiciers, officiers, vassaux et subjets desdits lieux et chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, qu'à nostredit cousin, duquel nous avons pris et receu le serment, et icelui mis et institué en possession de ladite lieutenance et gouvernement, ils obeissent et entendent et fassent obeir et entendre de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra ez choses touchants et concernants ledit estat de lieutenant et gouverneur.

Mandons en outre à nos amés et feaux les thresoriers de France, generaux et conseillers par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de nos finances, que par le changeur de nostre thresor, receveurs generaux ou autres particuliers qu'ils adviseront, ils fassent paier à nostredit cousin les gages, estat, pension et bienfaits doresnavant par chacun an, aux termes et en la manière accoustumée. Et par rapportant cesdites presentes ou vidimus d'icelles, faits soubs scel roial pour une fois, avec quittance de nostredit cousin par chacun an sur ce suffisante seulement, nous voulons lesdits gages, estats, pension et bienfaits, ou ce qui païé et baillé lui aura esté à cette cause, estre aloué, compté et rabatu de la recepte de celui ou ceux que païé, l'aura ou auront, par nos amés et feaux gens de nos comptes auxquels nous mandons mesme ce faire sans difficulté, car tel est nostre plaisir. En temoin de ce nous avons signé ces presentes de nostre main et à icelles fait mettre nostre scel.

Donné à Paris, le vii jour de l'an de grace m^odxiv et de nostre regne le premier.

Ainsi signé : FRANÇOIS, et sur le repli : Par le Roi, ROBERT ET. Et scelées en double queue de cire jaune.

Lecta, publicata et registrata in curia parlamenti Burdigalæ ad gaudendum per ipsum de Foix, virtute ipsarum de dicto officio secundum ordinationes regias et quemadmodum prædecessores sui in dicto officio gavisi sunt, auctoritate et superioritate domini nostri Regis et prælibatæ curiæ, ejusdemque justitiæ, in omnibus semper salvis et reservatis, et quod dictus gubernator obedire et parere, obedireque ac parere facere arrestis jam dictæ curiæ tenetur.

Die xxvi mensis martii, anno Domini mdxiv ante Pascha (p. 46).

22 avril 1515.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme nostre très cher seigneur et beau-pere le roi Louis, dernier décédé, que Dieu absolve, entre les ordonnances par lui faites de la justice de nos cours souveraines et mesmement de nostre cour de parlement de Bourdeaux, eust statué et ordonné que les procès, tant civils que criminels, seroient jugés, décidés et déterminés par neuf conseillers en nombre, et soit ainsi qu'en icelle nostredite cour n'aient été institués, créés et ordonnés que le nombre de vint-cinq presidents ou conseillers seulement, tant clerks que laïcs, faisant deux chambres, scavoir est grand chambre et chambre des enquestes, où il afflue journelement grand nombre et multitude des personnes crimineux,

et aions esté puis nagueres deuement aduertis qu'en la grand chambre ne peuvent bonement estre et assister neuf de nosdits conseillers pour iuger lesdits criminieux, attendu le petit nombre qui y est, par quoi plusieurs fois leur convient et sont contraints de jour en jour appeler aucuns de nosdits conseillers laïcs, estants en la chambre des enquestes, pour vaquer et entendre au jugement lesdits criminieux, et à cette cause souvent leur faut differer le jugement des autres procès civils estants sur le bureau en la chambre des enquestes, et parce qu'il n'y a nombre compétant en ladite grand chambre, selon les ordonnances, les procès en sont interrompus, dont plusieurs prisonniers aient esté et soient chacun jour tenu tenir prison et le jugement de leur procès proteiés et retardés au grand interest, prejudice et dommage de nous et de la chose publique, et plus pourroit estre à l'aduenir au grand détriment de nos subjets, si par nous n'estoit sur ce pourueu de remede convenable, ainsi que bien amplement nous a esté remonstré de la part de nosdits présidents et conseillers requerants pour ce ladite provision et lettres à ce nécessaire, scavoïr faisons que nous, desirants de tout nostre cœur justice estre promptement faite et administrée à nosdits subjets, mesmement des prisonniers qui sont et qui doresenauant seront en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, afin qu'ils soient tost expediés, selon le mérite des cas, ainsi qu'il appartiendra par raison, et que les procès civils n'en soient retardés en ladite chambre des enquestes, nous, pour ces causes et autres considérations à ce nous mouuants, auons statué, déclaré et ordonné, et par la teneur de ces presentes, de nostre

certaine science, pleine puissance et autorité roiale, statuons, declarons et ordonnons, voulons et nous plait que les procès des crimineux qui sont et surviendront en nostre cour de parlement de Bourdeaux, soient et seront doresenavant jugés, décidés et déterminés en la Grand-chambre par sept de nos amés et feaux conseillers et presidents en icelle, sans qu'il soit besoing en appeller autres de nos autres conseillers de la Chambre des enquestes, sinon toutes voies en cas où icelle nostredite cour verroit ou pourroit veoir la matière estre subiete et disposée y appeler plus grand nombre de nosdits conseillers sans qu'au moien de ladite ordonnance, ainsi faite par nostredit seigneur et beau-pere, aucun empeschement leur soit ou puisse estre fait ou donné en aucune manière. Et veu laquelle ordonnance pour les causes et raisons dessusdites nous avons derogé et derogeons par ces presentes, par lesquelles mandons et très expressément enjoignons à nos amés et feaux conseillers, tenants nostredite cour de parlement de Bourdeaux, que nos présents grace, statuts, declaration, et ordonnance ils fassent publier, afin qu'on en puisse pretendre cause d'ignorance, et icelle gardent et observent selon sa forme et teneur, sans entraindre. Et en temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à ces dites présentes.

Donné à Paris, le xxii jour d'avril, l'an de grace m^odxv et de nostre regne le premier, apres Pasques.

Ainsi signé : Par le Roi et autres. GENESTE.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, xviii die mensis maii, anno Domini m^odxv (p. 47).

3 mai 1515.

Lettres de François I^{er} du III mai M^oCV, par lesquelles le Roi donne au sieur de Lautrec, gouverneur de Guiene, pouvoir d'octroier lettres de remission aux malfaiteurs prisonniers lors de son entrée ezdites viles (p. 49).

18 mai 1515.

Le xxviii jour de mai M^oCV, par l'avis et delibération de la Cour, les deux chambres assemblées, ez quelles estoient le premier president de Selva ⁽¹⁾, M^o Lachassaigne, Palet, Durand, Dagés, Darmendaritz; Bertrand de Brassac, president ez enquestes; Sereuil, La Marthonie, Chassaignes, Bonevin, Baussay, Lavau, Tessier, Audier, Lagear, Tastet, Belcier, Calvimon; Raphaël, conseiller du roi en icelle, et veues certaines lettres missives escrites par le Roi à ladite Cour, données à Egrevile le iv du present mois de mai, par lesquelles ledit seigneur, attendu la proximité de lignage ou le sieur de Lautrec, gouverneur ez pais et duché de Guiene et son lieutenant-general, lui atteint, mande, commande, et enjoint à ladite cour recevoir ledit sieur de Lautrec à son entrée de Bourdeaux et lui faire tel honeur que l'on fairoit à sa persone.

(1) *Jean de Selves*, originaire du Limousin, successivement premier président aux parlements de Rouen, Bordeaux, Paris, etc., mourut en 1529. Il était fils de *Fabien de Selves*, notaire royal en Limousin en 1474, et neveu de *Jean de Selves*, chanoine de l'église de Clermont. (V. Lainé, *Arch. de la Nobl.*, t. VIII.)

Aussi veues certaines lettres-patentes octroyées par ledit seigneur à Egrevile, le ⁱⁱⁱ de mai, audit de Lautrec, par lesquelles il donne puissance audit gouverneur, à son entrée des viles de sondit gouvernement, de délivrer tous prisonniers, leur bailler rémissions, pardons et mettre à plene delivrance, aussi ou ledit seigneur narre et recite lesdites paroles, attendu la proximité de lignage où ledit sieur de Lautrec lui atteint, et eue considération à ce qui a esté fait ez deux précédents gouverneurs, messeigneurs d'Angoulesme et Longueville, a esté ordonné que le premier président avec les conseillers de la Grand-chambre, ensemble le greffier de la cour avecque leurs chaperons à longue cornete, et quatre ou cinq des huissiers sans verges au devant, et non comme cour, iront à l'entrée dudit gouverneur jusques à demi-chemin d'entre le palais et la porte Caillau.

Le xxv jour de mai ^{mo}xv, touchant la chambre des enquestes, a esté ordonné par ladite cour où estoit le premier président de Selva; M^e Lachassaigne, Palet, Durand, Dagés, Darmendaritz; Bertrand de Brassac, président ez enquestes; Sireuil, La Marthonie, Chassaignes, Bonevin, Baussay, Lavau, Tessier, Audier, Lagear, Tastet, Belcier, Calvimont, Raphaël, conseillers du roi en la cour, que le président des enquestes, quand sera question d'aller aux audiences ou autres actes de la cour, ne ira sinon suivant sa reception de son office de conseiller.

Pareillement seront jugés tous procès par escrit et d'enquete en la Chambre des enquestes, réservé que quand aucuns procès par escrit sont plaidés en l'audience, et la cour ne peut les vuider sur le champ,

ains la cour ordonne que les parties mettront le procès devers icelle cour partout le jour, tel procès en vuidant le registre sera jugé en la Grand-chambre. Et pareillement si la Cour appointoit qu'avant procéder au jugement du procès sera faite inquisition ou autre chose.

Pareillement s'il y a un procès d'enquete auquel soit question de telle chose qu'il soit besoing assembler les deux chambres pour icelui juger, sera distribué à un des conseillers de ladite Grand-chambre pour le rapporter en icelle.

Item les procès d'evocations seront vuidés en la Grand-chambre, et en outre les procès qui viendront en ladite Cour en première instance se jugeront en la Grand-chambre.

Aussi a esté ordonné que tous les procès par escrit et d'enquete, qui sont entre les mains des conseillers de la Grand-chambre seront retournés et mis au greffe de la cour pour estre après distribués par le président des enquestes aux conseillers de ladite chambre des enquestes; aussi ceux de la chambre des enquestes remettront les procès, plaidoiés et autres qui se doivent vuidier en la grand chambre par les présidents. Au surplus a esté et ordonné que les conseillers des enquestes ne rapporteront aucunement aux après disnées.

Plus, a esté arresté que doresenavant se feront deux roles de contrariétés et rapport des procès qui se fairont et expédieront en la Cour, l'un en la Grand-chambre, et l'autre en la Chambre des enquestes, et les commissions et exécutions d'arrests se distribueront en chacune desdites chambres selon leur ordre (p. 49).

18 juillet 1515.

Lettres-patentes de François I^{er}, du xviii juillet m^oxv, contenant le pouvoir que le Roi donne à sa mere, pendant son absence, s'en allant pour conquérir le duché de Milan, son patrimoine, par lesquelles ordonne, constitue et establit pour avoir la regence et administration totale du royaume, et conduite des affaires, de faire administrer la justice par les cours souveraines, de mander vers elle tel nombre des présidents et conseillers des cours souveraines, chambre des comptes et autres, pour avoir leur conseil et avis en l'expédition des affaires, faire mettre sous les armes de guerre, ban et arrière-ban, et les envoyer pour la deffense du royaume où elle trouvera estre necessaire, et faire faire les monstres et paiement des gens de guerre; donner lettres de sauf-conduit; pourveoir et disposer de tous offices de justice, capitaines et de finance, en cas de vacation, et admettre les resignations; conferer les benefices qui sont à la collation du roi, presentation et disposition, et admettre les resignations; donner remissions et abolitions des crimes, confirmer les privilèges et exemptions, faire rabais des fermes, octroier lettres d'amortissement, legitimisation des bastards, naturalités, congé de tester à estranger, ou pour tenir benefices dans le royaume; de disposer de tous droits de lots, ventes, rachapts, quits, requits, deniers et autres profits, refiefs, droits et debvoirs seigneuriaux, amendes, aubaines, forfaiture et confiscations, ainsi qu'il lui plaira d'en ordonner; des paiemens des gens de guerre, morte-paies; d'avoir cognois-

sance sur le fait et distribution des finances pour le bien du royaume, aussi pour le fait des pensions, voiajes, salaires, dons et recompenses roisonables; de mander et faire assembler, si besoin est, les gens des estats du royaume, ou d'aucuns quartiers d'iceux, et à iceux faire remonstrance des affaires du royaume, ou d'aucuns quartiers d'iceux, et à iceux faire remonstrance des affaires du Roi, et leur requerir aide de deniers et autres choses.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ x die mensis decembris, anno Domini mdxv (p. 48).

27 novembre 1515.

M^e Guy de Plains a presté le serment de conseiller en la cour, et attendu la commune renommée dudit de Plains et qu'il est docteur régent en l'université de Poitiers, depuis six ans, la cour a ordonné que sadite réception sera faite sans examen.

Fait au parlement de Bourdeaux seant à Bergerac pour aucunes causes, le xxiii jour de novembre, l'an de grace mdxv (p. 48).

28 décembre 1515.

Lettres de François I^{er}, du xxviii decembre mdxv, par lesquelles il permet à M^e Jan de Selva de tenir et exercer l'office de premier président au parlement de Bourdeaux avec celui de vichancelier au duché de Milan. Enregistrées aux thresoriers, le xv jour de janvier mdxv, ordonnance de la cour de parlement de

Bourdeaux, pour faire ainsi paier audit de Selva, premier président, les gages deubs pour ledit office de premier président, à raison de quatorze cents cinquante livres tournois par an, le xiii febvrier m^oxvii (p. 50).

30 décembre 1515.

Lettres de François I^{er}, du xxx decembre m^oxv, par lesquelles il donne au duc de Bourbonnois, connestable de France, le droit de création d'un maistre d'un chacun mestier en toutes les viles et autres lieux du roiaume, ainsi que faisoit le duc Jan de Bourbon, connestable de France, sans ce qu'il soit tenu faire aucune entrée ezdites viles. Enregistrées au parlement, le xxiv avril m^oxxvi (p. 50).

10 juillet 1516.

Lettre de François I^{er} escrite au parlement, du x juillet m^oxxvi, touchant le differend du parlement et du gouverneur, par laquelle il leur déclare sa volonté, qu'ils doibvent presupposer que la principale charge d'un lieutenant de Roi en une province consiste à deffendre et garder le pais des enemis, et pour ce que toutes séditions publiques, intelligences secretes, transport de harnois en tout temps, et des vivres en temps de guerre, peuvent tendre à la perte du pais qui est à la charge du lieutenant, la cognoissance, punition et coercion lui en appartient, et doibt punir promptement ceux qu'il a trouvé en flagrant delict, coupables par confession ou notoriété; que si après la sedition

appaisée, ou harnois et vivres retirés, restoient quelques coupables, en sorte que la matière tombant en longueur, il ne se doit occuper à si petites choses ains au gros des affaires, il doit envoyer aux ordinaires les delinquants et leur enjoindre faire justice et de certifier la cour de ce qui aura esté fait (p. 49).

5 août 1516.

Lettres de François I^{er}, du v^e août m^oxvi, par lesquelles le roi évoque à son conseil les differends qui sont entre le parlement et le sieur Desparoux, lieutenant-general pour le Roi en Guiene, sur le fait des fermes et de la jurade, circonstances et dependances (p. 48).

6 novembre 1516.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à nos amés et feaux les gens tenants et qui tiendront nostre cour de parlement de Bourdeaux, salut et dilection. Scavoir faisons que nous considerants les bons, grands, louables, vertueux et recommandables services que notre amé et feal conseiller M^e Lancelot Defau, docteur es droitz, evesque de Lusson et garde de scel et exercice de nostre chancellerie audit Bourdeaux, a par cidevant à nos predecesseurs rois Louis XI, Charles VIII et Louis XII, nostre beau pere, dernier decédé, que Dieu absolve et à nous en plusieurs manières et mesmement ez offices et estats de president ez enquestes et conseiller en nostredite cour de parlement à Bourdeaux et exercice de nostredite chancellerie audit lieu,

ezquels avant sa promotion audit evesché, il s'est loiaument, prudemment, et en grand zeile de justice conduit et gouverné l'espace de trente ans ou environ, considerants aussi que par ci-devant quand un de nosdits conseillers de nos cours souveraines a esté pourveu en evesché et il a residé par longtemps en estat et office de conseiller, il a cogneu les grands affaires et secrets de nostre cour et que souventesfois advient que quand aucuns de nosdits présidents ou conseillers sont constitués en maladie, ils soulagent et portent et peuvent soulager et porter le faix pour faire justice à nos sujets. Pour ces causes et autres considérations à ce nous mouvants, à icelui nostre amé et feal conseiller l'evesque de Lusson, de nostre grace speciale, plene puissance et autorité roiale, avons permis et octroïé, permettons et octroions par ces présentes l'entrée au conseil de nostredite cour de parlement de Bourdeaux, avec opinion et voix deliberative, tant ez audiences qu'ez chambres du conseil et ailleurs, comme il faisoit et faire pouvoit avant qu'il fust pourveu audit evesché de Lusson, estant conseiller et président ez enquestes en nostredite cour et tout ainsi que faisoient et faire pouvoient, par permission semblable de nosdits predecesseurs, les feus evesques d'Acqs et de Basas. Si vous mandons que receu dudit Dufau le serment sur ce requis vous de nos présents congé, licence, permission et octroi faites, laissés et souffrés jouir et user nostredit evesque de Lusson, sans en ce lui mettre ne donner ne souffrir, et se fait, mis ou donné estoit aucun refus, difficulté, ou empeschement au contraire, le mettés ou faites mettre incontinent et sans delai à plene delivrance, car tel est

nostre plaisir, et audit evesque de Lusson l'avons ainsi octroïé et octroions de nostredite grace speciale par ces présentes nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandements ou deffenses à ce contraire par nosdits predecesseurs et nous faites, auxquelles, par cesdites présentes, nous avons derogé et derogeons pour cette fois seulement, et sans prejudice d'icelles en autres choses.

Donné à Amboise, le vi jour de novembre, l'an de grâce M^oDXVI et de nostre regne le II. Ainsi signé: Par le Roy, DE NEUFVILE, et scellé à simple queue à cire jaune.

Præstitit juramentum in talibus fidei solitum sub modificationibus et qualificationibus per curam factis, et in registro illius registratis in parlamento Burdegala die xxvi mensis novembris, anno Domini M^oDXVI (p. 49).

1^{er} avril 1518.

Concordat entre le pape Leon X et François 1^{er}, enregistré au parlement de Bourdeaux *Petragoræ certis ex causis sedente*, le 1^{er} avril M^oDXVIII, avant Pasques.

Concordat entre le pape Leon X et François 1^{er}, du XIII mai M^oDXVII, enregistré au parlement de Tholose, le X mai M^oDXVIII, et au parlement de Bourdeaux du dernier de mai M^oDXVIII. Concordat pour l'Eglise gallicane du XXV octobre M^oDXVIII, enregistré au parlement de Bourdeaux, le 1^{er} avril M^oDXVIII, avant Pasques. Concordat pour l'Eglise gallicane du XIV avril

MDXVIII, enregistré au parlement de Tholose, le x mars MDXVIII (p. 64).

Mercuriale du 15 mars 1519 (1).

A esté arresté que ne seroit loisible à aucun president, conseiller, greffier, advocat, procureur du Roy, huissiers, clerks de greffe, et à la garde du palais, de declarer et reveler les secrets de la Cour et mesmement des distributions des procès, rapporteurs d'iceux, et auxdits conseillers de ne reveler les secrets et opinions de ceux qui assisteront aux jugements et judicatures des procès, et sur ce demeurent les penes à eux indites par les ordonnances et déclarées *ipso facto* sans autre déclaration et sans aucun depport, car s'il advenoit qu'aucun desdits presidents ou conseillers volussent soutenir ou excuser celui qui auroit delinqué et qui de delict seroit atteint et convaincu, sera icelui conseiller ou president puni à double pene plus que celui qui aura delinqué, et enjoint la Cour relever ceux qui seront contrevenus afin d'en faire punition.

Aussi inhibitions auxdits présidents et conseillers qu'ils n'aient à solliciter aucuns procès pendans en icelle, sinon qu'il fust question de leur propre fait, ou de leur frère, sœur, ou prochain parent, car en ce cas ils pourront recommander lesdites affaires et procès honnestement et benignement sans se courroucer et au palais, sans qu'il leur soit permis aller aux maisons des présidents ou conseillers parler et solliciter lesdits procès et ce sur grosses penes et amendes arbitraires qu'il sera advisé par ladite Cour (p. 70).

(1) Voir la note, page 140.

Mai 1519 (1).

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous présents et à venir, salut.

Comme par ci-devant on ait plusieurs fois remontré que pour le bien de la justice, abbreviation et acceleration des procès d'entre nos sujets, qui sont pendants en nostre cour de parlement de Bourdeaux, il estoit et est besoing, très requis et nécessaire, créer jusqu'au nombre de huit conseillers et un président, outre le nombre ordinaire, qui est establi en ladite cour d'ancieneté, afin qu'on puisse faire en icelle cour une chambre fournie, qui soit pour vaquer et entendre ordinairement à vuider les procès criminels qui sont en ladite cour et que pour cela les autres chambres de nostredite cour ne demeurent degarnies qu'ils ne puissent besoigner, vaquer, et entendre à l'expédition des procès et matières civiles, qui sont et affluent en nostredite cour en grande multitude, parce que souventesfois on a veu advenir que pour les maladies qui surviennent à aucuns de nos conseillers ou par leur absence et occupation legitime qu'ils ont aucunes fois pour nos affaires ou de ladite cour, ou par recusations à cause des partages ez affaires, l'on ne peut prendre des conseillers pour vuider le criminel que les autres chambres ne demeurent degarnies, au moien de quoi en lesdites chambres on ne peut besoigner parce qu'ils ne sont en nombre suffisant, au retardement et longueur des procès estants en nostredite cour, au très grand interest, prejudice et dommage de nos

(1) Création de la chambre criminelle depuis appelée *Tournelle*.

subjets et parties litigants, et plus seroit si par nous n'y estoit pourveu.

Scavoir faisons que nous, les choses dessusdites considérées, et mesmes que sommes débiteur de justice à nos subjets, voulants et désirants à cette cause leur faire rendre, distribuer et administrer en la meilleure et plus briefve expedition de justice que faire se pourra et oster en nostre pouvoir tous obstacles et empeschements de longueur et retardement, en manière qu'en soions déchargés envers Dieu, nostre createur, et que nos subjets ne consomment leur personnes, temps, biens et facultés à la poursuite de leurs procès.

Eu, sur ce, l'avis et conseil des plus grands et notables personages et ensuivant iceux, pour les causes dessus touchées et autres justes et raisonnables qui à ce nous ont meu et meuvent, avons créé, erigé, établi et ordonné, creons, erigeons, établissons et ordonnons de nostre certaine science, plene puissance et autorité roiale par ces présentes, outre le nombre des présidents et conseillers qui sont d'ancieneté établis et ordonnés en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, le nombre de huit conseillers et un président, tous gens lais, afin que dudit nombre, tant ancien que nouveau, l'on puisse prendre tels personages qu'il sera advisé pour faire une chambre fournie de présidents et conseillers, pour vaquer et entendre à vuidier et expedier ordinairement les procès criminels de nostredite cour, et que pour ce les autres chambres de nostre cour ne demeurent degarnies, ains puissent vaquer et besioigner ordinairement sans interruption à l'expédition et vuidange des procès et matières civiles de nostredite cour; lesquels présidents et conseillers,

ainsi par nous de nouvel créés et erigés et que faisons choisir et élire bons et notables personages et suffisants pour exercer leurs offices et eux acquitter au bien de nous et de justice, voulons et entendons estre du corps de nostredit cour et jouir de leurs estats et offices en tels et semblables droits, autorités, prerogatives, prééminences, franchises, libertés, gages de matin et d'après disnées et autres droits et emoluments accoustumés, tels et semblables que les autres conseillers lais de ladite cour et dont les faisons assigner et appointer comme les autres, ainsi que les officiers, nous baillerons à chacun d'eux particulièrement nos lettres des dons desdits offices, après que nous serons faits informer de leur suffisance, loiauté et expérience de leurs persones, comme il est repuis.

Si, donnons en mandement par ces mesmes présentes à nos amés et feaux les gens de nostredite cour de parlement de Bourdeaux que cette nostre présente création et election ils fassent lire, publier et enregistrer en nostredite cour et icelles entretiennent, gardent et observent, selon leur forme et teneur, et avec ce fassent, souffrent, laissent ceux que pourveoirons ezdits estats et offices, jouir et user d'iceux en la forme et manière que dessus est dit, cessants ou faisant cesser tous empeschements que l'on leur voudroit mettre ou donner au contraire, car tel est nostre plaisir, nonobstant la creation, érection ancienne de nostredite cour et statuts et edicts faits par nos predecesseurs rois, de non les altérer, auxquels pour le bien de justice et attendu l'urgent besoing et nécessité comme dit est, nous avons derogé et derogeons et sans préjudice d'iceux en autres choses, et quelcon-

ques autres ordonnances, restrictions, mandemens et defenses à ce contraires. Et pour ce que de ces présentes on pourroit avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait soubz scel roial, foi y soit adjoustée comme à ce présent original, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Saint-Germain-en-Laie, au mois de mai, l'an de grace MDXIX et de nostre regne le v.

Ainsi signé sur le repli : Par le Roi, vous, LE BASTARD DE SAVOIE, et le sieur DE SAINT-BLANCAY, les thresoriers de France généraux des finances et autres présents. *Visa* : GEDOUIN. Et scellé de cire verte du grand scel dudit seigneur et cordon de soie verte et pendant.

Lecta, publicata et registrata Burdegalæ in parlamento xxv die mensis junii, anno Domini MDXIX (p. 50).

12 juillet 1519.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, duc de Milan et seigneur de Genes, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Scavoir faisons que comme nous avons esté deuement advertis par plusieurs de nos bons et loiaux sujets qu'à cause de la longueur de l'administration de la justice de nostre royaume, la poursuite estoit tellement onereuse, tant en frais que labeurs, que trop mieux estoit à plusieurs de ceder et renoncer leurs

droits que de les poursuivre; à cette cause, nous qui avons toujours désiré et desirons que bone et briefve expedition fust faite et administrée à moins de frais et mises que faire se pourra à nosdits sujets, avons mandé à nos amés et feaux les gens tenants nos cours de parlement nous advertir des moiens par lesquels icelle administration de justice se pourroit abreger, et après avoir fait veoir lesdits avis et les ordonnances mentionnées ensuivant le contenu d'icelles par provision et jusqu'à ce que plus amplement y aurons pourveu par les ordonnances qu'en brief esperons faire, avons avec quelque augmentation ordonné ce qui suit :

Et premièrement ensuivant l'ordonnance faite par feu de bonne memoire nostre très cher seigneur et beau-pere le roi Louis XII, que Dieu absolve, avons ordonné et ordonnons que durant les vacations nos présidents ou aucuns d'iceux avec le nombre de treze conseillers en nostre cour de parlement de Paris, de ceux qui voudront durant icelui temps vaquer à l'expédition des procès, tant criminels que civils, dont y aura huit laïcs et cinq clerics, et en nos cours de parlement de Tholose, Bourdeaux et Rouën, un president avec huit de nos conseillers, dont les cinq seront laïcs et les trois clerics, pourront procéder à l'expédition d'iceux procès pendants en nosdites cours, et les jugements qui par eux seront donnés jusqu'à la somme de cent livres parisis de rente, et de mille livres parisis une fois païé; et des benefices jusques à deux cents francs parisis, avons autorisé et autorisons tout ainsi, que si estoient donnés dans le parlement seant; lesquels toutesfois enjoignons vaquer préalablement à l'expédi-

tion des matières crimineles le plus diligemment que faire se pourra, en prenant lettres quant à icelles en nostre chancellerie en la forme et manière accoustumée.

Item, qu'avant la cloture de nostredit parlement nosdits présidents scauront avec nosdits conseillers et ceux qui voudront demeurer pour vaquer ezdites expéditions, et ceux qui auront consenti d'y demeurer, leur enjoindront venir ez jour qu'on entrera audit parlement sans y faire faute, si n'est qu'ils eussent legitime excusation, et si outre ledit nombre de treze à Paris et huit à Tholose, Bourdeaux, Rouën, se trouvoient autres conseillers qui voulussent demeurer, faire le pourront, mais quant au fait des gages dont ci-après sera parlé les plus anciennement receus seront preferés aux autres, toutesfois si aucuns du nombre de ceux qui auront gages s'absentoient, après avoir pris charge d'y demeurer ou pour quelques leurs affaires, ne venoient plus audit parlement, nosdits presidents pourroient subroger et mettre en leurs lieux les plus anciens receus apres eux de ceux qui voudront demeurer et vaquer ezdites expéditions, et de tout sera fait registres afin d'expedier selon iceux leurs lettres de *debentur*.

Item, avons ordonné et ordonnons que les treze à Paris et huit à Tholose, Bourdeaux et Rouën, qui vaqueront à l'expedition d'iceux procès criminels avec nosdits présidents ou aucuns d'iceux durant ledit temps des vacations, seront païés par le commis à faire ledit paiement des gages des officiers de nos cours par leurs lettres de *debentur* et quittances, tout ainsi que si le parlement seoit, et d'icelui paiement

baillée l'assignation audit commis avec celle des autres gages de nosdites cours.

Item, en suivant les ordonnances de feu de bonne memoire Charles VIII, nostre très cher seigneur et cousin que Dieu absolve, avons ordonné et ordonnons que nos juges puissent passer outre jusques à définitive inclusivement, nonobstant les appellations qui se pourroient interjetter en nosdites cours de parlement de leurs interlocutoires qui se peuvent reparer en définitive, et sans prejudice d'icelles appellations.

Item, pour ce qu'icelle ordonnance a esté mal gardée et observée par nosdits juges à cause des inhibitions et deffenses qui leur ont esté faites tant par lettres de litispence, avons ordonné et ordonnons que nonobstant icelles inhibitions pourront proceder outre sans sur ce attendre permission ou enjonction par nos lettres de chancellerie. Toutesfois si par nosdites cours parties ouïes estoit ordonné inhibitions estre faites de ne proceder outre, leur enjoignons d'obeir.

Item, nous avons ordonné et ordonnons que les sentences de nos juges ressortissans sans moien en nos cours en matières pures personeles qui n'excederont la somme de quarante livres parisis ou la valeur d'icelle pour une fois payée, et de dix livres parisis de rente ou de revenu, seront mises à exécution ensemble la condamnation entière des despens, nonobstant oppositions et appellations quelconques et sans prejudice d'icelles, en baillant bonne et suffisante caution de rendre le tout s'il estoit dit enfin de cause que faire se deubt, lesquels despens seront taxés par autre lieutenant ou commis que celui qui aura donné la sentence, pourveu toutesfois qu'au rapport et juge-

ment desdites sentences iceux juges seront tenus appeller avec eux et avoir l'avis et conseil de quatre notables conseillers ou advocats de leurs sièges qu'avec lesdits juges signeront le dictum desdites sentences, s'ils ont esté de l'opinion et avis d'icelles.

Item, considerant le fruit et utilité de l'expédition de justice qui proviendra des Grands-jours que brief espérons faire tenir en Poitou, avons ordonné et ordonnons qu'iceux Grands-jours se tiendront chacun an au ressort de nostre cour de parlement de Paris en l'estat, forme et manière contenue au LXXII article des ordonnances de feu nostre seigneur et beau-père le roi Louis XII, et au parlement de Tholose, Bourdeaux et Rouën, en la forme et manière contenue en l'article ensuivant.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amés et feaux les gens tenants nos parlements de Paris, Tholose, Bourdeaux et Rouën, et à nosdits prevots, seneschaux, baillifs et autres nos officiers et justiciers et à chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que nostre présente ordonnance ils fassent lire, publier, en leurs juridictions et auditoires et icelles enregistrer, et au surplus les gardent, observent, et entretiennent inviolablement, sans enfreindre, de point en point selon leur forme et teneur. Et pour ce que de ces présentes l'on pourra avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles ou de l'extrait de l'un ou de plusieurs articles d'icelles, selon qu'ils seront requis et que l'on en pourroit avoir à faire, fait sous scel roial ou par l'un des greffiers de nostredite cour de parlement, baillages, seneschaussées, prevostés, deüement

collationné, foi soit adjoustée comme au propre original, en temoing desquelles choses nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes.

Donné à Saint-Germain-en-Laie, le xii jour de juillet, l'an de grace m^{dxix}, et de nostre regne le v.

Et au repli est escrit : Par le Roi, vous, LE BASTARD DE SAVOIE, comte de VILARS et autres présents, signé : ROBERTET; et scellées du grand sceau du Roi de cire jaune à double queue.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, die xxiii mensis decembris, anno Domini m^{dxix} (p. 52).

26 août 1519.

Le xxvi aoust m^{dxix}, M^e Jan Carle, Antoine Prouillac, Pierre Ciret, Sauvat Pomies, Bertrand Tustal, Arnault de Plains et Nicolas Arnoul, ont présenté certaines lettres de don d'office, c'est à scavoir ledit Carle de don d'office de président, et les autres de don d'offices de conseillers en la chambre criminelle qui a esté de nouveau par le Roi, nostre seigneur, érigée en la cour, ainsi que peut apparoir par certaines lettres-patentes dudit seigneur publiées et enregistrées en ladite cour, le xxv jour de juin m^{dxix}. Lesquelles veues et leues a esté deliberé et opiné de la manière que s'ensuit. Les opinions de tous sont escrites, et a passé que les susnommes auront lettres-patentes du Roi aux thresoriers et généraux de leur bailler commission pour avoir assignation de leurs gages, et a protestation qu'ils ne seront aucunement païés sur les gages ancien, et leur réception ne porteroit préjudice à leursdits gages (p. 51).

29 août 1519.

Le xxix aoust MDXIX a esté mis en termes de l'ordre que sera gardé en ladite chambre criminelle et comment ils seront receus et en quel ordre. Les opinions d'un chacun sont escrites et a esté dit que pour parfaire et accomplir la chambre criminelle, il sera pris quatre conseillers de la grand chambre et quatre de la chambre des enquestes, et que N... seront receus les premiers, et que Arnoul et Tustal seront examinés, attendu qu'ils n'ont esté nommés (p. 51).

30 août 1519.

Le xxx aoust MDXIX, les dessusdits présidents et conseillers ont esté receus et ont presté le serment requis après avoir esté présentés à la cour : M^e Jan Carle, président, Antoine Prouillac, Pierre Ciret, Sauvat Pomiès, Rogier Candeley, Arnault de Plains, Bertrand Tustal et Nicolas Arnoul; les lettres de don des offices de conseillers en la cour et de la cour nouvellement érigée en icelle par le Roi; et avant leur reception iceux présidents et conseillers ont promis poursuivre envers ledit seigneur l'assignation pour le paiement de leurs gages et après-disnées, outre l'assignation ancienne de ladite cour à leurs propres cousts et despens, et avoir vérification de la chambre des comptes si aucune vérification y echeoit, et jusqu'à ce qu'ils aient esté assignés, ont promis et juré ne prendre aucun paiement sur ladite assignation ancienne en diminution des gages et après-disnées des

présidents, conseillers et autres officiers de ladite cour, ne pareillement pour le temps à venir si ledit seigneur ne leur vouloit faire l'assignation, et au cas que ledit seigneur vouldist les assigner de leurs gages et après-disnées sur la somme de treze cents quarante-cinq livres ou partie d'icelle qui est l'ancienne assignation, les dessusdits N..., président et conseiller, ont renoncé et renoncent dès à présent pour le temps à venir ne prendre aucun denier ne aucun paiement, et ainsi l'ont promis et juré de leur bon gré de jamais ne venir au contraire, et se sont obligés respectivement un chacun leurs personnes et biens en la meilleure forme, le penultième jour d'aoust MDXIX. MARCILLAC (p. 51).

14 novembre 1519.

Le xiv jour de novembre MDXIX, a esté mis en délibération pour scavoir quel ordre sera mis en la chambre criminele par le Roi créée et érigée et quelles matières et procès y seront expédiés, et en quel lieu ladite chambre besoignera, et quel nombre on prendra tant de la grand chambre que de la chambre des enquestes pour faire ladite chambre criminele, et a esté opiné, les chambres assemblées, dont les opinions d'un chacun sont escrites, et arrêté en la forme et manière que s'ensuit :

Premièrement, que toutes matières criminelles et procès criminels se traiteront, expédieront et décideront en la chambre criminele, excepté la lecture des remissions et pardons et prononciation des arrêts qui se feront en la grand chambre en l'audience publique, amendes honorables et autres grandes matières que la

la cour verra debvoir estre traitées en la grand chambre.

Et au surplus que les conseillers qui sont créés de nouveau commenceront leur ordre et entrée en la chambre des enquestes, et en sortiront de ladite chambre des enquestes du nombre ancien pour entrer en ladite chambre quatre.

A esté arresté que le premier tour de ladite tournelle durera jusqu'au premier jour de l'an prochain ensuiuant, et ont esté choisis et esleus pour faire ladite chambre et ledit premier tour messieurs qui s'ensuiuent: M. le président tiers, M^e Laborie, Baussay, Bordes, et Valée de la grand chambre, et de la chambre des enquestes: M^e Ciret, Pomiès, et de Labastardie, et sortent pour le présent de la chambre des enquestes pour entrer en la grand chambre: M^e Bordes, Benquet, Valée et Danglades.

A esté aussi arresté que quand les procès criminels seront tous expédiés et finis, lesdits conseillers estants en la chambre criminele pourront et leur sera loisible procéder au vuidange des procès civils, et enjoint la cour aux présidents, conseillers et assistants en ladite chambre criminele, sur leur honeur et de s'en prendre sur eux, qu'ils n'aient à mettre ou faire mettre aucuns procès civils sur le bureau que tous les procès criminels ne soient préalablement vidés, et de garder le silence.

Au surplus a esté arresté que si en aucune matière civile survient incidemment aucune matière d'excès, toute la procédure et dudit incident sera faite en ladite chambre criminele, et quand ledit incident sera en droit et joint au procès principal, sera renvoié en la

chambre où le procès principal se vuidera pour estre decidé du tout par mesme moien, ou autrement ainsi que la cour verra que faire se debvra.

Aussi a esté arresté que la chambre besoignera au parquet de l'audience, sinon que l'audience se tinst, car en ce cas elle se remüera en la grand chambre jusqu'à ce qu'autre lieu soit déterminé et destiné pour icelle, le tout jusqu'à ce qu'en soit autrement ordonné (p. 51).

16 novembre 1519.

Le xvi novembre MDXIX a esté mis en delibération qui ira en cour pour aucuns affaires concernant la cour, et mesmement pour le recouvrement des gages et pour l'assignation de l'année présente, et aussi pour avoir déclaration du Roi pour scavoir s'il entend qu'en la chambre criminele y puissent estre vuidés les procès civils, les advis et opinions de chacun de messieurs sont escrits, et a esté arresté que l'un des huissiers partira pour aller en cour pour soi enquérir quand les estats se doibvent tenir, et ou le Roi se rendra, ou bien à Coignac et ou ailleurs, et en quel temps, et aura lettre de M. le tiers président qu'il écrira à M. le chancelier et aux generaux et thresoriers, et ce fait veüe la response, si les estats se tiennent en brief, ou que le Roi viene à Coignac, a esté arresté que M. le tiers président et M. de Ciret iront devers le Roi, et a esté enjoint à l'huissier Cruseau (p. 52).

10 décembre 1519 (1).

Lettres de François 1^{er}, du x decembre MDXIX, par lesquelles est ordonné que par le receveur des exploits et amendes sera delivrée la somme de cinq cents livres par ordonnance de la cour pour les frais et mises d'icelle, sans y comprendre les chandeles, feu, et beuvetes (p. 48).

15 avril 1520.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut :

Nostre procureur-général en nostre cour de parlement de Bourdeaux nous a fait dire et remonstrer que tant pour le support des parenteles, affinités et autres causes de récusation que souventesfois sont sur aucuns de nos amés et feaux presidents et conseillers en nostredite cour, qu'aussi pour la grandeur des matières qui y affluent, les chambres de nostredite cour sont assemblées au jugement desdits procès et matières s'abstenants au jugement d'icelles, nosdits présidents et conseillers qui en sont récusés, lesquels, durant le temps que lesdits procès sont sur le bureau lesdites chambres assemblées, ne s'appliquent à l'expedition de justice, combien qu'ils fussent en nombre suffisant pour ce faire. Pour ce est il que nous, ce considéré, voulants nosdits conseillers qui sont stipendiés des deniers de nous et de la chose publique de nostre royaume eux appliquer à l'expédition de justice et juge-

(1) Voir page 120.

ment des procès et différends d'entre nos sujets, ainsi qu'ils y sont ordonnés, avons par l'avis et délibération des princes et seigneurs de nostre sang et lignage, et gens de nostre conseil, dit, déclaré, ordonné et establi, disons, déclarons, ordonnons et établissons de nostre plene puissance et autorité roiale que doresenavant quand ez cas occurants, il adviendra que les chambres de nostredite cour seront assemblées pour le jugement des procès, et que dudit jugement seront recusés iceux de nosdits présidents et conseillers, que s'ils sont jusqu'au nombre de sept ou au dessus, ils aient à tenir cour, proceder et cognoistre, juger, decider et déterminer par arrest des matieres et procès pendants en nostredite cour, c'est à scavoir ez matieres beneficiales jusques à deux cents livres de revenus et au dessoubz, et ez matières hereditales, en quelque qualité et instance qu'elles soient, jusques à cent livres de rente et au dessoubz, et lesquels jugements et arrests nous avons autorisé et autorisons de grace speciale, plene puissance et autorité roiales par ces présentes par lesquelles mandons à nos amés et feaux conseillers les gens tenants et qui tiendront nostre cour de parlement à Bourdeaux que nostredite présente déclaration, edict et ordonnance ils entretiennent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer et icelles fassent lire, publier et enregistrer en nostredite cour, sans faire ne souffrir aucune chose estre faite au contraire, car ainsi nous plait il estre fait, nonobstant l'ordonnance ou statut par lequel est ordonné qu'arrest ne peut estre fait en nostredite cour en matière civile, en moindre nombre de neuf, à laquelle quand ezdits cas nous avons derogé et dero-

geons par l'advis et deliberation que dessus, et de nostre certaine science, plene puissance, et autorité roiale, et quelconque ordonnance, mandement, restrictions ou differences à ce contraires. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites présentes.

Donné à Blois, le xvi avril m^{dx}x, et de nostre regne le vi; ainsi signé sur le repli : Par le Roi, vous, le sieur DE LAUTREC et DE BONIVET, amiral de France, et autres présents. ROBERTET. Et scellé de cire jaune à double queue.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdegalaë, iii die mensis maii, anno m^{dx}x (p. 53).

16 avril 1520.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme nostre cour de parlement de Bourdeaux ait esté érigée et establie à l'imitation de nostre cour de parlement à Paris, laquelle dite cour qui estoit par ci devant pourvue de trois présidents a esté depuis creüe et augmentée d'une chambre au nombre de huit conseillers et un président, et par ce soient quatre présidents en nostredite cour, c'est à scavoir le premier, second, tiers et quart par nous nouvelement créé et erigé. Scavoir faisons que nous considerants comme dit est que nostredite cour est erigée à l'imitation de nostredite cour de parlement de Paris, voulants l'ordre et forme qui y est observée ez presidents de nostredite cour de parlement à Paris estre observé en nostredite cour de parlement à Bourdeaux, et que les honeurs,

autorités, preeminences soient gardés et observés à nosdits presidents, 'avons dit, déclaré, statué et ordonné, disons, declarons, statuons et ordonnons l'ordre et forme sur le fait desdits presidents de nostredite cour estre doresenavant gardé et observé, c'est à scavoir que le trepas ou autre vacation advenant du second president de nostredite cour, le tiers sera en son lieu, et le quart au lieu du tiers, et au lieu du tiers advenant vacation d'icelui sera le quart, et le dernier pourveu toujours audit estat de quart president, et ledit ordre et forme estre doresenavant à tousjoursmais estre perpétuellement tenu, entretenu, gardé et observé. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amés et eaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement à Bourdeaux, que nostredite ordonnance ils entretiennent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer, et icelle fassent lire, publier et enregistrer en nostredite cour sans faire ne souffrir aucune chose estre faite au contraire, mais si chose y avoit esté ou estoit faite, ils la reparent et remettent, ou en la faisant reparer et remettre incontinent et sans delai, car ainsi nous plait il estre fait. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Blois, le xvi jour du mois d'avril, l'an de grace MDXX et de nostre regne le vi. Par le Roi, ROBERTET.

Lecta et publicata, et registrata in parlamento Burdigalæ, xxvi die mensis junii, anno Domini MDXX. MARCILLAC (p. 55).

Avril 1520.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, à tous présents et à venir, salut.

Comme nos très chers et bien amés les gens des trois estats de nostre bone vile et cité de Bourdeaux et pais de bourdelois, nous aient par leurs délégués présenté leur humble supplication et requeste contenant que combien que nos predecesseurs considerants la situation de nostredite vile et cité qui est assise en pais denué presque de toutes commodités fors des vignes, et qu'entr'autres lieux et pais de nostre roiaume soit requis et necessaire que nostre vile et cité de Bourdeaux, qui est l'une des principales clefs de nostre roiaume, soit grandement peuplée et munie, leur aient octroïé plusieurs beaux droits et privileges, et entre autres que les vins de haut pais ne peuvent et ne doibvent estre emmenés ne descendus au dessoubs de la ville de Saint-Macaire qui est l'entrée dudit pais de Bourdelois jusques après le jour de la feste de Noel, ne mis en nostre vile de Bourdeaux, et que dezpieça pour ce que de ceux dudit haut pais du costé de ceux d'où en l'on descend les vins par les rivières de Garonne, Tarn, Lot, et la rivière de Gironde avoient obtenu du feu roi Charles VII, de bonne memoire, restriction audit privilege de la feste de Noel à la feste de Saint-André, qui est avant ladite feste de Noel environ trois sepmaines, le feu roi Louis XI par ses lettres-patentes eust revoqué ladite restriction, prohibé et deffendu ladite descente au dessoubs et paravant ladite feste de Noel et que leursdits privileges depuis, par les feus rois Charles VIII et Louis XII et par

nous conséquemment depuis notre advènement à la courone, leur aient esté bien et deüement confirmés, ratifiés et approuvés, ce nonobstant plusieurs personnes dudit haut païs au-dessus dudit Saint-Macaire, puis naguères se sont ingerés de porter et mener leurs vins par charretes et autrement jusques à la rivière de Dordogne et descendre leurs vins par icelle, soubz ombre de ce que ledit feu roi Louis XI n'a esté fait mention de ladite Dordogne, ains laissé soubz ladite prohibition generale de descente de devant ladite feste de Noel escheüe l'entrée en ladite ville, qui est par ce moien de frauder lesdits suppliants de leurs anciens privileges, par nous et nos anciens predecesseurs à eux octroïés et confirmés, nous requérants sur ce pourvoir et subvenir de nostre grace.

Scavoir faisons que nous, ce considéré, non voulants lesdits suppliants estre frustrés de leursdits privileges, ainsi que nosdits predecesseurs pour bonnes grandes et justes causes à eux octroïés et par nous confirmés, ains iceux leur entretenir, garder et observer, pour ces causes et autres à ce nous mouvants avons, en leur confirmant et approuvant leursdits privilèges, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons et nous plaist qu'aucuns vins ne soient contre et au préjudice desdits privileges descendus ne emmenés doresenavant dudit haut païs au dessoubz de ladite vile de Saint-Macaire, ne mis en ladite vile de Bourdeaux et rivière de Gironde pour par lesdites rivières de Garonne, Tarn, Lot ou Dordogne par charrois ou autrement jusques après la feste de Noel, ains lesdits privileges entretenus, gardés et observés selon leur forme et teneur.

Si donnons en mandement par cesdites présentes à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement à Bourdeaux, seneschal de Guiene, et à tous nos autres justiciers ou à leurs lieutenants, présents et à venir, et à chacun d'eux si comme à lui appartiendra, que nostre présente declaration ils entretiennent et gardent, observent, fassent entretenir, garder et observer, et du contenu en icelles lesdits suppliants jouir et user pleinement et paisiblement, sans leur mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire, lequel se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, ils le mettent ou fassent mettre incontinent et sans delai à plene delivrance, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Blois, au mois d'avril, l'an de grace **MDXX**, et de nostre regne le **vi**. Ainsi signé: Par le Roi, vous, les sires **DE LAUTREC** et **BONIVET** et autres presents. *Visa, contentor*, **DESLANDES**.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdigalæ, vii mensis maii, anno Domini MDXX. MOSNIER (p. 54).

Mercuriale du mercredi 11 juillet 1520 (1).

A esté arresté qu'aux audiences quand l'on opinera l'on parlera bas en façon que les parties ou assistants ne le puissent entendre.

(1) Voir la note page 140.

Item, les chambres assemblées, a esté arresté que les causes seroient appelées par role tant le lundy, mardy que jeudy, scavoir est le lundy les appellations des jours ordinaires des seneschaussées, et le jeudy et vendredy après disner les autres appellations selon l'ordonnance du roy Charles VII, art. 42; Charles VIII, art. 20 et 21, sans ce que lesdits roles scient aucunement interrompus, et si aucune cause desdits roles estoit remise, ce sera à tour de role et non en la chambre ne autre jour, si n'est quand aux matinées des jours ordinaires que l'on a accoustumé d'appeller le lundy et autrement en soit ordonné par la cour, et enjoint la cour aux advocats et procureurs, ez jours des roles publics, estre prêts des matières quand seront appelées ezdits roles sans demander delai, à pene de dix livres à l'avocat et cent sols au procureur déclarée dès à présent. Et quant aux procès par escrit sera enquis si à Paris on les appelle au role pour garder ce que se fait à Paris, et cependant sera fait un rôle des procès par escrit, qui pourront estre expédiés par fin de non-recevoir, de desertion ou grief, eludent ou petit nombre de pièces sans enqueste et ce par le greffier de la cour des causes qui lui seront baillées par les présidents, lequel role sera appelé le lundy matin, aussi le mardy quand les causes du lundy seront vidées, et sera faite inhibition aux procureurs de ne bailler aucun procès par escrit pour estre mis au role ezquels y aura enquestes ou grand nombre de pièces.

Item, enjoint la cour à chacun des advocatz, ez heures d'audience, porter chaperons courts et à chacun des procureurs leurs chaperons accoustumés, et aux

advocats les autres jours leurs chaperons longs, à pene quant aux advocats de vint sols tournois et aux procureurs dix sols applicables à la confrairie.

Enjoint à mesmes penes aux procureurs d'assister dans le parquet en persone et non par substituts ou autres, durant que l'on plaidera leurs causes, et leur inhibe de parler aucunement, et s'ils veulent advertir leur advocat faire le pourront secretement.

Aussi inhibe auxdits avocats, procureurs, à mesmes penes, de parler quand la cour sera au conseil, et aux advocats de plaider à la barre ou ils doibvent plaider, et leur inhibe de passer par le parquet quand leur conviendra d'aller d'une barre à une autre.

Aussi inhibe aux jeunes advocats d'occuper le lieu des anciens à pene de cent livres tournois.

Aussi ordonne suivant l'ordonnance de Charles VII, art. 60; Charles VIII, art. 36, que tous delais ordinaires, congés à delivrer, appointements à prononcer pour mal jugé, soit par defect de porter le procès et conclure, forclusions d'enqueste, enquestes à recevoir, acquiescements, conclusions de procès par escrit seront expédiés par le greffier de ladite cour sans estre plus appellés en l'audience, à pene de cent sols d'amende contre celui qui fera appeller lesdits delais, aussi contre celui qui delaiera iceux accorder et pour ce faire seront tenus comparoir devant le greffier, les procureurs depuis six heures jusqu'à ce que la cour entrera en l'audience les jours de lundy, mardy et jeudy, et s'il y a difficulté, ceux qui insisteront à faire ce que dit est, mettront leur dire devant le greffier, et celui qui aura délaïé sans cause sera condamné en l'amende de cent sols, et ledit greffier en fera le rapport

à la cour pour par elle en estre ordonné comme il appartiendra.

Item, a esté ordonné que dedans deux jours après que les procureurs se seront présentés pour les parties, seront tenus de prendre advocat, et le nommer au procureur de partie adverse incontinent qu'il en sera requis, à pene de cent sols; aussi l'avocat sera tenu de s'accorder du fait dans deux jours après qu'il en sera sommé à pene de dix livres en son propre et privé nom.

Item, lesdits procureurs ne bailleront aucunes cedulaes ou etiquettes de congé par défaut de nommer avocat et s'accorder du fait ou monstrier ou rendre pièces, mais si le procureur ou advocat refuse faire ce que dit est, en bailleront requeste contre iceux procureur et advocat en leur propre et privé nom (p. 72).

24 juillet 1520.

Lettres de François I^{er} du xxiv juillet m^oxx, contenant la réduction des notaires et tabellions roiaux dans Bourdeaux au nombre, de quarante en ensuivant l'ordonnance ja pieça faite par le roi Louis XII (p. 55).

13 novembre 1520.

Le xiiii novembre m^oxx a été arrêté qu'en la chambre de la Tournelle n'y aura que deux fois durant le parlement muance, c'est à scavoir au commencement du parlement et à Pasques, et ceux qui seront eleus pour y estre lendemain de chacune feste Saint-Martin fairont résidence en ladite Tournelle

jusqu'à Pasques, et après les autres qui lors seront eleus demeureront en ladite chambre jusqu'à la fin du parlement (p. 52).

Mars 1521.

Lettres de François I^{er} du mois de mars M^oXXI et de son regne le vii, par lesquelles ledit seigneur confirme l'exemption de la cour pour le ban et arriere-ban octroïée par le roi Charles VIII.

Lecta et registrata in parlamento Burdegalæ xxvii die mensis martii, anno Domini M^oXXI. Ante Pascha (p. 55).

7 septembre 1521.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement à Bourdeaux, salut et dilection.

Comme nostre procureur-general en nostredite cour nous ait fait dire et remonstrer que pour le bien de justice et soulagement de nos subjets nous aions par ci devant ordonné que pendant et durant le temps des vacations, demeureront en nostredite cour aucuns de nosdits conseillers pour l'exercice de justice, selon qu'il est contenu en nos ordonnances, et soit ainsi que chacun jour afflue grande quantité de personnes en nostre conciergerie; et à present en y ait plusieurs qui au moien de leur longue detention pourroient mourir et evader la punition qu'ils ont meritée, qui seroit au tres grand grief, prejudice et dommage de nos subjets. Pour ces causes ou autres à ce nous

mouvants, vous mandons, commandons et expressement enjoignons que vous, nosdits conseillers, au nombre de six et un president lais, vaqués et entendés au jugement et decision des procès criminels qui sont pendants en nostredite cour à l'encontre de N... lesquels jugements et arrests, que contre les susdits seront donnés, voulons estre de tel effect et valeur que s'ils estoient faits ou donnés en, et durant nostre parlement et nonobstant qu'à present ne seoie, car ainsi nous plait il estre fait.

Donné à Bourdeaux le vii^e jour de septembre l'an de grace m^oxxi, et de nostre règne le vii^e (p. 55).

Mars 1522.

Lettres de François I^{er}, du mois de mars m^oxxii, enregistrées au parlement le v juin m^oxxii par lesquelles il establît le nombre de vingt offices de sergents roiaux ordinaires en la seneschaussée de Guyene, outre le nombre qui est ja establi (p.).

1^{er} avril 1522.

Lettres de François I^{er} du 1^{er} avril m^oxxii par lesquelles est fait mention que la creation d'un lieutenant criminel en chacune seneschaussée ressortissant sans moien au parlement, a esté par ledit seigneur faite (p. 56).

Juin 1522.

Lettres de François I^{er} du mois de juin m^oxxii, par lesquelles ledit seigneur crée de nouveau en la senes-

chaussée d'Agen en titre d'offices de conseillers et officiers, le nombre de six conseillers, et ordonne que les procès qui se jugeront en ladite seneschaussée se rapporteront en leur presence et seront jugés par ledit seneschal ou son lieutenant par les opinions desdits conseillers, par la pluralité des voix, ainsi qu'il se fait en la seneschaussée de Tholose, et que les procès leur seront distribués ensemble les executions des sentences et jugements, une fois la sepmaine, par le seneschal ou son lieutenant auxquels les greffiers porteront les roles des procès à distribuer, et selon lesdites matières et qualité des personages leurs seront distribués apres nostredit seneschal ou son lieutenant, qui tiendra le premier lieu ezdites distributions et rapport des procès, à tels gages, honeurs et prerogatives dont jouissent les conseillers de la seneschaussée de Tholose, et que la cour et chancellerie leur pourra adresser commissions telles qu'on a accoustumé adresser aux conseillers de la seneschaussée de Tholose.

Lecta, publicata et registrata in parlamento Burdegalaë, presente procuratore generali Regis, hoc fieri requirente, xiiii die mensis junii, anno Domini MDXXII (p. 55).

Août 1522.

Lettres de François I^{er} du mois d'aoust MDXXII par lesquelles ledit seigneur establit en tous les sièges des seneschaussées ressortissants nûement, et sans moien, ez cour de parlement un procureur du Roi en chef et titre d'office (p. 56).

[*Mercuriale*] du 17 febvrier apres disner 1523 ⁽¹⁾.

A esté arresté par la cour, les chambres assemblées, qu'après qu'un arrest aura été donné en la cour il ne se depechera ne rapportera requeste concernant l'arrest qu'en la chambre que la ou l'arrest aura esté donné, jugé et accordé, et ne sera décidé qu'en presence de ceux qui auront esté au jugement dudit procès, s'ils ne peuvent assembler et si la cour ordonne quelque provision sur ladite requeste, il sera toujours mis cette clause : *Executione arresti minime retardata*.

Item, a esté arresté qu'après huit heures toutes choses laissées, s'il y a dictums il seront leus en la chambre la où ils auront esté arrestés et non après neuf heures au plus loing toutes choses laissées.

Item, que touchant les etiquetes des audiences que les presidents les adviseront et sera en leur choix adviser à qui ils bailleront les audiences.

Item, que les conseillers n'iront en la chambre des huissiers faire appeller les procureurs, mais toutes les portes des huissiers demeureront fermées, et qu'il y demeure tousjours un huissier, lesquels serviront par sepmaine aux portes de la chambre pour appeller ceux qui seront demandés par la cour, et qu'il n'entrera persone au greffe cependant que la cour seoirra et vaquera aux expeditions de justice (p. 70).

11 août 1523.

Lettres de François I^{er} du xi aoust M^oxxiii confir-

(1) Voir la note p. 140.

matives de precedentes lettres par lesquelles ledit seigneur crée le nombre de six conseillers en la seneschaussée de Guiene (p. 56). .

28 décembre 1523.

Lettres de François I^{er} du xxviii decembre MDXXIII enregistrées au parlement de Bourdeaux le vii janvier MDXXIII par lesquelles ledit seigneur crée dans ledit parlement deux offices de conseillers laïcs, outre le nombre ci-devant établi (p. 56).

4 avril 1524.

Autres lettres du iv avril MDXXIV confirmatives de precedentes lettres de creation desdits six offices de conseillers en ladite seneschaussée de Guiene, nonobstant l'opposition du lieutenant général et particulier en ladite seneschaussée (p. 56).

Juillet 1524.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous presents et à venir, salut.

Comme nostredite cour de parlement à Bourdeaux ait esté créée, erigée, établie et ordonnée à l'imitation et instar de notre cour de parlement à Paris, et jaçoit qu'en nostredite cour de parlement de Paris soient établis quatre notaires, qui sont du nombre de nos amés et fcaux notaires et secrétaires, pour subvenir aux affaires, expéditions, deliberations et ordonnances de nostredite cour, aussi que nostredite cour de parlement

de Bourdeaux, depuis la premiere erection et establissement d'icelle, ait esté accrûe et augmentée de certain nombre de conseillers en icelle, neanmoins n'ont esté encore par nous ne par nos predecesseurs créés aucuns notaires en icelle nostredite cour, scavoir faisons que nous, pour certaines justes et raisonnables causes à ce nous mouvants et par bone, grande et meure delibération du conseil, avons dit, déclaré, statué et ordonné, disons, declaron, statuons et ordonnons, par edict, statut et ordonnance perpetüele et irrevocable estre créés, ordonnés et establis, et par ces presentes, de nostre certaine science, plene puissance et autorité roiale, creons, ordonnons et établissons deux notaires du corps de nostre cour de parlement de Bourdeaux pour iceux estats et offices de notaires de nostredite cour tenir, posseder, jouir et user, par ceux qui seront par nous pourvus et leurs successeurs ezdits estats et à l'instar, et à l'imitation et à tels gages, droits, honeurs, signatures, debvoirs, autorités et preeminences, en nostredite cour de parlement de Bourdeaux, que jouissent et usent iceux notaires establis et ordonnés en nostredite cour de parlement à Paris. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement à Bourdeaux que nostredit present edict, statut et ordonnance ils entretiennent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer, lire, publier et enregistrer en nostredite cour, et d'icelle fassent iceux deux notaires, qui seront par nous pourvus et leurs successeurs ezdits estats et offices, jouir et user plenment et paisiblement sans leur mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun destourbier

ni empeschement au contraire, mais se aucun leur estoit fait ils le reparent ou fassent reparer incontinent et sans delai. Mandons en outre à nostre amé et feal conseiller Philibert Babou, thresorier de France et de nostre espargne, qu'en l'assignation des gages de nos amés et feaux conseillers et officiers de nostredite cour il ordonne et establisce, à iceux deux notaires de nostredite cour, des gages tels et semblables que les ont iceux notaires de nostredite cour de Paris et iceux fassent auxdits notaires qui par nous seront pourvus auxdits estats et offices et leurs successeurs en iceux, paier, bailler, et delivrer par chacun an par le receveur commis au paiement des gages des presidents, conseillers et officiers de nostredite cour aux termes et en la manière accoustumée. Car ainsi nous plaist il estre fait nonobstant que par la première creation de nostredite cour les deux notaires n'aient esté establis en icelle, et quelconques ordonnances, mandemens, restrictions, ou deffenses à ce contraires. Et afin que ce soit chose ferme, stable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.

Donné à Blois, au mois de juillet **MDXXIV** et de nostre regne le **x**. *Sic signatum super plicam* : Par le Roi, ROBERTET, et scellé du grand sceau du Roi en cire jaune; enregistrées le penultieme jour du mois de mars l'an de grace **MDXXIV**, avant Pasques. MOSNIER (p. 56).

4 mai 1525.

LOUISE, mere du Roi, duchesse d'Angoumois, d'Anjou et de Nemoux, comtesse du Maine et de Gyen,

Regente en France, à nos tres chers et bien amés les gens tenants la cour de parlement du Roi nostre tres cher seigneur et fils à Bourdeaux, au seneschal de Guiene ou son lieutenant, et à tous autres justiciers et officiers dudit seigneur ou à leurs lieutenants, salut.

Comme depuis que les guerres et divisions sont meües et suscitées par l'eleu empereur et le roi d'Angleterre contre le Roi nostre seigneur et fils, icelui-si eust ordonné estre pris, cueilli et levé deux escus sols sur chacun tonneau de vin qui seroit tiré hors du pais de Guiene pour mener ez pais d'Espagne, Flandres et Angleterre, et autres lieux, et hors l'obeissance de ce roiaume, outre les droits et debvoirs des coutumes ordinaires et ancienes, et en ensuivant laquelle ordonnance eussent esté depeschées lettres par ledit seigneur pour prendre et tirer ledit subside extraordinaire de deux escus sur chacun tonneau de vin pour des deniers qui en viendroient estre subvenu aux grands charges et affaires de ses guerres, pour empescher l'effect desquelles le procureur des manants et habitants de la ville et cité de Bourdeaux et autres se soient opposés, sous ombre de laquelle opposition plusieurs marchands auroient contredit et differé de faire ledit paiement, et davantage les, admiral et visadmiral dudit pais de Guiene auroient de nouvel exigé et levé depuis ledit temps des guerres par chacun tonneau de vin, outre et par dessus icelui subside, c'est à scavoir : ledit amiral un escu, le visadmiral demi-escu, et soit ainsi que nostre tres cher et amé cousin le sieur de Lautrec, gouverneur et lieutenant pour le Roi nostredit seigneur et fils audit pais

et duché de Guiene, nous ait dit et remonstré qu'au moien desdits nouveaux subsides extraordinaires de nouvel mis et exigés, ainsi que dit est sur lesdits vins, attendu les autres charges que se levoient et souloient lever d'ancieneté sur les manants et habitants de ladite vile et pais de Guiene et Bourdelois, qui sont principalement fondés en vin, lesdits habitants de Bourdelois et de Guiene, n'en ont eu ne peuvent avoir delivrance et leur demeurent sur les bras, parce que les marchants qui avoient accoustumé enlever lesdits vins, qui est une marchandise qui requiert prompte delivrance, ne se scauroient sauver sans oster et abolir lesdits nouveaux subsides qui est au tres grand interest et dommage desdits habitants de Bourdeaux, Bourdelois et de Guiene et de toute la chose publique, aussi ça esté et est l'evident dommage du Roi nostre seigneur et fils pour raison des droits de traite, coutumes et autres droits ordinaires et anciens qui se levent sur lesdits vins, et les maire et jurats, manants et habitants de ladite vile et cité de Bourdeaux nous aient depuis et presentement fait dire le semblable, par leurs députés qu'ils ont envoié devers nous, humblement requérants pour iceux habitants qu'attendu ce què dit est ci-dessus, nostre plaisir soit oster et abolir lesdits nouveaux subsides et sur ce faire declaration de nostre vouloir. Pour ce est il que nous, les choses dessusdites considerées, desirant de tout nostre cœur pourveoir et subvenir auxdits habitants de nostredite vile et cité de Bourdeaux et aux sujets du Roi nostredit seigneur et fils auxquels cette chose touche et après avoir fait mettre cette matiere en deliberation avec les gens du conseil du Roi nostre

seigneur et fils, estants avec nous, et en ensuivant l'advis d'iceux avons, en vertu de nostre pouvoir de regente, voulu, déclaré et ordonné, voulons, declarons et ordonnons par ces presentes que doresenavant il ne sera pris par le comptable de Bourdeaux, son commis, admiral, visadmiral, ne autres, sur les vins que par nos permissions et sauf conduits, seront ci-après tirés et enlevés durant le temps des guerres hors des païs de Guiene et Bourdelois, pour estre menés et conduits ez païs d'Espagne, Angleterre, Flandre, Escosse et autres païs qui ne nous rendent obeissance, aucuns tributs ne subsides sinon lesdits droits de traite, grande coustume et autres debvoirs anciens et ordinaires qui se paient, ainsi qu'il est accoustumé, et, en tant que besoing seroit, avons esteint et aboli, esteignons et abolissons pour l'advenir ledit subside extraordinaire desdits deux escus sols pour chascun tonneau de vin, ainsi que dit est mis par le Roi nostredit seigneur et fils, depuis lesdites guerres encommencées, ensemble ledit subside d'un escu et demi pour l'admiral et visadmiral, et avons deffendu et deffendons tres expressement audit comptable de Bourdeaux, sondit commis, admiral et visadmiral et à tous autres de plus lever ledit subside extraordinaire sans prejudice du passé. Si vous mandons et expressement enjoignons en vertu de nostredit pouvoir et à chacun de vous si comme à lui appartiendra, que cette nostre presente declaration et abolition vous faites lire et enregistrer en ladite cour de parlement et publier par ladite vile et cité de Bourdeaux et partout ailleurs comme il appartiendra, et icelle entretenir et faites entretenir, garder et observer de point en point,

selon leur forme et teneur, en contraignant à ce faire et souffrir tous ceux qu'il appartiendra et qui pour ce seront à contraindre, reaument et de fait, nonobstant oppositions et appellations quelconques par lesquelles ne voulons estre differé, car tel est nostre plaisir, nonobstant ce que dessus, et quelconque ordonnances, restrictions, mandemens ou deffenses à ce contraires.

Donné à Lion le iv^e jour de mai l'an de grâce **MDXXV**; ainsi signé : Par Madame Regente en France, **BRETON**, et scellé à simple queüe à cire rouge.

Après que ces lettres patentes de Madame Regente en France sur l'abolition de deux escus pretendus par le comptable de Bourdeaux et d'un escu et demi qu'aussi les admiral et visadmiral pretendent sur chacun tonneau de vin qu'on mene hors du roiaume, ont esté leüs et que Cousinier pour le procureur general du Roi a requis en tant que touche l'abolition de deux escus pretendus par ledit comptable, et de l'escu et demi pretendu par lesdits admiral et visadmiral sur chacun tonneau de vin et de pastel, *Lecta, publicata et registrata* estre mis auxdites lettres.

La cour a ordonné et ordonne que *Lecta, publicata et registrata* sera mis auxdites lettres, en tant que touche l'abolition de deux escus que le comptable vouloit pretendre outre le debvoir de coutume sur chacun tonneau de vin, et l'escu et demi que les admiral et visadmiral aussi disoient avoir droit de prendre sur chacun tonneau de vin; et fait ladite cour inhibitions et deffenses auxdits comptable, admiral et visadmiral de prendre les deux escus et un escu et demi respectivement sur tonneau de vin qui sera

mené et conduit par mer. Fait le 1^{er} jour de juin l'an de grace MDXXV (p. 56).

Le mercredi 15 febvrier 1527, nihil fuit decisum.

Le 27 et 28 février 1527 (1).

A esté arresté que l'ordonnance seroit gardée quant aux congés que messieurs demanderont pendant le parlement, de sorte que s'ils ne viennent aux jours de leurs congés finis perdront leurs gages, et autrement mulctés à la discrétion de la cour, et que ledit greffier escriira leur absence.

Item, que ceux qui demanderont congé exprimeront la cause, et si elle est trouvée suffisante leur sera octroïé, et si elle est secrette jugeront que s'ils la declaroient totalement leur pourroit porter prejudice, et outre la declareront particulièrement à deux des presidents ou conseillers de ladite cour qui jugeront ladite excuse estre juste et raisonnable.

Item, parce qu'il advient qu'aucun desdits conseillers parlent ensemble pendant qu'on rapporte procès, requestes et que l'on opine, aussi qu'aucuns d'une chambre vont en autre chambre pendant que la cour seoit et vacque à l'expedition des procès, parlent les uns aux autres de leurs affaires, et n'entendent aux rapports desdits procès ni expeditions desdites requestes, a esté ordonné qu'ils n'entreront et ne parleront plus ainsi, mais attendront l'issüe de la cour ou bien iront à leur logis parler de leurs affaires, sinon qu'ils soient envoiés de l'une chambre à l'autre.

(1) Voir la note page 140.

Item, qu'aucuns conseillers ne sortiront des chambres où ils sont et n'iront dans la chambre des huissiers pendant que ladite cour seoirà, et s'ils veulent avoir aucune audience pour eux, leurs parents et autres bailleront leurs etiquetes à l'un des presidents qui les baillera au grefier ou à l'un des notaires de la cour, lesquels commanderont aux huissiers d'appeller les procureurs des parties.

Item, pendant que la cour seoirà ne sera permis aux procureurs, ne presidents, conseillers et leurs clerks, ne autres entrer par le parquet de l'audience, ne parler entre les portes, passer outre la chambre des huissiers pour parler au greffe ne autrement à aucun de ladite cour, ains attendront l'issüe de la cour à peine d'estre punis, et enjoint aux huissiers entretenir la présente ordonnance et au grefier ne souffrir entrer aucun au grefe pendant que la cour seoirà.

Item, arresté que nul des presidents, conseillers ne sollicitera des procès pendants en la cour si n'est leurs noms, leurs femme, enfants ou freres.

Item, quand aucun procès sera mis sur le bureau ne sera permis aux conseillers en mettre d'autres que celui ou ceux qui auront esté mis auparavant ne seront vidés et arrestés, et deussent les chambres vaquer, et quand aucuns conseillers d'une chambre aura esté d'un procès en l'autre chambre quand seront mandés viendront toutes choses laissées.

Item, les requestes de rapport qui seront baillées à aucun des conseillers à l'entrée ne seront rapportées le mesme jour, ains remises au lendemain, et sera commandé aux procureurs de bailler aux conseillers les requestes le soir paravant pour icelles veoir, autrement ne seront rapportées le jour que seront baillées.

Item, que le lendemain que l'audience aura esté tenue le greffier ou son commis apportera le registre qui aura esté mis au net le jour auparavant, et lira les arrests, appointements, qui auront esté expédiés en l'audience devant messieurs les presidents et autres conseillers qui auront esté presents en l'audience.

Item, quand aucun conseiller opinera ne sera interrompu par autre, et s'il erre au fait ou en droit, lui sera remonstré par le president ou rapporteur, sans qu'autre en parle.

Item, quand aucuns presidents ou conseillers entreront en ladite cour après sept heures, ou quand seront absents par le congé de la cour et qu'ils ne viendront dans le temps à eux prefix, ou quand deux parleront en ladite cour, ou bien qu'interrompent l'opinant celui qui presidera l'en fera sortir dehors ladite chambre, et avant que faire autre procédure mettre en deliberation de la punition qu'il doibt avoir pour estre entré trop tard, ou n'estre venu au terme prefix, ou pour avoir parlé ensemble, et interrompu l'opinant, et s'il est besoing assemblera les chambres pour en ordonner, et autant en sera fait de ceux qui seront allés à la chambre des huissiers parler auxdits huissiers (p. 70).

[Mercuriale] le 27 et 28 janvier 1528.

Arresté que doresenavant tous les présidents et conseillers viendront et seront assemblés en la cour avant sept heures du matin.

Item, le mardy et vendredy après disner n'y aura audience sinon pour les criminels seulement, afin qu'ezdites après-disnées se puissent vuidier les procès

mis au conseil, mais depuis Pasques jusques à la my-aoust y aura audience le mardy et vendredy après-disner.

Item, quand en la grand chambre on envoiera querir aucun des chambres des enquestes ou de la Tournelle pour aller en l'audience ou faire autre expedition, y viendra quant et quant.

Item, que ceux qui demanderont congé pendant le parlement et ne viendront au terme prefix, perdront leur gages et autrement mulctés à la discretion de la cour, et ceux qui demanderont congé exprimeront la cause pourquoi, et si elle est secrete jureront que s'ils l'exprimoient, leur pourroit porter prejudice, et la declareront particulièrement à deux des présidents ou conseillers de ladite cour, qui jureront la cause estre raisonnable.

Item, parce qu'aucuns des conseillers d'une chambre vont en l'autre pendant que la cour seoit et parlent les uns aux autres et n'entendent au rapport de leurs procès, a esté ordonné qu'ils n'y entreront et ne parleront plus ainsi, mais attendront l'issüe de la cour ou iront à leurs logis, sinon qu'ils fussent envoiés d'une chambre en l'autre.

Item, est inhibé que nul des conseillers ne se rende solliciteur à pene de suspension de son estat *nisi in causa propria* et de sa femme, enfans ou freres, et que ceux de la cour ne s'entremettront de faire appointements, posé qu'ils fussent recusés, sinon par permission et ordonnance de la cour.

Item, que nul ne parle aucunement en opinant sinon à son tour, si n'est au cas de l'ordonnance que l'on errast au fait, auquel cas le rapporteur ou président

le remontreront, ou si le president vouloit mettre quelque chose en avant, et outre que tous les jugeants seront present et escoutants les opinions des uns des autres, et si quelqu'un soit sera attendu avant tirer outre.

Item, quand aucun opinera ne sera interrompu par autre s'il n'erroit en fait ou en droit, lui seroit remontré par le président ou rapporteur sans que nul autre en parle.

Item, quand aucun président ou conseiller entrera en la cour après sept heures, sera fait comme dessus a esté déclaré (p. 71).

[Mercuriale] du 22 juin 1530.

Arresté que quand un procès sera veu, s'il s'absente aucun qui aura assisté au jugement, pour cela ne demeurera à estre vuidé s'il demeure nombre suffisant pour le juger, et où ne demeureroit nombre suffisant, sera pris un des autres chambres auquel le procès lui sera rapporté en présence de deux autres conseillers (p. 72).

[Mercuriale] le 28 février 1531.

A esté arrêté que les congés à delivrer, forclusions de preuves d'enquestes à recevoir, prononcé pour mal jugé, conclusions de procès par escrit et autres delais ordinaires, ne seront appellés à l'audience ains ne s'accorderont devant le greffier de la cour, autrement ceux qui ne voudront accorder lesdits delais seront mulctés d'amendes.

Aussi a esté arresté quand aux huissiers qui retirent les sacs et les retiennent longuement, de sorte qu'ils sont distribués ailleurs et aucunes fois s'égarent et sont empeschés d'estre vidés, a esté ordonné qu'ils les remettront dans trois jours après qu'ils les auront eus, suivant l'ordonnance (p. 71).

Mercuriale du 10 mai 1532 (1).

Articles utiles et nécessaires, faits par l'avis et délibération de la cour, pour la conservation des ordonnances, bien de justice, et expedition d'icelle (2).

Et premierement a ordonné et ordonne ladite cour que nul des presidents ou conseillers d'icelle après que l'on a entré, ne se liève pour sortir hors de la chambre qu'une fois, si n'est par nécessité ou ordonnance de ladite cour.

Item, ordonne ladite cour que les requestes qui sont de rapport et d'importance, soient rapportées *cum silentio* en pleine cour et qu'un chacun y entende, et que lesdites requestes soient rapportées par tour, et une seule requeste par chacun à la fois, si n'est qu'il y eust aucune requeste qui requist celerité, laquelle sera preferée à rapporter sans avoir egard audit tour.

Item, et finira le rapport desdites requestes entre sept et huit heures pour le plus tard, et pour ce qu'il advient souventesfois qu'aucuns desdits conseillers

(1) Cette date ne figure pas dans le manuscrit.

(2) Plusieurs *mercuriales* se trouvent sous cette rubrique; quelques-unes sont classées à leur date.

viennent bien tard, ordonne ladite cour que ceux qui viendront tantost après sept heures ne rapporteront aucune requeste, si n'est par l'advis d'icelle.

Item, ordonne que ceux de la chambre des requestes ne rapporteront aucune requeste à la grand chambre, et en icelle n'entreront après la messe dite, sans bonne cause, ains s'en iront tout droit à leurdite chambre, si n'est qu'ils fussent envoiés querir par ladite grand chambre par ordonnance d'icelle, ou qu'ils vinssent par leur deliberation, ce qu'ils feront scavoir premieurement à ladite grand chambre afin qu'ils ne l'empeschent à quelque bonne expedition.

Item, ordonne ladite cour que les procès d'importance doresnavant seront distribés suivant l'ordonnance, autrement declare dès à present nulles les distributions qui se fairont contre l'ordonnance, et sera tenu le greffier de ladite cour d'ecrire ceux par lesquels seront faites les distributions.

Item, ordonne ladite cour que des informations *audiant partes* soit en matiere de criées ou autres n'en sera faite distribution à ceux de la chambre des enquestes si n'est que dependist de ladite chambre et seront lesdites informations, pareillement les *Interrogentur*, pareillement distribués en la grand chambre et par ordre, et quant aux *taxentur*, ceux qui dependent des procès vuidés en la chambre des enquestes seront distribués à ceux de la chambre, et ceux de la grand chambre aussi en icelle.

Item, ordonne ladite cour que les audiences des causes à plaider ez lundy et mardy seront doresnavant expediées par roole.

Item, ordonne ladite cour que l'expedition des

procès anciens poursuivis sera préférée aux autres, si n'est qu'il fust question de matiere provisionnelle, des femmes veuves, des mineurs estrangiers ou autres qui requiert celerité, car lors seront lesdites matieres préférées par deliberation de la cour et seront rapportés lesdits procès par ordre à tour de roole. Et si celui qui sera à tour a plusieurs procès entre ses mains qui requierent celerité et expedition par deliberation de ladite cour, il en sera mis ailleurs afin que brievement puissent estre audit tour expédiés.

Item, durant la visitation et jugement du procès qui sera sur le bureau, aucune interruption ne sera faite, ne autre procès mis sur ledit bureau jusqu'à ce qu'il soit conclu et arrêté par la plus part des opinions se faire se peut.

Item, enjoint ladite cour à un chacun conseiller d'icelle qu'après que ledit procès aura esté veu et l'opinion du rapporteur dite, il sera prest d'opiner sans demander delai plus que du jour au lendemain, car durant la visitation dudit procès doibt estudier sur ce dont est question et bien y penser, ainsi ouira les opinions des autres et s'il veoid raison qui le doibve demouvoir le fera pour son acquit et lui sera honeur d'ainsi le faire, et ordonne ladite cour que les absents seront attendus après huit heures, supposé qu'ils aient esté à veoir ledit procès quand il y aura nombre suffisant pour le juger.

Item, enjoint ladite cour aux president et conseiller d'icelle qu'ils ne disent ou donnent entendre leur opinion jusqu'à ce qu'ils debvront opiner, sur peine d'estre mis hors du procès comme suspects.

Item, a esté ordonné que si aucun erre au fait en

disant son opinion, le president ou rapporteur le remonstrera et dira gracieusement, et la où ils ne le fairont autre le pourra faire, et ledit errant prendra benignement et patiemment ladite remonstrance sur peine d'estre mis hors du procès comme suspect.

Item, ordonne ladite cour que nul des presidents ou conseillers d'icelle ne sera receu à opiner à aucun procès s'il n'a esté present au rapport d'icelui et a ouï les opinions des assistants; ne pareillement à faire aucune interpretation de l'arrest qui sera arresté par les opinans, ains l'interpretation ou addition si aucune en faut faire, sera faite par l'advis de ceux qui auront opiné audit procès.

Item, enjoint ladite cour à celui qui presidera que incontinent après que lesdites opinions auront esté dites et qu'elles seront par le rapporteur ou greffier redigées par escrit, qu'il les fasse lire par le rapporteur et qu'il conclue à la plus part sans plus faire redire lesdites opinions à personne, toutesfois si aucun d'eux se vouloit retourner de leursdites opinions le pourront faire d'eux-memes avec raison, comme ils doibvent.

Item, enjoint ladite cour au rapporteur que le plus tost qu'il pourra fasse le *dictum* et le lise en la chambre où aura esté jugé ledit procès en presence de ceux qui auront esté au jugement s'ils sont tous en ladite cour, et si aucuns par maladie ou autre cause estoient absents à ladite heure de huit heures, suffira qu'il soit leu en la presence des autres qui auront esté audit jugement.

Item, enjoint ladite cour au president qui aura presidé audit jugement qu'incontinent il signe ledit *dictum* ains leu et accordé en ladite chambre et

pareillement au rapporteur, et si ladite cour ordonne que ledit *dictum* soit prononcé le sera sans attendre autre prononciation d'arrest si n'est que les presidents le voulussent prononcer.

Item, pour ce que dessus est ordonné ne faire aucune interruption durant le rapport et visitation dudit procès qui sera sur le bureau, cela s'entend sinon qu'il soit necessaire comme pour expeditions des crimineux plaidoiés et requestes en la grand chambre et à la chambre des enquestes quand il conviendra avoir delais de ladite chambre avec ceux de la grand chambre pour lesdits crimineux.

Item, a ordonné et ordonne ladite cour qu'aux jours de vendredy et samedy sera vaqué aux procès es prisonniers et si pour l'expedition d'iceux est requis qu'aucuns lais desdites enquetes y soient, seront envoiés les gens d'eglise en ladite chambre des enquestes pour vaquer avec eux à l'expedition de quelque petit procès en ladite chambre qui soit expédié en un jour afin que lesdits gens d'eglise soient prêts à retourner en ladite grand chambre quand ils seront appellés.

Item, a ordonné et ordonne ladite cour que les appellations, informations, criées et petites causes d'appellations verbales mises au conseil et autres petits incidents seront expédiés aux après-disnées, et que pour ce faire tiendront ceux de la grand chambre leur quinzaine et ceux des enquetes la leur, pour ce qu'il est besoing que ceux qui auront esté aux plaidoiers, se ne sont absents ou excusés, soient à l'expedition de ce qui sera mis au conseil, et qu'aussi ceux des enquetes qui ne pourront definir à la fin de leur

quinzaine lesdits procès qui seront sur le bureau les jugent en la chambre, le plus tost qui se pourra.

Item, enjoint ladite cour à chacun des presidents et conseillers d'icelle que si aucune requeste de recusation est baillée contre aucun d'eux, qu'incontinent lesdites requestes soit lüe en sa presence et qu'il y responde, si bon lui semble, et ce fait s'en sorte sans attendre que l'on lui die, et si ne veut sortir sera tenu pour suspect et recusé audit procès. Et deffend ladite cour à tous presidents et conseillers contre lesquels lesdites requestes seront baillées qu'ils n'usent de menaces ni paroles outrageuses contre ceux qui les bailleront, car si ladite requeste n'est veritable et est trouvée injurieuse ladite cour leur en fera faire si bonne reparation qu'il suffira.

Item, ordonne ladite cour qu'incontinent que ladite recusation sera jugée bonne qu'elle soit inventorisée en l'inventaire du requerant, si le procès est en droit et produit, sinon soit baillée la requeste à la partie qui l'aura présentée pour la produire et inventoriser avec les autres pieces quand il produira.

Item, et par ce qu'à cause des absents l'expedition des procès demeure souventesfois estre faite en'chacune desdites chambres comme il appartient, enjoint ladite cour aux presidents et conseillers d'icelle que si aucun se veut absenter de la vile demande son congé en plene cour et qu'incontinent qu'il l'aura demandé qu'il s'aille hors de la chambre, et n'attende pour son honeur que l'on lui die.

Item, ordonne ladite cour que si ledit congé lui est donné, ne pourra besoigner pendant sadite absence à aucune commission que ce soit sans expres congé et

licence de ladite cour, lequel congé sera enregistré au greffe, et deffend ladite cour au greffier d'icelle de ne bailler aucune commission aux susdits sans premierement en parler à ladite cour, sans ce qu'elle ne l'ait permis ainsi faire, et declare ladite cour dès à present nul ce qui sera fait au contraire, et neanmoins ordonne que le tout sera refait aux depens dudit commissaire et greffier et par autre.

Item, pour ce qu'il pourroit advenir que lesdits presidents et conseillers avant ledit congé auroient leue ladite commission ou commissions, seront tenus lesdits presidents et conseillers requerants ledit congé le dire à ladite cour, laquelle leur deffend besoigner auxdites commissions sans exprès congé et permission d'icelle, et declare semblablement ladite cour nul tout ce qui sera fait au contraire et que le tout sera refait aux depens dudit commissaire par autre qu'à ce sera commis par elle.

Item, pour ce que plusieurs commissions et executions de procès et arrests expediés en un parlement sont baillées à aucuns et les autres n'en ont point, deffend ladite cour au greffier d'icelle d'expedier plus haut d'une commission d'execution d'arrest à aucun si n'est qu'il soit ordonné par les presidents ensemble s'ils sont en la cour ou en suivant l'ordonnance sur ce faite, et si lesdits presidents n'y sont par celui qui presidera appellés deux conseillers des anciens avec lui sera pourveu à la distribution desdites commissions d'execution selon ladite ordonnance par l'antiquité et tant en la grand chambre, que celle des enquestes avant ladite distribution, et si ainsi n'est faite sera nulle.

Item, ordonne ladite cour que si aucun president ou conseiller d'icelle durant le parlement a fait bonne residence suivant sa possibilité, et advenant qu'il tombe malade tellement qu'à l'occasion de sadite maladie ou pour autre cause legitime il soit absent au temps que se fait la distribution des enquestes, sera tenu et reputé present et lui sera sa commission retentüe pour son rang par quelqu'un de ladite cour auquel il escrira pour ce faire.

Item, que tous presidents et conseillers qui auront enqueste à faire ne pourront bailler ladite commission ou enqueste à faire à autre que ce ne soit en suivant l'ordonnance sur ce faite et declare dès à present ladite cour nul ce qui sera fait au contraire.

Item, qu'aussy ne pourra prendre enqueste à faire par distribution ou autrement, que ne lui tiene lieu en son rang supposé qu'il ait rapporté le procès où les parties sont appointées contraires.

Item, deffend ladite cour aux presidents et conseillers d'icelle que doresenavant ils n'occupent ladite cour en choses superflües et que de rien ne serve à l'expedition de justice, et si aucun president ou conseiller veulent dire quelque chose de joieux ou quelques nouvelles pour resjouir les assistants, le dira le plus brief que laire se pourra sans perdition de temps.

Item, ordonne ladite cour que quand aucun procès aura esté distribué ne pourra estre mis d'une chambre à autre, ne d'un conseiller à autre sans en avoir la deliberation des presidents ensemble de la cour ainsi que l'ordonnance le porte.

Item, deffend ladite cour aux presidents d'icelle ne surprendre l'un sur l'autre en ce qui appartient en l'office d'un chacun.

Item, ordonne ladite cour que si aucune question ou debat survenoit en icelle au conseil entre aucuns presidents ou conseillers qui ne sont pour la conservation des ordonnances ou d'aucunes d'icelles, ains pour d'autres matieres, celui qui presidera les fera saillir hors ladite chambre, et si c'estoit pour la conservation desdites ordonnances ou aucunes d'icelles que celui qui contreviendra à ladite ordonnance saille hors, et celui qui soutiendra ladite ordonnance demeure en ladite chambre avec les autres.

Item, ordonne ladite cour que les procès ou y aura enquete seront distribués en la chambre des enquestes sinon que ce fust matiere ou falust que les deux chambres fussent assemblées, auquel cas pourroient estre distribués ou bien en la grand chambre ou aux enquestes par les presidents, ainsi que sera advisé pour le mieux.

Item, où il y aura conclusion criminelle seront lesdits procès distribués en la grand chambre.

Item, ordonne ladite cour que les procès par escrit ou y aura enquestes ou instruments ne seront vidués sur le champ que selon l'ordonnance et après que le president qui aura presidé en aura demandé particulierement à un chacun son opinion.

Item, ordonne ladite cour que si en plaidant aucune matiere trois des presidents ou conseillers assistants à icelle sont d'avis qu'elle ne soit expediee sur le champ ains mise au conseil, combien que les autres soient d'avis contraire, posé que ladite matiere ne soit fort douteuse ne de grande importance sera mise au conseil; pareillement y sera mise combien que tous les autres fussent d'avis contraire.

Item, deffend ladite cour à tous les presidents et

conseillers d'icelle ne instiguer les parties plaidoians en ladite cour de soi condescendre à se soubmettre à lui pour les appointer ne en prendre la charge sans premierement en parler à ladite cour et sans advis et permission d'icelle.

Item, ordonne ladite cour que doresenavant soit plus escrit par le president ou celui qui signera le *dictum* tant pour l'honneur de ladite cour que pour la conservation des ordonnances faites touchant les commissions ou *cum executione*.

Item, ordonne ladite cour qu'il ne sera fait après-disnées en prenant argent par ceux qui seront à leur quinzaine durant ladite quinzaine, supposé que la matiere qu'ils expedieront fust de la nature de celles qui se peuvent expedier en prenant argent pour la vacation.

Item, et ne sera aussi expedié hors de ladite quinzaine matiere, supposé qu'elle soit de la matiere de celles qui se peuvent expedier en prenant argent pour les vacations que premierement le cas ne soit mis en ladite chambre en presence du president ou presidents et autres de la chambre dont sera le procès et que ladite matiere soit cogneüe estant telle qu'il soit requis y mettre commissaires pour y vaquer en prenant salaire, et qu'ils soient nommés, lesquels y seront mis jusqu'au nombre de neuf seulement pour le soulagement des parties, sinon que la matiere fust si grande et de grande importance qu'il y convinst mettre plus grand nombre.

Item, ordonne ladite cour que celui qui opinera n'usera de paroles superflües ne de redites que le moins que faire se pourra sur pene d'estre repris.

Item, la cour deffend à tous procureurs d'icelle que doresnavant ils ne baillent ne mettent leurs productions, soient demandeurs ou deffendeurs, ailleurs qu'au greffe où lesdites productions seront enregistrées, et qu'ils mettent leurs productions en sac inventorisées, et pareillement soit fait des procès par escrit et informations sur pene de suspension de leur estat ou amende arbitraire.

Item, ordonne ladite cour qu'il ne sera distribué aucun procès par escrit si n'est qu'il soit receu par ladite cour comme tel et mis devers le greffe premierement procès plaidoié en la cour que premierement les parties n'aient produit au greffe et que le procès soit en estat de juger, et declare ladite cour nul déz à present ce qui sera fait au contraire, et sera ladite distribution faite à un autre. Et deffend ladite cour à tous procureurs de ne bailler ne signer requeste pour faire le contraire sur pene d'amende arbitraire.

Item, ordonne ladite cour qu'ez audiences par le president qui presidera seront benignement ouïs les advocats en leurs plaidoiers sans les rabroüer si n'est en ce qu'ils seront superflus ou reprehensibles.

Item, ordonne ladite cour que les audiences se tiendront aux jours ordinaires si ce n'est que par ladite cour autrement en soit ordonné et deliberé.

Item, pareillement a esté ordonné que si aucuns desdits presidents ou conseillers contrevenoient au contenu de ces articles, celui qui presidera pourra dire : gardés l'ordonnance; ou en son défaut l'un des autres presidents ou conseillers par ordre pourra dire lesdites paroles, et si celui à qui lesdites paroles seront dites, contredit à ce faire, tous autres presidents ou

conseillers soutiendront que lesdits articles soient gardés et le contredisant mis hors de la chambre pour en estre ordonné en son absence comme il appartiendra par raison (p. 65).

Du 20 juin 1533. (Des greffiers.)

La Cour, après avoir par ci-devant ouï plusieurs plaintes du désordre qui estoit au greffe civil, criminel et des présentations des sommes des deniers qui ont esté prises et exigées contre l'ordonnance et anciens stiles de ladite cour, pour y mettre ordre suivant les ordonnances et obvier que les sujets du Roy ne soient foulés et opprimés, et ouïs sur ce moiennant serment des plus anciens et expérimentés procureurs d'icelle cour, à grande et meure délibération les chambres assemblées, a ordonné, sur l'exercice desdits greffes et salaires, ce que s'ensuit :

Premièrement ordonne la cour que le greffier civil et criminel aura pour l'exercice dudit greffe quatre clerks principaux experts en langue latine et pratique, seront stipendiés sur l'émolument dudit greffe, ainsi que par la cour sera délibéré ; l'un desquels aura la charge de servir escrire en l'audience et en la grand'chambre ; l'autre en la Tournelle ; et l'autre en la chambre des enquestes, quand sera nécessaire y aller ; l'autre aura la charge de registrer les arrests, expéditions et appointements de la cour.

Item, et pour ce que la cour est deüment adverti de l'expérience de M^e Antoine Brunet et Jan Dupeyrat, qui ont longtemps servi lesdits greffes civil et criminel, elle ordonne que ledit Brunet servira pour le présent

ez audiences et grand'chambre, et pour ce faire lui baillera le greffier civil et criminel cent livres tournois chacune année prises sur les gages ou autres profits et emoluments dudit greffe, et que ledit Dupeyrat servira à la tournelle et pour ce faire lui sera baillé par ledit greffier cinquante livres tournois de gages prises comme ceux dudit Brunet, et outre ce nourrira ledit greffier en sa maison lesdits Brunet et Dupeyrat.

Item, et pour obvier à ce qu'aucune exaction ne se fasse au cas que lesdits Brunet et Dupeyrat ne voulussent aller boire et manger en la maison dudit greffier ou qu'icelui greffier ne les y voudroit recevoir, l'un desdits cas advenants icelle cour leur pourvoira d'autre plus grande somme qu'elle verra estre à faire par raison jusqu'à ce qu'autrement par ladite cour ait esté pourveu en ce qui concerne lesdits Brunet et Dupeyrat.

Item, pour obvier à ce qu'aucune exaction ne soit doresenavant faites esdits greffes, ordonne ladite cour que des arrests definitifs de main-levée, ou de recreance, que ledit greffier minutera, se prendra seulement quatre sols parisis pour peau pour le salaire du clerc.

Item, et des vidimus et autres pièces collationnées audit greffe, prendra tant pour lui que pour ses clerks demi escu pour peau.

Item, des congés simples, défauts simples, congé défaut, prendra tant pour lui que pour ses clerks, seze sols parisis pour chacune peau.

Item, quand par ladite cour est ordonné que quelque incident de lettres roiaux ou requeste est joint au principal procès, si c'est après les pièces veües par la cour et par arrest prononcé à la barre, ledit greffier

prendra pour tel appointement quatre sols parisis, et si tel appointement est donné par la cour sur le champ, en prendra ledit greffier seulement deux sols parisis.

Item, que l'extrait d'un congé qui sera baillé par la cour, parties ouïes, prendra ledit greffier quatre sols parisis, et s'il est baillé par faute de coniparoir ou se presenter, en prendra seulement ledit greffier deux sols parisis.

Item, des receptions des enquestes et appointements au conseil prendra deux sols parisis seulement.

Item, des autres délais ordinaires, posé qu'il y eust demande en matière de définition d'appel ou condamnation, pour procès retardé ou surseance, ne prendra ledit greffier que six deniers parisis.

Item, ordonne la cour que pour l'eslargissement des prisonniers et arrestés, posé qu'en une instance il y eust grand nombre de prisonniers ou arrestés élargis par mesme appointement, ledit greffier prendra pour ledit elargissement et appointement d'icelui et soubmissions faites, ensemble cinq sols parisis seulement, comme si en ladite instance n'y avoit qu'un arresté ou prisonnier elargi et ce pour le premier elargissement ou soubmissions, car si en une matière estoient faits plusieurs elargissements, apres le premier le greffier n'en prend aucune chose fors deux sols parisis pour l'appointement et l'eslargissement quand il sera levé par aucune des parties.

Item, ordonne ladite cour quand plusieurs demandeurs ou deffendeurs en une même instance constitueront leur procuration au greffe, le greffier civil ou criminel ou des presentations qui recevra ladite consti-

tution, prendra seulement pour la constitution deux sols parisis comme s'il n'y avoit qu'un constituant.

Item, ordonne la cour que les plaidoiers qui se leveront dudit greffe seront escrits en papier assez grand et raisonnable, et en chacune page de feuillet aura vingt-quatre lignes et en chacune six mots sans les monosyllabes; et pour feuille desdits plaidoiers faits et escrits en la forme susdite le greffier aura et prendra tant pour lui que ses clerks quatre sols parisis et non plus.

Item, fait ladite cour inhibitions et deffenses audit greffier civil et criminel et des presentations de ne prendre doresenavant aucune chose pour la lecture qu'ils fairoient mettre aux arrests et autres provisions de la cour qu'ils delivreront aux parties.

Item, ladite cour fait inhibitions et deffenses audit greffier civil et criminel de ne depecher aucune requeste qui n'aient esté présents à la deliberation d'icelles, si n'est qu'il fut question de delais et forclusions ordinaires, aussi de distribuer aucune commission s'il n'a esté ordonné par la cour ou ez cas que les présidents le peuvent faire par les ordonnances et ne bailler aucuns sacs s'ils n'ont esté distribués par les présidents.

Item, fait inhibitions et deffenses auxdits greffiers civil, criminel et des presentations de ne signer aucuns actes et expéditions de la cour sans les avoir collationés et ces mots *Collation est faite* seront escrits d'autre main que de celui qui aura escrit l'acte.

Item, enjoint ladite cour auxdits greffiers d'entendre bien aux plaidoiers escrire et enregistrer le dire des advocats et d'apporter le lendemain desdits plaidoiers le registre d'icelles en la cour.

Item, enjoint auxdits greffiers d'inscrire et narrer ez appointements d'icelles qui seront decisifs de la matière, ou d'aucun iccident, les faits et raisons alléguées par les parties le plus brief que faire se pourra, et quand l'appointement de la cour portera simplement : au conseil, et ne sera aucunement decisif, ledit greffier n'y fera aucune insertion narrative si les parties ne veulent lever le plaidoyer.

Item, enjoint la cour audit greffier civil et criminel d'enregistrer ou faire enregistrer les arrests, appointements et autres expéditions d'icelle et de porter tous les lundy matin en icelle le registre qui en aura esté fait.

Item, fait ladite cour inhibitions et deffenses auxdits greffiers et à leurs clerks de ne faire escrire lesdits registres par autres que par les clerks ordinaires du greffe, et de porter lesdits registres, liasses, dictums hors le greffe, si n'est qu'ils le portassent à la maison du greffier pour quelque expedition nécessaire.

Item, ordonne la cour que le greffe sera exercé au lieu establi et ordonné, scavoir est au palais, et enjoint la cour aux clerks greffiers de faire bonne residence audit greffe sans vaquer afin que les parties soient promptement et diligemment expédiées, et leur deffend la cour de ne porter les registres, dictums ne autres pièces dudit greffe en leurs maisons, et de ne renvoyer les parties de l'un à l'autre, ains ordonne que le premier d'eux qui sera requis par aucune partie de depecher, qu'il le fasse sur pene d'estre condamné aux despens, dommages et interests de la demeure de la partie par laquelle il aura esté requis et d'autres amendes arbitraires.

Item, enjoint la cour auxdits greffiers et à leurs clerks de depecher les provisions qui seront necessaires au procureur-general du Roy tout incontinent qu'ils en seront requis, à peine de telle amende arbitraire que la cour verra.

Item, touchant le salaire que ledit greffier civil et criminel pretend lui estre deub quand les sacs et pièces sont communiquées aux parties par les mains d'un des huissiers, ordonne la cour qu'elle s'enquerra du salaire qu'en prend le greffier à Paris, et cependant fait inhibitions et deffenses audit greffier de ne prendre aucune chose des parties quand les pièces leur seront communiquées par les mains des huissiers.

Item, afin qu'aucun ne puisse pretendre cause d'ignorance de ces presentes ordonnances de la cour, elle ordonne que de ces ordonnances sera fait trois tableaux dont l'un sera mis dans la chambre du conseil, l'autre au greffe et l'autre en la sale du palais.

Item, fait inhibitions et deffenses, à pene de suspension de leurs offices et autres amendes arbitraires, auxdits greffiers civil et criminel et des presentations, de ne prendre aucune chose des parties directement ou indirectement, pour les appointements, actes et expéditions ci-dessus spécifiées outre ce que dessus est dit, et pareillement aux procureurs des parties et sollicitateurs de ne leur en bailler et presenter davantage.

Item, ordonne la cour que les greffiers civil et criminel et des présentations, quand ils seront receus au serment de leurs offices, jureront garder, observer et entretenir ces presentes ordonnances de point en point sans les enfreindre en aucune manière.

Item, fait inhibitions et deffenses aux clerks desdits

greffiers, à la pene de punition corporelle et amendes que la cour verra estre à faire, de ne prendre aucune chose des parties, directement ou indirectement, pour quelque depeche qui soit faite, prise ou levée ezdits greffes, et leur déclare la cour qu'ils seront salariés sur l'emolument du greffe, ainsi que par elle sera ordonné (p. 68).

*Sequuntur ordinationes conciliarios parlamenti
tangentes.*

Premièrement qu'ils fassent et donnent obediencce, reverence et audience telle comme il appartient aux présidents.

Item, que nuls ne conseillent ni noisent quand ils doibvent entendre à leurs offices, c'est à savoir en escoutant le rapporteur, et en jugeant et ne se levant si souvent, comme on dit qu'ils souloient faire.

Item, enjoint leur est sur leurs serments que dedans six jours au plus tard, après que l'arrest aura esté conseillé en la chambre, ils rapportent ledit arrest fait pour corriger en la chambre, et s'ils ne peuvent avoir fait si tost en prendront congé du président.

Item, que tantost on leur dira la correction qu'ils la fassent, escrivent et relisent deux fois ou trois.

Item, qu'ils ne baillent leurs arrests devers la cour pour prononcer jusqu'à tant qu'ils soient signés du signé de leur président et du leur.

Item, que tantost et sans delai qu'il sera corrigé et signé, ils l'apporteront au registre du greffe pour le faire prononcer.

Item, parce qu'en leurs serments eux en leurs per-

sones et de leur propre main doibvent escrire leurs arrests, ou iceux faire escrire par aucuns de leurs compagnons de la chambre, soient leurs clerks ou autres, ordonne la cour qu'ainsi le fassent doresen-avant sur pene d'en estre repris.

Item, qu'ils escrivent leurs arrests large, loing à loing, si qu'on les puisse mieux lire et corriger.

Item, qu'après que l'arrest sera accordé aident à juger les autres et fassent leurs arrests à la maison après-disner, ou de nuit et non pas en la chambre, sinon qu'il fust besoing de parler à leurs compaignons.

Item, que tous les conseillers rapporteront s'ils ne sont excusés par leur presidents, car tous doibvent estre rapporteurs et juteurs (p. 69).

Huissiers.

Primo, qu'ils viendront bien matin, et avant la messe, serviront suivant l'ordre qui leur sera enjoint et ordonné.

Item, qu'ils n'entreront à la chambre cependant que les seigneurs seront au conseil s'ils ne sont pas ordonnance de la cour appelés.

Item, s'il advenoit qu'ils apportassent sacs, procès ou autres choses de la cour, ils le tiendront secret.

Item, qu'ils fairoient faire silence durant les plaidoiers au parquet et derrière les bancs, et ne fairoient aucuns faux rapports.

Item, qu'ils ne vendront aux parties plaidoians l'entrée du parquet, mais y laisseront entrer ceux pour lesquels l'audience sera donnée par ordonnance de

la cour seulement, aussi ceux qui seront adjournés à comparoir en personne.

Item, qu'aux cedulaes qu'ils appelleront ils ne preferont l'un devant l'autre, mais les appelleront ainsi que leur seront baillées, et ce leur enjoint la cour sans enfreindre sur pene d'en estre punis (p. 70).

[*Mercuriale*] du 4 février 1537.

Les chambres assemblées, a esté remonstré à M. de Benquet, président en icelle, qu'il avoit mal, injurieusement et indiscretement parlé en disant que ceux qui avoient assisté à juger certain procès et incident qu'ils ne scavoient qu'ils avoient fait, et qu'ils avoient fait injustice audit Benevant, et qu'il iroit au Roy; et luy fust remonstré qu'autresfois il avoit esté repris pour avoir trop parlé, et s'il y tournoit plus que l'on procederoit contre lui, et lui fust fait inhibitions et deffenses de plaidoyer en sa cause propre par sa bouche, ains par procureur et advocat à pene de cinq cent livres et a esté ordonné qu'il ne seroit loisible aux autres présidents et conseillers en ladite cour de plaider en leurs causes et procès par leurs bouches, ains se pourvoiroient par advocat et procureur (p. 73).

[*Mercuriale*] du 27 février 1538.

Les chambres assemblées, a esté arresté que doresnavant ez matières de criées ezquelles y aura opposant seront vuidées par commissaires et que lesdites matières de criées ezquelles y aura grande visitation

de pièces, preuves ou enquestes, posé ores qu'il n'y eust opposant, seront aussi vidées par commissaires.

Item, que lesdites matières de criées, posé ores qu'en icelles n'y ait opposant, grande visitation de pièces, preuves ni enquestes, si la somme pour laquelle lesdites criées ont esté faites excède la somme de vingt-cinq livres, seront vidées par commissaires.

Aussi a esté ordonné que les présidents, conseillers, greffiers de la cour, advocats et procureur du Roy généraux, quant iroent en commission prendront par jour les salaires accoustumés, et les huissiers de la cour trente-six sols pour jour, sur lesquels sera rabatu aux parties pour chacun jour qu'ils vaqueront sur les lieux, pour homme et cheval dix sols tournois, et en allant et tournant se defraieront respectivement sur leurs salaires desquels bailleront quittance aux parties, lesquels le recevront, et de la reception d'iceux pourront faire mention en leurs procès-verbaux, le tout par provision jusques à ce qu'autrement en soit ordonné (p. 74).

Du 23 janvier 1539.

Les chambres assemblées, a esté arresté que dorénavant ez matières civiles et crimineles ezquelles le procureur du Roy sera joint, que les gens du Roy n'iroent en commission aux despens de l'instigant ains aux despens du Roy, lesquels seront pris sur le receveur des amendes ou receveur du domaine.

Aussi qu'ez matières crimineles ou y aura instigant ne prendront aucune chose dudit instigant pour la consultation qui sera faite en la matière.

Et quant aux matières civiles où le Roy n'aura interest, les advocats du Roy pourront consulter et plaider suivant la dispense sur ce par eux obtenüe, & que l'on escrive au Roy et à monsieur le chancelier pour l'augmentation des gages des gens du Roy (p. 74).

Du 18 febvrier 1539.

Les chambres assemblées, a esté par ordonnance inhibé aux presidents, conseillers et officiers de la cour ne solliciter autrement pour les parties que suivant les ordonnances du Roy dernièrement publiées, et s'il est trouvé autrement contrevenant sera puni selon icelle.

Aussi que doresenavant ne seront mis aucuns procès sur le bureau que ceux qui auront esté entamés ne soient expédiés.

Aussi inhibe aux conseillers de ladite cour ez issües d'icelle ne s'arrester parmi la salle du palais pour parler d'affaires particulières avec les parties, ains ceux qui auront esté commis pour ouïr les parties sur aucunes requestes presentées à ladite cour, ou auroient à taxer despens, proceder à l'execution des arrests ou autres affaires, pour ce faire se retireront ez lieux accoustumés.

Aussi a esté inhibé aux présidents et conseillers ne manger à table ne autrement avec les parties, ne communiquer avec elles, mesme avec ceux qui seront arrestés ou prevenus de crime (p. 74).

Du 17 mars 1539.

Furent remis les articles mis en memoire pour les decider apres Pasques, comme s'ensuit (p. 74).

Du 10 décembre 1539.

Les chambres assemblées, a esté ordonné que par les conseillers sera pris des auditions des adjournés en persone et des tesmoins selon leur vacation, et pourront prendre leur salaire s'il n'excede demi escu sans taxe, et s'il excède sera taxé par la cour et le president en icelle, et sera pris ledit salaire sur les instigants et poursuivants, et ou ils ne fairont diligence de faire ouïr lesdits adjournés en persone, iceux adjournés se pourront faire ouïr, avanceront lesdits salaires et vacations auxdits commissaires et ils auront executoire contre l'instigant et poursuivant, et quant aux taxes des despens et audition des tesmoins seront païées selon le temps qu'ils y vaqueront, et pour la vacation de trois heures prendront un escu (p. 74).

[Mercuriale] du 7 avril 1540 après Pasques.

Les chambres assemblées a esté ordonné deffenses estre faites aux huissiers à pene de suspension de ne permettre entrer au parquet et chambre du plaidoyer et audience de ladite cour et greffe d'icelle ne plus en avant qu'en leur chambre à aucuns personages de quelque estat et condition qu'ils soient tant que la cour seoir, pareillement à eux d'y entrer, ains appelleront ceux qui par le greffier leur sera dit par ordonnance de la cour, et s'il survient aucune necessité urgente de laquelle convient advertir aucuns des presidents et conseillers, ou qu'aucun gentilhomme ou autre fust envoié de par le Roi, veu icelui declareront

lesdits huissiers audit greffier pour après le faire scavoir à ladite cour et sur ce entendre le vouloir d'icelle.

Aussi, leur sera inhibé à mesmes penes escouter ez portes de la chambre de ladite cour ce qu'on dit et fait en icelles, et quant à la porte de la gesne par laquelle on entre aux beuvettes, a esté ordonné que le president de la tournelle et la garde du palais auront la clef de l'autre porte pour entrer en la gesne pour porter les vivres ez beuvetes, et n'y entreront autres que lui et ses serviteurs.

Aussi, ordonne que le president ou conseiller n'interrompra l'opinion de celui qui opinera, fors qu'au president et rapporteur dudit procès s'il erre en fait ou en droit.

Aussi, que ceux qui seront ordonnés à servir en l'une des chambres de ladite cour, n'y yront en aucune des autres pour rapport de requestes ne autres leurs affaires particulieres. Et que ceux de la grand chambre incontinent l'audience publique ouverte iront assister à icelle et n'en defendront sans nécessité naturelle, et retourneront incontinent en ladite audience (p. 74).

[Mercuriale] le 22 aoust 1541.

Les chambres assemblées a esté ordonné que des provisions de prise de corps et autres expéditions qui se fairont pour le Roy, que le procureur-general fera registre de toutes instances criminelles et autres ez quelles le Roy aura interest, les depeches desquelles le greffier baillera ou fera bailler au procureur-general chaque sepmaine.

Aussi, ordonne que les huissiers rendront les sacs

qui leur seront baillés pour montrer aux parties dedans trois jours à pene de cent sols pour la premiere fois, et pour la seconde de pene arbitraire.

Aussi, ordonne suivant l'ordonnance que doresenavant les informations, auparavant estre decretées par la cour, seront communiquées au procureur-general qui sera tenu mettre promptement ses conclusions au bas desdites informations sans en prendre aucun salaire.

Aussi, arrêté quant au rabatement des amendes adjudgées au Roy l'ordonnance sera gardée, et enjoint au procureur-general qu'il est à faire ou faire par le receveur des amendes inquisition au contraire de la pauvreté de ceux qui demanderont rabatement desdites amendes.

Aussi, ordonne quand aux clerks des conseillers que suivant les arrests ci-devant donnés ne prendront pour grosse et minute desdites auditions en papier de marge comptant et lettre serrée, ou il y ait pour le moins en chacune pagine vint-quatre ou vint-cinq lignes et en chacune ligne tant de mots qu'il y pourra demeurer sans user de traits superflus pour remplir le papier.

Et quant au salaire des commissaires deputés à ouïr les adjournés à comparoir en persone et autres tesmoins en la vile, a esté ordonné qu'il ne sera pris autre chose sinon ce qui leur sera taxé par la cour aiant égard au temps qu'ils y auront vaqué et non par tesmoins.

Aussi, a esté arrêté qu'aux requestes de recusations que doresenavant sera baillé au procureur du Roy un double d'icelles, auxquelles sera respondu que la partie fera apparoir du contenu en icelles, afin que si dedans

le delai baillé à la partie n'en fait apparoir et quelles causes de recusation soient calomnieuses, il puisse poursuivre que tel calomniateur soit condamné envers le Roy et interets de la partie. Et cependant ordonne ladite cour que doresenavant si aucunes causes de recusation sont présentées, l'audience ne sera baillée au recusant que la recusation ne soit jugée et le delai à eux baillé expiré, sinon que la partie desdits recusants eust interest à l'avancement et poursuivist l'audience, auquel cas ladite audience sera baillée sans attendre la decision desdites causes de recusation (p. 75).

Du 13 septembre 1541.

A esté ordonné que sera bon et honeste aux presidents et conseillers ne frequenter ou converser si souvent ensemble qu'aucune sinistre suspicion en puisse advenir aux plaidoians et autres, et user de telle modestie en toutes choses que ne dérogent à la gravité et autorité de leurs estats (p. 75).

Le 16 febvrier 1543.

Les chambres assemblées a esté arresté que l'ordonnance moderne sera gardée *ad unguem* quant aux recusations qui seront proposées contre les presidents et conseillers de la cour quand les causes de recusation auront esté recetües et baillé delai pour les prouver et qu'elles ne seront prouvées, et en ce faisant ceux qui auront proposé lescdites causes de recusation seront condamnés en penes de l'ordonnance sans remission de ladite pene. Et quant aux causes qui seront trou-

vées impertinentes qu'il n'y aura condamnation pour les avoir proposées, et quæ doresnavant ne seront admises aucunes recusations des parents des parents, alliés des alliés (p. 75).

Du 13 avril 1543.

Les chambres assemblées a esté arresté que l'on tiendra l'audience criminelle le mardy après-disner et samedy matin, et lors n'y aura audience au civil, ne aussi de relevée depuis la Saint-Martin jusques à Pasques et ce par maniere de provision jusques à ce que autrement en soit ordonné (p. 75).

Le 9 janvier 1544

La cour, les chambres assemblées, a arresté qu'aux procès des commissaires en chacune chambre seront appellés dix ou douze, scavoir est le president et huit ou dix conseillers des plus anciens selon la qualité des matieres, et s'il y a matiere qui requiere plus grand nombre, les cinq restants en chacune chambre seront appellés ezdits procès *alternatis vicibus*.

Aussi qu'ez jours qu'il y aura quinzaine à l'heure de trois heures après midy, on cessera ez chambres de ladite cour à vaquer à aucuns procès de commissaires (p. 77).

Du 5 febvrier 1544.

La cour considérant que plusieurs personnages de toute qualité ont dilaté et retardé souvent le jugement

des procès et présenté à icelle plusieurs requestes de récusation faisants déclaration d'une parentele, ou amitié ou inimitié supposée, et en ce faisant alleguoient plusieurs faits indivisibles, impertinents, et non recevables comme parent des parents, alliés d'alliés, amis d'amis, ennemis d'ennemis, en sorte que bien souvent l'on ne trouvoit nombre, rejettés les recusés, pour juger les causes de recusation, au moien de quoi la justice est grandement retardée, et les parties poursuivants fatiguées et travaillées, à cette cause pour à ce obvier, la cour a fait inhibition et deffenses à toute maniere de gens de quelque estat et qualité qu'ils soient de ne donner ci après telles requestes à ladite cour sur pene de cinq cents livres ou autre pene et amende arbitraire, eu égard à la calomnie et temerité des recusants (p. 76).

[Mercuriale] le mercredy 14 mai 1544.

Les chambres assemblées a esté inhibé et deffendu à tous presidents et conseillers et autres officiers doresenavant user de paroles injurieuses piquantes et contumelieuses, sonnans à contemnement, derision, moquerie et quelquefois à intimation, menaces, reproches, et diminution d'honneur, soit en remonstrant, opinant ou autrement en quelque maniere que ce soit, sur pene de suspension de leurs offices, privation de leurs gages, et de l'entrée de la cour pour le temps qui sera advisé, et autres penes arbitraires suivant l'exigence du cas, aiant egard à la temerité, coustume et pervers vouloir de celui qui profere.

Aussi, est inhibé à ceux qui se trouveront outragés,

vitupérés et offensés de telles paroles de les repeller par autres convices et injures sur mesmes penes, les prendre et porter patiemment et modestement sans user de vindicte, car en sera faite prompte reparation selon que le cas le requerra, posé ores qu'ils ne le requierent et ne prenent conclusions. Et enjoint la cour à ceux qui presideront ez chambres d'icelles à pareilles penes de faire incontinent sortir celui qui aura ainsi injurié, menacé et mal parlé et aussi celui qui aura esté injurié, offensé et provoqué et mettre en deliberation pour sur l'heure, sans aucun delai et retardation, toutes choses laissées, en faire raison et reparation sans aucune acception des personnes.

Et si celui qui preside a fait l'offense, ou qu'il differe faire observer promptement ce que dit est, celui des presidents ou en leur absence et aussi en leur presence s'il y a defaut de plus ancien conseiller de la chambre fera sortir ledit president et mettra la matiere en deliberation tant contre celui qui aura differé pour en faire promptement ordonner comme de raison à pareille pene que dessus.

Toutefois si en remontrant celui qui aura charge de faire la remonstrance proferoit quelques paroles de quelque qualité qu'elles soient par ordonnance de ladite cour, ou si en mercuriale aucun desdits presidents et conseillers, advocats et procureurs-generaux proposoit contre aucuns de la cour quelque cas pour l'entretenement des ordonnances, honeur et conservation de la justice et utilité publique, tels propos ne seront censés injures, menasses, ni opprobres pour en faire punition, ains ordonne la cour que celui à qui aura esté faite ladite remonstrance ou le cas proposé

en mercuriale le prendra patiemment comme de fraternelle correction, et ne pourra sur ce prendre conclusions ne fonder recusation pour lors ne à l'advenir.

Aussi, a esté ordonné que les conseillers ne recevront doresnavant aucunes pieces par les mains des parties, ne communiqueront ne fairont communiquer par leurs clerks les inventaires pour inventoriser leurs pieces, ains se fera par les mains du greffier ou son commis, et pour obvier à ce inhibe aux parties et leurs procureurs de porter lesdites pieces auxdits conseillers en leurs maisons ne sale du palais (p. 76).

Du 15 juillet 1544.

Deliberant sur ce qui avoit esté proposé à la mercuriale, le 23 janvier les chambres assemblées, a esté arresté que par les presidents de la cour seroit escrit aux presidents et conseillers de la cour de parlement de Paris pour scavoir la forme qui est gardée sur la distribution ez chambres de ladite cour et quels procès y sont distribués et jugés, pour ce fait et reponse eüe sur ce estre deliberé sur ladite distribution.

Aussi a esté arresté qu'aux jours de conseil ne seront baillées aucunes audiences, aussi ne sera vaqué à aucunes auditions et procédures extraordinaires lesquelles se fairont par commissaires, ains vaquera la cour sans interruption à l'expedition des procès.

Aussi que les procès distribués en une chambre seront receus au grefe par celui qui sera d'autre chambre que celle en laquelle lui auroit esté distribué, et mesme s'ils sont poursuivis, afin que les parties n'aient à demeurer un an pour avoir expedition.

Aussi qu'aucun des conseillers n'ira de chambre en chambre posé qu'il soit recusé, ains suivant l'ordonnance, ains s'en ira au greffe veoir les anciens registres ou bien à l'estude.

Aussi ez jours d'audience avant qu'y aller sera sceu qu'y doibvent assister et s'ils sont en vile seront envoiés querir, et si sont absents ou malades avant d'aller à l'audience en sera envoyé querir ez autres chambres sans nommer aucun, ez quelles chambres seront nommés ceux qui iront à ladite audience, sans qu'aucun se puisse ingerer d'y aller sans estre ordonné.

Et que ceux de la grand chambre qui doibvent assister à l'audience seront contraints d'y venir à l'heure pour garder de tomber à l'inconvenient que ceux d'une chambre ne doibvent aller à l'autre, ne à l'audience sinon ceux qui sont de la grand chambre, et que ceux qui n'iront à l'audience ne seront receus ce jour à l'après-disnée.

Aussi que l'audience ne sera ouverte qu'on ne soit en nombre, et que ceux qui en sont se trouveront à l'heure qu'il convient y entrer sans aller ez autres chambres à pene d'estre privés de l'après-disnée dudit jour.

Aussi que ceux qui bailleront les requestes d'une chambre en l'autre seront punis.

Aussi que le procureur-general du Roi fera registre des causes tant du Roy que autres criminelles pendans en ladite cour pour les poursuivre tant sans instigant qu'avec instigant.

Aussi qu'aucune chose soit espices, auditions de temoins, après-disnées, ou autres deniers pour l'expe-

dition des procès des commissaires, ne seront pris par les mains des parties ou leurs procureurs, ains par les mains du greffier ou de la garde du palais.

Aussi que les causes de plaidoirie tant du lundy que autres jours seront appelées par roole sans interruption suivant l'ordonnance du roy Charles VIII, articles 21 et 22 (p. 77).

Le 3 décembre 1544.

La dame de Migor bailla requeste pour recuser M^e Gautier au procès d'elle et M^e Louis Chauvin, et disoit ladite recusation de nouveau estre venu à sa notice, ladite cour attendu que ledit Gautier a opiné audit procès combien que la recusation soit pertinente et admissible a respondu à ladite requeste, *nihil, viso statu processus* (p. 77).

4 avril 1545.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme nous advertis d'aucunes controverses ci-devant advenues entre les conseillers de nostre cour de parlement de Paris, séants en la grand chambre de nostredit parlement d'une part, et les presidents scants ez chambres des enquestes d'icelui d'autre, pour raison du lieu et prœminence de leur seance ez processions, entrées, obseques, et funerailles des rois et reines de France, et autres actes publics, eussions pour obvier auxdits controverses, et sur ce les regler pour le bien, honeur et reverence deus à la justice,

qui est la principale conservation de nostre autorité et de la tranquillité de nostre peuple et sujets, ordonné que lesdits conseillers et presidents metteroient de chacune part par devers nous en nostre privé conseil toutes et chacunes les pieces, documents et enseignements par lesquels et sur lesquels ils entendoient respectivement fonder leurs fins et intentions, pour raison desdites seances par chacun d'eux pretendues, ce qu'ils eussent fait et pour le tout veoir et nous en faire rapport en nostredit conseil, eussions depute un des maitres des requestes de nostre hostel : Scavoir faisons que ouï par nous en nostredit conseil, le rapport dudit conseil, et veus les memoires et remonstrances par escrit sur ce baillées par chacune desdites parties, avec leurs pieces et productions; par protestation toutesfois de n'entrer sur ce en aucune contestation, et de eux remettre au reglement et ordonnance qu'il nous plaira en faire, avons par l'advis et deliberation des gens de nostre privé conseil dit et ordonné, disons et ordonnons, qu'en toutes seances et assemblées du corps de nostredite cour, entrées des rois et reines, obseques, funerailles, processions et tous autres actes publics lesdicts conseillers et presidents suivront et iront selon l'ordre de reception en leurs offices de conseiller, fors et excepté que lesdits presidents precederont tous les conseillers qui du temps de leur presidence se trouveront avoir esté conseillers exerçants leurs offices ezdites enquestes, nonobstant lesdits conseillers aient esté plus anciennement receus ezdits offices de conseiller qu'iceux presidents et depuis monté pour leur antiquité en ladite grand chambre de nostredit parlement.

Si donnons en mandement à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostredite cour de parlement que nostre presante ordonnance ils entretienent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer, car tel est nostre plaisir. En temoin de ce nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Fontainebleau, le iv jour d'avril **MDXLV** avant Pasques, et de nostre regne le **xxxii^e**.

Ainsi signé: Par le Roi en son conseil, **DELACHESNAIR**.

Registrata audito procuratore generali Regis hoc requirente. Parisiis, in parlamento, xiv die aprilis, anno Domini MDXLV, ante Pascha.

Ainsi signé : **DU TILLET**. *Collatio facta est cum originali.* **DU TILLET** (p. 78).

[*Mercuriale*] le mercredi 29 avril 1545.

Les chambres assemblées, a esté arresté que quand aucuns des conseillers s'absenteront pour plus de huitaine, avant s'en aller sera tenu remettre au greffe de ladite cour les sacs des procès dont seront chargés par distribution, ou bien laissera la clef de son estude à un des autres conseillers pour delivrer lesdits sacs aux parties, ou les mettre au greffe quand les parties poursuivront l'expedition, autrement seront tenus estre aux dommages et interêts desdites parties et neanmoins leur seront lesdits sacs ostés et distribués à autres, et estants lesdits conseillers de retour si les procès par eux requis ne sont sur le bureau et commencés de rapporter leur seront rendus.

Aussi arrestés que ceux qui ne viendront en l'audience ez chambres ez quelles sont ordonnés servir à

l'heure que sont chargés de venir par l'ordonnance et ceux qui vont à l'audience s'ils n'y font demeure et sortent d'icelle sans plus y retourner seront mulctés comme la cour ordonnera.

Aussi ceux qui n'entreront au matin à l'heure ordonnée, n'assisteront à l'après disnée audit jour ez procès des commissaires.

Aussi que suivant ce que ci-devant et anciennement a esté observé soient mis deux commissaires aux *audiant partes* et non un seul.

Aussi que les defauts civils et des procès ne seront traités ne jugés ailleurs qu'en la grand-chambre.

Aussi que suivant les ordonnances sera baillé un double des roles des causes appellées en l'audience aux gens du Roy, et un autre au greffier de la cour pour sçavoir si l'huissier de ladite cour qui appelle lesdites causes... aucunement desdites causes, et faire garder l'ordre dudit role et que les causes y enrolées soient appellées par ordre sans interruption, sinon que par la cour pour justes causes en soit ordonné.

Aussi que quand les requestes de recusation seront présentées, le president ou le conseiller qui sera recusé, mesme le president respondra promptement au contenu desdites requestes de recusation, et, ce fait, sortira hors de la chambre jusques à ce que la cour ait deliberé sur lesdites causes de recusation, et la recusation jugée sera delivrée incontinent par le greffier au recusé avant rendre ladite requeste à la partie, et sera baillé un delai competent à la partie recusant seulement pour faire apparoir des causes de recusation.

Aussi que pour obvier à la surprise que pourroit estre faite à la taxe des despens, la cour declare nulle

la taxe qui sera faite par autre que le rapporteur et en son absence par celui qui sera commis par le plus ancien de la chambre en laquelle ledit procès aura esté jugé, lequel de stile ancien a accoustumé avoir le rôle et distribuer ladite taxe de depens, et si aucun procureur use de ladite surprise, sera condanné en dix livres d'amende, et sera signifié aux procureurs de ladite cour.

Aussi que suivant ce qu'a esté ci-devant ordonné quand aucune partie obtiendra lettres en requeste civile, sera tenu presenter lesdites lettres en la chambre ou ledit procès aura esté jugé et tel procès et instance desdites lettres se jugera en la chambre en laquelle aura auparavant esté rapporté et jugé le principal et non en autre chambre.

Aussi qu'aucun non estant de la grand-chambre ne viendra en l'audience qui ne soit envoie querir, et que ne soit ordonné par l'un des presidents de la chambre en laquelle il sera, dont sera fait registre par ladite cour.

Aussi que ceux qui seront de la quinzaine et faudront à eux trouver et rendre à l'heure ordonnée seront punis des gages dudit jour s'ils n'ont excuse legitime.

Que le registre des especes qui se fait au greffe ne sera communiqué aux parties.

Que quand aucun des conseillers ou le greffier de la cour fera appeler par ordonnance d'icelle des procureurs ou parties, s'il ne trouve aucun huissier en la chambre des huissiers, l'huissier de service sera condanné en cent sols d'amende au seul rapport dudit conseiller ou greffier.

Est inhibé à la garde du palais de laisser entrer aux beuvettes aucun personnage de quelque qualité qu'il soit, s'il n'est du corps de la cour.

A esté arresté que quand un procès sera commencé de rapporter, devant le rapport, visitation et lecture des pieces, aucun ne s'absentera de la chambre sans aucune excusation legitime.

Aussi sera advisé si aux quinzaines ordinaires seront six conseillers de la grand-chambre et six des chambres des enquestes afin de ne demeurer sans nombre au moien des maladies et autres affaires qui enpeschent ceux desdites quinzaines.

A esté arresté que les presidents et conseillers, pour l'honneur et autorité de leur estat, ez jours de feste, ne iront à la messe ni par la vile de jour avec leur robes de nuit, ains le plus honestement qu'il leur sera possible selon leurs estats (p. 77).

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT

DEPUIS LE UNZIESME JOUR DE NOVEMBRE 1520

[1520]

Le 13 jour de novembre 1520 a esté mis en deliberation si le jour que l'on entrera le matin, on entrera aussi après disner, encore que ce jour fust feste, sinon qu'elle fust des solemnisées, et aussi si entre les deux Nostres-Dames y aura quinzaine; a esté arresté que la cour entrera après disner si elle entre le matin, encore que ce jour fust jour de feste, pourvu qu'il n'y eust point de vacations; et au demeurant que l'on s'enquerra comme l'on se gouverne à Paris.

Le 14, a esté arresté que ceux des presidents et conseillers qui ne se trouveront doresnavant le lendemain de Saint-Martin d'hyver à l'entrée, seront privés de leurs gages pour tout le mois de novembre, si n'est qu'ils envoient excusation legitime formée par serment. Aussi ceux qui, par congé de la cour, s'en seront allés et ne reviendront au terme prefixé par ledit congé, seront privés de leurs gages pour tout le temps qu'ils demeureront absents outre ledit congé, et autrement seront punis d'amendes à la discretion de la cour.

Le 14 decembre, a esté enjoint au paieur des gages de la cour sur le premier paiement retenir sur chacun des presidents ou conseillers d'icelle, six escus sol

pour rembourser M. Nicolas Bouhier, tiers president, et Jean Dibarolla, conseiller, et Thomas Cuysinier, advocat-general, de la somme de deux cents escus qu'ils disent avoir fourni pour le voiage qu'ils ont fait devers le Roy par ordonnance de la cour.

[1521]

Le 6 de mars 1520, il a esté enjoint au lieutenant-general de Xaintonge, parlant à sa persone, que dorénavant il ait à punir les advocats qui seront trop longs en leurs escritures, contredits, salvations et ailleurs, où il verra qu'ils fairoient faute de leurs estats, ensemble les procureurs, et en amende arbitraire qu'ils paieront nonobstant oppositions et sans prejudice d'icelles jusques à la somme de 25 livres tournois; et lui a esté aussi enjoint de mettre ou de faire mettre par le greffier, au dos des sentences qu'il donnera, les especes qu'il prendra pour lesdites sentences, et ce sous peine d'amende arbitraire à la discretion de la cour.

Le 18 mars, a esté remonstré à M^e Jean Germain, greffier du senechal de Guiene, comme ez actes et procès faits en ladite senechaussée entre les presidents et conseillers en ladite Cour, ledit Germain en parlant des presidents et conseillers les intitule et nomme seulement maitre sans autrement les honorer ne reverer, ne faire difference aucune entre eux et les cousturiers, barbiers et autres meteyraux de Bourdeaux, lesquels ledit Germain ez actes et procès intitule si bien maitres que lesdits presidents et conseillers, ce qui à Paris ni à Tholose ne se fait, ains y mettent les greffiers esdits actes et procès qui concernent lesdits presidents et conseillers, monsieur maistre, par quoi lui a esté

enjoint que doresnavant il ait à intituler esdits actes et procès lesdits presidents et conseillers respectivement : monsieur maistre.

Le 9 avril, ont esté fait venir certains religieux des couvents des Carmes, Augustins, Jacobins et de Saint-François, auxquels sur plusieurs plaintes a esté enjoit de donner ordre que les portes et entrées frustratoires et extravagantes par où l'on entre dans leurs couvents, par des carrefours et lieux secrets, soient fermées et les murailles haussées, tellement que facilement l'on ne puisse entrer ne [sortir] : aussi à ce que l'on ne discoure par la ville après disner ; que n'aillent un seul religieux, et ce dedans huitaine prochainement venant, autrement ladite cour y pourvoiera comme elle verra estre à faire.

Le 4 mai 1521, il a esté enjoit à Thomas Cuysnier et Jan Tricart, advocat et procureur-generaux du Roy, de garder les ordonnances, etc.

Le 14 novembre 1521, du parlement commençant audit jour a esté arresté que douze procureurs seront examinés *in plena curia* et receus s'ils sont trouvés idoines et suffisants et presteront le serment, et qu'outre ledit nombre, le clerc de feu M^e Philippon Furet sera receu, s'il est trouvé idoine, et ce en faveur et contemplation de la veuve et enfans dudit feu.

Du parlement commençant le 14 novembre 1522.

Après le decès de N..., garde du palais, a esté commis à ladite charge N... A presté le serment de porter honeur et reverence à la cour et aux presidents et conseillers en particulier, de tenir secret ce

qu'il verra ou ouïra en les chambres, de garder loialement les sacs et autres pièces qu'il trouvera egarées ez chambres de la cour, de ne porter en sa maison ne ailleurs le bois qui sera porté au palais, ne vendre au receveur le vin ne autres viandes des beuvetes plus que lui auroit cousté.

Le 11 septembre 1522, à la grand-chambre, a esté mis en deliberation si les rapporteurs des arrests, après avoir choisi l'exécution meilleure de leur rapport pouvoient *rursus* choisir une autre execution à leur tour, et fust par la majeure partie conclu que non, si n'est qu'il y eust outre le tour premier passé, et au second en pourront choisir à leur ordre.

Le 17 septembre 1522, a esté arrêté par la cour qu'à l'enterrage du corps du feu seigneur d'Estissac, en son vivant lieutenant du Roy en Guiene, et en absence du seigneur de Lautrec, gouverneur, et d'Esparros aussi lieutenant, maire et capitaine de ladite ville, les presidents et conseillers se transporteroient comme cour, et qu'à porter le drap les presidents le portassent, qu'ils seront preferés à tous nobles, après le marechal de La Palisse, à present lieutenant-general du Roy; qu'après le corps n'y aura homme qui aille au-devant ladite cour, soit le seigneur de Candale ou autre.

Ledit jour fust par la cour substitué M^e Jan Du Noyer, advocat en icelle, au lieu du procureur-general et en son absence, jusques à ce que autrement par icelle en soit ordonné, ou que le procureur-general y aura par permission de la cour pourveu.

[1523]

Le 3 juillet 1523, les chambres assablées, a esté ordonné que M. le president Minuti et Calvimont, conseiller, iront devers le Roy pour les affaires de la cour. Sçavoir est pour l'erection du parlement de Poitiers, à cause de laquelle l'on veut opter Saint-Jeand'Angely, et sera pris l'argent pour le voiage sur les gages de ceux qui ont longuement esté absents.

Le 11 aoust 1523, à cause de la peste, fust ordonné que le parlement seroit du tout clos, le vendredy en suivant, et qu'à la Saint-Martin, s'il y a danger en cette ville, que l'on se trouve à Libourne, si à Libourne il y a danger, à Saint-Emilion, pour deliberer où servira lors le parlement.

Le 11 novembre 1523, la cour est entrée à Libourne.

Le 15 decembre 1523, le parlement séant à Libourne, les trois chambres assemblées, a esté arrêté que toutesfois et quantes la cour se remuera de Bourdeaux en aucune ville du ressort d'icelle pour illec aller seoir, après que les logis seront marqués pour aucuns des presidents, conseillers et autres officiers de ladite cour, il ne sera loisible ne permis à aucun autre de le prendre qu'à celui pour qui sera marqué, si n'est de son consentement, et le deffend ladite cour sur peine d'en estre mis dehors incontinent et d'autre amende que ladite cour verra estre à faire.

Le 17 decembre 1523, les chambres assemblées après avoir esté veu par la cour certaine inquisition à elle envoyée par les soubz-maire et jurats de Bourdeaux touchant la santé de ladite ville, a esté arrêté que

quatre des conseillers N... iront à Bourdeaux ou deux d'iceux et s'enquerront de la santé d'icelle. Veu laquelle inquisition, le 7 janvier 1523 la Cour a ordonné qu'elle sera à Bourdeaux lundy prochain et enjoint à tous presidents ou conseillers de s'y trouver audit jour ou au plus tard au lendemain de la feste de Saint-Hilaire prochainement venant, sur peine d'avoir encouru les peines.

[1524]

Le 20 janvier 1523, a esté enjoint que les lais, tenants offices clerks, changeront avec les clerks qui tiendront offices lais, dedans le premier jour de mai prochainement venant, et en défaut de se faire aux temps, la cour en advertira le Roy et son chancelier; et a déclaré et declare ladite cour à present que lesdits conseillers en défaut de changer leursdits estats lais avec clerks qu'ils ne prendront de leurs gages que comme conseillers clerks, et qu'ils bailleront le surplus de leurs gages aux autres conseillers de ladite cour qui serviront pour eux à la Tournelle.

Le 23 janvier 1523, la cour a receu M^e Jan Ferran au serment de l'office de conseiller de ladite cour avec les qualifications qui s'ensuivent, c'est à savoir que la cour lui a fait inhibitions et deffenses de ne se mesler ne exercer directement ne indirectement, ne par lui ne par aussi son commis ou lieutenant, l'office d'official de cette ville de Bourdeaux, et en suyvant les ordonnances du Roy sur ce.

Le 10 may 1524 ont esté présentées des lettres missives du Roy, par lesquelles estoit mandé à la Cour commettre trois ou quatre personages d'entre eux,

experimentés et de bonne conscience, lesquels falloît faire jurer sur le canon de la messe et evangiles de Dieu, de faire un role, dans le temps que leur seroit prefix, tous profits, affections et acceptions des personnes edisants, des personnages plus lettrés, experimentés et de bonne conscience capables pour obtenir offices de president, conseiller, lieutenant de baillif ou senechal, et autre de judicature qu'ils recognoistront, et icelui role signé de leurs mains et contresigné du greffier de la cour, et l'envoyer au Roy le plustost que faire se pourra, afin que sur iceluy il se puisse regler quand conviendra pourveoir auxdits offices, données à Blois le deuxième jour de mars 1524, signé François, et au dessoubs Selierot, et sur le repli : A nos amés et féaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement de Bourdeaux. Sur quoi la cour assemblée, eüe deliberation, a esté arresté et conclu *unanimiter*, que les presidents Boier et Dangliers et MM. Dibarrola et Lafaie fairoient ladite election des conseillers et presidents, et *juraverunt dicti præsidentes et consiliarii editi per curiam super canone et libro missæ seu missali adimplere voluntatem Regis secundum tenorem dictarum litterarum, et eligere dictos præsidentes et consiliarios prout per dictas litteras Regis ipsi curiæ mandabatur.*

[1525]

Le 22 avril 1525, après Pasques, a esté inhibé et deffendu au sieur Dagés, soubds-maire de Bourdeaux, de permettre aux Anglois estants es navires d'Angleterre, qui au port et havre de cette ville par sauf-conduit sortir hors bord, aller, venir ne frequenter

aucun, si n'est au bord et ensuivant le sauf-conduit, permet à N... aller taster des vins avec les correctiers et faire provision de la charge desdits navires jusqu'au nombre contenu en icelui sauf-conduit, en payant les droits dont mention y est faite.

Le 2 mai 1525, il est arrêté que les marchands ne paieront point de peage de bleds qu'ils ameneront à Bourdeaux pour quinzaine.

Le 27 juin 1525, M^e François de Mons et Nicolas Ridet ont été reçus notaires en la cour et ont fait le serment en tel cas accoustumé.

Le 21 juillet 1525, M. M^e Jacques Minuty, second président en la cour, a demandé congé en icelle pour aller faire son serment à Tolose, à l'office de premier président en ladite cour de parlement de Tolose, et a requis qu'il pleust à la cour surseoir la réception d'icelui qui seroit pourveu de sondit estat de second président en cette cour, jusques à ce qu'il fust reçu à l'office de premier président de Tolose afin qu'il peust avoir son regres audit office de second président en cas qu'il ne fust reçu en l'office de premier président de Tolose, ce que lui a été accordé par ladite cour.

Le 14 aoust 1525, les lettres de don de l'office de second président à M^e Jan de Calvimont par madame la Régente de France vaquant par la promotion de M. Jacques Minuti à l'office de premier président à Tolose ont été présentées à la cour avec une requête à laquelle a été répondu que lesdites lettres seroient montrées au procureur-general et M^e Nicolas Bohier et J. Dangliers, présidents en ladite cour, qui viendront dire ce bon leur semblera au premier

jour, et ce fait ladite cour est allée à la prononciation des arrests (p. 79).

[1526]

Le 26 fevrier 1525, il est arresté que l'on iroit au devant Madame la Régente, un president et quatre conseillers jusqu'à Libourne et si M. le chancelier venoit en cette vile, que l'on iroit le recueillir jusqu'à la rivière au nombre de dix.

Le 6 mars 1525 a esté arresté que six de messieurs iront au logis de M. de Vendosme.

Le 9 avril 1526, la cour assemblée pour aller au-devant du Roi, appelés les advocats et procureurs du Roy en Guiene et conseillers en ladite senechaussée, a ordonné que sans tirer à consequence et sans prejudices des droits des parties, les advocats et procureurs du Roy iront au devant desdits conseillers et après le lieutenant general et particulier.

Le lundy 9 avril 1526, après Pasques, le Roy a fait son entrée à Bourdeaux environ les quatre heures après midy, et vinst par eau depuis Lengon à Bourdeaux, descendit au portail du Caillau, et de sa maison qui lui avoit esté preparée et envoyée par eau, et fust illec recueilli par les maire, soubds-maire et jurats de Bourdeaux, et tous estants à genoux, ledit maire, le seigneur de Biron, grand admiral de France, presenta les clefs de ladite vile de Bourdeaux qui estoient d'argent; fist la harangue au Roy pour ladite vile, et ce fait, se retirerent dans la vile pour estre à l'entrée du dit seigneur, le recevoir avec le poële d'or, et messieurs les presidents et conseillers sur le port après lesdits jurats vindrent faire la reverence au Roy, et

y estoient trois presidents avec leurs grands manteaux d'escarlates, mortier de velours noir, et les conseillers avec leurs robes d'escarlate, lesquels, après avoir fait la reverence au Roy et la harangue, s'en retournerent sur leurs mulets en la vile, les huissiers devant et les notaires de la cour après eux, et après eux le greffier des presentations, les advocats et procureur generaux et le greffier civil et criminel devant, et incontinent s'en allerent sans accompagner le Roy et passants ailleurs que la suite dudit seigneur se rendirent à Saint-André au devant dudit seigneur; et le Roy estant entré dans la vile se mist sous le poêle bien riche, porté par le soubz-maire et cinq autres jurats, avec six bastons garnis de fleurs de lis d'or semées sur azur, et fust conduit par Lombrière, le long de la rue Poitevine et rue des Pignadoux jusqu'à Saint-André, les rues bien tapissées; estants au costé du Roy les cardinaux de Bourbon et de Lorraine et au devant de lui son grand escuyer, le seneschal d'Armaignac, monté sur un cheval bardé de velour semé de fleurs de lis d'or, d'un plumard à la teste, et ledit grand escuier d'une espée dorée, estriefs et esperons dorés, et au costé dudit grand escuyer le duc de Longueville, et au devant de lui les archiers de la garde avec leurs halebardes; et après eux les gentilshommes de la maison dudit seigneur: les seigneurs de Lautrec et de Baudemont; et derrière lui estoient le grand maistre de Rhodes, le seigneur de Guise et autres, ensemble les autres archiers avec leurs halebardes, et descendit à Saint-André, et au grand autel, accompagné desdits maire, soubz-maire et jurats, fist le serment en tel cas acoustumé estre fait par les rois ses predecesseurs à

leurs entrées, et receust le serment M^e Estienne de Maleret, archidiacre en ladite eglise, et après fust ramené soubz ledit pavillon en la maison d'Antoine de Villeneuve, sur les fossés Trompette, où il se logea et Madame sa mere et Madame la duchesse d'Alençon.

Le 16 avril 1526, M^e Jan de Calvimon a esté receu à l'office de second president en la cour et a presté le serment en tel cas requis et audit office appartenant.

Le 23 avril 1526, les chambres assemblées, M^e Jan de Calvimon, president en la cour, a eu congé pour aller en ambassade en Espagne devers l'eleu empereur en ensuivant le vouloir du Roy, jusques à tel temps qu'il plaira audit seigneur.

Le 28 avril 1526, M^e Nicolas Ridel a esté receu greffier des presentations et M^e Jacques Duperier a esté receu à l'office de notaire de la cour par la permutation qu'ils ont fait et ont presté le serment accoustumé.

Le 4 septembre 1526, a esté receu en l'office de conseiller en la cour M^e Ogier Humault, vacant par le decès de feu M^e Rogier de Candeley, et a presté le serment accoustumé (p. 79).

Registre secret commençant le 12 novembre 1526.

Le 12 novembre 1526, sont entrés MM. N... et tous ensemble accompagnés des greffier et advocat du Roy ouïrent la messe du Saint-Esprit qui fust celebrée par N..., chanoine de Saint-André de Bourdeaux et curé de Saint-Pierre dudit Bourdeaux. à haute voix, et y estoient les chantres dudit Saint-André, et ladite messe celebrée, les ordonnances touchant les advocats

et procureurs letiës et le serment presté par eux en la maniere accoustumée.

Ledit jour ont esté tenus pour excusés, N...; les autres absents qui ne sont excusés seront envoiés chercher.

Le 13 novembre a esté faite la nomination de l'office de quart president vacant par le decès de feu M^e Jan Dangliers, conseiller du Roy et quart president en son vivant.

Le 22 decembre 1526, après avoir esté juré par N... qu'ils avoient necessairement eux absentés, la cour a donné congé à N... jusqu'à la feste des Rois, moiennant ce qu'il soit soubmis à la perdition de ses gages d'un quartier en cas qu'il ne soit en cette vile le soir de la feste des Rois.

[1527]

Le 11 janvier 1526, a esté receu à l'office de conseiller lai en ladite cour, vacant par le decès de feu M^e Arnault Daraing, M^e Cibard Couillaud.

Le 17 janvier 1526 ont esté faits venir en la cour les soubz-maire et jurats de Bourdeaux auxquels elle a remonstré que par ci-devant les senechaussées d'Angoulmois, Armaignac, aussi Belac, Rancon et Champaignac estants de la senechaussée de Limozin, ressortissoient en presente cour, et par aucuns moiens auroient esté tirés du ressort de la cour, lesquels mesmement pour la senechaussée d'Angoumois cessoient à present, et que si maintenant lesdits soubz-maire et jurats en faisoient diligence envers le Roy pour y faire pourveoir, à ce que les senechaussées susdites ressortissent en la cour, que redonderoit au grand profit

de ladite vile et habitants d'icelle; sur quoi lesdits soubz-maire et jurats ont dit qu'ils..... (*rompu*) ⁽¹⁾..... (*rompu*)..... Regents en l'université de ladite vile par le decès de feu M^e Maleret, auquel office leur a esté enjoint pourveoir d'homme sçavant et experimenté audit office, auquel qui sera pourveu et autres docteurs regents, leur a esté aussi enjoint paier les gages qu'ils ont anciennement accoustumé prendre.

Pareillement qu'en ladite université y avoient des licentiés et bacheliers, liseurs moins que suffisants pour ce faire comme de ce les escholiers de ladite université se plaignoient, par quoi sur ce pourveoir et ouïr lesdits licentiés et bacheliers sur la suffisance ou insuffisance d'iceux, ladite cour a commis et député MM. Dibarolla et Pomiers, conseillers, et l'avocat-general du Roy en icelle.

Le 25 janvier 1526, la cour, les chambres assemblées, a ordonné que N... sera envoyé querir à ses depens pour faire le deub de son office, et veu une si longue absence et qu'il n'a envoyé aucune excuse, a inhibé au greffier d'icelle cour ne signer les *debentur* dudit N..., et le privé de ses gages du premier quartier de la presente année, et les declarer appartenir au Roy pour n'avoir servi, et sera signifiée ladite ordonnance au receveur et paieur de ladite cour.

Le 21 febvrier 1526, a esté receu M. M^e Benquet à l'office de quart president en cette cour, vacant par le decès de feu M^e Jan Dangliers, et a presté le serment requis.

Le 25 febvrier 1526, la cour a ordonné que la com-

(1) Ce mot indique que dans le manuscrit original ce passage a été supprimé.

mission baillée à feu M^e Jan Dangliers, en son vivant quart president en la cour, sera baillée et dirigée à M. M^e Benquet, quart president en icelle, laquelle commission lui servira pour cette année.

Ledit jour, la cour a fait inhibitions et deffenses au procureur-general du Roy de ne substituer aucuns procureurs du Roy en aucuns sieges, où le Roy aura à faire, ains envoyer memoires aux procureurs du Roy ordinaires des senechaussées, pour par eux estre poursuivi le droit du Roy, declare que tout ce qui sera fait par les substitués dudit procureur-general nul et de nul effet.

Ledit jour, les chambres assemblées, a esté arresté qu'on s'enquerra entre cy et Pasques si en la cour de parlement de Paris les reintegrations et quelles autres matieres s'expedient par après-disnées, et cependant et jusques à ce que autrement en sera ordonné se pourront en la cour expedier les expoliations faites par force ou violence, soit en reintegration ou arrest de querele par après-dinées et *cum taxatione post-prandiorum*.

Le 6 mai 1527, M. M^e Caldanet et La Rebuterie, conseillers en la cour, ont présenté à icelle les lettres patentes contenant l'autorisation de la permutation par eux faites des offices de lai en clerc qu'ils tenoient en ladite cour, laquelle permutation faite, veües lesdites lettres, la cour a autorisé et autorise ladite permutation et ordonne que ledit La Rebuterie jouira doresnavant de l'office de conseiller lai que tenoit ledit Caldanet, et ledit Caldanet l'office de conseiller clerc que tenoit ledit La Rebuterie, et ce selon l'ordre et antiquité de prestation de serment par eux faite auxdits offices.

Hac die, 23 julii anno quo supra, fuit receptus ad officium consilarii magister Petrus Boucher, olim procurator generalis, et hoc per mortem magistri Antonii de Proillac, consilarii.

Le 11 mars 1526 (*sic*), M. M^e Geofroi de Pompadour porta ses lettres de don de l'office de conseiller, vacant par la promotion faite à l'office de quart president en la cour par M^e François de Benquet, et les chambres assemblées a esté ordonné qu'il seroit examiné par M. M^e François de Belcier, premier president, et François de Benquet, quart président, et parce que ledit office estoit lai lui fust enjoint le resigner en faveur de M. M^e Bertrand de Moncault, conseiller clerc, en la façon que cy-devant a esté fait entre M^e Ogier de Lanta et Jan de Ferron.

Le 12, après avoir passé procuration suivant ladite injonction, ledit Pompadour a esté receu à l'office de conseiller et a presté le serment pourveu que dans deux mois, il aura lettres patentes du Roy de ladite permutation.

Le 29 juillet 1527, M. M^e Guillaume Lecomte a esté receu à l'office de procureur-general du Roy, et lui a esté enjoint par la cour ne faire en l'absence de l'avocat du Roy aucune chose de ce qui sera ordonné lui estre montré, et sans le conseil de deux anciens advocats, non suspects aux parties, durant un an; lui a esté inhibé de ne substituer en son lieu aucun sans le congé de la cour et remonstrer à icelle quel substitut voudra mettre; aussi touchant les procès qui lui seront montrés par ordonnance de la cour n'en prendra directement ni indirectement aucune chose; aussi lui a esté enjoint poursuivre les procès du domaine du

Roy; inhibé n'aller en commission où il y a seulement matiere de procès, ains mander aux procureurs du Roy ez seneschaussées se trouver par devant les commissaires; et pour cette presente année n'aller en commission pour ledit domaine; enjoint poursuivre les reparations des eglises, hospitaux, tant de fondation roiale que autres du ressort; aussi lui a enjoint où il y auroit instigant en bailler requeste à la cour pour faire faire informations, et avec les qualifications et enjonctions a esté receu.

Le 7 avril 1527, a esté donné congé à M. M^e Labarde et enjoint à pene de cent livres et privation de son office, de mener mademoiselle sa femme quinze jours après Pasques.

Le dernier juillet 1527, Mande-Escale, sergent roial en Guiene, a présenté requeste à la cour par laquelle requeroit qu'il pleust à ladite cour lui permettre d'executer certaines lettres....., données à Paris par le Roi à la relation des gens de son grand conseil, impetrées par N... Veuë laquelle requeste, ouï le le procureur-general du Roi, auquel lesdites lettres ont esté montrées par ordonnance de la cour, a déclaré qu'elle n'entend empescher ladite execution pourveu que ledit executeur en faisant lesdites inhibitions, dont esdites lettres est fait mention, declare à tous ceux auxquels lesdites inhibitions seront faites que par icelles n'entend empescher les executions faites des arrests donnés en ladite matiere en ladite cour, ne fera aucune chose par laquelle empesche lesdits arrests sortir leur plein et entier effect (p. 82).

Registre secret commençant le 12 novembre 1527.

Le 12 novembre 1527, a esté mis en deliberation de quotiser l'archevesque de Bourdeaux et les chapitres de Saint-André et Saint-Seurin pour nourrir les pauvres; et a esté arresté qu'ils seront appellés à venir en ladite cour pour eux ouïs proceder à ladite quotisation comme de raison. Sont venus en la chambre, pour Saint-André, deux chanoines de ladite Eglise, N..., pour Saint-Seurin deux chanoines de ladite Eglise, lesquels pour contribuer à ladite nourriture des pauvres avoient esté appellés, ont esté remis par devant les commissaires à ce deputés; et audit N... enjoint escrire à M. l'archevesque de Bourdeaux qu'il contribue trois centz livres.

A esté enjoint au procureur syndic de la ville de Bourdeaux, à pene de cinq centz livres, poursuivre envers MM. les president N... et Tustal, conseiller, la verification de la valeur des hospitaux capables pour contribuer aux necessités.

Ledit jour a esté fait venir en la grand-chambre N..., prevost de la vile de Bourdeaux, et lui a esté enjoint donner ordre que le poisson qu'on portera à vendre en cette vile sera raisonnablement taxé, sur pene d'amende arbitraire.

Ledit jour deux conseillers de la cour N... ont esté commis pour scavoir quelle artillerie la vile pourra fournir et ordonner aux receveurs de Bourdeaux....., ont esté aussi commis N... pour scavoir quelles armes les gens d'eglise de cette vile et quel nombre de gens ils ont et sont pour deffense.

[1528]

Le 16 mars 1527, les chambres assemblées, a esté arresté que M. M^e Geoffroi Balsac seroit pour l'advenir perpetuellement en la grand-chambre et du consentement de M. M^e François Caldanet qui estoit à tour y venir avant ledit Balsac, et pourra rapporter au premier jour ledit Balsac en la chambre des enquestes le meilleur procès qu'il a d'icelle, et à la feste de Nostre-Dame de septembre prochain venant, choisira au role des commissions de ladite chambre des enquestes auparavant ledit Caldanet.

Le 22 avril 1528, après Pasques, a esté arresté que les maîtres pour faire arquebuses et alecrets seront envoyés querir à Lion.

Ledit jour 1^{er} juillet, la cour, eüe deliberation, a ordonné que pour le danger de peste elle seoirà à Libourne de lundy en huitieme, qui sera le 13 juillet 1528, et qu'on escrira au sieur Darchiac qu'il s'en viene en cette vile et aussi au sieur Dagès pour la tuition d'icelle, et s'ils craignent qu'ils se pourront tenir ledit Darchiac à Blaie et ledit Dagès à sa maison de Touars; les advis d'un chacun de messieurs sont escritz au long. En outre, en presence de N..., lieutenant particulier et officiers en Guiene, a esté ordonné qu'un siege de senechal de Guiene sera audit Libourne audit jour, et un autre siege demeurera en cette vile pour les causes d'icelle et banlieue, et que ledit senechal ou son lieutenant en cette vile pourra proceder à faire les procès des appelants des jurats, nonobstant l'appel et sans prejudice d'icelui, ez matieres où il seroit question de pene ou de fouet, et où il ne

seroit question de mutilation de membres inclusive-ment, si les sentences des jurats sont données avec conseil d'avocats et gens lettrés, en appellant aussi par ledit senechal qui confirmera ladite sentence du conseil et jusques à decision de l'appel, et ouï ledit N... qui a dit que pour le present, pourveu qu'il n'advint pis, il ne vouloit bouger de cette vile, et attendu que ledit N..., lieutenant particulier, s'en veut aller en cour, dit que N..., aussi officier en Guiene, leur avoit dit qu'il y vouloit aussi demeurer; a esté ordonné qu'ils expedieront en cette vile et jugeront les procès qu'y appartiendront, sinon qu'ils appelleront le conseil s'il est question de grand chose.

..... (*Rompu*)..... En icelle pour aller prendre et marquer les logis pour les presidents et conseillers en la cour et autres officiers d'icelle audit Libourne, au moins de ce qu'il a promis et juré bailler les meilleurs logis aux plus anciens de ladite cour selon leur reception, sans avoir acceptation de persone et enjoint ladite cour à un chacun des presidents, conseillers et autres officiers d'icelle eux rendre tous audit jour à Libourne, à pene de privation de leurs gages pour deux quartiers des premiers venants.

Du 12 novembre 1528.(*Rompu*)..... pour le danger de peste qui est tant à Bourdeaux qu'en la vile de Libourne, en cette vile de Saint-Émilion sont entrés NN..., dudit parlement..... (*Rompu*)..... les presidents et conseillers sont entrés en la grand-chambre, et après que les advocats et procureurs en icelle ont esté appellés, les ordonnances accoustumées lire audit jour ont esté lues par le greffier de la cour

ou son commis, lesquelles ordonnances lëues, chacun des advocats et procureurs illec presents ont fait le serment.

Le 18 novembre 1528 a esté receu au serment de procureur en la cour M^e Jan Turmet, parmi ce qu'il se tiendra avec son oncle et ne lui usurpera aucune pratique.

Le 19 novembre 1528, les chambres assemblées après disner, la cour a arresté que le samedi prochain en huit jours, issüe de jour, devers le matin, sera prononcé à la barre de s'en aller à Bourdeaux, scavoir le mardy après suivant, si autre danger ne survient en la vile de Bourdeaux que celui que M. Dibarolla a rapporté et est apparu à la cour par l'inquisition faite par les soubz-maire et jurats de la vile de Bourdeaux. La cour, veüe l'inquisition à elle envoiée par les soubz-maire et jurats, a delibéré se tenir audit Bourdeaux, et qu'il sera escrit auxdits soubz-maire et jurats de faire netoier les maisons infectes et rües de ladite vile, et que cependant qu'on fera les provisions, la cour tiendra en cette vile douze ou quinze jours, et ladite quinzaine passée, s'en pourra aller qui voudra audit Bourdeaux.

La cour, les chambres assemblées, a arresté que sans plus mettre l'affaire en deliberation, elle seoirà à Bourdeaux lendemain de la feste Saint-Thomas, et que ledit arrest sera prononcé par le greffier samedi prochain; aussy a arresté que ceux de messieurs qui s'en voudront aller de vendredy en huit jours, après disner, s'en pourront aller.

Le 15 decembre 1528. Pour la contribution aux pauvres, a esté ordonné que depuis le 13^e jour de ce

mois jusques 25 juin prochain venant, les presidents d'icelle bailleront pour chacun mois la somme de quatre escus chacun, et les conseillers, advocat et procureur du Roi et le greffier de la cour en bailleront chacun deux escus; le tout pour estre employé à la nourriture des pauvres qui seront en la vile de Bourdeaux, et paieront les presidents et conseillers absents comme les presents et leur sera signifié à leur arrivée; et pour lever lesdites sommes et ordonner la distribution que sera besoing d'en faire, a commis et député, commet et depute quatre conseillers N..., lesquels communiqueront avec les soubz-maire et jurats de Bourdeaux des autres qu'il sera besoing quotiser pour l'entretènement desdits pauvres et donneront ordre à leur nourriture. La cour a enjoint aux soubz-maire et jurats de Bourdeaux, presents N..., jurats, de faire aujourd'huy partout le jour la recherche des pauvres estant en ladite ville et scavoir le nombre d'iceux, et en faire le rapport à ladite cour le lendemain pour proceder sur leurs vivres.

A la nourriture des pauvres a esté advisé par N... dessusdit, que chacun des presidents et conseillers de la cour et autres soubscripts prendront le nombre des pauvres cy-soubz escrit pour iceux nourrir chacun jour, jusqu'à ce qu'autrement en soit ordonné.

M. le premier president, 10; Calvimont, president, 10; Bohier, president, 8; Benquet, president, 8; le president des enquestes, 8; Baussay, 6; Audier, 6; Lagear, 4; Dybarolla, 4; Cosnac, 4; Valée, 4; Bonal, 6; Lachassagne, 6; Ferron, 6; Moncaut, 4; Ciret, 6; Pomiers, 4; Tustal, 4; Arnoul, 4; Caldanet, 4; Larebuterie, 4; Guitard, 6; Belcier, 4; Alis, 4; Balsac, 6;

Tricard, 6; Camain, 4; Ferran, 6; Deorts, 6; Chaumon, 4; Laborde, 4; Lanta, 4; Bouchier, 4; Couillaud, 4, *pro quo solvet dominus de Bonal*; Pompadour, 6; Amelin, 4; advocat-general, 6; procureur-general, 4; greffier, 6; greffier des presentations, 4; Demons, notaire, 4; premier huissier, 4; secretaire Geneste, 4; Ragueneau, 4; Mosnier, 6; Ponton, controleur, 8; le receveur des amendes, 4; Dumoulin Oroy, 3; le sceleur de la chancellerie, 1; les sept huissiers, chacun 1; les veufves : mademoiselle presidente Carle, 3; la veufve de feu M. Prochet, 2.

A esté arresté aussi que l'archevesque de Bordeaux nourrira 80 pauvres. A esté arresté que le prieur de Bardenac paiera pour la nourriture des pauvres pour la demi-année, *oneribus ordinariis supportatis*, 60 livres bourdeloises. Le prieur..... (*rompu*)..... Le prieur Saint-James nourrira 20 pauvres, Gaiac aussi, les charges ordinaires portées, paiera 90 livres bourdeloises. Le prieur de Camparran sera demain ouï et cependant ordonné qu'il baillera pour sa demi-année, 60 livres bourdeloises. Le prieur de Bar, 20 livres bourdeloises, *pro toto*. A esté aussi arresté que l'abbé de Sainte-Croix nourrira 12 pauvres et les religieux, 6 par jour. Saint-Julien, 4.

Cuisinier pour le procureur-general a dit qu'il appelloit de ce que en l'abbaye de Sainte-Croix ne se fait aucun divin service, suivapt l'intention des fondateurs.

A esté ouï N..., hospitalier de Saint-Seurin, qui a dit le prieuré estre de valeur de 120 livres chacun an, a esté ordonné qu'il nourrira 6 pauvres; ouï aussi N..., vicaire, sous-prieur et chantre de l'abbaye de Sainte-Croix, ordonne qu'ils nourriront 18 pauvres,

savoir : l'abbé 12, et les religieux, sur la portion et droit d'accroistre, 6. Oûi aussi le prieur Saint-James, ordonne qu'il nourrira 11 pauvres.

A esté ordonné que sur les prieurs de Bardenac, Belin, Gaiac, Camparrian et autres seront prises 30 livres tournoises pour employer à la reparation des hospitaux de cette vile de Bourdeaux, attendu qu'à present n'y a aucuns deniers auxdits hospitaux, sauf d'en recouvrer autant sur lesdits hospitaux de cette vile.

Le *dictum* des pauvres à M. Delort pour M. de Basas; à M. de Saint-Simon pour M. de Xaintes; à M. Sanalac pour envoyer à M. d'Acqs; à M. d'Estaing pour envoyer à M. de Condom; à M. Florens Molinier pour faire tenir au senechal d'Agenois, au siege d'Agen, à M. André pour le faire tenir à M. de Tulle; à M. Cazele pour porter au senechal des Lanes, au siege d'Acqs; à Jean Pilon pour porter aux officiers de Sarlat, par commandement de Merignac (p. 83).

[1529]

Le vendredy 22 febvrier 1528, la cour, les chambres assemblées, a arresté que quand aucun des conseillers tant du conseil que des autres cours de parlement viendront en cette cour, entreront en icelle ordinairement et opineront.

Le 15 mars 1528, M. M^e Giraud de Guitard a esté receu à l'office de conseiller clerc par la resignation à lui faite par M. Elies Guitard, jadis conseiller, son frere.

Le 24 mars 1528 est decédé M. M^e François Bonal, conseiller en la cour.

Le 1^{er} avril ont esté nommés par la cour audit office

M. M^e Bernard de Lahet, advocat, Dominique Ram et Sauvat de Barbede, aussi advocats.

Le 29 mai 1528 M. M^e Raimond, autrement Guillaume de Lur, dit de Longa, a esté receu audit office de conseiller de feu M. M^e François Bonal.

Le 20 avril 1529, après Pasques, la cour advertie que M. M^e Audier, conseiller en icelle, estoit mort depuis le 16 avril, proceda ledit jour à la nomination dudit office.

Le 4 decembre suivant M. M^e Gassiot de Combes a esté receu à l'office de conseiller lai pourveu par le décès de M. M^e Martial Audier, et a esté en cette cour de parlement de Bourdeaux selon son antiquité audit parlement, et non selon l'ordre et antiquité qu'il estoit à Paris.

[1530]

Le 1^{er} mars 1529, en la chambre du conseil, a esté fait venir M^e Arnault Queu, lieutenant civil en la seneschaussée de Saintonge, auquel a esté dit qu'il jouïra de sondit office aux modifications, scavoir est : qu'il estudiera tant sa theorique que pratique et ordonnance, et que durant le temps de deux ans ne jugera procès, grand ne petit, qu'il n'appelle un ou deux pour conseil, auxquels fera signer le *dictum* de la seance, et ez matieres de l'ordonnance, les especes se paieront par les parties, et en celles qui ne sont de l'ordonnance, appellera du conseil à ses despens, et s'il fait au contraire la cour a déclaré le tout nul, et qu'il sera considéré ez despens des parties, et qu'il se rendra au bout de l'an en la cour à mesme jour pour estre examiné.

Le 15 juin 1530, M. M^e Amé de Plains a esté receu à l'office de conseiller clerc en la cour par la demission que lui en a faite M. M^e Dangles, qui l'avoit eu par le decès de M. M^e Giraud Guitard.

Le 12 juillet 1530 ont esté presentées à la cour, les chambres assemblées, les lettres missives par M^e Sauvat de Pomies, conseiller en icelle. Après lectures desquelles icelui Pomies a dit que messire Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux, lui avoit commandé faire ses recommandations humbles à icelle cour, et que ledit seigneur avoit delibéré faire son entrée en cette vile de Bourdeaux demain 13 dudit mois, environ sept heures du matin, et supplié ladite cour lui faire le bien et l'honneur qu'on a accoustumé faire à ses predecesseurs archevesques de Bourdeaux, et par exprès prier MM. d'icelle cour prendre leur refection à sa maison archiepiscopale à diner et souper, icelui jour et autres qu'il et à chacun d'eux plairra. Auquel a esté respondu par ladite cour qu'elle deliberoit et se mettroit en son debvoir faire l'honneur et plaisir audit archevesque à elle possible et qu'on a accoustumé faire à ses predecesseurs. Et ce fait, a esté delibéré par la cour qu'elle serviroit comme les autres jours ordinaires et comme a accoustumé, et n'iroit au devant dudit archevesque [que] suivant les coustumes anciennes gardées en cette vile, les stiles et coustumes des villes archiepiscopales où y seroit cour souveraine, et mesmement de Tholose, duquel stile a esté certifié par aucuns des presidents et conseillers de la cour de parlement de Tholose, estants de present en cette vile, ains seulement iroient au devant dudit archevesque deux presidents et quatre conseillers, c'est à sçavoir

MM. Jan de Calvimon et François de Benquet, second et quart presidents, Pierre de Ciret, Geoffroy de Lachassaigne, Geoffroy de Pompadour et Augier de Lanta, conseillers en icelles; lesquels, sans huissiers, iroient au devant dudit archevesque à Saint-Seurin, et le conduiroient jusques à l'église metropolitaine Saint-André, et sans faire aucune harangue, si n'est le salüer seulement, et que sur l'issüe de la cour, laquelle avoit deliberé sortir avant neuf heures pour aller ceux des autres presidents et conseillers d'icelle que bon leur sembleroit gagner les pardons concedés par le Pape à ladite entrée, et a enjoint aux conseillers d'icelle de ne faillir de servir à leursdits offices sans excuse suffisante, icelui exceptés les dessus nommés.

Le 8 aout 1530, M. M^e Bernard de Lahet a esté receu à l'office d'avocat-general en la cour pour en jouir jusqu'à ce qu'autrement en soit ordonné et ce, par la promotion de M. M^e Cuisinier à l'office de president en la cour de parlement de Provence, et, le 20 suivant, il a esté receu simplement.

Le 26 aoust 1530, M. M^e Pierre de Baumon a esté receu en l'office de conseiller en la cour par la resignation de M. M^e Jacques Cosnac, jadis conseiller en icelle, et les chambres assemblées a esté ordonné que dorenavant quand aucun des presidents et conseillers d'icelle resignera son office en faveur d'un sien parent ou autre, celui qui en sera pourveu par ladite resignation ne sera tenu faire serment en ladite cour s'il a baillé argent ou non à celui qui lui aura resigné ou à autre, à cause dudit office.

Le 18 decembre 1530 a esté receu procureur M^e Gé-

rault, fils d'Elies Gérault, à la charge qu'il ne fera aucune chose sans la communiquer à son pere, aussi ne partira de lui de trois ans et n'intitulera aucune chose en son nom.

Le 19 decembre 1530, les chambres assemblées, a esté arresté que quand la premiere sepmaine que l'on debvra faire la quinzaine, tous les jours de ladite quinzaine seront de sorte que l'on ne fera compte aucunement pour ladite quinzaine, ne sera icelle sepmaine comptée, ains seront tenus ceux qui auront esté appelés sans les quinze jours ensuivant où ils auroient servi aucun jour de la premiere sepmaine, et que la suivante n'entrent au moien des jours ferriés leur sera ladite sepmaine comptée comme s'ils avoient servi.

Le 24 novembre 1530 la cour, les chambres assemblées, a ordonné que les causes et instances des barons et autres gentilhommes de race et ancienne lignée, se plaideront en la Grand-chambre et non en la Tournelle. Item, que les procès auxquels sera question de tonsure, immunité, se rapporteront en la Grand-chambre et non en la Tournelle (p. 85).

Registre secret commençant le 13 novembre 1531, contenant les expéditions faites ex chambres de conseil tant Grande, des Enquestes que Tournelle.

Entrée ut suprâ.

Ledit jour 13 novembre 1531, au retour de la messe a esté receu à l'office de conseiller lai en ladite cour M. M^e Raimond de Faiard, pourveu dudit office par la resignation de M. M^e Jean Belcier, jadis conseiller en icelle, à present juge mage de Perigueux.

Ledit jour audit parquet et auditoire ont esté en personne : Achart, sieur de Terrefort, soubz-maire, Richard Pichon, prevost, Jean Daste, Pierre Forton, jurats de la presente vile en l'année presente, lesquels ont requis le plaisir de la cour estre qu'ils fussent assis au banc des nobles estants audit parquet et qu'autres gentilshommes ne les precedassent audit lieu et siege. A quoi M. M^e Bernard de Lahet, advocat du Roi pour le procureur-general, a dit et remonstré que si les jurats entendoient precéder auxdits nobles et gentilshommes du ressort, qu'il leur devoit estre enjoint par ladite cour y assister avec les manteaux de jurade comme faisoient les eschevins et capitouls, tant ez cour de parlement de Paris que de Tholose. Sur quoi ladite cour a ordonné que doresenavant lesdits soubz-maire et jurats assisteront tant les jours de la prononciation des grands arrests qu'autres actes notables audit parquet, et precéderont auxdits nobles, pourveu qu'ils portassent leursdits manteaux de jurade, et pour cette fois seulement sans tirer à conséquence a esté permis aux dessusdits de eux asseoir audit lieu.

Le 17 novembre 1531 a esté commis M. M^e Arnoul, conseiller de la cour, pour faire inquisition sur la ruine et reparation necessaire de l'abbate de Bragne, ensemble sur la façon de vivre des religieux d'icelle, pour ladite inquisition faite et rapportée devers la cour y estre pourveu comme de raison.

Ledit jour a esté commis M. M^e La Rebuterie pour pourvoir au chemin de Cubsac, tant du costé de Montferrand que du côté dudit Cubsac.

Le 18 novembre 1531, les chambres assemblées, a

esté arrêté que doresenavant ceux des presidents et conseillers qui defaudront le lendemain de Saint-Martin ou le jour prefixé par congé de ladite cour, que la pene indite par les ordonnances tant du Roi que de ladite cour ne sera aucunement rabatüe, et celui des presidents et conseillers qui en parlera paiera la somme que celui qui aura failli aura encouru.

Le 20 novembre a esté ordonné que cette année serviront en la chambre de la Tournelle : M. M^e Bohier, president, Baussay, Lagear, Ciret, Arnoul, Labarde, au lieu de Ferran, Belavoine, Faiard, Chaumon, s'il veut servir, sinon servira l'un des conseillers en ladite cour qui sont à recevoir.

Le 22 novembre 1531, les chambres assemblées, la cour receu [a] ez offices de conseiller en la cour M. M^e Pierre Carle, Michel de Plains, dit Valon, licentiez ez droitz, scavoir est ledit Carle à l'office de conseiller vacant par le decès de feu M. M^e Pierre Palet(?) et ledit de Plains par resignation pure et simple faite en sa faveur par M. M^e Amé de Plains, lesquels ont fait les serments en tel cas requis et accoustumé, pour en jouir doresenavant par lesdits Carle et Valon aux droitz et gages auxdits offices appartenants, et sur ce qui procedera desdits Carle et Valon ez jouissances, prerogatives et preeminences appartenants auxdits offices, la cour a reservé et reserve leur en faire droit dedans quinzaine prochain venant, au surplus ordonne icelledite cour que ledit Carle aura dispense du Roy de tenir l'office de conseiller clerc de ladite cour, ou bien le permuter avec un autre conseiller de ladite cour, homme d'eglise, tenant office de conseiller lai, et cededans trois mois prochains venants,

autrement les trois mois passés sera procédé comme de raison. Et après a esté par ladite cour, les chambres assemblées, après avoir longuement delibéré de ladite matiere et deduit la reception de M. M^e Bertrand Valée et de feu M. M^e Jan Dangliers, parce qu'aucuns disoient ledit de Valée avoir esté receu le premier parce qu'il estoit fils de president, et les autres parce qu'il avoit ses lettres en date precedente celles dudit Dangliers, que si ledit Valée venu est trouvé que si ses lettres d'office fussent en date precedentes celles dudit Dangliers, que si ledit Valée precedera ledit Carle, et au contraire que s'il fust receu comme fils de president, que ledit Carle precedera si autre arrest ne se trouve fait par ladite cour. •

Le 23 novembre 1531 a esté delibéré par la cour, après avoir veu certaines lettres missives envoyées par le Roy à l'archevesque de Bourdeaux, touchant le decés de feu Madame, mere du Roy, par lesquelles ledit seigneur mandoit audit sieur archevesque faire prieres et obseques pour ladite dame par son diocese; que le dimanche prochain en suit la cour ira en procession comme cour auxdits obseques, qui se fairont en l'eglise metropolitaine de cette vile, ensemble aussi à la procession.

Le 1^{er} decembre, en la chambre du conseil, Lahet, pour le procureur-general a dit que suivant le vouloir du Roy avoit esté ordonné que les honcurs de feu Madame, mere du Roy, se fairoient en cette ville le plus honorablement que faire se pourroit, comme il estoit de louable coustume, et sur ce que le procureur de la vile, soubz-maire et jurats d'icelle estoient contendants avec les chanoines et chapitre de Saint-André

de cette vile, lesquels d'eux fairoient les frais et mises, les chanoines ont exhibé un acte signé du greffier du chapitre, par lequel apert que pour faire les honeurs de la feüe reine, fust ordonné, les jurats appelés, que la vile fraieroit, ce qui fust fait; par quoi requis est que les soubds-maire et jurats de cette vile soient contrains à fraier à ce qui sera necessaire pour lesdits honeurs. Achart, clerc de la vile, Achart, sieur de Terrefort, soubds-maire, et le sieur de Laloubiere, jurat, a requis ledit acte leur estre communiqué pour en venir, disant que lorsque ladite vile fraia, le Roy leur en avoit escrit. De Chassaignes, chanoine de l'eglise metropolitaine Saint-André de Bourdeaux, assistants avec lui N..., chanoines de ladite eglise, a dit que le chapitre de ladite eglise, *convocatis eorum subditis*, offroit faire son debvoir comme lui seroit possible et s'acquiter des honeurs et obseques de feüe Madame, en obeissant au vouloir du Roy, prier et faire prier Dieu et sonner les cloches, disant n'estre tenu fraier au residu, comme à la chapele ardente, veloux, drap noir et autres choses necessaires. Le sieur de Laloubiere moiennant serment, a dit qu'au temps que la feüe Reine deceda, il estoit prevost de la vile, icelle vile fraieroit, ce qu'elle fist. La Cour ordonne que les soubds-maire et jurats de cette vile pourront plus amplement veoir l'acte capitulaire exhibé par les chanoines et chapitre Saint-André; aussi inquisition sera faite comme on a accoustumé en tels actes et autres viles de ce royaume et en cetteditte vile, et si les honneurs se font au despens de la vile ou non; et cependant ordonne que les soubds-maire et jurats fraieront à ce qui sera necessaire pour les honeurs de la

feüe dame, mercredy prochain, qui sera la feste Saint-Nicolas, sauf de pouvoir par lesdits soubz-maire et jurats repeter ce qu'ils fraieront sur le receveur du domaine ou autre qu'il appartiendra aussi sans tirer à consequence.

Le 1^{er} decembre 1531, après les expéditions des requestes, les chambres assemblées, est venu messire Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux, lequel a remonstré avoir receu lettres-patentes du Roy, qui ont esté illec letües, contenant entre autres choses que ledit seigneur deffend à toute maniere de gens de ne vendre bleds et n'en achepter si n'est seulement ez marchés, lesquelles lettres lui avoit esté mandé faire publier, ce qu'il n'avoit voulu faire sans avoir l'avis de la cour, requerant qu'il pleust à icelle commettre aucuns de ladite cour pour mettre par escrit les commodités ou incommodités qui se pourroient ensuivre pour l'effect desdites lettres. La cour a commis et député M. M^e Lachassaigne et Ferron pour communiquer avec ledit archevesque du contenu des lettres, et par escrit deduire les raisons des commodités ou incommodités d'icelles pour icelles envoyer au Roy afin icelles veues d'y pourveoir, comme bon lui semblera : depuis les raisons des commodités ont esté redigées par escrit et baillées à M. de Bourdeaux, desquels l'original a esté retenu et est à l'armoire de la petite chambre où sont les evocations.

Le 16 decembre 1531 a esté donné à M. le procureur general jusques à N..., nommé pour substitués M^e B. Merignac et A. Gaultier.

Le 22 decembre, M^e Elies Thibault a esté receu à l'office de procureur en la cour, moiennant ce qu'il

espouserait la fille de feu François Le Sueur et exercera sa pratique (p. 86).

[1532]

Le 24 janvier 1531 a esté enjoint aux jurats presents de faire reparer les murailles de la ville et icelles mettre en estat qu'on ne puisse sortir en icelle par autre lieu que par les portes accoustumées estre ouvertes et d'en certifier la cour dedans un mois prochainement venant, à pene de dix miles livres en leur propre et privé nom, et qu'en evenement qu'il sera trouvé aucuns qui sortiront hors ladite vile par autres lieu que par lesdites portes, permet auxdits jurats, capitaine de la vile, des chasteaux d'icelle et aux habitants de les prendre et de les constituer prisonniers et s'ils ne les peuvent prendre les fraper à coups de trait, arquebuse et autrement comme ils verront.

Le 27 janvier, la cour, presents les huissiers d'icelle, leur a fait inhibitions deffenses de ne laisser entrer aucun personnage en leur chambre, tant que la cour seoirá, si n'est les evesques, et princes et secret du Roy et autres qui par les ordonnances doibvent entrer, et ce sur pene de suspension de leur office.

Le 16 febvrier 1531, les chambres assemblées, presents l'advocat et procureur du Roy, la cour après avoir esté deüment certiorée de ce qui a esté et est gardé et observé en la cour de parlement de Paris, ordonne qu'outre les matieres qui par les ordonnances du roy Charles VIII se peuvent vuider par commissaires, que les matieres où il y a trois articles ou plusieurs où il y aura preuve separée, soit par lettres ou temoins, ou qu'il faudra sur chacun article faire

arrest, et mesmement ez matieres de rescision de contracts, taxation de despens, quand il y aura plusieurs articles croisés, dommages, interests, execution d'arrests, rejets d'articles, et semblables matieres, quand elles s'offriront où il y aura trois divers articles et separés ou plus, quand en chacun desquels faudra faire et asseoir jugement à part, comme dit est, aussi les procès de reintegrade, s'il y a trois articles ou plus, c'est à scavoir qu'il fust question de reintegrer quelques parties en diverses seigneuries ou diverses pieces de terre, et qu'il y ait preuve separée sur chacun article, seront decidés par commissaires, le tout par maniere de provision jusques à ce que par le Roy ou ladite cour en soit autrement ordonné.

Le 20 febvrier 1531, la somme totale que le clergé avoit accordé au Roy en 1523, montoit à la somme de quinze mile livres tournois, et pour quotiser lesdites sommes furent commis et deputés M. M^e François Belcier, conseiller du Roy et premier president en la cour, et Leonard Gay, lors lieutenant-general en Guiene.

Le 1^{er} mars 1531, la cour, où M. M^e Gassiot de La Combe, conseiller du Roy en icelle, qui a requis, attendu la maladie en laquelle il est detenu, lui estre permis faire escrire par son clerc les extraits des procès qui lui seront distribués; a ordonné qu'icelui La Combe se retirera devers le Roy, dedans un an, pour obtenir dispense de faire escrire les extraits par son clerc, lui dictant, et cependant attendu la maladie dudit La Combe, permet à icelui La Combe, lui dictant, faire escrire par son clerc les extraits des procès qui lui seront distribués avant ledit temps.

Le 13 mars 1531, les chambres assemblées, a esté arresté que si le sieur Jarnac, maire de Bourdeaux, venoit en la cour, qu'il soit assis en la Grand-chambre après deux des anciens conseillers d'icelle, au siege estant au long des fenestres de ladite Grand-chambre et à peu d'espace des presidents, et, où il viendra à l'audience, sera assis au lieu des seneschaux.

Le 15 est venu en la chambre le sieur Jarnac, maire de Bourdeaux, lequel après qu'il a eu fait la reverance à la cour, elle l'a fait asseoir aux sieges estants le long des fenestres, après M. Dybarrola et Valée, conseillers en icelle estants plus près des presidents.

Le 18 mars 1531, les chambres assemblées, a esté arresté que les presidents et conseillers iroient avec leurs robes rouges en procession depuis Saint-André jusques aux Jacobins.

Le 19, feste Saint-Joseph, les presidents et conseillers allerent comme cour en procession.

Le 27 mars 1531, la cour deument advertie que nonobstant les injonctions à pene de 500 livres, par ci devant par plusieurs fois faites aux soubz-maire et jurats de Bourdeaux en leur privé nom, de faire netoier les rues de ladite vile et faire retirer les pauvres, en façon qu'ils ne couchassent sur le pavé et tablier des maisons de cette vile, iceux soubz-maire et jurats n'ont tenu compte d'obeir, a déclaré et declare les scubs-maire et jurats avoir encouru lesdites penes, lesquelles pour aucunes causes à cela mouvants, modere quant aux soubz-maire et prevost à la somme de 200 livres chacuns, et quant à chacun desdits jurats, 100 livres en leur privé nom, et surseoirà l'exécution jusques à samedy prochain, lequel jour prochain en default

d'avoir obei, enjoint au receveur des amendes de la cour faire executer les dessusdits pour lesdites sommes, et ordonne que pour le paiement desdites amendes iceux soubz-maire et jurats qui n'auront obei seront pris au corps quelque part qu'ils puissent estre apprehendés, constitués prisonniers et detenus jusques à entier paiement d'icelles amendes, et afin qu'iceux soubz-maire et jurats ne pretendent cause d'ignorance, leur sera cette presente ordonnance signifiée par un des huissiers de la cour huy en jurade par vertu de ce dictum, sans leur autre commission en forme. Arresté est qu'aucune somme sera rabattüe desdites amendes à ceux qui n'auront obei, et ceux des presidents et conseillers de la cour qui parlera aucunement de les rabatre, les paiera en son nom privé.

Le jeudy après Pasques, 4 avril 1532, la cour a fait inhibitions et deffenses à Jan Le Grand, garde du palais, de ne mener ne laisser entrer en la chambre des beuvetes aucuns personages autres que les presidents, conseillers et autres officiers de la cour, et autres aussi qui y doibvent et ont accoustumé d'entrer et aller.

Le 5 avril 1532, a esté enjoint à M^e A. Duperier, notaire et secretaire du Roy et receveur de la comptablierie de Bourdeaux, de paier aux comtes et syndics de la confrairie de Montuzet la somme de 135 livres bourdeloises à eux taxée par les officiers dudit seigneur en la senechaussée de Guiene, pour trois tonneaux de vin que le plaisir dudit seigneur a esté baillé chacun an aux confreres de ladite confrairie.

Le 11 avril 1532, la cour entend avoir fait mettre *lecta et registrata* ez lettres de don d'office d'admiral,

fait par le Roi à messire Philippe Chabot, chevalier de l'ordre dudit seigneur, sans prejudice de ce que par lesdites lettres dudit don le gouverneur pour le Roi en Guiene est premierement nommé que ladite cour, combien qu'en icelles et semblables lettres les cours souveraines de ce royaume ont accoustumé estre premierement mises et nommées et sont superieures audit gouverneur.

Le 2 mai 1532, en la grand-chambre sont entrés M. N..., aux enquestes M. le president Benquet et M. de Brassac, president de ladite chambre, conseiller M. N..., à la Tournelle M. N...

Le 8 mai 1532 a esté inhibé à Pichon, prevost de la vile, de ne prendre aucune chose des creacs qui seront vendus au marché de cette vile, et aux taxeurs de poisson de n'en prendre aussi aucune chose.

Le 10 mai, la feste Saint-Nicolas avoit esté remise à ce jour, et sont entrés M. N..., et après l'expedition des requestes ont esté ouïr la messe, laquelle a esté celebrée par M. Dibarrola, conseiller à la cour, chantants à icelle les chantres de Saint-André.

Le 23 mai, la feste Saint-Yves avoit esté remise à ce jour, et sont entrés M. N..., et après expedition des enquestes ont esté ouïr la messe, laquelle a esté celebrée par M. Dibarrola, chantants à icelle les chantres de Saint-André. Ledit jour, devers le soir, ont esté celebrées vespres, et ce fait, le boire a esté baillé par les syndics de la confrerie Saint-Yves.

Le 5 juin 1532 a esté enjoint aux soubds-maire et jurats de donner ordre sur le danger de peste survenu en cette vile, aussi de faire visiter les boutiques des apothicaires de cette vile par les medecins d'icelle,

présents deux ou trois desdits jurats, suivant les arrests par ci-devant donnés, et à ladite cour fait faire serment à M^{es} Gabriel Terragues, Antoine Podio et Ramond, medecins de cette vile, et assister à la visite desdites boutiques, et icelle faire cessant tout dol, fraude et faveur.

Le 7 juin, les chambres assemblées, ouï les advocats et procureur du Roy, M. M^e François Couillaud a esté receu à l'office de conseiller lai en la cour, par la resignation qui a esté faite en sa faveur par M. M^e Cibard Couillaud, son pere, et a presté le serment requis.

Le 16 juillet 1532 a esté enjoint aux prevost et procureur de la vile de punir ceux qui sont contrevenus aux ordonnances de la ville et arrest donnés touchant les chevraux et les ont vendus dix sols pièce, et en certifiera la cour dedans demain.

Le 27 juillet a esté enjoint aux prevost et procureur-general du Roy de s'enquerir des monopoles qu'ont dit avoir esté faits à l'election des jurats de cette presente année, et l'inquisition faite le rapporter devers la cour pour icelle veüe y estre pourveu comme il appartiendra.

Le 31 aoust 1532 a dit qu'il s'en purgera sur les reliques des saints Gervais et Protais et ailleurs où la cour verra estre à faire (p. 86).

Registre secret commençant le 12 novembre 1532.

Entrée ut suprà.

Le 13 novembre 1532 ont esté examinés N..., requerants tous estre receus à l'estat de procureurs en la cour; laquelle sur ce a ordonné que les noms des

dessusdits seront baillés et communiqués tant au procureur-general du Roy qu'au syndic des procureurs de la cour, lesquels viendront demain dire ce que bon leur semblera.

Le 16 novembre 1532, apres avoir deliberé sur les requestes presentées par lesdits N..., aux fins d'estre receus au serment de procureurs en la cour, icelle les a fait appeller, lesquels après avoir esté examinés en icelle ont esté receus en l'estat de procureurs en la cour et ont presté le serment en tel cas accoustumé, soubz les modifications et qualifications qui s'ensuivent, scavoir est, qu'ils vivront honnestement; et leur fait la cour inhibitions et deffenses, à pene d'estre suspendus de leurs offices, de ne surprendre aucunement sur les autres procureurs d'icelle et de ne prendre de deux ans aucunes causes ou lesdits procureurs aient occupé directement ou indirectement, posé ores que les parties les leur voulussent bailler, si n'est que le procureur ancien qui avoit occupé en la cause y consentit, et leur enjoint de porter honeur et reverence à la cour et aux particuliers d'icelle, tant en comparoissant devant les commissaires deputés par la cour que ailleurs.

Le 18 novembre 1532, Lahet, advocat-general, a dit que plusieurs surprises se faisoient chacun jour sur le ressort de la cour dont les officiers du Roi, senechaussées et baillages n'en advertissoient aucunement ladite cour, et ne tenoient compte les lieutenants desdites senechaussées et baillages eux trouver auxdits jours ordinaires de leurs senechaussées et baillages suivant les ordonnances, requerant ainsi estre ordonné, ce qui a esté fait.

Le 19 novembre 1532, M. M^e Pompadour, conseiller en la cour, a dit avoir esté mandé par M. le cardinal de Gramon pour l'accompagner à Rome, où il va par commandement du Roy, au moien de quoi requeroit qu'il pleust à la cour lui bailler congé pour ce faire, joint qu'il a vœu d'aller à Nostre-Dame-de-Laurete, lequel a intention à present rendre comme il a affirmé par serment. La cour, eüe sur ce deliberation, a ordonné que ledit Pompadour aura congé pour aller avec ledit sieur cardinal de Gramon, parmi ce qu'il a promis retourner dedans huit jours apres la feste des Rois ou bien envoyer son congé du Roy par lettres-patentes.

Le 17 decembre 1532, en la Grand-chambre, a esté appelé M^e Jan Lachassagne, conseiller en la senechaussée de Guiene, lequel interrogé a dit qu'en rapportant par lui le procès de N..., il a veu et fait l'extrait d'une requeste dudit N..., cote N. Aussi a esté appelé N..., commis à l'exercice du greffe de Guiene, lequel interrogé, si quand le procès fut porté au greffe de la cour, la requeste y estoit, a dit que le sac dudit N... a esté porté au greffe entier, selon l'inventaire, car autrement n'eust esté receu, et les commis ne les ont accoustumé recevoir s'ils ne sont entiers, ains les renvoient.

Le 23 decembre 1532 ont esté prononcés les arrests par M. le premier president, assistant M. M^e Jan Pontac, greffier de la cour, avec son manteau et epi-thoque d'escarlate.

Le 30 decembre 1532, sur la requeste baillée par M. M^e Bertrand de Moncault, conseiller en la cour, contenant que combien qu'il soit notoirement exempt

de tous subsides tant deubs au Roi que autres, et mesmement pour raison des choses à lui nécessaires pour la provision de sa maison, neanmoins un nommé Nicolas Broussier, soi disant portier et garde pour les fermiers de la coustume de Bourdeaux, a pris et arresté un serviteur d'un marchand de Montauban, nommé Samson, deux petits cabas de figes et raisins que icelui Samson envoioit au suppliant pour la provision de sa personne, sans iceux vouloir rendre ne delivrer au serviteur du suppliant, jaçoit ce qu'il affermoit lesdits figes et raisins, estre dudit suppliant, voulant comme il est vraisemblable exiger aucune some de deniers dudit suppliant, ou bien retenir lesdits figes et raisins, par quoi requeroit qu'il pleust a la cour ouïr sur ce ledit Broussier, et lui ouï, estre pourveu selon l'exigence du cas. Vêüe la requeste et ouï sur ce ledit Broussier, qui a confessé avoir retenu les figes et raisins et ne les avoir voulu bailler au clerc dudit suppliant, ains les avoir baillées et delivrées aux fermiers de ladite coustume pour les delivrer où ils verroient estre à faire; ouï aussi sur plusieurs paroles malsonnantes tant de ladite cour que dudit suppliant, contenües en l'examen sur ce fait, tant dudit Broussier que de Pierre Santuïtz et Antoine Marcillac, la cour a ordonné ledit Broussier rendre audit Moncault les figes et raisins et autres choses prises appartenants audit Moncault, et à lui données par ledit Samson pour sa provision, et ordonne que ledit Broussier fera venir demain matin le receveur de la coustume de ladite vile qu'il a dit lui avoir baillé ladite charge de garder ladite porte de l'Orm pour estre ouï et interrogé sur les interrogations que par ladite

cour lui seront faits, et cependant tiendra ledit Broussier prison close. L'examen est dans le cofre de la petite chambrette des sacs (p. 89).

[1533]

Le 3 janvier 1532, la cour, les chambres assemblées, par le décès de feu M. M^e Baussay, en son vivant conseiller lai en icelle, a nommé au Roy M^e Jan Bages, docteur regent à Tholose, G. Troussils et Jan Alesme, comme il est plus amplement escrit en la liasse des arrests dudit jour.

Le 17 janvier, jour de Saint-Antoine, la cour est sortie à neuf heures à cause de la feste.

Le 31 janvier de relevée, ne sont entrés à cause de la vigile des arrests à prononcer de la purification, lequel jour les arrests ont esté prononcés par M. M^e Jan Calvimon, second president.

Le 3 mars 1532, messire François Belcier, premier president, les chambres assemblées, a mis en delibération quel lieu devoit estre baillé à messire Antoine de La Rochefoucault, chevalier, sieur de Barbesieux et gouverneur de l'Isle de France, tant à la chambre du conseil qu'audience d'icelle, quand viendrait en la cour; icelle cour, après en avoir esté opiné par chacun particulierement, a ordonné qu'en la chambre du conseil seroit ledit sieur de Barbesieux assis au haut et au-dessus des conseillers d'icelle cour, à main droite et près des presidents et au parquet et audience d'icelle s'il advenoit que l'archevesque de Bourdeaux, messire Charles de Gramon, se trovast, seroit ledit sieur de Barbesieux, comme gouverneur susdit, assis à main droite après ledit archevesque.

Le 4 mars sont venus en ladite cour et chambre du conseil, messire Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux et lieutenant du Roi et roi de Navarre, gouverneur de Guiene, et messire A. La Rochefoucault, sieur de Barbesieux, gouverneur de l'Isle de France, et grand seneschal de Guiene, lesquels ont esté assis à main droite près de MM. les presidents, et ledit La Rochefoucault a esté assis au-dessous de l'archevesque de Bourdeaux, auxquels la cour, par l'organe de messire François Belcier, premier president, a remonstré certaines lettres-patentes du Roi touchant la prohibition de porter autres harnois qu'espées et poignards, et après avoir eu leur advis la cour, les chambres assemblées, a ordonné que la publication desdites lettres sera supersedée jusques à ce que ledit seigneur sera adverti des incommodités que peuvent advenir en ce pais par le moien de la publication desdites lettres, et a esté commandé au greffier d'icelle d'en escrire tant audit seigneur qu'à M. le legat, et sera attendüe la seconde jussion et commandement dudit seigneur avant icelles publier.

Le 29 mars 1532, la cour a fait inhibitions et defenses à tous les huissiers en icelle presents de ne bailler doresenavant aucunes requestes aux presidents ou conseillers pour quelque partie que ce soit apres qu'ils seront entrés en icelle. Aussi de ne laisser ne permettre entrer aucuns advocats, ou procureurs, sollicitateurs, parties ne autres en leurs chambres, au greffe, ne ailleurs au dedans ladite cour, sinon que par ordonnance de ladite cour fussent appellés, et ce à pene de suspension de leurs offices pour trois mois.

Le 1^{er} avril 1532, veües les lettres-patentes du Roi

par lesquelles M. M^e Michel de Plains estoit dispensé de tenir et exercer l'office de conseiller clerc en ladite cour, jaçoit qu'il se pourveust et qu'il prist l'estat de mariage jusques à ce qu'il fust pourveu d'un office de conseiller lai; ouï le procureur-general du Roi qui a dit ne vouloir empescher l'interinement d'icelles, requérant estre enjoint à celui des conseillers de ladite cour tenants offices lais de passer procuration pour permuter leurs offices lais avec celui dudit Valon, clerc. La cour obtemperant auxdites lettres ordonne que ledit Valon jouïra dudit office de conseiller clerc jusqu'à ce qu'il soit pourveu d'autre office lai, ou autrement par le Roi en soit ordonné; et au surplus la cour enjoint audit Valon de poursuivre celui des conseillers de ladite cour, clerc tenant office lai, de resigner ledit office en faveur d'icelui Valon pour l'office clerc dudit Valon. La cour a donné congé audit M. M^e Michel Valon jusques à la my-mai pour aller prendre l'estat de mariage.

Le 19 avril 1533, apres Pasques, a esté procedé à la nomination des offices de president en la chambre des enquestes et conseiller en la cour, vacant par le decès de M. M^e Bertrand Golard dit Brassac, en son vivant president et conseiller susdit, et ont esté nommés audit office de president : M. Dibarolla, Pomiès, Caldanet, et audit office de conseiller : Blaise Durnoly, André Alciat, docteur ez droitz, et Guy Golard, licencié ez droitz *ut constat ex ordinationibus in liassa arrestorum existentibus*.

Le 22 avril 1533 a esté mis en deliberation si la cour iroit en procession lendemain pour Saint-George au couvent des carmes ou y a voiage, attendu que les

chanoines Saint-André et autres des eglises de cette vile y vont en procession, les chambres assemblées, a esté arresté *a majori parte* que non, et que la cour entrera comme a accoustumé.

Le 30 mai 1533 a esté fait venir en la chambre des enquestes M. M^e Guillaume Cardaillac, conseiller du Roy en sa cour de parlement de Tholose, qui au serment qu'il a audit seigneur juré dire vérité, etc., et Geneste, procureur de sa partie, a dit qu'au cas que ledit Cardaillac voulust faire sa preuve par temoins devoit estre condamné en 500 livres envers sa partie pour procès retardé; la cour a dit qu'il n'y avoit lieu de condamner ledit Cardaillac en aucune somme pour procès retardé, attendu que partie adverse est possesseur des biens contentieux.

Le 31 mai ont esté faits venir en la chambre des enquestes Denys Breton, procureur et notaire en cour d'eglise, aagé de 30 ans, qui a promis dire verité. A esté interrogé s'il a jamais esté fermier d'aucun seau et mesmement de celui de la rigueur establi aux contrats de la senechaussée de Guiene. A dit que non. Interrogé s'il sçait combien on a accoustumé de prendre pour droit du sceau de ladite rigueur. A dit qu'il n'en sçait rien. Interrogé s'il dit à la chambrière de François Leymarie qu'elle pris 15 livres pour droit du sceau d'un contract qui estoit au nom de M^e François Caldanet, conseiller en la cour. A dit que ne l'a conseillé et ne sçavoit combien il y avoit pour le droit et pour reciter la verité du fait, a dit qu'un jour de cette sepmaine, dont n'est records, ladite chambrière dudit Leymarie vinst à lui, qui parle, et lui monstra certain contract et lui dist que lui regardast combien y avoit

de somme car y avoit pour droit de sceau 5 livres pour le premier cent et pour chacun des autres cents 11 livres 6 deniers, lequel qui parle regarda le contract et trouva que selon ce qu'elle disoit, se montoit à environ 20 ou 25 livres et autrement ne lui recorde et ne lui dist qu'elle en prinst ne qu'elle n'en prinst point, lequel serviteur dudit Caldanet soi-disant car autrement ne le cognoist, dist qu'il ne devoit point de sceau, et alors icelle chambrière dist que son maistre ne lui avoit donné charge de donner rien du droit de sceau et à ce moien ne l'oseroit faire, mais qu'il consignast le sceau, et après que son maistre seroit venu, qu'il serviteur dudit sieur Caldanet vinst parler à lui et s'il disoit qu'il n'en devoit prendre qu'elle lui rendroit, et sur ce s'en allerent et ne scait autrement que fust fait. Ladite chambrière dudit Leymarie a esté appelé et a juré de dire verité; sur ce interrogée a dit que sont quatre ou cinq jours passés que ledit Leymarie son maistre s'en alla dehors d'où ne vinst que hier tout tard et lui laissa le sceau dont il est fermier afin qu'elle scelast et prinst l'argent, et lui dit qu'il y avoit pour le premier cent, cinq sols, et pour chacun des autres cents 11 livres 6 deniers, et qu'elle monstast audit Breton ou autres les contracts qu'elle scleroit pour avoir de quoi il seroit question, et quelle somme y auroit auxdits contracts, et ne lui dist qu'elle donnast rien, suivant lequel mandement elle scela plusieurs contracts, lesquels monstra tant audit Breton qu'autres qu'elle trouvoit, et entr'autre un soi-disant serviteur dudit sieur Caldanet lui porta un contract qu'il disoit de son maistre, lequel elle scela et monstra audit Breton et lui dist qu'il y avoit

certaine grosse somme dont à present ne lui recorde, et se montoit plus de 25 sols de droit de sceau, laquelle qui parle dist qu'elle n'avoit point de charge de bailler rien et que elle seroit tancée de son maistre et ne l'oseroit faire, et qu'il consignast le droit pour ledit contract et qu'après que son maistre seroit venu qu'il s'en vinst parler à lui, et que s'il n'en vouloit rien prendre du sceau que son argent lui seroit rendu; lequel serviteur dudit sieur Caldanet bailla à ladite qui parle 15 sols qu'elle bailla à son maistre quand fust venu, avec le demeurant de l'argent qu'elle avoit amassé, et que remonstra ce que dessus, et autre chose n'a dit scavoir. Ledit Leymarie a esté fait venir et a juré dire vérité; a esté interrogé s'il a pris 15 sols de droit de sceau d'un contrat qui estoit audit sieur Caldanet qui contenoit seulement ratification. A dit que sa chambrière lui dist qu'un serviteur du sieur Caldanet lui avoit baillé et consigné 15 sols pour un sceau lesquels il vouloit rendre, et n'en vouloit point, et depuis qu'il est fermier du sceau de rigueur, qu'il afferma le jour de la Saint-Michel de l'an passé, pour le prix de douze vints tant de francs, il n'a pris aucune chose de MM. de la cour, ne secretaires, ne le voudroit avoir fait combien qu'il perde audit sceau. Interrogé s'il veut maintenir que pour droit de sceau il y ait 5 sols pour le premier cent, et 11 sols 6 deniers pour chacun des autres cents; dit qu'il ne le vouloit maintenir, car ne scait combien y a, mais après l'affirme à lui faite dudit sceau, il s'adressa à Mais-tereau, Lescale et plusieurs autres qui ont eu par ci-devant l'affirme dudit sceau, qui lui baillerent un memoire dudit sceau reservé de MM. de la cour,

toutesfois n'a veu aucun privelege d'eux ne exemption et ne scait s'ils sont exempts, toutesfois pour leur faire plaisir durant son afferme n'entend en prendre aucune chose, et offre rendre les 15 sols que sa chambrière a pris comme mal advertie.

Le 10 juin 1533 a esté baillé congé à M. M^e Jan Ferran pour trois jours pour aller gagner les gros fruits des prebendes à Saint-Emilion.

Le 14 juin, la cour a enjoint aux sous-maire et jurats de faire le procès aux prisonniers et autres qui se trouveront coupables du violement des filles et femmes qu'on dit avoir esté fait la veille Saint-Clair de nuit en l'église Sainte-Eulalie, et ledit procès fait le porter devers ladite cour dedans lundy.

Le 21 juin, la cour, les chambres assemblées, advertie que MM. M^{es} C. Labarde et Gassiot Lacombe, conseillers en la cour, avoit eu question de parole tellement qu'à peu s'en estoit failli que ne fussent devenus à se outrager de fait, pour à ce obvier suivant l'ordonnance, après avoir ouïs lesdits Labarde et Lacombe et leur avoir remonstré que ce qu'ils avoient fait estoit contrevenir à l'ordonnance, leur a fait inhibitions et deffenses de doresnavant n'injurier l'un l'autre, *verbo nec facto*, à pene d'estre suspendus de leurs estats pour trois mois, et illec a esté arresté que si aucuns conseillers de ladite cour s'injurient seront condamnés à mesme pene, et si aucun parle de rabatre ladite pene, sera mulcté de mesme pene.

Le 1^{er} juillet 1533 a esté fait venir frere Antoine Paschalis, religieux de l'ordre de Saint-François du couvent du Puy en Auvergne, évesque de Rose, moienant serment interrogé, a dit que sont quatorze

ou quinze ans passés qu'il fust fait evesque audit diocèse de Rose, l'expédition duquel evesché lui cousta plus de mille escus. Interrogé ou est situé ledit evesché et quel revenu il en prend, dit que ledit evesché est situé en Esclavonie et une partie en chretienté, mais n'en prend aucun revenu et n'y fust oncques. Interrogé s'il bailla en caresme dernier les ordres à Argentat : dit qu'en caresme dernier, lui comme vicaire de l'evesque de Tulle, bailla par trois fois les ordres au lieu d'Argentat, et ce à cinq ou six cents clerks ou environ parce qu'il estoit suffragant tant dudit evesque de Tulle que des evesques de Clermon et Saint-Flour; dit que les premiers ordres lui valurent environ de huit vingts livres tournois. Interrogé pourquoi il ne bailloit les ordres dans la ville de Tulle, dit que c'estoit au moien de ce qu'il peut avoir unze ans ou environ qu'il administroit en ladite ville de Tulle où survinst un grand scandale, car le curé de Saint-Cierge que tenoit son pontifical parce qu'on lui vinst rapporter que quelqu'un lui en avoit mené sa garce s'en alla avec ledit pontifical, lequel lui retinst jusques à l'après-disnée, et n'eust esté qu'un chanoine de ladite eglise avoit un vieux pontifical qu'il bailla à lui qui repond, eust cessé baillé aucuns ordres. Aussi ce mesme jour survinst autre scandale, car ledit curé de Saint-Cierge et un des chanoines de ladite eglise, sur la querelle de ladite garce se batirent et au cemetière de ladite eglise y eust effusion de sang, lequel cemetière n'a encores esté reconcilié; aussi en ladite vile de Tulle en faisoit paier à chacun des clerks qui vouloit recevoir ordres quinze ou vint sols pour les habillements necessaires à prendre lesdits ordres,

qu'estoit grand foule aux clerks. Interrogé s'il a fait porter habillements au lieu d'Argentat et iceux loués. Dit qu'en caresme dernier il fist porter quelques charges d'habillements pour chacun desquels prenoit seulement deux sols, fist aussi porter des chandeles de chacune desquelles ses serviteurs prenoient deux deniers, à ceux qui portoient leurs habillements, le lendemain leur faisoit rendre l'argent. Interrogé si chacune fois qu'il bailloit les ordres, il bailloit à l'evesque de Tulle cent livres tournois d'affirme; dit que non, mais qu'il devoit à l'evesque de Tulle trois ou quatre cents livres par icelui evesque fournies ou respondües pour la depeche de sondit evesché de Rose et quand avoit gagné quelque somme d'argent à bailler lesdits ordres, bailloit audit evesque en deduction de ce que lui devoit, et en caresme dernier, lui bailla cent livres pour chacun ordre qui est trois cents livres. Lui a esté remonstré que prendre argent des ordres estoit les vendre et par ce moien commettre simonie. A dit qu'en ce n'y trouvoit simonie, ains saint Paul *ad Corinth. 11 cap. dicit: gratis Dei evangelium evangelisavi vobis, alias ecclesias expoliavi accipiens stipendium ad vestrum ministerium*. Aussi : *1. ad Thimotheum, cap. 6: habentes alimenta et quibus togamur his contenti sumus*, et par ce dit, *pro sustentione suæ personæ*, est licite prendre argent. Interrogé s'il a pris aucune somme de deniers des insuffisants pour les ordonner nonobstant leur insuffisance. A dit pour ce il n'a pris aucuns deniers, aussi ne se mesloit ne se vouloit mesler de l'examen qu'estoit sur ce fait, ains remettoit ledit examen à la conscience des officiers dudit evesque de Tulle. Interrogé

si de tous ceux qu'il ordonnoit auparavant que leur ordonner voioit leurs titres pour scavoir s'ils estoient pourvus de temporel suffisant à leur nourriture? Dit que ne se mesloit de veoir leurs titres ains de tout ce se remettoit aux officiers dudit evesque de Tulle.

Le 2 juillet 1533, jour de la visitation de Nostre-Dame, la cour est sortie à neuf heures *ob honorem festi*.

Le 9 juillet 1533 a esté debatue le soufflet que Guillaume Troussils avoit baillé à M^e J. Lachassagne, conseiller en Guiene, et ont esté ouïs M^e A. de Saint-Salvador, lieutenant-general, et M^e J. Baulon, et J. Martin, et M^e G. Vergoin, conseillers en ladite senechaussée.

Le 14 aoust 1533 a esté donné congé à M. M^e Caldanet pour s'en aller en Bretagne aux grands jours, dont il est conseiller.

Le 26 aoust a esté enjoint à N..., jurats en la presente année, d'incontinent et sans delai faire et parfaire le college encommencé en cette ville, à pene de 500 livres en leur propre nom et de s'en prendre sur eux. Et le 29 novembre ensuivant leur a esté enjoint entretenir promptement le contenu du contract fait avec ledit sieur Tartas, principal dudit college de Guiene, aussi à icelui Tartas de faire et dresser les classes audit college et les autres choses contenües audit contract.

Le 5 septembre 1533, M. M^e Jan Bages a esté receu à l'office de conseiller, vacant par le decès de M. M^e Jan Baussay, en son vivant conseiller du Roy en ladite cour.

Le 6 septembre 1533, les grands arrests ont esté prononcés par M. le premier president.

Ledit jour a esté arresté qu'un president et tel nombre de conseillers que sera advisé, iront tenir les grands jours à Perigueux, qui seront le premier jour d'octobre et tiendront jusques à la fin dudit mois (p. 90).

Registre secret commençant le 12 novembre 1533.

Le 14 novembre 1533, M^e Paulte, apothicaire de cette vile, après serment par lui fait de dire verité, lui interrogé, dit que l'année passée, il a vendu au receveur des amendes de la cour livre de cire 6 sols 6 deniers tournois. Lui a esté remonstré que c'estoit à trop haut prix. A dit qu'il y avoit grand façon. Interrogé combien il met de chandele à la livre, dit qu'ez chandele des presidents et conseillers en la cour, il y a unze chandele à la livre, et celles des huissiers quinze, à celles du bureau, six.

Le 22 novembre 1533, M^e Sauvat de Pomiès, conseiller du Roi en la cour, a esté receu à l'office de president aux enquestes, vacant par le decès de feu M^e Bertrand Golard dit Brassac, du 19 avril dernier, et a presté le serment accoustumé. Ce fait, ledit Pomiès a requis que fust le plaisir de la cour declarer les droits deubs à son office, et lors ladite cour a remonstré audit Pomiès qu'avoit esté advertie qu'à la cour de parlement de Paris les presidents des enquestes ne rapportoient aucun procès et ne prenoient pour après-disnées entieres ez procès des commissaires que comme un conseiller simple; aussi vont aux quinzaines comme un des quatre presidents ou conseillers de ladite cour; lui a esté demandé s'il entendoit faire

ce que dessus comme en ladite cour de parlement de Paris; à quoi ledit Pomiès a dit que cette cour bien que seroit faite à l'instar de celle de Paris, n'estoit observé tout ce qu'estoit observé en ladite cour de parlement de Paris, mesmement en ce qu'à Paris y a quatre presidents qui ont chacun deux mille livres de gages ou environ, et en cette cour le premier n'en a que douze cents livres et les autres huit cents; et à Paris s'il y a plusieurs presidents en la grand chambre en une après-disnée, le premier seul prend les deux escus et les autres presidents qui assistent au jugement dudit procès prennent comme un conseiller; et en cour, s'il y a plusieurs presidents en une après-disnée en la grand chambre chacun prend les deux escus; aussy en ladite cour de parlement de Paris y a trois chambres d'enquestes et en chacune d'icelles deux presidents d'enquestes qui pourroit estre cause qu'ils ne prennent que comme conseiller, aussi à Paris y a plus de gaing d'après-disnées en un an qu'icy en trois années, et peut estre que chacun des presidents aux enquestes à Paris a plus de gages ou pension que n'a icy le president aux enquestes, et *forte hoc fuit concessum ex privilegio*, audit president aux enquestes de cette cour. Aussi au grand conseil si en défaut de maitre des requestes un conseiller preside aux après-disnées et procès de commissaires, il prend deux escus, et par plus forte raison le president aux enquestes les doit prendre. Aussi, dit le Pomiès, que quand il presidera en la chambre des enquestes il aura autant de pene de presider et faire toutes choses requises à faire à un president, comme font les presidents de la cour en leurs après-disnées ez autres chambres et n'y font

aucune chose plus que lui. Par quoi n'y veoid aucune raison de diversité, et par ce n'est repugnant qu'il prene ez après-disnées autant qu'un des quatre presidents, et ainsi en ont tousjours jouï ses predecesseurs presidents des enquestes; aussi à ce n'a trouvé droit divin ne humain qui obste, et *consuetudo inconcussè observata debet sibi prodesse*, attendu qu'il n'y a ni droit ni ordonnance pour les presidents de la cour que la seule coutume et observance, laquelle doit aussi aider audit president aux enquestes, qui toujours a accoustumé prendre deux escus en cette cour et puis qu'aux matinées et après-disnées ordinaires quand la cour besogne aux despens du Roi ledit president aux enquestes prend et a gages plus qu'un conseiller, est raison qu'auxdites après-disnées, que l'on besogne aux despens des parties, qu'il ait plus qu'un des conseillers, mesmement que ledit president n'a autre gaing des rapports ne autres procès qu'ont lesdits conseillers, et le president tient quant au nombre le lieu de deux conseillers, car par l'ordonnance faut qu'il y ait dix conseillers et le president; et huit conseillers peuvent besogner en ladite chambre des enquestes, et *certissimum est* que le president a plus de pene qu'un conseiller tant en la lecture des inventaires, expedition des procès qu'autres choses requises; et puis qu'en cette cour a esté ainsi observé et gardé, ne faut considerer observance de Paris, *quia unaquæque provincia suo sensu abundat*, toutesfois si la cour y faisoit difficulté telle qu'il fust besoing en faire faire declaration au Roi, offre y aller avec celui qu'il plaira à la cour deputer. A dit que quant à rapporter, son predecesseur rapportoit, toutesfois n'entendoit rapporter qu'un

ou deux procès pour le plus en chacun parlement. Lui a esté dit que son predecesseur ne rapportoit que les matinées des executions des arrests qu'il avoit executé. Et quant aux quinzaines a dit icelui Pomiès que ses predecesseurs ne s'y trouvoient oncques, et croid que pour les charges que les presidents aux enquestes ont en leur chambre de penser aux distributions, vuidange des procès et autres, sont exempts par toute les cours de n'estre subjects ne aller auxdites quinzaines; toutesfois pourveu qu'il preside en sa quinzaine, s'en remet à la discretion de la cour.

La cour, après avoir sur ce deliberé, a fait appeller ledit Pomiès, qui par ordonnance d'icelle estoit sorti hors la chambre du conseil, auquel a déclaré qu'il estant president aux enquestes d'icelle pourra rapporter un ou deux procès par chacun parlement au rapport desquels un des presidents de la cour presidera. Et quant aux procès jugés par commissaires se pourra adresser au Roi pour par lui y estre pourveu à son plaisir, et cependant ladite cour n'entend l'empescher prendre les deux escus que ses predecesseurs ont accoustumé prendre et avoir; et touchant de venir aux quinzaines, attendu qu'il prend les gages du Roi tant pour les matinées qu'après-disnées, icelle cour l'a remis à sa conscience.

Le 29 novembre 1533, la cour a fait inhibitions et deffenses à M^e Jan Delort, conseiller du Roi en icelle, ne entrer et venir en la grand chambre solliciter pour l'evesque de Perigueux ne autre comme a accoustumé faire, autrement sera procedé contre lui par suspension et privation de son office et autrement comme il appartiendra.

Le 1^{er} décembre 1533 a esté arresté et ordonné que de la quinzaine, commençant aujourd'hui, seront : M. le president Bohier; conseillers : M^e Lagear, Ciret, Balsac, Alis, Ferrand, Delort, Belavoine, Carle, Couillaud.

Ledit jour, la cour a fait inhibitions et deffenses a pene de 10 livres et autre amende arbitraire, aux procureurs en icelle, solliciteurs et parties et autres qu'ils ne baillent aucunes informations, requestes, et autres pièces à aucuns des presidents et conseillers de ladite cour d'autre chambre que celle où les matières sont et doibvent estre traitées.

Le 4 decembre 1533, M^e Longa a esté excusé jusques à dix heures.

Le 12 decembre 1533, sur certaine requeste de recusation présentée par N... contre N..., conseiller en la cour, icelle veüe, la cour pour les causes en ladite requeste, a ordonné que ledit N... ne s'abstiendra de la matière pendante entre N..., bien s'abstiendra du rapport du procès.

Le 15 decembre 1533, quinzaine : M. le quart president; conseillers : Dibarolla, Valée, Arnoul, Camain, Chaumon; enquestes : Moncault, Pompadour, Faiard, Labarde.

Le 30 decembre 1533, la cour a fait appeller M^e Guillen Baiet, jadis roi de la basoche, lequel, moiennant serment, interrogé, a dit avoir appointé avec Guillen Taudin, pour raison des excès à lui faits estant roi de basoche, et pour raison desquels ledit Taudin fust par arrest condamné avoir la teste tranchée, et envers lui en certaines amendes, et ce pour la somme de trente escus, et moiennant iceux a consenti

pour son interest à l'elargissement dudit Taudin, et ainsi le declara à Rigon, serviteur du concierge. Interrogé s'il le fist elargir au concierge ou serviteur, dit que non. A esté fait venir Rigon Espingaut, serviteur du concierge, lequel, moiennant serment, interrogé qui avoit mené en la conciergerie Guillen Taudin. A dit que Limeis, sergent roial, mena prisonier en la conciergerie ledit Taudin à la requeste dudit Baiet; interrogé qui eslargit ledit Taudin, dit que ce fust ledit Baiet à la requeste duquel ledit Taudin estoit retenu. Ledit Baiet a dit qu'il lui dist que pour son interest il n'entendoit empescher son elargissement. A esté remonstré audit Rigon, comment sans ordre de la cour avoit elargi ledit Taudin, a dit qu'il ne l'avoit elargi, ains ledit Baiet à la requeste duquel avoit esté constitué prisonier. Interrogé ledit Baiet si de l'appointement qu'il fist avec ledit Taudin en fust receu instrument. Dit qu'ouï, par un notaire de cette vile qu'il a dit ne scavoir à present nommer. La cour ordonne que ledit Rigon monstrera de l'acte de l'elargissement dudit Guillem Taudin, et ledit Baiet de l'instrument contenant l'accord fait entre lui et ledit Taudin, et ce dedans demain, et cependant ledit Baiet et Rigon tiendront prison separement ez prisons de la maison commune de cette vile jusques à ce que autrement en soit ordonné.

Le 31 decembre 1533, M^e Valon, conseiller du Roi, a dit par ci-devant avoir passé procuration pour resigner l'office de conseiller clerc qu'il tenoit en ladite cour en faveur de M^e Jan Delort, qui en son vivant tenoit office de conseiller lai en ladite cour, lequel passa aussi procuration pour resigner sondit office en

faveur dudit Valon, moiennant lesquelles procurations et suivant icelles, ils avoient esté pourvus desdits offices respectivement, comme apparoissoit par lesdites lettres-patentes sur ce expédiées, qu'il a illec exhibées, requerant estre receu de nouveau partant que besoing seroit, veües lesquelles lettres, datées du 9 septembre dernier passé, la cour a receu ledit Valon à l'office de conseiller lai et lui a fait faire serment au cas requis.

Ledit jour, suivant les ordonnances, vacant l'office de conseiller clerc par le decès de feu M^e Jan Delort, la cour a nommé au Roi M^e Antoine Castetnau, Elies Delassere et Jan Chesneau, licentiés ez droicts, à ce qu'il plaise audit seigneur pourveoir audit office l'un des dessus nommés tel qu'il lui plaira (p. 91).

[1534]

Le 7 janvier 1533, M^e Guy Golard a esté receu à l'office de conseiller clerc en la cour, vacant par le decès de M^e Bertrand Golard, dit Brassac, en son vivant conseiller clerc en ladite cour et president aux enquestes.

Le 3 febvrier 1533, quinzaine : M. le president Benquet, conseillers : M^{es} Ferron, Balsac, Chaumon, Camain, Ferrand, Pompadour, Labarde, Bouchier, Faiard, Couillaud.

Le 5 febvrier 1533, la cour a fait inhibitions et deffenses à N..., concierge des prisons d'icelle, de laisser parler aucun à ceux qui pour raison d'aucun crime auroient esté mis en ladite conciergerie, et ne leur bailler aucun escritoire et ancre et ce à pene du fouët et autre pene arbitraire.

Le 25 febvrier 1533, quinzaine : M. le second pre-

sident, conseillers : M^{es} Ciret, Moncault, Dufiet, Cالدانet, Alis, Valon, Belavoine, Couillaud, Bagès.

Le 3^e jour de mars 1533, la cour est sortie à neuf heures pour aller aux honeurs de feu M^e Jan Ferran, le corps ou cadaver duquel la cour a conduit jusques à la rivière pour ce qu'il a esté porté à Saint-Emilion, pour illec estre inhumé, et y est allée ladite cour comme cour, et a ordonné qu'elle n'entreroit de relevée par ce qu'avoit accoustumé.

Le 16 mars 1533, la cour a reçu à l'office de conseiller en icelle M^e Estiene Eymar, pourveu d'icelui par le décès de feu M^e Bertrand Tustal, en son vivant conseiller du Roi en la cour.

Le 23 mars 1533, quinzaine : M. le premier president; conseillers : M^{es} Lagear, Dibarolla, Ciret, Cالدانet, Alis, Bouchier, Lacombe, Couillaud, Eymar.

Le dernier mars 1533, M. Calvimon, second president, est parti pour aller vaquer à lever les tailles du Roi, par ordre et commission dudit seigneur. Aussi ledit jour a esté donné à M. le premier president pour aller à la commission à lui dirigée par le Roi touchant le quart du sel avec le sieur Rochebeaucourt, pour le temps qu'il demeurera.

Le 1^{er} avril 1533 ont esté prononcés les arrests par M. le premier president Belcier.

Le 9 avril 1534, après Pasques, a esté reçu M^e Hugues Casaux à l'office de conseiller clerc, vacant par le décès de M^e Jan Delort, en son vivant conseiller clerc en ladite cour du 31 decembre dernier; et lui a esté donné congé jusques à un mois prochain, à compter du jour qu'il partira et ce pour donner ordre à la regence de Poitiers, dont il estoit docteur regent.

Ledit jour 9 avril 1534, la cour declare que M^e Pierre Ciret, conseiller du Roi, pour l'assignation des gages deubs à ladite cour pour le passé, pourra composer et faire donation d'un quartier desdits gages à tel personnage qu'il verra estre à faire.

Le 10 avril 1534, la cour a ordonné que les drogues et compositions des apothicaires de cette vile seront visitées par les quatre medecins de cette vile appellés N..., maitres chirurgiens, lesquels fairont le serment de bien et loiaument visiter lesdites drogues et compositions, et de leur visitation faire loial rapport à M^e Lachassaigne et Ferron, conseillers du Roi en ladite cour et au prevost de cette ville qui seront presents à la visitation.

Le 27 avril 1534 a esté fait venir en la chambre N..., conseiller en la seneschaussée de Guiene, auquel a esté remonstré qu'au procès pendant en la cour et estant en la dite chambrée entre, N..., y avoit une sentence donnée en la cour de ladite seneschaussée entre icelles parties ou icelui N... estoit rapporteur comme apparoissoit de la teneur d'icelle, de laquelle y avoit eu appel interjetté en la cour par arrest, de laquelle l'appel avoit esté mis au neant et renvoyé la matiere par devant autre que celui dont avoit esté appellé; que depuis y avoit eu audience au seneschal où il estoit aussi rapporteur, et à ce moien lui a esté remonstré dire pourquoi il avoit baillé la seconde sentence, et s'il y avoit stile que quand une matière avoit esté renvoyée par la cour audit seneschal devant autre, si celui qui estoit rapporteur la pouvoit derechef rapporter, mais que fust esté jugé en presence d'autre lieutenant que celui qui avoit esté à la

première sentence. Lequel N..., conseiller en Guiene, moiençant serment par lui fait, apres avoir veu lesdites sentences, premier arrest et autre sentence, a dit que cuidoit avoir esté rapporteur desdites sentences et n'avoit veu ledit arrest, contenant renvoi devant autre, et secondement que les sacs lui avoient esté distribués et que les parties avoient poursuivi la judicature sans lui donner entendre que par arrest le renvoi fust fait devant autre, ne sans que l'eussent produit qu'il sache, et qu'en ce il seroit condamné et ne l'avoit fait par dol ne par malice, et seroit erreur ou surprise, et de ce s'est remis à la discretion de la cour, et a dit davantage que le stile estoit entre eux à la dite cour de la senechaussée de Guiene que quand la cour renvoie une cause par devant autre que celui qui a baillé la sentence que le lieutenant et rapporteur qui ont signé la sentence n'assistent plus au jugement d'icelle matiere, et aussi l'a veu garder et entretenir de tousjours.

Le 13 mars 1534, Lecomte, procureur-general du Roi, a presenté à la cour certaines lettres-patentes contenant interdictions des matieres qui seront interjetées à cause de deux decimes dernièrement imposées, et declare ne vouloir empescher le contenu d'icelles, veues lesquelles lettres-patentes et ouï le procureur-general du Roi, la cour declare qu'elle n'entend empescher l'execution d'icelles ne que lesdites lettres soient inserées au registre des lettres-patentes.

Le 2 mai 1534 est decedé M^e Raimond Faiard.

Le 6 mai 1534 a esté procedé à la nomination de l'office de conseiller, vacant par le decès de M^e Raimond Faiard.

Le 28 mai 1534, M^e Alesme a esté receu conseiller en la cour sous les qualifications contenues en la liasse des arrests dudit jour et a fait serment en tel cas requis.

Le 29 mai 1534, les chambres assemblées, *ut supra*, a esté arresté qu'au lieu des deux derniers decedés tenants offices laïcs, scavoir est M^{es} NN..., descendront de la chambre des enquestes les deux plus anciens laïcs d'icelle qui sont MM. NN...

Le 8 juin 1534, les chambres assemblées, a esté receu à l'office de conseiller vacant par le decès de M^e R. Faiard, M^e Pierre Lavergne, docteur ez droitz, auquel a esté donné congé jusques à quinzaine prochaine venant pour aller donner ordre à ses affaires à Bazas.

Le 1^{er} juillet 1534 ont esté appellés en la cour les prevost, clerc, jurats et procureur de la vile de Bourdeaux et ont dit, sur ce interrogés, que par les statuts et privilèges octroïés à ladite vile est deffendu de transporter les bleds menés à vendre sur le port et havre de ladite vile qu'ils n'y aient demeuré trois marées, et dit ledit prevost n'avoir veu par lesdits privileges que l'on puisse retirer lesdits bleds après lesdites trois marées qui s'entendent de trois jours, lesquels passés ont accoustumé enchaîés pour les inconveniens qui en pourroient venir s'ils estoient transportés. Ledit Lavie, procureur de la vile, a dit que par le privilege octroïé par Henry ou Edouard est prohibé aux marchands de les envoyer et les a tousjours veu empêcher. Ledit Ciret, clerc de la vile, a dit que le statut parle *in verbo, potest, et non debet*, et par ce lesdits marchands ne peuvent enchaîer lesdits bleds qu'ils n'aient demeurés les trois jours dessusdit, mais après les peu-

vent enchaier; toutefois ne scait s'ils sont tenus de le faire, et faudroit sur ce veoir ledit statut et privilege. La cour a enjoint au dessusdits veoir lesdits privileges et les rapporter à la cour demain. Ce fait a esté appelé Bouneau dit Natravan, commis du receveur de la comptablerie de cette ville, auquel a esté demandé s'il a esté trouvé que lui et ledit comptable ait permission d'empescher ceux qui amenant bleds sur le port et havre de cette vile, après qu'il y a demeuré par les trois marées accoustumées, qu'ils ne les peussent amener ailleurs pour en faire leur profit, pourveu qu'ils ne les transportent hors du roiaume. Dit qu'il n'en a veu aucune chose, aussi ne les empesche-t-on en prenant billete et baillant caution d'avoir certificat ledit bled avoir esté vendu au roiaume et distribué aux sujets du Roi. Interrogé si pour lesdites billetes il prend aucune chose, dit que non, si ce n'est ce qu'il plaist aux marchands, des uns 5 sols, des autres un teston, et des autres 15 sols, et d'autres ce qu'ils donnent liberalement.

Le 30 juillet 1534, la cour suivant les ordonnances roiaux et autres, faites par icelle, enjoint aux advocats et procureurs de la cour estre et assister ez jours ordinaires des audiences d'icelle, à sept heures du matin à peine scavoir est : lesdits advocats d'un escu et les procureurs de deux, et enjoint au premier huissier de ladite cour ou autre huissier qui sera en l'audience, executer lesdits advocats et procureurs defaillants, pour lesdits penes respectivement. Outre, enjoint au procureur-general du Roi faire garder et entretenir ladite ordonnance et executer lesdits advocats et procureurs pour lesdites amendes (p. 92).

Registre secret commençant le 12 novembre 1534.

Le 13 novembre 1534, veües certaines lettres-patentes données à Saint-Germain-en-Laie, le 29 juin dernier passé et la reponse faite au pied d'icelles, signées, concernant lesdites lettres les marchands non regnicoles naturalisés, la cour a ordonné qu'icelles lettres seront publiées. Et quand à certaines autres lettres auxquelles n'a esté fait aucune response par le Roi, aux inconveniens, envoyés par la cour vers ledit seigneur par P. Cales, huissier en ladite cour, concernant lesdites lettres les marchands estrangers regnicoles, ladite cour a ordonné qu'avant proceder à la publication d'icelles, le Roi sera derechief adverti des inconveniens pour advertis, de son vouloir, faire selon icelui.

Le 14 novembre 1534, la cour a commis M^e N..., conseiller, pour faire inquisitions des ponts, passages et mauvais chemins estants au ressort de ladite cour, appellés ceux qui pour ce seront à appeller pour l'inquisition veüe estre pourveu sur lesdites reparations comme il appartiendra.

Le 16 novembre 1534, M^e Bernard Lahet et Guillaume Lecomte, advocat et procureur-general, ont présenté à la cour certaines lettres missives du Roi dont la teneur s'ensuit :

« De par le Roi : nos amés et féaux, Nous avons commis quelques bons personnages scavants et expérimentés pour mettre par escrit les ordonnances qu'entendons faire en nostre royaume pour l'abreviation de la justice, lesquelles faites nostre intention est d'en-

voier querir aucuns des principaux de nos cours de parlement pour icelles veoir avec iceux qui les ont faites afin d'y adjouster ou diminuer ainsi qu'il sera advisé pour le mieux. Toutesfois Nous entendons que celles qui sont ja faites soient observées et entretenues jusques à la perfection des autres que faisons faire, ce que de vostre part ne faites ainsi qu'avons esté advertis, c'est à scavoir quant à celle des congés que demandent nos presidents et conseillers pour aller à leurs affaires, lesquels trop facilement sont donnés et pour peu de chose, combien que cela soit mis sur vos consciences, dont advient souventesfois que le nombre de ceux qui demeurent n'est suffisant pour satisfaire aux expéditions necessaires, et avec ce, quand ceux de la Grand-chambre envoient querir aucuns d'iceux des enquestes pour suppléer le nombre n'en veulent envoyer, jaçoit ce qu'ils deussent obéir ainsi, ainsi qu'il se fait par toutes les autres cours de ce royaume, et que les ordonnances le portent. A cette cause nous voulons que lesdits congés ne se donnent sinon pour des grandes choses dont derechief Nous enchargeons vos consciences, et si, voulons et ordonnons que quand nos conseillers de la Grand-chambre enverront querir aucuns conseillers des enquestes pour suppleer le nombre qu'il faut en icelle Grand-chambre, qu'ils n'aient à refuser de ce faire, et, si font le contraire, les presidents d'icelle Grand-chambre fairoient tenir la mercurine, et orront sur ce nos advocat et procureur, et nous enverrions le tout afin de pourveoir à l'encontre des contredisans, ainsi que verront au cas appartenir.

» D'autre part est venu à nostre cognoissance qu'en

icelle chambre des enquestes il y a gros nombre de procès par escrit dont procede une grande longueur d'expedition et aucunesfois le president est recusé avec aucuns conseillers et dont ne demeure nombre suffisant pour juger les procès où sont icelles recusations admises. A cette cause Nous ordonnons qu'iceux procès estants en icelle chambre suspendus pour icelles recusations soient distribués à l'une des autres chambres, et d'autre part ou icelles chambres ne soient occupées aux procès accoustumés estre vidés en icelles, Nous voulons et ordonnons que quelque partie d'iceux et mesmement où il n'y aura point d'enquestes, soient baillées esdites autres chambres pour iceux vuider et depescher.

» Plus nous a esté dit que le president des enquestes prend deux escus pour assister aux procès qui se voident par commissaires pour jour, ainsi que ceux de la Grand-chambre, ce qui ne se fait en aucune autre part, et aussi icelui president dit que les quatre autres presidents de la Grand-chambre qui ont la superintendance de la cour n'ont que veoir et cognoistre sur la chambre des enquestes, qui est directement contre nos ordonnances. A cette cause nous enjoignons aux presidents des enquestes qu'ils n'aient à prendre qu'un escu, comme les conseillers aux procès des commissaires, ainsi qu'il se fait par toutes nos autres cours et si voulons que nuls procès se voident par commissaires, si n'est ceux qui sont contenus en nos ordonnances et en la forme contenue en icelles, et que les quatre presidents de la Grand-chambre ensuivant les ordonnances est la superintendance de toute la cour, et d'autant aussi qu'avons esté informés qu'en la chambre où se vui-

dent les procès criminels, n'y a qu'un president, et qu'icelle cour soit instituée à l'imitation de celle de Paris, où il y en a deux, voulons que par ci après y ait deux presidents à scavoir, le tiers et le quart en la chambre criminelle.

» Davantage nous a esté exposé que les ordonnances faites sur le fait des commissions et ezquelles les presidents et conseillers de nostre cour n'y doibvent aller si ce dont est questiqn ne revient à la somme contenue en icelle. Neanmoins ses ordonnances sont mal gardées et observées et ne se scauroit executer l'infracteur d'icelles qu'il n'encoure parjurement. Par quoi enjoignons à nos presidents et conseillers de les garder par ci après sans les enfreindre, sur pene de rendre et de restituer aux parties ce qu'ils auront receu et estre punis comme parjures et infracteurs des ordonnances. Et si, commandons à nos quatre presidents de soi informer de ceux qui ne les ont gardées et observées au grand detrimment du pauvre peuple et de nous advertir afin d'y donner tel remède que cognoistrons estre à faire; lesquelles choses et toutes autres ordonnances voulons estre gardées et observées de point en point selon leur forme et teneur.

» Donné à Blois, le xviii septembre 1534. Ainsi signé : François BRETON; et au dos : à nos amés et feaux conseillers les gens tenants nostre cour de parlement de Bourdeaux. »

Et icelles letües par le greffier de la cour, M^e Sauvat Pomiès, conseiller du Roi et president en la chambre des enquestes, a dit que par ladite lettre estoit fait mention des droits de son office mesmement en ce que le Roi escrivoit avoir esté adverti qu'il prenoit deux

escus pour après-disnée entière ez procès des commissaires, et qu'à la reception de son office, que fust au commencement du parlement passé, il remonstra à la cour que ses predecesseurs audit office avoient accoustumés prendre deux escus pour après-disnée entière ezdits procès de commissaires et qu'il pleust à la cour lui declarer si elle entendoit le continuer et maintenir en ladite possession, et delors lui fust déclaré par la cour, que attendu que ses predecesseurs estoient en cette possession les pourroit prendre, ce qu'il a fait depuis, et a requis qu'il pleust à la cour lui declarer si en vertu desdites lettres qui ne sont que missives, auxquelles on n'adhibe foi, et qui taisent ledit arrest et possession de sesdits predecesseurs, elle entendoit le priver de sadite possession, et qu'il avoit deliberé d'aller à la cour le remonstrer au Roi et y faire pourveoir. Et après avoir deliberé par ladite cour tant sur ladite lettre missive que requisition dudit Pomiès, icelle cour a remontré audit Pomiès qu'elle lui avoit permis prendre les deux escus comme son predecesseur jusques à ce que par le Roi en fust autrement ordonné, et à present vettes lesdites missives ordonne ladite cour qu'icelui Pomiès se retirera devers le Roi pour en avoir plus ample declaration dedans le premier jour de caresme prochainement venant, et en advertira la cour.

Le 27 novembre 1534, M^e Clément Marot, soupçonné de suivre la secte luthérienne, a esté envoyé querir par N..., huissier en la cour, et interrogé a dit estre de l'aage de vingt-huit ans environ, natif de Cahors en Quercy, et qu'il estoit valet de chambre du Roi et secretaire de la Reine de Navarre, et qu'il

n'avoit point lettres du Roi à cause de son office, mais estoit en son estat.

Le 3 decembre 1534 est entré en la cour messire Jean de Castelnau, evesque de Tarbes et conseiller au grand conseil, lequel à l'audience, parce que n'estoit sacré evesque et à cette cause ne portoit roquet, a esté fait asseoir du costé des conseillers d'eglise incontinent après les presidents.

Le 4 decembre 1534 ont esté appellés en la cour N..., dont l'un se nommoit Bernard Brach, lesquels ont esté receus procureurs en la cour, promis et juré garder les ordonnances soubz les qualifications qui s'ensuivent, scavoir est que les susdits, qui à present demeurent avec aucuns procureurs, qu'ils ne les laisseront de deux ans si lesdits procureurs les veulent retenir à leur service; aussi qu'à aucuns desdits procureurs ne sera loisible prendre aucune cause où les autres procureurs anciens auront occupé, posé ores que les parties le voulussent et fait la cour inhibitions et deffenses à tous ceux qui doresenavant voudront estre receus procureurs de n'en bailler requeste qu'ils n'aient demeuré cinq ans continuëls au service des procureurs de ladite cour.

Le 18 decembre 1534 a esté ordonné que lundy feste de Saint-Thomas sera faite procession generale pour la conservation de la foi chrestienne.

Le 19 decembre 1534, la cour a donné congé à M. le premier president, pour aller à Baionne devers le Roi de Navarre, et pour arrester les coustumes des Lanes en ce que restent à arrester.

[1535]

Le 4 janvier 1534, concernant un placard affiché à la porte du palais auquel estoit escrit : si aucun avoit à faire de faussaires se retirast devers M^e Jan de Noyer, advocat, et Giraud de Noyer, son frère.

Le 22 janvier 1534, M. le premier president a presenté certaines lettres missives du Roi dont la teneur s'ensuit :

« Nos amés et feaux, il nous a semblé que vous estant au païs de Saintonge pour autre nos affaires qu'il sera très à propos pour la parfaite fiance que nous avons en vous de vous donner charge de ceux de nostre duché d'Angoumois. Pour ceste cause nous voulons et vous mandons qu'avant que vous departés d'ensemble, vous y pourvoies, c'est à scavoir que vous advisiés en vos loiautés et conferences les personnes qui vous sembleront dignes et suffisants pour estre employés en la confection des terriers de nos chastelenies dudit Angoumois et que d'iceux vous envoies un role certifié de vous à nostre très cher, grand, et feal ami le cardinal de Sens, legat de France et nostre chancelier, pour d'icelui choisir les personages qui bons lui sembleront; pour cet effect que vous ordonerés de la vente des bleds de nosdites chastelenies, de la pesche de l'estang de Solenson, aussi des vins qui ont esté cueillis cette année, pour le prix et selon le temps et portions que vous adviserés que faire se doit pour nostre profit et service, et en advertirés le thrésorier de la charge pour en faire estat au receveur de nos finances; que vous advisiés semblablement au fait des reparations du chasteau d'Angoulesme et Coignac et

closture du parc dudit lieu, pour nous advertir à la verité de ce qui sera necessaire et qu'elles pourront cōuster; et pour ce que nous avons esté advertis que les meubles des deux chasteaux se deperissent aucunement par faute de bonne garde et visitation, vous ordonnerés à ceux qui en ont la garde que d'icy en avant ils s'en acquittent avec plus grand soing et diligence qu'ils n'ont fait par le passé et generalmente aussi que l'œil et advisement des officiers vous pourront informer de toutes les choses concernant nos affaires et domaine audit pais, vous en ordonnerés si la necessité requiert promptitude, ou en advertirés nostre très cher feal et grand ami pour y pouveoir ainsi que faire se doit pour nostre bien et profit sans y faire faute.

» Donné à Amboise, le penultième noub 1534. Ainsi signé : Par le Roi, François ROCHETEL. Au dos et suscription d'icelles : A nos amés et feaux M. le premier president de Bourdeaux et M. La Rochebeaucourt, nostre senechal d'Agenois. »

Vetues lesquelles lettres a esté donné congé audit Belcier, premier president, pour vaquer au contenu d'icelles.

Le 15 febvrier 1534 ont esté presentées les lettres patentes dont la teneur s'ensuit :

« FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à nos amés et feaux les gens tenants nostre cour de parlement à Bordeaux, salut.

» Comme nous avons esté advertis que vous prenés cognoissance des choses concernant la police des viles de nostre pais de Guiene, de loger gens d'armes, asseoir des garnisons et des fortifications, reparations

et remparements des viles et chasteaux dudit païs et autres affaires qui concernent la charge et debvoir et autorité de nostre lieutenant et gouverneur audit païs, et vaudroit beaucoup mieux employer le temps à l'expedition de justice qui est le principal affaire qu'aiés, sans vous discontinuer et vaquer à autres choses qui ne sont de vostre pouvoir, Nous, pour ces causes, vous avons prohibé et deffendu, prohibons et deffendons par ces presentes de ne vous entremettre aucunement des affaires dont nostre lieutenant et gouverneur audit païs a charge, tant de la police des viles, d'asseoir des garnisons, loger les gens d'armes, ordonner des fortifications, reparations et remparements des viles et chasteaux dudit païs, et autres affaires concernant la charge de nostre lieutenant et gouverneur, et ce qu'avés fait et attenté au contraire, voulons que le réparés et mettés au premier estat, ce que nous avons revoqué et annullé, revoquons et annullons, et donnons à mandement au premier huissier ou sergent de vous signifier.

» Donné à Paris le 17 janvier 1534, et de nostre regne le 21. Ainsi signé : Par le Roi, ROCHETEL, et scellé de cire jaune. »

Le 19 febvrier 1534, la cour, les chambres assemblées, le differend entre elle et le Roi de Navarre sur la cognoissance d'aucunes matieres desquelles le Roi de Navarre, comme gouverneur dudit païs et duché de Guiene, dit la cognoissance lui appartenir, a delegué M. Ciret et Humault ⁽¹⁾, dit Lanta, pour aller devers le Roi et Reine de Navarre leur faire la reverence au

(1) Hurrault.

lieu de Pau, où ils sont de present, et pour communiquer avec eux dudit differend selon les memoires à eux baillés par ladite cour.

Le 4 mars 1534, la cour a commis M^e Guillaume Lana, auditeur de l'archevesque de Bourdeaux, et Bertrand Labarrière, chanoine d'Acqs, pour visiter certaines bales de livres portées de cette vile par un libraire pour vendre, pour scavoir s'il y en a de reprovés.

Le 9, ledit Lana et Barrière ont dit suivant ce que leur avoit esté commandé par la cour, avoir visité lesdits livres, et ont présenté le role des livres qu'ils ont dit avoir esté expressement reprovés par censure de monseigneur de Bourdeaux.

Le 5 mars 1534, les chambres assemblées, M^e Jan Ferron, conseiller du Roi en la cour, a icelle supplié lui vouloir octroier lettres missives adressantes au Roi et à M. le legat chancelier, contenant attestation de la idoneité de son fils, pour lui pourveu de son office de conseiller qu'il entend resigner en sa faveur, et attendu mesme l'age auquel il estoit constitué au moien duquel ne pouvoit plus faire service au Roi en sondit estat, ce que la cour a octroïé audit Ferron et ordonné lesdites lettres missives estre expédiées en ladite forme, et neanmoins requis commissaires pour l'examiner.

Le 15 mars, quinzaine.

Le 23 mars 1534 ont esté prononcés les grands arrêts par M. le premier president.

Le 10 avril 1535, après Pasques, issue de cour, les chambres assemblées, a esté par messire François Belcier, premier president en la cour, remonstré que

mercredy dernier, lui et autres presidents et aucuns conseillers de chacune des chambres d'icelles avoient tenu mercurine, mesmement sur ce que les secrets de la cour estoient journelement revelés, en façon qu'aucune chose n'estoit faite en ladite cour qu'elle ne fust incontinent scetüe par les parties, solliciteurs et autres, ce que les rois, comme Charles VI en deux ordonnances par lui faites, Jan, Charles VIII et Louis XI avoient fort prohibé. A cette cause là ou à l'advenir s'en trouveroient aucuns, qu'inquisitions seroient faites par les presidents de ladite cour pour y estre procedé contre ceux qui seront trouvés coupables, comme il appartiendra ; aussi pour obvier à ce que lesdits secrets fussent revelés, avoit esté advisé de clore et fermer les fenestres estants en la chambre des huissiers. Aussi avoit esté arrêté qu'en chacune des chambres de ladite cour n'entrera que le greffier de ladite cour et un de ses clerks. Davantage fust mis en avant que quand aucuns conseillers ont quelque parent ou autre auquel ils veulent faire plaisir, ils se retirent aux conseillers qui sont ou doibvent estre au jugement du procès d'entre leur parent ou ami et icelui importunent en sorte qu'il faut qu'ils sachent le merite de la chose, et que c'est chose de mauvais exemple et ne se doibt faire, mais bien peuvent solliciter et recommander en justice le droit d'entre leur parent ou ami. Finalement a esté mis en avant le desordre qu'ont fait en la chambre des beuvetes et que chacun y va qui ne doibt estre toleré, et pour scavoir s'il y a lieu plus commode pour les tenir au palais ont été commis messire Nicolas Bohier, president, Pierre Ciret et Sauvat Pomies, conseillers en ladite cour.

Le 8 mai 1535 a esté ordonné que la feste Saint-Nicolas, qui sera demain, sera solemnisée lundy et pour ce faire la cour entrera jusques à neuf heures.

Le 15 mai 1535, grands arrests prononcés par M. le premier president.

Le 21 mai 1535 a esté donné congé à M. Ciret pour aller à l'assemblée des marchands frequentants les rivières.

Le 18 juin 1535, veu par la cour la requeste du procureur-general du Roi, faite en icelle le 17^e jour de ce mois, en ce que les mots escrits en certaines lettres roiaux obtenues par Jane Boyer, le 12 mai dernier passé, contenant qu'Anne Decamp avoit par surprise trouvé moien contre l'ordonnance de ladite cour, faire rapporter et vuidier certaines matieres de criées d'entre elle et Jane Boier en la chambre de la Tournelle d'icelle cour, fussent raiées desdites lettres. Icelle cour après qu'il lui a apparu, tant par la confession de M^e Jan Lamy et autres temoins, icelui Lamy, advocat en la cour et referendaire en la chancellerie, taisant lesdites paroles, a ordonné et ordonne que lesdits mots seront raiés desdites lettres et a relevé ledit Lamy de plus grandes penes, lui declarant que si à l'advenir il echeoit en tel ou semblable cas, qu'il sera par ladite cour procedé contre lui par privation de sesdits offices et estat et autre pene et amende arbitraire que la cour verra estre à faire, et illec mesme ledit arrest a esté executé par le greffier de ladite cour et lesdits mots raiés.

Le 18 aoust 1535 la cour, ouïs les jurats de Bourdeaux, suivant les arrests ci devant donnés, a cassé et casse l'aferme faite par lesdits jurats à N... des

amendes provenant des abus que font chacun jour les regretiers et regretieres de la vile contrevenants aux arrests et statuts faits sur les taux des vivres, et fait inhibitions et deffenses auxdits jurats de doresnavant mettre à ferme lesdites amendes et leur enjoint faire entretenir lesdits arrests, statuts et ordonnances faites sur le taux, et punir les contrevenants et infracteurs d'icelles ordonnances, selon l'exigence du cas, et d'icelles amendes faire tenir estat à leur thresorier pour en rendre compte comme des autres deniers de ladite vile.

Le 23 aoust 1535 a esté arresté que N... sera receu procureur en la cour, pourveu qu'il demeurera cinq ans prochains avec M^e Jan Serpin, son maistre.

Le 7 septembre 1535 ont esté prononcés les grands arrests (p. 97).

Registre secret commençant le 12 novembre 1535.

Le 12 novembre 1535 sont entrés en la cour MM. N... tous les quels presidents et conseillers, puis la messe dite par M. Dibarrola, conseiller en la cour, après que les huissiers eurent dans la chambre presté le serment accoustumé, monterent au parquet de l'audience aiant leur robe d'escarlate, et furent leües les ordonnances accoustumées lire ledit jour par M^e Jan Pontac, greffier en icelle, aiant son manteau d'escarlate et epitoque, lesquelles ordonnances leües fust le serment accoustumé presté par les advocats et procureurs en la cour.

Ledit jour la cour a ordonné que nonobstant le taux fait au mois de febvrier dernier passé que le

couple des perdrix se vendra doresenavant au prix de cinq sols le couple, des palomes trois sols, et le chevreau jusques à Noël sept sols six deniers, et après Noël, cinq sols.

Item, la cour enjoint aux huissiers en icelle de tenir l'entrée de la porte fermée et leur inhibe, à peine de suspension de leurs offices la première fois, et pour la seconde fois de la privation d'iceux, de laisser entrer au parquet de l'audience aucuns secretaires, advocats et procureurs en la cour, receveur ne autres de quelque qualité qu'ils soient sinon qu'ils fussent appelés par ordonnance de ladite cour.

Item, que doresenavant les espices et après-disnées se paieront en escus soleil, d'or et de poids, et en monnoie à raison de quarante-cinq sols, et les demis-escus à mesme raison.

[1536]

Le 4 mars 1535, veues certaines lettres patentes contenant commission adressante à M. Lachassaigne pour le recouvrement des deniers de la generalité de Guiene, datées du 25 janvier dernier, la cour a donné congé audit Lachassaigne pour ce faire.

Le 6 mars 1535 a esté ordonné que la commission de N... se fera par M. Ferron, ores que ledit Ferron fasse recevoir son fils en son lieu.

Le 11 mars 1535 ont esté presentées certaines lettres patentes et missives données à Lion, du 17 janvier dernier, pour faire registre des amendes à part et separement.

Le 18 mars 1535, pour ce que l'Eglise avoit remis la feste Saint-Joseph à lundy, la cour a ordonné

qu'elle n'entrera ledit jour et que ledit jour sera faite procession generale. Et depuis ladite procession a esté faite le dimenche et est la cour entrée le lundy, et pour que ce fust arresté par l'Eglise que la procession se fairoit le lendemain, fust ordonné que la cour entreroit le lundy.

Le 29 mars 1535, les chambres assemblées, après lecture faite de certains articles dressés par ordonnance de la cour sur l'abréviation des procès, concernant les greffiers, huissiers, advocats, procureurs de la cour, et parties plaidoians en icelle, a esté arresté que M^{re} Dibarrola, Valée et Caldanet pour la Grand-chambre verront iceux articles et y adjousteront ce qu'ils verront estre à faire, aussi seront veus par MM. des chambres des Enquestes et Tournelle, et ceux qui cognoistront aucune chose superflüe ou prolix ezdits articles et derogeant aux ordonnances du Roi, aussi où ils trouveront defectuosité, le refereront à ladite cour pour y estre par elle advisé. Et ont esté lesdits articles baillés audit Pomiés, president aux enquestes, pour les communiquer à ceux de sa chambre. Et a esté arresté par les susdits qu'à l'après-disnée l'on tiendra mercurine selon les ordonnances du Roi, qui enjoignent les tenir toutes les quinzaines à tout le moins une fois le mois. Et environ l'heure de trois heures après midy, MM. le premier, second et tiers presidents ont assemblés MM. Lagear, Dibarrola, Lachassaigne, Moncault, Pomiés, president en la chambre des enquestes, Arnoul, Amelin, Bouchier, Valon, et M^e Bernard Lahet, advocat-general du Roi en la cour, tenant mercurine. Et illec a esté mis en deliberation par messire François Belcier, premier

president, que les secrets d'icelle se reveloient mesmement les opinions, comme estoit advenu les jours passés ez procès de N... Aussi que les commissaires deputés pour verifïer un procès, se faisoient paier les jours qu'ils vaquoient à ladite verifïcation, ce que ne se debvoit faire, ains debvoient lesdites verifïcations estre mises et taxées en taxant les espices dudit rapporteur. Pareillement les huissiers deputés pour ouïr les adjournés à comparoir en persone prenent indifferement vint sols et pour l'audition et pour recolement, et leurs clerks pour porter les informations de l'un huissier à l'autre ou au gens du Roi cinq sols chacun, et pour porter les sacs au greffe jugés ou autres cinq sols, aucunes fois un teston. Pareillement qu'aucuns faisoient ouïr et recoler les tesmoins par leurs clerks. Et après avoir esté opiné par un chacun particulièrement sur les points que dessus, a esté arresté qu'en sera communiqué au premier jour les chambres de la cour assemblées pour du tout estre fait arrest et ordonnance qui seront gardés à l'avenir.

Le 10 avril 1535 a esté receu en l'office de conseiller en la cour M^e Arnault Ferron, par la resignation qui en avoit esté faite en sa faveur par M^e Jan Ferron, son père.

Le 11 avril 1535 a esté donné congé à M^e Brassac pour aller à Agen commencer sa residence de chanoine jusques au 4 mai prochain, auquel il a enjoint s'excuser s'il est possible en façon qu'il soit icy bien promptement et pour ce faire lui ont esté octroïées lettres adressantes au chapitre dudit Agen.

Le 4 mai 1536 a esté donné congé à M^e Michel Valon, conseiller, pour aller en cour en la compagnie

de l'évesque de Basas, son oncle⁽¹⁾, député pour les Estats de Guiene, pour aller remonstrer au Roi les incommodités provenant à la chose publique du païs de Guiene de l'imposition nouvelle du quart de sel que le Roi veut mettre sus et lui a esté limité ledit congé pour l'espace de six semaines.

Le 18 mai 1536, après-disner, furent dites vespres à la manière accoustumée pour la confrairie Saint-Yves, en la chapele du palais, et faite la collation par MM. les presidents, conseillers, et advocats et procureurs en ladite cour et autres, comme est de coutume faire, en la sale de l'audience, et furent créés syndics de ladite confrairie, deux procureurs en icelle pour la présente année. Le lendemain, jour et feste Saint-Yves, n'entrèrent, et fust dite la messe accoustumée de dire pour lesdits confrères en ladite chambre par M. Dibarrola, conseiller en la cour.

Le 29 mai 1536, veües les missives escrites par le Roi à l'archevesque de Bourdeaux, à ce que procession soit faite pour la paix, la cour a ordonné que procession sera faite jeudy prochain et que l'on ira en procession de l'eglise Saint-André jusques à Sainte-Eulalie.

Le 14 juin 1536, *decessit magister Petrus de Ciret, Regis consiliarius.*

Le 23 juillet 1536, *magister Joannes Ciret fuit receptus loco defuncti magistri Petri Ciret sui patris, qui præstitit juramentum solitum.*

Le 26 aoust 1536, la cour attendu le peril de guerre qui est à present et pour donner ordre aux affaires qui

(1) Jean de Plas.

pourront subvenir pendant les vacations prochaines au païs de Guiene et ressort d'icelle, aussi suivant les ordonnances, ordonne qu'une chambre d'icelle seroit en cette vile de Bourdeaux durant les vacations scavoir est, depuis la feste Nostre-Dame jusques à la Saint-Martin d'hyver, et que les presidents et conseillers d'icelle serviront durant ledit temps que vint jours chacun.

Le 26 aoust 1536, la cour pour certaines causes à ce la mouvants ordonne que les presidents, conseillers et autres officiers d'icelle declareront au greffe de ladite cour, dedans trois jours, le nombre et qualité des harnois qu'ils ont en leurs maisons, et fait inhibitions et deffenses aux soubz-maire, prevost et jurats de cette vile, de se transporter ez maisons d'aucuns desdits presidents, conseillers et autres officiers de ladite cour enquerir desdits harnois ne d'en faire aucun role.

Le 7 septembre 1536, la cour pour certaines causes à cela mouvants, a ordonné qu'elle seoirà jusques au jour et feste Sainte-Croix, et pendant les vacations une chambre seoirà pour vaquer à l'expedition des matières lesquelles par l'ordonnance peuvent vuider.

Le 13 septembre 1536 a esté fait un role selon lequel MM. serviront durant le temps des vacations prochaines par le temps de vint jours chacun, et premierement les premiers vint jours qui finiront le jour Saint-Michel, sont ordonnés M. le premier president, MM. Dibarrola, Lagear, Valée, Moncault, Pomiés, Arnoul, Caldanet, Labarde. Pour les vint jours après M. le premier president, pour le second, MM. Larebuterie, Balsac, Lanta, Longa, Belavoine, Casaux, Alesme, Ferron, Ciret. Pour les vint jours derniers,

M. le premier president, M. le president Bohier, MM. Alis, Chaumon, Pompadour, Bouchier, Lacombe, Carle, Valon ou pour lui Ciret, Brassac, Eymar.

Le 14 septembre 1536, jour de Sainte-Croix, a esté faite procession generale pour le bien de la paix et de la prospérité du Roy (p. 100).

Registre secret commençant le 14 novembre 1536.

Entrée ut supra.

Le 18 novembre 1536 ont esté fait venir en la cour N..., prevost et jurats en l'année presente, auxquels a esté remonstré que le 13 novembre 1531 la cour, ouïs aucuns desdits jurats qui estoient lors, et requerant le procureur-general du Roi, avoit ordonné que doresenavant les soubz-maire et jurats de cette vile assisteroient à l'entrée de ladite cour, le lendemain de la feste Saint-Martin et autres actes notables qui se faisoient en ladite cour comme ez prononciations des arrests, et precederoient les autres nobles en portant leurs manteaux de jurade, qui estoient chose en leur honeur et advantage ensemble de ladite vile, que neanmoins à la feste Saint-Martin dernièrement passée, ils n'avoient tenu compte de ce faire, et ne scavoit l'on, s'ils l'avoient fait par negligence, mespris ou autrement, ce qu'ils ne debvoient pour les causes et raisons qui leur ont esté dites et remonstrées; aussi leur a esté remonstré qu'ils tenoient mal à point les lieux, ponts et passages, qui s'ensuivent: premierelement le pont de La Mai; item, un passage allant ez Chartreux de cette vile où anciennement y avoit une

porte; item, le pavé de la Bastide; item, les bourriers et immundités estants en cette vile. A quoi devoient avoir le soin de tout faire bien entretenir comme bons et vrais politiques et aians la charge de ce faire. Lesquels prevost et jurats susdits par l'organe de Guilloche, prevost, ont dit : quant à ce qui avoit esté ordonné autresfois qu'ils se trouveroient ezdites entrées de la cour audit jour lendemain de Saint-Martin et autres actes notables qu'ils n'en avoient esté certiorés, aussi en tout evenement faudroit qu'ils en advertissent le maire de ladite vile qui est le chef desdits sous-maire, prevost et jurats, et au residu ; quant au lieu et passage allant aux Chartreux, a dit que ne souffriroit mesme le capitaine du Chasteau-Trompette que l'on y fist autre pont de pierre bien sera bon y mettre deux traverses de bois sur lesquelles sera assés seur y passer. Et quant au pavé de la Bastide a dit qu'ils font faire le boulevard de Sainte-Croix ou font grands frais et par chacune sepmaine trois cents livres ou environ. Et quant au pont de La Mai et autres choses dessusdites, a dit qu'on en parleroit au prevost des lieux où sont assises les places et endroits necessaires à habiter et qu'au [sur plus] fairoient lesdits sous-maire, prevost et jurats donner ordre, et qu'il faloit considerer que le Roi prenoit des deniers de la vile, et en avoit l'année presente la somme de deux mile livres; et faloit aussi avoir regard à beaucoup d'autres charges qu'il leur convenoit porter et soustenir. Et quant aux immundités, icelles estants près de la maison dudit prevost, il a dit que Me Jan Carmentrand, greffier des presentations, en devoit faire faire la raison puisqu'elles estoient joignant à sa mai-

son, ce qu'il ne tenoit compte faire; et sur ce lesdits prevost et jurats sont sortis sans autrement ordonner sur ce que dessus.

[1537]

Le 22 febvrier 1536 furent prononcés les arrests *per præsidem Calvinmont*.

Le 6 avril 1537, après Pasques, M^e Geofroi Lachassaigne, conseiller à la cour, a présenté à icelle certaines lettres-patentes du Roi, données à Compiègne le 25 febvrier dernier, ensemble certaines lettres de commission adressantes audit Lachassaigne et au sieur Dagès pour vendre et aliener du domaine du Roi en la generalité de Guiene jusques à cent mile livres. A esté ordonné que lesdites lettres seront leües et publiées lundy prochain en l'audience.

Ledit jour M^e Louis Girard, juge de l'admirauté de Guiene, a présenté à la cour certaines lettres-patentes données à Compiègne, le 26 febvrier dernier, impetrées par l'ambassadeur du roi de Portugal, et requis qu'il pleust à la cour les veoir et icelles tenir pour présentées et lui permettre proceder selon icelles, auquel a esté respondu que la cour en advertira le Roi, cependant qu'il procède selon le contenu esdites lettres, et a esté le double d'icelles lettres envoyé à M. Longa à la cour.

Le 17 avril 1537, les chambres assemblées, après avoir esté arresté que M. Lancelot de Mosnier, Raimond Ayquem, et Guy Maisonneuve, conseillers du Roi, de la creüe nouvellement erigée par ledit seigneur du nombre de quatre de ladite cour, seroient receus au serment desdits offices; a esté mis en deliberation

l'ordre qui debvoit estre tenu à la reception d'iceux, et a arresté qu'ils seront receus selon la date de leurs lettres et provision à eux faite de leursdits offices, nonobstant que ledit Maisonneuve ait esté nommé par la cour et lesdits Monsnier et Eyquem ne le soient, et ce fait ont esté appellés en la chambre lesdits Monsnier, Eyquem et Maisonneuve lesquels ont presté le serment en tel cas accoustumé.

Le 18 avril 1537, M^e Antoine Saint-Salvador, lieutenant-general au senechal de Guiene, est venu en la cour et a dit que l'archevesque de Bourdeaux lui avoit envoyé quelques inhibitions pour faire publier ce qu'il ne vouloit faire sans advertir la cour, ouï lequel dire, a esté arresté qu'au lendemain la cour en ordonneroit.

Le 19, les chambres assemblées, après avoir veu lesdites inhibitions envoyées par messire Charles de Gramont, archevesque de Bourdeaux, lieutenant du Roi et du gouverneur en Guiene pour icelles faire publier par les carrefours accoustumés de cette vile, desquelles la teneur s'ensuit :

« De par le Roi l'on fait inhibitions et deffenses à toute manière de gens de quelque estat ou condition qu'il soient, de porter bleds ou autres grains ez port et havres d'Arcachon, Cap-Breton, Biarritz, Biderac et Saint-Jean-de-Luz, à peine de confiscation desdits bleds et autrement estre punis arbitrairement, et si en conduisant les bleds à Baione ils estoient par tourmente de mer contraints de se retirer en aucuns desdits ports seront tenus à venir audit Baione avec leurs navires ou barques, et tout le bled sur mesmes penes que dessus.

» Fait à Bidach, le 8 avril 1537. Ains signé :
DE GRAMONT. »

Et eüe sur ce deliberation et remis ladite publication audit Saint-Salvador pour en faire après en avoir communiqué aux officiers du Roi en Guiene comme verra estre à faire pour raison, et neanmoins lui a remonstré qu'il escrivit audit Gramont qu'il envoie declaration qu'il entend avoir fait faire lesdites inhibitions à cause de l'eminent peril de guerre, et sans prejudice des procès pendants tant en ladite cour que par devant le senechal des Lanes que ailleurs, contre les habitants de Baione, Cap-Breton, et autres lieux mentionnés esdites inhibitions, pour raison des ports et havres desdits lieux et par manière de provision jusques à ce qu'autrement en soit ordonné.

Le 3 mai 1537, la cour est sortie à neuf heures pour l'honneur de la feste Sainte-Croix.

Le 1^{er} juin 1537 ont esté présentées à la cour les missives de M. le chancelier concernant le fait du sceau de la chancellerie dont la teneur s'ensuit :

« Messieurs et freres, j'ai esté advertis par aucuns secretaires du Roi, qui servent à la chancellerie de Bourdeaux, qu'avés pris cognoissance du taux et emolument du scel dudit seigneur et quels personages sont tenus paier ledit emolument et qui en sont exempts, et outre ceux permettés executer les arrests sur les *dictum* sans qu'ils aient été mis en forme et scellés du scel de ladite chancellerie; vous scavés que ledit emolument est du domaine du Roi qui lui doit estre conservés, et que les arrests ne sont executoires que s'ils ne sont scellés, et s'il a esté dispensé sur ce pour faire quelque execution à la barre ou ailleurs *in urbe*.

Les cours de parlement l'ont fait pour la pauvreté des parties ou autre cause valable; vous scavés aussi qui a eu la cognoissance des differents procedants dudit sceau, par quoi ne vous en fairai longue lettre, laquelle vous ai bien voulu escrire afin qu'il ne soit aucune chose innovée ou muee de ce qui a esté et est gardé ez cours de parlement et chancelleries de ce roiaume, ezquelles pour l'absence des greffiers et notaires de Paris, les secretaires du Roi signent les actes et expéditions et tellement est privilegié ce collège qu'aucun ne peut estre greffier en cour souveraine s'il n'est secretaire ou obtenu sur ce dispense par le Roi auquel seul et non autre appartient de ce faire. Je vous prie, Messieurs, vous servir à la signature et souscription de vos jugemens et arrests en l'absence des greffiers de l'un des secretaires du Roi et non des huissiers et autres personages, ainsi que m'a esté dit avoir esté fait quelquefois par ci-devant. Messieurs, en me recommandant tousjours à vos bonnes graces, prie Dieu que vous donne prosperité.

» Escrit à La Fere-sur-Oise, ce 17 mai 1537. Ainsi signé, votre bon frère et ami, Antoine DUBOURG; et au-dessus est escrit: à Messieurs et freres les gens tenants la cour de parlement de Bourdeaux. »

Le 27 juillet 1537, le principal du collège de Guiene accusé d'avoir prohibé dire ces mots au *Salve*: *Eia ergo advocata nostra*, de prier les saints et leur offrir chandeleles.

Le 11 aoust 1537, vetües par la cour certaines lettres-patentes adressantes aux sieurs presidents Calvimont et de Moncault, conseiller en ladite cour, aussi certaines missives du Roi à eux adressantes, par les-

quelles leur est mandé de le venir trouver en la vile de Baione avec les deputés par le roi de Portugal au 17 aoust, et après en la vile de Fontarabie pour juger des differents, questions et debats des degradations pretendües par les subjets du Roi et les Portugais. La cour permet auxdits sieurs Calvimont et Moncault eux absenter de ladite cour pour vaquer au contenu ezdites lettres selon leur forme et teneur (p. 102).

Registre secret commençant le 12 novembre 1537.

Le 14 novembre 1537 a esté enjoint à N..., commis du receveur à la comptable de Bourdeaux, de faire faire le pavé du palais et netoier l'entrée dudit palais suivant les enjonctions ci-devant faites.

Le 15 novembre 1537, la cour a enjoint aux sous-maire et jurats venir doresenavant avec leurs manteaux de jurats en ladite cour le lendemain de la feste Saint-Martin d'hyver à l'entrée de ladite cour; et audit Lavie, procureur de la vile, le faire scavoir et faire notifier chacune année aux sous-maire et jurats qui pour lors seront à pene de cinq cent livres en son privé nom. Aussi de donner ordre aux pavés de cette vile, et pour ce faire envoyer querir un paveur qu'on dit estre en la vile de Basas, et contraindre les habitants à faire lesdits pavés chacun en droit soi par toutes voies deües et raisonnables.

Le 3 decembre 1537, les chambres assemblées, M. le premier president a remonstré que suivant ce qu'à chacun commencement de parlement a accoustumé d'estre fait, que n'a encore esté fait, puis la Saint-Martin, pour expedition des procès et autres affaires estants en ladite cour, estoit besoing deliberer

et ordonner ceux qui serviroient en ce parlement ez trois chambres ordonnées en ladite cour. Aussi que par ordonnance d'icelle suivant ce qu'estoit gardé en la cour de parlement de Paris, avoit esté ordonné qu'il y auroit deux presidents en la chambre criminelle, toutesfois n'estoit l'arrest de ladite cour entretenu, ce que faire se debvoit pour le grand profit de la chose publique d'autant qu'en ladite chambre se vuident les procès ezquels estoient question le plus souvent des personnes, et pour ce faire les tiers et quart presidents debvoient aller en ladite chambre criminelle. M. de Benquet, quart president en la cour, a dit que c'estoit affaire qui le concernoit grandement d'autant que lui ne ses predecesseurs n'avoient accoustumé d'y aller, sinon à leur tour, scavoir est une année, et le tiers president une autre, et toujours avoient esté en la Grand-chambre trois presidents, et quand à l'arrest de ladite cour, dit qu'il a esté donné sans l'ouïr, et vouloir œquiparer cette cour à celle de Paris faire ne se pouvoit, parce qu'elle estoit grandement differente tant ez ressorts, gages que ceremonies et stiles; et à ce que le premier president disoit de ce qu'en la chambre estoient traittées matières ezquelles estoit question de personnes et par ce requeroit plus grande compagnie qu'à juger un procès d'une terre ou autre heritage, dit qu'il ne faut si grande compagnie à un procès criminel qu'à un civil pour l'affection qui tombe plustost en un procès civil, parce qu'ezdits procès criminels est question des pauvres et viles personnes, et ez civils sont bien souvent grandes et riches personnes, aussi ladite cour se debvoit regler en ce par la cour de parlement de Tholose, en la chambre

criminelle de laquelle y a seulement un president; et lors ledit premier president a voulu mettre l'affaire en deliberation et sur ce que ledit president Benquet a recusé ledit premier president, disant qu'il ne devoit assister à la deliberation dudit affaire, sur ce la cour a fait sortir ledit premier et quart presidents, et après avoir esté delibéré sur ladite recusation icelle cour a fait rentrer iceux presidents et en leur presence a esté delibéré sur ledit affaire comme concernant l'estat de ladite cour et profit de la chose publique; et, finalement ladite cour, les chambres assemblées, comme dit est, a ordonné que doresenavant en ladite chambre criminelle seront deux presidents, et que pendant l'absence du second president l'un des autres presidents ira à la Grand-chambre, le tout par provision et jusques à ce qu'autrement en soit ordonné, et se pourront lesdits presidents se pourveoir sur ce, si bon leur semble, par devers le Roi, ou autrement, comme ils verront estre à faire.

Le 4 decembre 1537, M. Fronton Beraud, advocat general du Roi en la cour, a requis lui estre permis plaider pour les parties, attendu que n'y avoit droit ne ordonnance qui le lui deffendist. La cour, les chambres assemblées, après avoir sur ce delibéré, a ordonné : attendu que feu M^e Jean Chambon, et M^e Bernard Lahet, à present aussi advocat du Roi, avoient obtenu dispense pour plaider, qu'il ne sera permis audit Beraud de plaider, ains qu'il se pourveoira sur ce par le Roi ou autrement comme il verra estre à faire.

Le 11 decembre 1537, M^e Dibarrola, conseiller en la cour, est decédé.

Le 22 decembre 1537, les chambres assemblées, a esté arresté que quand aucun condamné par contumace obtiendra et presentera lettres pour se justifier, il y sera receu et sera ouï sans prejudice de l'execution qui sera faite sur les biens qu'il tenoit au temps des excès pretendus pour l'amende en laquelle il aura esté condamné par arrest ou sentence dont n'aura esté appelé.

[1538]

Le 16 janvier 1537, la cour, après avoir veu les lettres envoyées par le Roi, par lesquelles a permis à M^e Fronton Beraud, son second avocat en icelle, qu'il puisse consulter, plaider et escrire pour les parties ez matières non concernant l'interest dudit seigneur, les chambres assemblées et ouï le procureur-general du Roi, a permis audit Beraud jouir de l'effect desdites lettres jouxte les modifications faites et exposées ez lettres de dispense de M^e Bernard Lahet, aussi advocat dudit seigneur.

Ledit jour a esté ordonné que mercurine seroit tentüe à l'après-disnée; ce qui a esté fait.

Le 19, la cour, les chambres assemblées, après avoir deliberé sur ce qui avoit esté mis en avant mercredy dernier en mercurine, scavoir est qu'on entrait le matin en la cour ez heures contenües par les ordonnances; aussi des verifications des procès qui se faisoient en toutes matières indistinctement par commissaires qui redondoit à la grand foule des parties, a ordonné que doresenavant les ordonnances faites par les rois sur ladite entrée, tant au temps d'esté que d'hyver, seroient gardées aux penes contenües ezdites

ordonnances, et procedera ladite cour contre les infracteurs desdites ordonnances comme de raison; et quant aux verifications ne seront faites qu'au prealable les procès n'aient esté veus et la pluspart des pièces lëttes en la cour. Aussi ne seront commis, passé cinq, pour le plus haut, à verifier aucun procès, et ne sera dit ne déclaré aux parties ceux qui seront commis à faire ladite verification et ne prendront lesdits commissaires leurs salaires et vacations par les mains des parties, ains par les mains du greffier ou son commis ez mains duquel les parties consigneront la somme qui sera ordonnée par la cour pour lesdites verifications, le tout suivant ce qu'a esté ordonné ci-devant.

Le 11 febvrier 1537, procès entre N..., pour raison de la vendition de quelques barriques à un prix trop haut, scavoir est douze francs la douzène.

Le 27 febvrier 1537 a esté ordonné qu'au moien de danger de peste qui est à present en cette vile, aucune permission ne sera octroïée au roi de la basoche pour jouer au mardy gras prochain, ains lui deffend la cour de faire aucune assemblée.

Le 15 mars 1537 a esté fait venir M^e Gamardes, lieutenant du senechal des Lanes, au siège de Saint-Sever, et lui a esté remonstré qu'il avoit fait publier certaines ordonnances concernant les jurisdictions d'entre les senechaux et juges ordinaires, sans les avoir presentées à la cour, ne scavoir s'il convenoit estre publiée, qui est entreprendre sur l'autorité d'icelle, ce qu'il ne devoit faire, veu que ladite cour a mandé faire entretenir les ordonnances; a dit et confessé qu'à la verité à la requisition du procureur du Roi audit siège, avoit fait publier et lire en plein

parquet lesdites ordonnances, toutesfois cognoissoit qu'il avoit esté mal sage, et estimoit que la cour n'y prendroit deplaisir.

Le 16 a esté congedié et inhibé proceder doresen-avant à aucune publication d'aucunes ordonnances du Roi que premierement ne soit publiée en ladite cour autrement elle procedera contre lui par mulctation de penes et autrement comme elle verra estre à faire.

Le 19 mars 1537, la cour n'est entrée pour l'honneur de la feste Saint-Joseph, et est allée ladite cour en corps et comme cour, en procession aux Jacobins; à laquelle procession l'archevesque de Bourdeaux, le chapitre Saint-André, le chapitre Saint-Seurin et autres eglises parrochiales de cette vile ont assisté.

Le 23 mars 1537 a esté receu en l'office de conseiller lai en la cour, par la resignation de M^e Lacombe, M^e Guillaume Vergoin, sans qu'il ait juré avoir baillé aucun argent dudit office audit de Lacombe ne aucun profit au nom de lui, ne au Roi, et suivant l'ordonnance faite en 1530, le 26 aoust, à la reception de feu M^e de Beaumon.

Le 3 avril 1537 a esté receu à l'office de conseiller cler, vacant par le decès de M^e Dibarrola, M^e Christophe de Roffignac.

Le dimanche 7 avril 1537, la cour alla à la procession generale qui fust faite puis Saint-André passant à Saint-Project, à laquelle estoient unze personages, les huit en chemises, pieds nuds, et les trois testes nües et pieds nuds, qui sur eschafaut dressé au-devant le grand clocher Saint-André firent amende honorable pour raison de crime d'hœresie dont estoient chargé.

Le 29 avril 1538, après Pasques, a esté exhibé en la cour certain libel diffamatoire, intitulé au-dessus : *Le petit adieu, en attendant le grand, à MM. de Bourdeaux*, et aiant esté verifié que ledit adieu et libel a esté escrit de la main de M^e Elies de Lafite, a esté donné prise de corps contre lui :

Adieu Bourdeaux la vile au dieu Bacchus,
 Adieu palais et suppost de Cacus,
 Adieu vous dis procureurs, advocats,
 Adieu desquels les faits sont laids et cats,
 Adieu des arrests les factistes,
 Touts gens de bien ainsi que les sophistes,
 Adieu soies faisants le papelard
 A vos arrests en queue de renard.

Adieu les dames subjectes à Venus,
 Adieu auxquelles plusieurs sots sont tenus,
 Adieu desquelles en plusieurs lieux on parle
 Adieu Madame la presidente Carle,
 Adieu Goulard, faisant la chatemite,
 Qui aime mieux estre evesque qu'hermite,
 Adieu paniers que vendanges sont faites,
 Adieu je dis aux scavants et aux bestes.

Le 3 mai 1538, la cour est sortie à neuf heures pour l'honneur de la feste Sainte-Croix, suivant ce qui avoit esté ordonné ez deux années precedentes.

Le 17 juin 1538, M^e Bernard Lahet, advocat-general, a presenté certaines lettres patentes contenant revocation des offices de lieutenants criminel et autres nouvelement par le Roi créés et erigés ez sièges d'Acqs et Saint-Sever, senechaussée des Lanes, lesquelles veües la cour a ordonné que lesdites seront monstrées à M^e B. Dairosse, pourveu dudit office de lieutenant criminel audit siège d'Acqs.

Le 27 juillet 1538, les chambres assemblées, est venu en la cour M^e Guillaume Le Comte, procureur-general du Roi en icelle, lequel a remonstré que messire Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux, lieutenant du roi de Navarre, gouverneur de Guiene, avoit entrepris jurisdiction et cognoissance entre les syndics des manants et habitants de Marensin et Tartas, pour raison de la quotisation qui avoit esté faite sur lesdits habitants pour les etapes des legionnaires de Guiene, combien que la cognoissance en appartinst à la cour et par raison de ce eust ledit procureur-general indit appel et fait exploiter contre les parties et fait faire inhibitions en tel cas requises, toutesfois en haine de ce ledit archevesque auroit fait emprisonner ledit syndic desdits habitants de Marensin et non content de ce avoit icelui archevesque envoyé devers le procureur-general querir les pièces de ladite matière et le voulant intimider lui auroit mandé que s'il ne rendoit les pièces concernant ladite matière, qu'il le constitueroit prisonnier, entreprenant par ce moien sur l'autorité du Roi et de la cour, erection et institution d'icelle, requerant sur ce estre pourveu comme de raison. La cour, eüe sur ce deliberation, ordonne que ledit archevesque viendra lundy prochain en icelle pour, lui oui, estre sur ce pourveu comme de raison (p. 103).

Registre secret commençant le 12 novembre 1538.

Sont entrés MM. N..., lesquels en bon ordre sont allés ouïr la messe en la chapele du palais, lieu accoustumé. Ladite messe dite et celebrée, sont retournés en la chambre et fait appeller en icelle N..., huissiers

en ladite cour, auxquels a esté remonstré le service qu'ils sont tenus et doibvent faire à la cour, dont ci-devant se sont mal acquités, en ce premierement quand vient aux audiences tant en la Grand-chambre que chambre de la Tournelle, ils ne font faire, comme ils sont tenus, silence; ils ne gardent leur chambre ne y resident, tellement que plusieurs fois n'y en a qu'un ou deux et le plus souvent aucun, et que leur chambre demeure ouverte et en icelle laissent et permettent entrer toute manière de gens, y soient lesdits huissiers ou non, ne viennent ez relevées et quinzaines le plus souvent, et si d'aventure y viennent, c'est l'un d'eux ou deux pour le plus, qui redonde au deshonneur de la cour, mespris et contempnement des huissiers, et pour ce leur a la cour inhibé et deffendu, inhibe et deffend qu'à l'avenir ils ne souffrent ne fassent telles choses scandaleuses et à eux pernicieuses, à pene d'amende arbitraire; et après ladite cour seant au parquet et audience d'icelle a fait lire les anciennes ordonnances concernant les advocats et procureurs, lesquels chacun en son endroit ont presté le serment accoustumé, et a esté remonstré auxdits procureurs les delais dont ils usent contre leurs serments, retardants par ce moien l'expedition de la justice laquelle ils doibvent plustost procurer et avancer, et declare ladite cour que s'ils usoient ci-après de tels et semblables subterfuges qu'elle procederoit contre eux par mulctation de penes et amendes arbitraires, et privation de leurs estats et offices, tellement qu'exemple en seroit à tous.

Le 14 novembre 1538, les chambres assemblées, a esté remonstré aux soubz-maire, prevost et jurats, que par bone et juste cause icelle cour leur avoit ci-devant

ordonné et audit Lavie, procureur de la vile, qu'il seroit bon et très utile qu'ils se trouvassent ou aucuns d'eux en bon et competant nombre, vestus et habillés de leurs manteaux et chaperons de jurats à l'entrée de ladite cour, le lendemain de Saint-Martin, et ez jours que les arrests sont prononcés par un des presidents de la cour, et que telle assistance et honeur ne seroit fait à ladite cour comme ils pourroient estimer ains à l'honneur du Roi, lequel ladite cour representoit, et par la bouche de laquelle il parloit, et avoit par feus de bonne memoire ses predecesseurs rois, de France, institués et constitués en cette vile, laquelle au moien d'icelle estoit grandement enrichie et locupletée, par quoi honeur tel seroit fait au Roi et non à ladite cour, mais ce neanmoins en dedaing, contempt et mespris de ladite cour, comme est vraisemblable, ils avoient à ladite feste Saint-Martin cessé faire leur devoir, ainsi qu'enjoint leur estoit par les arrests et ordonnances de ladite cour precedents, qu'ils ne peuvent ignorer, autrement ledit Lavie, procureur-syndic, auquel avoit esté enjoint l'intimer et faire scavoir auxdits jurats lesquels et mesmement ledit Lavie estoient en grande et inexcusable contumace, et que s'ils eussent fait le contraire ce leur eust retourné à honeur, veu mesme qu'en ce et estants vestus comme dessus ils precederoient tous gentilshommes. Lesdits soubz-maire, prevost et jurats ont dit et requis les excuses, jacoit que d'eux mesmes ne pourroient faire tel acte s'il prejudicioit à la vile sans en communiquer en jurade et appeller les trente, ensemble la commune de ladite vile. Lahet, pour le procureur du Roi, a requis que les arrests de la cour ci-devant donnés

en cette matière soient entretenus et sortent leur plein et entier effect, car l'excuse desdits jurats semble frivole, et n'excuse leur negligence, et moins dudit Lavie, procureur de la vile, qui estoit present auxdits arrests et lui fust enjoint le faire scavoir auxdits jurats, ce qu'il n'auroit fait. La cour, ouïs en icelle N..., soubz-maire, prevost et jurats, ensemble Lavie, procureur de la vile, a enjoint et enjoint auxdits soubz-maire, prevost et jurats d'eux trouver, ou aucuns d'eux, en bon et competent nombre doresenavant en la cour ez jours et heures que les arrests d'icelle seront prononcés par l'un des presidents de ladite cour, et à leurs successeurs : soubz-maire, prevost et jurats le lendemain du jour et feste de Saint-Martin et autres dits jours, vestus et habitués de leurs manteaux et chapeçons de jurats, à pene de cinq cents livres chacune fois qu'ils y fairoient faute, laquelle pene ladite cour declare dès à present avoir encouru en leurs propres et privés noms; leur declare aussi ladite cour qu'en ce faisant et estants vestus et habitués comme dessus, qu'ils precederont tous autres personages soient gentilshommes ou autres, et enjoint audit Lavie, procureur susdit, de faire scavoir cette ordonnance aux jurats de cette vile qui seront à l'avenir, à mesme pene que dessus et autre pene et amende arbitraire, afin qu'ils n'en puissent pretendre cause d'ignorance.

Le 26 novembre 1538, la cour assemblée a ordonné, après avoir sur ce delibéré, qu'ez chambres d'icelle serviroient MM. N..., et a esté M. Alis excusé de servir à la Tournelle pour cette année, parce qu'il s'est excusé de ne pouvoir venir si matin qu'il est necessaire, à cause d'un rheume auquel a dit estre sujet,

et a M. Belavoine voulu servir pour lui, à quoi a esté admis sauf une autre année ordonner si ledit Alis ira servir en ladite chambre de la Tournelle.

Le 28 novembre 1538, aucun de MM. les presidents n'entra en la Grand-chambre ne en la Tournelle, *heu præsidum eclipsis!*

Ledit jour a esté appelé M^e Antoine Saint-Salvador, lieutenant-general au senechal de Guiene, auquel a esté inhibé de n'asseoir garnisons en cette vile, sans en advertir premierement la cour.

[1539]

Le 1^{er} janvier 1538 a esté remonstré aux jurats que pour quester et amasser pour les pauvres ez eglises, il estoit très expedient commettre gens idoines et des plus apparens des paroisses de cette vile, sur quoi avoit esté faite ordonnance, toutesfois lesdits jurats ne la faisoient garder, et leur a esté enjoint de ce faire.

Le 17 janvier 1538, la cour est sortie à neuf heures pour l'honneur de la feste Saint-Antoine.

Le 15 febvrier 1538, après que M^e Louis Niort, advocat en la cour, a esté ouï et examiné, a esté receu et le recoit ladite cour au serment en tel cas requis et accoustumé en l'exercice de l'office de lieutenant-general en la seneschaussée des Lanes, au siège de Baïone, pour en jouir selon le contenu des lettres de don dudit office à lui fait par le Roi, o ce qu'il sera tenu estudier tant en theorique, pratique et qu'ordonnance et venir d'huy en un an en ladite cour, pour estre examiné de rechef en theorique et pratique et ordonnance, et que cependant il ne pourra juger aucun procès sans appeller le lieutenant particulier audit

siège ou en son absence ou recusation, l'un des plus anciens et fameux advocats d'icelui siège qu'il paiera à ses despens, ez causes ez quelles par l'ordonnance il n'est tenu appeller du conseil.

Le 28 febvrier 1538, la cour, les chambres assemblées, a commis et commet MM. Chaumon et Brassac, conseillers du Roi en icelle, pour informer sur les contreventions faites aux ordonnances du Roi et de la cour, par les presidents, conseillers et autres officiers d'icelle, ensemble par les clerks de greffe civil et criminel et des presentations; aussi de ce que les procureurs en la cour auront pris de leurs parties outre leurs droits et salaires; et pour ce faire enjoint icelle au procureur-general du Roi leur administrer les tesmoins qu'ils trouveront scavoir aucune chose desdites contraventions pour l'information faite et devers ladite cour rapportée, y estre par elle pourveu comme de raison.

Le 2 avril 1538, arrests prononcés par M. N..., president en la cour, ezquels assisterent les soubz-maire, prevost et jurats de cette vile avec leurs manteaux et chaperons de jurats et precederent tous autres gentilshommes.

Le dernier avril 1539, après Pasques, jour et feste Saint-Eutrope, ne sont sortis à neuf heures parce qu'il a convenu deliberer sur la traite des bleds pour la provision de cette vile et pais circumvoisin aiant grand necessité.

Le 4 juin 1539, la cour a commis M^{es} Larebuterie et Eymar, conseillers en icelle, pour enquerir contre les maitres de la monnoie, gardes, contregardes, changeurs et autres de ce qu'ils exigent pour le change

tant des escus, double ducats qu'autres espèces d'or et d'argent, pour l'inquisition faite et rapportée vers ladite cour y estre par elle pourveu ainsi que de raison et enjoint au procureur-general du Roi administrer temoins auxdits commis et faire proceder contre les faux monnoieurs.

Le 17 juin 1539, lettres-patentes du Roi adressantes à nostre amé et féal conseiller en nostre Parlement de Bourdeaux M^e Guillaume Lachassaigne, portants commission de proceder par adjournement personel contre les complices, et à trois briefts jours, prise de corps et à faire et parfaire leur procès jusques à sentence definitive et execution d'icelle, inclusivement de torture ou de mort, en appellant par vous au jugement dudit procès c'est à scavoir pour ceux qui seront personnes nobles, jusques au nombre de huit ou dix, et quant aux roturiers, sept ou huit, tous nos bons personages, nos officiers et en defaut d'eux en si grand nombre et pour icelui parfaire des advocats et gens de lettres et de conscience, bien experimentés, qu'avec vous assisteront et signeront les *dictum* desdits jugements, et lesquels jugements qui ainsi seront par vous donnés, nous avons autorisé, autorisons et voulons estre de tel effect et execution comme si estoit de par arrest de nos cours de parlement, nonobstant l'erection et institution de nosdites cours et sans prejudice d'icelles, nous vous donnons pouvoir, commission et mandement special, mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et sujets, qu'à vous en ce faisant soit obéi, prestent et donnent conseil, confort et aide, et prisons si mestier est et requis en sont.

Eadem die obiit dominus præses Bohier, et le len-

demain 18 juin, M. le president Benquet a esté installé à l'office de tiers president par M. Laguear, suivant l'edict de 1520.

Le 1^{er} juillet 1539, veües en la cour les lettres missives du Roi adressants à la cour, concernant la punition de ceux qui suivent heresies et sectes damnables, icelle cour au lieu de M. Nicolas Bohier, president, a subrogé M^e François Benquet, president, pour assister aux procedures qui seront requises faire touchant lesdites sectes avec M^{es} François Caldanet et Guy Brassac, conseillers en la cour.

Le 1^{er} septembre 1539, sur ce qui a esté représenté par M^e Fronton Beraud pour le procureur-general que la cour de parlement de Tholose avoit octroïé plusieurs decrets contre aucuns habitants des senechausées d'Agenois et Basadois et autre, pour raison de crime d'hæresie, lesquels decrets on s'efforçoit d'exécuter, et en ce faisant extraire les habitants de ce ressort hors icelui sans provision de la cour, la cour a ordonné que lesdits decrets seront executés et en ce faisant les nommés en iceux, menés prisonniers aux prisons d'Agen et autre au ressort de ladite cour duquel ne seront extraits jusques à ce qu'autrement en soit par ladite cour ordonné.

Le 17 septembre 1539 sont entrés pour l'expedition des prisonniers (p. 105).

Registre secret commençant le 12 novembre 1539.

Le 12 novembre 1539, à l'entrée du parlement, ont assisté N..., jurats de cette vile, revestus de leurs robes de jurats suivant les arrests sur ce donnés, et mesmes l'an precedent.

Ledit jour après avoir veu les lettres d'office de messire René Brinon, conseiller et president en la cour, et sur ce ouï le procureur-general, a esté icelui Brinon reçu audit office de president qui avoit vaqué par le decès de M^e Nicolas Bohier, president.

Aussi a ladite cour sur ce ordonné, eüe aussi deliberation, que N... ira vers messeigneurs le Dauphin, le duc d'Orleans et connestable venants au devant l'Empereur pour scavoir leur intention s'ils veulent qu'aucune entrée leur soit faite.

Le 14 novembre 1539, la cour, eüe sur ce deliberation, a ordonné que l'on plaidera à la Tournelle en tout temps, le samedi au matin, et depuis le commencement du parlement jusqu'à Pasques, le mardy de relevée, sauf que pour aucune grande cause par la Grand-chambre sera advisé que ladite Grand-chambre tiendra.

Et pour ce que M^e Carle disoit n'estre tenu servir en ladite chambre criminelle d'autant que son office est clerc, lui a esté dit par ladite cour qu'il servira en ladite chambre sans tirer à consequence.

Le 15 novembre 1539, la cour, les chambres assemblées, a deliberé sur la forme et ordre qu'elle devoit tenir allant au devant de monseigneur d'Orleans, second enfant de France, venant comme on disoit en poste ou en relais de chevaux, au devant de l'Empereur, qui venoit des Espagnes en ce royaume, considéré mesme que ledit seigneur d'Orleans n'entendoit faire aucune entrée comme elle lui est due, et ordonne que M^e François Belcier, René Brinon, premier et quart presidents, Lagear, Moncaut, Pomiés, president en la chambre des enquestes, La Rebuterie, Balsac, Alis,

Chaumon, Lanta, Bouchier, Carles, Eymar, Lavergne, Alesme, Mousnier, conseillers, vestus et habillés, scavoir les deux presidents de leurs robes d'escarlate avec chaperons noirs et longs pardessus, et les autres habillés et vestus de leurs robes noires et chaperons de mesme, lesdits presidents iroient au devant dudit seigneur, jusques au bateau duquel isseroit ledit seigneur d'Orleans, sur le port et havre de cette vile, et que devant eux marcheroient quatre huissiers, vestus de leurs robes et chaperons longs, et pour ce que le premier huissier a voulu maintenir n'estre tenu aller en tels et semblables actes, si non au devant des Roi et Reine, et là seulement où la cour va et marche comme cour, a esté néanmoins ordonné que ledit premier huissier iroit en la qualité susdite.

Le 20 novembre 1539, la cour, les chambres assemblées, après avoir entendu par M^e Guy Brassac, conseiller en la cour, le vouloir de monseigneur le connestable sur la forme d'entrée et recueil que la cour doibt faire à monseigneur d'Orleans, a ordonné que seze tant des presidents que des conseillers de ladite cour, scavoir deux presidents et quatorze conseillers, lestouts vestus de robes noires et chaperons longs, iront au logis dudit seigneur d'Orleans, après qu'il y sera retiré, pour le congratuler et faire la reverence comme appartient et qu'au devant des conseillers et presidents marcheront deux huissiers de ladite cour, et que mesme ordre sera tenu à monseigneur le connestable, et après avoir conferé avec lui du recueil et reverence que ladite cour debvra faire à monseigneur le Dauphin, y sera par ladite cour ordonné comme il appartiendra.

Le 1^{er} decembre 1539 a esté enjoint par ladite cour aux prestres des paroisses aller ledit jour au devant de l'Empereur, et de sonner les cloches à son entrée.

Ledit jour, Charles d'Autriche, empereur, a fait son entrée en cette vile de Bourdeaux accompagné du duc d'Albe et autres princes et seigneurs, au devant duquel par le commandement du Roi, la cour est allée comme cour, MM. les presidents parés de leurs manteaux et mortiers, les conseillers et gens du Roi avec leurs robes d'escarlate et chaperons courts fourrés, le greffier aussi avec sa robe d'escarlate et epitoque; le premier huissier avec son mortier et tous les autres huissiers, et s'en allant lesdits sieurs jusques au portail du Chapeau-Rouge par lequel devoit entrer ledit Empereur, et, pour cause de la pluie et indisposition du temps, fust mandé à ladite cour qu'elle attendist à faire son oraison jusques à ce que ledit Empereur fust à son logis. Et à l'entrée dudit Empereur lui fust porté le poile et estoit jouxte et à coté de lui MM. le Dauphin, duc d'Orleans, et Connestable; aussi lui furent presentées les clefs de la vile, faites en argent, et après fust faite par ledit sieur premier president l'oraison en la maison dudit Empereur comme avoit par ladite cour esté deliberé.

Le 9 decembre 1539 est entré en la Grand-chambre M. Dupons, pour faire la reverence à la cour, et a esté fait asseoir près du bureau.

Le 12 decembre 1539, M. La Rebuterie, conseiller en la cour, a demandé congé à icelle pour aller faire homage à l'evesque de Saintes et bailler le denombrement de son fief de Chastelas, lequel lui a esté denié et ordonné qu'il en seroit escrit à M. le chancelier pour

faire prorogé le delai prefix par l'edict du Roi, jusques aux vacations prochaines, et audit evesque pour surseoir la saisine qu'il pourroit faire dudit fief à faute de faire homage et devoirs dans le temps à lui prefix.

Le 21 decembre 1539, la cour, les chambres assemblées, delibèrent sur la publication de l'edict fait par lesdites lettres et publications d'icelles elle n'entend qu'il soit dérogé aux privileges et coustumes du pais de Guiene⁽¹⁾, ains qu'elles demeureront en leur force et vertu, et neanmoins que la cour advertira le Roi d'aucunes choses concernant ledit edict.

[1540]

Le 2 janvier 1539 ont esté lues les lettres de provision de l'office de conseiller lai en la cour faite à M^e G. Couillaud à l'office de conseiller au grand conseil, ouïs les gens du Roi auxquels lesdites lettres avoient esté monstrées, a esté appelé ledit Valier lequel apres serment par lui fait de dire verité s'il avoit baillé or ou argent pour ledit office, a dit qu'il avoit esté pourveu d'office de conseiller à son desceu, vrai est qu'il lui avoit esté tenu propos de bailler son office d'avocat du Roi en la seneschaussée de Guiene pour ledit office de conseiller et quelques sommes de deniers davantage, ce qu'il avoit refusé accorder quant à la somme, ains ledit office d'avocat du Roi simplement et qu'un sien homme qu'il a, à la cour avoit accordé bailler à M^e P. Ferran pour les frais et mises qu'il avoit fait audit office de conseiller la somme de douze cents livres tournois laquelle somme dit icelui Valier

(1) Ordonnance du roi Jean, du 13 mai 1355. (Voy. *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIII, p. 54.)

avoir païée audit Ferran, et sur ce a ledit Valier esté receu à l'office de conseiller à la cour et prester le serment en tel cas requis et accoustumé.

Le 21 febvrier 1539 ont esté ouïs en la cour N... soubismaire et jurats de Libourne, sur la vendition des saulmons, coulacs et lamproies qui se peschent à Libourne et à l'entour sur les rivières de Dordogne et l'Isle. La cour a fait inhibitions et deffenses à N... d'affermir les lamproies qu'il a dit avoir en sa nasse au lieu de Bignonet près Brane, ains lui a esté fait commandement de les vendre liberalement à juste et raisonnable prix, à ceux qui en requerront et declarer auxdits soubismaire et jurats de Libourne, dedans huitaine, ceux qu'il a dit avoir nasses pres la sienne garnie de lamproies et qui les afferment. Aussi a enjoint ladite cour auxdits N..., soubismaire et jurats de faire information de ceux qui avoient affermé lesdites lamproies, et d'en certifier la cour incontinent et sans delai pour par elle y estre pourveu.

Le 6 mars 1539, apres qu'il est apparu à la cour que Jan Merchan, huissier en icelle, contrevenant à l'edict fait par le Roi publié en ladite cour, a delivré le double de certaine bulle produite au procès pendant en icelle pour raison de possessoire de la cure de Servis. La cour a déclaré le double nul, comme fait par non aiant puissance, et au surplus fait inhibitions et deffenses audit Merchan et à tous autres huissiers de bailler aucuns doubles, ne faire aucuns vidimus ou extraits de pièces produites au procès pendant en la cour, ains ordonne la cour que les doubles et vidimus et extraits seront baillés et expediés par le grefier de ladite cour selon l'edict du Roi.

Le 15 mars 1539 a esté présenté à la cour un paquet du Roi, auquel y a trois edicts : un sur le decry des monnoies, l'autre sur la reunion du domaine et le tiers sur la residence des officiers en leurs charges et offices; ensemble une missive dudit seigneur concernant ce que dessus; avec quatre missives adressantes au senechal de Guiene, Agenois, Perigort et Limozin, et le mesme jour celles de Guiene ont esté baillées à M^e Antoine S^t Salvadour, lieutenant-general en ladite seneschaussée, et quant aux lettres-patentes seront monstrées au procureur-general du Roi pour lui ouï, et eüe sur ce deliberation, en estre ordonné sur la publication desdites lettres ainsi qu'il en appartiendra.

Le 29 avril 1540, après Pasques, lettre du Roi au paieur des gages : Cher et bien amé, etc... Au-dessus est escrit : A nostre cher et bien amé receveur des gages des officiers de nostre cour de parlement de Bourdeaux. *Idem*, au receveur des exploits et amendes.

Le 7 mai 1540, ont esté appellés en la chambre des enquestes M^e Guillen Lecomte, procureur-general, et M^e Jan Pontac, greffier en icelle, auxquels M^e Pomies, president en la chambre, a déclaré vouloir doresenavant garder l'ordonnance dernièrement publiée en ce qui est dit en icelle que les procès poursuivis seront vidés par role, et à ces fins a baillé audit Pontac des requestes qu'il a dit lui avoir esté baillées par les poursuivants l'expedition en ladite chambre. Ledit Pontac a dit que mercredy dernier seulement ledit Pomies lui avoit baillé quelques requestes à juger et qu'il estoit prest à faire le role.

Ledit jour a esté ordonné que la feste S^t Nicolas qui escheoit dimanche prochain sera celebrée le lundy,

auquel jour la cour entrera jusques à neuf heures, à laquelle sortira pour ouïr la messe.

Le 15 mai 1540 M^e Michel Valon, conseiller du Roi en la cour, a dit qu'il avoit esté adverti par le procureur-general qu'il estoit chargé d'avoir esté au couvent de l'Annunciade, par quoi requeroit estre contre lui procedé, offrant de justifier ou l'on trouveroit qu'il fust coupable.

Le 20 mai 1540 ont esté presentées les lettres missives du Roi par lesquelles est mandé ne delivrer aux galères sinon ceux qui auroient esté condamnées à mort, et ordonne que quand le cas escherra, que l'on demandera aucuns prisonniers pour mener ezdites galères, sera entierement suivi le vouloir dudit seigneur.

Le 21 mai 1540 sont entrés N... pour ouïr la messe Saint-Yves, auquel jour la feste avoit esté remise; et avant y aller a esté taxé à M^e Estienne Eymar, pour l'extract fait par lui du procès criminel fait contre Jan Ydron, trente escus sol; et à M^{es} Belavoine et Lavergne, conseillers, à chacun trois escus pour avoir vaqué à la verifcation dudit procès avec ledit Eymar, et ordonné qu'il sera porté par Contat, huissier en la cour, à monseigneur le chancelier.

Le 31 mai 1540 est décédé M^e Camain, conseiller en la cour.

Le 3 juillet 1540 la cour, les chambres assemblées, a ordonné et ordonne qu'elle s'informerá si des appellations interjettées en matières criminelles des juges ordinaires et relevées suivant les ordonnances dernièrement publiées en la cour, obmis le seneschal, s'il est dit bien jugé ou si la partie intimée obtient gaing de cause par congé, la cour de parlement de Paris adjuge

au Roi contre l'appellant l'amende ordinaire de soixante parisis, tout ainsi qu'on avoit avant ladite ordonnance accoustumé faire des appellations interjettées à ladite cour, ou bien l'amende prevotable de soixante sols tournois, et cependant a ordonné que quand auxdites appellations ou il sera dit bien jugé, ou la partie de l'appellant obtiendra gaing de cause par congé, l'appellant sera seulement condamné en l'amende prevostable de soixante sols tournois.

Le 2 aoust 1540 ont esté publiées les lettres pour tenir les grands jours à Agen, puis le premier septembre jusques au quinziesme octobre, et pour iceux tenir ont esté nommés par ladite cour : MM. le president Brinon, Valée, Arnoul, Belavoine, Brassac, Casaux, Alesme, Carle, Eyquem, Ciret, Vergoin.

Le 11 aoust 1540 M^e Louis Chapelier a esté receu en l'office de conseiller lai en la cour vacant par le decès de M^e Jan Camain (p. 107).

Registre secret commençant le 12 novembre 1540.

Entrée, *ut supra*, et ont assisté au parquet de l'audience N... sousmaire, prevost et jurats et N... clerc de la vile, les tous vestus de leurs manteaux de satin blanc et cramoisy rouge.

Le 20 decembre 1540 a esté receu à l'office de conseiller lai vacant par le decès de M^e Louis Chapelier, M^e Gaillard de La Vie.

Ledit jour M^e Herman Sevin a presté serment de l'office de juge mage d'Agenois, duquel il a esté pourveu par le Roi à la survivance de son père, moienant ce que de deux ans ledit Herman Sevin ne pourra juger aucuns procès, si petits soient-ils, sans appeller

le lieutenant particulier ou en son absence le plus fameux des conseillers en ladite seneschaussée, et les deux ans escheus jouïra de l'office de juge mage, suivant l'arrest donné au Conseil. Aussi a esté dit que quand le pere et le fils seront l'un ou l'autre en commission à cause de l'office, celui qui demeurera ne pourra cependant tenir et expedier.

[1541]

Le 8 mars 1540, les chambres assemblées, et sur la requeste présentée par le procureur-general tendant afin que certaines lettres-patentes du Roi concernant l'expedition des arrests en forme, lettres de debitis, et autres lettres contenües en icelles, a esté arresté que trois de M. N..., appellés les gens du Roi, dresseront et redigeront par escrit les causes et raisons des incommodités qui pourroient provenir à la chose publique de la publication desdites lettres, pour ce fait, et devers la cour rapporté, en estre par elle ordonné, ainsi que de raison.

Le 1^{er} avril 1540 a esté portée la Mercuriale tentüe le mercredy 30 mars par M^r le president Benquet, pour estre publiée, laquelle publication a esté differée jusques au lendemain, et le lendemain jusques au lundy suivant, pour autres affaires, desquels ledit president a dit la cour estre chargée. Le 4 avril ladite publication a esté differée jurques au mercredy au moien de l'audience. Le mercredy 6 avril ladite publication a esté differée pour n'interrompre la continuation du jugement du procès de N...

Le 7 mai 1541 la cour, les chambres assemblées, aiant deliberé sur l'ordre qu'elle debvoit tenir à l'en-

trée que tres haute et tres excellente princesse Marguerite de France, reine de Navarre, debvoit faire en cete vile de Bourdeaux, ces prochains jours, comme femme et espouse de tres haut et tres excellent prince Henry, roi de Navarre, gouverneur et lieutenant-general pour le Roi en ses païs et duché de Guiene, avoit ordonné, attendu l'excellence et qualité de ladite dame Reine, laquelle est sœur unique du Roi et femme du Roi, qu'au devant elle seroient envoiés par ladite cour deux presidents, vestus de leurs robes rouges avec chaperons longs et dix huit conseillers d'icelle cour, vestus et habillés de robes de drap noir avec mesmes chaperons, au devant desquels presidents et conseillers marcheroient six huissiers avec leurs chaperons accoustumés, tenant verges en leur mains; desquels dix-huit conseillers les six seront pris en la grand chambre, les autres six en la chambre des enquestes, et les autres six en la chambre criminelle, et iroient seulement jusques au droit du chai du Roi, près la porte du Caillau, et apres avoir salué et fait la harangue à ladite dame Reine prendront congé d'elle et retourneront en ladite cour. Au registre de laquelle seroit escrit que tel et si grand nombre de presidents et conseillers, ne en tel ordre, ne seroient ci après envoiés au devant d'une femme de gouverneur, qui seroit de moindre et inferieure excellence et qualité que ladite dame Reine, sinon seulement un president et huit ou neuf conseillers de la cour, qui seront les tous vestus de robes de drap noir et chaperons longs, comme c'est ci-devant accoustumé estre fait et observé à l'entrée des autres gouverneurs dudit païs et duché de Guiene ou leurs femmes. Et le mardy, 10 mai, la cour demeurant cer-

tiorée que ladite dame Reine ne fairoit aucune entrée en cette vile, ains avoit deliberé descendre par eau jusques au Chasteau-Trompete et y loger, à icelle cour ordonné qu'elle enverra vers ladite dame Reine au Chasteau-Trompete MM. les presidents Calvimon et Brinon et avec eux dix conseillers les plus anciens, qui sont à present en la cour qui y voudront aller, c'est à scavoir N... au devant desquels marcheront deux huissiers de la cour, portant les tous chaperons longs et lesdits huissiers leurs verges ez mains, ce qu'a esté fait le mesme jour, et audit ordre sont lesdits presidents et conseillers allés devant ladite dame Reine, et lui ont fait la reverence et harangue suivant ce qui avoit esté par ladite cour ordonné.

Le 20 juin 1541 a esté arresté que M. N..., receveur et paieur des gages de la cour, sera païé des journées qu'il emploiera pour les affaires d'icelle, tant pour faire verifien en la chambre des comptes l'augmentation des gages des présidents et des conseillers servants à la chambre criminelle que de l'assignation des gages des présidents et conseillers ordonnés pour expédier durant les vacations, aussi pour poursuivre et obtenir les lettres de l'assignation qui sera nouvellement faite sur le quart du sel.

Le 20 aoust 1541, les chambres assemblées, après avoir esté deliberé si l'arrest arresté et signé du président des enquestes et rapporteur du procès entre N... sera prononcé, et après diversité d'opinions, à la pluralité des voix a esté arresté que ledit arrest sera cedit jourd'huy prononcé.

Le 30 aoust 1541 sont venus en la cour M^{rs} Bassy et Maseran, deux des commissaires ordonnés par le

Roi sur l'exécution de l'édit du sel, lesquels ont remontré qu'eux estants en la vile de Libourne pour lesdites affaires, la nuit ont esté tirés plusieurs coups d'arquebuts; aussi à Bourg n'ont esté entierement obéis, et à présent entendent aller à Soulac pour faire publier ledit edict et, par ce qu'est limitrofe de la mer, craignent leur estre fait quelque insult, pourquoi ont requis estre député l'un des conseillers de la cour pour aller avec eux audit lieu de Soulac; et pour faire ladite publication à Libourne, Castillon, Bergerac, Cadillac, Lengon, deputer le premier huissier de la cour. Sur quoi ladite cour a ordonné que M^e Guillen Boier, conseiller du Roi en icelle, ira avec lesdits commissaires à Soulac, et neanmoins que lesdits commissaires pourront prendre tel huissier que bon leur semblera pour aller avec eux auxdits lieux et autre pour garder qu'aucun insult ne soit fait auxdits commissaires.

Le 7 septembre 1541, en la Grand-chambre, M^e Guy Brassac a dit avoir esté adverti qu'en son absence on avoit arresté ceux qui debvoient demeurer pendant les vacations, et quant à lui n'entendoit demeurer pour cette année, mais a requis que ce soit sans tirer à conséquence qu'un homme d'eglise aiant office lai ne puisse opter avant un d'eglise, aiant office clerc, sur quoi a esté dit qu'il sera advisé.

Le 9 septembre a esté ordonné que les présidents et conseillers de la cour, autres que ceux qui ont opté et déclaré vouloir demeurer durant les vacations, pourront, suivant l'édit du Roi, entrer en la cour durant les vacations et en icelle rapporter quelques fois, après toutesfois les huit conseillers qui ont opté et sont enrôlés, lesquels seront preferés au rapport desdits procès.

Le 10 septembre a esté arresté que durant les vacations seront expédiés tous procès civils jusques et à la valeur contenüe en l'ordonnance et edict du Roi, et le jugement qui s'en ensuivra sera prononcé, et quant aux matières criminelles seront aussi jugées, mais ne sera le jugement prononcé jusques à ce que le Roi aura octroïé lettres et à ces fins en sera escrit à M. le chancelier auquel sera envoié homme exprès.

Le 13 septembre a esté arresté que durant les vacations aucunes requestes ne seront rapportées ne expédiées, si n'est celles des procès estants en droit, et en estat de juger, et lesquels peuvent estre jugés par la chambre ordonnée durant les vacations, suivant l'edict du Roi, et réservé ez matières criminelles, ezquelles après avoir obtenu lettres du Roi pour l'expédition d'icelles, toutes requestes pourront estre rapportées et expédiées et les procès instruits et jugés, tout aussi que par la forme et manière que fairoit la cour seant le parlement.

Le 13 septembre 1541 a esté arresté que touchant l'article de la mercuriale contenant que tant ceux de ladite cour que gens du Roi declareront *sub pœna præstiti juramenti*, ceux qui les solliciteront ou prieront, que ledit article sera remis pour en delibérer à la première mercuriale qui se tiendra après la Saint-Martin. Aussi a esté arresté qu'on deliberera, après la Saint-Martin, sur ce qui a esté proposé que quand l'on plaidoit en l'audience ez matieres des procès par escrit, lesquels ne se pouvoient vuider sur le champ, les presidents et conseillers tenants l'audience appoin-toient lesdites matières au conseil, combien que deubst estre conclu comme ez procès par escrit, et ce pour

garder que lesdites matières ne fussent vidées à la chambre des enquestes, suivant l'ordonnance et la frustrer d'en avoir la cognoissance. Pareillement a esté remis à la Saint-Martin de parler et deliberer sur ce qui a esté proposé que les presidents et conseillers, tenants la chambre criminelle, debvoient estre appellés aux procès des commissaires et après disnées et avant disnées faites en la Grand-chambre.

Ledit jour a esté arresté que la mercuriale sera envoyée au Roi et neanmoins qu'il sera enquis contre les charges et sur le bruit mentionné par icelle, a enjoint au procureur-general du Roi d'administrer temoins à M. le premier et quart presidents des enquestes, lesquels la cour a pour ce faire commis et député.

Le 11 octobre 1541 ont esté presentées à la cour les lettres-patentes qu'elle avoit envoyé quérir pour expedier les procès criminels durant les vacations, desquelles lettres la teneur s'ensuit :

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut.

Comme nous aions esté advertis que nostre amé et feal conseiller M^e François de Belcier, premier president, et certain nombre [de] conseillers de nostre cour de parlement de Bourdeaux, soient demeurés en nostre dite vile de Bourdeaux en Guiene suffisant pour faire une Chambre pour l'expedition des procès et matieres criminelles et autres matieres civiles, qui par nostre ordonnance peuvent estre expediées durant le temps des vacations, et pour certaines autres raisonnables causes, ezquelles matieres civiles et criminelles est besoing procéder et icelles decider pour le bien de nos

subjects, à quoi est besoing pourveoir, scavoir faisons, que nous, pour le bien et expedition de justice et soulagement de nos subjects, avons ordonné et ordonnons par ces presentes que, par ledit Belcier, et autres conseillers de nostre cour estant en nostre vile de Bourdeaux en nombre suffisant pour une chambre, lesdits procès criminels et autres procès et autres matières civiles qui, par nosdites ordonnances pourront estre vuidées et decidées durant le temps des vacations, soient, par iceux Belcier et conseillers, estants en nombre comme dit est, jugés et voulons que les jugemens qui sur ce seront donnés et interviendront ezdites matieres estre de tel effect et valeur et executés comme si donnés avoient esté le parlement seant. Si donnons en mandement par cesdites presentes à nostredit president et autres conseillers de nostredite cour en nombre susdit, proceder au jugement, decision et definition desdits procès et faire executer les jugemens qui par eux seront donnés, tout ainsi que par la forme et maniere que si donnés estoient ou avoient esté le parlement seant. Car tel est nostre plaisir, nonobstant l'exécution et ordonnance de nostredite cour et quelconques autres ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. En tesmoignage de ce, nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes.

Donné à Lion, le 17 septembre 1541 et de nostre regne le 26. Signé, par le Roi, en son conseil: HURAUULT, et scellé du grand sceau dudit seigneur, à double queue (p. 110).

*Registre secret commençant le 12 novembre 1541.**Entrée, ut supra.*

Le 14 novembre 1541, a esté delibéré sur ce que les bougies seront baillées en un bloc, et chacun matin, et arresté qu'attendu que le receveur des amendes les avoit baillées à la plus part des presidents et conseillers jusques à Noël, que cela tiendra pour ledit temps, et la feste de Noël passée en sera usé comme auparavant.

Le 15 novembre 1541 la cour, delibérant de ceux qui serviront ez chambres en ce parlement a arresté, attendu l'indisposition de la persone de M^r le president Benquet, que pour ceste année et sans tirer à consequence sera pris cinq conseillers de la Grand-chambre pour servir à la chambre criminelle. Ledit jour a esté arresté qu'à l'advenir, si pour l'audience en la grand chambre ne se trouvent en nombre ez heures contenües par les ordonnances, en sera pris d'une des chambres où ils seront plus que du nombre pour juger, et où n'y aura que le nombre ou encores qu'ils ne soient en nombre la Tournelle fournira et iront en la Grand-chambre ceux qui se trouveront en icelle, et le lendemain sera delibéré sur la mulcte de celui ou ceux qui seront cause de ce. Aussi a esté ordonné que les procès seront rendus au greffe pour estre distribué par les presidents ez chambres desquelles lesdits procès seront.

Et pour informer contre ceux qui sont chargés de crime d'heresie et usants de doctrine reprouvée et autres choses concernant ledit crime ont esté commis M^r le president Brinon et Pomiés, president des enquestes.

[1542]

Le 9 mai 1542 vacant l'office de conseiller lai par le décès de M^e Lagear ont esté nommés M^e Jan Tarneau, Laurens Lagear et Jan Guilloche, advocats en la cour.

Le 6 juin 1542 est decedé M. le president Benquet.

Le 7 juin 1542 a esté receu à l'office de conseiller M^e Laurens Lagear par le décès de feu Elies Lagear, son père.

Le 21 juin 1542 a esté ordonné qu'ez Grand-chambre et Tournelle ne sera vaqué aux audiences ne autres procès, ains seulement à faire et juger les procès de ceux qui seront chargés de crime d'heresie.

Le 22 juin 1542 la cour a commis M^{es} Alis et Belavoine, conseiller en icelle, pour aller à Basas, Condom, Nerac, Castelgeloux et lieux circumvoisins, aussi M^e Lavergne et Vergoin pour aller à Gensac, S^{te} Foi, Thoneins et lieux circumvoisins, et M^e Alesme pour aller à Agen et illec instruire, faire et parfaire respectivement le procès jusques à sentence definitive, ou de torture, exclusivement à tous ceux qui se trouveront chargés d'estre sacraments, sectateurs, et observateurs des erreurs de Luther et autres, et les frais se paieront par les evesques suivant l'edict du Roi, du 23 juin 1539, publiée en la cour.

Le 3 aoust 1542, la cour, les chambres assemblées, a arresté que doresnavant quand aucuns procès auront esté veus et visités entierement en aucune des chambres d'icelle et au principal dudit procès aura esté opiné et le jugement arresté et signé du president et rapporteur, si pour plus ample clarification du droit

des parties et informer, le jugement des juges est baillé arrest interlocutoire, les juges qui auront assisté au premier jugement et arrêté, s'ils entrent en ladite cour quand le procès se jugera définitivement, seront appelés audit jugement définitif, et à ces fins les noms desdits juges seront écrits par le rapporteur au pied dudit arrêté, et, où il y aura arrêté signé, ceux des autres chambres ezquelles seront les juges qui auront assisté audit premier jugement seront tenus envoyer lesdits juges pour assister au jugement définitif, et, où n'y aura aucun arrêté écrit et signé sera à la discretion de ceux de la chambre en laquelle le procès principal sera pendant, d'appeler ceux des autres chambres qui auront assisté audit jugement interlocutoire, selon l'exigence du cas, qualité et grandeur des matières, aussi à la discretion de ceux des autres chambres desquelles seront ceux qu'on demandera pour assister au jugement définitif de les y envoyer, et où ceux desdites chambres ne pourront s'accorder et seront en diversité d'avis sur l'assemblée desdits juges, auront recours à la cour par laquelle les chambres assemblées en sera ordonné ainsi qu'il appartiendra. Et sur ce a esté advisé qu'il sera bon qu'ez chambres de ladite cour en tous procès les juges taschent de faire un arrêté concernant le jugement définitif des matières qui s'offriront si le cas le requiert, lequel arrêté s'il intervient jugement interlocutoire soit signé du president et du rapporteur, et au pied d'icelui soient écrits de la main dudit rapporteur les noms de ceux qui auront assisté audit jugement.

Ledit jour a esté arrêté, les chambres assemblées, qu'un nommé André surnommé Melanthon, detenu

prisonniers ez prisons de la conciergerie de la cour, suivant les missives du Roi sera envoyé hors le royaume, soubz seure garde, en compagnie d'un des huissiers de la cour, avec inhibitions de ne plus y retourner sur pene de la vie.

Le 4 aoust 1542, pour assister à l'exécution de certaine sentence donnée par M^{rs} Caldanet et Balsac, conseillers, commissaires deputés par ordonnance de la cour par l'archevesque de Bourdeaux, par laquelle est condamné M^e Guillen Boyer, prestre, estre degradé, a commis M^e Alis, Amelin, Vergoin avec lesquels iront aucuns huissiers de la cour.

Le 7 aoust 1542, sur la requeste faite par le procureur general du Roi tendant afin que l'edict fait par le Roi sur la traite foraine soit public, la cour, les chambres assemblées, a ordonné que le procureur de la vile baillera les moiens par lesquels entend monstrier ledit edict estre dommageable à la chose publique de ce pais de Guiene et contraire aux privilèges octroïés aux bourgeois, manants et habitants de ladite vile, et iceux moiens mettra avec les susdits privilèges et autres pièces, desquelles se voudra sur ce aider, devers M^{rs} Valée, Lachassaigne, Pomiès, lesquels seront envoyés au Roi, pour par lui icelles veües en estre ordonné comme il lui plaira.

Le 14 aoust 1542, le nombre de Messieurs pour aller aux grands jours de la vile de Limoges : Pompadour, Lanta, Caldanet, Valée, Lachassaigne, Moncault, Alis, Larebuterie, Chaumon, Bouchier, Amelin, Lavergne.

Ledit jour M. le president Brinon, quart president, suivant l'edict sur ce fait par le Roi, publié et enregistré en la cour, a esté receu en l'office de tiers presi-

dent, vacant par le décès de M^e Francois Benquet, en son vivant tiers president en ladite cour (p. 112).

Registre secret commençant le 12 novembre 1542.

Entrée, *ut supra*. La messe a esté celebrée par l'evesque de Betlehem (1), abbé de Saint-Sever, etc..., et au parquet de l'audience en ce estoient six jurats de la vile et le clerc, vestus de leurs manteaux de satin cramoisy rouge et blanc.

Le 13 novembre 1542 a esté receu conseiller à la cour M^e Charles Malvin, à l'office de conseiller clerc, vacant par la promotion de M^e Ogier de Lanta à l'office de conseiller au Grand-Conseil.

Le 15 novembre 1542 lettres de la reine de Navarre au parlement, concernant l'eslargissement des prisonniers estants des subjets du roi de Navarre, estants en voie d'eslargissement, mesme d'un religieux augustin.

Le 14 novembre 1542, M^e Lachassaigne a presté le serment de president au lieu de feu M. de Benquet.

Le 16 novembre 1542, a esté arresté que MM. les presidents Brinon et Lachassaigne; Alis, Valon et Eyquem, conseillers, iroient en cour vers le Roi, suivant son vouloir, pour le fait des lutheriens et autres affaires.

Ledit jour a esté receu en l'office de lieutenant-general en la seneschaussée de Basadois, M^e Jan André, auquel a esté remonstré et dit qu'il ne devoit juger aucun procès, ne faire chose de consequence

(1) Philibert de Beaujeu, évêque de Bethléem, faubourg de Clamecy, au diocèse d'Auxerre. Il était aussi aumônier du Roi, abbé de Saint-Sever-du-Cap de Gascogne (Landes). Il mourut en 1544.

durant un an, sans en avoir l'avis du lieutenant-particulier ou de l'un des plus fameux advocats du siege de Basas.

Le 12 decembre 1542, veües par la cour, les chambres assemblées, les lettres-patentes du Roi sur le fait du sel, a esté ordonné que lesdites lettres seront leues, publiées et enregistrées.

Le 13 decembre 1542, M^{es} Alis et Lavergne, conseillers du Roi en la cour, lesquels, par commandement dudit seigneur, en compagnie de MM. Brinon et Lachassaigne, presidents, et Eyquem, conseiller, auroient esté deputés par la cour pour aller vers ledit seigneur rapporter les procès et procedures faites tant par ladite cour et commissaires, par icelui seigneur et ladite cour, deputés contre les chargés d'hæresie, estants du ressort d'icelle, sont revenus et ont referé avoir esté ouïs en Conseil privé à Angoulesme, presidents iceux Brinon et Lachassaigne, Eyquem et Pompadour, et en absence des dessusdits Brinon et Lachassaigne et Eyquem, depuis remis à Coignac, lesdits Alis et Lavergne seuls avoient esté derechief ouïs en leur rapport et leurs extraits veüs; et ce fait leur avoir esté fait response par M. le president Montelon, garde des sceaux de France, et par commandement du Roi, telle qu'ils ont monstre écrite en certain papier qu'ils ont leüe en la cour, les chambres assemblées, present à ladite response ledit president Brinon, disant ledit sieur Montelon que le Roi entendoit le contenu en ladite response estre à l'avenir gardé comme lui avoit dit et déclaré le leur dire et prononcer, mais ne vouloit icelui seigneur qu'en fust fait edict ne qu'autrement son vouloir fust divulgué,

ne daretur occasio delinquendi; et que les crimineux ne se fiasent estre quittes en abjurant. La cour, laquelle response a ordonné estre enregistrée ez registres secrets d'icelles, et à ces fins, a esté delivrée à M^e Jan Pontac, greffier de la cour, auquel a esté enjoint ce faire, et néanmoins ont le premier et second presidents, conseillers et greffier susdit, et M^e Pierre Cantarel, un des notaires de la cour, juré aux saints Evangiles, touchant ez mains dudit sieur premier president, tenir secret le contenu audit papier, et outre ce a ordonné icelle cour que lesdits Brinon et Lachassaigne, presidents, Eyquem et autres conseillers en la cour absents, venus, leur sera ladite response communiquée de laquelle la teneur est telle :

« Memoire de ce que nous a esté dit par M. le president Montelon, garde des sceaux, en presence de M. le president Brinon :

» Primo, que tous sacramentaires seront condamnés au feu sans estre receus à abjuration.

» Item, que tous dogmatisants seront aussi condamnés au feu sans estre receus à abjuration.

» Item, que tous autres qui seront convaincus *probationibus aut confessionibus*, seront interpellés s'ils veulent abjurer et *in specie* fairont abjuration non generale et y seront receus dans deux mois, et abjuration faite en certifieront la cour par acte authentique, contenant la forme de ladite abjuration faite *in forma*, l'on leur ouvrira les prisons.

» Item, et s'ils sont negligents dans deux mois à abjurer, lesdits deux mois passés seront condamnés à faire amende honorable, une torche au point, nûes testes, et demanderont pardon à Dieu, au Roi et à la

justice, et neanmoins seront condamnés en amende pecuniaire envers le Roi.

» Item, tous les procès qu'avons portés, ensemble les adjournements personels, le tout renvoyé au parlement de Bordeaux pour y estre procedé comme dessus, et mesmement le procès de Melanthon. » — *Nota* que l'original de ladite response a esté mis à la petite tirete du petit coffre neuf, auquel sont mises les pieces secretes.

Le 15 decembre 1542, les chambres assemblées, a esté arresté et ordonné que les prisonniers, tant par appellation qu'autrement, chargés de crime d'heresie, seront expédiés en la chambre criminelle de la cour, suivant l'edict du Roi fait à Fontainebleau le 1^{er} juin 1540, et quant aux sacramentaires et dogmatisants en sera communiqué à la Grand-chambre avant proceder au jugement d'iceux, et venus les susdits deputés pour aller vers le Roi, sera advisé plus amplement sur l'expedition et forme de proceder à l'encontre desdits criminels chargés d'heresie.

Le 30 decembre 1542, M. le president Brinon, retourné de la cour, a dit et déclaré qu'à son partir, le president Montelon, garde des sceaux de France, lui avoit dit que le Roi entendoit que si aucuns personages, serviteurs de la reine de Navarre, estoient chargés de crime d'heresie que la cour n'en entreprist aucune cognoissance, mais qu'elle renvoyast audit seigneur et à MM. de son Conseil privé.

[1543]

Le 5 janvier 1542, M. Brinon, president en la cour, a, les chambres assemblées, dit et proposé que la

reine de Navarre lui avoit escrit certaines lettres missives, et envoié le double d'une lettre escrite par le Roi à ladite dame reine de Navarre, qui lui ont esté apportés par M. Richard Duplessy, advocat de ladite dame, lesquelles il a communiqué à la cour, suivant le commandement de ladite dame, faisant mention entre autres choses de la forme de la punition et correction que ledit seigneur Roi veut et entend estre gardée contre les chargés de crime d'heresie, qui est telle : que quant à ceux qui seront trouvés sacramentaires, il a esté ordonné qu'ils auront punition corporelle. Que les dogmatisants se desdiront publiquement afin d'en oster les erreurs qu'ils pourroient avoir semées avec quelque amende honorable et abjuration solennele. Et au regard de ceux qui auront commis quelque faute legere et de peu d'importance, ils seront tenus d'eux en confesser et promettre à leurs curés et vicaires de plus y retourner. Aussi ledit Duplessy a esté appelé, lequel a dit que la reine de Navarre lui avoit donné charge dire et declarer à la cour que jaçoit que le Roi ait evoqué à soi et son privé Conseil les procès d'aucuns personages prevenus et chargés de crime d'heresie, qui sont serviteurs, domestiques ou sujets du roi de Navarre et de ladite dame reine, que ce neanmoins le Roi avoit depuis baillé la forme de la punition des chargés d'heresie dont y en avoit plusieurs, et seroit chose fort longue et de grands frais à les mener devers le Roi et sondit privé Conseil. A cette cause qu'elle ne se vouloit aider pour sesdits serviteurs, domestiques et sujets de ladite evocation, pourveu que la punition s'en ensuivit, suivant l'edict et vouloir du Roi. La cour, eüe sur ce deliberation, a

ordonné qu'il sera envoyé vers la reine de Navarre l'un des conseillers de la cour pour lui remontrer si elle entend advouer la susdite creance de M^e Duplessy et que les procès desdits serviteurs et sujets, qui cependant sont poursuivis et à l'avenir le pourront estre pour raison desdits crimes, seront jugés et decidés selon les lettres du Roi et edict par lui fait, et renoncer à l'evocation octroïée par le Roi en faveur de sesdits serviteurs, officiers et sujets, et M. Pompadour a esté commis pour aller vers le roi et la reine de Navarre pour les affaires et autres de la cour.

Le 1^{er} febvrier 1542 ont esté prononcés les arrests par M. Calvimon, second president, auxquels a assisté M. de Lansac, garde du sceau, assis au siege des seneschaux.

Le 3 mars 1542 la cour, les chambres assemblées, a ordonné qu'il sera enquis par un des presidents en icelle, et MM. Moncault et Arnoul, conseillers, avec six des principaux procureurs de la cour, sur la vie et mœurs des poursuivants estre receus procureurs en icelle, et s'ils sont de la qualité contenüe en l'arrest du 15 febvrier 1538. Lesquels, veüe par la cour ladite inquisition, seront examinés en icelle, et où seront trouvés suffisants, de bonne vie et mœurs et de la qualité contenüe audit arrest, seront receus à serment de procureur en ladite cour.

Le 30 mars 1543, après Pasques, ont esté presentées à la cour les lettres de creation et establissement de quinze conseillers en la cour, c'est à scavoir : huit lais et sept clerks, et après avoir oui les gens du Roi, et eüe sur ce deliberation, la cour assemblée a esté ordonné que lesdites lettres seront leuës, publiées et

enregistrées, et que la cour envoie vers le Roi M^{rs} Eyquem, conseiller, et Beraud, advocat-general, lui remonstrer comment le ressort d'icelle est petit, outre ce qu'il y a beaucoup de pais maigre et intertile audit ressort, et qu'il y a grands arrerages deus aux presidents, conseillers et autres officiers de la cour sans lesquels, veu la modicité dudit ressort et infertilité dudit pais et grand nombre d'officiers, ils ne peuvent bonement vivre ne entretenir leurs estats. A quoi il plaira audit seigneur avoir regard, et faire rendre à ceux du parlement de Tholose les seneschaussées de Quercy et d'Armagnac, qu'ils detiennent du ressort de ladite cour, et autres pais et ressorts qui ont esté demembrés dudit ressort depuis l'erection et institution de la cour.

Le 4 avril 1543, lettre de la reine de Navarre au parlement contenant la descente de huit à neuf mile Espagnols et quatre cents chevaux qui s'estoient logés à deux lieues de Baïone. Ainsi signé : « La bien vostre, Marguerite, » et, au-dessus : « à Messieurs de la cour de parlement de Bourdeaux. »

Le 26 avril 1543 a esté jugé, à la requeste de recusation baillée à la cour par N... pour estre recusé M^e Arnault Ferron, conseiller en la cour, au procès pendant en icelle entre N..., pour ce que ledit Ferron avoit escrit et déclaré son opinion en son commentaire des coutumes de Bourdeaux et Bourdelois au second livre, au titre des testaments, § 8, et a esté arresté que ledit Ferron n'assistera au jugement dudit procès, mais qu'il n'en sera rien escrit sur ladite requeste, ni baillé par escrit ladite recusation audit N..., mais sera escrit au registre de la chambre.

Le 30 avril 1543, M^e Guillaume Lecomte, procureur-

general, a presenté à la cour certaines patentes du Roi, du 18 febvrier dernier, auxquelles est attaché sous le contre-scel certain extrait de la Chambre des comptes, contenant la creation de l'office de receveur perpetuel des deniers communs de la vile, dons et octrois de la vile de Bourdeaux et autres viles.

Le 10 mai sont venus en la cour messires Frederic de Foix, comte de Candale, et Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux, et ont remonstré à la cour avoir entendu que le Roi avoit fait un édict par lequel il establissoit un office de receveur perpetuel des deniers communs de la vile, et icelui edict avoir envoyé à la cour pour le publier. Aussi avoir fait ledit seigneur autre edict sur la visitation du sel, estant dans la vile et ailleurs, lequel avoit esté presenté au senechal de Guiene ou son lieutenant pour le publier, et qu'avant proceder à ladite publication il estoit bon et necessaire de remonstrer au roi de Navarre, son lieutenant-general en Guiene, les inconvenients qui en pourroient sortir, aussi que ladite publication pourroit estre grandement prejudiciable et dommageable à la chose publique de cette vile et des environs, et par ce estoit bon surseoir ladite publication jusques à ce qu'il auroit remonstré audit seigneur roi de Navarre les inconvenients et dommages qui en viendroient, qu'il les remonstreroit au Roi et en entendroit son bon vouloir pour après l'avoir entendu se gouverner selon icelui. Et ledit archevesque montrant le bon zele qu'il porte à la vile et à la chose publique d'icelle et du païs s'est offert d'aller remonstrer ce que dessus audit seigneur roi de Navarre, requerants lesdits s^{rs} de Candale et archevesque de Bourdeaux qu'il pleust à la cour leur

bailler sur ce son advis. Sur quoi la cour, les chambres d'icelle assemblées, euë deliberation, a esté d'advis de surseoir la publication dudit edict concernant l'erection et creation dudit office de receveur perpetuel de ladite vile, jusques à ce qu'elle aura entendu par ledit seigneur roi de Navarre le bon plaisir du Roi, et pour accompagner ledit archevesque vers ledit roi de Navarre, la cour a depute et commis M^e Pompadour, conseiller en icelle; et quant à l'edict concernant le sel que ledit s^r de Candale et archevesque de Bourdeaux en pourroient communiquer avec le lieutenant et autres officiers en la seneschaussée de Guiene.

Le 18 mai, les chambres assemblées, a esté ordonné que l'edict fait par le Roi sur la creation dudit office de receveur perpetuel des deniers communs de cette vile sera publié lundy prochain.

Le 22 mai est venu en la cour messire Frederic de Foix, comte de Candale, et a supplié la cour que son bon plaisir fust de surseoir pour ce jourd'huy à la publication dudit edict et jusques à ce qu'il aura nouvelles du roi de Navarre, vers lequel lui et ladite vile avoient envoié pour cet effect et attendoit la response de jour en jour, que la prière qu'il faisoit à la cour estoit pour le service qu'il devoit au Roi, bon zele et vouloir qu'il porte au profit de la vile et chose publique d'icelle, et aussi que les soubsmaire et jurats de la vile l'en avoient instamment prié et requis. Sur quoi la cour, eue deliberation, a déclaré qu'elle sursoiera la publication dudit edict jusques à vendredy prochain en attendant la response dudit seigneur roi de Navarre pour icelle entendüe y estre procedé ainsi qu'elle verra estre à faire.

Le 28, la cour a receu du roi de Navarre la missive, requeste et articles présentés audit seigneur par les soubz-maire et jurats de Bourdeaux, de laquelle lettre la teneur s'ensuit :

« Messieurs les jurats et habitants de la vile de Bourdeaux et Bourdelois m'ont fait presenter une requeste et articles par lesquels ils remonstrent plusieurs inconveniens et incommodités à venir pour la publication de certain edict de creation de deux offices, l'un de thresorier et l'autre de contreroleur des deniers communs de ladite vile, sur quoi, pour le desir que j'ai de me bien acquitter des charges qu'il a pleu audit seigneur me donner, je pense ne pouvoir mieux faire ne mieux m'adresser pour prendre bon advis pour son service qu'à vous. Pour cette cause, Messieurs, je vous envoie ladite requeste et articles vous priant affectueusement de les veoir, et sur iceux me donner advis de ce que puis et doibs faire pour le service dudit seigneur et bien de sondit pais, à ce que je l'en puisse advertir pour après nous y conduire, vous et moi, selon son bon plaisir et commandement et à tant je prierai nostre seigneur vous donner, Messieurs, ce que plus desirés.

» Escrit au Mont-de-Marsan, le 25 mai 1543. » Ainsi signé : « Le tout vostre HENRY. » Et au-dessus est escrit : « à Messieurs de parlement de Bourdeaux. »

S'ensuit la teneur de ladite requeste :

« Au Roi de Navarre, lieutenant-general du Roi et gouverneur en ses pais et duché de Guiene. Supplions humblement les soubz-maire et jurats, bourgeois, manants et habitants de la vile et cité de Bourdeaux et pais de Bourdelois, comme puis n'aguères le Roi a envoyé à la cour de parlement un edict par lequel ledit

seigneur erige de nouveau deux offices perpetuels, l'un de thresorier et l'autre de contreroleur pour prendre et recevoir les deniers communs, dons et octrois de la vile, à la charge d'en rendre compte à la Chambre des comptes à Paris, auxquels on constitue et ordonne pour raison de leur estat prendre sur le revenu d'icelle six deniers tournois pour livre, qui est, si le revenu de la vile vaut trente mille livres, quinze cents livres de gages pour les deux offices ou ceux qui y avoient accoustumé y estre mis et institué annuels, seulement par lesdits soubds-maire et jurats n'avoient de gages chacun que quatre-vints-dix livres tournois, et ainsi seroit diminué du revenu de ladite vile par chacun an de mille trois cents vint livres, et outre se subjecter et annihiler leurs privilèges, telles leurs possessions immemoriables, sans en rapporter pour le Roi aucun profit ni commodité comme il faisoit auparavant l'erection desdits offices, car quand il plaisoit audit seigneur commander aux suppliants lui delivrer aucune somme des deniers dudit revenu pour estre envoyée ou employée où bon lui sembleroit, ils, sans délaier ni differer, comme vrais obeissants, obtemperoient à son commandement, et qu'il soit vrai ont envoyé puis deux ans en ça à Baione plus de septvints mille livres.

Semblablement outre ledit edict, et auparavant icelui, a ledit seigneur envoyé au senechal de Guiene unes lettres patentes à publier, par lesquelles ledit seigneur veut et entend que le païs bourdelois paie la gabele du sel, qui leur seroit le cas advenant imposition et charge insupportable au moien de la pauvreté notoire. Ces choses considerées, Sire, et que si lesdites lettres et edict sortoient effect seroit directement contrevenir

à nostre autorité comme amplement le demontre les memoires et instructions cy attachées par lesdits suppliants vous presentent, contenant les incommodités et griefs qui pour ce adviendroient audit païs et vile. Plaise à vostre roiale Majesté advertir le Roi de tout ce que son bon plaisir soit nous permette et nous laisser jouïr de nos privileges, possessions immemorables, et libertés que ledit seigneur et ses predecesseurs nous ont octroïé, deüement confirmées, comme de tout apert par les memoires et instructions, et cependant faire tenir en surseoiance la publication et execution desdites lettres et edict, et lesdits suppliants seront tenus prier Dieu pour vostre haute Majesté, prosperité et longue vie. » Ainsi signé : LAVIE.

S'ensuit la teneur des articles.

Pour monstrier que l'erection de thresorier de la vile de Bourdeaux en estat roial et perpetuel, dont la provision en appartienne au Roi, et qu'il rende compte à la Chambre des comptes à Paris et pareillement de l'office de contreroleur, est contre l'autorité de monseigneur le gouverneur de Guiene et contre le profit de la vile de Bourdeaux et païs bourdelois, et la perdition et consommation d'une grande partie des deniers et où le Roi n'a aucun profit, avantage ne utilité, sera remonstré ce que s'ensuit :

Le premier grief de ladite erection fait à ladite vile est, par ce que le corps de la vile de Bourdeaux et habitants d'icelle sont privés du privilege à eux octroïé par le Roi de France de contract sur le traité de la reduction du païs, d'eslire chascun an un thresorier ou receveur de leurs deniers communs, pour en faire la distribution ainsi que par le maire,

soubs-maire et jurats seroit ordonné, et la fin de l'année leur en rendre compte et reliqua, et à la reddition de compte du thresorier pour savoir comment les deniers communs ont esté administrés, chacun des habitants peut assister, et à cette cause durant la reddition de compte dudit thresorier la grand porte et de toutes les chambres de la maison commune demeurent ouvertes.

Le second grief est que les deniers communs et revenus de ladite vile destinés pour estre employés en fortifications et reparations d'icelle seront à present en partie consumés ez gages desdits thresoriers et contreroleurs, auxquels le Roi par ladite erection ordonne à chacun six deniers tournois pour livres qui reviendra à quinze ou seze cents livres par an, où à present le thresorier n'a que six vints livres de gages et le contre-rolleur quatre vints livres, et par ce sont chargés de nouveau lesdits deniers par ladite erection de douze à quatorze cents livres par an. Aussi l'erection tenant, quand le thresorier ira rendre ses comptes à ladite chambre à Paris chacun an, lui sera taxé son voiage et vacation outre lesdits gages comme est accoustumé faire à tous comptables, qui sera pour le moins chacun an cent cinquante ou deux cents livres qui seront aussi prises sur lesdits deniers communs. Aussi faudra sur ledit revenu lors paier les espices et vacations de MM. de la chambre qui auront ouïs lesdites vacations. Et si ledit compte rendu et clos, estoit trouvé quelques deniers bons et restants ez mains dudit thresorier sera baillé auxdits sieurs maistres des comptes pour satisfaire à leurs gages, comme il est accoustumé faire à tous autres comptables, et cela est notoire, d'où s'en-

suit que lesdits deniers sont grandement chargés de plus de deux mille livres par an, qui ne profitent au Roi ne à la chose publique d'un seul denier, et d'où on pourroit faire plusieurs reparations et fortifications à ladite vile qu'en a autant de nécessité que vile de Roiaume, et n'est vraisemblable que le Roi l'ait entendu.

Pour le tiers grief sera noté qu'en ladite vile, qui est assise en pais maritime et de frontiere advient ordinairement de nouveaux negoces et affaires qui requièrent promptement en advertir le Roi et son lieutenant et gouverneur, et quelquefois sont lesdites affaires de telle importance qu'il est besoing d'envoyer deux ou trois jurats ou quelques autres notables personages de la vile pour le faire entendre. Aussi ordinairement est besoing reparer les murailles, fossés d'icelle et edifices qui y sont, remonter l'artillerie, faire provision de munitions, poursuivre les procès tant civils que criminels, et autres infinis affaires qui requierent prompte provision, ezquels le thresorier commis par la vile fraie et est contraint fraier par le simple mandement et decharge des jurats, expedier et fournir ce qu'ils ont accoustumé expedier, et estre alloüé en ses comptes, et où ledit thresorier estoit dilaïant ou refusant de fournir estoit quant et quant emprisonné, et à present celui qui sera commis par le Roi et sur lequel ne ses comptes lesdits jurats n'auront aucune administration ne pouvoir, ne leur rendra aucune obeissance, et ne fournira sinon et quand il lui plaira, et verra comme il est à croire certainement du paiement dont usent communement les receveurs et comptables qu'il aura plus fraié que reçu, ou qu'il ne

peut estre païé des fermiers; ou qu'il ne lui seroit alloué en ladite Chambredes comptes et autres frivoles excusations qui pourront tellement retarder les affaires qu'à l'advenir ne pourra estre donné aucun ordre, et s'en ensuivra l'entiere ruine de ladite vile et affaires d'icelle, et qui ne voudra user d'ignorance affectée, sera contraint confesser qu'autant vaudroit que le Roi leur ostast tous les deniers communs et administration d'iceux et abolir les corps et colleges, maison commune et toute la politique de ladite vile, et en bailler la seule administration au thresorier seul; et n'y a persone de sens et raison qui ne doibve juger que ceux qui en font la poursuite n'ont autre intention que de garder les deniers communs entre leurs mains, pour en faire commerce de marchandise et leur profit particulier, et que ladite erection ne procede que de cupidité et ambition. Pareillement est ladite erection contre l'autorité de M. le gouverneur du païs et duché de Guiene, car par arrest et ordonnance du Roi faite à grande et neuve deliberation, poursuivant M. de Lesparre, lors lieutenant-general pour le Roi en Guiene, l'an 1516, est expressement ordonné que le gouverneur, appellés ceux qui sont nommés en l'ordonnance, ordonnera chacun an quels deniers du revenu de ladite vile seront employés en reparations et autres affaires publiques et veoir les comptes de ladite vile et les faire rendre devant lui, pour scavoir comment ils sont employés, et par ladite erection ladite autorité lui sera ostée et baillée à ladite Chambre des comptes qui est chose insolite et deraisonnable, car comme il est notoire le lieutenant de Roi et gouverneur audit païs, sçaura beaucoup mieux discerner quelles choses sont neces-

saires à la fortification de la vile et du païs que ceux de la Chambre des comptes qui ne sont expérimentés ne instruits en tels actes, et est chose bien evidente et notoire que le Roi ne peut rapporter plus de profit si le thresorier de ladite vile est perpetuel et par lui commis, qu'il en rapporte à present, l'estat estant à la disposition des jurats, parce que quand il lui plait prendre les deniers, comme tout ce qu'il demande lui est baillé et employé reparations de Baione et ailleurs où il lui plaist commander, et de l'artillerie et munition de la vile, comme aussi la raison veut qu'il soit obéi, et ne trouvera le thresorier qu'il aura commis plus volontaire à fournir ce qu'il ordonnera que les jurats qui à present sont prests et obeissants à accomplir son vouloir; et ceux qui ont jugement et raison cognoissent asses que ceux qui poursuivent ledit office seront plus enclins à faire leur profit que celui du Roi et de la chose publique, et de ce est aisé à inferer qu'il n'y a commodité que la particuliere dudit receveur et contreroleur; et ne seroit à propos considerer que le Roi venderoit ledit office de contreroleur ainsi par lui commis et en prendre les deniers, car quand il lui plaira, il prendra tout le revenu de la vile et seroit plus d'utilité qu'il prist tout que de le mettre en la garde d'un thresorier cupide, ambitieux et insatiable. Sera advisé s'il sera bon remonstrer l'interest que le peuple peut avoir à la conservation des deniers communs pour ce quand quelques nouvelles impositions adviennent, et comme on veoid presque tous les jours à venir, les jurats ont accoustumé pour le soulagement du peuple y employer une partie des deniers communs, et la principale raison qui les meut, c'a esté pour ne

faire quotisation et taille, car c'est la chose qui plus desplait à ceux du païs, et qu'ils ont plus grand crainte d'introduire. Ensemble que veu le temps que ceux qui ont l'administration des deniers communs sont en evidente negligence de n'avoir remonstré ce que dessus au Roi et roi de Navarre, et à tout le moins avoir offert au Roi les deniers que celui qui en est pourveu a baillé, car de pareille declaration que ceux de Paris qui en ont esté eximés eussent joui. Et ne faut oublier que l'honnesteté que ceux de la vile ont accoustumé faire aux seigneurs et notables personages passants par la vile sera entièrement abolie et n'en sera fait qu'au vouloir du thresorier et à ce qu'il lui plaira, qui sera tollir à ladite vile la faculté d'acquerir des amis tant de ceux qui sont près de la persone du Roi que d'autres.

Sur quoi la Cour, les chambres assemblées, a arresté qu'elle en écrira au seigneur roi de Navarre, comme il est contenu ez lettres sur ce despechées, desquelles la teneur s'ensuit :

« Sire, nous avons veu ce que vous a pleu nous escrire du Mont-de-Marsan du 25 de ce mois, ensemble la requeste et articlès à vous presentés par les sous-maire et jurats de cette vile, et des lors que nous receusmes l'edict fait par le Roi de la creation des receveurs des deniers communs des viles de ce Roiaume, avions deliberé icelui publier, n'eust esté la remonstrance que nous fust sur ce faite par MM. de Candale et archevesque de Bourdeaux, laquelle avoit depuis entendue par ledit archevesque, present Geoffroi de Pompadour, conseiller du Roi en cette cour. Et quant au contenu de la requeste et articles à vous presentés

par lesdits soubz-maire et jurats, s'il vous plait en pourrés advertir le Roi comme de chose concernant la commodité de la vile et du païs. Sire, attendu que l'edict est general, non seulement pour Bourdeaux ains pour toutes les autres viles du Roiaume, et que la publication ne peut tollir le droit et moiens que lesdits soubz-maire et jurats pourroient avoir pour empescher icelle publication, avons deliberé le publier jeudy prochain sinon qu'il vous plaira nous mander que devons surseoir ladite publication. »

Le 2 mai 1543 ont esté présentées à la cour les lettres d'office de president en la chambre nouvelle des enquestes en la persone de M^e Guy de Brassac. Le 18 mai, les chambres assemblées, M. M^e Guy de Brassac a esté receu au serment de l'office de president en la chambre des enquestes nouvellement erigée en la cour.

Le 26 juin 1543 a esté ordonné que la cour ira comme cour en procession qui a esté ordonnée estre faite pour la paix, vendredy prochain, de Saint-André à Saint-Pierre, pour l'honneur de la feste dudit saint.

Le 2 juillet 1543, Nicolas Relion a présenté à la cour les lettres contenant le don de l'office de receveur et paieur des gages d'icelle à lui fait par le decès de feu Lombard, après qu'il s'est purgé, moienant serment, avoir fait dette diligence en cette vile pleges pour le fait de ladite charge et n'en avoir peu trouver, a esté receu par ladite cour moienant ce, et non autrement qu'icelui Relion sera tenu bailler caution jusques à la somme de dix mille livres tournois, par devant M^e G. Prahét, lieutenant criminel au siège de Saintes, et du bail de la caution certifier la cour dans quinzaine prochaine

venant, laquelle passée, en défaut de ce faire, icelle cour declare nulle icelle reception, moienant ce aussi qu'ice-lui Relion, soubz mesme serment, a promis de bien et loiaument exercer sondit estat et office et en ce faisant faire deüe diligence de recouvrer les deniers desdits gages, suivant l'assignation qui a esté et en sera faite par le Roi, et iceux recouverts et receus en faire incont-nents paiement aux presidents, conseillers et autres officiers de le cour; et pour l'exercice de sondit office, suivant l'ordonnance et edict du Roi faire residence en cette vile ou tenir et avoir en icelle en son absence commis idoine et suffisant pour ladite charge.

Le 7 juillet 1543 ont esté receus au serment des offices de conseiller en la cour du nombre de quinze, nouvellement créés en la cour, ceux qui s'ensuivent et audit ordre : M^{rs} Antoine Gautier, Dominique Ram, Louis Pontac, Jan Guilloche, nommés par la cour; Joseph Lachassaigne, François Baulon, Jan Monench, Leonard Alesme, Emery Gasc, Jan Mabrun, Pierre Ferran, Jan Calvimon, Mathieu Masparaute, Simon de Mung; le quinzième est le president *ut suprà* au 2 mai.

Le 11 juillet 1543, les chambres assemblées, a esté arresté suivant les lettres-patentes du Roi sur ce octroïées que pour la chambre nouvele des enquestes sera pris une maison estant en la rue du Petit-Judas, qui est joignant la muraille de la comptablerie, laquelle les habitants de ladite rue veulent donner au Roi pour accomoder au palais, en faisant faire au dessoubz un portail pour entrer audit palais, pour laquelle chambre dressée et faire ce qu'il appartiendra sera ladite maison visitée par MM. Brassac et Alis, appelés avec eux les

maitres experts qu'ils adviseront; lesquels ils feront besoigner au premier jour et continuer jusques à ce que ladite chambre ensemble la sale de l'audience criminelle, soient faites aux pilliers au travers du jardin de la comptablerie, se rendant à ladite chambre criminelle, et quant au portail, pour entrer de la rue au palais il sera advisé, et cependant, par provision et jusques à ce que ladite maison soit accommodée, les presidents et conseiller de la chambre criminelle iront tenir et expedier en la sale basse de la comptablerie, passant par le jardin, sans occuper la basse cour ne autres lieux et edifice de la comptablerie, et pour ce faire sera faite à la chambre de la gesne telle porte qu'il sera advisé pour entrer au jardin de la comptablerie et aller à la sale basse.

Le 13 juillet 1543 sont venus en la cour — chanoines de l'eglise collegiale Saint-Seurin, lesquels ont remonstré à la cour que messire Frederic de Foix, comte de Candale, avoit dit au chapitre de ladite église qu'advenant guerre audit païs, il fairoit demolir l'eglise et bourg Saint-Seurin. Par ce ont requis qu'il pleust à la cour pour retirer les reliques et thresor de ladite eglise leur bailler le grand couvent de l'Observance de cette vile, faisant retirer au petit couvent les religieux d'icelui grand couvent, de laquelle requisition a esté octroïé acte auxdits Delur et Desponde, chanoines.

Le 28 juillet 1543, M^e Jan Alesme, conseiller en la cour, a esté envoyé en la chambre criminelle pour scavoir si les presidents et conseillers de ladite chambre voudroient assister au jugement du procès de Melanton, lequel Alesme a rapporté que les presidents et conseillers n'y pouvoient vaquer au moien de ce qu'ils avoient

à vaquer à aller tenir leur audience. Aussi que ledit procès a esté instruit à la Grand chambre, mais pour assister au jugement dudit procès avoient deputé M^{re} Valée, Carle et Ciret, estants de ladite chambre criminelle et interpellé le president Lachassaigne d'assister au jugement dudit procès qui a dit n'y pouvoir assister, par quoi a esté ordonné qu'en la Grand-chambre sera jugé ledit procès, appellés lesdits Valée, Carle et Ciret, ce qu'a esté commencé faire.

Le 31 juillet 1543, messire Charles de Gramon, archevesque de Bourdeaux, a dit que la reine de Navarre lui avoit mandé par un gentilhomme de sa maison, que l'Empereur pour divertir le vouloir que les Allemans avoient à faire service au Roi avoit envoyé le sieur de Granvelt, son chancelier, ez Allemagne, faire entendre que les Allemans estoient mal traités en France par le Roi et ses officiers et qu'on les faisoit brusler et executer ignominieusement. Pareillement le duc de Saxe avoit escrit à ladite dame qu'un nommé Melanthon, prisonier, estant natif de ses terres, et parent proche de Melanthon qui est ez païs d'Allemagne, faisant grand service au Roi, et qu'elle avoit esté advertie que la cour vouloit proceder au jugement du procès dudit Melanthon, et attendu que le Roi est en persone au camp, seroit bon surseoir ledit jugement jusques à ce que le Roi en eust esté adverti et eust mandé à la cour son vouloir. Par quoi de par ladite dame a remonstré à la Cour ainsi le vouloir faire. Et, etie sur ce deliberation, a esté arresté que le jugement dudit procès sera différé jusques à ce qu'autrement en soit ordonné, et que la requeste et remonstrance dudit Gramon sera enregistrée pour la descharge de ladite

cour et d'icelui Gramon, ce qui a esté notifié audit Gramon qui a pris charge d'en advertir ladite dame.

Le 11 aoust 1543, M. le president Calvimon a remonstré à la cour que jeudy dernier, en l'audience, après que la cause entre N... fust plaidée, et que la cour se leva pour aller au conseil, ledit Calvimon avoit remonstré à M. Belcier, premier president, qu'il avoit un mois ou environ qu'un nommé N... avoit baillé requeste de recusation contre lui, laquelle avoit esté rapportée par M^e P. Lavergne et ne scavoit si elle avoit esté jugée, et pour ce qu'aucun du costé des conseillers clerks ne sceut dire s'il y avoit recusation admise ne autrement, dist au sieur premier president qu'il se transportast du costé des laïcs, où ledit Lavergne estoit, pour scavoir si ladite requeste avoit esté jugée et expédiée, ce qu'il fist et rapporta ledit Lavergne, lui avoir dit ne scavoir ce que c'estoit; à cette cause ledit Calvimon auroit opiné en ladite cause comme les autres, et pour ce que la cour opina derechef du costé des conseillers clerks, M^e Fronton Beraud, advocat-general, fils dudit M^e Pierre Beraud, partie au procès, avoit exhibé une requeste de recusation, baillée par ledit Tournier qui fust baillée au greffier de la cour, qui la monstra à aucuns des conseillers laïcs, et lorsque ledit premier president retourna vers eux, ils l'en advertirent, lequel après estre retourné du costé des conseillers clerks le dist audit Calvimon qui declara n'en avoir esté adverti, et fust la matiere finalement mise au conseil, et pour ce qu'il avoit entendu qu'aucuns de ses haineux s'efforcoient sans propos faire cas de ce, à cette cause il a requis que si aucun president, conseiller, greffier ou autre, l'avoit adverti de ladite

recusation qu'il le declarast, car lui offroit se purger par serment comme il se purgera, qu'il n'avoit jamais esté adverti de l'expedition de ladite requeste de recusation, et qui estoient ceux qui l'avoient rapportée et fait expedier, dont tous les presidents, conseillers et greffier ont dit n'estre souvenants qui l'avoit rapportée, ne qui avoit assisté, ne qu'ils en eussent adverti ledit Calvimon, ce qu'il a requis estre enregistré pour sa descharge.

Le 22 aoust 1543 sont venus en la cour M^{es} Bernard Lahet, Guillaume Lecomte et Fronton Beraud, advocats et procureur-general, lesquels ont présenté deux edicts faits par le Roi; l'un donné à Anzi au mois d'aoust, contenant la creation de deux offices de president ez deux chambres des enquestes; l'autre donné à Folembrai audit mois 1543, contenant la creation et erection de cinq offices de conseillers lais en ladite cour, outre ceux de la dernière creüe et le nombre ancien, requerants lesdits edicts estre leus, publiés et enregistrés suivant le vouloir du Roi, pourveu que lesdits presidents ne prendront leurs gages que du jour de leur reception, non de la date des lettres comme ledit edict est contenu, pourveu aussi qu'ils ne seront païés d'iceux gages quant aux amendes ordonnées sur le receveur des exploits et amendes, sinon les charges ordinaires de la cour païées et portées. Sur quoi, eüe deliberation, la cour, les chambres assemblées, a ordonné qu'au premier jour l'edict de la creation et erection de deux offices de deux presidents ez dites chambres des enquestes sera leu, publié et enregistré, et avant proceder à aucune publication dudit edict de la creation et erection desdits cinq conseillers lais, la

cour a ordonné que M. Lachassaigne, president, et Roffignac, conseiller, seront envoyés vers le Roi et M^{rs} de son conseil privé pour leur remonstrer les moiens et raisons qui leur seront baillés par escrit par ladite cour.

Le 20 juillet 1543, l'archevesque de Bourdeaux a remonstré à la cour le desordre et l'audace des Luthériens en son diocese, et tellement que ceux qui n'eussent osé qu'à cachetes porter des propositions hœretiques à present les preschoient publiquement et que ces desordres procedoient de ce que la poursuite et punition exemplaire ne se faisoit telle contre lesdits Luthériens et autres hœretiques que l'on avoit accoustumé, et qu'à son advis la cour devoit deputer aucuns conseillers d'icelle devers le Roi pour scavoir son vouloir et intention concernant la punition, et supplia la cour vouloir ce faire et ne l'espargner ne ses biens ne les autres prelates de leur ressort pour les frais que pour ledit voiage conviendrait faire, attendu que c'estoit leur principale charge et à quoi chacun des praelats devoit le plus avoir l'œil, et que le Roi estant dernièrement à Angoulesme lui avoit dit, presents M. de Saint-Pol, le cardinal de Tornon, et president Montelon, qu'il vouloit et entendoit qu'aucun sacramentaire ne fust admis à abjurer ains fust puni de pene de mort, et le semblable des dogmatisants, et quant à ceux qui avoient dit quelques propositions mal sentants de la foi et qui ne vouloient estre pertinaces qu'ils fussent admis à abjuration publique. Et si après estoient trouvés qu'ils tinssent semblables propos seroient punis comme relaps. Derechef supplia la cour deputer ceux qui fairoient le voiage, et cependant ne laisser de

procéder contre ceux qui seroient accusés et en ce faisant suivre le vouloir dudit seigneur et ce dont l'on usoit en la cour de parlement de Paris. Et, à ce propos, allegua qu'il avoit le premier president de Paris, Liset, comment ladite cour prenoit ou pouvoit prendre cognoissance des hœretiques, attendu que c'estoit crime purement ecclesiastique, et que la cognoissance par la disposition du droit en estoit et appartenoit aux prelates, et que ledit premier president lui avoit respondu que la cour estoit très bien certaine de ce que dessus, et qu'aussi en laissoit-elle faire auxdits prelates quant à declarer si les propositions estoient hœretiques ou catholiques, mais après que lesdites propositions avoient esté déclarées hœretiques, la cour avoit advisé pour le mieux qu'elle debvoit proceder contre ceux qui seroient atteints et convaincus et les punir corporellement, non seulement comme hœretiques, mais comme seditieux et perturbateurs de la Republique; et par ladite cour a esté dit qu'il seroit enjoint au procureur-general du Roi porter devers icelle les defauts et faire executer les adjournements contre ceux de la qualité susdite qui n'auroient esté ajournés, et ledit archevesque a supplié la cour lui permettre faire declaration en icelle si le procureur-general ne faisoit sa charge ou diligence telle que le cas le requeroit.

Le 3 septembre 1543, ouïs les gens du Roi, M^e Hugues Casaux, conseiller du Roi en la cour, a esté receu au serment de l'office de second president de l'ancienne chambre des enquestes, et lui a esté remonstré s'il entendoit prendre ez procès de commissaires qui s'expedieront en ladite chambre des enques-

tes, comme un des présidents en la cour, attendu que les présidents des chambres des enquestes du parlement de Paris ne prennent ez procès des commissaires que comme un des conseillers. Ledit Casaux a dit que par ses lettres de don dudit office est mandé le faire jouir de mesmes droits que jouissent les autres présidents ez chambres des enquestes de ladite cour, ce qu'il entend faire, sur quoi a esté remis à en deliberer.

Le 5 septembre 1543 est parti M. Cosages pour aller en cour vers le Roi et MM. de son Conseil privé pour le fait de l'edict nouvelement fait par le Roi de l'erection de cinq conseillers en la cour et autres affaires.

Ledit jour, les chambres assemblées pour l'expedition de la chambre ordonnée durant les vacations, se sont offerts au refus des plus anciens, M^{re} Calvimon, president; Caldenet, Balsac, Carle, conseillers clerks; Moncault, Pomiès, Alis, Amelin, Longa, conseillers laïcs, et outre le nombre de huit ordonné par le Roi, scavoir, trois clerks et cinq laïcs, M^{re} Brassac, Eymar, Alesme se sont offerts servir en la chambre pendant le temps des vacations.

Le 2 octobre a esté arresté qu'en evenement que M. de Lur ne demeure que huit ou dix jours, que cependant Joseph Lachassaigne seroit en son lieu, et ledit de Lur auroit les gages ordonnés par le Roi, et en evenement que ledit de Lur ne vienne, lesdits gages accoinsteront à M^{re} Eymar et Alesme, servants à ladite chambre ordonnée durant les vacations, attendu qu'ils sont outre le nombre contenu par les lettres-patentes du Roi, et que par icelles ne leur est donné gages.

Le 3 novembre 1543, la cour a ordonné que demain

sera faite procession generale pour le bien et profit du Roi et du Roiaume et de la paix, et que de l'eglise Saint-André l'on ira jusques au grand couvent des Cordeliers, et sur ce que M^e Jacques de Pontac, doien, et de Lachassaigne, chantre Saint-André, ont requis qu'après le sermon fait audit couvent, que les prestres des eglises paroissiales et autres qui auront assisté à ladite procession les accompagneront au retour jusques à ladite eglise metropolitaine, leur a esté déclaré que la cour assemblée à la Saint-Martin prochain venant, y sera delibéré.

Registre secret commençant le 12 novembre 1543.

Entrée : *ut supra*. Le 13, la cour a delibéré sur le partiment et division des chambres durant cette semaine seulement et sans tirer à consequence.

Le 21 novembre 1543, la cour, les chambres assemblées, eüe sur ce deliberation, a ordonné que l'edict de la creüe de cinq conseillers en la cour sera publié, et qu'avant que l'edict de la creüe d'un huissier en la cour soit publié, que les autres huissiers seront ouïs. Aussi a ordonné que premier que publier l'edict de la creation d'un office de contreroleur pour les bleds, vins et autres denrées, déclarées par icelui, que les maire, soubz-maire et jurats seront ouïs pour après estre sur ce ordonné comme de raison.

Le 7 decembre 1543, la cour, attendu le rapport des presidents et conseillers en la chambre des enquestes faits de M. Calvimon et Ferran, conseillers, qu'ils les ont veu opiner ez procès que l'on a jugé ezdites chambres depuis leur reception, et qu'en ce faisant ils se sont bien acquités, a ordonné, les chambres assemblées,

que lesdits Calvimon et Ferrand opineront à l'avenir et rapporteront procès en la cour comme l'un des autres conseillers en icelle, nonobstant la suspension d'un an qui avoit d'eux esté faite en leur reception de conseiller.

Le 13 decembre 1543, après avoir veu en la cour les incommodités deduites par les jurats de Bourdeaux contre la publication de l'edict fait nouvellement par le Roi d'un contreroleur qui prendroit sur chacun tonneau de vin, bled et autres marchandises un sol, a esté arresté que lesdites incommodités seront données à entendre au Roi pour après avoir déclaré sur ce son bon plaisir et vouloir en estre fait droit.

Le 22 decembre 1543, la cour, les chambres assemblées, après avoir veu certaines missives de la reine de Navarre quant à la reception de M^e Charles Candeley à l'office de conseiller en la cour, a ordonné que M. le premier et quart president et deux conseillers se transporteront devers le roi de Navarre et ladite dame, auxquels remontreront la procedure faite sur la reception dudit Candeley et autres choses contenues par ladite procedure, de laquelle leur a esté baillée copie. Aussi ledit jour sur les lettres-patentes obtenues par M^e Odet Dupont, par lesquelles ledit Dupont est pourveu de l'office de conseiller en la cour du nombre des cinq nouvellement erigés, où le procureur-general qui a dit ne scavoir dire chose qui peut empescher sa reception, et estant sorti M^e Jan Alesme a dit avoir esté appellé par l'evesque de Condom et son vicaire pour assister au jugement d'un procès auquel est question de crime d'hæresie, en jugeant lequel procès ledit Dupont avoit esté condamné à abjurer quelques propositions qu'il auroit tenues, ce qu'il auroit fait.

Sur quoi ladite cour a ordonné que le procureur-general communiquera dudit affaire aux advocats du Roi en icelle qui verront les lettres dudit Dupont et s'informeront plus à plein de ladite procedure.

[1544]

Le 2 janvier 1543, lettres contenant evocation du procès pendant en la cour entre M^e Charles Candeley requerant estre receu à l'office de conseiller en la cour, au Roi et à son conseil privé.

Le 5 janvier 1543, la reine de Navarre a fait response aux deputés de la cour qu'il estoit requis juger les recusations baillées par ledit Candeley contre aucuns de la cour et après enquerir si ledit Candeley est relaps et s'il estoit trouvé tel qu'elle n'en parleroit plus, mais s'il se trouvoit autrement en parleroit au Roi veu qu'il avoit esté rehabilité par le Pape, qui avoit puissance de ce faire, et le secourroit de tout son pouvoir.

Le 11 janvier 1543, la cour, les chambres assemblées, a ordonné, ouïs les gens du Roi, que le procès et procedure faite en icelle sur la reception de conseiller en la cour poursuivie par ledit Candeley pourveu par le Roi dudit office seront envoiées au Roi, suivant la teneur des lettres d'evocation par ledit seigneur octroiées sans y envoyer les requettes de recusation presentées audit procès non jugées ne inventorisées.

Le 11 janvier 1543, ouïs les gens du Roi, qui ont requis qu'avant proceder à la reception dudit Dupont, le Roi fust adverti de ce que dessus, du 22 decembre dernier, eüe deliberation, la cour, les chambres assemblées, a ordonné et ordonne que le procureur-general faira porter en icelle, dedans quinzaine prochain

venant, les informations et autres pièces de la procédure faite audit Dupont par l'evesque de Condom, tant sur le crime d'hœresie que autres cas si aucuns en y a, ensemble la sentence sur ce baillée et execution d'icelle, et pour ce faire sera expédié au procureur-general compulsoire contre ledit evesque et ses officiers et tous autres pour ce fait estre procedé ainsi que de raison.

Le 11 janvier 1543, en jugeant la requeste de recusation présentée par N... contre M^e Eymar, conseiller du Roi en la cour, fondée sur l'inimitié que ledit N... soi-disant prochain parent de M^e Alis, conseiller, dit estre entre ledit Eymar et Alis, et par le moien de telle inimitié ledit Alis avoir esté recusé comme allié dudit Eymar, et la recusation admise. La cour a ordonné et ordonne que doresenavant ez procès desdits Alis et Eymar ils n'assisteront l'un aux procès de l'autre; mais quant à leurs parents et alliés les recusations qui en seront présentées fondées sur l'inimitié pretendue d'entre lesdits Alis et Eymar, ne seront admises et n'y aura la cour aucun regard, et les requestes présentées par ledit N... pour recuser ledit Alis et autre, tant contre ledit Alis qu'Eymar, fondées sur ladite pretendue inimitié, seront déclarées et à ces fins l'original d'icelles sera remis devers le greffe de la cour, ce qu'a esté déclaré auxdits Alis et Eymar, et quant au susdit procès d'entre ledit N..., ledit Eymar s'abstiendra d'y assister et opiner.

Le 18 janvier 1543, lesdits Lahet et Comte, advocat et procureur-general, ont dit avoir veu certaines lettres présentées à la cour par N..., par lesquelles est mandé à M. M^e Guy Brassac, conseiller du Roi et president

de la seconde chambre des enquestes, et Christofle Roffignac, aussi conseiller dudit seigneur, vicaires subdelegués par Nostre S. P. le Pape pour cognoistre du rescript obtenu par N... et à chacun d'eux proceder à la decision dudit rescript, appellés avec eux et chacun d'eux deux conseillers d'icelle seulement, tels qu'ils verront estre à faire, nonobstant les arrests ci-devant sur ce donnés en la cour, lesquelles lettres ont dit estre subreptices et telles qu'avant obtemperer à icelles le Roi doit estre informé des causes de subreption.

Pareillement ledit jour, lesdits Lahet et Comte ont présenté à la cour l'edict de la creation et nouvelle erection d'une chambre des enquestes, lequel edict ils ont dit leur avoir esté par M^e Ciret en presence d'un notaire, auquel auroit demandé acte de la presentation et sommé d'en poursuivre la publication, laquelle requierent estre faite suivant le vouloir du Roi.

Le 25 janvier 1543, les chambres assemblées, la cour eüe sur ce deliberation si l'ordonnance moderne contenant que si les procès seront concluds et arrestés s'il passe d'une voix aura lieu ez procès criminels et si ezdits procès, quand punition corporelle s'en ensuivra, suivant qu'on a accoustumé faire en la cour de ceans, jugement et arrest se conclurra *in mitiorem*. A esté arresté que le Roi sera informé pour scavoir s'il entend ladite ordonnance aura lieu ezdites matières criminelles, aussi sera informé comme on en use en la cour de parlement de Paris.

Ledit jour a esté arresté que l'edict de l'amortissement des rentes constituées sur les maisons de viles et fauxbourgs du ressort de la cour, donné à Compiègne au mois d'octobre 1539, sera leu, publié et enregistré

ez registres de la cour, suivant les lettres-patentes dudit seigneur du 21 decembre dernier et ce sans aucune modification.

Ledit jour a esté arresté, lesdites chambres assemblées, que le procès d'André Melanthon sera veu et jugé et à ce sera vaqué au premier jour, et avant prononcer l'arrest le Roi sera adverti de l'arresté, aussi la reine de Navarre de l'advertissement que la cour en fera audit seigneur.

Ledit jour pareillement a esté arresté que l'edict d'erection de la chambre des enquestes du palais donné à Loumai au mois d'aoust dernier sera leu, publié et enregistré en la cour.

Le 6 febvrier 1543, M^e Fronton Berault, advocat-general en la cour, a mis devers elle certaine response qu'il a dit lui avoir esté faite au conseil privé du Roi, sur les points dont la cour lui avoit baillé charge. Response aux articles de la cour de parlement à Bourdeaux. Quant aux evocations sera gardé l'edict de la Bourdeziere. Quant aux renvois des requestes de Paris a esté ordonné qu'il y aura chambre des requestes à Bourdeaux et que ceux du ressort y seront convenus par les privilegiés. Quant à la cognoissance que le grand conseil entreprend des causes des cardinaux, il y sera pourveu. Quant au lieu de la comptablerie, les gens tenants le parlement adviseront avec le comptable que la nouvelle chambre soit mise au lieu le plus prochain des autres chambres et plus commode, et aussi qu'il soit pourveu au comptable. Les gens du Roi s'enquerront si ceux qui demandent estre receus en la cour seront de bonne renommée et estimation principalement quant à la foi et religion, en fairont leurs

remonstrances à la cour qui, sur ce faire droit, et ne permettra qu'aucuns notés et diffamés mesmement que dessus soient receus ez offices d'icelle cour, aussi pourveoirà qu'à l'occasion de ce ne soit fait calomnie à aucun. Par le trepas de celui qui a resigné son office et est mort en possession d'icelui un an après ladite resignation d'icelui, ledit office vaque et ne doit le resignataire estre receu, et s'il a été receu ledit office est ce nonobstant vaquant et impetrable. Si l'on trouve fraude ez saufconduits, les impetrants et ceux à qui ils ont fait transport doivent estre punis de l'effect d'iceux, et outre ce, ceux qu'on trouvera avoir commis la fraude doivent estre punis selon la qualité de la faute et delict. Fait au conseil du Roi tenu à Fontainebleau le 22 janvier 1543. Signé François ROCHETEL.

Le 8 febvrier 1543, lettres-patentes par lesquelles M^e Fronton Berault, advocat-general, est commis pour faire saisir tous les deniers qu'il trouvera consignés et déposés tant au greffe de la cour, qu'au greffe des seneschaux et juges inferieurs et tous autres deniers qu'il trouvera ez mains des commissaires deputés au regime des biens et fruits sequestrés par autorité de justice, de la presentation desquelles lettres a requis acte.

Le 9 febvrier 1543, M. M^e François Laguionie a esté receu au serment de l'office de conseiller clerc en la cour duquel a esté pourveu par le Roi par la promotion de M. M^e Christofle Roffignac en l'office de conseiller en la cour de parlement à Paris, et ce fait a esté installé en la Grand-chambre par M^e Nicolas Arnoul, plus ancien conseiller en ladite chambre, absents M^{es} Valée et Moncaut plus anciens conseillers

de ladite Grand-chambre; et en la première chambre des enquestes a été ledit Laguionie installé par M. M^e Sauvat de Pomiès, conseiller et president en ladite chambre, en laquelle a esté receu à servir pour le present parlement à cause que ledit Roffignac au lieu duquel ledit Laguionie a esté pourveu estoit de la première chambre des enquestes, et ce du consentement de M^e Guy de Brassac, conseiller et president en la seconde chambre des enquestes; moyenant ce que s'il advient à vaquer aucun office de conseiller d'aucun estant en la seconde chambre, que celui qui sera pourveu en son lieu sera installé par ledit Brassac ou autre president en la seconde chambre et servira en icelle chambre pour le parlement auquel sera receu.

Le 11 febvrier 1543, lettre missive du Roi par laquelle est mandé à la cour congedier M^{es} Valée, Valier et Bouchier, conseillers en la cour, pour se rendre à Paris, le premier mars, afin d'assister au jugement du procès de M^e Guillen Poiet, naguères chancelier de France.

Le 18 novembre 1532, *suprà* (1). La cour a delibéré sur le service que les conseillers fairoient aux chambres et lesquels en seroient et des seze anciens qui doibvent estre à la Grand chambre, scavoir est : M^{es} Baussay, Lagear, Dibarolla, Valée, Lachassaigne, Ferron, Moncaut, Ciret, Pomiès, Tustal, Arnoul, Dufief, Caldanet, Balsac, Alis, Camain, a esté ordonné que M^e Baussac au lieu de Pomiès, Arnoul au lieu de Valée, Moncaut et Tustal serviront en la chambre de la Tournelle, et des autres seze conseillers scavoir est :

(1) Les paragraphes suivants sont interposés dans le manuscrit.

M^{es} Brassac, president des enquestes; Ferran, Delort, Chaumon, de Lanta, Pompadour, Labarde, Longa, Amelin, Bouchier, Lacombe, Belavoine, Carle et Couillaud; a esté ordonné que M^{es} Lacombe, Belavoine, Carle et Couillaud serviront à la Tournelle; et par ce reste qu'à la Grand-chambre serviront conseillers : M^{es} Laguear, Dibarolla, Valée au lieu d'Arnoul, Lachassaigne, Ferron, Ciret, Pomiès, Defief, Caldanet, Balsac, Alis, Ferran, au lieu de Camain; à la chambre des enquestes serviront conseillers : M^{es} Camain, Delort, Chaumon, Lanta, Pompadour, Labarde, Longa, Amelin, Bouchier, Valon et Faiard.

Le 1^{er} decembre 1533 a esté arrêté que serviront en la Grand-chambre : MM. le premier, second et quart presidents, M^{es} conseillers : Laguear, Dibarolla, Valée, Lachassaigne, Ferron, Ciret, Caldanet, Balsac, Alis, Ferran, Chaumon; aux enquestes : M^e Pomiès, president en ladite chambre; conseillers : M^{es} Moncaut, Delort, Lanta, Pompadour, La Barde, Bouchier, Longa, Faiard, Lacombe, Carle, Bagès, et sur ce a esté dit que ledit Moncaut servira à ladite chambre pour cette année, sans prejudice du droit de son antiquté pour raison de laquelle ce nonobstant. Au role de MM. de la Grand-chambre aussi à ladite chambre des enquestes; à la Tournelle, M. le president Bohier; conseillers : M^{es} Tustal, Arnoul, Defief, Camain, Amelin, Belavoine, Couillaud, Valon.

Le 3 decembre 1537, *suprà*. A esté arrêté, les chambres assemblées, comme dessus, qu'à la Grand-chambre serviront pour ce parlement, M^{es} Dibarolla, Valeé, Lachassaigne, Caldanet, Moncaut, Balsac, Dufief, Alis, Camain, Chaumon, La Barde, Bouchier,

de Lur, Couillaud, Lacombe, Maisonneuve. Aux enquestes, M^{rs} Lanta, Pompadour, Valon; pour cette année, Carle, Brassac, Alesme, Lavergne, Casaux, Ciret, Eyquem, Gay.

[1544]

Le 14 febvrier 1543, lettre de la reine de Navarre à la cour par laquelle la dame prie icelle cour vouloir adviser combien il se pourra trouver de gentils compaignons en cette vile pour faire service au Roi et garder la vile, s'il en estoit besoing, et lui en faire incontinent scavoir le nombre. Lecture faite de ladite lettre, la cour, les chambres assemblées, a ordonné que les quatre presidents d'icelle, appellés avec eux MM. Alis, Arnoul, Valon, Carle, conseillers, et Brassac, conseiller et president de la seconde des enquestes, s'assembleront huy heure de trois heures après midy pour adviser et faire rediger par escrit, toutes les choses qui verront necessaires pour le fait du contenu de ladite missive de ladite reine de Navarre, pour ce fait, et devers la Cour rapporté, en estre par elle, les chambres assemblées, ordonné ce que de raison. Pendant laquelle deliberation ont esté mandés en la Cour M^e N..., lieutenant-general en la senechaussée de Guienne; N..., prevost, clerk et jurats de la vile; N..., capitaine de la vile; N..., lieutenant du capitaine du Chateau du Ha; N..., lieutenant du capitaine du Chateau-Trompette, auquel lieutenant-general, après avoir fait lecture de ladite messive, en presence des susdits, a esté enjoint scavoir au vrai le nombre des gens de deffense, des quels harnois armés se pourra recouvrer en la prevosté d'Entre-deux-Mers et aux juridictions roiales circon-

voisines et aux habitants de la senechaussée de Guienne. Auxdits prevost et jurats a esté aussi enjoint de promptement s'informer et scavoir au vrai quel nombre de gens de deffense et de quels harnois armés se pourra recouvrer en ceste vile et banlieue d'icelle; cependant aura esté enjoint faire double guet et de tenir et faire tenir bonne garde aux portes de la vile, de veoir la provision de bled que chacun des habitants de ladite vile a en sa maison, et ceux qui se trouveront à en avoir provision les contraindre à en faire selon leur faculté. De faire faire commandement aux habitants de la ville que chacun ait incontinent à faire bon vrai rapport à son jurat des gens qu'il aura en sa maison; et ceux qui tiennent hostellerie et cabarets de faire chacun jour rapport par escrit, contenant ledit rapport le nom, cognon, nativité et demeure ordinaire des hostes et autres habitants demeurants en leur maison, d'envoyer hors ladite vile ceux qu'ils trouveront vagabonds ou bien les employer aux œuvres de la vile; de scavoir avec les maistres de navires estants à present au devant le port et havre de ladite ville le nombre de gens qu'ils ont pour la conduite et deffense d'iceux; ensemble le nombre de l'artillerie. Au capitaine de la vile a esté enjoint aller en personne ouvrir et fermer les portes de la vile ou y envoyer, estant empeché d'empechement legitime, personnage fidèle. A N..., lieutenants du Chateau du Ha et Chateau-Trompette a esté enjoint de faire bon guet, et à icelui aller en personne et de ce qui sera necessaire auxdits chateaux pour la deffense d'iceux advertir promptement leurs capitaines.

Le 21. Il a esté ordonné que les articles redigés par escrit par les commissaires deputés par la cour conte-

nant ce qui est necessaire pour la deffense de cette ville, seront envoyés à la reine de Navarre, en absence du roi de Navarre, ce qui a esté fait ledit jour, et baillés avec les missives d'icelle cour à M^e Chalup, lieutenant particulier de Basas.

Le 3 mars 1543, M. Antoine Gaultier, conseiller en la cour, a présenté ces lettres-patentes du Roi avec requestes par ledit Gaultier présentée audit seigneur et à son conseil privé, par lesquelles est mandé à la cour faire justice dans trois mois prochains à compter dujourdhuy de l'injure qu'il pretend lui avoir esté faite et dite par M^e Pierre Lavergne, aussi conseiller du Roi en la cour.

Le 14 mars 1543, les gens du Roi ont requis l'intérimement, verification et publication de l'edict fait par le Roi de la creation d'un office de controleur de la bourse commune des marchands frequentants les rivières, par eux ci-devant présenté, nonobstant qu'il ait été ordonné que ledit edit sera monsté au syndic desdits marchands.

Le 22 mars 1543, la cour, les chambres assemblées, après avoir veu l'ordonnance faite par icelle, le 7 mai 1541, sur la forme et ordre qu'elle tiendra à l'entrée prochaine de Marguerite de France, reine de Navarre, a ordonné qu'elle tiendra mesme ordre qu'il est contenu par ladite ordonnance, et qu'outre ce, attendu l'augmentation d'une chambre qu'il y aura six conseillers de la cour outre le nombre de dix-huit, contenu par ladite ordonnance, et qu'au devant de ladite dame iront M. N..., premier et second presidents en la cour, vestus de leurs robes rouges et chaperons longs; de la Grand-chambre six, N... de la première

chambre des enquettes, M. Pomiès, president de ladite chambre, et cinq conseillers, N... De la seconde chambre des enquettes, M. Brassac, president en icelle, et cinq conseillers, N... De la chambre criminelle, six conseillers N..., les tous estants vestus de robes noires avec leurs chaperons longs.

Le 23 mars 1543, la reine de Navarre a fait son entrée en cette vile par le portail du Caillau, auquel les susdits presidents et conseillers ont esté pour la saluer, et lui fust faite la harangue par ledit Belcier, premier president, et de là s'en alla ladite dame passant par rue Poitevine et des Piaiadour à l'eglise Saint-André.

Le 24 mars 1543, la cour, les chambres assemblées, advertie que la reine de Navarre avoit deliberé venir ouïr la messe en la chapelle du Palais et, ce fait, venir en ladite cour, a ordonné qu'au devant ladite dame jusques à la chapelle iroint M. Lachassaigne quart president, absent le tiers, Pomiès president des enquettes et huit des conseillers de ladite cour, et les autres presidents et conseillers de la cour demeureront en icelle pour recevoir ladite dame, ce qui a esté fait. Et ladite dame arrivée, après deux grands revers par elle faites, l'une à l'entrée, l'autre au dedans du parquet du plaidoié, auquel ladite cour estoit assemblée, s'est assise en une chaise de velours violet cramoisy, qui lui avait esté preparée, à l'endroit du lieu auquel est le siège du greffier de la cour, et le premier, second et quart presidents, absent le tiers, se sont assis au lieu auquel les gens du Roy ont accoutumé estre assis seant la cour au haut du parquet, et le greffier de ladite cour au milieu du siège auquel ont accoutumé estre

assis les Nobles, aiant son tableau au devant de lui, et au lieu auquel les officiers des senechaussées se mettent, ont esté assis du costé de ladite dame et bien loing d'elle, messire Geraud Roussel, l'evesque d'Oleron et abbé de Cleyrac, et l'escuyer Carbon, seneschal de Basadois, et au derrière d'eux, au haut du siège se sont assises : la senechale de Poitou, la marquize de Saluces, et la dame de Gramon, que ladite dame avoit retenu avec elle. Et, ce fait, après que ladite dame a eu commandé à aucuns personages qui estoient demeurés audit parquet, tant hommes que femmes, qu'ils sortissent et n'y demeurast que ceux de ladite cour, a dit que deux choses principalement l'avoient fait venir en la cour, l'une pour en l'absence du roi de Navarre remercier la cour de la justice qu'icelle cour avoit toujours fait audit seigneur roi de Navarre et à elle en leurs affaires et procès tant leurs propres que de leurs sujets dont avoit grand moien se contenter autant que de cour souverainé de France. L'autre pour communiquer à la cour d'aucuns affaires du Royaume et nouvelles du Roi, qu'elle a receu que l'Anglois a deliberé venir envahir et conquerir ce pais de Bourdelois et duché de Guienne, et pour ce faire fait amas de quarante ou cinquante mille hommes, pour obvier à laquelle entreprise est requis faire en cette ville grande provision de bois pour chauffage, faire faire quarante ou cinquante moulins à bras ou à chevaux, provisions d'armes et d'artillerie et aux provisions necessaires pour la tuition et deffense de ladite vile. Ce faisant elle fera entendre au Roi le bon vouloir que ses sujets de ses pais et duché de Guienne ont envers lui et aura meilleur moien de la supplier

soulager des deniers qu'elle voudra emprunter sur les habitants de cette ville et pais susdits. Et outre ce en faisant chacun des habitants de cette ville son devoir audit affaire ledit seigneur aura meilleure occasion d'oster et tollir plusieurs subsides qui avoient esté mis et imposés audit pais. A dit aussi qu'il est requis demain faire procession generale pour la bataille qui se doit demain donner en Piedmont par le seigneur d'Anguien au marquis de Guast, l'issue de laquelle bataille est à craindre, car si l'honneur demeueroit audit marquis de Guast, il seroit à doubter que grand partie de l'Italie qui pourroient estre alliés et confederées avec le Roi seroient au contraire. Il remontre aussi qu'il faut se donner garde de plusieurs qui servent d'espies pour l'Empereur, comme religieux don s'en est trouvé d'un coup à Genes quinze ou vint religieux françois, offrant servir d'espies pour gagner deux ou trois cents escus, et, après longs propos tenus par ladite dame, de la punition de ceux qui sont chargés d'hœresie a exhorté et prié la Cour vouloir punir et faire bruler les vrais hœretiques, sauver les innocents et avoir pitié des prisonniers et detenus. A dit qu'en la cour tous doibvent estre vus sans user de partialité, car a esté advertie qu'en recusant un, en faut recuser vint ou trente, aussi qu'aucuns donnent crainte aux autres tellement qu'ils n'osent parler. A dit aussi que non comme lieutenant du Roi et gouvernante de Guienne, mais comme fille de France et sœur du Roi qui lui a mandé faire son entrée en cette vile a fait entrée en icelle par le moien de laquelle a prié la cour la vouloir faire jouir du privilege octroïé à elle et à ses predecesseurs estants de sa qualité, qu'elle a dit estre contenu au livre des

fleurs des lis, estants en Saint-Denys en France, et en ce faisant qu'elle puisse faire ouvrir les prisons et mettre hors icelles les prisonniers par ses M^{es} des requestes et aumosnier, ainsi qu'il a esté accoustumé, protestant qu'on en y auroit aucuns detenus pour crime que le Roi n'a accoustumé remettre de n'y toucher ne entreprendre sur l'autorité dudit seigneur : Et sur ce a dit qu'elle avoit entendu qu'aux prisons de la cour y avoit deux gentilshommes prisonniers, l'un qui se nomme le sieur de Sauvaignac, qui sont accusé d'avoir esté rebelles au Roi et à la cour qui est un grand crime, toutesfois aiant regard à ce que M. le Dauphin a escrit à la cour pour ledit Sauvaignac, a prié la cour lui vouloir delivrer, s'obligeant de les envoyer à Turin audit sieur d'Anguien pour en despescher le país, afin qu'ils ne mesfissent à aucun par deça. Davantage a dit, que tant par ce qu'elle a accoustumé envoyer visiter les prisonniers ez lieux ezquels elle a passé, qu'à cause que Melanthon qui est des Allemaignes et du conseil privé du duc de Saxe lui a escrit par deux fois vouloir faire delivrer Melanthon, qui est à present detenu prisonnier au Chasteau-Trompete, elle a envoyé visiter ledit Melanthon, lequel a esté trouvé en lieu auquel est fort vexé, et par ce a prié la cour vouloir bailler le Chasteau-Trompete pour prison audit Melanthon jusques à ce qu'elle en ait parlé au Roi pour, par ledit seigneur en estre ordonné comme il lui plaira, priant la cour lui vouloir bailler la preuve qui a esté faite sur ce que l'on pretend ledit Melanthon estre breton pour la porter au Roi. Et après avoir remonstré plusieurs autres choses à la cour a icelle prié la vouloir excuser si elle avoit dit aucune

chose d'affection qui desplaist à ladite cour, offrant faire tout ce que lui sera possible et s'y emploier pour honneur et autorité de la cour et affaires d'icelle, tant en general qu'en particulier.

Le 2 avril 1543, la cour a remonstré à M^e Jan Mabrun, conseiller en icelle, certaines missives escrites à la cour par la reine de Navarre aux fins de faire surseoir la commission adressante audit Mabrun pour les habitants de La Reole contre ceux de Bazas, concernant l'erection d'un nouveau siège audit lieu de La Reole.

Le 8 avril 1543, les chambres assemblées, ouï le rapport des presidents et conseillers qui ont vauqué à ouïr et à examiner M^e N... sur sa suffisance pour l'office de conseiller du Roi en ladite cour, duquel a esté pourveu par le Roi. Ledit N... duquel demande estre receu, la cour ordonne qu'avant proceder à sadite reception, ledit N... rapportera en icelle, le jeudy après la feste de Pasques prochain venant, le procès qui lui sera baillé par icelle, le mardy avant, en faisant lequel rapport, et après avoir dit par ledit N. . son advis, les presidents et conseillers de la cour assistants audit rapport pourront — faire que bon leur semblera, pour ce fait estre ordonné par ladite cour sur la reception dudit N... comme il appartiendra.

Le 17 avril 1544, après Pasques, a esté ordonné que le procureur-general presentera requeste afin d'informer sur ce que le receu des amendes ont accoustumé d'estre en demeure, et dilaïants à fournir les charges ordinaires au grand interest du Roi et de la chose publique, à quoi ne peut estre pourveu, par le moien de ce que lesdits receveurs s'absentent la plus part du

temps sans laisser commis suffisant, et sans ce qu'ils aient baillé caution bourgeoise, dont le Roi soit adverti, avant que recevoir aucun receveur à exercer ledit office et jusques à ce qu'il aura baillé cautions bourgeoises.

Le 18 avril 1544 ont esté deputés MM. le president Lachassaigne, Alis, Eyquem, pour eux trouver dimanche prochain à Saint-Pierre, donner ordre au fait de l'achapt de la maison en laquelle se doit faire la chambre pour la seconde des enquestes.

Le 19 avril 1544 ont esté deputés, les chambres assemblées, N. Alis et Gautier pour eux informer de ceux qui ont coupé les bras et les jambes à aucuns images estants de la chapelle Saint-Jan, et de ceux qui ont prohibé de sonner les cloches.

Le 28 avril 1544 a esté permis à M. Jean Guitard, conseiller, de pouvoir rapporter en la chambre des enquestes les procès à lui distribués en la Grand-chambre, scavoir est les procès de N.

Le 30 avril 1544, la cour aiant receu missives du sieur de Burie, lieutenant pour le Roi à Baione, ensemble la copie des missives à lui escrites par le Roi et M. d'Anguien audit sieur, a ordonné que pour rendre graces à Dieu de la victoire qu'il lui a pleu bailler à la journée de Carignan en Piedmont, sera demain faite une procession generale puis l'église Saint-André jusques au couvent des carmes de cette vile.

Le 2 mai 1544, M. G. Brassac, president ez enquestes, a dit que suivant la commission de la cour, il et lesdits Eyquem et Monench estoient prêts faire le rapport des livres qu'ils avoient veu et visité par ordonnance de la cour avec certains religieux de l'ordre de

Saint-Dominique, l'avis desquels ledit Brassac a mis devers ladite cour signé Derisir, Gardesins et Guichely.

Ledit jour, la cour aiant receu lettres patentes du Roi, avec certaines missives dudit seigneur concernant l'emprunt de deux escus que ledit seigneur entend faire sur chacun personnage de sa justice, a ordonné et ordonne que lesdites lettres-patentes seront faits doubles lesquels seront envoyés aux juges presidiaux du ressort de la cour pour les faire tenir aux juges subalternes de leurs seneschaussées. Et sera escrit aux presidents Calvimon et Brinon, estants à present en cour, faire remonstrance au Roi et gens de son conseil privé, que par la narration des lettres est dit que les gens d'eglise de son Roiaume l'ont grandement secouru au fait de ses guerres, et scavoir avec les gens de son dit conseil privé s'il entend comprendre audit emprunt les conseillers d'eglise de ladite cour paiants decimes pour raison de leurs benefices.

Ledit jour, la cour deliberant sur la reception requise par M^e Geofroi Gentils, à l'office de conseiller vacant par le decès de M^e Dominique Ram, a ordonné qu'avant recevoir ledit Gentils au serment dudit office le Roi sera adverti de ce qui a meü icelle cour ne nommer audit office, ne pareillement à celui de M. Pierre Valier, et differer la reception dudit Gentils, et à ces fins en sera escrit aux presidents Calvimon et Brinon et à M^{es} Bouchier et Laguionie, conseillers estants de present en cour, afin qu'ils en fassent remonstrance audit seigneur, et pour ce faire leur sera envoyé le double de l'edict fait par le Roi de l'erection de quinze conseillers avec memoires.

Le 3 mai 1544, M^e François Auzaneau, pourveu

de l'office de conseiller du nombre des cinq nouvellement créés de ladite cour a esté receu au serment dudit office

Ledit jour, les chambres assemblées, pour aucuns affaires, veus les registres precedents, a ordonné qu'elle sortira à neuf heures pour honeur de la feste Sainte-Croix, ce que toutesfois n'a esté fait au moien desdites affaires et ce sans tirer à consequence, et que pour raison de ladite demeure on puisse alleguer la cour ne debvoir sortir doresnavant à l'heure de neuf heures.

Le 3 mai 1544, après avoir esté delibéré sur cette requeste de recusation présentée par le syndic des manants et habitants de la vile de Reole, sur le differend meu et pendant entre lui et le syndic des manants et habitants de la vile de Basas pour raison de l'erection d'un siège de seneschal, par laquelle le syndic de la vile de La Reole recuse audit differend tous les presidents et conseillers de la cour, reservé sept conseillers d'icelle. Ladite cour, les chambres assemblées, a ordonné et ordonne que les sept conseillers non recusés jugeront les causes de recusation proposées par ladite requeste contre tous les presidents et conseillers de la cour, tant si sont frivoles que si sont pertinentes ou impertinentes, suivant l'edict fait par le Roi le 19 mars 1540 publié en la cour le 7 avril 1540, lequel edict sera gardé selon sa forme et teneur, et ce nonobstant l'interdiction présentée à la cour par le syndic de La Reole, le 17 mars, qui est dix jours après les lettres obtenues par le syndic de la vile de Basas, adressantes à la cour et lesdites causes de recusation jugées sera advisé si ladite cour tirera outre nonobstant ladite interdiction.

Le 5 mai, la cour, les chambres assemblées, veues deux requestes presentées, l'une le trois de ce mois, l'autre cejourd'hui, par les syndics des manants et habitants de la vile de La Reole, par lesquelles ledit syndic au differend meu entre ledit syndic et le syndic des manants et habitants de la vile de Basas, pour raison de l'erection d'un siège de seneschal en la vile de La Reole, recuse scavoir, par la première requeste, tous les presidents et conseillers de la cour reservé sept conseillers d'icelle, et par la seconde recuse lesdits sept conseillers suivant l'edict fait par le Roi sur la forme du jugement des recusations donné à Blois le 19 mars 1540, publié en la cour le 7 avril 1540, a déclaré les recusations proposées par lesdites requestes contre M. N... estre manifestement frivoles, et que nonobstant icelles les dessus dits vingt-trois jugeront les autres causes de recusation contenues ezdites requestes, ce qu'ils ont fait.

Le 13 mai 1544, la cour, sans prejudice du differend estant entre MM. Casaux et Brassac, presidents ez enquestes, sur ce qui debvra presider en la première chambre des enquetes, M^e Pomiès estant absent ou recusé, a ordonné pour le bien de justice et expedition que le procès dudit sieur Lafaie sera departi en la Grand'chambre, et qu'on prendra des enquestes audit departement pour parfaire le nombre et assistera M^e Jan Guilloche, conseiller en la première des enquestes, au lieu dudit de Brassac.

Le 26 mai 1544 M. Amelin, conseiller en la cour, a présenté à icelle les lettres-patentes du Roi adressantes au premier des presidents et conseillers de la cour, pour informer sur certains excès faits par les habitants

de Saint-Vivien, en Perigort, et instruire le procès jusques à sentence definitive exclusivement, et le procès fait le porter au roi de Navarre pour par lui estre jugé et decidé comme par arrest; lesquelles lettres ledit Amelin a dit lui avoir esté presentées pour proceder suivant icelles, ce qu'il n'a voulu faire sans le communiquer à la cour; sur quoi icelle cour a déclaré audit Amelin qu'il pourra proceder à l'execution desdites lettres selon leur forme.

Le 7 juin 1544, la cour, les chambres assemblées, a arresté que la declaration faite par le Roi sur la forme de demander les *pareatis* des matières evoquées au privé conseil et grand conseil, sera publiée, et que des inconvenients qui s'en pourront ensuivre au moien desdits mots: circonstances et dependances, apposés en icelle, le Roi sera adverti, pour lesquels dresser ont esté commis M. le president Lachassaigne, Pomiès, president ez enquestes, et Alis, conseiller en ladite cour.

Le 10 juin 1544, Lecomte, procureur-general, a dit avoir veu ces dites lettres-patentes du Roi, données à Conches le 4 avril dernier, par lesquelles ledit seigneur declare qu'il veut et entend que tous seigneurs justiciers puissent destituer leurs officiers tous et quantes fois que bon leur semblera, soit pour cause ou occasion legitime ou pour ce qu'ainsi leur a pleu et plaira; lesquelles lettres a dit estre de grande consequence, requerant à cette cause avant icelles publier le roi de Navarre en estre adverti.

Le 14 juin 1544, la cour a receu M. Geofroi Gentils au serment de l'office de conseiller du Roi en la cour, vacant par le decès de feu M. Dominique Ram.

Ledit jour, voidant le differend estant entre les chambres des enquestes sur ce que quand aucun procès sera parti en la première chambre des enquestes, si ledit procès sera departi en la seconde chambre des enquestes ou bien en la Grand'chambre comme il a esté fait ci-devant; et aussi quand y aura aucun procès parti en la seconde chambre des enquestes si sera departi en la première chambre des enquestes, la cour ordonne que dorenavant quand y aura aucun procès parti en la première chambre des enquestes sera departi en la seconde chambre des enquestes, et pareillement quand y aura aucun parti en la seconde chambre des enquestes, sera departi ledit procès en la première chambre des enquestes, sans prejudice de se pouvoir pourvoir par le Roi comme ils verront estre à faire.

Le 16 juin 1544 a esté ordonné que le procès entre N... sera jugé en la première chambre des enquestes, combien que les parties aient été appointées à corriger sur ledit appel.

Le 23 juin 1544, les chambres assemblées, a esté arrêté que l'edict de la creation de greffier des Estats sera publié avec modification que celui qui sera pourveu dudit office ne recevra autres actes ne contracts que ceux qui seront faits auxdits Estats.

Le 1^{er} juillet 1544 a esté ordonné que M. Pierre Carle, conseiller en la cour, ira devers le Roi et gens de son conseil privé pour le fait de l'erection d'une chambre des enquestes en la cour de parlement à Paris, appelée la chambre du domaine du Roi.

Le 2 juillet 1544, les chambres assemblées, après avoir veu deux lettres-patentes du Roi, obtenues par M. Jan Dupont, pourveu d'un office de conseiller en la

cour du nombre des cinq nouvelement erigés en icelle, monstrées auparavant au procureur-general du Roi, qui s'en estoit remis à la discretion de la cour, icelle cour a déclaré et declare ledit Dupont estre detiement dispensé et rehabilité par le Roi pour obtenir ledit office, et que loi et chapitre lui seront assignés pour son examen, ce qui a esté fait : scavoir est la loi faisant faire *de verborum obligat*, et le chapitre *verum de...*, pour ledit examen fait et trouvé capable et suffisant estre receu au serment dudit office.

Le 9 juillet, les chambres assemblées, M. Jan Dupont a esté receu à l'office de conseiller du Roi en la cour, du nombre des cinq nouvelement erigés en icelle.

Le 10 juillet 1544 a esté ordonné que dimanche prochain sera faite procession pour la paix et conservation du roiaume à laquelle sera porté le corps de Notre Seigneur, et à laquelle assisteront tous les presidents, conseillers et autres officiers de la cour qui porteront chacun un chandelon, et pour ce faire a esté enjoint à N..., commis du receveur des amendes, de faire faire lesdits chandelons.

Le 31 juillet 1544, Lahet, advocat-general du Roi, a présenté l'edict de creation et erection de l'office de juge mage au siège de Sarlat, et a requis la lecture, publication et acte de ladite presentation.

Le 1^{er} aoust 1544 a esté appelé en la cour le capitaine N... et lui a esté remontré la charge qu'il a du Roi de mener et conduire certain nombre de gens de pied pour le service dudit seigneur et que la cour avoit esté advertie que de sa compagnie y avoit plusieurs gens malvivants, pillants et mangeants le commun, l'opprimants en plusieurs et diverses manières, jusques

à leur bailler les grisillons, qui est une manière de gehene, et plusieurs autres excès et vexations et oppressions. Ledit N... a respondu que hier au soir il avoit esté adverti par le secretaire dudit archevesque desdits excès commis à Monravel et qu'incontinent il y avoit envoyé et qu'il y pourveiroit, et au surplus que les capitaines qu'il a soubz lui y mettent tel ordre qu'ils peuvent, et que de sa part il fait le semblable, et s'esmerveille comment veu la punition qu'il en fait faire et que depuis Agen en ça il en a fait desfaire dix-sept ou dix-huit, ils osent faire les maux que l'on dit, mais que bien est vrai qu'en telle troupe de gens il n'y euct quelque chose mal faite, et que c'estoit gens dont le Roi estoit servi auxquels on toleroit bien quelque chose legière et que bien souvent tels excès ne viennent des gens qu'ils menent, ains d'aucuns gentilshommes ou autres qui à ce faire les invitent pour la malveillance qu'ils ont les uns contre les autres.

Ledit jour M. Charles Lagane a esté receu à l'office de conseiller des cinq de la creue dernièrement faite par le Roi en la cour, ensuite M. Guy Brassac, President en la seconde chambre des enquestes, a dit qu'il vouloit estre ouï avant deliberer en quelle chambre des enquestes ledit Lagane sera mis pour servir.

Le 6 aoust 1544 a esté ordonné qu'au lieu de MM. Ciret et Boier, estants à present de la première chambre des enquestes, iront servir en ladite première chambre Auzaneau et Le Blois, et que lesdits Ciret et Boier viendront servir à la Grande chambre au lieu des feus Valée et Labarde, jadis conseillers en la cour, et en la seconde chambre des enquestes iront servir Le Breton et Lagane.

Le 5 aoust 1544 a esté enjoint aux soubz-maire et jurats de cette vile de fournir aux Florentins, qui ont fait essai pour faire soies en cette vile, maison et moulin et autres choses et à ce requises pour le profit de la chose publique.

Le 26 aoust 1544, M. B. Lahet et F. Beraud, advocats du Roi, ont présenté les lettres de l'edict de l'erection d'un cinquième president en la cour, donné à Saint-Mor-des-Fossés au mois de juillet 1544, disants avoir receu missive du Roi expresse aux fins de requerir la publication, ce qu'ils ont requis. Sur quoi eüe deliberation la cour, les chambres assemblées, a ordonné que ledit edict sera publié, ce qui a esté fait ledit jour, comme plus à plein est contenu ez registres tant de l'audience que des patentes dudit jour. Ledit jour a esté aussi ordonné que l'edict présenté par le roi de Navarre quant à la monnoie faite soubz le coing de Bearn sera publié, ce qui a esté fait ledit jour.

Le 27 aoust 1544, M. Guillaume Le Comte, procureur-general, a présenté à la cour ses lettres de provision de l'office de cinquième president nouvellement créé par le Roi en ladite cour, données à Saint-Puy, du second du present mois, avec requeste tendant afin d'estre receu au serment dudit office. Sur quoi le premier president Belcier est sorti, disant ne vouloir assister à ladite deliberation parce qu'entendoit intenter action d'injure contre ledit Le Comte. Eüe sur ce deliberation, les chambres assemblées, par la majeure partie a esté ordonné qu'il sera à la discretion dudit Belcier s'il veut assister à ladite deliberation, attendu mesme que ledit Le Comte avoit déclaré au president Lachassaigne et autre de ladite cour estre content que

ledit Belcier y assistat, et a esté député M^e Nicolas Arnoul, conseiller, pour declarer audit Belcier la deliberation de la cour, ce qu'il a fait et rapporté que ledit Belcier lui avoit dit que puisque la cour le remettoit à son arbitre d'y assister ou non, qu'il n'y vouloit assister. Ce fait a esté mis en deliberation, si ledit Le Comte sera receu au serment dudit office de president sans examen : sur quoi a esté arresté qu'attendu la longue experience que la cour a dudit Le Comte, lequel a longtemps pratiqué en l'office de procureur-general, consulté et plaidé, que sans tirer à consequence pour l'advenir où aucun procureur-general seroit promu à l'office de president *per saltum aut immediatè*, que ledit Le Comte sera receu au serment dudit office, sans autrement l'examiner, ce qui a esté fait, après que ledit Lecomte, moienant serment, s'est purgé n'avoir baillé ni promis bailler directement ne indirectement argent à aucun qu'au Roi.

Ledit jour, M. Antoine Lescure a présenté ses lettres de provision de l'office de procureur-general du Roi en la cour par la promotion dudit M. Guillaume Le Comte à l'office de president en icelle, données à Saint-Poui, le 2 de ce mois, avec requeste tendant afin d'estre receu au serment dudit office, lesquelles dez le jour de hier avoient esté monstrees par ordonnance de la cour aux advocats du Roi en icelle, qui s'en estoient remis à la discretion de la cour. Sur quoi a esté ordonné que ledit Lescure sera examiné sur la loi *de advocatis fisci* et sur le chapitre *Decernimus de judiciis extra...* pour, ce fait et estant trouvé capable, estre receu au serment dudit office.

Le 30 aoust 1544 a esté receu à l'office de conseiller

du nombre de cinq nouvelement créés en la cour, maistre Raimond Servy.

Le 10 septembre 1544 a esté arresté que pour la chambre des vacations demeureroient : M. le premier president, Pomiès president ez enquestes, Caldanet, Balsac, Chaumon, Amelin, Belavoine, Longa, Valon, Carle, Brassac, Eymar; aussi a esté arresté qu'aucun des dessus dits ne pourra subroger en son lieu, s'il s'absente, ains suivant l'edict, le president de la chambre subrogera les plus anciens receus après eux de ceux qui voudront demeurer et vaquer à ladite chambre.

Le 11 septembre 1544, en jugeant les executions des arrests et contrarietés estants au role des commissions de la Grand'chambre a esté arresté que quand le benefice dont est question ne sera de la valeur de quatre cents livres, celui des conseillers qui sera commis pour l'execution aura aussi la contrariété; le semblable en matière profane s'observera quand ce dont sera question ne sera de la valeur de l'ordonnance, le rapporteur pourra prendre l'execution et la contrariété, toutefois ne pourra prendre aucune contrariété que tous n'aient choisi.

Le 29 septembre 1544 a decedé M. Valon, conseiller en la cour.

Le 17 octobre 1544, requerant le procureur-general, a esté ordonné que tant pour la consignation des droits du Roi du chapitre Saint-André de Bourdeaux, heritiers du feu archevesque de Bourdeaux, qu'aucuns pretendus interests, inventaire sera fait des meubles estants en la maison archiepiscopale tant de cette vile qu'ailleurs, et fait inhibitions aux doien, chanoines et

chapitre Saint-André de ne proceder à aucune election du futur archevesque.

Le dernier octobre 1544 a esté donné congé à M. S. Pomiès, president en la premiere chambre des enquestes, pour aller aux honeurs de feu M. l'archevesque de Bourdeaux (p. 128).

Registre secret commençant le 12 novembre 1544.

Entrée, *ut supra*.

Ce fait a esté déclaré par M. le premier president que lundy on commencera à plaider du role, le prenant de l'endroit auquel fust laissé au parlement passé.

Ledit jour a esté arresté que la chambre du greffe, en laquelle est à present la cheminée et se font les expeditions, sera accommodée pour la seance des presidents et conseillers ordonnés pour la seconde chambre des enquestes en baillant par le comptable de la comptablierie de cette vile, deux mile livres ordonnées par ledit seigneur pour bastir le logis ordonné estre basti, devers le Petit Judas, pour le service de ladite cour et greffe d'icelle, et demeurera la chambre des sacs pour lesdits sacs avec les cabinets joignants ladite chambre pour le greffier de la cour, et cependant la chambre, en laquelle est à present l'estude et librairie, sera accommodée en laquelle les clerks de greffe d'icelle cour se retireront pour faire les expeditions.

Ledit jour, M. le president Brinon a rapporté qu'au mois de juillet dernier, estant au Conseil privé du Roi, auquel estoit MM. le cardinal de Tournon et feu de Chamans, garde des seaux de France, M. le premier president de Rotian et plusieurs autres maîtres des re-

questes, qu'il dict et remonstra audit Conseil privé les diligences que la cour avoit fait concernant les haretiques, et que le Roi avoit escrit lettres qui avoient esté portées à la cour, contenant que quant aux sacramentaires, il entendoit qu'ils fussent punis selon la disposition du droit, et de punition exemplaire; quant aux autres, qui auroient proposé quelques paroles scandaleuses, fussent punis par amendes honorables, et les autres, qui auroient dit quelques paroles legières renvoyés à leurs confesseurs pour prendre penitence salutaire; à quoi lui fust dit par M. de Chamans que si la cour en trouvoit aucuns, qui fussent relaps, qu'elle les devoit punir suivant la disposition du chapitre *ad abolendam*; et si n'estoient relaps que la punition en devoit estre faite selon la disposition du droit, aiant egard à la qualité du crime, pertinacité et obstination des personnes ainsi que la cour scaura bien adviser.

Le 13 novembre 1544, la cour, les chambres assemblées, a arrêté que M. Charles Malvin, combien qu'il soit conseiller clerc, servira à la chambre criminelle, et ainsi sera dorenavant observé à l'endroit des autres conseillers tenants offices clerks, estant mariés, et à leur reception leur sera ladite ordonnance déclarée.

Ledit jour, la cour assemblée, ont esté accordées les chambres.

Le 14 novembre 1544 est parti M^e Gay, conseiller en la cour, pour s'en aller à Perigueux assister et presider au jugement des procès instruits par le juge-mage de Perigueux sur le crime de faulse-monnoie, suivant son congé.

Le 15 novembre 1544, les gens du Roi ont présenté à la cour certaines lettres-patentes, du 7 aoust dernier,

contenants la creation de l'office de greffier des Estats de Guiene, aux fins de publier ledit edict.

Le 18 decembre 1544, M^e Charles Calmeil, après avoir esté examiné sur la loi qui lui a esté baillée ff. *de judiciis* et le chapitre *de rescriptis in antiquis*, a esté receu à l'office de conseiller lai en ladite cour, vacant par le decès de Bert. Moncault.

Le dernier decembre 1544 est decedé M. François Belcier, premier president, et le mesme jour MM. Labatut et du Fief, conseillers en la cour, parents et alliés dudit sieur premier president, ont supplié la cour vouloir assister à la lege et conduite du corps, jusques à la rivière, parce, comme ils ont dit, que ledit sieur avoit ordonné sondit corps estre porté à Perigueux, sur quoi la cour a ordonné qu'elle ira comme cour demain au soir, heure de quatre heures à la lege qui se fera à la maison dudit feu et de là à la rivière, avec le corps d'icelui feu, ce que fust fait le lendemain, le corps duquel les quatre plus anciens conseillers portoient et les trois presidents conduisoient les trois enfants dudit sieur premier president, chacun un; et un des huissiers portoit le manteau, et un autre huissier le mortier.

[1545]

Le 14 janvier 1544, M. Lachassaigne, president, et Chaumon, conseillers, ont esté deputés pour veoir les registres de la cour et verifïer les restes et arrerages des gages deubs à feu M. le premier president et de ce que se trouva deub sera baillé certification aux heritiers dudit feu.

Ledit jour ez causes de recusation proposées par N...

au procès qu'il a contre N..., après avoir esté mis en deliberation par M^e sieur Pomiès, president aux enquestes, si ledit Lachassaigne, president, pouvoit assister au jugement des causes de recusation dudit N..., attendu que ledit N... ne le recusoit, M^e G. Alis, conseiller, a protesté et declare que ledit Pomiès ne presidoit en la Grand'chambre comme president des enquestes, ains comme conseiller lai, requerant son dire estre enregistre, et après avoir par ledit Pomiès demandé les opinions à ceux des conseillers qui assistoient à ladite chambre, a esté arresté que ledit Lachassaigne ne sera tenu pour recusé, ains opinera ez causes de recusation presentées par ledit N...

Le 26 janvier 1544, ouï Jan Puchabelier, roi de basoche, lui a esté fait inhibition de ne jouer plus le jeu qu'il a fait jouer ces jours passés ez maisons privées de cette vile, ne autre jeu dorenavant, en privé ne en public, que ledit jeu n'ait esté premièrement veu par la cour.

Le 26 janvier 1544, en la chambre criminelle a esté arresté que s'il survient aucun malfacteur chargé de quelque cas grandement execrable qu'il sera à l'arbitre de la cour de le delivrer au capitaine des galères ou de le faire punir.

Le 2 mars 1544 sont venus en la cour le general Boier et M^e Brandon, conseiller du Roi au parlement de Paris, commissaires deputés par ledit seigneur sur le fait de la gabele, lesquels ont présenté certain edict fait par le Roi au mois de juillet dernier, sur le fait de ladicte gabele, contenant execution d'icelle quant au pais de Bourdelois, requerants ledit edict estre leu, publié et enregistré en la cour.

Le 6 mars 1544, l'edict des gabelles a esté publié et a esté ordonné que celui de Messieurs qui voudra aller avec M. Brandon, conseiller au parlement de Paris, commissaire par ledit seigneur député sur le fait de ladite gabelle du sel, pour imposer les magasins de Limosin et Perigort, sera baillé congé et que si M^e Antoine Gautier que ledit Brandon a nommement requis lui estre baillé y veut aller sera preferé.

Ledit jour, dans ladite assemblée des chambres, a esté ordonné que M^e Jan Guitard, conseiller, et M^e Fronton Beraud, advocat-general, iront à Sainte-Foi et Duras s'informer des excès faits à un religieux; des assemblées illicites et des excès commis desdits lieux; pareillement des haresies et erreurs; decreteront contre eux jusques à sentence de torture, et definitive exclusivement, pour la procedure rapportée devers la cour estre procedé au jugement, ainsi que de raison, et que pour ce faire l'evesque d'Agen fraiera ce qui sera necessaire.

Ledit jour M^e Guy Brassac, president en la seconde chambre des enquestes, a remonstré que combien que pour le fait des haresies ou autres crimes on ait accoustumé deputer commissaires de la Grand'chambre ou Tournelle, auxquels la cognoissance et jugement de telles matières appartient, neanmoins la cour deutoit M^e Jan Mabrun, qui estoit de la seconde des enquestes, et proteste que ce soit sans tirer à consequence, et requiert que pour l'avenir, afin d'en faire loi et que sans tirer à consequence de ladite chambre, les chambres de la cour fussent assemblées pour deliberer si pour semblables commissions que celles que dessus l'on deputera ceux desdites chambres d'enquestes. Sur

quoi a esté ordonné que le dire dudit Brassac protestation et requisition seront enregistrées.

Le 30 mars 1544 a esté arresté que les lettres-patentes presentées par messire Charles de Coucy, chevalier seigneur de Burie, par lesquelles ledit sieur de Burie est pourveu de l'estat de lieutenant-general du Roi en la frontière de Guiene en l'absence du roi de Navarre seront publiées.

Le 11 avril 1545, après Pasques, a esté fait venir en la cour N..., soubz-maire de cette ville et lui a esté remonstré la procedure criminelle par lui faite à certains prisonniers en laquelle il n'auroit gardé aucune forme de droit ne des ordonnances, et par ce lui a esté deffendu de ne faire aucune procedure, soit civile ou criminelle, qu'il n'appelle avec lui un des jurats de robe longue de ladite vile.

Le dimanche 12 avril 1545, MM. Lachassaigne, Lecomte, presidents, conseiller N... assemblés, ont ordonné sur l'insult et assemblée illicite faite en la vile de Perigueux contre M^{es} Brandon et Gautier, commissaires ordonnés sur le fait des assietes des magasins, et ordonne que MM. de Lur et Gay iront audit Perigueux executer la commission qui leur sera delivrée par ladite cour, comme est contenu par icelle.

Le 13, d'autant que ledit de Lur s'est excusé ne pouvoir aller à Perigueux pour ladite commission, la cour, aiant sur ce deliberé, a ordonné que M. Alesme, l'aisné, iroit et ledit Gay avec lui, combien que ledit Alesme s'est voulu excuser de necessités qui l'en avoient fait venir et qu'un sien frère avoit voulu avoir estat de receveur au magazin.

Le 14 avril 1545 a esté arresté que messire Charles de Coucy, seigneur de Burie, chevalier de l'ordre et lieutenant du Roi en Guiene en absence du roi de Navarre, montera aux hauts sièges de l'audience et se seoirà au lieu où les lieutenants du Roi et gouverneurs ont accoustumé s'asseoir, et cependant que ledit seigneur roi de Navarre ne sera en ce païs de Güiene, car, ledit seigneur y estant, y sera advisé par la cour.

Le 14 avril 1545 a esté ordonnance et deliberation de la cour, expediee à Jan Darbonet, lieutenant du capitaine du Chasteau-Trompete, par le greffier de la cour sur N..., à present receveur des amendes de la cour, de ce qui est deub de reste audit Darbonet, pour la despense et garde d'André Melanthon, prisonnier detenu audit Chasteau-Trompete, tant du temps que M^e N... estoit receveur desdites amendes que du temps dudit N... à present receveur.

Ledit jour a esté député commissaire M^e Alis, conseiller en la cour, pour faire reparer les chemins publics depuis le Cypressat jusques à Saint-Macaire, du copté d'Entre-deux-Mers, suivant la commission à lui ci-devant decernée.

Le 18 avril 1545 la cour deliberant sur l'affaire et matière pendant en icelle entre le procureur-general du Roi et M^e Charles Candeley, sur la reception à l'office de conseiller en la cour, duquel ledit Candeley a esté pourveu, et delai requis par le substitut du procureur-general, a esté arresté, si ledit procureur-general ne fait ses preuves dans la quinzaine à lui presigée par l'arrest, à lui ledit jour donné, qu'il en sera forclos et n'aura autre delai par requeste, ne autrement, sans ce

que ladite cour soit tenue s'assembler si n'est pour proceder au jugement de ladite matière.

Le 21 avril 1545 est entré en la cour M^e Pierre Dufau, president au parlement de Tolose, et a assisté à l'audience.

Le 23 avril 1545, veües certaines lettres obtenues et portées par M^e G. Marillac, fondées sur l'edict du Domaine du Roi, par lequel est mandé adjourner en la cour de parlement à Paris les parties pretendantes droit en une prebende de l'église Saint-Seurin lez Bourdeaux, vacant le siège archiepiscopal, pretendunt ledit Marillac avoir esté pourveu de ladite prebende par droit de regale : ouïs Lahet et Beraud, advocats du Roi, qui ont dit ne pouvoir insister que ledit Marillac n'ait permission de faire exploiter lesdites lettres, mais qu'il plaise à la cour regarder sur la consequence ; a esté arresté qu'il sera envoyé par la cour devers le Roi et Messieurs de son conseil privé un des presidents et conseillers d'icelle cour pour l'advertir des dommages et inconvenients qui proviendroient si ledit edict du domaine sortoit effect, et autres choses concernant l'estat de cette cour et profit de la chose publique du ressort de ladite cour.

Le 29 avril 1545, le comte de Ventadour est entré en la chambre et a supplié la cour lui vouloir faire justice en l'expedition du procès pendant en la cour pour la seigneurie de La Voute, lequel comte de Ventadour la cour l'a fait asseoir au bout du bureau de ladite chambre, près le greffier d'icelle cour. Aussi est entré le sieur de Carlus, lequel a fait semblable supplication estant debout.

Le 26 mai 1545 a esté donné congé à M. Labatut

pour aller à Toneins executer un arrest du Grand-conseil à lui adressant.

Le 13 juin 1545 a esté arresté qu'il sera envoyé un huissier pour contraindre les receveurs des magasins à paier les sommes ordonnées pour les gages de la cour.

Le 19 juin 1545, ouïs en la cour le procureur-general du Roi, et N..., avocat au conseil privé du Roi, et vetüe la commission à lui adressante par ledit seigneur pour cognoistre de ceux qui auront billonné, rogné, transformé et transporté hors du roiaume la monnoie du Roi; la cour declare qu'elle n'entend empescher que ledit N... procede au fait de sa commission suivant la teneur d'icelle, en laquelle commission la cour n'entend estre compris les faux monnoieurs.

Le 3 juillet 1545, les chambres assemblées, a esté arresté qu'attendu qu'il y a cinquante ans ou plus que le procès entre N... est en droit, qu'il sera vaqué au premier jour à l'expedition et jugement d'icelui, et parce que par les lettres-patentes du Roi est mandé à la cour faire assister au jugement dudit procès six des plus anciens conseillers de la Grand'chambre, attendu qu'il a esté trouvé que M^{es} Bouchier, Eymar, Alesme, ont esté ci-devant du conseil des parties, et M. de Lur et Carle sont recusables, qu'au jugement dudit procès assisteront, M. Le Comte president, Arnoul, Larebuterie, Boier, Lavergne, Ciret, conseillers, lequel sera jugé en la première chambre des enquestes de ladite cour, et en icelle rapporté par M. Caldanet, conseiller en icelle, auquel ledit procès a esté distribué par le decès de feu M. Moncault, sans qu'à l'avenir l'on

puisse tirer à consequence que les conseillers de la Grand'chambre aient distribution ez chambres des enquestes, ne aillent rapporter en icelles.

Le 14 juillet 1545, M. S. Mounier, advocat en la cour de parlement à Paris, suivant la charge qu'il a dit lui avoir esté baillée par M^e Jan Coutel, conseiller du Roi et M^e des requestes ordinaires de son hostel, commissaire député par ledit seigneur, ainsi que ledit Mounier a dit, pour cognoistre de la rebellion faite à Perigueux aux commissaires députés par le Roi sur le fait des magasins de la gabele du sel, a requis que M^e Alesme, conseiller en la cour, eust à lui delivrer l'original des informations par lui faites sur ladite rebellion par ordonnance de la cour. Ledit Alesme a dit qu'il est prest à mettre au greffe de la cour l'original et n'entend empescher que ledit original ne lui soit delivré pourveu qu'il en soit dechargé par la cour. La cour a ordonné que la copie des informations, signée dudit Alesme et de Belcier, juge-mage de Perigueux, qui a vaqué avec ledit d'Alesme à faire lesdites informations, sera collationnée par le greffier de la cour avec l'original d'icelles presentement mis au greffe de la cour par ledit d'Alesme, present ledit Mounier, si bon lui semble, et ce fait, signé et parrafé par ledit greffier, sera par lui delivré audit Mounier. Fait à Bourdeaux en parlement, le jour et an susdits. Suivant laquelle ordonnance la copie desdites informations collationnée present ledit Mounier, avec la minute d'icelles mises par ledit d'Alesme devers le greffe de ladite cour, contenant soixante-treize feuillets compris le decret, baillé par icelles, a esté delivrée audit Mounier, parafée et signé par le greffier de la cour, avec la copie

de l'audition de trois témoins ouïs en icelle cour, sur lesdits rebellions, aussi collationnée, present ledit Mounier. Ensemble a esté delivré audit Mounier deux ordonnances de la cour sur la delivrance desdites copies avec une missive de la cour adressante audit Coutel.

Le 20 aoust 1545, la cour, les chambres assemblées, après avoir deliberé sur la reception requise en l'office de conseiller en la cour et, ouï le rapport d'aucuns presidents et conseillers en la cour par elle commis et député à l'ouïr en son second examen, a ordonné que ledit attendra jusques à la feste Saint-Martin d'hyver prochain venant, suivant l'arrest ci-devant donné.

Le dernier aoust 1545, a esté receu à l'office de premier president en la cour M. François Delage.

Le 9 septembre 1545, les chambres assemblées, a esté arresté qu'avant obtemperer aux lettres d'evocation presentées par N..., la-cour en advertira le Roi, et pour ce faire commet M. le president Lachassaigne, Delur et Chaumon, lesquels iront devers ledit seigneur tant pour lesdites affaires que pour l'edict du domaine, la nomination aux benefices, l'affaire d'Armaignac et autres, desquels affaires seront dressés memoires par les presidents en la cour, presidents ez enquestes, et certains nombres de conseillers de toutes les chambres, et lesdits memoires leus et accordés en ladite cour, seront baillés, signés par le greffier, aux susdits N... députés, avec lesquels ira l'un des jurats de cette vile, et de ce le greffier de la cour advertira les sous-maire et jurats de la vile.

Ledit jour a esté ordonné que MM. N... demeureront

durant les vacations, et outre eux M. N..., conseiller clerc, et M. N..., conseiller laïcs supernuméraires et trois huissiers N... de mesme, furent nommés pour le service de la cour.

Le 2 octobre 1545 a esté arresté au procès de N... que M. de Sainte-Croix sera appellé au jugement du procès pour decider de la lettre et tonsure produite par N..., attendu qu'en cette vile n'y a aucun conseiller prestre *actu et habitu* (p. 131).

Registre secret commençant le 12 novembre 1545.

Entrée : *ut suprâ.*

Le 13 novembre 1545, M. Delage, premier president, a dit qu'en la cour de parlement à Paris ont accoustumé estre leües plusieurs ordonnances concernant *penctralia curiæ*, lesquelles pourroient servir grandement à plusieurs de la cour qui pourroient pescher par ignorance et autrement, et par ce estoit requis adviser si on donnera congé à M. Lachassaigne, qui de brief debvoit aller en cour recouvrer un extrait desdites ordonnances. Pareillement a dit que l'ordonnance du Roi le chargeoit faire appeller par role les causes selon l'ordre des presentations, ce qu'il avoit intention faire sans enfreindre, mais qu'il avoit esté adverti que le greffier des presentations ne faisoit registre des presentations qui se faisoient en la cour, sans lequel regie il ne pourroit observer ne garder ladite ordonnance.

Le 14 novembre 1545, la cour, les chambres assemblées, a arresté que MM. Lachassaigne, Delur, Chaumon, conseillers en la cour, delegués par icelle pour aller vers le Roi et Messieurs de son conseil privé pour

aucunes affaires concernant le profit dudit seigneur, republique et estat de la cour, poursuivroient d'obtenir, de la cour de parlement à Paris, l'extrait des ordonnances qui ont accoustumé estre letües le lendemain de l'entrée, après la Saint-Martin, et le lendemain de Pasques, pour icelles veües en la cour de ceans, estre par elle advisé s'il y aura chose qui doibve et puisse servir à estre gardé en icelle. Pareillement a esté ordonné que le greffier des presentations sera appellé pour lui estre déclaré que la cour lui enjoint faire registre, si fait n'a esté, des presentations ci-devant faites, du temps qu'il a esté greffier, et ce dans le temps qui sera arbitré, lui ouï; aussi de continuer à l'avenir à faire ledit registre, de mois en mois, sur pene de suspension de son office suivant l'ordonnance, afin que selon l'intention d'icelle ordonnance les causes à plaider puissent estre appellées par role, suivant l'ordre des presentations qui sera verifié sur ledit registre.

Aussi, ledit jour, les chambres assemblées, la cour voulant pourveoir sur la nourriture des pauvres estants à present en cette vile, a arresté qu'elle entendra avec les gens d'église de cette vile, soubz-maire et jurats, quel fonds il convient pour nourrir et entretenir les pauvres et d'où le fonds se pourra tirer; quels ministres il conviendra deputer pour iceux nourrir, aussi quelle qualité de pauvres seront nourris, pour ce fait estre sur ce pourveu comme il appartiendra.

Pareillement, ledit jour, a esté arresté qu'il sera remonstré au vicaire de l'archevesque de Bourdeaux, ouvriers et fabriqueurs des églises de cette vile, qui à ces fins seront appellés en icelle cour, que l'intention de ladite cour est que lesdits ouvriers et fabriqueurs

ne nomment à l'avenir aucun prescheur pour prescher en leurs eglises audit archevesque ou son vicaire, que premièrement ils n'aient fait inquisition des vie, mœurs et doctrine de celui qu'ils voudront nommer, et quant audit archevesque ou son vicaire, qu'il n'octroiera la permission de prescher sans avoir fait semblable inquisition et procedé ou fait proceder par gens doctes en theologie, à l'examen de celui qui voudra prendre la charge de prescher, et qu'en octroiant ladite permission il declarera auxdits prescheurs et par exprès lui prohibera de prescher chose contraire au contenu des articles envoyés au Roi par les doien et docteurs de la faculté de theologie de l'université de Paris et de traiter en la predication propositions reprouvées et scandaleuses; aussi de detracter d'aucuns prescheurs publiquement, mais le denoncer secretement au diocesain ou son vicaire.

Le 16 novembre 1545 sont venus en la cour suivant l'ordonnance d'icelle, M^e G. Lana, auditeur de l'archevesque de Bourdeaux, doien de l'eglise collegiale Saint-Seurin et chanoine de l'eglise metropolitaine Saint-André, et Dabbate, chanoine de Saint-André, et N..., chanoines de Saint-Seurin, auxquels a esté remonstré par le premier president, qu'ils avoient esté ci-devant appellés et leur avoit-on remonstré la necessité des pauvres et qu'il estoit besoiing que les chanoines des deux chapitres aidassent de leurs biens et facultés à les nourrir et entretenir, pour à quoi deliberer et faire response avoient pris delai. Et par ce la cour les a fait appeller pour declarer comme ils entendent aider et de quel fonds, ledit Lana a dit que ledit Dabbate et lui avoient charge du chapitre de Saint-

André de declarer que les chanoines dudit chapitre, volontairement et non comme contraints, bailleront par chacun mois quinze livres, et moienant ce que tous les pauvres soient retirés tellement, qu'aucun n'aille par la vile. A dit aussi qu'il a communiqué dudit affaire au thresorier de M. l'archevesque de Bourdeaux, lequel a dit que l'archevesque lui avoit ordonné bailler cent livres tournois pour les pauvres, sur quoi avoit avancé quelque petite somme, et du restant estoit prest en avancer une partie ou le tout si besoing est. Quant au chapitre Saint-Seurin ont dit lesdits N... n'avoir esté advertis dudit affaire, et qu'ils en communiqueront au premier jour en chapitre et mercredy fairont response. Auxquels a esté dit par M. le premier president que quant à la charité que les chanoines dudit Saint-André offroient qu'elle sembloit estre petite, aiant regard à leurs facultés et qu'ils y advisassent ensemble et en fissent response. Et quant aux chanoines de Saint-Seurin qu'ils avoient esté ci-devant appellés et qu'aucuns d'iceux avoient comparu et avoient pris delai pour en communiquer, à cette cause ne se pouvoient excuser. Sur ce leur a esté ordonné qu'ils fairoient response au tout à mercredy prochain. Aussi ledit jour sont venus en la cour N..., prevost et jurats de cette vile auxquels a esté remonstré que dez le mois d'octobre leur avoit esté fait entendre la necessité des pauvres et qu'il estoit besoing y pourvoir, scavoir est quel fonds se pourroit recouvrer pour ce faire et quels ministres se trouveroient pour s'employer à la nourriture desdits pauvres, et quelle forme doibt estre observée sur ce. A quoi ledit prevost a dit que lui et les autres jurats avoient commencé à faire

le role de ce que se pourroit lever pour la nourriture des pauvres, et qu'ils avoient deliberé mercredi prochain commencer entre eux ledit affaire, et jeudy en faire response, et ainsi l'avoient arresté avec M. le president Lachassaigne, requerants delai jusques audit jour. Sur quoi a esté ordonné que les soubsmaire et jurats viendroient jeudy prochain faire response de tout ce que dessus à ladite cour.

Le 28 novembre 1545 sont venus en la cour, par ordonnance d'icelle, les gardiens des couvents de cette vile auxquels a esté remonstré qu'ils ne nomment et ne presentent à l'avenir aucun religieux pour prescher qu'ils ne sachent tel religieux estre de bonne vie, mœurs et doctrine, et qu'ils les advertissent que l'intention de la cour est qu'ils ne detractent d'aucun autre prescheur, et s'ils scavent aucune chose avoir esté dite ou proposée contre la foi et religion chretienne, qu'ils en advertissent l'archevesque de Bourdeaux ou son vicaire. Aussi qu'ils n'aient à traiter et disputer aucunes propositions reprouvées et scandaleuses, ne dire chose contraire au contenu des articles envoiés au Roi par les doien et docteurs de la faculté de theologie de l'Université de Paris confirmées par le Roi par son edict donné à Paris le 1543. Leu, publié et enregistré en nostre cour, à laquelle remonstrance estoient presents plusieurs curés et vicaires des cures, ensemble aucuns ouvriers des eglises et paroisses de cette vile.

Le 19 novembre 1545 sont venus en la cour N..., soubsmaire et jurats de cette vile, lesquels ont dit avoir fait retirer la plus part des pauvres à l'hospital Saint-André et que le residu qui ne pourra loger audit hospital faudra faire loger à l'hospital Sainte-Croix.

Et pour ce faire le garnir de meubles, et quant au fonds pour les nourrir qu'il s'en trouvera assés, mais estoit besoing pourveoir de thresorier et hospitalier, et qu'ils avoient mandé G. de Balde qui n'avoit comparu, a esté arresté qu'avec les commis, deputés ci-devant par la cour pour avoir l'œil sur le fait de l'hospital, les soubz-maire et jurats entendront et pourveoiront au tout ou bien en faisant rapport à la cour par elle y estre pourveu ainsi que de raison.

Le 19 novembre 1545, M. le premier president a dit que l'auditeur de l'archevesque de Bourdeaux et le theologien Saint-André, lui avoient rapporté que le chapitre Saint-André avoit resolu ne pouvoir faire plus grande aumosne que de quinze livres tournois par chacun mois.

Le 21 novembre 1545 a esté appelé J. Duhalde, bourgeois et marchand de cette vile, lequel a accepté lacharge pour un an pour estre thresorier et receveur du revenu, deniers et aumosnes des pauvres et a requis lui estre baillé un conducteur, ce que lui a esté octroié et baillé faculté d'en prendre tel que bon lui semblera.

Le 9 decembre 1545 a esté ordonné que M^e Jacques-Robert Lineyrac sera examiné sur la loi *si unquam C. de revocandis donat.*, par aucuns des presidents des enquestes et conseillers de la cour, jusques au nombre de quatre ou cinq, ce qu'a esté fait ledit jour. Ledit jour, eüe deliberation quels procès doibvent estre jugés les premiers en la Grand'chambre, a esté arresté que le procès de N... comme le plus ancien sera expedié le premier.

Le 23 decembre 1545, Le Breton, conseiller en la cour, a pris congé pour aller faire nopces.

[1546]

Le 14 janvier 1545 est venu en la cour le procureur-general, lequel a dit que vers la fin du parlement passé N... avoit présenté requeste au Roi et à son conseil privé pour faire rejuger ou retracter certain arresté prononcé en la cour contre ledit N..., sur laquelle requeste auroit esté ordonné par le Roi que le procureur-general enverroit extrait des pièces sur lesquelles arrest estoit intervenu, et aussi les motifs et causes qui avoient meu la cour à bailler ledit arrest : laquelle requeste fust présentée à la cour et signifiée au procureur-general, lequel à la signification d'icelle, et depuis en la chambre, a requis et supplié la cour le vouloir instruire desdits motifs, aussi lui delivrer l'extrait, pour icelui fait, lui faire delivrer les sacs et pièces dudit procès pour obeir aux commandements du Roi et le faire porter, auquel procureur-general a esté dit qu'en faisant apparoir des lettres-patentes du Roi qu'il dit avoir esté présentées en la cour, et declarant duquel arrest il demande les motifs, attendu qu'en ladite matière ont esté donnés plusieurs arrests en la cour, y sera pourveu comme il appartiendra. Fait à Bourdeaux en parlement ledit jour et an susdits.

Le 15 janvier 1545, la cour a baillé l'arrest donné et arresté en icelle entre N... à M^e Jan Pontac, greffier civil et criminel de la cour, pour le garder jusques au premier febvrier prochain venant, pour estre prononcé presidentalement, et est ledit arrest ou *dictum* d'icelui, signé de M. François Delage, premier president, et de M. Jan Dalesme, rapporteur dudit procès.

Le 25 janvier de relevée, la cour, les chambres

assemblées, a ordonné que le jour et feste Saint-Charlemagne la cour n'entrera dorenavant, et au tableau et calendrier sera mis *vacat*, sur ledit jour, suivant ce qui est gardé en la cour de parlement à Paris.

Le 4 febvrier 1545, la cour a commis M. Saint-Simon et Lavergne pour veoir les comptes des sommes que le receveur de la comptablerie dit avoir fournis pour le bastiment ordonné par le Roi et fait pour l'audience criminelle et seconde chambre des enquestes.

Le 25 febvrier 1545, pour instruire le procès jusques à sentence definitive et de torture, sur les excès faits en la vile de Sarlat par aucuns habitants d'icelle aux officiers du Roi et consuls de ladite vile, a commis M. le president Comte et Carle, conseiller, lesquels ne partiront que les délinquants ne soient punis.

Le 22 mars 1545, la cour, les chambres assemblées, a ordonné que dorenavant y aura beuvetes en icelle de pain et de vin, puis la feste Saint-Martin jusques à la feste de Pasques, et puis la feste de Pasques jusques à la Saint-Martin en la manière accoustumée suivant ce qui est gardé en la cour de parlement à Paris.

Le 5 mai 1546, la cour, les chambres assemblées, attendu le rapport des presidents et conseillers en la seconde chambre des enquestes, fait en la persone de M^e Jacques-Robert Lyneirac, conseiller en la cour, lesquels ont dit avoir ouï rapporter et opiner ez procès jugés en la chambre puis sa reception et qu'il s'en est bien acquitté, a ordonné et ordonne que ledit Lineyrac opinera à l'avenir et rapportera procès, comme l'un des autres conseillers en la cour, et sera son opinion

comptée nonobstant la suspension d'un an qui de lui avoit esté faite en sa reception de conseiller.

Le 7 mai 1546, la cour a ordonné que dimanche prochain sera faite procession generale à Saint-André pour la paix, à laquelle procession la cour assistera, et après ladite procession sera une predication pour emouvoir le peuple à louer Dieu de ce que dessus.

Le 8 mai 1546 sont venus en la chambre criminelle les gens du Roi lesquels ont dit qu'au moien du decès de M^e Martial Belcier, juge d'Entre-deux-Mers, et de l'absence du lieutenant du juge, plusieurs crimes demeurent impunis et l'exercice de la justice retardé, requerants à cette cause par la cour estre pourveu de quelque personnage pour exercer ladite judicature jusques à ce qu'autrement par le Roi en soit ordonné. Ouïe laquelle requeste, la cour, pour exercer ladite judicature jusques à ce que par le Roi autrement y soit pourveu, a commis M^e Jan Thibault, advocat en icelle.

Le 31 mai 1546, M^e Jacques Benoist a présenté ses lettres d'office de conseiller en la cour par le decès de M. G. Alis, et esté examiné sur la loi *Age cum Geminiano, C. de transact.*, et sur le chapitre *Quamvis pactum, liber sexti decretal. de pactis*.

Le 8 juin 1546, où le rapport des presidents et conseillers qui ont procedé audit examen dudit M^e Jaques Benoist, ladite cour a receu icelui Benoist au serment de l'office de conseiller lai en la cour, duquel il a esté pourveu par le Roi, pourveu que ledit Benoist aura dispense et derogation de la clause opposée à l'edict de creation et erection de quinze conseillers en la cour, contenant qu'advenant vacation par mort des con-

seillers anciens ou nouveaux de ladite cour les offices demeureroient supprimés jusques à ce que soient réduits au nombre ancien.

Le 6 juillet 1546, la cour, les chambres assemblées, a ordonné qu'au moien du danger de peste survenu en cette vile, qui augmente de jour en jour, afin qu'il n'aviene plus grande contagion, les audiences publiques et sollicitations ez maisons cesseront et seront prohibées, et que les audiences s'octroieront au parquet de l'audience à huys-clos, ez jour ordinaire que l'on a accoustumé plaider, auquel parquet les advocats et procureurs des parties entreront à chacune cause, ensemble les parties de la cause qui s'audiencera si bon leur semble, sans ce qu'aucun y puisse entrer qui ne soit appelé par les huissiers par ordonnance de la cour. Ordonne en outre ladite cour que les requestes ne seront baillées à l'entrée de la cour à aucuns presidents et conseillers d'icelle, ains seront baillées par les parties, procureurs et solliciteurs, aux huissiers de ladite cour, qui les bailleront ez chambres d'icelle ezquelles les procès que lesdits requestes concerneront se traitent et demeurent. Aussi a ordonné qu'aux couvents et eglises parrochiales de cette ville se fairont prières, observations et processions particulières pour mitiger l'ire de Dieu. Aussi a esté arresté qu'il ne sera loisible à aucun des presidents, conseillers et autres officiers, s'en aller hors de cette vile sans le congé de la cour. Qu'il ne sera loisible à aucun autre qu'aux presidents, conseillers et autres officiers de la cour entrer au greffe.

Le 13 juillet 1546 la cour, les chambres assemblées, a ordonné que pour le danger de peste qui est en cette

vile, elle seira en la vile de Libourne, le premier d'aoust prochain comme plus à plein est contenu par l'arrest sur ce fait.

Le lundy 2 aoust 1546, en la vile de Libourne sont entrés MM. N... etc..., *ut suprà*.

Ledit jour, la cour a fait appeller les soubz-maire et jurats de Libourne auxquels a esté remonstré la cherté des vivres et autres choses concernant la police, et leur a enjoint mettre ordre, et declare que s'ils sont negligents que la cour le fera et s'en prendra sur eux.

Le 13 aoust 1546, la cour a fait lire les ordonnances accoustumées estre letües à la fin du parlement à huys ouverts, assistants les presidents et conseillers avec leurs robes rouges jaçoit qu'il n'y eust arrests presidentiaux.

Ledit jour, la cour, attendu le danger de peste qui est à Bourdeaux, le lieu où elle est à present, et le petit nombre des conseillers de la cour, a ordonné que pour ce parlement n'y aura quinzaine.

Le 17 aoust 1546, au moien de l'absence d'aucuns de M^{rs} de la seconde chambre des enquestes, ont esté baillés par la première chambre des enquestes pour assister à la seconde, attendu qu'il n'y a nombre suffisant, M. Massiot et Benoist jusques à la fin du parlement.

Le 4 septembre 1546, pour servir à la chambre ordonnée durant les vacations ont opté: M. Pomiès, Chaumon, Eymar, Casaux, Alesme, conseillers laïcs; Lavie, Dumun, Massiot, conseillers clerks, et outre M. Ferron, Boier, Malvin, sans prejudice de ses droits. Et sur ce M. Guy Brassac, conseiller et president ez enquestes, a requis estre enregistré que ledit

Malvin a opté de demeurer à faute qu'il n'y avoit aucun conseiller clerc qui ne fust marié. La cour, les chambres assemblées, attendu qu'à present en icelle n'y a nombre de conseillers clerks estants actuelement d'eglise, ordonne que les conseillers clerks non mariés, seront preferés aux conseillers estants mariés, tenants offices clerks, et ce jusques à ce qu'il n'y aura nombre de conseillers estants actuelement d'eglise.

Le 7 septembre 1546, arrests prononcés par M. le premier president.

Le 18 septembre 1546, la cour a ordonné qu'à la Saint-Martin prochaine sera advisé s'il sera loisible à aucun president, ou conseiller, aiant opté de servir durant les vacations, sera receu à s'absenter et aller en commission et nommer ou subroger aucun en son lieu.

Ledit jour, M^e Antoine Lescure, procureur-general du Roi, a nommé pour son substitut M^e François Boyreffe durant les vacations seulement.

Le 20 septembre 1546 a esté mis en deliberation si un procureur, constitué pour s'inscrire en faux en quelque matière pendante en la cour, sera receu à s'inscrire posé ores qu'il ne soit procureur en la cour. A esté ordonné que tel procureur constitué est recusable pour s'inscrire.

Le 22 septembre 1546 a esté ordonné qu'à la Saint-Martin sera mis en deliberation de la forme de proceder qu'on doit tenir contre ceux qui se sont absentés de cette ville sans laisser les procès des prisonniers et arrestés, qui leur avoient esté distribués durant le parlement.

Le 12 octobre 1546 de relevée est venu en la

chambre, ordonnée durant les vacations, M^e Pierre Secondat, conseiller du Roi et general de ses finances en la generalité de Guiene, lequel a presenté certanies missives du Roi, adressants à la cour du..., ensemble quatre lettres-patentes et commissions dudit seigneur du..., faites et expédiées pour l'execution de l'edict des gabelles, adressantes audit Secondat et à l'un des conseillers de ladite cour, et a requis ledit Secondat, suivant le vouloir du Roi, choisir et nommer l'un de la chambre, tel qu'il seroit advisé et cogneu, que mieux pourra faire service au Roi en cet endroit, et faire intituler par le greffier de la cour son nom et surnom au blanc desdites commissions, suivant lesdites missives. La cour, après avoir eü sur ce que dessus meure deliberation a choisi et nommé M^e Guillen Boier, conseiller du Roi en icelle cour, pour servir ledit seigneur au contenu desdites lettres et commissions, au blanc desquelles le nom et surnom dudit Boier sera intitulé et mis par le greffier de la cour, suivant le bon plaisir et vouloir dudit seigneur, et a neanmoins ordonné la cour que par ledit greffier sera retenu le double et copie desdites lettres et commissions.

(Il y a à dire un feuillet lequel avoit esté coupé.)

Registre secret commençant le 12 novembre 1546.

Le 12 novembre 1546, en la vile de Libourne, au moien du danger de peste estant encore en la vile de Bourdeaux, sont entrés MM. N..., lesquels ensemble M^e Bernard Lahet, advocat-general en ladite cour, ont esté ouïr la messe en la chapele du palais, celebrée par le gardien du couvent de cette vile, chantants à icelle les religieux dudit couvent.

Le 13 novembre 1546, le premier président Delage a remontré qu'il falloit donner ordre sur le fait de la foi et religion chretienne, aussi pourveoir sur ledit fait quant aux habitants de Bregerac, Sainte-Foi, Moncaret, Cleirac, lieux grandement diffamés dudit crime d'heresie. De veoir et regarder s'il y avoit au corps de la cour aucunes fautes ou negligences pour y pourveoir, pour lesquelles mieux cognoistre estoit requis, suivant ce qui avoit esté ordonné, recouvrer les ordonnances concernants *penetralia curiæ* accoustumées estre lûes en la cour de parlement de Paris deux fois l'an, afin d'en faire le semblable en cette cour, laquelle lecture servira de mercuriale, car en les lisant avec autres ordonnances faites par la cour, on pourra mieux cognoistre et declarer les contreventions qui auront esté faites auxdites ordonnances. Et aussi qu'il estoit necessaire d'adviser le lieu auquel la cour debvra seoir pendant le temps qu'il y aura danger de peste à Bourdeaux. La cour, les chambres assemblées, a arresté et ordonné quant au premier, ce qui est contenu en deux ordonnances estants en la liasse des arrests dudit jour, et outre ce qui est contenu en une missive de laquelle la teneur s'ensuit : « Messieurs les juge mage et procureur du Roi, la presente recetüe, ne faillës donner ordre de recouvrer toutes les revelations qui ont esté faites devant les curés et ci, priant le Createur de nous tenir en sa garde. Escrit en parlement de Bourdeaux, seant pour aucunes causes à Libourne, le 13 novembre 1546. » Desquelles lettres, le 26 de ce mois, en ont esté delivrées seze copies à M. le procureur-general, adressantes ez seze seigneurs des senechaussées ressortissants en ladite cour. Quant au second, que des ordon-

nances concernant le corps de la cour, accoustumées estre leües en la cour de parlement de Paris le lendemain de la feste Saint-Martin et après Pasques, en sera recouvert un double, duquel sera fait extrait, lequel sera leu en plene cour deux fois l'année, scavoir est : le lendemain de la feste Saint-Martin et le premier jour après les festes de Pasques, et ce avec les autres ordonnances faites en mercuriale en la cour de ceans, lesquelles seront jointes et accumulées ensemble. Quant au troisieme, que pour le present la cour seoir en cette vile jusques à la feste de Noël, et si lors le danger de peste continue en ladite vile de Bourdeaux, ladite cour advisera en quelle des autres viles du ressort d'icelle elle ira seoir.

Le 15 novembre 1546, les chambres assemblées, la cour a delibéré et arresté que les presidents et conseillers N... serviront ez quatre chambres durant ce parlement.

Pareillement a esté ordonné que M^e Jan Guilloche, tenant office de conseiller clerc, descendra pour servir à la Grand'chambre au lieu de feu M. François Caldanet, en son vivant conseiller clerc.

Le 17 novembre 1546, la cour lisant l'arrest fait le quinzième dudit mois sur les remonstrances faites par les soubz-maire et jurats de la vile de Bourdeaux, a arresté que si les medecins de ladite vile de Bourdeaux, stipendiés et salariés par ladite vile ou aucun d'eux veut pendant ce danger de peste subroger un autre medecin de ladite vile en son lieu faire, le pourra nonobstant ledit arrest.

Le 19 novembre 1546, les chambres assemblées, a esté arresté que pour le present et sans tirer à conse-

quence au lieu de feu M. Caldanet, en son vivant clerc, le plus ancien conseiller clerc descendra en la Grand'Chambre, et a ordonné que M^e Jan Guilloche, tenant office clerc, descendra en la Grand'chambre et servira en icelle, et qu'il sera escrit à M. le chancelier de faire admettre les resignations qui seront faites par les conseillers clerks, *actu et habitu*, tenants offices laïcs, en faveur des conseillers mariés tenants offices clerks.

Ledit jour, les chambres assemblées, a esté ordonné que dorenavant ne seront publiés aucuns edicts que premièrement ils n'aient esté monstrés et communiqués ez chambres des enquestes.

Aussi a esté arrêté que M^e Jan Lavergne, pourveu de l'office de lieutenant-general du senechal de Perigort au siège de Bergerac, après avoir apparu à la cour par inquisition sur ce faite à la requeste du procureur-general du Roi qu'il est de l'age de trente ans, de bonne vie et mœurs, sera examiné suivant l'edict du Roi en la seconde chambre des enquestes pour le present et sans tirer à consequence pour le regard de la charge de ladite chambre des enquestes, estant assemblés en icelle jusques au nombre de quinze.

Le 22 novembre 1546, les chambres assemblées, M^e Guy Brassac, president ez enquestes, a rapporté M^e Jan Lavergne, pourveu de l'office de lieutenant-general en la senechaussée de Perigort, au siège de Bergerac, avoir esté examiné en la seconde chambre des enquestes, estants en nombre de quinze, suivant l'edict du Roi et arrest de la cour, et les opinions recueillis avoir esté arrêté et conclud par tous que ledit Lavergne est capable pour exercer ledit office de

lieutenant-general. A esté aussi arresté qu'à present, et dorenavant après l'arrest et conclusion qui sont faits sur l'examen d'aucun baillif ou lieutenant de longue robe en l'une des chambres des enquestes, suivant l'edict du Roi, seront rapportés en la chambre du plaidoié, sera delibéré par ladite chambre sur la reception d'iceux qui avoient esté ainsi examinés.

Ledit jour a esté arresté que les conseillers de la Tournelle remettront les procès qu'ils ont des autres chambres pour être distribués.

Le 23 novembre 1546 a esté enjoint aux maire et jurats de Libourne, presents, de donner logis et vivres et autres choses necessaires pour l'entretien de N..., docteur en theologie, durant les advents qu'il preschera en cette vile.

Le 15 decembre 1546, la cour, les chambres assemblées, a commis M. le president Lachassaigne, Ciret et Guitard, conseillers, pour aller en la vile de Bourdeaux entendre la santé ou maladie d'icelle, et donner ordre à tout ce que sera requis pour la police de ladite vile pour le regard du danger de peste estant en ladite vile, pour le rapport ouï, estre pourveu sur le retour en ladite vile, comme la cour verra estre à faire.

Le 21 decembre 1546, la cour, les chambres assemblées, a arresté qu'elle seaira en la vile de Bourdeaux huit jours après la feste des Rois, et cependant seaira en cette vile.

[1547]

Le 5 janvier 1546, la cour aiant delibéré si elle seaira en la vile de Bourdeaux suivant la deliberation qu'elle avoit faite, aiant aussi entendu le rapport de

M^e Jan Ciret, conseiller en la cour, commissaire député, et d'Antoine Belcier, advocat en la cour et sous-maire en ladite vile, fait sur le danger de peste qui peut à present estre en ladite vile, a ordonné et ordonne qu'elle scoira en icelle vile de Bourdeaux de lundy prochain en huit jours, ce que sera publié vendredy prochain, et en outre a ordonné et ordonne que ledit jour sera faite autour du palais procession à laquelle assistera ladite cour, adjudants et procureurs en icelle, et que ladite procession faite sera dite et celebrée la messe tout ainsi qu'il est accoustumé faire chacun an à l'entrée du parlement.

Le 18 janvier 1546 ont esté appellés en la Grand-Chambre M^e N..., lieutenant du juge de Sainte-Foi, et N..., substitut du procureur du Roi en ladite jurisdiction, auxquels a esté remonstré par M^e Delage, premier president, que combien qu'ils eussent esté sommés plusieurs fois de venir rendre compte de la diligence qu'ils avoient fait de faire punir ceux qui sont chargés de crime d'hœresie en la vile de Sainte-Foi, en laquelle ils sont officiers, suivant les edicts du Roi et arrests de la cour, neanmoins n'en ont tenu aucun compte jusqu'à la seconde jussion. Davantage que les susdits N..., usants de grande irreverence, se sont ingerés entrer et se presenter à la cour en habits indecents au titre des offices desquels ils s'intitulent, ayants plustost l'habit de gabarriers ou marchands que d'officiers de justice; outre que non seulement ils mesprisent les ceremonies des habits des gens de justice, mais aussi les ceremonies ordonnées en l'eglise, et qu'estoit le commun bruit que les années dernières, et mesme à la feste de Toussaints dernier passée, ne

furent dites en ladite vile trois messes. Qu'en ladite ville les femmes de devoion pour n'estre reprochées ne agassées de ceux de ladite vile mal sentants de la foi, sont contraintes aller faire dire les messes au couvent des Cordeliers ou autre lieu en secret et en cachetes, et porter soubz leurs robes les chandeles qu'elles ont toute leur vie accoustumé offrir. Qu'à l'enterrement des defuncts on ne porte lumière, chandele, ne croix, et combien qu'ils sçachent tout ce que dessus n'ont tenu compte en faire information pour poursuivre la punition et en advertir la cour. Sur quoi, eüe delibération, ouïs les gens du Roi, la cour a ordonné que les susdits N... seront ouïs et interrogés par M^{es} Chaumon et Alesme, conseillers en la cour, sur quelques interrogatoires qui par ladite cour leur seront baillés, et cependant tant pour ladite negligence que pour l'irreverence faite à la cour d'estre entrés en icelle en habit indecent aux offices qu'ils disent tenir, a ordonné qu'ils seront presentement menés ez prisons de la conciergerie pour illec tenir jusques à ce qu'eux ouïs autrement en soit ordonné.

S'ensuivent les interrogatoires ordonnés par la cour estre faits auxdits N... seront interrogés M^e N... :

Premièrement quelle diligence ils ont fait à faire punir et corriger ceux qui sont chargés de crime d'hœresie en la vile de Sainte-Foi.

Quels prescheurs ils ont eü puis un an en ladite vile.

Si les prescheurs ont eü permission de prescher suivant les edicts et arrests.

Si le jour des deffuncts dernier furent celebrées en ladite vile messes publiques à haute voix pour les deffunts en telle solemnité qu'on avoit accoustumé.

Si on porte chandeles, pain, vin, ordinairement à la messe et mesme le jour de lundy.

Si on fait le pain benist les jours de dimanche et oblations à la messe.

Si aux sepultures et enterrements des trepassés, mesme des enfans, on porte croix, chandele et cierge, et si on sonne les cloches.

Quel regent ils ont eü puis un an, d'où il est, et puis quel temps il y est.

S'ils scavent aucuns en ladite vile qui soient suspects d'hœresie.

S'ils en ont ouï parler, et autres interrogatoires que MM. Chaumon et Alesme adviseront.

Le 10 febvrier 1546, la cour a ordonné que les preidents et conseillers d'icelle, qui à l'avenir iront en commission pour le fait de l'hœresie, seront païés par les evesques du diocèse desquels ils iront ou autres que la cour ordonnera, attendu l'evidente negligence desdits evesques ou autres qui debvroient y avoir pourveu et ont esté negligents.

Le 26 mars 1546, la cour, vetües les missives du premier president, et president Lachassaigne, a ordonné que demain sera faite procession generale pour la santé du Roi.

Le 7 avril 1546 a esté arresté que la cour entrera le jeudy après Pasques, ainsi qu'on a accoustumé, toutesfois ceux qui n'entreront que la sepmaine après la feste de Pasques ne seront pour cela notés ni privés de leurs gages.

Le 8 avril 1546, avant Pasques, jour de vendredy, arriva en cette vile de Bourdeaux, environ midy, M^e G. Roussay, escuier et secretaire du roi et reine de

Navarre, envoyé en poste par le roi Henry moderne, et porta lettres dudit seigneur Roi et du roi de Navarre, lesquelles il presenta à M^e François Delage, premier president en la cour, requerant acte de ladite presentation. La teneur desquelles lettres s'ensuit :

« De par le Roy, nos amés et feaux, il a pleu à Dieu nostre createur, qui dispose et ordonne de toutes choses, appeller et prendre à sa part le feu Roi, nostre très cher seigneur et père, qui nous est un tel regret et ennui que vous pouvés penser, et puisque par sa sainte grace il a voulu aussi que nous soions demeuré successeurs au roiaume, il faut après avoir regardé à ce qui reste de faire pour le salut de l'âme du defunct, que nous pourveions auxdites choses concernant la conduite de nostre estat, dont la justice, qui fait regner les princes est la première partie. Par quoi vous disposerés vostre compagnie à prier Dieu que, par sa divine bonté et misericorde il veuille avoir pitié et mercy de l'ame de nostre dit seigneur et père, et la recevoir et mettre au rang des bienheureux, et au surplus vous continuerez nonobstant cette mutation intervenue la seance de nostre parlement en attendant que vous nous aiés fait et presté le serment accoustumé, vous recommandant autant que nous est possible l'administration et distribution de cette justice en telle sincerité et equité que le devoir de vos offices et consciences le requiert, et vous nous trouverez en vostre endroit generalement et particulièrement tel qu'un bon Roi et prince doibt estre envers ses bons, loiaux et affectionnés ministres.

» Données à Hauteboüere, le dernier de mars 1546, avant Pasques. Signé : HENRY. » Clausse, et au dos est

escrit : A nos amés et feaux les gens de nostre cour de parlement à Bourdeaux.

« Messieurs, j'ai presentement receu une lettre que le Roi vous escrit et m'a commandé vous l'envoyer, par laquelle vous fait entendre comme il a pleu à Dieu appeller à soi le feu Roi son père, et qu'attendant que par vous lui soit fait le serment accoustumé, il veut que continuiés en l'administration de justice telle que le debvoir de vos offices et conscience le requiert et de ma part je vous ai bien voulu escrire la presente suivant le commandement que ledit seigneur vous en a fait, et prier de tenir l'œil à ce qu'en cette mutation ne soit innové aucune chose prejudiciable au service dudit seigneur, comme je m'assure que fairés. Qui sera l'endroit où je prierai le Créateur, Messieurs, qu'il vous ait en sa très sainte garde. »

C'est de Serre, le 5 avril 1546, avant Pasques, signé : Le tout vostre HENRY; et au-dessus est escrit : « A Messieurs de la cour de parlement de Bourdeaux. »

Après la reception desquelles lettres ledit Delage, premier president, a commandé à N..., huissier de la cour, aller ez maisons des autres presidents, conseillers et gens du Roi et greffier de la cour qui seroient en la vile, leur signifier et notifier qu'ils eussent à se trouver à deux heures après midy, ledit jour, au palais roial de Lombrière où ladite cour avoit accoustumé seoir, ce qu'ils auroient fait, à laquelle assemblée se trouvèrent MM. N..., et après avoir deliberé sur le contenu de ladite lettre du Roi, a esté ordonné que ladite cour continuera la seance du parlement et l'administration de la justice, comme elle a fait par ci-devant, suivant le vouloir dudit seigneur déclaré par sa lettre. Et au

surplus que l'archevesque de Bourdeaux ou son vicaire general ensemble les chapitres de l'eglise metropolitaine Saint-André et collegiale Saint-Seurin lez Bourdeaux, seront advertis d'envoier par les parroisses et couvents de cette vile et par toutes les autres eglises et parroisses du diocèse de Bourdeaux, afin de faire en chacune desdites eglises processions, prières et oraisons, priant Dieu le createur que par sa divine bonté et misericorde il veuille avoir pitié et mercy de l'ame du feu Roi et donner prosperité et santé au seigneur Roi moderne et au roiaume. A aussi ordonné et ordonne la cour que procession generale sera faite lundy prochain en cette vile pour les causes susdites, et que la procession faite sera dit et fait un sermon en l'eglise metropolitaine Saint-André pour esmouvoir le peuple à faire prières pour les mesmes causes, et au moien de l'occupation que ladite eglise a pour le service ordinaire le mercredy suivant en l'eglise Saint-André, en l'eglise collegiale Saint-Seurin les Bourdeaux, ez eglises parroichiales et couvents sera fait un service pour les deffuncts à l'intention du feu Roi, et que le jour et dimanche de Quasimodo prochain venant, que la cour sera mieux assemblée sera advisé d'envoier vers le Roi pour lui faire et prester le serment de fidelité accoustumé; et neanmoins, a esté accordé acte audit Raussay de la presentation desdites lettres. Et le lundy ensuiuant ont esté faits lesdits procession et sermon ezquels la cour a assisté.

Le 20 avril 1547, après Pasques, la cour, les chambres assemblées, aiant à deliberer sur ce que restoit par l'acte et arrest fait en icelle cour, le 8 de ce mois, c'est à scavoir d'envoier devers le Roi lui prester le

serment de fidelité accoustumé et pareillement sur certaine requeste présentée par le syndic des procureurs en icelle, aux fins de deliberer en tant que besoing seroit quelle forme seroit tenue à l'expedition des lettres de justice accoustumées estre expediées en la chancellerie de cette vile de Bourdeaux, du temps du feu Roi François, que Dieu absolve, afin que l'expedition des lettres de justice ne fust ci-après comme elle avoit esté quelque temps retardée, ains fust continuée suivant le vouloir et rescription dudit seigneur, pour le bien de la justice profit et utilité de la chose publique. Eüe sur ce bonne et meure deliberation et veües certaines lettres de relief d'appel, expediées en cette vile soubs le scel de ladite cour, en date du 17 fevrier 1514. Attendu ce qu'avoit esté déterminé avoir esté gardé par les cours de parlement de ce roiaume et considéré en cet endroit ce qu'est à considerer, a ordonné et ordonne que l'expedition des lettres de la chancellerie sera faite en la cour les jours de mercredy et samedy accoustumés, par celui des presidents et conseillers qui tiendront la quinzaine, et par eux toutes lettres de justice rapportées et expediées, réservées : remissions, graces, pardons, et pour ce faire sera le sceau de ladite cour mis ez mains de celui des presidents qui tiendra la quinzaine, et sera l'emolument provenant du rapport desdites lettres employé à la nourriture des pauvres, ainsi qu'il sera advisé par les presidents et conseillers de ladite quinzaine, sans en ce aucunement toucher ne comprendre les deniers du Roi et emoluments du sceau, et seront les arrests, provisions de ladite cour, et lettres de justice intitullées : *Les gens tenants la cour de parlement de Bourdeaux,*

et scellées du scel de ladite cour en cire rouge, le tout jusqu'à ce que par le Roy autrement y soit pourveu, et, au surplus, ordonne icelle cour que M. François Delage, premier president, Pompadour, Carle, conseiller, et Brassac, president ez enquêtes, iront vers le Roi pour lui rendre le debvoir et obeissance à lui appartenant, et qu'icelle cour est tenue lui rendre, et faire et prester le serment de fidelité accoustumé, et outre poursuivre et obtenir la confirmation des offices des presidents, conseillers et autres officiers de la cour, et remonstrer les autres affaires d'icelle. Et a esté ordonné que N..., receveur des exploits et amendes de la cour, mettra devers la cour, dedans six jours prochains, deux cents escus pour estre employés au voiage ordonné estre fait vers le Roi par lesdits MM. Delage, premier president, Pompadour, Carle et Brassac.

Le 21 avril 1547 ont esté leües les lettres missives du Roi, adressantes à M. Delage, premier president, concernant la poursuite à estre receu à l'office de conseiller en la cour que faisoit un quidam qui pour crime d'heresie avoit esté condamné, et pareillement que ledit Delage eust à lui nommer personnage suffisant et capable pour faire poursuite au ressort de la cour dudit crime d'heresie.

« Monsieur le president aiant entendu le peu de debvoir et diligence que les gens de ma cour de parlement de Bourdeaux font à l'extirpation des erreurs et faulses doctrines, et à la punition de ceux qui s'en trouvent maculés en nos pais de Guiene, j'escris aux gens de ma cour qu'ils aient dorenavant à vaquer à cela si vivement que je puisse cognoistre que les choses

ne tirent plus en telle longueur que je scai qu'elles ont fait par le passé, ainsi que verrés plus amplement par ma lettre, que je vous envoie suivant laquelle, comme chef de ladite cour, vous tiendrez la main roide à l'exécution de mon intention en cet endroit; et quant à ordonner un procureur-general au ressort dudit parlement pour le fait desdites haresies, je trouve bon d'en faire un pour quelque temps, et vous pour adviser quelque bon et vertueux personage qui soit pour bien faire cette charge, et m'en advertissant, je lui en ferai incontinent expedier ses lettres. Au regard de celui qui poursuit sa reception en l'office de conseiller en ladite cour, qui a esté ci-devant condamné pour crime d'heresie, je ne veus ni entends qu'il soit receu, et me garderai bien de lui octroier provision quelle qu'elle soit, à cette fin aiant aussi commandé à mon chancelier ne lui en despescher point, ce que vous fairés entendre aux gens de notre dite cour, à ce qu'ils ne fassent chose en cela qui contreviene à ma dite intention, priant Dieu, monsieur le president, qu'il vous ait en sa garde.

» Escrit à Saint-Germain-en-Laye, le 14^e jour d'avril 1547, signé : HENRY. ROCHETEL, et au-dessus : à Monsieur le premier president de ma cour de parlement de Bourdeaux. »

Le 2 mai 1547, M. le president Brinon, garde-sceaux de la chancellerie, a exhibé à la cour et en la Grande chambre certaines missives à lui escrites par M. le chancelier et audiencier de France, par lesquelles lui est mandé et escrit comme garde du scel de la chancellerie establie en cette vile de Bourdeaux pour engraver le nom du Roi Henry moderne au sceau

ancien, estant devers lui, au lieu du nom du feu roi François, et sceller dorenavant dudit sceau comme a esté fait ci-devant. Lesdites missives datées du 24 avril dernier à Lisledam. Lesquelles lettres ont esté par M. Chaumon, conseiller, envoiées par les autres chambres de la cour sur l'heure.

Le 11 mai 1547, l'exécution de l'arrest d'entre N... a esté commise à M. Eymar, rapporteur du procès pour cette fois, sans tirer à consequence à ce que les presidents de la cour maintiennent qu'ils peuvent choisir une commission si elle est presidentale et que les conseillers de la cour maintiennent le contraire, et que toute execution doibt estre faite par le rapporteur.

Le 2 juin 1547, la cour a delibéré si les lettres du Roi adressantes au roi de Navarre, son lieutenant et gouverneur en Guiene, prohibitives des chasses seront publiées. A esté advisé que ledit seigneur roi de Navarre les fera publier, si bon lui semble, veu mesme que pour faire la publication elles ne sont adressantes à la cour.

Le 18 juin 1547, la cour voulant ouïr les parties sur la requeste présentée à icelle par le syndic des procureurs en icelle aux fins d'estre receus à opposition à l'enterinement des lettres de publication obtenues par les referendaires en la chancellerie de Bourdeaux, le 12 mai 1547, M^e René Brinon, president en la cour, est issu de la Grand'chambre, en laquelle les chambres estoient pour lesdites affaires assemblées, disant n'y debvoir assister à cause qu'il est garde du sceau de ladite chancellerie. Et ce fait, ladite cour, eüe sur ce deliberation, a ordonné que ledit president Brinon assistera et opinera en ladite matière, ce qu'il a fait.

Le 22 juin 1547, les chambres assemblées, a esté ordonné qu'à cause de l'interruption du jugement des procès criminels, pour vaquer à l'expedition contre les hœretiques, seroient nommés et commis des plus anciens conseillers d'icelle, tant de la Grand'chambre que de la chambre criminelle jusques à ce que par le Roi ou ladite cour autrement en soit ordonné.

Le 1^{er} juillet 1547 ont esté presentées les lettres du sieur de Moneins, pourveu par le Roi de l'estat de lieutenant dudit seigneur, en l'absence du roi de Navarre. Et a esté ordonné qu'elles seroient leties ledit jour en l'audience, et que icelui sieur de Moneins assistera haut le premier du costé des conseillers lais, comme ont fait ses predecesseurs audit estat.

Le 2 juillet 1547, la cour, les chambres assemblées, attendu le grand nombre des prisonniers qui sont en la Conciergerie, ordonne que les procès desdits prisonniers, du consentement des presidents et conseillers des chambres des enquestes, sans tirer à consequence, seront jugés ez Grand-chambre et chambre des Enquestes, et à ces fins, les conseillers de la Tournelle remettront au greffe les procès criminels qu'ils auront devers eux pour estre distribués ez Grand'chambre et chambre des Enquestes, et cependant ceux de la Tournelle vaqueront, toutes choses laissées, à l'expedition des procès des prisonniers chargés de crime d'hœresie et de volerie.

Le 17 aoust 1547 sont venus en la Grand-chambre M. N..., conseiller, et par N... a esté dit qu'en la première chambre des Enquestes avoit esté porté le procès pendant en la cour entre N..., lequel ils ne pouvoient departir parce que M. Casaux, president ez enquestes,

et qui à present presidoit en la seconde des Enquestes, estoit recusé, et par ce requeroit qu'il pleust à la cour ordonner que l'un des presidents d'icelle allast presider audit departement dudit procès en ladite seconde chambre des Enquestes, sur quoi eüe deliberation, attendu qu'en la Grand-chambre n'y a present que M. de Brinon, president en icelle, ledit Lavie et Dupont se retireront devers MM. Lachassaigne et Lecomte, presidents, et qui à present president en la chambre de la Tournelle.

Le 29 aoust 1547, les chambres assemblées, a esté arresté que dorenavant les procès de ceux qui seront chargés de crime d'hœresie seront jugés en la chambre de la Tournelle.

Le 7 septembre 1547, s... sur le differend meu des presidents et conseillers des première et seconde chambre des enquestes, sur ce que ceux de la première disoient que le procès pendant en la cour entre N... avoit esté porté definitivement en la première chambre, scavoir est que l'une partie des juges tendoit à maintenir l'une desdites parties, et l'autre à relaxer l'autre partie, et départant lequel procès en la seconde, ceux de ladite seconde ont dit, en leur conscience ne pouvoir estre d'aucunes desdites opinions, ains d'une tierce, qu'est, qu'avant proceder d'admettre l'une des parties à verifier quelques faits, ce que ceux de la première avoient remonstré à ladite seconde chambre, et avoient dit que ledit procès debvoit estre departi à l'une ou à l'autre des opinions de la première, sur lesquelles ledit procès avoit esté departi suivant ce qui avoit esté gardé en ladite cour, et non suivre un tiers advis; disants que n'estoient juges du procès ains du partage

seulement, et puis que ne s'en pouvoient accorder entre eux MM. Lavie et Gascq, contraires en opinions et députés par ladite première pour departir ledit procès, estoient venus en la Grand'chambre cejourd'huy requérir pour le bien de justice vouloir assembler les chambres de la cour pour vuider et decider ledit différend, ce qu'auroit esté commandé au greffier de ladite cour convoquer tous les presidents et conseillers d'icelle, et lesdites chambres assemblées, ledit negoce et différend mis en deliberation, a esté ordonné qu'au departement dudit procès, ceux de ladite seconde chambre des enquestes seront tenus elire et suivre l'une des deux opinions de la première sur lesquelles le procès a esté reparti et à icelle se revenir, et se departiront dudit tiers advis, suivant ce qu'inconeusement a esté cy-devant gardé en ladite cour et autres cours souveraines du Roiaume. Fait à Bourdeaux en parlement le 7 septembre 1547.

Le 9 septembre 1547, les chambres assemblées, M^e François Delage, premier president, a mis en avant qu'il estoit besoing d'adviser lesquels des conseillers serviroient ces vacations en la chambre ordonnée par le Roi durant lesdites vacations, et lors M^e Guy Brassac, president ez enquestes, a requis que celui des presidents en la cour qui voudroit demeurer et servir en ladite chambre des vacations l'eust à declarer, auquel Brassac ledit Delage a dit que l'ordonnance ne le portoit, et que c'estoit aux presidents de declarer leurs opinions les derniers, et que non sans cause ladite ordonnance l'avoit ainsi disposé, et que ce n'estoit audit Brassac de subalterner l'estat des presidents en la cour, et sur l'heure M^e Arnoul, plus ancien

conseiller en icelle, a leu l'ordonnance du roi Louis XII, faite sur la seance de ladite chambre. Laquelle lette a esté commandé au greffier lire le role des conseillers de la cour selon l'antiquité de reception, ce qu'il a fait, et après que les plus anciens conseillers sur ce interpellés l'un après l'autre par ledit Delage ont déclaré ne vouloir demeurer en cette vile, s'astreindre et lier au service durant les vacations, jusqu'au tour de N... La cour a ordonné qu'en la chambre pour ces vacations serviront les dessus dits N...

Le 28 septembre 1547, la cour a commis MM. Valier et Gaultier, conseillers en icelle, pour visiter les boutiques des libraires de cette vile, et veoir s'ils ont et tiennent en leurs boutiques livres prohibés, pour ladite visite faite et leur rapport fait à icelle estre procedé comme de raison.

Le 10 octobre 1547, M. Lachassaigne, president, a remonstré à la cour avoir esté assigné par M. Vallant, conseiller au parlement de Paris, commissaire député pour faire certaines enquestes par turbes à la requeste du sieur de Biron, contre le sieur de Boneval. La cour a ordonné qu'aucun des presidents et conseillers en icelle ne sera ouï en turbe, ne autrement.

(Il y a deux feuilles coupés.)

Registre commençant le 12 novembre 1547.

Le 12 novembre 1547 sont entrés MM. N..., assistants les soubz-maire, prevost et quatre jurats de la vile, avec leurs manteaux et chaperons de satin cramoisy.

Ledit jour aiant esté enjoint aux jurats de faire netoier les rues ont dit qu'il avoit esté advisé en jurade

d'abolir les charriots pour cette année, et ordonné que chacun devant lui feroit netoier, ce qu'ils n'avoient delibéré faire que premier ils ne l'eussent remonstré à la cour, et ce que les mouvoit à ce faire estoit que leurs predecesseurs pour paier grande somme de deniers par eux deubs au Roi, des arrerages de la solde, avoient esté contraints vendre et engager tout le revenu de la vile tellement qu'il n'y avoit deniers suffisants pour paier les frais de justice. A quoi par les gens du Roi a esté dit qu'avant lesdits charriots fussent abolis, qui est un bien public, faudroit que le paiement des gages du clerc, prevost, soubz-maire et jurats de la vile fust suspendu : aussi le Roi en toutes saisines faites des deniers de la vile a tousjours accoustumé excepter les charges de la vile, entre lesquelles sont lesdits charriots.

Le 14 novembre 1547, le president Lachassaigne est allé en commission par ordonnance de la cour pour la reformation de l'abbaye de Bontout.

Ledit jour ont esté présentées à la cour par les gens du Roi certaines lettres-patentes, données à Fontainebleau au mois d'octobre dernier, par lesquelles ledit seigneur veut que doresenavant les officiers ès cours souveraines, juridictions ordinaires tant des prevostés que bailliages, seneschaussées et semblablement des juridictions extraordinaires, soit des cours des généraux de la justice des aides ou des esleus, pareillement des chambres des comptes, et aussi tous advocats, procureurs ezdites juridictions, ne pourront estre par ci-après promeus ez charges ou estats de vile, soit par voie d'election ou autre manière de provision. Lequel edict veu, la cour eüe sur ce delibération, les chambres

assemblées, a ordonné qu'avant proceder à la publication dudit edict, elle informera le Roi des moiens, causes et raisons qui la meuvent à différer ladite publication.

Le 26 novembre 1547 a esté enjoint aux religieux, preschans à present ez eglises Saint-Pierre et Saint-Michel et autres, presents lesdits prescheurs et autres religieux des couvents des Carmes et Augustins, de garder et observer le contenu de l'arrest du 17 de ce mois en ce qui les concerne; lequel leur a esté donné à entendre.

Le 5 décembre 1547 ont esté présentées à la cour deux missives du Roi, l'une du 19 novembre dernier avec l'edict donné à Fontainebleau dudit mois, concernant la vente que le Roi entend et veut estre faite de son domaine et aides jusques à la somme de cent mille livres tournois de revenu annüel et pour faire revente de ce que par ci-devant a esté vendu. L'autre missive, datée du dernier dudit mois de novembre, concernant la charge des vins en Angleterre, laquelle a esté communiquée à N..., comptable pour le Roi en sa comptablie de Bourdeaux, lequel a promis et juré tenir secret et ne reveler le contenu d'icelle, et lui a esté inhibé par ladite cour de n'y contrevenir, et ne delivrer billetes à aucuns marchands de ce royaume subject du Roi, pour porter vin en Angleterre, ains seulement aux Anglois, et à fin qu'il ait moien d'obeir au vouloir dudit seigneur et n'y contrevenir aucunement, la cour a ordonné qu'un double de ladite missive, signée du greffier d'icelle, sera baillé audit N..., comptable. Ce qui a esté fait.

Le 9 decembre 1547, la cour a ordonné que les

lettres du Roi, octroïées à la Reine, par lesquelles ledit seigneur veut qu'elle jouisse du revenu de ses terres, et ait la nomination des officiers en icelles, seront enregistrees.

Le 14 decembre 1547, lettre du Roi à M^e Lachassaigne, president : « Monsieur le president, etc..., disant à Dieu, monsieur le president, qu'il vous ait en sa sainte garde. Escrit à, etc... Signé : HENRY. » Close, et au-dessus est escrit : A monsieur le president de Lachassaigne.

Le 17 decembre 1547 ont esté commis MM. Amelin, Valier et Malvin, conseillers en la cour, pour assister chacun dimanche à l'hospital Saint-André à l'audition des comptes et administration des biens d'icelui. A quoi M^e Jan Alesme assister a son option, quand il y pourra vaquer.

Le 19 decembre 1547, veües par la cour, les chambres assemblées, les lettres octroïées par le Roi à Fontainebleau, le 7 octobre dernier, par lesquelles ledit seigneur permet, octroie et veut que messire Jan Calvimon, chevalier, conseiller du Roi et second president en la cour, puisse exercer sondit estat et office de second president tout ainsi qu'il faisoit auparavant le jugement de suspension dudit office, et comme s'il ne fust avvenu, en mandant par icelles lettres à la cour, faire, souffrir et laisser jouir ledit Calvimon dudit office, selon et ainsi que dessus; ladite cour a ordonné et ordonne que les lettres dudit Calvimon seront enregistrees ez registres d'icelle et qu'icelui de Calvimon, suivant ses lettres, exercera sondit office de president, et pour ce faire, sera envoyé querir par le grefier de ladite cour et deux des huissiers en icelle. Ce qui a

esté fait. A la susdite deliberation ont assisté, par ordonnance de la cour, MM. N..., sans couvrir pour ladite assistance les recusations que les susdits pourroient avoir contre ledit Calvimon.

[1548]

Le 17 janvier 1547, par M^e François Delage, premier president, a esté remonstré qu'il avoit entendu qu'en la vile et fauxbourgs de Blaie, se font plusieurs assemblées à port d'armes qui usent de force, à quoi est besoing pourveoir. Sur quoi a esté ordonné que le lieutenant-general en Guiene sera envoyé querir, ce qui a esté fait, auquel par ledit Delage a esté remonstré ce que dessus, qui a dit qu'il a esté adverti par M^e Jan Ducasse, conseiller en la seneschaussée de Guiene, qu'il, estant audit Blaie, avoit esté constitué en grand crainte d'estre outragé, parce qu'on disoit qu'il estoit illec pour informer pour raison de la gabelle du sel, et en telles choses la cour a accoustumé y envoyer un conseiller de la cour, avec lequel est prest faire ce que la cour lui ordonnera; mais que pour le present il a deliberé, si la cour veoid que faire se doibve, envoyer adjourner par adjournement non libellé le juge, procureur et autres officiers de Blaie, pour entendre avec eux la forme de proceder desdits habitants, pour, eux ouïs, y estre amplement pourveu, ce que la cour a ordonné estre fait par ledit lieutenant-general le plus diligemment que faire se pourra.

Le 21 janvier 1547, la cour a ordonné que la lettre missive du roi de Navarre seroit enregistrée, de laquelle la teneur s'ensuit :

« Messieurs, je n'ai voulu faillir de incontinent

après avoir entendu le contenu en vos lettres, le 7 de ce mois, pour satisfaire à ce que par icelles m'escrivés que trouve raisonnable, et que je ne veux ne entends de mon temps aucunement diminuer vos autorités, ains de ce que pourrai les augmenter. J'ai commandé au commissaire ordonné à faire le departement et assiete de la garnison de ma compagnie, de n'en mettre en aucune de vos maisons et exempter icelles de logement, et où il en auroit loger les faire deloger et vuider incontinent. Par quoi, vous prie croire, messieurs, qu'en cet endroit-là et tous autres où cognoîtrés que je m'y puisse emploier pour vous que ne voudrai faillir à ce faire et d'un si bon cœur que prie le createur vous donner ce que plus desirés.

» Escrit à Pau, le 15 janvier 1547, signé : Le tout vostre : HENRY. » Et au-dessus : A Messieurs de la cour du parlement de Bourdeaux.

Le 12 mars 1547 a esté ordonné, que lundy prochain, jour et feste Saint-Joseph, la cour assistera à la procession qui se fera tant ledit jour qu'autre jour semblables pour chacun an doresnavant.

Le 23 mars 1547 ne sont entrés de relevée, parce qu'est la vigile des arrests accoustumés prononcer la vigile Nostre-Dame de mars, suivant ce qui a esté ci-devant gardé.

Le 28 mars, arrests prononcés.

Le 24 avril 1548 ont esté commis M^{re} Arnoul et Amelin, pour appellés le procureur-general et les sous-maire et jurats et les deux medecins gagés de la vile, et deux des principaux M^{re} apothicaires de cette vile, visiter les drogues et boutiques des apothicaires.

Le 3 mai 1548, feste Sainte-Croix, a esté arrêté

que combien que les années precedentes la cour eut accoustumé sortir à neuf heures, toutesfois pour aucunes causes à cela mouvants elle tiendra l'audience jusques à dix heures et ce sans tirer à consequence pour l'avenir.

Le 4 mai 1548, M^e Pompadour, conseiller du Roi en la cour, a presenté à icelle certaines lettres-patentes du Roi, données à Nojan, le 10 avril, contenant declaration que ledit seigneur donne pouvoir audit Pompadour, comme son M^e ordinaire de son hostel, d'assister et opiner ez jugemens des procès pendans en icelle et que sa voix soit comptée et qu'il puisse tenir et exercer le sceau de la chancellerie de Bourdeaux, tout ainsi et par la forme et manière que font les autres maitres des requestes ordinaires de son hostel, lesquelles veües par ladite cour en toutes les chambres d'icelle, a esté ordonné que lesdites lettres seront enregistrées ez registres de la cour pour par ledit Pompadour jouir de l'effet d'icelles.

Le 7 mai 1548, en l'audience, M^e Pompadour, comme maitre des requestes ordinaires de son hostel, a esté installé et tenu le premier lieu au premier rang des lais.

Le 24 mai 1548, l'assignation des gages obtenüe par M^e Laguionie, des officiers de la cour sur la comptablerie de Bourdeaux, avec les attaches des thresoriers generaux et thresoriers de l'espargne. Lesdites lettres ont esté enregistrées ez registres de la cour et signifiées, par un des huissiers, comme estoit mandé par lesdites lettres et un double ou vidimus envoyé au receveur general ou son commis.

Le 30 mai 1548 a esté mis en deliberation par le

second president, si le premier president debvoit assister au jugement de l'affaire d'entre N..., attendu la remonstrance faite en la cour par le premier president, samedi, de l'injure à lui, au Roi et à la cour faite par ledit N..., et a esté arresté, ledit premier president absent et hors de la chambre, que ledit premier president assistera au jugement dudit affaire et sera mis à sa discretion s'il se sent stomaché et ulcéré de l'injure à lui faite par ledit N..., en sorte qu'il n'en doibve estre juge, ce que lui a esté demain matin remonstré par ledit Calvimon, en ladite Grand-chambre, auquel il a déclaré ne se sentir ulcéré ne stomaché aucunement de ladite injure qui lui changeast ne variast le jugement de raison.

Le 8 juin 1548, M^{rs} Lahet, Lescure et Beraud, advocats et procureur generaux, sont venus en la cour disants que pour extirper du païs les voleurs et hœretiques, est besoing y tenir les Grands-jours, cette presente année, suivant l'ordonnance. Par quoi requièrent qu'il plaise à la cour en escrire au Roi et à M. le chancelier pour obtenir les provisions sur ce necessaires.

Le 14 juin 1548, la cour a déclaré la missive de M^o Mosnier, conseiller, aux fins d'estre tenu pour excusé, estre moins que suffisante, attendu par icelle ledit Mosnier n'affirme par serment son excuse estre veritable, aussi qu'il n'y a certification de medecins de la maladie déclarée par sa missive.

Le 27 juin 1548 a esté enjoint aux huissiers de faire leur debvoir en leurs offices, mesme à la conduite des presidents de la cour.

Le 5 juillet 1548, sur la requeste présentée par le

sieur François Pontbrian, seneschal et gouverneur du Limozin, aux fins de l'admettre pour sa justification à faire apparoir que François Costures, serviteur domestique de M. de Lage, premier president, a exigé de lui trente-cinq ou quarante sols pour le faire parler audit premier president son maistre, auquel il avoit affaire pour requerir justice, la cour a respondu à ladite requeste *ponatur in sacco* et arresté que ledit objet n'est recevable.

Le 20 juillet 1548, ne sont entrés de relevée parce qu'est la vigile des arrests de Magdeleine.

Le 23 juillet 1548, sont venus en la cour N..., sous-maire, jurats et procureur de la vile, lesquels par l'organe dudit de Lange ont remonstré qu'ils avoient deliberé proceder demain à l'election de douze nouveaux jurats, pour l'année prochaine, et que N..., procureur de la vile, leur avoit remonstré qu'il y avoit edict fait par le Roi, par lequel estoit ordonné qu'à l'administration des viles ne soient appelés les gens de robe longue, et qu'aucuns des jurats avoient eu un double dudit edict, lequel le procureur de la vile trouvoit dommageable, parce que les gens de robe longue servoient de conseil à icelle, aussi ledit edict n'a esté publié en cette cour, et n'est derogatoire d'autre edict ci-devant fait par le Roi, sur la forme de ladite election et arrests depuis sur ce donnés. Ont requis acte de leur remonstrance, et qu'il plaise à la cour declarer si elle entend qu'il soit procedé à ladite election suivant ledit edict, ou bien suivant l'ancien edict et arrests donnés sur la forme de ladite election. Auxquels sous-maire, jurats et procureur de la vile, a esté repondu par ordonnance de la cour, par

M^e François Delage, premier president, suivant la deliberation sur ce eüe, qu'iceux soubz-maire et jurats estoient bons et sages et en bon et en grand nombre pour pourveoir à plus grands affaires que celui-là, et que la cour ne pouvoit, ne debvoit leur bailler conseil sur ce, ne faire aucune declaration, mais qu'ils en usassent comme ils verroient estre à faire et que leur remonstrance seroit enregistrée.

Le 27 juillet 1548, M^e Pompadour, conseiller en la cour et maitre des requestes ordinaires de l'hostel, a présenté à la cour certaines lettres-patentes contenant interdiction à icelle pour raison du domaine du Roi; lesquelles ont esté communiquées par toutes les chambres et ordonné que seroient rendues audit Pompadour. Ce qu'a esté sur l'heure fait par le greffier d'icelle.

Le 21 aoust 1548, le mardy, sont entrés et sortis à neuf heures pour l'effraiment et tocquesin fait à la cloche de la vile.

Ledit jour, les chambres assemblées, a esté arresté que MM. qui se sont absentés sans congé de la cour, exceptés *excipendis*, seront mandés de revenir sur pene de suspension de leur estat pour un an, et que ceux qui sont en cette vile ne bougeront durant le parlement. A esté aussi arresté que les absents contribueront pour les présents pour la solde des gens commis et ordonnés pour la garde de la vile, des chasteaux et du capitaine.

Ledit jour sont venus en la cour les jurats de Bordeaux et ont monstre le contenu de certains articles par eux faits pour obvier aux saccagements et degats des maisons qui se font en cette vile et dehors et autre,

veus par ladite cour lesdits articles, ils ont esté trouvés bons et justes.

Ledit jour la cour, les chambres assemblées, aiant deliberé sur ce, a ordonné que M^e Guy de Brassac, conseiller en la cour et president ez enquestes, ira devers le Roi avec memoires, ainsi qu'il sera advisé, pour remonstrer l'emotion de la commune de cette vile et autres choses y survenües.

Le 1^{er} septembre 1548, a esté arresté que tous les absents contribueront comme les presents à la solde de deux cents hommes ordonnés pour la tuition et deffense de la vile.

Le 7 septembre 1548, les gens du Roi, sur ce ouïs, la cour, toutes les chambres assemblées, eüe sur ce meure deliberation, a ordonné que pour le service du Roi, bien, profit et utilité de la republique, tranquillité de la vile et repos des habitants d'icelle, elle seoirá et entrera durant les prochaines vacations comme durant le parlement, jusques à ce qu'autrement en soit ordonné et que les conseillers absents, exceptés *excipiendis*, viendront en cette vile dans huit jours après qu'ils en seront certiorés à pene de privation de leur gage pour une année et autres penes et amendes arbitraires qui seront appliquées à la tuition et deffense de cette vile, et neanmoins, la cour a fait inhibitions et deffenses aux advocats, procureurs et autres supposts d'icelle de ne eux absenter ne deseparer la vile sans congé et permission de la cour sur pene de suspension de leurs estats pour un an et d'autre pene et amende arbitraire.

Ledit jour, le sous-maire et deux jurats à ce commis, sont venus à la cour remonstrer que pour le present ils avoient la force sur les mutins moienant l'aide de

la cour et des bons bourgeois et citoyens de ladite vile, mais que pour extirper aucuns desdits mutins qui encore restoient et se jactoient elever et emouvoir, il estoit besoing d'en faire faire punition griesve et seure, telle que le cas le requeroit, ce qu'ils entendoient faire, appellations postposées, si le plaisir de la cour estoit le leur permettre. A quoi a esté respondu auxdits jurats qu'ils avoient sur ce faits certains articles et iceux publier, lesquels comme prudents et sages ils scavoient très bien faire garder et entretenir, et qu'ils advisassent bien qu'aucun inconvenient n'en advinst.

Ledit jour, à la requisition des jurats, la cour a permis et permet à MM. Geoffroy Lachassaigne, president, Ferron, Ciret, Vergoin, Guerin, conseillers, d'aller à la maison de vile conseiller les jurats et assister aux affaires et deliberations de ladite vile, à tous les jours qu'il appartiendra et seront requis.

Le 10 septembre 1548, la cour aiant deliberé sur l'advis et proposition des jurats, a ordonné que M^e Lancelot Mosnier, conseiller en la cour, seroit député pour aller vers le roi de Navarre, lieutenant-general et gouverneur pour le Roi en Guiene, avec lettres de creance et memoires pour remonstrer ce que nagueres est advenu en cette vile.

Aussi, aiant deliberé la cour, si pour l'assurance et fortification de la vile et pour empescher la mutation d'aucuns et les tenir en crainte, il seroit bon d'appeller et faire venir en ladite vile les seigneurs et gentilshommes du pais, a ordonné que la cour en escriira au sieur de Barbesieux, grand senechal de Guiene, de Jarnac, maire de la vile, Larivière, Maurian et Monadey.

Le 11 septembre 1548, la cour aiant deliberé sur ce, aucuns mutins condamnés pour l'homicide commis en la persone de feu sieur de Moneins, lieutenant-general pour le Roi en Guiene en absence du roi de Navarre, et les jurats de cette vile viendront en la cour, ou si aucuns conseillers d'icelle iront en la maison de vile où lesdits mutins et seditieux sont prisonniers pour les ouïr en leurs causes d'appel, et après les juger en ladite cour. A ordonné que lesdits seditieux et mutins seront menés en ladite cour pour estre ouïs en leurs causes d'appel, et juger comme il appartiendra.

Le 27 septembre 1548, ne sont entrés pour raison de la feste Saint-Cosme et Saint-Damian pour l'expedition de la justice, mais bien se sont assemblés pour entendre de M. de Candale, lieutenant pour le Roi en Guiene en absence du roi de Navarre, ce que ledit sieur de Candale avoit à remonstrer à la cour pour les affaires urgents du Roi, à cause de l'emotion ci-dessus mentionnée advenue en cette vile et país de Guiene.

Ledit jour ont esté commis M. le president Calvimon, Chaumon et Eyquem pour aller au devant de M. le connestable, envoyé par le Roi en ce país pour le fait de ladite emotion, et a esté ordonné qu'ils seront remboursés sur les plus claires deniers des despens qu'il leur conviendra faire pour aller vers M. le connestable, scavoir est de ce qu'ils despenseront le plus en faisant ledit voyage qu'ils n'eussent fait en demeurant en leurs maisons.

Le 3 octobre 1548, la cour, les chambres assemblées, aiant deliberé sur ce si l'on procederoit au jugement des mutins, saccageurs et seditieux, et mesme de deux appellants du juge de Benauges, a arresté,

veües les missives à la cour, envoiées par M. le connestable, présentées le 29 septembre dernier que pour le present ne sera procedé au jugement des procès des susdits mutins.

Le 8 octobre 1548, aiant ouï messire Frederic de Foix, comte de Candale et de Benauges et lieutenant general pour le Roi en ses païs et duché de Guyenne en l'absence du roi de Navarre, sur aucuns points qu'il a remonstré à ladite cour, et aiant sur ce deliberé, la cour a ordonné que les jurats de cette vile, chacun en sa jurade pour son regard, advertira les gentilshommes, citoiens, bourgeois et marchands et autres habitants de la vile de retourner en icelle avec leurs femmes et enfants dedans trois jours, et que inhibitions soient faites à ceux qui à present sont en ladite vile d'en partir à pene de privation de bourgeoisie, franchises, et libertés, données et octroïées à ladite vile et autres penes et amendes arbitraires, sauf après que les jurats auront adverti lesdits manants et habitants de ladite ordonnance de les revoquer et appeller à son de trompe et cry public par les endroits et carrefours de ladite vile accoustumés.

Le 9 octobre 1548 ont esté veües et enregistrées ez registres de la cour certaines missives à elle envoiées par M. le connestable, lesquelles a ordonné ladite cour estre letües et publiées à son de trompe et cry public par les lieux et carrefours accoustumés de cette vile, et ce sans prejudice des libertés, franchises et privilèges concedés par les rois à la vile de Bourdeaux, païs et duché de Guyenne quand à la confiscation des corps et biens.

Le 10 octobre 1548 a esté par M^e Carles fait recit

de ce qu'il avoit fait puis la legation devers le Roi, et ce qu'il en peust entendre dudit seigneur sur le fait de l'emotion du peuple de cette vile, ensemble de M. le connestable sur le fait de ladite emotion.

Le 11 octobre 1548, la cour aiant fait appeller M^e Antoine Vignac, procureur en la cour, de la comté de Benauges pour le sieur de Candale, et lui a esté enjoint de prendre et mener au chasteau de Benauges les deux prisonniers pour raison du saccagement fait à Montarrouch, et la charge de les mettre ez mains de M. le connestable, ou les rendre en la cour toutesfois et quantes que par elle sera ordonné, et sans ce qu'il soit procedé contre eux à la faction d'aucuns procès ne procedure.

Le 12 octobre 1548 ont esté commis MM. le president Lachassaigne, Alesme, Ciret, Vergoin et Guitard, pour aller vers M. le connestable et lui faire la reverence et lui presenter le service de la cour.

Le 13 octobre 1548, la cour a ordonné que MM. Longa et Ciret iroient devers M. le duc d'Aumale lui faire la reverence et lui presenter le service de la cour.

Le 15 octobre 1548, la cour a deputé M. le president Lachassaigne, Mosnier et Lebreton, pour aller vers M. le connestable.

Le 18 octobre 1548, jour de Saint-Luc, sont entrés N..., aux fins seulement de deliberer sur certaines missives escrites à la cour par M. le connestable et entendre la creance du sieur Blasereau.

(Il est écrit au pied du susdit registre :

« Le 3^e jour de novembre 1548, je, Jan de Pontac, greffier en la cour, ai recognu le present registre

estre celui que j'avois mis entre les mains de monseigneur le Connestable et par son commandement, et qu'il est escrit de la main de mon clerc. »

» DE PONTAC. »)

Les noms de MM. les presidents et conseillers commissaires ordonnés par le Roi à tenir deux chambres civile et criminelle en cette vile de Bourdeaux durant la surseoiance dudit parlement de Bourdeaux.

MM. les presidents Delage et Brinon, vacant.
MM. Robert Turcelin, Guillaume Bourgoïn, Jan OJoast, Louis Chabanes, Jan Bermondet, Gaston de Gryen, François Thomas, Thierry Dumont, André Maillart, Jacques Morin, conseillers au parlement et requestes du palais de Paris; M^{es} Pierre Lagarde, Jan L'Hospital, Antoine Maleres, Jan Theula, Jan Duthrouner, Jan Eynard, Pierre Robert, Pierre Sabatier, conseillers au parlement de Tholose; M^{es} Robert Le Roux, Nicolas Blancbaston, Robert Croesmanie, Constantin de Bures, Jacques Muterel, Nicole La Plane, conseillers au parlement de Roüen.

Le 31 aoust 1549, heure de trois heures après midy, au logis de M^e François Delage, premier president en la cour de parlement de Bourdeaux, M^e René Brinon, aussi president en ladite cour; Robert Turcelin, Jean Vermondet, conseiller au parlement de Paris; Pierre Lagarde, Jan L'Hospital, Jan Tournes, Jean Eynard, conseiller au parlement de Tholose; Robert Croesmarie, Robert Le Roux, Nicolas Blancbaston, Jacques Muterel, conseiller au parlement de Rouen, tous commissaires par ledit seigneur ordonnés pour la jus-

rice établie au dernier ressort audit parlement de Bourdeaux, ledit parlement tenu en surseance, en absence des autres conseillers desdits parlements Paris, Tholose et Rouen, denommés en la commission sur ce decernée par le Roi, à Saint-Denys en France, le 12 juin dernier passé, lesquels n'estoient encore venus : M^e Jan Teula, Pierre Robert, Pierre Sabatier, conseiller au parlement de Tholose, et Constantin de Bures, conseiller au parlement de Rouen, estants en la presente vile excusés pour maladie, se sont assemblés pour adviser ce qu'estoit de faire pour le bien de la justice auparavant que d'entrer au palais pour l'exercice d'icelle, estant en leur compagnie M^e Jan Pontac, notaire et secretaire dudit seigneur, et son greffier civil et criminel audit parlement de Bourdeaux. Lesquels après la lecture desdites lettres-patentes de commissions, faite par ledit Pontac, les dessusdits presidents et conseillers ont arrestés que mardy prochain, 13 du present mois, sera ce ebrée, en la chapele du Palais roial de Lombrière, messe haute du Saint-Esprit à laquelle les susdits presidents et conseillers, et autres desdits conseillers absents denommés en ladite commission qui cependant surviendront et arriveront en cette vile, M^e Bernard Lahet et Fronton Beraud, advocats dudit seigneur et ledit Pontac, greffier commis, assisteront avec leur robe d'escarlade, et, la messe dite, entreront en la chambre du Conseil dudit palais, parquet et auditoire d'icelui, où lesdites lettres de commission seront lëues et publiées, et le comte de Lude, lieutenant du Roi en absence du roi de Navarre, semonds y vouloir assister pour l'autorité du Roi et declaration dudit acte, et neanmoins les susdits presi-

dents et conseillers, considerant que la justice ne se pourroit commodement administrer sans huissiers, qui sont ministres pour l'execution d'icelle, ont ordonné, attendu que par lesdites lettres de commission n'est faite aucune mention des huissiers, que cependant par manière de provision et jusques à ce qu'autrement en soit par ledit seigneur ordonné, dont lesdits commissaires au plustot l'advertiront, tous les huissiers dudit parlement, exceptés ceux qui sont prevenus, accusés et renvoyés par ledit seigneur au parlement de Tholose, seront admis à exercer leurs estats et executeront les mandemens et ordonnances desdits commissaires.

Le 13 aoust 1549, au moien de l'assemblée des Estats de Guiene qui se font ce jourd'huy en cette vile, devant ledit comte de Lude, à cause aussi de la maladie dudit president Brinon, et attendu le petit nombre des conseillers ordonnés pour tenir lesdites deux chambres qui est en cette vile, l'entrée d'icelles chambres a esté differée jusques à demain 14 dudit mois.

Le 14 aoust 1549, sont entrés audit palais roial de Lombrière et chambre du Conseil ledit de Lage, premier president, Turcelin, Lagarde, Lhospital, Croesmarie, Teula, Vermondet, Tourner, Eynard, Le Roux, Robert, Blancbaston, Muterel et Sabatier, estant pour excusés de maladie lesdits president Brinon et de Bures. Aussi sont entrés Lahet et Beraud, advocats du Roi, et Pontac, grefier, et après que lecture a esté faite de la deliberation du 11 aoust, a esté arresté et ordonné que faite lecture des lettres de commission du Roi en l'auditoire du plaidoié, seront lettes les ordonnances

qu'on a accoustumé, le lendemain de la feste de Saint-Martin, concernant les advocats et procureurs et faite la lecture seront lesdits advocats et procureurs appellés et par eux le serment presté comme il est accoustumé faire le lendemain de la feste de Saint-Martin d'hyver.

Ce fait, ledit Beraud, advocat du Roi, a dit qu'à cause qu'en cette vile n'y a corps de commune et que la justice de ladite vile est ez mains du Roi, le lieutenant-general en la senechaussée de Guiene et autres officiers en icelle, qui exercent la justice pour le Roi, ont charge de la police de ladite vile, requiert à cette cause que lesdits officiers du Roi en Guiene soient appellés et leur soit enjoint faire netoier les rües et donner ordre sur le fait de la peste; sur quoi a esté remis à en deliberer au premier jour et que cependant en sera communiqué audit comte de Lude.

Et incontinent lesdits presidents et conseillers, gens du Roi et greffier, avec leurs robes d'ecarlare, sont allés en la chapele dudit palais, au devant d'eux aucuns des huissiers dudit parlement en la manière accoustumée, en laquelle chapele a été celebrée la messe du Saint-Esprit, et la messe celebrée, les susdits et le comte de Lude sont entrés au parquet de l'auditoire du plaidoié, et après la lecture faite desdites lettres de commission par ledit Pontac, greffier, à huys ouverts, a esté ordonné, ouï le procureur-general du Roi, que *lecta et registrata* sera mis sur le repli desdites lettres, et que le *vidimus* d'icelles sera envoyé par les bailliages et senechaussées du ressort pour estre publié, si fait n'a esté, et qu'au premier jour après la feste les advocats et procureurs se trouveront audit parquet, auquel jour seront leües les ordonnances concernants les advocats

et procureurs, et d'eux reçu le serment accoustumé. Et incontinent sont descendus dudit siège et rentrés dans la chambre du Conseil les dessusdits : president Delage, comte de Lude, conseillers et gens du Roi, auxquels par ledit Delage, premier president, a été remonstré qu'on avoit differé faire lire les ordonnances concernant les advocats et procureurs et leur faire prester le serment sans premièrement scavoir et deliberer si les prevenus et deferés seront receus à prester le serment; et sur ce, les gens du Roi ont esté interpellés, lesquels par l'organe dudit Beraud, ont requis que les advocats et procureurs qui nomement et specialement sont prevenus et accusés, et dont le comte de Lude a le role, et autres qui se trouveront prevenus et accusés de la sedition advenue en cette vile au mois d'aoust 1548, s'abstiennent de prester le serment et postuler jusques à ce que par le Roi autrement en soit ordonné. Sur quoi, eüe deliberation, assistant le comte de Lude, a esté arresté et ordonné que les advocats et procureurs qui estoient jurats et conseillers de ladite vile, et ceux qui nommement et specialement sont deferés et prevenus du fait de la sedition advenue en cette vile au mois d'aoust 1548, ne seront receus à prester le serment ne postuler jusques à ce que par le Roi en soit autrement ordonné, les noms desquels seront pris sur les roles que ledit comte de Lude a dit avoir devers lui, et que les gens du Roi bailleront, lesquels advocats et procureurs qui se trouveront nommement et specialement deferés et prevenus de ladite sedition ne seront appellés au role des advocats et procureurs, et leur sera déclaré par le grefier ne s'ingerer à prester le serment et postuler. A esté

remonstré par ledit premier president au comte de Lude, qu'aucuns des habitants de cette vile avoient dit qu'à cause des immundicités et fumiers qui sont par la vile y a grand danger de peste. Aussi qu'il est besoing donner ordre que ceux qui garderont les portes aient le soing de ne laisser entrer aucun qui viene des lieux infects, et qu'à ce faire soient commis personages aians cognoissance des persones venants des lieux circumvoisins infects de peste. Ledit comte de Lude a dit que pour doner ordre au fait de la police de la vile au lieu de douze jurats auroient esté commis par quartiers vint quatre, tant de robe longue que des bourgeois, lesquels estoient chargés de faire netoier les immundicités qui sont et qui seront parmi la vile, et pour ce faire les bouviers des paroisses circumvoisines auroient esté mandés; aussi lesdits vint quatre auroient esté chargés de faire rapport audit comte de Lude des excès qui se commettront en leurs quartiers. Quant aux portes, avoit esté ordonné qu'en chacune y auroit quatre bourgeois, aians cognoissance de ceux qui entreront pour les reveler et declarer aux soldats afin que s'ils venoient des lieux infects de leur empescher et denier l'entrée. A dit davantage ledit comte de Lude, qu'il veoid bien qu'il est malaisé que les gens de guerre logent parmi les gens de justice, à quoi il pense que le Roi pourveoira bientost.

Ce fait, a esté remonstré par les gens du Roi que le jour Saint-Roch qui sera vendredy prochain, a esté accoustumé faire procession generale, laquelle est besoing pour le danger de peste differer en autre temps, et seulement exhorter le vicaire de l'archevesque de Bourdeaux de faire processions particulières

en chacune des eglises de ladite vile ledit jour de Saint-Roch. Sur quoi a esté ordonné que sur le danger de peste estant à present en cette vile, la procession generale accoustumée faire le jour Saint-Roch sera differée en autre temps et sera enjoint au vicaire de l'archevesque de Bourdeaux et aux chapitres Saint-André et Saint-Seurin de faire faire processions particulières aux eglises de ladite vile à eux subjetes.

Et neanmoins ce, requerant le procureur-general commis par le Roi, attendu qu'il n'y a en cette vile de Bourdeaux jurats ne autres aians charge de la police de ladite vile, ne pareillement deniers communs pour subvenir aux pauvres pestiferés, ne aussi pour faire oster et jetter hors la vile les fumiers, bourriers et autres immundités qui causent la peste, et que le Roi a uni le revenu de ladite vile à son domaine et comptablerie, et ordonné certaines sommes pour subvenir aux affaires publics, a esté ordonné qu'au premier jour de cour, le lieutenant-general et autres officiers du Roi en la seneschaussée de Guiene seront appellés en icelle, auxquels sera enjoint pourveoir promptement au fait de la peste, netoierement des immundités, taxes des vivres, et autres choses dependants de la police.

Et advenant le 17 aoust 1549, estants entrés N..., a esté mis en deliberation par le premier president à quelle heure on entrera pour le danger de peste qui est à present en cette vile, et ont esté les dessusdits d'avis que la messe se commencera entre six et sept, et qu'à l'heure de sept heures les commissaires seront assemblés en leurs chambres tant civile que criminele pour vaquer à l'expedition de la justice.

Ce fait, a esté mis en avant, attendu que par les lettres de commission le Roi n'a pourveu d'aucun receveur des amendes qui seront adjudgées audit seigneur par lesdits commissaires, et pareillement pour fraier au frais de justice qu'il conviendra faire pendant ladite commission, si Jan Fleix, receveur des exploits et amendes audit lieu de Bourdeaux sera admis à l'exercice dudit estat, ou si lesdits commissaires depu-teront le comptable de Bourdeaux receveur des deniers dudit seigneur en cette vile, ou autres bons bourgeois et marchands d'icelle, ou si celui qui a esté commis par ledit comte de Lude à recevoir les deniers qui ont esté ci-devant adjudgés au Roi, nommé Jan Daste, ou autre sera commis. Et sur ce, eüe delibération, a esté arresté qu'il sera escrit au Roi et à M. le chancelier et connestable, vouloir pourveoir sur ce avec autres affaires, et que cependant en sera communiqué audit comte de Lude sans aucune chose attenter ne innover, les choses demeurants en l'estat qu'elles sont.

Aussi a esté mis en delibération si M^e P. Cantarel, notaire de la cour de parlement de Bourdeaux, sera receu à entrer et exercer ledit office attendu que par ladite commission n'en est fait aucune mention. Sur quoi, ouïs Lahet et Beraud, advocats-generaux et procureur-general à ce commis par le Roi, qui ont dit n'y avoir lieu à admettre ledit Cantarel à l'exercice dudit estat pendant ladite commission, a esté arresté que de ce le Roi sera adverti, et ne peut ledit Cantarel, ne sera receu à entrer ne exercer ledit office de notaire, attendu comme dit est n'en est fait mention par ladite commission. Et quant à ce que par arrest prononcé mercredy dernier avoit esté ordonné que les advocats

et procureurs viendroient au premier jour prester le serment de leurs estats, et que ladite reception de serment sera différée tant pour raison de ce que les audiences ont esté closes la veille de Nostre-Dame dernière comme aussi pour le danger de peste qui est à present en cette vile, et que le role des appellations verbales et plaidoeries ne scauroient estre faits, ne les advocats prests de plaider, ne les parties du ressort adverties pour s'y trouver de dix ou douze jours et que cependant le Roi en sera adverti, et aussi lesdits advocats et procureurs, qui estoient jurats du conseil de la maierie et des six vints conseillers de ladite vile, au temps de l'emeute et sedition y advenue, pour raison du renvoi qui en a esté fait au parlement de Tholose seront receus à prester le serment, pour sur ce entendu le vouloir dudit seigneur y proceder selon icelui, et de ce aussi en sera escrit à M. le connestable et chancelier.

Pareillement aiant esté appelé M^e Antoine Saint-Salvador, lieutenant-general en Guiene, en la chambre du Conseil, et entendu de lui l'ordre qui a esté par les officiers du Roi en Guiene, et ledit de Saint-Salvador au fait de la peste et netoiment des immundices, fumiers et bourriers estants en ladite vile, causants ledit danger, a esté ordonné que ledit Saint-Salvador avec les vint quatre quarteniers à ce deputés ez douze jurades par le comte de Lude, s'assembleront demain avec lesdits Lahet et Beraud, pour par ensemble adviser l'ordre qui se pourra mettre à faire netoier et purger ladite vile des immundicités, pour puis le rapport fait auxdits commissaires et en avoir communiqué audit comte de Lude en estre ordonné comme de raison.

Aussi sera escrit au Roi qu'il lui plaise ordonner plus grande somme de deniers que la somme de quatre mille livres tournois que ledit Saint-Salvador a dit que le comptable de Bourdeaux lui avoit dit estre ordonnées pour les affaires publics de la vile sur les deniers communs d'icelle, levés par ledit comptable, attendu que sur ladite somme de quatre mille livres tournois, y a seulement neuf cents livres tournois pour pourveoir au fait de la peste, que ne seroit somme suffisante, attendu le grand danger qui est à present pour y pourveoir et donner ordre et d'avoir aide du peuple, il est si pauvre qu'il n'y sauroit fournir, ou qu'il pleust au Roi, si le danger continuoit, permettre auxdits commissaires aller en autre vile du ressort rendre la justice souveraine qui leur est ordonnée.

A esté aussi ordonné que les requestes presentées ezdites deux chambres, seront respondües en langue vulgaire françoise et non en langue latine, comme l'on faisoit seant ledit parlement.

Le 20 aoust 1549 a esté ordonné par lesdits commissaires, oui le procureur-general du Roi, qu'ils iront en forme de cour à l'enterrement de feu M^e René Brinon, president, qui se doibt faire aujourd'huy à neuf heures. A esté aussi arrêté que si les presidents et conseillers de la cour de parlement de Bourdeaux se trouvent auxdits enterrements, ils seront receus selon leur ordre et antiquité.

Le 21 aoust 1549 a esté arrêté et ordonné que les huissiers ne passeront leur chambre ou la sale de l'audience, pendant que la cour seaira, s'il ne leur est enjoint et commandé par la cour ou aucun des conseillers d'icelle, et leur deffend de s'approcher de la

porte de la chambre du Conseil, escouter et entendre les opinions et secrets de ladite cour.

A esté pareillement arrêté, à la requisition des gens du Roi, que les procureurs intituleront les requestes qu'ils presenteront à la cour sous le nom des commissaires par le Roi ordonnés pour tenir le parlement à Bourdeaux, et quant aux provisions, commissions et arrests sera mis : prononcé ou fait par les commissaires par le Roi ordonnés pour la justice establee au dernier ressort, durant la surseance du parlement de Bourdeaux, selon les formes exprimées par les lettres de la commission du Roi.

Ledit jour a esté ordonné, les deux chambres assemblées, que les conseillers de la cour de Bourdeaux remettront devers le greffe les sacs et procès des instances tant civiles que crimineles qui sont et seront poursuivies, lesquelles pièces à defaut d'estre remises seront recouvertes par le greffier ou son commis, pour estre distribuées afin que les parties puissent avoir justice et expedition.

Pareillement a esté arrêté que suivant les lettres de la commission desdits commissaires, iceux commissaires seoiront selon l'ordre de leur reception, et, pour ce faire, bailleront au greffe la date du jour de leur reception esdits estats et offices, ce qu'ils ont depuis fait.

Le 24 aoust 1549, les chambres assemblées, est venu en la cour le comte de Lude et par les gens du Roi par l'organe de M^e Fronton Beraud, advocat dudit seigneur, a esté remonstré à la cour et audit comte de Lude que le Roi avoit envoyé en cette vile pour l'exercice de la justice souveraine en dernier ressort

des commissaires pour tenir deux chambres, l'une civile, l'autre criminelle, durant la surseance du parlement de Bourdeaux, et auparavant y avoit envoyé et fait son lieutenant-general le comte de Lude pour la force et pour la guerre, afin de garder qu'il n'y eust aucune sedition ne emotion populaire. A dit aussi que combien que le Roi entende qu'aux juges souverains, comme sont les commissaires députés pour tenir les deux chambres, soit obei pour l'autorité dudit seigneur et de la justice. A dit en outre que depuis deux ou trois jours deux soldats estants sous la charge des capitaines des chasteaux furent en la geolierie la cour seioiant pour ravoir et ramener par force un prisonier qui avoit esté condamné au fouët et aux galères et dirent plusieurs insolences et blasphemes execrables, et de fait en eussent mené le prisonier, brisé les portes de la prison, n'eussent esté quelques gens qui survindrent et les empescherent de ce faire. A dit aussi, que depuis quelques jours en ça, aucuns desdits gens de guerre ont esté de nuit à la maison de M^e Elies Thibaut, procureur en la cour, estant au lit, auxquels par lesdits gens de guerre furent faits plusieurs excès et outrages, aussi ont fait plusieurs excès à un autre procureur de la cour nommé Gisson, et jetté en la rue un tonneau plein de sacs, procès et papiers appartenants à plusieurs parties privées, dont plusieurs particuliers en souffroient grands interets et dommages attendu que la perte de leurs pièces pourront estre cause de la perdicion de leur droit. Et si ont remonstré que plusieurs autres excès se font journelement par lesdits gensdarmes et soldats, mesme que depuis que les deux chambres sont en cette vile se

trouve qu'un nommé Deguerre a battu et outragé naguères un marchand sous ombre de ce qu'il disoit que ledit marchand vouloit survendre sa marchandise, et plusieurs se plaignoient de jour en jour d'avoir esté battus, blessés et par lesdits gens de guerre et en pourroient faire davantage s'il n'y est promptement pourveu.

A remonstré davantage les peines indites par l'ordonnance du feu roi en 1546, sur le fait de la gendarmerie contre les gens de guerre faisant tels et semblables excès et afin qu'il soit obéi à la justice et magistrats comme il appartient et ainsi que le Roi entend, et que son peuple soit soulagé et vive en paix et tranquillité, a requis que ledit comte de Lude, lieutenant de Roi, eusse à bailler force et tenir la main aux magistrats et ministres de la justice à ce que les arrests et ordonnances soient executés et faire punition exemplaire de ce que la cognoissance lui appartiendra, c'est à scavoir des crimes militaires, et lesdits commissaires pareillement contre lesdits gens de guerre ez cas dont la cognoissance lui appartient.

Le comte de Lude a dit que les insolences qui furent faites à l'enterrement dudit president Brinon furent faites par les soldats qui n'ont accoustumé veoir faire telles choses et que s'il l'eust sceu y eust pourveu. Quant aux autres excès qu'il n'en avoit rien sceu qu'à present, car au lieu des douze jurats qui souloient estre en cette vile, il en avoit commis vint quatre tant de robe longue pour servir par quartiers et rapporté les excès qu'ils entendoient avoir esté faits, et pour ce il les a ouïs tous les jeudys, lesquels à la verité ont dit lesdits soldats avoir fait quelque insolence mais

n'en scauroit nommer aucuns; toutesfois estant adverti de ceux qui fairont excès et insolence dont lui en appartiendra la cognoissance en fera punition.

Pareillement le premier president a remonstré au comte de Lude les insolences et irreverences auxquels se livrent les gens de guerre envers les commissaires ordonnés par le Roi pour la justice souveraine, ainsi qu'ils passent par la rue venants de palais pour le deub de leur estat et de l'exercice de la justice, que vint cinq ou trente soldats s'estoient efforcés environ dix heures de nuit de rompre la porte et entrer dans la maison de M^e Jan de Lhospital, conseiller du Roi et l'un des commissaires, et voians qu'ils ne pouvoient entrer, avoient rûé plusieurs coups de pierre contre les fenestres et rompus les verrines d'icelles, et a dit que les commissaires lui avoient donné charge de lui remonstrer, afin que quand la cour aura fait faire informations desdits excès et insolences en ce que la cognoissance leur appartiendra et sur icelles baillé provision, qu'il ait à tenir la main à l'execution desdits arrests.

Lahet, advocat-general, commis pour et au lieu du procureur-general, a dit que l'invention de l'estrapade que le capitaine Loubès a fait planter et affiger devant le palais estoit bonne auparavant que les deux chambres fussent en cette vile, mais à present n'y est necessaire et si demeueroit audit lieu seroit quelque contemnement et mespris de la cour, parce qu'audit lieu ont accoustumé estre faite les executions de ceux qui sont par elle condamnés, et par ce a requis qu'il plaise à la cour et audit comte de Lude faire oster l'estrapade et icelle remüer devant l'un des chasteaux ou en la

place de ladite vile. A dit aussi qu'il n'estoit raisonnable oster les harnois à ceux qui conduiroient les prisonniers des seneschaussées et jurisdictions subalternes en la cour. Ledit comte de Lude a dit quant à l'estrerade, que ledit capitaine Loubès estoit allé vers le roi de Navarre, mais lui venu, si la cour est d'avis que soit ostée le faire faire, et particulièrement ne seront ostées les armes à ceux qui conduiront les prisonniers et le faire publier à son de trompe ainsi que la cour le verra estre à faire.

Le 29 aoust 1549, Lahet et Beraud ont remonstré en la chambre criminele que combien que le Roi, par arrest donné en son conseil, ait renvoyé au parlement de Tholose les procès concernant les emotions et seditions et saccagements du pais de Guiene, avec interdiction expresse à toutes les cours souveraines et autres, neanmoins plusieurs personages pour raison desdits saccagements se sont retirés les uns au comte de Lude, les autres en la cour, pour avoir relief d'appel et inhibitions ou autres expéditions. A cette cause, ce requérant les gens du Roi, les commissaires ont arresté veu ladite interdiction, qu'avant que decider aucune desdites causes concernant lesdites emotions, ainsi renvoyées, il sera escrit au Roi pour entendre sur ce son vouloir et s'il lui plaira faire declaration que les commissaires en cognussent.

Le 30 aoust 1549 ont esté commis lesdits Odoart, Eynard et Dumont, conseillers du Roi, et chacun d'eux pour pourveoir sur le fait de la police de cette vile, par devant lesquels seront tenus de comparoir lesdits vingt quatre personnages, deputés par quartier pour rapporter ce qu'ils entendent concernant ledit

affaire pour eux estre ouïs par lesdits commissaires pourveu comme de raison.

Le 4 septembre 1549, sur la requeste présentée par N..., advocat au senechal de Saintes, tendant aux fins d'ordonner le procès par escrit pendant en la cour entre N... receu pour juger estre distribué à quelqu'un desdits commissaires pour icelui veoir et juger nonobstant certain jugement, fait en une chambre des enquestes durant les vacations, sans lettres ne permission du Roi pour ce faire, lequel toutesfois n'avoit esté prononcé; ouïs les gens du Roi, les commissaires ont ordonné et ordonnent que le procès du suppliant et autres qui ont esté jugés ezdites chambres d'enquestes, au temps des vacations, sans lettres ne permission du Roi; attendu aussi que lesdits pretendus jugemens n'ont esté prononcés ne prononcés aux parties, et neanmoins les chambres assemblées a esté arresté que l'execution de ladite ordonnance surseoira jusques à ce que le Roi adverti d'icelle, il en ait déclaré son vouloir pour proceder selon icelui; et depuis ledit seigneur adverti, a mandé son vouloir, comme est contenu en la missive par laquelle le Roi mande, que par ses patentes, il subroge M^e Carle, president, Lavie, Gautier et Benoist au lieu de feu M^e Brinon, president au parlement de Bourdeaux, et Bourgoin, Thomas et Gryen, conseillers au parlement de Paris, nommés par le Roi commissaires pendant ladite surseance, lesquels n'avoient peu aller à cause des maladies à deux survenües, et veut que les commissaires tiennent audience ouverte durant les vacations, on n'ait accoustumé tenir audience ouverte ne cognoistre des matières civiles excedants en valeur la somme cent

livres parisis de rente, et mille livres pour une fois payée. Quant aux susdits procès jugés la prononciation des arrêts desquels estoit différée, qu'ils les distribuent et jugent. Signé : HENRY; et sur le dos : A nos amés et feaux les commissaires par nous ordonnés pour l'administration de la justice souveraine en nostre ville de Bourdeaux.

Le 7 septembre 1549, M^e Cavelier, conseiller au parlement de Roüan, a présenté ez deux chambres une commission du Roi à lui adressante, par laquelle il estoit subrogé au lieu de M^e Nicole Laplane, conseiller audit parlement de Roüan, excusé pour maladie, et sur ce a esté ordonné que lesdites lettres seront enregistrées, et lui ordonné à la chambre criminele.

Ledit jour, les chambres assemblées, a esté arrêté qu'on entrera après la feste Nostre Dame, et seront jugés les procès tant civils que criminels, et faites toutes autres expéditions qui se faisoient durant le parlement.

Le 24 septembre 1549, les chambres assemblées, veu la missive du Roi, contenant que durant les vacations les commissaires tinssent les audiences; etie deliberation, a esté arrêté qu'il ne sera plaidé à huys ouverts jusques à ce que lesdits commissaires aient reçu patentes du Roi contenant son vouloir quant à ce, mais que cependant les matières criminelles et autres privilegiées seront plaidées à huys clos ez dites deux chambres.

Le 7 octobre 1549, les commissaires, tant de la chambre civile que criminelle assemblés, appellés tant les advocats que procureur-general, a esté remontré par M. le premier president, avoir receu un paquet du

Roi, adressant aux commissaires, auquel estoient encloses trois lettres-patentes dudit seigneur, par les unes desquelles estoit mandé tenir audience ouverte tant ez matières civiles que criminelles; par les autres que lesdits Carle, Lavie, Gautier et Benoist estoient créés et ordonnés par ledit seigneur, commissaires au lieu de feu president Brinon, et Bourgoin, Thomas et Gryen, conseillers au parlement de Paris, qui n'estoient venus; et par les autres lettres-patentes le Roi declaroit et entendoit que les conseillers du parlement de Paris precedassent en tous actes les conseillers de Tholose et Roüan; sur quoi, eüe deliberation, à cause qu'il y avoit diversité d'opinions et que l'eure estoit tarde, a esté advisé que le lendemain en seroit ordonné.

Le 8 octobre 1549, lesdits commissaires ont arresté que sans prejudice desdites lettres de declaration, octroyées par le Roy aux conseillers du parlement de Paris, et de l'ordonnance de Charles VII et privilèges allegués par les conseillers du parlement de Tholose et de Roüan, afin que la justice ne soit retardée, que par provision et jusqu'à ce qu'autrement en soit ordonné tous les conseillers du parlement de Paris seoiront à l'audience du costé auquel ont accoustumé seoir les conseillers d'eglise, comme estant le lieu le plus honorable, et les conseillers du parlement de Tholose et Roüan de l'autre costé des laïcs, suivant l'ordre de leur reception; et neanmoins les conseillers du parlement de Tholose et de Roüan pourront de ce que dessus advertir respectivement les cours desdits parlements pour avoir d'eux memoires et instructions pour par le Roi, icelles veües et entendues, en estre ordonné selon son bon plaisir, et ce fait, sont allés

M^e N..., conseillers au parlement de Paris et assis du costé des presidents et conseillers clerks, et de l'autre costé des conseillers laïcs, MM. N..., conseillers au parlement de Tholose et Roüan; et ont esté publiées les lettres-patentes pour tenir audiences ouvertes en toutes matières civiles et criminelles.

Le 19 octobre 1549 a esté receu greffier à la survivance de son père, M^e Jacques Pontac, et presté le serment au cas requis, et ledit jour a assisté comme greffier à l'audience criminele, et le 22 octobre a assisté comme greffier à l'audience du civil.

Le 30 octobre 1549. a esté fait inhibitions et defenses au concierge de la cour de laisser sortir, ne aller hors de la conciergerie, soit avec garde ou sans garde, aucun prisonier que ce ne soit par ordonnance de la cour, signée du greffier d'icelle, à peine d'amende arbitraire.

Ledit jour, après avoir delibéré sur une requeste presentée par le premier huissier du parlement de Tholose, aux fins de lui permettre executer en ce ressort certaines lettres-patentes du Roi et provision concernant le fait de l'emotion populaire ci-devant survenue en cette vile, contre le corps de la cour et autres particuliers, les commissaires, les chambres assemblées, veües lesdites lettres, les ont fait rendre audit huissier. Ce fait, sont allés à l'audience à la prononciation des arrests generaux où M^e Jacques de Pontac, comme greffier à la survivance de son père, a assisté et prononcé les arrests qui n'avoient esté prononcés par ledit president Delage.

Le 6 novembre 1549, les deux chambres assemblées, veües les conclusions des gens du Roi et arrests faits

touchant les alliances de M^e Antoine Belcier, requérant estre receu à l'office de conseiller au parlement de Bourdeaux, auquel a esté pourveu par le Roy, a esté arresté que les gens du Roi pourront, si bon leur semble, dedans un mois, advertir ledit seigneur des remonstrances par eux proposées par devant lesdits commissaires pour empescher la reception dudit Belcier, ainsi que de raison.

Le 12 novembre 1549, entrée du parlement *ut supra*. Ledit jour a esté arresté que Boismenier, premier huissier, ne sera receu à exercer son estat jusques à ce que par le Roi autrement en soit ordonné.

Le 29 novembre 1549 a esté par les commissaires fait venir en la chambre civile M^e N..., vicaire-general de l'archevesque de Bourdeaux, auquel a esté remonstré qu'il pourveust à ce que les predicateurs preschassent suivant la doctrine et determination arrestée en la Sorbone, après edits du Roi et arrests sur ce donnés, et avant qu'estre receus à prescher fussent examinés et fust enquis de leurs mœurs, vie, et point suspects d'hérésie.

Le 5 decembre 1549, est venu en la chambre civile Lahet, qui a dit avoir esté adverti qu'en la chambre civile on jugeoit et se traistoient plusieurs matières crimineles contre la teneur des lettres-patentes concernant les deux chambres pendant la surseance du parlement de Bourdeaux. Par quoi a requis pour sa descharge toutes matières crimineles estre traitées et jugées en ladite chambre criminele et sa requisition estre enregistrée; ce qui a esté remonstré en la chambre civile par N..., conseiller envoyé par lesdits commissaires de la chambre criminele. A quoi par le premier

president a esté respondu qu'en la chambre civile n'avoit esté traité aucun procès criminel, si n'est le procès de N...; la poursuite duquel et instruction avoit esté faite en la Grand'chambre, seoiant le parlement, où estoient des conseillers de la cour qui sont à present du nombre des commissaires en la chambre civile, qui est cause que ladite chambre en a retenu la cognoissance pour ce qu'ils estoient instruits en la matière; aussi que la partie l'a requis comme estant gentilhomme de grande et ancienne maison, et que les matières crimineles de ceux de sa qualité avoient accoustumé estre tousjours traitées en la Grand-Chambre.

[1550]

Le 7 janvier 1549, le premier president a monstré deux missives du Roi, desquelles la teneur s'ensuit :

« De par le Roy. Nos amés et feaux, nous escrivons presentement aux commissaires ci-devant par nous ordonnés pour l'exercice de la justice souveraine à Bourdeaux, durant la suspension de nostre cour de parlement dudit lieu, qu'ils aient à se retirer chacun en nos autres cours dont ils sont, pour vaquer et s'employer au fait de leurs offices, pour autant que nous voulons et entendons que dès le commencement de janvier prochain vous vous assemblés et tenés nostre cour de parlement de Bourdeaux, comme faisiés auparavant ladite suspension d'icelle, esperant que vous y ferés bon et loial debvoir tant pour nostre service que pour le bien et administration de la justice; en quoi nous n'entendons toutesfois estre compris et receus ceux d'entre vous qui particulièrement ont esté appellés

en justice pour raison des emotions et seditions survenues en nostre duché de Guiene, jusques à ce qu'ils en soient justifiés par devant nostre cour de parlement de Tholose, auquel nous avons commis et attribué la cognoissance ainsi qu'il est plus amplement déclaré par les lettres de pardon et abolition que vous avons envoyées en corps et qualité de cour seulement, le contenu desquels vous ensuivrés, tant en cet endroit que autres, sans y faire faute.

» Donné à Fontainebleau, le 28 decembre 1549; signé : HENRY; » close et au-dessus est escrit : « A nos amés et feaux les gens de nostre cour de parlement. »

S'ensuit la teneur des autres :

« De par le Roy. Nos amés et feaux, nous avons remis et pardonné aux gens de nostre cour de parlement de Bourdeaux l'offense qu'ils pouvoient avoir commise en corps et qualité de cour durant les emotions et seditions survenues en nostre duché de Guiene, comme avés peu voir par les lettres-patentes que leur avons fait expedier, suivant le contenu desquelles nous voulons et entendons que dès le commencement du mois de janvier prochain ils s'assemblent et tiennent la cour comme ils faisoient avant la suspension d'icelle, en ce non compris toutesfois ceux d'entre eux qui particulièrement ont esté appellés en justice pour raison desdites emotions, lesquels ne voulons estre receus en ladite cour jusques à ce qu'ils en soient justifiés par devant les gens de nostre cour de parlement de Tholose, auxquels nous en avons commis et attribué la cognoissance. De quoi nous avons bien voulu vous advertir à cette fin qu'après la presente reçüe vous aiés à vous retirer chacun en nos cours desquels vous

estes, pour vaquer et vous employer au fait de vos estats et offices, estants assurez que nous avons bien bon contentement du debvoir que nous avons entendu que vous avés fait audit Bourdeaux, durant le temps que vous y aves esté tant pour nostre service que pour l'administration de la justice.

» Donné à Fontainebleau, le 28 decembre 1549; signé : HENRY. » Close. Et sur le dos est escrit : « A nos amés et feaux les commissaires par nous ordonnés pour l'exercice de la justice souveraine en nostre vile de Bourdeaux durant la suspension de nostre parlement dudit lieu. »

Lesquelles missives vetues lesdits commissaires ont déclaré qu'ils ne seoiront plus et mercient très humblement le Roi de ce qu'il lui a pleu les revoquer, et demandent pour chacun parlement une copie de la missive à eux adressante.

Ledit registre est signé à l'original de : François DELAGE. — Pierre LAGARDE.

*Registre secret commençant le 7 janvier 1549,
après la restitution du parlement.*

Le 7 janvier 1549, heure d'une heure après midy, se sont assemblés au logis du premier president en la cour de parlement de Bourdeaux MM. N..., auxquels par ledit premier president a esté remonstré deux missives avoir esté envoiées par le Roy, l'une adressante auxdits commissaires aux fins de retirer eux ez cours desquelles ils estoient conseillers, leur donnant à entendre par icelle missive, datée du 28 decembre dernier, qu'il vouloit et entendoit que les presidents et conseillers du parlement de Bourdeaux entrassent dès

le commencement de ce mois et exerçassent la justice comme ils avoient accoustumé. L'autre missive, datée du mesme jour, adressante aux gens du parlement, par laquelle leur estoit mandé exercer la justice comme ils avoient accoustumé et en commencer du premier jour de janvier, desquelles missives la teneur s'ensuit comme il est mis au long de la page precedente.

Aussy a esté dit par le premier president qu'après qu'il et aucuns autres du corps de la cour en absence des autres avoient receu les lettres de la restitution faite par le Roi du corps d'icelle, avoient esté envoyés vers le roi de Navarre, lieutenant-general du Roy en ses païs et duché de Guiene, auquel lescrites lettres de restitution s'adressoient, MM. Chaumon et Alesme, conseillers en la cour, par lesquels ledit seigneur roi de Navarre avoit escrit qu'au moien des occupations qu'il avoit, il ne pouvoit venir en icelle. Outre a esté dit par le premier president que parce que lescrites commissaires après que lescrites missives du Roi à eux adressantes avoient esté montrées, avoient déclaré qu'ils n'entreroient plus, et afin que la justice ne fust retardée avoit assemblé les dessusdits pour scavoir ce qu'estoit requis de faire pour le bien d'icelle. Sur quoi, ouïs Lahet et Beraud, qui ont dit que veu lescrites missives du Roy la cour sans autre forme devoit entrer demain pour le bien de la justice, a esté arresté et ordonné que demain matin heure de sept heures, les presidents et conseillers entreroient en ladite cour pour continuer l'exercice de la justice; à laquelle entrée le comte de Lude, lieutenant-general du Roy au païs de Guiene en absence du roy de Navarre, sera prié vouloir assister pour l'autorité de la justice; et,

pour ce faire, ont esté commis Pomiès et Brassac, presidents ez enquestes, et Pontac, grefier de la cour, avant laquelle les presidents et conseillers ouïront la messe du Saint-Esprit à baisse voix.

Le 8 janvier 1549, heure d'entre six et sept du matin, après que la messe a esté célébrée, assistants MM. N...; sont entrés en la chambre du Conseil les dessusdits, lesquels ont arresté que ceux qui pour le president seront ordonnés servir en la Grand'Chambre, et qu'à defaut de nombre descendront en icelle, ledit service sera par eux fait par provision jusques à ce que la cour sera en plus grand nombre, auquel cas lesdits conseillers retourneront selon leur ordre ez chambres desquelles ils sont, la Grand'chambre demeurant toutesfois pourvue jusques au nombre de dix-huit, desquels en sera baillé quatre en la Tournelle, sans en ce comprendre les deux presidents qui seront à ladite chambre.

Ce fait, les chambres aiant esté faites, est entré en la chambre du Conseil le comte de Lude, auquel le premier president a dit que la cour l'avoit dès hier envoyé prier vouloir assister à la première entrée qu'avoit deliberé faire ce jourd'huy au palais, suivant l'intention du Roy pour l'administration de la justice et pour tousjours icelle continuer, le merciant de ce qu'il lui avoit pleu faire pour le corps de ladite cour envers le Roy. Auquel a respondu ledit comte de Lude qu'il estoit très aise de ce qu'il avoit pleü au Roy restituer ladite compagnie, à laquelle tant pour le service dudit seigneur qu'autorité de la justice fairoit tout le plaisir qu'il pourroit.

Ce fait, Lahet et Beraud ont requis pour le bien de

la justice afin d'éviter supports et faveurs qui pourroient estre au moien des alliances et parenteles qui sont entre aucuns conseillers et presidents de ladite cour, qu'en faisant le departement des chambres, soit ordonné qu'aucuns beaux-frères, cousins, gendres ne autres parents et affins ne soient mis en une mesme chambre, ains en diverses; aussy quand y aura aucuns procès contre aucun president ou conseiller, que ledit procès soit distribué, jugé, et déterminé en une des autres chambres. Sur quoi a esté mis à delibérer en la première mercuriale.

Le 9 janvier 1549, a esté enjoint aux lieutenant, advocats et procureur du Roy en Guiene, parler au comte de Lude de faire vuider suivant l'edict du Roy hors la vile les bohemiens qui sont à present en icelle.

Le 15 janvier 1549, a esté arresté qu'aux requestes où sera mis *committitur* ou *committuntur*, les conseillers qui seront commis pourront decider de l'incident, si faire se doit, et où sera besoing en faire rapport à la cour, les pièces de tels incidents estants en droit seront mises devers le greffe de la cour pour estre distribués comme les autres procès sujets à distribution.

Le 17 janvier 1549, en la Grand'chambre, Lahet et Beraud ont dit ci-devant avoir requis devant les commissaires de l'edict fait par le Roy sur l'erection en office formé de la charge du garde du palais, auquel les commissaires auroient deferé jusques à ce que le Roy après avoir veu les remonstrances par eux à lui envoyées en eust déclaré son bon vouloir et intention, et parce qu'il n'en avoit esté fait aucune response, ont derechef requis la publication dudit edict. Leur a esté dit que par la cour y sera pourveu.

Le 22 janvier 1549, la Grand'chambre et la Tournelle assemblée, eue deliberation sur la requeste présentée par les deputés des Estats du pais de Poitou, Saintonge et autres pais, contenus et compris en l'edict de suppression de la gabelle et reduction d'icelle au quart et demi-quart aux fins de leur permettre faire publier et executer en cette vile et ailleurs où il appartiendra, deux sentences données par N... et N..., maitres des requestes, commissaires deputés par ledit seigneur, et lesdits Estats à l'execution dudit edict, et contract sur ce fait entre ledit seigneur et lesdits Estats. Et ouïs sur ce le procureur-general du Roi, la cour a déclaré qu'elle n'entend empescher que lesdites sentences ne soient publiées et executées en cette vile et ailleurs où il appartiendra selon leur forme et teneur.

Le 4 febvrier 1549 a esté arresté que les appellants de taxe de despens ne seront tenus de bailler griefs après avoir coté les articles desquels seront appellants, que les pièces taxées ne leur aient esté au prealable communiquées.

Le 28 febvrier 1549, ouïs les gens du Roi, la cour a commis N... à la garde des prisons de la conciergerie, jusques à ce que par le Roi autrement en soit ordonné; cependant icelle cour escrira audit seigneur et à Monseigneur le Connestable de la provision dudit estat de concierge en faveur dudit Darbonet, et que MM. N..., conseillers du Roy, se transporteront à ladite conciergerie, et feront delivrer audit N... les livres et les prisonniers par role, avec les fers et enferges et tous autres meubles estants en ladite conciergerie appartenants au Roi.

Le 5 mars 1549, en la Grand'chambre, ouï le pro-

cureur-general du Roi, ledit N... a presté le serment de bien, loiaument et fidelement vaquer et entendre au fait de la garde des prisonniers de la conciergerie de la cour qui lui a esté commise par icelle jusques à ce que par le Roi ou icelle autrement en soit ordonné ; et lui a esté fait inhibitions et deffenses, sur pene de cinq cents livres tournois et autre pene et amende arbitraire, de ne laisser et permettre parler les prisonniers à aucun, recevoir ne bailler aucunes lettres ne papiers sans qu'il soit par exprès permis et ordonné par ladite cour.

Le 15 mars 1549, après en avoir esté communiqué par toutes les chambres, a esté arresté que le jour Saint-Joseph la cour ira en corps de cour en procession avec robes d'escarlate au couvent des Frères-Prescheurs.

Le 12 avril 1550, après Pasques, les chambres assemblées, le president Comte et Pomiès, president ez enquestes, ont rapporté le comte de Lude leur avoir dit qu'il trouveroit bon que la cour fit faire procession pour prier et louer Dieu pour la paix contractée entre le Roi et les Anglois, dimanche prochain, encore qu'il n'y fust. Sur ce, eüe deliberation, a esté arresté que ladite procession se fera demain au couvent de la grande Observance à laquelle la cour assistera en corps de cour et y aura predication. Aussi a esté arresté que N..., huissier, qui s'en va à Paris porter quelques sacs, après s'en estre dechargé, ira la part où sera le Roi pour les affaires de la cour, et tant qu'il vaquera pour icelle sera tenu pour present par les autres huissiers presents, et outre lui sera faite taxe des journées et vacations qu'il aura fait pour le service de la cour.

Le 26 avril 1550, sur la requeste présentée d'office par le procureur du cardinal de Bellay, archevesque de Bourdeaux, aux fins que l'edict fait par le Roi attributif de jurisdiction aux juges d'Eglise pour le crime d'hœresie simple et autrement comme est contenu audit edict, donné à Paris le 19 novembre dernier 1549, leu, publié et enregistré en la cour de parlement de Paris le penultième decembre audit an, comme apparoissoit par l'extraict dudit edict signé du Tillet, attaché à ladite requeste; veu laquelle requeste, extraict dudit edict, et ouï le procureur-general du Roi, qui a dit n'y avoir lieu de publier ledit edict sur ledit extraict, toutesfois ne vouloit empêcher que le contenu en icelui ne soit gardé. La cour, la Grand'chambre et la Tournelle assemblées, a dit n'y avoir lieu de publier ledit edict sur l'extraict d'icelui; le contenu duquel sera toutesfois toleré et observé ez cas occurrents, jusques à ce que l'original dudit edict sera envoyé par le Roy à ladite cour pour icelui publier.

Le 28 avril 1550 a esté déclaré par le premier president aux gens du Roi que mercredy prochain y aura mercuriale afin qu'ils s'apprestent de ce qu'ils verront estre à declarer en icelle.

Le 6 mai 1550 Lahet, advocat-general, a dit avoir veu par ordonnance de la cour les lettres de provision de l'office de lieutenant-general du siège de Saintes en faveur de M^e Journau, lequel a esté receu par M. le chancelier durant la surseance du parlement, à la charge de se presenter audit parlement quand seroit seant, par ce a requis que ledit N..., suivant l'edict du Roy soit ouï et examiné, et avant ledit examen soit

enquis *super vita, moribus et ætate* dudit N... A esté ordonné qu'il en sera deliberé, et pour ce faire, les pièces ont esté baillées audit Dalesme. Aussi ledit Lahet a requis estre inhibé aux merciers, tenants mercerie au palais et tous autres, sur pene du fouët, de ne mettre en la chapele dudit palais aucuns cofres de leurs marchandises. Sur quoi n'a esté deliberé ne ordonné.

Ledit jour, la Grand'chambre et la Tournelle assemblées, par le premier president a esté remonstré à N..., lieutenant-particulier en Guiene, que la cour avoit esté advertie qu'il avoit commission du Roi pour imposer sur les habitants de Bourdeaux quelques sommes de deniers, et qu'en ladite quotisation les habitants disoient debvoir estre compris le corps de la cour, combien que ce ne soit l'intention du Roi, parce que ledit seigneur avoit fait declaration qu'il n'entendoit que les officiers du corps de la cour fussent compris ezdits impots et quotisation, sinon en la manière que ceux des autres parlements; pour ce, seroit bon que ledit N... ne procedast à ladite quotisation sur ceux du corps de la cour que premièrement le Roi n'en fust adverti pour en faire entendre son bon vouloir et plaisir. Lequel N... a dit qu'il en parlera à ceux de ladite vile commis pour faire le departement de ladite somme.

Le 13 mai 1550, les chambres assemblées, a esté arresté qu'il sera escrit par la poste à M. Chaumon, conseiller en ladite cour, estant de present à Paris, aller la part où seroit messire le connestable et chancelier, pour leur presenter les missives que la cour lui escrit aux fins d'estre entretenüe ez exemptions des-

quelles ont ci-devant jouï, et mesme de non estre contribuables à la quotisation de la somme de cinquante mille hommes.

Le 21 mai 1550, après en avoir esté communiqué à toutes les chambres, a esté arresté que la publication de la mercuriale, remise à ce jourd'huy, à cause des grands procès qui sont en la cour, est remise après les festes de Pentecoste.

Le 9 juin 1550 a esté remonstré par le premier president Delage que hier le comte de Lude l'avoit envoié querir, ensemble plusieurs autres de la cour, avec lesquels auroit advisé de faire rechercher des harnois parmi la vile, et qu'à ce faire assistassent aucuns conseillers de la cour, et les officiers du Roi en Guiene avec aucuns gentilshommes qui par lui seront commis, afin qu'il ne s'y peust commettre aucune violence, et par ce estoit requis nommer un nombre de conseillers de la cour de chacune chambre pour assister à ladite visite. Sur quoi, eüe deliberation en toutes les chambres; ont esté nommés en la Grand'chambre : MM. Eyquem, Pontac, Guilloche; de la Tournelle : MM. Lagear, Gautier, Alesme; de la première des enquestes : MM. Monench, Gasc, Guitard; de la seconde des enquestes : MM. Leberton, Mabrun, Limeyrac.

Le 20 juin 1550 sont venus en la Grand'chambre M^{rs} Lecomte, president, Gautier, Alesme, conseillers, lesquels ont dit avoir esté présenté en la Tournelle certaines requestes par le commis en cette vile pour le fait du quart et demi-quart du sel aux fins qu'inhibitions et defenses soient faites aux denommés en ladite requeste que les commis disent avoir esmeu le peuple

de ne leur mesfaire ne mesdire et informations des menaces et injures à eux dites et faites. Pour pourveoir sur laquelle requeste, eüe deliberation, a esté ordonné que ladite requeste sera communiquée au comte de Lude, lieutenant du Roi, par lesdits Gautier et Alesme, qui pour ce faire se sont transportés au logis dudit comte de Lude, lesquels ont rapporté n'avoir trouvé, et, que M^e R. Tuchon, son secretaire, leur a dit ledit comte de Lude s'en estre allé ce matin à Coutras. Sur quoi a esté ordonné que de ce que dessus sera escrit audit comte de Lude pour en advertir le Roi et y estre pourveu selon son bon vouloir et plaisir; et n'entend la cour que pour la provision de permission d'informer octroïé tant au commis de cette vile qu'aux bourgeois et marchands de cette vile, et des inhibitions qu'elle a ordonné estre faites cependant on puisse prendre autre cognoissance de cause en ce qui concerne le quart et demi-quart du sel, attendu que ladite cour est interdite, et que ce qu'elle en a fait pour ce regard est seulement pour obvier que cependant n'advienne aucune commotion de peuple, et pour en advertir ledit comte de Lude.

Le 1^{er} juillet 1550, les lettres-patentes du Roi du 11 juin dernier, adressantes au premier president et Lavie, conseiller, par lesquelles leur est donné puissance de cognoistre des prises et depredations qui seront faites sur mer par les sujets du Roi sur les sujets de l'Empereur pour le regard du país de Guiene, ont été enregistrées.

Le 2 juillet 1550 a esté ordonné que pour faire entendre au Roi la justification de la cour sur le faux donné à entendre par le capitaine du Chateau-

Trompette que la cour a decreté de prise de corps contre les soldats pour avoir osté les armes aux serviteurs des presidents et conseillers de la cour, et pour pourchasser l'exemption du corps de la cour du subside de la solde ordonnées sur les viles closes qu'autres subsides et quotisations. Aussi pour le fait des gages, ladite cour envoiera vers le Roi l'un des advocats dudit seigneur en icelle avec amplex instructions.

Le 9 juillet 1550 sont venus en la Grand'chambre M^{rs} Pomiès et Cazaux, presidents ez enquestes, et Jacques Benoist, conseiller, lesquels ont dit estre en doute si en procedant au jugement du procès pendant en la cour entre N... l'arresté fait audit procès signé de Pomiès et de Guerin, ci-devant rapporteur dudit procès, sera suivi. Sur quoi, eüe deliberation, a esté arresté que ledit procès sera entièrement reveu, et si par les pièces produites depuis l'arrest interlocutoire prononcé le 16 juin 1548 entre lesdites parties et arrests signé du president et rapporteur, appert de chose qui puisse demouvoir dudit jugement, chacun des juges sera en liberté d'opiner sans toutesfois se pouvoir demouvoir par les seules pièces anciennes produites et veües par la cour avant le susdit arresté.

Le 21 juillet 1550, la cour, pour aucunes causes à ce la mouvants a ordonné que la prononciation des arrests, qui avoit accoustumé estre faite ce jourd'huy, sera differé jusques à mercredy prochain en huit jours.

Le 23 juillet 1550 a esté ordonné que l'edict envoyé en la cour contenant modifications d'aucuns articles des ordonnances publiées l'an 1539, ensemble les lettres-patentes sur le fait des procedures et jugements contre les malsentants de la foi, après qu'elles ont esté

communiquées ez chambres de la cour, qu'elles seront lûes et publiées demain à l'audience.

Le 4 aoust 1550, après avoir esté communiqué à toutes les chambres, a esté arresté que ledit de Lur, conseiller en la cour, ira en diligence vers le Roi et messieurs de son conseil privé, pour le fait de l'exemption de la cour.

Le 19 aoust 1550 a esté ordonné que le procès criminel fait au lieu de Saint-Crapasy, en Perigort, en la persone d'un des officiers du quart et demi-quart du sel attendu que la Grand'chambre est empeschée pour le jugement du procès fait sur le meurtre commis en la persone du juge-mage de Carcassone, sera jugé en la Tournelle jusques au nombre de neuf ou dix, pour faire lequel nombre seront appellés aucuns des autres chambres.

Le 6 septembre 1550, les chambres assemblées, après que MM. le premier et second presidents ont dit ne pouvoir demeurer durant les vacations, le president Comte a dit que pour le service du Roi et expedition de la justice il demeureroit, et ce fait, les conseillers qui s'ensuivent ont opté demeurer suivant l'edict du Roi sur ce fait N..., cinq laïcs et trois clerks, et outre ont opté, comme supernumeraires trois N... Et incontinent est entré M^e Bernard Lahet, advocat-general, lequel a dit qu'estant informé qu'aucuns des conseillers des plus anciens et qui ont la faculté de demeurer pour la chambre des vacations, ont deliberé resider pour quelque temps, et après se veulent absenter et subroger quelques autres en leur lieu, a requis qu'ils declairent au commencement s'ils ont intention de demeurer durant toutes les vacations; et qu'aucun ne puisse

user de semblables derogations et cessions, si n'est pour cause legitime comme maladie, ou affaire du Roi ou de la cour; aussi pendant lesdites vacations, plusieurs conseillers qui ne sont de la retenüe, vont et entrent dans la chambre et font mal soupçonner aux parties que c'est pour favoriser ou nuire; par quoi a requis qu'autres que les retenus n'entrent pour obvier à fraudes et suspicions, si n'est que la chambre, pour juste cause, n'en ordonnast. Pour pourveoir à laquelle requisition a esté fait lecture de l'edict de l'erection de la chambre ordonnée par le Roi durant les vacations, et parce que par icelui est pourveu entièrement aux requisitions du procureur-general, a esté ordonné que ledit edict sera entretenu, gardé et observé, selon sa forme et teneur. Sur ce, M^e Jan Guitard, conseiller en la cour, a dit et remonstré de sa part que les conseillers qui optoient pour demeurer durant les vacations, ne le devoient faire sinon qu'ils voulussent resider, ce qu'ils n'avoient pas ci-devant fait, privants par ce moien ceux qui eussent peu opter après eux à la charge de resider, requérant sa remonstrance estre enregistrées.

Le 12 septembre 1550 est venu en la chambre Lahet, auquel a esté remonstré que les manants et habitants de Bourdeaux avoient présenté requeste à la cour aux fins de publier les privilèges octroïés par le Roy, et auroit ladite cour ordonné que lesdits privilèges et requeste sur ce présentée, seroient montrés au procureur-general, et par ce a esté interpellé s'il vouloit dire aucune chose pour empescher ladite publication. Lequel Lahet a dit avoir veu lesdits privilèges et ne vouloir empescher ladite publication, ains la

requiert comme chose grandement favorable et necessaire. — Aussi ledit Lahet a requis la publication de l'edict de l'erection de l'office de prevost de robe longue en cette vile, lequel il a mis devers la cour. Et etie sur ce deliberation, a esté arresté que ledit edict et privilèges susdits seront publiés demain.

Le 15 septembre 1550, Malvin, conseiller en la cour, a requis acte de ce qu'il a dit estre prest de rapporter ledit procès entre N... ou le mettre au greffe, avec l'extrait qu'il en a fait pour le distribuer à un autre, et proteste en evenement qu'aucun des prisonniers decederoit à ce qu'il ne puisse estre increpé à l'avenir.

Ledit jour, MM. N... assemblés, a esté mis en deliberation si M^e Pierre Despens, dit Destignols, pourveu par le Roi de l'office de prevost en cette vile de Bourdeaux, seroit examiné avant qu'estre receu audit estat; a esté arresté qu'il seroit examiné suivant l'edict du Roi. Ce fait, a esté fait rentré ledit Destignols lequel a esté examiné en presence des dessusdits et trouvé idoine et suffisant pour exercer ledit estat, et illec mesme a presté le serment et a esté receu, auquel la cour a enjoint de tenir la main à ce que les arrests, mandemens et provisions d'icelle soient dettement executés, et de faire son debvoir audit estat, et pour l'installer et mettre en possession d'icelui, la cour a commis M^{es} Pomiès et Carle.

Le 26 septembre 1550, MM. Ciret et Ferron ont présenté à la cour l'arrest par eux obtenu au parlement de Tholose, duquel la teneur s'ensuit :

« Entre le procureur-general du Roi, demandeur en cas d'excès, crime de lèze-majesté, d'une part, et

M^{rs} Jan Cîret, Arnault Ferron, Guillaume Vergoin et Antoine Guerin, conseillers du Roi en la cour de parlement de Bourdeaux, deffendeurs, d'autre part : Veu le procès fait auxdits deffendeurs, leurs auditions et confessions tant par devant les commissaires deputés par le Roi sur le fait des emotions advenües en la vile de Bourdeaux que commissaires deputés par la cour; faits justificatifs et affirmations desdits deffendeurs, et productions faites tant devers iceux commissaires qu'en la cour; lettres de grace et abolition generale octroïées par le Roi à ladite cour de parlement au mois d'octobre 1549, où double d'icelles en forme deüe expedïées; la cour a ordonné que lesdits Cîret, Ferron, Vergoin, Guerin, jouiront du contenu et entier effect d'icelles lettres de grace et abolition, et en ce faisant, les a mis et met hors de procès, en mesme estat et delivrance que les autres conseillers dudit parlement.

» Prononcé à Tholose en parlement le 12 septembre 1550. Ainsi signé : DU TOURNIER. »

Le 2 octobre 1550, N..., prisonnier, a esté mené en la chambre, lequel, après serment, a dit estre appellant de ce qu'il a esté condamné au fouët pour avoir cogneu charnellement les deux sœurs.

Le 4 octobre 1550 a esté arrêté qu'il sera faite procession generale où la cour assistera, le clergé et jurats, pour rendre grace à Dieu de ce que le Roi a remis la vile de Bourdeaux, et prier Dieu pour le Roy.

Le 29 octobre 1550, en la cour de parlement de Bourdeaux et chambre ordonnée par icelle durant les vacations, M^e Louis Amelin, conseiller du Roi en icelle, a dit que lundy dernier, 27 du present mois, il

auroit rapporté en la chambre le procès criminel d'entre le procureur-general, demandeur en excès, crime d'hérésie, blasphèmes et autres delicts, d'une part, et M^e Estiene La Vigne, clerc, deffendeur, d'autre part; lequel auroit esté veu et leu entièrement, et ledit La Vigne ouï sur icelui, présents et assistants à ce MM. le president Comte, Pomiès, Lavergne, Ciret, Vergoin, Valier, Alesme, Monench, Gasc, conseillers, et finalement le jugement du procès arrêté, et par l'avis et opinion dudit Amelin, rapporteur, president Lecomte, Lavergne, Valier, Alesme, Monench et Gasc, icelui Lavigne condamné comme hœretique à estre brulé, faisant la pluralité et majeure partie des voix des susdits assistants audit jugement, et par l'avis de Pomiès, Vergoin et Ciret à abjurer, suivant lequel avis icelui Amelin, pour ce que quand le jugement fust arrêté estoit heure tarde et plus de dix heures, n'avoit eu le loisir ce matin faire le *dictum* dudit arrest, ce qu'il a depuis fait, qu'il a leu, de la teneur que s'ensuit :

« Entre le procureur-general du Roi, demandeur en excès, crime d'hérésie, blasphèmes et autres delicts, d'une part; et M^e Estiene Lavigne, clerc, deffendeur auxdits excès, d'autre : Veul les charges et informations, recolements et affrontements, enqueste justificative et objective, et autres pièces devers ladite cour mises et produites, et ouï ledit Lavigne en la cour, dit a esté que pour reparation desdits crimes d'hérésie, blasphèmes et autres excès, la cour condamne ledit Lavigne demander pardon à Dieu, au Roi, à justice, tenant un cierge ardent en ses mains pesant une livre de cire, au devant l'église metropolitaine en cette vile

de Bourdeaux, et d'illec estre conduit devant le palais roial de Lombrière où après estre estranglé son corps sera brulé et mis en cendres. Et lecture faite dudit arrest, ledit Valier a dit y avoir pensé depuis, et entendu que l'abbé de Sainte-Croix de cette vile, vicaire-general de l'archevesque de Bourdeaux, disoit y avoir certain indult, octroïé par nostre Saint-Père Jules moderne, par lequel recevoit les hœretiques à abjurer durant trois mois, et estoit d'avis recevoir ledit Lavigne à ce. Et ledit Gasc a dit avoir entendu par le recit et propos dudit Amelin, rapporteur dudit procès, que ci-devant la cour et chambre criminele d'icelle, visitant le procès criminel dudit Lavigne, auroit ordonné que le Roi seroit informé dudit fait, et qu'il n'apparoissoit de la response dudit seigneur. Lors ledit president Comte a dit qu'avec d'autres points concernants cette cour M. le premier president, les gens du Roi et lui avoient adverti le Roi du fait dudit Lavigne, et avoient eu response qu'ils fissent justice, ce que l'avocat dudit seigneur avoit dit estre veritable; au moien desquels dires desdits Valier et Gasc, la signature dudit *dictum* d'arrest a esté surseoiée et différée; et à ladite chambre vaqué à d'autres affaires d'expedition des procès estants sur le bureau; et environ l'heure d'entre neuf à dix heures, approchant de l'issüe, heure ordonnée que l'on a accoustumé prononcé les arrests, parce que M^e Jan de Pontac, greffier civil et criminel en la cour, chargé pour le deub de sondit estat de ladite execution, a remonstré audit Amelin avoir fait venir les confesseurs, mandé le M^e des œuvres, et fait les preparatifs de l'execution dudit Lavigne, suivant le jugement qui avoit esté

arresté lundy dernier, et ce que lui avoit esté enjoint faire, demandant audit Amelin l'arrest pour l'aller prononcer audit Lavigne; ledit Amelin, rapporteur, a derechef dit auxdits presidents et conseillers, qu'il avoit leu ce matin l'arrest dudit Lavigne comme avoit esté arresté lundy dernier, et sommé qu'ils declarassent s'ils vouloient persister en leurs opinions et au jugement ja arresté ou non, et lors ledit president Lecomte a dit n'y avoir lieu de variation du jugement comme chose ja arrestée *à majori parte*, et de sept à trois, et que parce que ledit jour d'hier estoit feste d'Apostre, et que ladite chambre n'estoit entrée y avoit eu des sollicitations faites pour ledit Lavigne, et que l'indult pretendu du Pape qui avoit esté allegué par ledit Vergoin et Valier n'avoit esté receu par le Roi, publié ni approuvé par ses cours souveraines qu'il en apparust, et quand seront receu et publié n'auroit lieu ni s'entendrait qu'à l'avenir et non au passé et aux procès estants en droit avant la publication d'icelui, aussi n'estre ledit indult en forme probante envoyée par le Roi à sadite cour ne alleguée par la partie, et que les rescripts et indults du Pape ne sont ne accoustumé d'estre en langage françois comme celui que ledit Vergoin a exhibé ains en latin, et estre une impresse à plaisir faite en cette vile, et estoit mestier scavoir qui l'avoit faite et par quelle autorité, car n'avoit esté ordonné par ladite cour, ne senechal de Guiene, et estoit requis au prealable que l'alleguer que fust fait; et a derechef escouté et demandé les voix desdits conseillers juges qui ont esté d'avis scavoir est Amelin, Lavergne, Alesme, Monench, le president Comte que ledit arrest debvoit estre prononcé audit Lavigne, pre-

sentement et executé ce jourd'huy reaument devant le palais, et Pomiès, Ciret, Vergoin, Valier et Gasq que l'execution dudit arrest debvoit estre surseoiée et différée jusques à ce que le Roi eust esté derechef adverti, s'il entendoit que le susdit indult fust observé à present en son roiaume et ledit Lavigne en jouist. Voiant laquelle diversité d'avis et partage d'opinions lesdits sieurs ont ordonné estre fait registre par moi, greffier soussigné, ce que dessus. Et le lendemain 30 octobre après la lecture du present acte faite, presents les dessusdits par moi dit greffier, aucuns des conseillers ont dit n'estre bon nommer en icelui l'abbé de Sainte-Croix, et que ledit Valier debvoit declarer comme entendoit ce qu'en avoit dit. Ledit Valier a dit que mardy dernier, 28 du present mois, un advocat de cette cour en soupant avec lui avoit dit que l'abbé de Sainte-Croix disoit ce qu'avoit ci-devant dit par son avis quant audit indult, dont du tout m'a esté ordonné faire registre, pour estre inseré au registre secret du conseil et de la chambre; et a esté le *dictum* de l'arrest de La Vigne signé par ledit president Comte et Amelin, rapporteur, et en la forme ci-dessus inserée, que m'a esté delivré pour icelui garder, et execution reale d'icelui différée jusques à ce qu'on ait sur icelui entendu le bon plaisir du Roi; ce que le president Comte s'est chargé de faire. »

Registre secret commençant le 12 novembre 1550.

Le 12 novembre 1550 sont entrés MM. N..., etc., *ut supra*. — Ce fait a été deliberé sur une requeste présentée à la cour par M^e Pierre Despens, sieur Desnignols, advocat en icelle et prevost roial en la presente

vile de Bordeaux, aux fins qu'il fust appelé au role des advocats pour prester le serment, après les officiers du Roi en la senechaussée de Guiene. Et etie sur ce deliberation a esté ordonné et arresté que ledit Destignoos, prevost susdit, sera appelé pour prester le serment comme les autres advocats, après le lieutenant-general et particulier, advocat et procureur du Roi en Guiene, quant à cet acte seulement.

La cour est retournée en la chambre du Conseil, et a esté par le second president dit et remonstré que l'on avoit accoustumé dire et celebrer, tel jour qu'aujourd'huy, à l'entrée de la cour la messe du Saint-Esprit, et toutesfois l'abbé de Sainte-Croix en avoit célébré une de Saint-Yves, chose non accoustumée, ne sachant qui l'auroit meu à ce faire, et pour en sçavoir la verité a esté appelé N..., premier huissier, auquel a esté remonstré qu'il avoit la charge des ceremonies de la cour, et s'il avoit esté devers ledit abbé et lui avoit dit qu'il dist la messe de Saint-Yves, lequel a fait response n'avoir esté devers ledit abbé, et ne lui avoir dit aucune chose, et pour ce qu'il a esté rapporté par aucuns des assistants, que Contat, huissier, avoit esté devers ledit abbé l'avertir qu'il vinst dire aujourd'huy la messe; a esté fait venir ledit Contat, lequel sur ce interpellé, a dit avoir esté devers ledit abbé par le commandement du president Comte pour l'avertir qu'il lui pleust venir aujourd'huy dire la messe, mais ne lui avoit dit qu'il dist la messe de Saint-Yves. A esté enjoint audit premier huissier d'avertir celui qui sera à ce faire destiné, de dire à tel jour qu'est aujourd'huy la messe du Saint-Esprit.

Le 13 novembre 1550, ont esté faites les chambres,

et pour ce qu'Antoine Gautier avoit esté le parlement passé de la Tournelle et que Brassac, president en la seconde chambre des enquestes, de laquelle est ledit Gautier, a revoqué en doubte qu'il ne debvoit estre la presente année à la Tournelle, eüe sur ce deliberation, a esté arresté que ledit Gautier pour aucunes considerations, et attendu qu'il estoit l'année passée à la Tournelle, comme estant au lieu d'un de ceux de la Grand-chambre, sera encore la presente année à ladite chambre de la Tournelle.

Le 14 novembre 1550 a esté enjoint aux maire et jurats de faire entretenir le taux qui avoit esté fait du bœuf et du mouton et le faire publier dès aujourd'huy et punir les regretiers et regretières qui contre les statuts et ordonnances sur ce faites, acheptent les vivres pour les vendre avant dix ou onze heures, d'où provenoit la cherté des vivres. Leur a esté enjoint aussi de pourveoir sur ce que le marqueur de bois ne se contentoit de la première buche qu'il trouvoit, suivant ce qu'on avoit accoustumé, ains prenoit et choisissoit la plus belle buche, et que le bois estoit fort cher. Aussi les charretiers prenoient quatre ou cinq sols pour tour dont ils ne souloient prendre qu'un sol, et cela provenoit de ce qu'aucuns de la vile ont chevaux et charretes. et leur tienent la main pour le profit qu'ils y prennent; et, pareillement le foin estoit fort cher et se vendoit huit sols le quintal. Lahet a dit que la cherté des vivres provient aussi de ce qu'ez viles d'Agen, Saint-Macaire, Langon, Blaie, et pareillement à Saint-Seurin lez cette ville de Bourdeaux, ont esté faits quelques statuts par lesquels a esté inhibé de ne porter vivres en cette vile que dix heures ne soient

passées, par quoi qu'il pleust à la cour casser lesdits statuts et inhiber aux maire et jurats, consuls desdites viles et tous autres d'empescher que l'on ne porte vivres en cette vile, par mer et par terre, à pene de dix mile livres. Ouï laquelle requisition, la cour a fait inhibitions et deffenses aux maire et jurats, eschevins, consuls des viles de ce ressort et tous autres, nonobstant les statuts et ordonnances par eux faits et sans avoir egard à iceux d'empescher directement ne indirectement ceux qui voudront porter ou envoyer vivres et denrées en cette vile de Bourdeaux à pene de dix mile livres et autre amende arbitraire.

Le 18 novembre 1550, après en avoir communiqué aux autres chambres, a esté ordonné que par default de paiement de somme procedant de debte civile, ne sera octroïé prise de corps, et seulement permission de proceder par censures ecclesiastiques.

Le 19 novembre 1550, après en avoir esté communiqué à toutes les autres chambres, enquestes et Tournelle, a esté ordonné que M. M^e Donzeau, pourveu par le Roi de l'office de lieutenant de prevost de cette vile, sera examiné, en la Grand'chambre, selon la forme baillée par l'edict fait par ledit seigneur, et après avoir esté examiné et presté le serment en tel cas accoustumé, et pour icelui installer a été commis ledit prevost.

Le 26 novembre 1550 a esté leue la missive du Roi, escrite à la cour, concernant le procès et arrest donné contre ledit Lavigne, par laquelle le Roi veut que ledit arrest sorte son plein et entier effect, et trouve estrange qu'après un jugement resolu, l'on viene à remettre sus nouvelles difficultés, mesmement en chose si perni-

cieuse, et dont l'exemple et la justice prompte et plus requise que nul autre crime, mande, commande et ordonne très expressement qu'ils aient à faire signer le *dictum* dudit arrest par ceux qui l'ont donné, icelui faire prononcer audit Lavigne et executer de point en point selon sa forme et teneur; et escrire une bonne et expresse lettre en chacun des sièges du ressort de la cour aux juges et officiers pour les admonester d'y avoir l'œil plus ouvert et faire leur debvoir et diligence à les punir. Sur laquelle missive, eüe deliberation, a esté ordonné suivant icelle qu'il sera escrit aux seneschaux ou leurs lieutenants des seneschaussées ressortissants en la cour et aux officiers en icelles, ce qui a esté fait. Lettre auxdits officiers : « Messieurs les jugement, lieutenant particulier, advocat et procureur du Roi, la cour vous a par plusieurs fois ci-devant enjoint et escrit, etc..., et de ce que fairés ne faillés, de trois en trois mois, nous advertir, et où serés en ce negligens ou dilaïans, la cour a deliberé proceder contre vous, en sorte que ce sera exemple à tous autres, et afin que ne puissiés vous excuser à l'avenir, baillerés au porteur de la presente certification de la reception d'icelle, priants le Createur vous tenir en sa garde. Escrit à Bourdeaux en parlement et sous le seing d'icelle, le 27 novembre 1550. »

Le 21 decembre 1550, la cour, les chambres assemblées, a ordonné et ordonne que M^e François Laguionie, conseiller en la cour, sera païé de mille livres tournois restants de la somme de mille quatre cents soixante livres à lui taxées par les commissaires par icelle sur ce deputés, pour ses journées, vacations, frais, et mises par lui faites et exposées à poursuivre l'assignation de

cinquante-cinq mille livres des arrérages des gages de ladite cour des années finissants 1546 et 1547, et ce sur tous les deniers de ladite assignation et selon la concurrence des gages d'un chacun des officiers de ladite cour, et ainsi que se leveront sans tirer à conséquence, pour le paiement des poursuites faites ou à faire pour l'assignation des gages de ladite cour ou autres affaires d'icelle. Et illec mesme, après la lecture desdites ordonnances, M. le president Calvimon, Ferron, Amelin, Vergoin, Auzaneau, Eymar, ont formé opposition que ledit Laguionie ne soit païé de ses journées et vacations sur les deniers de leurs gages, disants toutesfois qu'ils ne bailleront volontiers ce qu'ils verront estre à faire par manière de don et non par manière de quotisation; M^e Jacques Benoist a dit qu'il s'oppose simplement que ledit Laguionie soit païé de ses journées et vacations sur les gages d'icelui Benoist.

Le 22 dudit mois, M^e Antoine Gautier s'est opposé que ledit Laguionie soit païé sur les deniers de ses gages, et que l'ordonnance de la cour lui soit delivrée sans son opposition, protestant où lui seroit delivrée sans son opposition contre le greffier de la cour de tous despens, dommages et interets. — Le 23 dudit mois, M^e Jan Mabrun a dit qu'il n'entend paier que ce que se pourra monter la quotité de la somme de mille livres tournois, à raison de ce qu'il pourroit paier, tout le corps de la cour estant égalé.

Le 20 decembre 1550 sont vendus en la Grand-chambre N..., jurats, et par ledit N... a esté dit que l'un des clerks du receveur-general Berenguier estoit venu en cette vile, et c'estoit la troisième fois, pour

recouvrer les restes de la somme de six mille tant de livres tournois, imposée l'année passée par les vint-quatre lors ordonné au lieu des jurats sur les habitants de ladite vile, montants lesdits restes mil cinq cents livres, desquelles ont trouvé que sur le corps de la cour en a esté imposé environ huit cents livres, pour lesquelles quinze cents livres lui et ses compagnons jurats avoient esté constitués prisonniers, dit que quant à la somme imposée sur les officiers du corps de la cour, les maire et jurats en avoient bien voulu advertir la cour, afin qu'il lui pleust y pourveoir, parce que desjà leur avoit convenu paier les despens des clerks dudit receveur, qui estoient venu requerir lesdits restes bien souvent, aussi qu'ils avoient esté constitués prisonniers pour le paiement de ladite somme, et quant à la somme restante de quinze cents livres desdit huit cents livres, a dit que lesdits maire et jurats feront paier lesdits restes comptants aujourd'huy. Sur quoi la cour a remis deliberer toutes les chambres assemblées. Et peu après, toutes les chambres assemblées, ont esté appellés N..., jurats, avec lesquels est entré en ladite cour M^e Jan Martin, procureur de ladite vile pour le Roi, et N..., clerk dudit N..., receveur-general, par lesquels jurats a esté fait mesme remonstrance que dessus; auxquels par ledit Calvimon, president, a esté dit qu'il estoit question d'affaire grave et de grande importance, non pour la somme, mais pour la consequence à ladite cour, laquelle n'avoit jamais esté encore comprise en aucune quotisation et imposition faite sur les habitants de cette vile, comme estant exempte tant de droit que de privilège octroïés par les Rois à icelle cour, ce que la cour a fait entendre au

Roi, le suppliant les vouloir maintenir et conserver ezdits privilèges et exemptions. Sur quoi le Roi avoit escrit à ladite cour comme estoit contenu en la missive escrite à Manlevile le 9 novembre dernier et présentée à icelle le 20 dudit mois, laquelle la cour a fait lire en presence des dessusdits. Laquelle missive lue, ledit N..., clerk dudit receveur, a dit qu'il ne prendroit la lettre du Roi en paiement.

FIN DU PREMIER VOLUME

OUVRAGES PUBLIÉS

PAR LA

SOCIÉTÉ DES BIBLIOPHILES DE GUYENNE

MÉLANGES. — Bordeaux, 1868-76-82. 3 vol. in-8°
(publiés par fascicules).

Tome I. — La reprise de la Floride par le capitaine Gourgue. — Remarques et corrections d'Estienne de La Boétie sur le traité de Plutarque, intitulé *Eporixos*. — Mémoires de Jehan de Fabas, premier vicomte de Castets-en-Dorthe. — Plainte de la Guyenne au Roy.

Tome II. — Poésies françaises, grecques et latines de Martin Despois. — Supplément logarithmique par Leonelli. — Entrée de Louis XIII à Bordeaux.

Tome III. — Lettre de M. de Rulhière à M^{me} la duchesse d'Aiguillon sur un voyage de M. le duc de Richelieu à Bayonne, en 1759. — Avis pour dresser une bibliothèque, par Louis Machon, curé du Tourne. — Expositions des beaux-arts à Bordeaux au XVIII^e siècle (1771-1787).

ESSAIS DE MICHEL DE MONTAIGNE. — Bordeaux, 1870-73.
2 vol. in-8°.

CHRONIQUE BORDELOISE, par *Jehan de Gaufreteau*. — Bordeaux, 1876-78. 2 vol. in-8°.

Cette chronique va de 1240 à 1638. Jehan de Gaufreteau était conseiller au Parlement et commissaire aux requêtes.

CHRONIQUE D'ETIENNE DE CRUSEAU. — Bordeaux, 1879-81. 2 vol. in-8°.

Étienne de Cruseau, conseiller au Parlement, l'écrivit de 1588 à 1616.

Bordeaux. — Imp. G. Gombouh, rue Guirauds, 11.

APR 27 1941

12

